

Université de Montréal

**Les trajectoires de l'intégration professionnelle des immigrants iraniens travaillant
comme chauffeurs de taxi à Montréal**

Par
Vahideddin Namazi

Sciences humaines appliquées
Faculté des arts et des sciences

Thèse présentée à la Faculté des arts et des sciences
en vue de l'obtention du grade de Phd.
En sciences humaines appliquées

Décembre, 2010

©Vahideddin Namazi, 2010

Université de Montréal
Faculté des arts et des sciences

Cette thèse intitulée:

**Les trajectoires de l'intégration professionnelle des immigrants iraniens travaillant
comme chauffeurs de taxi à Montréal**

Présentée par:

Vahideddin Namazi

a été évaluée par un jury composé des personnes suivantes :

Daniel Weinstock
président-rapporteur

Robert Dalpé
Directeur de recherche

Victor Piché
Membre du jury

Diane-Gabrielle Tremblay
Examineur externe

Deirdre Mentel
Représentant du doyen de la FES

RÉSUMÉ

Cette étude cherche à clarifier les trajectoires de l'intégration des immigrants iraniens travaillant comme chauffeurs de taxi à Montréal. En effet, les conclusions de certaines études portant sur l'amélioration de l'insertion professionnelle des immigrants à moyen et à long terme étaient en opposition avec l'état actuel d'immigrants qualifiés travaillant toujours dans l'industrie du taxi après cinq, dix, quinze ans ou même plus après leur arrivée, bien que plusieurs avaient déjà une formation universitaire avant leur arrivée au Canada. Effectuée dans le cadre des études sur l'intégration des immigrants en général et en particulier au Canada et au Québec, cette recherche fait ressortir des résultats plus larges que les expériences de ce groupe après son arrivée dans le pays d'accueil en incluant les attentes et les motifs avant le départ. L'utilisation d'une démarche plutôt qualitative à partir des expériences et des trajectoires d'environ une quarantaine de chauffeurs de taxi travaillant dans une société de taxi montréalaise dont la majorité des travailleurs sont iraniens a permis de dépasser les difficultés liées à l'étude de ce groupe ainsi que d'en approfondir la connaissance.

Cette étude se divise en deux parties. La première familiarise le lecteur avec l'histoire de l'immigration et celle des Iraniens au Canada ainsi qu'avec le cadre conceptuel et l'approche méthodologique de cette recherche. La deuxième partie, présentant les résultats, révèle le fait que plusieurs dans ce groupe d'immigrants n'ont pas eu accès aux droits de scolarité réduits offerts aux résidents québécois avant la régularisation de leur demande d'asile, ce qui a eu pour résultat de freiner leur grand désir de poursuivre des études au Canada. Ce blocage les a confinés dans des emplois de bas niveaux. Les cours peu avancés de français offerts aux immigrants n'ont pas pu les préparer à accéder aux bons emplois. Également, ce groupe a rejeté l'aide des agents d'emploi à cause des bas niveaux d'emplois que ceux-ci offraient. Alors que les périodes de chômage ont pu encourager certains à poursuivre leurs études, la discrimination après le 11 septembre 2001 a barré leur accès aux emplois qualifiés. La communauté iranienne n'a pas contribué à l'accès de ses membres aux emplois qualifiés à cause de son émergence récente au Canada. Ainsi, pour certains, le partenariat avec des compatriotes qu'ils connaissaient à peine et non experts dans la création d'entreprises, qui de plus ne se préoccupaient pas des exigences du métier, a abouti à leur fermeture. La comparaison

entre les emplois déjà occupés et les avantages matériels et non matériels du taxi a mené ce groupe à recourir à ce métier. Pourtant, ses désavantages ont causé le départ non réfléchi de certains du Québec, mais ils sont revenus par la suite. Les traits culturels de ce groupe dans une société ethnique de taxi bien réglementée ont permis d'améliorer le fonctionnement de cette société. Enfin, malgré le désir de bon nombre de ces immigrants de changer d'emploi, l'analyse suggère que la probabilité reste, pour la majorité, peu élevée.

Mots clés : intégration professionnelle, trajectoire des immigrants, immigrants iraniens, immigration, demandeurs d'asile, droits de scolarité canadiens, chauffeurs de taxi, entrepreneuriat des immigrants, entreprises ethniques

ABSTRACT

This study examines the integration trajectories of Iranian immigrants working as taxi drivers in Montreal, Canada. Participants in this study were still working as taxi drivers after five, ten and fifteen years or more after their arrival, although some had a university degree. Thus, the conclusions of this study differ from the results of other studies in the degree of success immigrants achieve in terms of professional insertion in the medium to long term.

This research emerged from a review of studies which focused on issues related to the integration of immigrants, specifically in Canada and Quebec. This paper presents broader results by recording, reporting, and investigating participant expectations and motivations prior to departure, and their experiences and motivations after their arrival in the country of reception. Using a qualitative methodology, data was collected on the life-experiences and the professional trajectories of forty immigrants working as drivers at a Montreal taxi company. The majority of the subjects were Iranian, which removed potential difficulties in the research process, and allowed the researcher to explore specific issues in greater depth.

The first part of this study aims to familiarize the reader with an overview of the history of immigration in Canada, and more specifically the history of Iranian immigration patterns in Canada, and to present the conceptual framework and methodological approach used in this research. The second part documents the participants' stories and discusses the findings. After being denied access to subsidized post-secondary education, and after trying a number of low-level jobs, participants identified taxi driving as most advantageous in terms of income and working conditions.

The discussion of the results reveals a number of key phenomena that directly contribute to the low success rate of professional integration of Iranian immigrants into the Quebec economy. These phenomena include an initial lack of access to subsidized, post-secondary education for asylum seekers prior to the granting of permanent status in

Canada; the inadequate level of French language preparation through government funded courses; the inadequacy of public job-seeking agencies to advertise anything other than low-level jobs; subtle post 9/11 discrimination in the employment market, and the inability of the relatively new Iranian community in Canada to provide social and professional support and resources to new immigrants as they seek appropriate professional employment.

A number of participants formed business partnerships with other Iranian immigrants. However, these partnerships were between partners who barely knew each other, and in every case, a lack of technical expertise and business know-how led to the collapse of the businesses.

Frustration with their ongoing low level of professional integration in Quebec led a number of participants to leave Quebec in search of greater professional satisfaction. These decisions were often made without considering the realities of the move and with little or no forethought to integrating into another new environment. As a result, all of the participants who left Quebec have since returned.

While other studies have been critical of the cultural and work behaviours of Iranian immigrants, this study has found that these same characteristics, when observed within the parameters of a well managed work environment, have had a positive impact on the performance and functioning of the Montreal taxi company.

While it remained the wish of the majority of the participants in this study to find more satisfying, professional employment, in the final analysis, the findings of this study suggest that under the current conditions, the majority of these participants will continue to drive taxis.

Keywords: professional integration, trajectory of immigrants, Iranian immigrants, immigration, asylum seekers, Canadian tuition fees, taxi drivers, Immigrants' entrepreneurship, ethnic enterprises.

REMERCIEMENTS

La fin de cette thèse semble être le début de plusieurs avenues de recherche dans le futur. Pourtant, ce parcours universitaire n'aurait pu se réaliser sans la contribution précieuse de plusieurs personnes. Je crois que ce projet ne sera pas complet si je n'exprime pas ma reconnaissance pour leur aide, de quelle que nature qu'elle soit.

Je remercie mon directeur de thèse, le professeur Robert Dalpé, qui a su partager sa connaissance avec moi. J'apprécie son inestimable apport à toutes les étapes de la rédaction de ma thèse. Je ne peux mentionner assez la patience qu'il a prise pour l'encadrement de cette recherche. Je suis reconnaissant de ses soutiens, ses encouragements et ses inspirations permanentes. Son regard profond, sa rigueur intellectuelle et ses généreux conseils m'ont été précieux et seront une grande source d'inspiration dans les prochains parcours. Je le remercie aussi de m'avoir intégré au Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST), dont l'utilisation des facilités scientifiques et administratives a aidé au progrès de mon projet. Aussi, je dois souligner l'importance des appuis financiers que j'ai reçus de mon directeur pour subvenir à mes besoins. Également, j'apprécie le soutien remarquable du professeur Dalpé pour mes interventions assez fréquentes dans des colloques et des conférences traitant du sujet de ma recherche, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Canada.

J'ai pris connaissance du programme de doctorat en sciences humaines appliquées (SHA) lors d'une présentation donnée par le professeur Victor Piché, directeur de ce programme, en 2004. Alors qu'il l'avait déjà quitté avant mon arrivée, je le remercie de ses propos précieux dans la formulation de mon projet de thèse et sa présence au comité de soutenance. Dès le début, mes camarades dans ce programme et moi avons trouvé la qualité de ce programme très riche, et l'apport de la professeure Marie-André Bertrand vraiment primordial. Non seulement elle nous a familiarisés aux théories et à bon nombre des penseurs des sciences humaines, mais elle nous a appris tant l'analyse critique de ces théories que l'impact de leur vie intellectuelle et privée sur leur manière de pensée. Généreusement, madame Bertrand était toujours présente pour diriger les candidats dans leur parcours. Je suis reconnaissant des attentions de cette chère professeure.

Je rappelle également à quel point, dans le séminaire sur l'interdisciplinarité, le professeur Gilles Bibeau a essayé de me diriger vers une pensée scientifique. Grâce à lui, j'étais stimulé à pratiquer de plus en plus la rédaction des textes en ayant le courage de jeter un regard critique sur le monde. Je le remercie infiniment. Surtout, la présence des professeurs Marc Termote et Jean Poupart dans le séminaire de la méthodologie de la recherche appliquée était une bonne occasion d'apprendre les méthodes qualitatives et quantitatives ainsi que la formulation du sujet et des méthodes de recherche. Je remercie ces deux professeurs pour leur effort. Cependant, je dois un remerciement particulier au professeur Jean Poupart, parce que c'est lui qui a proposé précisément le sujet de ce projet. De plus, je lui suis reconnaissant de sa présence à l'examen de synthèse, de ses conseils et de ses gentillesse continues envers moi.

Je remercie le professeur Claude Lessard de sa gentillesse extraordinaire comme directeur du programme, ainsi que ses aides et conseils précieux dans le séminaire de thèse, l'examen de synthèse et le comité de soutenance. Je remercie le professeur Pierre Joseph Ulysse de ses conseils lors du séminaire de thèse. Je remercie sincèrement la professeure Deirdre Meintel de ses encouragements et ses conseils pendant et après le séminaire de globalisation, culture et identités. Ces conseils ont contribué à ma recherche sur les formes d'intégration professionnelle des immigrants. Également, je remercie le professeur Patrice Brodeur, responsable de la Chaire du Canada, islam, pluralisme et globalisation, de sa contribution au cours de l'examen de synthèse et de la formulation initiale du sujet de la thèse. Je suis reconnaissant du rôle solidaire de la professeure Violaine Lemay, directrice du programme de SHA, envers les enseignants, les candidats et moi-même, particulièrement, pour l'allègement des pressions de la fin de thèse. De plus, je n'oublie pas la contribution sincère et avec tendresse de madame Manon Lebrun, technicienne en coordination du travail de bureau de SHA, qui a simplifié les étapes administratives de notre groupe dès notre entrée au programme jusqu'à maintenant. Merci beaucoup Manon!

L'obtention de différentes bourses m'a aidé à me consacrer davantage au projet. À cet égard, je remercie les responsables du SHA, du Centre de recherche en éthique de l'Université de Montréal (CRÉUM) et du CIRST. J'ai eu l'occasion de participer à différents séminaires scientifiques dans ces centres. Je remercie le professeur Daniel

Weinstock, directeur de CRÉUM et le coordinateur du centre, Martin Blanchard. Aussi, je remercie le professeur Pierre Doray, directeur de CIRST, Marie-Andrée Desgagnés et Sengsoury Chanthavimone, les secrétaires précédente et actuelle du centre, et en particulier Lucie Comeau, documentaliste du centre, pour son aide à la présentation des tableaux de cette thèse.

J'exprime aussi ma gratitude aux immigrants iraniens travaillant comme chauffeurs de taxi à la société de taxi Atlas de Montréal. J'avoue franchement que cette recherche n'aurait pu se réaliser sans l'aide et la contribution active de ce groupe. Tenant compte du contexte de cette diaspora, je suis vraiment reconnaissant de la confiance que ces personnes m'ont accordée et de leur assistance sincère au cours des entrevues. Je remercie monsieur Kamal Mirazimi, ancien directeur de la société de taxi Atlas, Farshad Fazli, propriétaire de Tapes Digital, ainsi que messieurs Jean-Guy et Armando, deux anciens enseignants connus et expérimentés de l'École de taxi de Montréal. Également, je remercie mon vieil ami, Hamid Reza Nedjat, de sa contribution continue à la révision de cette thèse. De plus, je remercie le professeur Mehdi Bozorgmehr, codirecteur de Middle-East and Middle-Eastern American Center à The City University of New York, pour avoir partagé ses documents relatifs aux études sur les Iraniens Américains. Enfin, je remercie mes parents, mon frère et sa famille, et ma fille, Paria, de leur support et leur patience durant mes études dans ce programme.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	i
ABSTRACT	iii
REMERCIEMENTS	v
TABLES DES MATIÈRE	viii
LISTE DES TABLEAUX	xx
LISTE DES FIGURES	xxii
LISTES DES ANNEXES	xxiii
LISTE DES SIGLES ET DES ABRÉVIATIONS	xxiv
 Introduction	 1
 Première partie	 16
Chapitre 1 - Immigration au Canada	16
1. L'ère avant la Première Guerre Mondiale	16
1.1. Quelle politique de l'immigration	16
1.2. L'accent sur le Canada Blanc	18
1.3. Discrimination envers les Asiatiques	19
2. L'ère entre deux guerres	20
2.1. Les politiques d'immigration	21
2.2. Quels groupes sont entrés?	21
3. Après la Seconde Guerre Mondiale	23
3.1. Les nouvelles politiques de l'immigration	23
3.2. L'abolition de la discrimination raciale	25
3.3. Mis en œuvre du système de points	25
3.4. Les Changements démographiques	26
3.5. La situation du Québec	27
4. Les années 1970	28
4.1. L'ère de Trudeau et la production du Papier Vert	28
4.2. La Loi 1976	29
4.3. Les classes admissibles et le parrainage	30
4.4. La modification du système de points et du changement du statut	31

4.5. Crise économique des années 1970	32
4.6. Création des catégories d'entrepreneurs et travailleurs autonomes	32
4.7. Le changement démographique.....	33
4.8. Le Québec pendant la décennie 1970.....	33
5. Après les années 1980.....	35
5.1. Création de la catégorie investisseur.....	35
5.2. Le Programme de travailleurs domestiques étrangers.....	36
5.3. La composition de nouveaux arrivants.....	36
5.4. Une révision de la politique sur les réfugiés.....	38
5.5. CCR.....	39
5.6. Mesures spéciales et catégories désignées.....	39
5.7. Quel rôle pour le HCR au Canada.....	42
5.8. Détermination des demandeurs du statut de réfugié à l'intérieur du Canada.....	43
5.9. L'arrêt Singh.....	45
5.10. L'augmentation de demandes et l'amnistie.....	46
5.11. Création de al CISR en 1989.....	47
5.12. Tiers pays sûr.....	48
5.13. La pression sur des sociétés de transport.....	49
5.14. Le fardeau financier des réfugiés.....	49
5.15. Création du processus accéléré.....	50
5.16. L'amélioration de la situation.....	50
5.17. Renvoi des réfugiés.....	51
5.18. Le projet de Loi C-86.....	51
5.19. L'obtention d'un permis de travail.....	52
5.20. Mesures d'expulsion et de renvoi.....	53
6. La situation récente de l'immigration et l'admission des réfugiés.....	55
6.1. Immigrants économiques.....	55
6.2. Réfugiés et demandeurs d'asile.....	57
6.3. La position du Québec.....	63
7. Un survol sur les données statistiques de l'immigration	63
7.1. Au Canada.....	63

7.1.1. Changements selon lieu de naissance.....	64
7.1.2. Changements au sein de minorités visibles.....	66
7.1.3. Lieux de résidence.....	66
7.1.4. Les catégories admis.....	67
7.2. Le Québec.....	68
7.2.1. Les catégories admises.....	68
7.2.2. Changements au sein de minorités visibles.....	69
7.2.3. La situation de la langue française.....	69
7.3. Montréal.....	70
7.3.1. Minorités visibles de Montréal.....	70
7.3.2. Lieu de résidence des minorités visibles à Montréal.....	71
 Chapitre 2 – Immigration des Iraniens	87
1. D'où viennent les Iraniens	87
2. L'histoire politique de l'Iran contemporain.....	88
3. Vagues d'immigrants iraniens.....	89
3.1. La première vague	91
3.2. La deuxième vague.....	92
3.3. La troisième vague.....	94
4. L'émigration des Iraniens en Europe.....	96
5. L'émigration des Iraniens en Amérique du Nord.....	99
5.1. Aux États-Unis	99
5.1.1. Les bases de l'entrée des Iraniens	99
5.1.2. Le nombre d'Iraniens et leur statut	101
5.1.3. Le lieu de résidence	103
5.1.4. Le niveau d'éducation	104
5.1.5. Travail autonome et entrepreneuriat.....	106
5.1.6. Trajectoire occupationnelle des Iraniens	108
5.1.7. Discrimination envers les Iraniens.....	109
5.2. Au Canada	112
5.2.1. La première vague	113

5.2.2. La deuxième vague.....	116
5.2.3. La troisième vague.....	121
5.2.4. Lieux de concentration et activités	124
5.3. L'état des immigrants iraniens au Québec	126

Chapitre 3 – Cadre conceptuel	140
1. Discrimination	140
2. La théorie du capital humain.....	144
2.1 - La reconnaissance du capital humain d'immigrants au Canada et Québec	147
2.2 – Quelques théories complémentaires	150
3. Le dualisme et la segmentation du marché du travail.....	151
4. L'entrepreneuriat des immigrants	157
5. La théorie des enclaves ethniques.....	161

Chapitre 4 – Les approches méthodologiques	165
1. D'où vient l'intérêt pour cette recherche	165
2. Les méthodes d'enquête	168
2.1. Un survol sur la méthodologie en sciences sociales	168
2.2. Retour aux démarches déjà effectuées dans ce domaine.....	170
3. Quelle démarche pour cette étude?	172
4. Pourquoi une recherche qualitative?.....	174
5. Quelles techniques?	179
6. Quelle stratégie?	180
7. Le cheminement de la recherche	181
7.1. Pourquoi ce groupe?	181
7.2. Comment avoir accès aux chauffeurs de taxi d'origine iranienne?.....	183
7.3. Société de Taxi Atlas.....	185
7.4. La rencontre au directeur gestionnaire de la société de Taxi Atlas.....	186
7.5. L'échantillonnage	187
7.6. Quel type d'échantillonnes?.....	189
7.7. Les entrevues semi-directives.....	191

7.7.1. Accepter d'être interrogé?	191
7.7.2. Question du manque de temps.....	193
7.7.3. Comment gagner leur confiance?.....	194
7.7.3.1. Acceptance au groupe et caractère personnel.....	195
7.7.3.2. Premiers entretiens avec les individus-clés	196
7.7.3.3. Présentations réciproques	196
7.7.3.4. Confidentialité des informations.....	197
7.7.3.5. Temps, lieu, durée et déroulement des entretien.....	198
7.7.3.6. Enregistrement des entretiens	200
7.7.4. Comment gagner la confiance?	200
7.7.4.1. Expliquer l'importance de cette recherche	201
7.7.4.2. Recours au réseau social et le problème de « contre-méthodes ».....	202
7.7.4.3. Atmosphère amicale, tenue vestimentaire, repas.....	203
7.7.4.4. Émotions ressenties en évoquant le passé.....	204
8. Analyse des données.....	205
9. Éthique de la recherche.....	206
 Deuxième partie – Les résultats	 207
Chapitre 5 - Les motifs du départ	207
1. La fièvre du départ	208
1.1. Le rôle des femmes et de la famille	209
1.1.1. Les épouses	209
1.1.2. Les mères	212
1.2. La pression sur les jeunes.....	213
1.3. Le goût de l'aventure	215
1.4. Fascination par la culture occidentale	216
2. Fuire le service militaire	219
3. Souffrance des habitants des villes frontalières lors de la guerre.....	222
3.1. Chercher un lieu en paix	222
3.2. L'aide économique à la famille	223
4. L'appartenance à une minorité religieuse illégale	224

5. Destruction de la vie familiale	225
6. Mauvaises fréquentations et souhait des parents	228
7. Représentations idylliques, pas toujours vraies	230
8. Allégation des accusations	231
9. La volonté de poursuivre les études	233
9.1. La folie de quitter pour le Canada	234
9.2. L'étouffement de la société	235
9.3. Certitude relative à la demande de la profession de l'épouse.....	235
9.4. Immigration planifiée	236
10. Suspension de l'envoi de l'argent à l'étranger pour les étudiants	238
11. Difficultés politiques avec l'État iranien	239
11.1. Identification de l'ouverture sociopolitique du Québec au Canada	240
11.2. Conflits entre les militants iraniens à l'étranger.....	241
11.3. Rester ensemble dans le cercle du réseau politique	242
 Chapitre 6 – Début du parcours des immigrants au Canada	247
1. Contexte statuaire des arrivants : Immigrants ou réfugiés?.....	250
2. L'arrivée au Canada comme requérants d'asile.....	253
3. Mis en contexte des années 1980	253
3.1. La problématique de période d'attente pour demandeurs aux années 1980	254
3.1.1. Le cas des tenants d'au moins un baccalauréat.....	254
3.1.1.1. Le cas des immigrants arrivés de l'Inde	255
3.1.1.2. Le cas des immigrants arrivés des Philippines et de la France	258
3.1.2. Le cas des immigrants qui n'ont pas au moins un baccalauréat	259
3.1.2.1. Retard de traitement comme l'élément poussant vers des travaux autonomes.....	259
3.1.2.2. Augmentation des coûts en raison de changement d'orientation scolaire	260
4. Mise en contexte des années 1990	262
4.1. Examen de l'influence des délais du traitement sur les interviewés après 1990 ...	262
4.1.1. Popularité de Montréal pour un meilleur traitement de demandes	264
4.1.2. Délai entre obtenir le statut de réfugié et celui de résident permanent	265
4.1.3. Contraintes de l'engagement familial	266

5. Comment commencent-ils leur parcours?.....	267
5.1. Niveau de connaissance de la langue lors de l'arrivée	268
5.2. Apprentissage de la langue au Québec	270
5.2.1. Groupe non universitaire	271
5.2.1.1. Retard de l'admissibilité pour l'accès aux cours du COFI	272
5.2.1.2. Ne jamais prendre le français au sérieux	273
5.2.1.3. Accent québécois et peur d'une langue difficile	275
5.2.1.4. Apprécier l'apprentissage du français.....	277
5.2.2. Groupe universitaire	279
5.2.2.1. Pourquoi aucune démarche pour apprendre le français?.....	279
5.2.2.2. Pas grande chose à apprendre dans les cours de français.....	281
5.2.2.3. Étudier le français au COFI en vue de recevoir une assistance financière	283
5.2.2.4. Intérêt pour apprendre l'anglais	284
 Chapitre 7 - Formation au Canada et au Québec	 287
1. Ceux qui n'ont pas obtenu un baccalauréat	289
1.1. Aucun intérêt pour les études.....	289
1.2. Volonté de faire de l'argent immédiatement	291
1.3. Retard de régularisation	293
1.4. Sous-évaluation des diplômes obtenus à l'extérieur du Canada.....	294
1.4.1. Recommencer à zéro	295
1.4.2. Exigences de suivre des cours supplémentaires	296
1.5. Poursuite de quelques cours.....	298
1.5.1. Goût pour les études universitaires	298
1.5.2. Autres motifs.....	299
1.6. Poursuite de cours professionnels	301
1.6.1. Poursuite des cours avant de commencer le travail de chauffeur de taxi.....	301
1.6.2. Poursuite des cours après avoir commencé le travail de chauffeur de taxi	303
1.7. Donner la priorité aux autres éléments en dépit de l'intérêt pour les études	304
1.7.1. Le parrainage.....	304
1.7.2. Subvenir aux besoins de la famille en Iran.....	305

1.7.3. Études des épouses.....	308
1.7.4. Problèmes familiaux (séparations ou divorces)	309
2. Ceux qui ont obtenu un baccalauréat	313
2.1. Non-détenteurs d'un baccalauréat à l'arrivée	314
2.1.1. Rôle positif des parents à l'encouragement aux études	316
2.1.2. Poursuite des études changeant la perception et l'estime de soi des immigrants.....	317
2.1.3. Travail comme chauffeur de taxi à temps partiel pour financer les études	317
2.1.4. Difficultés de réussite de nouveaux immigrants aux études artistiques	318
2.1.5. Les études universitaires facilitent l'intégration	319
2.2. Détenteurs d'un baccalauréat à l'arrivée	320
2.2.1. Impact du pays de graduation	322
2.2.2. Éléments encourageant les études	323
2.2.2.1. Période de récession et de chômage	324
2.2.2.2. Échec en recherche d'emploi	324
2.2.2.3. Attractivité du Québec et de Montréal pour les études.....	325
2.2.2.4. Rester aux études jusqu'à quand?	327
 Chapitre 8 - Barrières et facilités des parcours professionnels	 331
1. Contexte économique.....	332
1.1. Au Canada	332
1.2. Au Québec	335
1.3. Impact du contexte économique sur provinces et villes.....	337
2. Expérience des récessions.....	340
3. Rôle des réseaux ethniques	341
3.1. Formation d'une communauté iranienne?	344
3.2. Quel rôle dans l'intégration professionnelle des immigrants?	346
3.2.1. Aide inutile	347
3.2.2. Exploitation et déception	348
3.2.3. Manque d'aide	350
3.2.3.1. Confiance en soi	350
3.2.3.2. Négation de l'aide reçue de la famille	350

3.2.3.3. Aider au lieu d'être aidé	351
3.2.3.4. Besoin d'un sauveur	351
3.2.3.5. Adhésion à une communauté religieuse	351
3.2.4. Aides positives	352
3.2.4.1. Aide principale des familles	352
3.2.4.2. Aides précieuses	353
3.2.4.3. Aide pour des emplois non qualifiés.....	353
3.2.4.4. Adhésion à des groupes politiques	353
3.2.4.5. Liens non communautaires	354
4. Rôle des agents d'emploi	363
4.1. Refus d'aide des agents	363
4.1.1. Pas besoin d'aide	363
4.1.2. Suivre un plan	363
4.1.3. Ne pas vouloir un patron	364
4.1.4. Coupure de l'aide sociale	364
4.1.5. Utile pour les épouses	364
4.2. Accepter l'aide des agents	364
4.2.1. Emplois sans prestige	365
4.2.2. Importance de l'agent	365
4.2.3. Utile pour les bénéficiaires de l'aide sociale	365
4.2.4. Agents privés	365
4.2.5. Difficulté de communication avec l'agent	366
4.2.6. Rôle positif des agents	366
5. Discrimination à l'encontre des immigrants	368
5.1. Noms étrangers	369
5.2. Exigence de la langue française	370
5.3. Exclus de bons emplois	371
5.4. Non reconnaissance du diplôme canadien	371
5.5. Non compensation d'accident de travail	372
5.6. Discrimination non-ressentie	373
Chapitre 9 - Emplois occupés	382

1. Restauration	385
1.1. Simple Travailleur	386
1.2. Démarreurs de restaurant	388
2. Divertissements	395
2.1. Bar/Club/vidéoclub	396
2.2. Club sportif	397
2.3. Hôtel	397
2.4. Concerts	398
3. Agent immobilier	407
4. Stationnement et lavage de voitures	410
5. Imprimerie, distribution, photographie	411
6. Fabrication et couture	415
7. Emplois occupés hors du Québec	422
 Chapitre 10 – Métier du taxi	 427
1. Survol historique du taxi à Montréal	428
1.1. L'état récent de l'industrie du taxi à Montréal	430
2. Intérêts pour aborder le taxi	433
2.1. Aide des familles proches	433
2.2. Support des amis	433
2.3. Aide du réseau politique	434
2.4. Peine judiciaire	434
2.5. Métier de la majorité de l'entourage	435
2.6. Argent comptant	435
3. Avantages du taxi	439
3.1. Flexibilité des horaires, autonomie, argent comptant	440
3.2. Bons avantages matériels	440
3.3. Horaires non limités du travail	441
3.4. Possibilité de travailler en temps partiel	441
3.5. Promenade, connaissance de la société, communication	442
3.6. Possibilités d'étudier, de l'autonomie et autres caractéristiques personnelles.....	442

4. Désavantages du taxi	443
4.1. Salaire minimum, aucune assurance, pas de caisse de retraite, risque d'audit, aucun futur	443
4.2. Difficultés diverses: santé, police, garage, répartiteur, mauvais climat et routes..	444
4.3. Aucun progrès, fermeture cérébrale, expérience limitée à une ville	445
4.4. Clients dangereux	445
4.5. Manque de respect, mépris, isolement, classe inférieure, confusion avec les Arabe	447
4.6. Manque du temps pour la famille, critique de la famille envers ce métier	447
4.7. Honte de révéler son métier, les inquiétudes	448
5. Travail dans une société ethnique	456
5.1. Immigrants iraniens dans une société ethnique du taxi	459
5.1.1. Motifs de création de la société Atlas	459
5.1.2. Faiblesse en français ou l'avantage d'une langue commune?	460
5.1.3. Oublier la nostalgie	460
5.1.4. Comparaison avec d'autres sociétés de taxi	461
5.1.4.1. Réputation de la Société, qualité du quartier, répartiteurs et des clients	461
5.1.4.2. Meilleurs règlements, gestion, justice et milieu d'emploi	462
5.1.4.3. Anglophonie, solidarité, et relations familiales	462
5.1.4.4. Soulagement des souffrances	463
5.1.4.5. Aucune différence	463
6. Perspective d'avenir	471
6.1. Poursuite des études	471
6.2. Chercher un nouvel emploi ou l'avoir déjà commencé	472
6.3. Métier de vie, Risque de nouvel emploi et planification du futur des enfants	472
6.4. Désespoir et hésitation	473
 Chapitre 11 – Quelques comparaisons	 480
1. Similarité du statut à l'entrée	480
2. L'affiliation à un réseau politique avant l'entrée	487
3. Deux frères dans l'industrie du taxi	492

4. Obtention d'un diplôme canadien par les diplômés universitaires	498
5. Priorités aux études de l'épouse	504
 Conclusion	 513
Pistes de recherches futures.....	539
 Bibliographie	 541

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Le nombre des immigrants au Canada 1955-2006	73
Tableau 2 : Immigrants, période d'immigration, provinces et territoires	74
Tableau 3 : Lieu de naissance des immigrants et leur période d'immigration (Recensement de 2001)	75
Tableau 4 : Lieu de naissance des immigrants (Recensement de 2006)	76
Tableau 5 : Canada : Résidents permanents selon les principaux pays d'origine	76
Tableau 6 : Canada : Résidents permanents selon rang des principaux pays d'origine	77
Tableau 7 : Canada : Répartition des immigrants de quatre provinces selon la période d'immigration	77
Tableau 8 : Nombre et répartition des résidents permanents au Canada selon la catégorie, 1980-2006	79
Tableau 9 : Canada : Résidents permanents selon la catégorie 1997-2001	80
Tableau 9 : Canada : Résidents permanents selon la catégorie 1997-2001 (suite)	81
Tableau 10 : Canada : Résidents permanents selon le niveau de scolarité	82
Tableau 11 : Canada : La répartition des nouveaux immigrants de 15 ans ou plus sur le marché du travail selon le sexe et le niveau de scolarité	83
Tableau 12 : Statut d'immigrant et période d'immigration	84
Tableau 13a : Québec : Résidents permanents selon la catégorie d'immigration	85
Tableau 13b : Québec : Répartition de résidents permanents selon les régions d'origine (%)	85
Tableau 14 : Lieu de naissance des immigrants à RMR de Montréal – principaux pays de naissance	86
Tableau 15 : Immigrants iraniens admis aux États-Unis, au Canada, en Allemagne, en G.B. et en Suède : 1961 à 2005	131
Tableau 16 : Les demandes d'asile des Iraniens, 1995 à 2004	131
Tableau 17 : Immigration des Iraniens aux États-Unis : 1970-2004	132
Tableau 18 : Certaines caractéristiques des Iraniens non-natifs aux É.U.	133
Tableau 19 : Demandes d'asile déferées et réglées : Iran	134
Tableau 20 : Statut d'immigrant et période d'immigration, Canada, Québec, Montréal : 1961-2006	135
Tableau 21 : Canada : Résidents permanents – catégorie des pays d'Afrique et Moyen- Orient selon les principaux pays d'origine	136
Tableau 22 : Périodes d'immigration des immigrants iraniens – Canada, Ontario, Colombie-Britannique, Québec	137
Tableau 23 : Immigrants admis au Québec de 1981 à 2005, nés en Iran selon le sexe, la catégorie d'immigration et le groupe d'âge	138
Tableau 24 : Immigrants admis au Québec de 1981 à 2005, nés en Iran selon la catégorie d'immigration	139
Tableau 25 : Caractéristiques des marchés primaire et secondaire	153
Tableau 26 : Description de l'échantillon de l'étude	189
Tableau 27 : Motifs d'émigration (selon Widgren et Martin)	208
Tableau 28 : Croissance du PIB réel par habitant – 1970 à 2000	333

Tableau 29 : Augmentation des heures totales travaillées et de la population (%)	334
Tableau 30 : Comparaison du taux de croissance de l'emploi, du chômage et du PIB au Québec et en Ontario aux années 1982-1989 et 1992-1997	338

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Processus accéléré de traitement des demandes d’asile	61
Figure 2 : Procédure de traitement des demandes d’asile au Canada	62
Figure 3 : Canada – Résidents permanents selon la province ou le territoire, 2006 (Répartition en pourcentage)	78
Figure 4 : Canada – Résidents permanents selon la catégorie (Répartition en pourcentage)	82
Figure 5 : Éléments influençant l’intégration professionnelle des immigrants	248
Figure 6 : Taux de chômage au Canada en pourcentage pour les 15 ans et plus	335
Figure 7 : Taux de chômage au Québec en pourcentage pour les 15 ans et plus	337
Figure 8 : Taux de chômage de la population de 15 ans et plus en pourcentage dans quatre villes canadiennes	339
Figure 9 : Plaintes de la clientèle par rapport aux services du taxi à Montréal	432
Figure 10 : Permis du taxi émis à Montréal en 2002-2004	432

LISTE DES ANNEXES

Annexe I. Répartition des sujets selon le statut à l'entrée et certaines caractéristiques démographiques	570
Annexe II. Exemple de fiche signalétique	573
Annexe III. Exemple de questionnaire	574

LISTE DES SIGLES ET DES ABRÉVIATIONS

AE	Assurance-emploi
AP	Agents principaux
APR	Agent de protection des réfugiés
ASFC	Agence des services frontaliers canadiens
BTR	Bureau du taxi et remorquage
CAI	Commission d'appel de l'immigration
CCMTP	Centre canadien du marché du travail et de la productivité
CCR	Conseil canadien pour les réfugiés
CCSR	Comité consultatif du statut de réfugié
CIC	Citoyenneté et Immigration Canada
CISR	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada
CRS	Comité de révision spéciale
CSQ	Certificat de sélection du Québec
DNRSRC	Demandeurs non reconnus du statut de réfugié au Canada
ELIC	Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada
GRC	Gendarmerie royale du Canada
HCR	Haut Commissariat pour les réfugiés
HCNUR	Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés
IMRED	Immigrants visés par une mesure de renvoi à exécution différée
LIPR	Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
RMR	Région métropolitaine de recensement
RPC	Régime de pensions du Canada
SAI	Section d'appel de l'immigration
SI	Section de l'immigration
SPPCC	Sécurité publique et Protection civile du Canada
SPR	Section de la protection des réfugiés
SSR	Section du statut de réfugiés

Introduction

Tôt le matin, je sors acheter du lait. Les propriétaires des dépanneurs des deux côtés de ma rue sont d'origine chinoise; l'un d'eux était un médecin diplômé dans son pays d'origine. Quand je lui demande la raison pour laquelle il n'avait pas trouvé un travail au Canada dans son champ d'études, il me parle alors des démarches interminables, vagues et décourageantes auprès du Collège des médecins du Québec et du Canada. Plus qu'une entreprise familiale, ce petit commerce, pour ce nouvel entrepreneur, lui permet de subvenir aux besoins des siens. Or, l'histoire de cet ancien médecin est loin d'être un cas unique. Je rencontre de même plusieurs personnes de toutes origines et provenant de tous les milieux qui ont dû se recycler comme chauffeurs de taxi à leur arrivée au Canada. D'aucuns sont très instruits et possèdent une formation spécialisée. Surprenant, certes, mais la réalité parfois dépasse la fiction. Ainsi, j'en suis venu à me demander si les membres de ces communautés ont choisi ces emplois ou s'ils n'avaient pas d'autre alternative, pour vivre, que de se tourner vers ces métiers qui ne sont pas toujours à la hauteur de leur formation scolaire et professionnelle.

Pourtant, les autorités fédérales et provinciales confirment que, dans un avenir très proche, la croissance de la population active du Canada et du Québec sera en grande partie attribuable à l'immigration (Guilbeault, 2005; Rapport du Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration, juin 2002). L'immigration représente en conséquence un atout essentiel pour façonner l'avenir du Canada, puisqu'elle permet de répondre aux besoins démographiques et économiques du pays. Au demeurant, le Canada et le Québec tentent d'attirer une population immigrante hautement qualifiée pour augmenter leur main-d'œuvre spécialisée, particulièrement dans une économie de marché libérale et mondialisée où les travailleurs qualifiés sont très recherchés. Un document de recherche de la Banque mondiale atteste par ailleurs que le Canada est l'un des pays où la proportion de la main-d'œuvre immigrante, par rapport au reste de la population, est la plus élevée (Dzvimbo Kuzvinesta, 2003). De plus, 63 % de la croissance de la

population active du Québec provient de l'immigration et cette dernière apportera une contribution significative à la croissance de la population de cette province dans les décennies subséquentes (Vézina, 2005 : 4). Par ailleurs, depuis la fin des années 1970, au Canada, l'accueil d'immigrants ne se borne plus à la sélection de travailleurs qualifiés, puisque le pays offre l'asile aux réfugiés et encourage la réunification des familles.

Cependant, l'étude de Picot et Hou (2003) montre que 1980 à 2000, alors que la proportion de nouveaux immigrants sous le seuil de faible revenu augmente de 24,6 % à 35,8 %, celle des Canadiens de « souche » diminue, passant de 17,2 % à 14,3 %. Frenette et Morissette (2003) confirment qu'entre 1990 et 2000 l'écart entre les gains des immigrants et ceux du reste de la population canadienne a plus que doublé. De même, le taux de chômage des diplômés universitaires ayant immigré au Québec entre 1991 et 1998 était trois fois supérieur à celui du reste de la population (Vézina, 2005 : 4). Cette situation a même amené des groupes de recherche du gouvernement du Canada à remettre en question l'utilisation qui est faite de cette immigration : « Cet atout est-il utilisé au mieux? » (Rapport du Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration, juin 2002).

Ainsi, alors que les résultats de certaines études suggèrent la détérioration de la situation socioéconomique des personnes ayant immigré récemment au Canada, bon nombre d'études analytiques assez récentes sur l'intégration professionnelle des immigrants au Canada et au Québec ont été effectuées en appliquant des approches quantitatives. La majorité de ces études se réfèrent essentiellement aux données produites par Statistique Canada, lors de l'enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada (ELIC), ou de l'enquête sur l'établissement des nouveaux immigrants (ÉNI). Au Québec, la nature longitudinale de la dernière enquête sur les immigrants arrivés au Canada, visa en main, en 1989 et résidant dans la grande région de Montréal à la fin de leur première année de séjour, est devenue la base de plusieurs études.

À court terme, l'analyse des résultats des trois premières vagues d'observation, réalisées en 1990, 1991 et 1992, conclut que, « au-delà du niveau d'instruction et de la qualification, le pays d'origine reste un déterminant important de la capacité d'insertion, probablement en raison de discriminations sur le marché du travail. Sont particulièrement pénalisés les migrants originaires d'Afrique du Nord (davantage que ceux du reste de l'Afrique), du Moyen-Orient, de l'Asie et d'Amérique du Sud » (Piché, Renaud et Gingras, 2002 : 63). Basée sur la même enquête, alors que l'étude de Renaud, Piché et Godin (2003) confirme la disparition des différences de revenus et de statut entre les groupes, la thèse de doctorat de Godin (2005) dévoile que « ce sont les répondants en provenance de l'Afrique (le Maghreb compris) et du Moyen-Orient ainsi que ceux originaires de l'Asie de l'Est et du Pacifique qui éprouvent des difficultés d'insertion en emploi, faisant en sorte que des écarts se construisent au fil des ans. Dans certains cas, les disparités se maintiennent tout au long de l'établissement. » (p. 205) De même, en utilisant un échantillon de 1875 répondants représentatifs des immigrants de la catégorie des travailleurs admis au Québec entre janvier 1997 et juin 2000, Renaud et Cayn (2006) concluent que :

« la requalification n'est pas instantanée, mais qu'elle se produit au fil de l'établissement. Plus de 91 % des travailleurs sélectionnés vont accéder au marché du travail dans les premiers cinq ans. À ce moment, on estime que 68,7 % de l'ensemble des travailleurs sélectionnés auront au moins atteint un premier emploi correspondant à leur niveau de scolarité. Plus encore, une fois un emploi de ce niveau atteint, il y a très peu de chances (12,2 %) de passer à un emploi de niveau inférieur. » (p. 47)

Ces études proposent donc que le passage du temps peut résoudre les difficultés socioéconomiques de l'intégration professionnelle des immigrants.

Cependant, au Canada, depuis 2000, nous pouvons observer le phénomène de l'immigrant-éduqué-devenu-chauffeur-de-taxi ou occupant un autre emploi ne requérant guère de qualifications, alors qu'ils étaient médecins, ingénieurs ou pharmaciens dans leurs pays d'origine. Alors que le thème du « chauffeur de taxi » semble s'inscrire dans la littérature relative à l'intégration professionnelle des immigrants, il devient, dans les travaux de recherche, symbole de la déqualification des immigrants sur le marché du

travail (Thompson, 2000; Reitz, 2003; Galarneau et Morissette, 2008). En tenant compte du rôle important des immigrants dans le développement social et économique tant du Canada que du Québec (Guilbeault, 2005; Rapport du Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration, juin 2002), nous remarquons pourtant un manque d'études spécifiques sur le phénomène des immigrants devenus chauffeurs de taxi. C'est pourquoi cette thèse tente d'apporter une contribution analytique basée sur les récits des membres d'un groupe d'immigrants qui travaillent dans ce secteur. En effet, malgré les études et les rapports précédemment mentionnés qui concluent que l'amélioration de l'insertion professionnelle des immigrants se fait à moyen et à long terme, la situation de bon nombre d'immigrants qualifiés travaillant dans l'industrie du taxi ne s'est pas améliorée cinq, dix, voire quinze ans et même plus après leur arrivée. Cette étude tente d'expliquer les éléments qui ont bloqué l'accès de certains immigrants aux emplois qualifiés. Ainsi, en plus de faire la lumière sur les difficultés qu'affrontent ces personnes dans leur périple pour percer le marché de l'emploi dans leur pays d'accueil, le Canada, cette recherche pourrait clarifier divers aspects du travail autonome auquel a recours une partie de la population immigrante. Cette étude se concentrera surtout sur un groupe d'immigrants iraniens travaillant comme chauffeurs de taxi à Montréal; elle examinera les différentes trajectoires de ces immigrants dans leur intégration professionnelle au Canada.

Plan de travail

Afin de mieux analyser ces trajectoires, cette étude est divisée en deux parties. Alors que la première comprend quatre chapitres (l'immigration au Canada, l'immigration des Iraniens, le cadre conceptuel et les approches méthodologiques), la deuxième partie est consacrée aux résultats de la recherche. Dans le premier chapitre, nous présenterons brièvement l'histoire de l'immigration au Canada et au Québec en trois parties (avant la Première Guerre mondiale, entre les deux guerres et après la Seconde Guerre mondiale), les changements dans les lois et les règlements de l'immigration canadienne et québécoise ainsi que les catégories d'immigrants admises au fil du temps. Dans le chapitre suivant, en plus de présenter l'histoire politique de

l'Iran contemporaine, nous examinerons les différentes vagues d'émigration des Iraniens, notamment celles qui se sont dirigées vers l'Europe et l'Amérique du Nord. Le groupe étudié fait partie d'une des cohortes d'immigrants iraniens assez récemment arrivés au Canada, le nombre d'immigrants iraniens ayant fortement augmenté lors des dernières décennies. L'Iran se classe en effet, depuis au moins une dizaine d'années, parmi les dix pays qui envoient le plus d'immigrants au Canada et même au premier rang parmi les pays d'Afrique et du Moyen-Orient. Cependant, malgré l'augmentation du volume de l'émigration des Iraniens depuis la révolution islamique de 1979 et l'avènement de la guerre entre l'Iran et l'Irak, le nombre d'études portant sur ce groupe est resté très faible partout dans le monde et particulièrement au Canada, bien qu'il s'agisse d'une des principales destinations de l'immigration iranienne.

Le troisième chapitre de la première partie se concentrera sur le cadre conceptuel sur lequel est basé l'essentiel des théories utilisées pour les analyses et les comparaisons dans cette étude. Il s'agit des théories de la discrimination, du capital humain, de la segmentation du marché du travail, de l'entrepreneuriat des immigrants et des enclaves ethniques. Le quatrième chapitre de l'étude portera sur l'approche méthodologique de la recherche, notamment la démarche, les techniques et le cheminement de l'étude. L'utilisation d'une démarche qualitative plutôt que quantitative se basant sur les expériences et les trajectoires d'une quarantaine de chauffeurs de taxi qui travaillent dans une société de taxi montréalaise, dont une majorité d'Iraniens, permet autant de dépasser les difficultés liées à l'étude de ce groupe que d'approfondir la connaissance que nous en avons.

Cette étude expose certaines caractéristiques permettant une plus juste représentation de la réalité des immigrants, notamment l'inclusion des immigrants peu importe leur statut lors de l'entrée au Canada. D'autres études, l'ELIC par exemple, excluent les personnes qui ont fait une demande d'asile ou de résidence permanente après leur arrivée au Canada. Les études basées sur l'ÉNI au Québec, comme celles de Piché, Renaud et Gingras (1990; 2002) et celle de Godin (2005), ont examiné les cas de résidents permanents arrivés au Canada en 1989 et installés au Québec. De même,

l'étude de Renaud et Cayn (2006) s'appuie sur les résultats d'une enquête effectuée auprès des immigrants admis au Québec après avoir été sélectionnés au moyen de la grille de sélection. Au contraire, Renaud et Gingras (1998) consacrent leur étude indépendante sur l'analyse des trois premières années au Québec des requérants du statut de réfugié régularisé et qui sont arrivés au Québec en 1994 et devenus résidents permanents par la suite. Cette ouverture de notre étude eu égard au statut d'arrivée nous permet d'analyser de quelle façon le statut à l'entrée peut, au début, influencer sur le processus d'accès des immigrants au marché de l'emploi; notre étude comprend également les trajectoires des immigrants arrivés illégalement au Canada comme demandeurs d'asile et qui ont enfin réussi à obtenir leur statut.

	Arrivé au Canada comme résident permanent	Immigrant sélectionné	Demandeur d'asile régularisé
ELIC	*		
ÉNI	*		
Renaud et Cayn (2006)		*	
Renaud et Gingras (1998)			*
Notre étude	*	*	*

La deuxième partie comprend les sept derniers chapitres de résultats de l'enquête. Le chapitre cinq est consacré aux motifs du départ. Rappelons que « la mesure de l'intégration est toujours normative, d'où l'importance de préciser la mesure étalon » (Piché, 2004 : 173). À notre avis, ce chapitre est important parce que les éléments du statut socioéconomique, les motifs et les attentes avant le départ des immigrants ainsi que les emplois occupés par ceux-ci après leur entrée au Canada contribuent à expliquer leur degré de satisfaction ou d'insatisfaction. En même temps, ce jugement évoque toujours le contexte sociopolitique du départ et le contexte actuel du pays d'origine des immigrants. En fait, le point de vue personnel des membres de ce groupe et le sens qu'ils lui donnent, dépendamment de leur statut social et professionnel et de leur niveau d'éducation, ajoutés à leurs motifs de départ, sont d'autres avantages de notre étude qui permettent de mieux cerner la mesure de l'intégration économique de

ces immigrants. Nous appuyant sur l'approche de Widgren et Martin (2002 : 215) qui attribuent les trois effets de la demande, de l'offre et des communications aux migrants économiques et non économiques, nous analyserons les résultats en tenant compte des contextes sociaux et économiques des différentes vagues d'immigration et des différents groupes d'Iraniens. De plus, nous identifierons les convergences et les divergences entre notre étude et les éléments présentés par Widgren et Martin.

L'étude du parcours des immigrants au Canada débute au chapitre 6. Le modèle présenté par Piché (2004) devient la base conceptuelle de l'intégration professionnelle des immigrants; d'après ce modèle sont présentés deux types d'éléments influant sur cette intégration : les facteurs de nature macrostructurale reliés au contexte mondial tels que la mondialisation et les politiques de sélection et d'intégration des sociétés d'accueil et les variables symétriques reconnues dans les sociétés d'origine et d'accueil comme les éléments contextuels, les caractéristiques micro-individuelles avant la migration et après celle-ci, ainsi que les réseaux. En plus de l'identification de l'impact de la diversité des statuts des immigrants à l'arrivée, le bref rappel de l'histoire de l'arrivée des immigrants et des changements de politiques d'immigration du Canada et du Québec durant les périodes étudiées contribue à présenter les difficultés du statut à l'entrée de différentes catégories étudiées. En effet, l'entrée d'une grande population de réfugiés et de requérants d'asile dans les années 1980 et 1990 a pesé plus lourd que la capacité administrative des organisations gestionnaires de l'immigration canadienne. Ainsi, considérant le recours à l'apprentissage de la langue de la société d'accueil comme une des premières étapes de l'intégration, nous analyserons l'impact du statut lors de l'entrée sur l'apprentissage du français, l'intérêt des divers immigrants pour cette langue, la qualité des cours de langue offerts par le gouvernement et l'effet de cet apprentissage sur l'accès au marché du travail.

Au chapitre 7, le parcours des immigrants pour l'apprentissage de la langue est suivi de l'examen de leur recours à différents types de formation ou de mise à niveau au Canada. La base théorique renvoie essentiellement à la théorie du capital humain, proposée initialement par Becker (1964), dans laquelle le niveau des avantages

monétaires dépend du niveau des investissements des travailleurs sur leurs qualifications et leur santé physique. « La rémunération résulte du rendement d'un capital d'aptitudes professionnelles, à la fois innées et acquises par l'éducation, et d'autres comportements concourant à accroître la productivité (par exemple, une bonne santé). » (Tremblay, 1997 : 356) À propos des immigrants, les économistes néoclassiques suggèrent que leur réussite économique, mesurée souvent par le montant de gains moyen, est déterminée par les caractéristiques de leur capital humain. L'accumulation des gains découle souvent des années additionnelles de scolarité, de l'expérience de travail et d'autres compétences reliées au marché du travail (Chiswick 1978, 1979; Borjas, 1987). Alors que cette théorie n'explique pas les différences de revenus parmi les détenteurs de capitaux presque similaires, Chiswick (1979) rappelle l'existence de contraintes comme le statut lors de l'arrivée des immigrants, la reconnaissance de la scolarité et de l'expérience de travail acquises dans le pays d'origine ainsi que la similarité de la langue, des coutumes et du niveau de progrès économique des sociétés d'origine et d'accueil. Pourtant, ce chercheur propose l'ajustement des qualifications des immigrants avec le temps. Par contre, les résultats des études empiriques de Galarneau et Morissette (2008 : 5) confirment que « même après 15 ans, les immigrants diplômés de l'université sont toujours plus susceptibles d'occuper un poste de faible scolarité ». Reitz (2003 : 500) l'explique de la façon suivante : « *An increased supply of workers with familiar qualifications reduces the pressure on employers to probe the relevance of the unfamiliar qualifications of immigrants.* »

Nous tenterons donc de vérifier si la sous-évaluation des diplômes obtenus de pays autres que le Canada favorise, pour les immigrants, la poursuite de leurs études dans leur pays d'accueil.

Par ailleurs, les résultats de l'étude empirique des chercheurs de Statistique Canada, Sweetman et McBride (2004 : 5), font ressortir le rôle déterminant des études postsecondaires dans les gains des personnes nées au Canada et hors du Canada. Ainsi, en divisant les interviewés en deux groupes, ceux ayant obtenu un baccalauréat hors du Canada et ceux n'en ayant pas obtenu un, nous analyserons au départ les différentes

raisons de ne pas poursuivre leurs études au Canada. De même, les cas des immigrants ayant suivi des cours collégiaux, professionnels ou universitaires et n'ayant pas obtenu un baccalauréat avant ou après leur emploi de chauffeur de taxi seront aussi considérés. Cette division permet l'étude des éléments qui encouragent et découragent la poursuite des études de ces immigrants au Canada.

Pour donner suite à l'étude des résultats de l'apprentissage des langues, des qualifications et des requalifications, comme une partie des activités post-migratoires des immigrants telles que présentées par Piché (2004), le chapitre 8 examinera quatre éléments contextuels étant susceptibles d'entraver ou de faciliter l'intégration de ces groupes dans la société d'accueil. Le premier élément concerne les effets de la conjoncture économique, l'impact des deux récessions majeures du début des années 1980 et 1990 sur certains indices comme le produit intérieur brut (PIB), les variations des taux de chômage et le niveau de vie des Canadiens et des Québécois. Nous aborderons ensuite certaines conséquences de ces conjonctures dans quelques provinces canadiennes en comparant le Québec et sa province voisine, l'Ontario. Surtout, nous étudierons les variations des taux de chômage, durant les deux dernières décennies, entre Montréal et trois autres grandes villes canadiennes. Cette révision du contexte économique se terminera par le rappel de la perception des immigrants de ces périodes.

Le deuxième élément que nous étudierons dans ce chapitre est le rôle des réseaux ethniques; ses racines se trouvent dans les concepts de l'*embeddedness* et du capital social ayant été utilisés dans le domaine de la sociologie des institutions depuis les années 1980 (Granovetter, 1985, 1990; Bourdieu, 1986; Coleman, 1988). L'*embeddedness* prévoit que l'action économique est intégrée dans les relations sociales. À propos de l'histoire de l'utilisation de ce concept, nous pouvons faire allusion à la contribution de Polanyi (1944) et ses collègues (Polanyi, Arensberg et Pearson, 1957), puis à la motivation de Granovetter (1985) à l'appliquer. Portes (1995) pour sa part présente le capital social comme le produit de l'*embeddedness*, capital qui est défini par Bourdieu (1986 : 243) comme des « *social obligations* (« *connections* ») *which is convertible, in certain conditions, into economic capital and may be*

institutionalized in the form of a title of nobility ». Inspiré par Bourdieu et Coleman, Portes aussi applique le concept du capital social dans les études de l'immigration, concept qu'il définit comme la « *capacity of individuals to command scarce resources by virtue of their membership in networks or broader social structures* » (Portes, 1995 : 13). De même, Portes et Sensenbrenner (1993) retiennent quatre types de capital social : l'intériorisation des valeurs, la solidarité, la réciprocité et la confiance très forte. Ainsi, en présentant un des aspects de ce capital, les réseaux ethniques se composent d'un ensemble de personnes reliées par la connaissance, la parenté ou l'expérience du travail qui peuvent faciliter différents aspects de la migration depuis la prise de la décision initiale de départ des immigrants jusqu'à la procédure de leur établissement (Boyd, 1989; Tilly, 1990; Portes, 1995).

En tenant compte du rôle souvent positif que sont censés jouer les réseaux ethniques dans l'intégration des immigrants dans la société d'accueil, l'existence de la communauté iranienne au Canada sera examinée par le biais de l'histoire de l'arrivée des immigrants iraniens au pays, selon la période d'entrée et la catégorie d'immigrants. La mise en contexte de cette présence s'accompagnera de l'analyse des éléments mentionnés par les interviewés à propos de la contingence et de la contribution de cette communauté à l'accès de ses membres au marché du travail. De plus, la possibilité et la qualité de l'aide des familles, des amis, des groupes politiques, ethniques et religieux seront examinées, considérant certaines études empiriques concernant les immigrants iraniens aux États-Unis (Bozorgmehr, Sabagh et Der-Martirosian, 1993; Light, Sabagh, Bozorgmehr et Der-Martirozian, 1993; Bozorgmehr, 1992; Der-Martirozian, 2008). Toutefois, en soulignant l'importance des liens dans la qualité des emplois occupés, nous analyserons la contribution de ces éléments en rappelant la préférence donnée par Granovetter (1974, 1995) aux liens faibles.

Le troisième élément qui est susceptible de faciliter l'intégration professionnelle des immigrants est le rôle des agents d'emploi. Étant donné que la majorité des immigrants sont assez jeunes et compte tenu de l'importance des conseils de ces agents,

nous examinerons l'efficacité de l'aide de ces conseillers ainsi que les raisons pour lesquelles les immigrants ont recours ou non à leur assistance.

Enfin, le dernier élément discuté au chapitre 8 concerne la discrimination à l'encontre des immigrants. Dans l'*Encyclopédie canadienne*, Driedger et Palmer définissent la discrimination comme « l'exclusion d'individus ou de groupes d'une participation entière en raison de leur origine ethnique, de leur race ou de leur religion ». En soulignant le rôle institutionnalisé et intériorisé de la discrimination, Khan (2006 : 71) confirme que ce rôle « fait partie de l'histoire du Canada et est toujours répandu dans nos milieux de travail ». Tubergen et coll. (2004, p. 709) attribuent les différences entre les diverses théories de la discrimination aux hypothèses sur les acteurs et les mécanismes producteurs de la discrimination. Il s'agit du rôle de facteurs tels que l'État comme acteur central, des natifs, des immigrants et de leurs menaces. De plus, plusieurs études empiriques font ressortir le racisme systémique dont sont victimes les membres des minorités visibles (entre autres Alboim, 2002; Reitz, 2001) ainsi que leurs plus faibles revenus (Li, 2000; 1988; Pendakur et Pendakur; 1996). Les études de chercheurs comme Baker et Benjamin (1994), Frenette et Morissette (2003), Aydemir et Skuterd (2005) et Picot et Sweetman (2005) attribuent près de un tiers de la décroissance des gains « à l'évolution de la composition de l'immigration selon les pays d'origine et d'autres caractéristiques » (*ibid.* : 18). Compte tenu des facteurs identifiés dans d'autres recherches, nous analyserons la perception des immigrants à propos de l'existence de la discrimination dans leur société d'accueil ainsi que des éléments discriminatoires, connus ou non, comme les noms étrangers, l'exigence de langue française au Québec, la non-reconnaissance du diplôme obtenu hors du Canada, le comportement des employeurs, etc. D'ailleurs, notre analyse est basée surtout sur le rappel du contexte historique, politique et social de la période d'arrivée des immigrants iraniens au Québec. L'efficacité de certaines politiques étatiques sera aussi discutée dans ce chapitre.

Le chapitre 9 examinera différents aspects des emplois, dont une majorité d'emplois dans le secteur tertiaire, occupés par ce groupe d'immigrants. Le secteur tertiaire comprend un vaste champ d'activités de services contribuant à la satisfaction de

besoins individuels ou collectifs, secteur qui a pris une place importante dans l'économie des pays industrialisés. Par exemple, au Canada « les services représentaient moins de la moitié de la production et de l'emploi en 1931, mais avaient progressé jusqu'à 73 % de l'emploi en 1995 » (Tremblay, 1997 : 84). Le développement de ce secteur est attribuable aux changements structurels dans l'ordre socioéconomique et dans la conjoncture du début des années 1980 et 1990. De plus, l'augmentation du nombre d'emplois atypiques¹ et la diminution de la durée des emplois ont changé les conditions d'accès à un emploi stable et de qualité, rendant l'accès plus difficile qu'avant (Paugam, 2000).

Au début de ce chapitre, des fonctions exercées dans la restauration par plusieurs immigrants iraniens, des éléments comme les expériences d'embauche dans ce secteur, le recours de certains à l'ouverture de restaurant, les sources de financement, le rôle des réseaux ethniques, l'analyse économique du démarrage d'une entreprise, la contribution des partenaires et les résultats, seront abordés. De plus, les conséquences négatives des emplois du secteur du divertissement, tels les emplois dans les bars et les discothèques, sur la vie personnelle et professionnelle des immigrants seront discutées. En tenant compte du contexte social de la société iranienne après la révolution de 1979, différents aspects du recours à la tenue de concerts ethniques – y compris les motifs et les résultats pour ce groupe – seront aussi analysés. Nous étudierons également les mesures de réussite ou d'échec des immigrants dans les secteurs de l'immobilier, de l'imprimerie, du stationnement, du lavage de voitures, de l'importation et de la distribution. De même, nous examinons l'impact des emplois effectués dans les secteurs de la fabrication et de la couture sur l'intégration professionnelle des immigrants. L'importance de ces secteurs est significative, puisque près de 50 % des travailleurs de la fabrication de produits du textile en 1986 étaient au moment de notre étude des immigrants (Badets et McLaughlin, 1989). Enfin, ce chapitre analysera les motifs de départ des immigrants du Québec vers d'autres provinces canadiennes, d'autres pays ou même vers leur pays d'origine.

¹ Un emploi atypique est une situation de travail à temps partiel, temporaire, autonome ou en cumul d'emplois (Vosko et coll. 2003 : 18-19).

L'avant-dernier chapitre se concentrera sur l'analyse de différents aspects de l'industrie du taxi en commençant par un bref survol historique de cette industrie à Montréal; ce chapitre expliquera les changements dans cette industrie après la fin de la Seconde Guerre mondiale en tenant compte de la pénurie de taxis et de la nécessité de trouver du travail aux vétérans rentrant d'Europe. L'élimination du plafond d'émission de permis a pour conséquences l'accroissement du nombre de taxis et la diminution de la rentabilité de l'industrie. Cependant, des éléments comme la prise en charge de l'ensemble de la réglementation de cette industrie par le gouvernement du Québec, l'adoption de la Loi sur le transport par taxi en 1983, l'ouverture de nouveaux marchés, le plan de rachat des permis, la fondation de l'École du taxi du Québec et du Bureau du taxi contribuent à organiser davantage le travail dans cette industrie et à augmenter sa rentabilité. De même, certaines études effectuées aux États-Unis suggèrent l'impact positif du travail autonome sur la richesse des groupes immigrants puisqu'il génère pour un grand nombre des revenus très élevés (Zhou, 1996; Bradley, 2004). Au contraire les études longitudinales de Hjerm (2004) en Suède et de Li (2000) au Canada confirment les revenus moins élevés des immigrants de la catégorie des travailleurs autonomes par rapport à ceux des immigrants salariés. Hjerm (2004) met l'accent sur les préférences pour certains avantages non économiques du travail autonome. À la lumière de ces connaissances théoriques, empiriques et historiques, nous analyserons les perceptions qu'ont les immigrants de ce métier avant et après avoir travaillé comme chauffeur de taxi. Il s'agit autant de la prise en considération de leurs différents intérêts favorisant ce travail de chauffeur de taxi que de l'examen des avantages et des désavantages de cet emploi.

D'ailleurs, l'effort de ces immigrants pour fonder une société ethnique de taxis sera étudié à la lumière de la théorie des enclaves ethniques. Développée initialement par Wilson et Portes (1980), Portes (1981) et Portes et Bach (1985), cette théorie explique la localisation des entreprises à l'intérieur d'une communauté géographiquement délimitée. Alors que ces enclaves se caractérisent par des réseaux ethniques informels, elles servent de canaux pour enrôler le potentiel de travail, collecter de l'information et transmettre des compétences d'entrepreneuriat (Razin, 1993). Au

Canada, l'étude empirique de Feng et Garnett (2003) ne confirme pas un avantage pour les immigrants noirs et chinois habitant dans ces enclaves sur le marché du travail. Au contraire, en insistant moins sur la proximité géographique, certaines études avancent que plusieurs entreprises ethniques peuvent être localisées en dehors des ghettos ethniques (Bozorgmehr, 2007) ou que plusieurs immigrants travaillent avec des personnes appartenant à la même ethnie qu'eux (Hou, 2008). C'est ainsi que notre étude analysera des éléments comme les motifs des immigrants pour créer une société de taxi en examinant les aspects économiques et non économiques de cette initiative, les stratégies et les politiques utilisées, les avantages et les désavantages de cette société, en la comparant à d'autres, pour les membres du même groupe d'immigrants, et la maîtrise du français. Enfin, ce chapitre se terminera par l'étude des perspectives d'avenir de ce groupe, en considérant la diversité des caractéristiques des différentes catégories à l'arrivée et de leurs parcours, ainsi que la probabilité de poursuivre dans le taxi ou de l'abandonner.

Finalement, en choisissant quelques exemples parmi les interviewés regroupés selon certaines caractéristiques homogènes, le chapitre 11 est consacré à l'analyse des trajectoires de leur intégration professionnelle en tenant compte des éléments de convergence ou de divergence. En effet, nous tenterons d'étudier les conditions selon lesquelles les détenteurs de caractéristiques assez similaires ont suivi différents parcours. Nous appuyant sur les résultats de la recherche, nous avons choisi cinq critères pour établir des catégories assez homogènes d'immigrants : la similarité des statuts à l'entrée, l'affiliation à un réseau politique avant l'entrée, la présence simultanée de deux frères dans l'industrie du taxi, l'obtention d'un diplôme canadien et la priorité donnée aux études de l'épouse. Ainsi, pour chaque critère, les trajectoires de deux immigrants seront comparées dans des tableaux synthèses et seront analysées. Ce genre de microcomparaisons permet d'étudier de près des éléments comme l'impact des caractéristiques avant l'immigration sur la perception actuelle des immigrants, l'existence de différentes aptitudes chez les membres d'une même famille pour poursuivre des études ou démarrer un commerce, l'impact de la qualité de l'intégration professionnelle des immigrants sur leur orientation future et, enfin, le futur des

immigrants qui ne réussissent pas à obtenir d'emploi qualifié, même après l'obtention de diplômes canadiens.

Au cours des dernières décennies, la problématique de la déqualification des immigrants arrivés au Canada et au Québec sur le marché du travail était un grand enjeu médiatique et académique. L'observation des immigrants qualifiés travaillant comme chauffeurs de taxi, l'exemple le plus connu de cet enjeu, mettait en question la conclusion des études soutenant l'amélioration de cet état au cours du temps. Cette recherche, divisée en deux parties, étudie les trajectoires de l'intégration professionnelle chez les immigrants iraniens travaillant comme chauffeurs de taxi à Montréal. La première partie familiarisera le lecteur avec l'histoire de l'immigration et celle des Iraniens au Canada ainsi qu'avec le cadre conceptuel et l'approche méthodologique de cette recherche. La deuxième partie présentera d'abord les motifs de l'émigration des immigrants comme étant un des éléments constituant le parcours professionnel de bon nombre de ceux-ci. Ensuite, les éléments contribuant à l'intégration professionnelle des immigrants au Canada seront analysés : l'impact du statut lors de l'arrivée au Canada sur les éléments comme l'apprentissage de la langue, la poursuite des études et les emplois occupés, l'impact de la mauvaise conjoncture économique, les agents d'emploi, la discrimination, le réseau ethnique, les éléments reliés à l'ouverture et à la fermeture d'entreprises et les raisons de déménager hors du Québec. Enfin, se concentrant sur le travail des immigrants comme chauffeur de taxi, cette étude se terminera avec l'analyse de la perception de ce groupe quant à cet emploi, le travail dans une société ethnique et les perspectives d'avenir des immigrants.

Première partie

Chapitre 1 - Immigration au Canada

Dans ce chapitre, nous tenterons de réviser brièvement l'histoire de l'immigration au Canada et au Québec durant le dernier siècle, dans le but de mieux comprendre comment sont arrivés les différents groupes d'immigrants dans leur pays d'accueil ainsi que les raisons qui ont motivé leur immigration. Au début du 20^e siècle de grands mouvements migratoires de la Grande-Bretagne, des États-Unis et des pays européens ont lieu jusqu'au début de la Première Guerre mondiale en 1914. C'est pendant ce temps que Clifford Sifton se fait connaître en raison de sa contribution à la gestion de l'immigration et du développement au Canada. En insistant sur le fait que le Canada devrait rester blanc, ce ministre libéral obtient l'appui des politiciens et du public pour sa Loi sur les politiques de l'immigration. La fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe et en Extrême-Orient ainsi que l'émergence de réfugiés assez nombreux incitent certains États à introduire des obligations envers les autres groupes ethniques dans leur politique d'immigration. C'est ainsi que le gouvernement abandonne sa politique discriminatoire du « Canada blanc » en 1962.

1. L'ère avant la Première Guerre mondiale

L'afflux d'immigrants commence sous un gouvernement conservateur, mais le nom le plus connu à cette époque reste celui de Clifford Sifton, ministre de l'Intérieur sous le gouvernement libéral de Sir Wilfrid Laurier de 1896 à 1905. Ce ministre manitobain est déterminé à peupler les terres agricoles vides de l'Ouest.

1.1. Quelle politique de l'immigration

Sifton encourage l'immigration des Américains, des Britanniques et des Européens et ne s'intéresse pas aux immigrants qui ont une bonne connaissance de l'agriculture. Il favorise principalement l'entrée d'immigrants agriculteurs prometteurs,

dont les Américains, et ceux-ci voient leur candidature favorisée par rapport à celle d'autres immigrants. Un article écrit par Sifton, 25 ans après, est révélateur de cette politique :

« In those days, settlers were sought from three sources: one was the United States. The American settlers did not need sifting; they were of the finest quality and the most desirable settlers. In Great Britain we confined our efforts very largely to the North of England and Scotland, and for purpose of sifting the settlers we doubled the bonuses to the agents in the North of England and cut them down as much as possible in the South. The result was that we got a fairly steady stream of people from the North of England and from Scotland and they were the very best settlers in the world [...] Our work was largely done in the North [...] Then came the continent where the great emigrating centre was Hamburg. Steamships go there to load up with people who are desirous of leaving Europe [...] We made an arrangement with the booking agencies in Hamburg, under which they winnowed out this flood of people, picked out the agriculturists and peasants and sent them to Canada, sending nobody else. We paid, I think, \$5000 per head for the farmer and \$2000 per head for the other members of the family. » (Sir Clifford Sifton, *Macleans Magazine*, cité dans Hawkins, 1991 : 5)

C'est ainsi que de 1896 à 1914 une population d'environ 2,5 millions d'immigrants entre au Canada, répartie comme suit : près de 40 % d'Anglais, environ 30 % d'Américains et presque 20 % d'Européens continentaux. Plus de 40 % de ces immigrants s'installent dans les Prairies et en Colombie-Britannique entre 1901 et 1911. La majorité de ces personnes sont anglophones et proviennent d'Allemagne, de la Scandinavie, des Pays-Bas, de la Russie, de l'Ukraine, de l'Autriche, de la Hongrie, de l'Italie, de la Pologne; il y a aussi un grand groupe de Juifs (Kalbach, 1978). Plusieurs de ces nouveaux arrivants possèdent des capitaux; tous apportent leur expérience en Amérique du Nord et ils sont en mesure de conseiller et d'aider leurs voisins. En fait, il s'agit là du point d'origine de la diversification de la population canadienne et celui de l'émergence des grandes communautés ethniques vivant actuellement au pays (Hawkins, 1991 : 4).

1.2. L'accent sur le Canada blanc

Tel que mentionné, l'immigration des fermiers américains est encouragée, ce qui ne favorise pas l'entrée des Noirs. En l'absence de loi particulière justifiant une telle exclusion, les procédures administratives au Canada s'assurent le rejet des demandes en provenance de ces groupes. Notons aussi l'insistance à assurer une immigration blanche afin que les Prairies demeurent blanches. Par ailleurs, bien que Sifton soit opposé à l'immigration asiatique sur la côte ouest, le nombre de Chinois augmente en dépit des règlements discriminatoires et des actes de violence dirigés contre eux. Cette forte discrimination fait en sorte que, en dépit de la pénurie de main-d'œuvre pendant la construction de la voie ferrée du Canadien Pacifique, peu d'Asiatiques seront embauchés (Bradwin, 1972 : 111).

Enfin, après une dizaine d'années d'avancement et d'encouragement des politiques d'immigration, Sifton démissionne du cabinet de Laurier en 1905 à la suite d'un désaccord avec le premier ministre sur la question du droit aux écoles séparées. Pourtant, son successeur comme ministre de l'Intérieur, Frank Oliver, poursuit son œuvre. Ainsi, deux nouvelles lois sur l'immigration proposées par Oliver en 1906 et en 1910 accroissent le pouvoir des agents d'immigration pour leur permettre de rejeter « les éléments indésirables ». La clause C de la section 38 de la Loi sur l'immigration de 1910 est particulièrement critique :

« C. Prohibit for a stated period, or permanently, the landing in Canada, or the landing at any specified port of entry in Canada, of immigrants belonging to any race deemed unsuited to the climate or requirements of Canada, or of immigrants of any specified class, occupation or character. »

Cette clause est développée davantage dans l'amendement de la loi en 1919 par laquelle la politique du Canada blanc au sein de l'immigration est exécutée, politique qui sera en vigueur pendant 50 ans :

« C. Prohibit or limit in number for a stated period or permanently the landing at any specified port or ports of entry in Canada, of immigrants belonging to any nationality or

race or of immigrants of any specified class or occupation, by reason of any economic, industrial or other condition temporarily existing in Canada or because such immigrants are deemed unsuitable having regard to the climatic, industrial, social, educational, labor or other conditions or requirements of Canada or because such immigrants are deemed undesirable owing to their peculiar customs, habits, modes of life and methods of holding property, and because of their probable inability to become readily assimilated or to assume the duties and responsibility of Canadian citizenship within a reasonable time after their entry. »

1.3. Discrimination envers les Asiatiques

En ce qui concerne la discrimination envers les immigrants asiatiques au Canada, nous pouvons faire allusion à l'Acte du cens électoral de 1885, présenté par le premier ministre libéral Sir John A. Macdonald, qui enlève le droit de vote aux élections fédérales à quiconque provenant de la race mongolienne ou chinoise. De même, la Colombie-Britannique, en 1895, nie ce droit à tous ceux qui ont un ancêtre asiatique. Ainsi, les immigrants asiatiques dans cette province sont privés du droit de vote aussi bien au niveau fédéral qu'au niveau provincial. D'après Hawkins (1991 : 22-25), les motifs de cette exclusion se réfèrent à certains éléments :

- A) Les politiciens désirent construire un pays très similaire au système social et politique de la Grande-Bretagne.
- B) Ils tentent d'attribuer les premiers rôles aux peuples fondateurs d'origine européenne, soit les Britanniques, soit les Français. Il s'agit de difficultés et de dangers que les premiers explorateurs et immigrants ont subis, des années de dur travail pour construire les fondations de la vie urbaine et rurale, des efforts effectués pour découvrir et exploiter des ressources naturelles et la terre dans des climats rudes ainsi que des luttes des premiers politiciens pour établir l'ordre et la loi.
- C) Le Canada doit sa sécurité et ses opportunités pour un développement pacifique et non interrompu autant au puissant rôle mondial de la Grande-Bretagne, au 19^e siècle, qu'à la domination britannique de la navigation en mer. On peut imaginer à quel point la Grande-Bretagne était la source majeure d'opinions politiques, du capital de développement, d'expertise technique et d'expérience utile pour créer les structures nécessaires et les systèmes d'un État moderne au Canada.

D) Certains pionniers développent la croyance que le Nord est synonyme de pouvoir, d'énergie, de moralité et de liberté. Pour ces groupes, ces qualités ne doivent pas être contaminées au contact des races plus faibles qui proviennent des climats plus chauds du Sud. C'est ainsi que les pionniers ont une affinité avec les peuples d'Europe du Nord et une aversion pour les autres.

E) Finalement, les pionniers ne désirent pas que leur salaire et leur qualité de vie soient menacés par la venue d'une main-d'œuvre moins chère et d'une culture étrangère.

Ainsi, bien que n'ayant pas participé aux premiers efforts des pionniers, d'autres peuples deviennent bénéficiaires des avantages du nouveau pays; cela sert de prétexte principal à ceux qui cherchent à barrer l'entrée du Canada aux immigrants. Notons que beaucoup d'immigrants déçus retournent dans leur pays; parmi eux, de nombreux travailleurs temporaires et des Canadiens partis aux États-Unis. De plus, pendant cette période, « l'immigration, moyen de développer l'Ouest, faisait aussi contrepoids à la forte natalité canadienne-française. L'avantage indirect était de réduire, dans l'ensemble du Canada, l'importance proportionnelle de la province de Québec et des Canadiens français. » (Rumilly, 1940 : 132)

2. L'ère de l'entre-deux-guerres

L'immigration au Canada baisse brutalement à cause de la Première Guerre mondiale. Alors que la crise économique de 1913, à la veille de la guerre, menace ceux qui sont déjà installés sur une terre, ils sont favorisés pendant la guerre grâce à la demande croissante de produits alimentaires. D'une part, l'hostilité des Canadiens envers les Allemands (alors qu'ils faisaient autrefois partie des immigrants les mieux accueillis) et d'autres « étrangers ennemis » comme les Roumains, les Slovaques, les Tchèques, les Hongrois, les Polonais et les Ukrainiens s'accroît. D'autre part, les limitations envers l'entrée de ces groupes s'accroissent également. En outre, l'hostilité envers les Norvégiens et les Finlandais aux États-Unis cause leur immigration au Canada. Après la guerre, il y a aussi des pressions au Canada pour se débarrasser de ces

« étrangers ennemis » afin de créer de l'emploi pour les combattants qui reviennent au pays.

2.1. Les politiques d'immigration

Le ralentissement de l'économie après la guerre, entre 1918-1922, empêche les États-Unis d'accueillir facilement les immigrants originaires du sud et de l'est de l'Europe et du Japon. Le retour d'une prospérité relative au milieu des années 1920 engendre un manque de main-d'œuvre au Canada puisque les immigrants lui préfèrent les États-Unis (Smith, 2003 : 66). Aux clauses contraignantes des années précédentes, Smith précise qu'il y avait en 1925 une liste des pays « préférés » et « non préférés » parmi lesquels les immigrants pouvaient être choisis. Les premiers incluent des pays du nord et du centre de l'Europe, les seconds les pays suivants : Autriche, Hongrie, Pologne, Roumanie, Lituanie, Estonie, Lettonie, Bulgarie, Yougoslavie, Tchécoslovaquie (Hawkins, 1991 : 27). Les sociétés ferroviaires qui encouragent l'immigration pour peupler les terres de l'Ouest jouent un rôle primordial. Ces sociétés obtiennent l'autorisation d'inviter des citoyens des pays désignés comme « non préférés » à émigrer au Canada pour être embauchés comme travailleurs agricoles et domestiques. Les nouveaux immigrants préférant une vie urbaine, ils choisissent plutôt les centres industriels de l'Ontario et du Québec ou les villes du centre du Canada et de la Colombie-Britannique possédant une société minière, voire une papeterie, délaissant les terres agricoles. Cela a pour conséquence de ralentir la culture du blé (Burnet et Palmer, 1991 : 39).

2.2. Quels groupes sont entrés?

Outre les contingents britanniques et français, ce sont les Ukrainiens qui immigrèrent massivement; entre 1921 et 1941, ceux-ci passent de la huitième à la quatrième place parmi les groupes ethniques les plus représentés au Canada. Un grand nombre d'entre eux sont scolarisés au moins jusqu'au niveau secondaire. Considérant le travail agricole comme une occupation temporaire pendant la période de transition, ils se

tourment rapidement vers la vie urbaine (Woycenko, 1967 : 13). En ce qui a trait aux Polonais, l'émigration des spécialistes est découragée à la fois par les gouvernements de la Pologne et du Canada. Les Polonais travaillant comme paysans et ouvriers agricoles n'ont donc que peu de chances d'immigrer aux États-Unis et ils se tournent vers le Canada. En plus de posséder une expérience remarquable, cette population est moins illettrée que d'autres puisque l'instruction est obligatoire dans leur pays d'origine (Radecki, 1976 : 30-32). En outre, entre 1921 et 1931, la population d'origine hongroise augmente et s'installe davantage dans les centres urbains (Dreisziger *et al.*, 1982 : 100-104).

Le recensement de 1921 enregistre 100 000 personnes d'origine russe. Ce nombre est révélateur d'une forte augmentation de cette population de 1911 à 1931. Alors qu'on ne peut nier que certains soient venus au Canada à cause de la révolution russe, il est aussi probable que la peur des antagonismes à l'égard des Allemands engendrés par la guerre a mené certains membres des groupes germanophones habitant la Russie à cacher leur origine ethnique en se faisant passer pour des Russes (Norris, 1971 : 163-164). La grave crise économique a occasionné aussi l'émigration des Scandinaves, surtout des Finlandais. Dans le cas des Italiens, malgré les restrictions au Canada et le découragement de l'émigration du gouvernement fasciste, Montréal et Toronto restent les principales villes d'accueil de cette population. Alors que la discrimination envers l'immigration asiatique, notamment japonaise, et noire a toujours cours, 20 200 Juifs s'établissent au Canada durant l'entre-deux-guerres (Burnet et Palmer, 1991 : 42-43). En somme, de 1919 à 1930, à l'exception des années 1921, 1922 et 1925, l'immigration au Canada enregistre l'entrée de plus de 100 000 personnes à chaque année (tableau 1).

Le krach du marché boursier new-yorkais de l'automne 1929 ainsi que la crise économique qui en découle durant les années 1930 amènent les autorités canadiennes à interrompre l'afflux des immigrants au Canada. En fait, l'accueil des immigrants est limité aux membres de la famille immédiate des personnes déjà établies au Canada et aux cultivateurs qui peuvent commencer sans délai leur activité agricole. Le déclin

économique dans les Prairies et les Maritimes, jumelé à la sécheresse rude des Prairies, avait occasionné une pauvreté très répandue. Le taux de chômage qui était de seulement 3 % en 1929 explose en 1933 pour atteindre 26%. La sécheresse des régions de l'Ouest cause l'exode vers l'est et la formation de petites concentrations urbaines de groupes ethniques. De 1931 à 1941, le nombre total d'immigrants arrivés au Canada chute à 149 000, tandis que pendant les deux décennies précédentes ce nombre était de 1 782 000 et de 1 198 000 personnes. Les Japonais sont les grands perdants de cette période; l'entrée en guerre du Japon a pour conséquence la confiscation de la majeure partie de leurs biens et de leurs foyers en Colombie-Britannique, et ils sont placés dans des centres d'internement. Le Canada se débarrasse d'ailleurs du plus grand nombre des Japonais sur son territoire sous le couvert du « programme gouvernemental de rapatriement » (*ibid.* : 43-44).

3. Après la Seconde Guerre mondiale

La politique d'immigration d'après-guerre est annoncée à la chambre des communes en mai 1947 par le premier ministre de l'époque, William Mackenzie King.

3.1. Les politiques de l'immigration

La politique de l'immigration vise la croissance de la population, l'amélioration du niveau de vie des Canadiens, l'aide au développement des ressources canadiennes, le développement du marché intérieur ainsi que la réduction de la dépendance à l'exportation des produits primaires. Selon cette politique, l'immigration devient sélective en ce qui concerne la capacité absorptive; le gouvernement doit déterminer, chaque année, le nombre des personnes que l'économie peut absorber. Le premier ministre n'a pas l'intention de modifier « la composition fondamentale de la population canadienne » et il est contre l'immigration en masse venue de l'Orient. Néanmoins, les conditions exigent des ouvertures pour l'admission des réfugiés. Le Canada espère choisir des réfugiés pouvant avoir un impact économique positif pour le pays; il refuse,

pour ce motif, les Juifs, autant que possible, ainsi que les individus soupçonnés d'être des porteurs de certaines opinions politiques jugées néfastes (Smith, 2003 : 71).

Les catégories admissibles au Canada en 1947 sont les suivantes :

- a) les sujets britanniques nés ou naturalisés en Grande-Bretagne, en Irlande, à Terre-Neuve, en Nouvelle-Zélande, en Australie ou dans l'Union sud-africaine;
- b) les citoyens des États-Unis;
- c) l'épouse, la mère ou le père, le frère ou la sœur célibataire, les enfants célibataires, le fiancé ou la fiancée de résidents légaux du Canada, le neveu orphelin ou la nièce orpheline de moins de 16 ans;
- d) les agriculteurs pouvant s'implanter au Canada.

À la suite de la démission de King du poste de premier ministre en 1948, son successeur, Louis Saint-Laurent, confirme l'importance qu'il accorde à l'immigration en créant le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration en 1950. À partir de 1949, les citoyens et citoyennes français en provenance de la France s'ajoutent aux catégories admissibles. Les nouveaux règlements assouplissent les restrictions touchant l'arrivée des immigrants en provenance d'Allemagne et des Indes britanniques, divisée à ce moment entre le Pakistan et l'Inde. En 1951, le Canada signe enfin la Convention de Genève sur le statut des réfugiés. La nouvelle Loi de l'immigration en 1952 donne au ministre et à ses agents le pouvoir de sélectionner, d'admettre et de déporter les immigrants. Les critères de sélection portent sur les bases de la nationalité, de la région géographique, de l'origine, des coutumes, des habitudes de vie, des manières de vivre, de l'inhospitalité du climat, de l'incapacité à s'assimiler facilement et d'autres motifs similaires (Hawkins, 1972 : 101-106). En 1956, Les Britanniques arrivent en grand nombre. L'immigration est un moyen politique pratique dans les mains du gouvernement qui en profite pour augmenter sa popularité. Cela l'amène à créer un programme de transport gratuit, nommé « Air Bridge to Canada ». En 1957, 282 164 immigrants entrent au Canada, ce qui constitue un record depuis 1914 (Smith, 2003 : 73). Cependant, le nouveau visage de plus en plus urbain et industriel du pays conduit

une grande majorité des immigrants de l'après-guerre vers les villes. Toronto et Montréal jouent les premiers rôles dans cette attirance.

3.2. L'abolition de la discrimination raciale

En 1957, le Parti conservateur reprend le pouvoir, pour la première fois depuis le début des années 1930. L'initiative la plus importante de ce gouvernement est l'abolition des conditions raciales déterminant l'immigration en 1962. Selon cette réforme, « l'instruction, la formation et les aptitudes des aspirants-immigrants sont considérées comme les plus importantes conditions de l'admissibilité, indépendamment de la nationalité ou du pays d'origine du requérant » (Gouvernement du Canada, Bureau fédéral de la Statistique, 1964 : 205). Les nationaux d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Antilles peuvent dorénavant avoir accès à la catégorie d'immigrants non parrainés. L'établissement de nouveaux règlements envoie le message que la politique du Canada blanc est morte, alors qu'elle a été en vigueur pendant très longtemps. Ce changement de cap important n'est apparemment pas le résultat d'un débat parlementaire ou d'une demande publique, mais une nécessité étant donné que le Canada n'est plus capable de jouer efficacement son rôle au sein d'une Organisation des Nations Unies ou d'un Commonwealth multiracial tout en s'attachant à une politique d'immigration discriminatoire et raciste. Cette décision contribue sans doute autant à améliorer l'image internationale du Canada qu'à assurer son efficacité lors de la fin des empires et de la fondation de nouveaux États indépendants (Hawkins, 1991 : 39).

3.3. Mise en œuvre du système de points

La fin des années 1960 marque également d'autres changements administratifs. En 1966, la responsabilité de l'immigration est attribuée cette fois au nouveau ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration qui doit prendre la responsabilité de former les immigrants non qualifiés. De plus, à partir du premier octobre 1967, un nouveau système de points pour la sélection des immigrants et le calcul de leur admissibilité est créé et mis en œuvre. Ce système se base sur l'utilisation d'une grille de sélection en

matière de critères économiques et socioéconomiques dits « objectifs ». L'aspect socioéconomique des critères se fonde sur l'évaluation subjective de l'agent de l'immigration. Les points sont attribués selon neuf éléments, dont l'éducation, l'expérience et la connaissance de l'anglais et du français. L'autre initiative de cette année 1967 a trait à la fondation de la Commission d'appel de l'immigration (CAI), le plus important tribunal administratif indépendant au Canada auquel font appel ceux qui n'ont pas pu obtenir l'autorisation d'entrer ou qui font face à la déportation. Cette commission s'occupe donc de certains problèmes difficiles reliés aux immigrants illégaux ainsi que de l'octroi de l'asile aux réfugiés. En 1969, le Canada signe le Protocole des Nations Unies sur les réfugiés, garantissant la protection de ces derniers à l'intérieur des frontières nationales, protocole que le Canada n'avait pas encore signé, principalement parce que la Gendarmerie royale du Canada (GRC) croyait qu'il restreindrait le droit du pays à déporter des réfugiés menaçant la sécurité nationale (Whitaker, 1987 : 57-58).

3.4. Les changements démographiques

Cette brève histoire montre que les catastrophes politiques de la Seconde Guerre mondiale ont eu pour conséquence un grand nombre de personnes déplacées et de réfugiés. En plus de l'entrée des Polonais et des Ukrainiens, les Juifs et les Baltes² arrivent en avril 1947 et en mars 1950, et la révolution hongroise de 1956 et celle tchécoslovaque de 1968 résultent aussi en l'entrée de réfugiés provenant de ces pays au Canada. Ces groupes comprennent des individus qualifiés. Par exemple, « parmi les Polonais, il y a un groupe d'environ 4500 anciens militaires dont l'admission se fait en vertu d'un programme spécial juste après la guerre » (Burnet et Palmer, 1991 : 46). Les réfugiés juifs venant de Pologne, de Hongrie, d'Égypte et d'Afrique du Nord sont attirés par les villes de Toronto et de Montréal. Au cours de 1970-1971, un peu plus que 200 Tibétains sont admis après l'occupation du Tibet par la Chine. En 1972, après l'expulsion des Asiatiques de l'Ouganda gouverné par Idi Amin Dada, 7000 Asiatiques sont admis. De même, 7000 réfugiés sont admis du Chili suivant le coup d'État des

² Les Baltes comprennent les Estoniens, les Lettons et les Lituanais.

militaires contre le gouvernement de Salvador Allende (Kelley et Trebilcock, 2000 : 347-348).

Le développement économique et social ainsi que la politique d'immigration du Canada favorisent l'arrivée vers les régions urbaines de gens spécialisés des classes moyenne et supérieure. L'abandon des restrictions à l'immigration des Noirs, des Asiatiques, des Japonais et des Antillais de couleur permet leur entrée dans une large mesure. Notons que durant la décennie 1960, des bandes d'immigration illégale sont assez habiles pour contourner la procédure normale et amener les immigrants d'origine chinoise au Canada. D'ailleurs, l'immigration en grand nombre d'individus provenant des régions rurales de l'Europe du Sud³ est due au parrainage de ces groupes par des parents plus qu'à une sélection selon leur niveau de compétences. En 1971, les immigrants d'origine italienne prennent la position la plus importante après les catégories britannique, française et allemande. De plus, les immigrants provenant de l'Inde, du Pakistan et du Sri Lanka forment les principaux groupes composant l'immigration au Canada (Burnet et Palmer, 1991 : 45-51).

3.5. La situation du Québec

En ce qui a trait au Québec, alors qu'après la Seconde Guerre mondiale, de 1946 à 1971, plus de 3,5 millions d'immigrants sont admis au Canada, seulement 15 % de ce nombre s'établissent au Québec et encore, parmi tous ces arrivants, seuls 5 % sont francophones avant leur immigration. Ainsi, la majorité de ces immigrants tentent de faire grandir leurs enfants dans un milieu anglophone plutôt que francophone. À cette tendance s'ajoute également, à partir des années 1960, la baisse du taux de fertilité au Québec, qui devient le moins élevé au Canada et le troisième plus bas parmi les pays industrialisés pendant les années 1980 (Kelley et Trebilcock, 2000 : 362). Ces nouvelles réalités amènent le gouvernement du Québec de 1968 à réagir de deux façons : d'une part, en créant, indépendamment de son propre ministère de l'Immigration, des structures capables de faciliter l'adaptation des immigrants au milieu québécois et,

³ Cela comprend l'Italie, la Grèce, le Portugal et l'île de Malte.

d'autre part, en adoptant le projet de loi 63 pour assurer que les immigrants au Québec apprennent le français. Les agents de ce ministère font des démarches actives dans plusieurs régions francophones du monde afin d'inciter l'émigration au Québec (Hawkins, 1972 : 227-229).

4. Les années 1970

Les nouveaux règlements mis en œuvre en 1967 ouvrent la porte à un afflux de visiteurs tentant de rester au Canada, visiteurs qui demandent le statut d'immigrant permanent et, en cas de refus, interjettent appel à la Commission de l'immigration mentionnée précédemment qui, à son tour, prenant en compte des facteurs humanitaires, peut les autoriser à rester au Canada. Il est évident que cette facilité à entrer dans un pays sécuritaire, stable et riche a incité un grand nombre de personnes de partout dans le monde à prendre le risque de vendre leurs biens et à déménager au Canada afin d'améliorer leurs conditions de vie. Il en résulte néanmoins l'accumulation de dossiers devant la Commission de l'immigration qui n'arrive bientôt plus à répondre aux demandes. Cette condition conduit finalement le système législatif à annoncer une amnistie en 1973.

4.1. L'ère de Trudeau et la production du *Livre vert*

En 1968, Pierre Elliott Trudeau est élu premier ministre du Canada. Trois ministres de la Main-d'œuvre et de l'Immigration se succèdent rapidement en quatre ans : Allan MacEachen, Otto Lang et Bruce MacKasey. En novembre 1972, Robert Andras succède à MacKasey. À partir de 1973, ce ministre et son adjoint, Alan Gotlieb, commencent à formuler la nouvelle Loi de l'immigration. Ils s'intéressent à attirer la participation à la fois des provinces et de la population. Dans cette perspective, ils

essaient de produire un document de débat nommé le *Livre vert*⁴ (*The Green Paper*). Selon Hawkins (1991 : 52) :

« *The Green Paper and the national debate which was planned to follow it were seen much less as a way of seeking information and guidance from the Canadian public on immigration policy, than as a means of educating the provinces and public on the critical decisions in immigration and population which would have to be made in Canada in the very near future.* »

4.2. La loi de 1976

Après avoir complété le travail sur ce document, Andras dépose le *Livre vert* au Cabinet à l'automne 1974 et à la Chambre des communes en février 1975. Au cours de plusieurs rencontres à travers le pays et grâce à la participation des médias, différents groupes intéressés ont la possibilité de donner leur opinion sur le document. Malgré une grande variété de points de vue, les résultats découlant de cette procédure aboutissent à la Loi sur l'immigration de 1976. D'une part, cette loi ne change pas la philosophie principale de l'immigration canadienne puisque le pays a besoin d'un niveau modéré d'immigration contrôlée, contrôle fait dans l'intérêt supérieur du Canada; d'autre part, des changements fondamentaux au sein des objectifs de cette loi font en sorte que cette dernière n'encourage plus l'entrée des immigrants britanniques, ne valorise plus les bénéfices économiques lors de la sélection des immigrants et n'empêche plus l'entrée de certains groupes sur des bases discriminatoires (Smith : 2003 : 76-77).

D'ailleurs, les nouveaux objectifs visant, dans un tournant remarquable, la réunification des familles, afin de se joindre aux résolutions des Nations Unies, le ministère décide de combattre la discrimination, de protéger les réfugiés et d'accroître les buts culturels, sociaux, économiques et démographiques. Cette loi définit des éléments comme la politique de l'immigration, la planification et la gestion de l'immigration, des réfugiés et des classes non admissibles, du contrôle et de

⁴ Le *Livre vert* présente le contexte factuel des problèmes de la politique et les choix de la politique actuelle afin d'obtenir un consensus sur la nouvelle loi. Par contre, le *Livre blanc* est considéré comme la déclaration du gouvernement mentionnant sa position sur une question (Richmond, 1975 : 174).

l'application de la force. De plus, rappelons qu'un autre point important de la loi de 1976 concerne l'inclusion des provinces dans la consultation sur les objectifs de l'immigration.

4.3. Les classes admissibles et le parrainage

La nouvelle loi désigne trois classes d'immigrants admissibles :

- a) Classe familiale : la famille immédiate et les enfants, les parents et grands-parents âgés de plus de 60 ans, les parents et grands-parents âgés de moins de 60 ans à condition qu'ils soient veufs ou incapables d'avoir un emploi bien rémunéré ou encore les parents de n'importe quel âge s'ils sont parrainés par un citoyen canadien.
- b) Classe humanitaire : les réfugiés, y compris ceux de la Convention ou ceux qui sont considérés par le gouvernement comme étant à risque de persécution.
- c) Classe indépendante : ceux qui demandent l'immigration par eux-mêmes et dont la sélection est basée sur un système de points. De plus, cette classe comprend ceux parrainés par des membres plus éloignés de leur famille au Canada.

Selon la Loi de l'immigration de 1952, le parrainage de membres de la famille exigeait l'engagement des parrains pour que l'entrée de ceux-ci n'augmente pas le fardeau public. En pratique, cela ne se réalisait pas toujours et le fardeau de l'assistance sociale augmentait. La loi de 1976 exige l'engagement financier des parrains durant une dizaine d'années. De plus, l'autorisation dans le Règlement de 1978 pour le parrainage des parents de n'importe quel âge peut amener ces derniers à parrainer d'autres membres de la famille à leur tour (Kelley et Trebilcock, 1998 : 402). D'ailleurs, en réponse aux inquiétudes quant à l'immigration des enfants adoptés, la nouvelle loi amende la légitimité de l'admission de l'enfant adopté. Ainsi, l'âge de l'adoption est diminué de la limite de 18 ans à avant le treizième anniversaire (*ibid.* : 403).

Cette nouvelle loi change la catégorie des classes non admissibles au pays. Ainsi, les classes telles que les déficients intellectuels, les homosexuels, les handicapés physiques, etc. sont remplacées par les classes d'individus pouvant mettre en danger la sécurité ou

la santé publique ou pouvant augmenter le fardeau des services sociaux ou sanitaires (Hawkins, 1988 : 378-379). De plus, la nouvelle loi remplace l'interdiction de l'entrée des personnes reconnues coupables de crimes moraux par celle des individus reconnus coupables de crimes punis par la loi criminelle canadienne.

4.4. La modification au système de points et au changement de statut

En ce qui a trait au système de points, alors qu'il est révisé dans les Règlements de l'immigration de 1978, sa structure précédente, datant de 1967, ne change pas. En général, la note de passage est de 60 sur 100. La sélection des membres d'une familiale et des personnes retraitées est faite en dehors de ce système et son utilisation n'a d'utilité que pour permettre à l'agent de l'immigration de se familiariser avec l'histoire éducative et professionnelle de ces individus. Également, à l'inverse de la loi de 1967, la nouvelle loi, selon les points prévus, met l'accent sur la formation professionnelle et l'expérience de travail plutôt que sur la formation officielle. De même, en introduisant les notions de professions et de régions désignées dans la nouvelle loi, cette dernière peut tenter à la fois de répondre au besoin du pays pour certaines compétences rares et conduire les immigrants sélectionnés en dehors des villes métropolitaines. D'ailleurs, afin de réduire la part de subjectivité dans les évaluations des agents de l'immigration, le nombre de points pour ce critère est réduit de 15 à 10 (Hawkins, 1991 : 77-78).

À propos du changement de statut, la loi exige que les demandeurs de visa de visiteur et d'étudiant ainsi que les étudiants désirant travailler temporairement présentent leur demande alors qu'ils sont à l'extérieur du pays. Une fois admis, les membres de ces catégories ne peuvent plus faire de demande de changement de statut. Par conséquent, le changement de statut (de travailleur à étudiant ou vice versa) sans autorisation du gouvernement, qui pourrait permettre aux visiteurs de rester plus longtemps que la date d'échéance déjà permise, peut causer la déportation des individus concernés.

4.5. Crise économique des années 1970

La loi de 1976 et ses clauses sont mises en application en 1978. Cela occasionne la mobilisation active des avocats. Ces derniers deviennent plus engagés que d'autres groupes dans les débats portant sur l'immigration des réfugiés (Kelley et Trebilcock, 1998 : 389). La planification et la gestion de l'immigration exigent la projection annuelle du nombre d'immigrants. Toutefois, à partir du milieu des années 1970, certaines difficultés économiques surviennent : le ralentissement économique, la croissance des taux d'inflation et de chômage ainsi que l'augmentation des déficits du gouvernement. L'aggravation de la récession pendant cette période occasionne certaines modifications. Ainsi, l'admission totale des immigrants baisse de 218 465 personnes en 1974, à 114 914 en 1977, jusqu'au très bas niveau de 86 313 en 1978, et remonte ensuite significativement (tableau 1).

La politique du « Canadian First » adoptée par le gouvernement fédéral en 1978, suivant laquelle les citoyens et les résidents canadiens ont la priorité d'embauche dans tous les métiers, tente également de répondre aux difficultés du marché du travail de cette époque. Par exemple, cette politique exige que les employeurs fassent la preuve de l'inexistence d'un candidat canadien ou résident permanent compétent pour occuper l'emploi pour pouvoir engager un candidat étranger. De même, les modifications du système de points facilitent l'entrée d'immigrants formés dans les métiers recherchés au Canada (Règlements de l'immigration (a), 1978, SOR/78-172).

4.6. Création des catégories d'entrepreneurs et de travailleurs autonomes

Les entrepreneurs et les travailleurs autonomes sont reconnus comme des catégories d'immigrants commerciaux. Qualifiés comme étant des créateurs de profit économique et d'emploi, les entrepreneurs concernés sont obligés de soumettre leur plan d'affaires détaillé visant à engager au moins cinq Canadiens. La procédure de la demande pour des travailleurs autonomes est similaire, sauf que la condition de l'engagement est réduite à l'embauche d'au plus quatre personnes ou à une contribution significative à la vie

artistique et culturelle du Canada (Wydrzynski, 1983 : 115-117). En 1979, alors que ces catégories ne contiennent que 1 % d'immigrants, leur contribution financière à l'économie canadienne est estimée à plus de 216 millions de dollars (Report of the Department of Employment and Immigration, 1979-1980 : 14).

4.7. Le changement démographique

En 1971, 75 % de la population canadienne est d'origine ethnique britannique, française, amérindienne ou inuit. La proportion d'habitants d'origine britannique diminue de 60,5 % en 1871 à 44,6 % un siècle plus tard. Alors que le nombre d'immigrants britanniques reste presque toujours le plus élevé, celui des immigrants français demeure infime jusqu'en 1951, année où leur nombre augmente légèrement. Rappelons que l'enquête sur le recensement effectuée en 1981 donne la possibilité pour la première fois de poser des questions permettant de sélectionner plus d'une origine ethnique par individu. Selon les résultats de cette enquête, l'origine ethnique de 31,4 % des individus se révèle différente de celle des groupes déjà connus. De plus, une forte proportion de ces groupes est née au Canada à l'exception des individus d'origine italienne, hongroise, grecque, portugaise (parmi les groupes les plus importants) ou indienne et pakistanaise (parmi les groupes plus restreints) (Burnet et Palmer, 1991 : 51). Néanmoins, une faible proportion des populations nées à l'étranger ou différentes des quatre catégories principales mentionnées se dirigent vers les parties du pays dont le peuplement est le plus ancien, comme Terre-Neuve, le Québec, surtout à l'extérieur de Montréal, l'île du Prince-Édouard, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse (*ibid.* : 58).

4.8. Le Québec pendant la décennie 1970

Au Québec, l'agglomération montréalaise joue un rôle primordial en attirant près de 90 % des nouveaux arrivants en 1971 (*ibid.* : 58). Alors que le nombre de Juifs et d'Italiens y est plus élevé que dans toute autre province, à l'exception de l'Ontario, ils représentent les groupes ethniques les plus importants. La situation géographique ainsi

que l'importance financière de Montréal contribuent à attirer certains groupes d'immigrants et, selon ces derniers, « les Québécois sont plus sympathiques que les Canadiens anglais » (*ibid.* : 59). Alors que pendant les années 1970 ces entrées n'arrivent pas à compenser le départ des migrants du Québec, cette province devient la destination préférée de certains réfugiés, dont les Chiliens, les Vietnamiens et les Haïtiens. Les Vietnamiens arrivés au Québec en 1975 sont francophones tandis que ceux arrivés en 1979 ne le sont pas au même degré et, ainsi, quittent le Québec (*ibid.*).

En général, la part décroissante des Canadiens français dans la population canadienne en raison de l'impact des politiques de longues durées de l'immigration devient l'aspect le plus important des débats sur l'unité nationale durant cette période. D'ailleurs, l'une des innovations majeures de la loi de 1976 est la consultation du ministre avec les provinces ainsi que d'autres individus et institutions jugés appropriés en termes de considérations démographiques ayant un impact sur l'immigration. Avant l'adoption de la loi de 1976, le gouvernement fédéral et celui du Québec avaient commencé à définir leurs propres niveaux de responsabilités envers les immigrants dans cette province par rapport aux éléments tels que le logement, l'éducation, la formation et la consultation (*Vancouver Sun*, 15 avril 1977 : 9). Cependant, l'élection du Parti québécois (PQ) en 1976, au Québec, amène cette province à intensifier sa présence dans le processus d'immigration. À l'époque, la politique d'immigration canadienne amenait le balayage des francophones par les anglophones ou les allophones, et le nouveau gouvernement fédéral venait d'implanter des cours d'anglais pour les immigrants (*Montreal Star*, 19 février 1977 : A6). En désignant un comité d'immigration pour consulter les régions du Québec, le PQ discute avec les différents groupes ethniques présents sur son territoire pendant huit mois. Les discussions sur les besoins spécifiques du Québec en matière d'immigration amènent ce comité à encourager le gouvernement à exiger le plein pouvoir dans la gestion de son immigration (*ibid.*, 23 novembre 1977 : A6).

Les négociations entre les gouvernements canadien et québécois continuent jusqu'au début de l'année 1978 où ils en arrivent à un accord connu comme celui de Cullen-

Couture, qui permet au Québec d'instaurer son propre système de points pour la sélection des immigrants économiques ou indépendants et de recruter un nombre plus élevé d'immigrants francophones. La responsabilité ultime de l'immigration reste toujours sous l'autorité du gouvernement fédéral, mais alors que les négociations pour signer un accord ont lieu avec certaines autres provinces, l'accord Cullen-Couture demeure le plus exhaustif (Dirks, 1995 : 109). En 1979, en complétant son système de points, le Québec annonce sa propre législation de l'immigration. La différence entre le système des points du gouvernement fédéral et du Québec a trait à la discrétion plus élevée concédée par le gouvernement québécois aux qualités personnelles, à la motivation ainsi qu'à la connaissance du Québec. De plus, les points accordés par le gouvernement canadien pour la connaissance de chacune des langues officielles n'étaient que de 5, tandis que le Québec attribue 12 points à la connaissance de langue française, et seulement 2 points à celle de l'anglais (Ruimy, 1979 : 9).

5. Après les années 1980

Au cours de 1981 et de 1982, le Canada, comme la plupart des pays industrialisés, souffre de la récession la plus grave depuis la dépression des années 1930. Le niveau croissant du taux de chômage mène le ministre de l'Emploi et de l'Immigration canadien à annoncer, le 1^{er} mai 1982, le gel du recrutement des futurs immigrants indépendants à l'exception de ceux qui avaient déjà obtenu une offre d'emploi valide de la part d'un employeur canadien. C'est pourquoi le nombre d'immigrants admis descend, de 1982 à 1985, jusqu'à 84 302, c'est-à-dire le nombre le moins élevé depuis 1962. Par contre, la reprise graduelle des conditions économiques dès la fin des années 1980 occasionne de nouveau l'augmentation graduelle du nombre d'immigrants reçus (Kelley et Trebilcock, 1998 : 382).

5.1. Création de la catégorie investisseur

La loi de 1976 et ses règlements, tel que mentionné plus haut, avaient créé deux catégories, « entrepreneurs » et « travailleurs autonomes », deux « sous-catégories » de

la classe des immigrants d'affaires. Jusqu'en 1985, plus de 2100 personnes de ces groupes sont accueillies en déclarant autour de 1,2 milliard de dollars d'investissement au Canada. En 1986, le gouvernement crée également la catégorie « investisseurs » dans cette classe. Il s'agit d'individus qui ne désirent pas s'engager, comme des entrepreneurs, dans des opérations quotidiennes d'affaires (Report of the Department of Employment and Immigration (a), 1985-1986 : 40). Détenant une richesse nette de plus que 500 000 dollars, les investisseurs ont l'obligation d'injecter au moins 250 000 dollars pour un minimum de trois ans dans un projet au Canada afin que ce projet, en créant de l'emploi, puisse contribuer à promouvoir des affaires (*ibid.* (a), 1990-1991 : 39).

5.2. Le Programme de travailleurs domestiques étrangers

Après avoir consulté les gouvernements provinciaux, les organisations non gouvernementales (ONG) et des spécialistes de l'immigration, le gouvernement fédéral annonce, en 1981, le Programme de travailleurs domestiques étrangers (*ibid.*, (a) 1983-1984 : 31). La raison de ces vastes consultations s'enracine dans les contestations à l'échelle nationale des partisans de ces travailleurs pour contrer leur exploitation économique, physique et sexuelle (Macklin, 1992 : 691-692). Ainsi, en recevant seulement un visa d'emploi temporaire lors de leur arrivée au Canada, ces travailleurs peuvent maintenant demander un statut de résident permanent après seulement deux ans de résidence au Canada, à moins d'avoir des habiletés facilitant leur établissement avec succès (Seward et McDade, 1988). Plus tard, des travailleurs domestiques demandant l'obtention du permis de travail au Canada à partir de leur pays d'origine seront sélectionnés sur les bases de leurs aptitudes d'adaptation et de contribution (Report of the Department of Employment and Immigration (b), 1985-1986 : 31-32).

5.3. La composition de nouveaux arrivants

Durant cette période, autour de 48 % des immigrants entrant au Canada sont d'origine asiatique et moyen-orientale, en comparaison au faible 3 % d'avant 1961. En

fait, seulement un quart des immigrants arrivés entre 1981 et 1991 sont nés en Europe comparativement à 90 % de ceux arrivés avant 1961 (Badet et Chui, 1994 : 12-13). De plus, l'Ontario devient la province la plus attirante pour la majorité des nouveaux arrivants. Alors qu'elle était la province préférée avec l'installation de 46 % des immigrants admis au cours des années 1977 à 1981, cette proportion augmente à 54 % pour les années 1987 à 1991. Par contre, alors que les Prairies attiraient 19 % des immigrants pendant la première période, cette proportion diminue à 12 % au cours la deuxième (Statistique Canada). De plus, les villes métropolitaines de Toronto et de Vancouver attirent les immigrants de Hong Kong cherchant un endroit plus sécuritaire après la reprise de la Chine en 1997 (Cannon, 1989).

D'ailleurs, de toute l'histoire de l'immigration du Canada, la question de l'admission de réfugiés est critique au cours de cette période. Cette situation découle du déracinement d'un grand nombre d'individus de leur pays à cause de persécutions ethniques, politiques ou religieuses, de la guerre civile, de famines et de catastrophes à travers le monde. Ces situations inhumaines occasionnent la fuite des hommes et des femmes de leur patrie comme réfugiés. L'estimation mondiale de *The Economist* (1993 : 45) donne une perspective du nombre de ces personnes en trois périodes : 2,5 millions en 1970, plus de 8 millions en 1980 et 18 millions en 1993.

Les statistiques visant l'admission canadienne de différentes catégories démontrent l'ampleur de la pression sur le gouvernement du Canada. Le Canada reçoit autour de 154 000 demandes de réfugiés entre les années 1979 et 1990 dont la majorité, surtout depuis 1986, proviennent de l'Europe de l'Est et de l'Asie du Sud-Est. Pendant les années 1977 et 1979 seulement, ce nombre augmente de 7300 à 27 900 et, au début des années 1980, il atteint 40 300. En 1991, en composant 23 % des individus admis, ce nombre grimpe à un sommet de 52 300 personnes. Notons que le nombre de personnes qui déposent leur demande à l'intérieur du Canada dépasse 37 000 en 1992 et, l'année suivante, il diminue à près de 22 000 (Kelley et Trebilcock, 1998 : 383).

Vu l'importance de l'augmentation des réfugiés pendant cette période et la pression mise sur le gouvernement du Canada, nous allons consacrer la section suivante au développement des lois, des règlements ainsi qu'aux événements majeurs concernant ce groupe et les autres groupes d'immigrants durant cette période.

5.4. Une révision de la politique sur les réfugiés

La Loi sur l'immigration de 1976 change la politique des réfugiés au Canada; il y aura dorénavant trois façons de les classer :

- 1- Le gouvernement peut créer des classes désignées de peuples déplacés et persécutés qui pourraient recevoir le statut d'immigrant bien qu'ils ne répondent pas aux critères de sélection habituels. Ainsi, un réfugié éventuel peut déposer sa demande à une Mission canadienne à l'étranger comme réfugié de la Convention de l'ONU⁵ ou comme membre d'une classe désignée. Ce réfugié pourra être parrainé soit par le gouvernement du Canada soit par des groupes ou des organisations privées (Règlements de l'immigration (b), 1978, s.7(2)). Ce parrainage s'effectue grâce à l'engagement écrit des parrains à procurer le logement, le soin et l'assistance pour l'établissement des réfugiés et de ceux qui l'accompagnent pendant un an (Hawkins, 1991 : 78-79). Le recours à cette mesure débouche sur le parrainage massif privé des réfugiés vietnamiens en 1979 et 1980.

⁵ La Convention de 1951 des Nations Unies sur les réfugiés a défini le réfugié comme toute personne « *owing to well founded fear of being persecuted for reasons of race, religion, nationality, membership of a particular group or political opinion, is outside the country of his nationality and is unable or, owing to such fear, is unwilling to avail himself of the protection of that country; or who, not having a nationality and being outside the country of his former habitual residence, is unable or, owing to such fear, is unwilling to return to it* ». Depuis cette Convention, cependant, certaines définitions plus vastes sont adoptées par région. En Afrique, depuis 1969, l'article 1.2 de la Convention gouvernant des aspects spécifiques des problèmes de réfugiés en Afrique est ajouté à la définition de Genève : « *The term 'refugee' shall also apply to every person who, owing to external aggression, occupation, foreign domination or events seriously disturbing public order in either part or the whole of his country of origin or nationality, is compelled to leave his place of habitual residence in order to seek refuge in another place outside his country of origin or nationality.* » Cette définition est employée par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCNUR) en Afrique.

- 2- Le demandeur pourrait se qualifier sous une mesure spéciale de l'établissement par lequel le ministère de l'Immigration utiliserait sa discrétion et accorderait l'immigration aux individus provenant d'une origine particulière, au cas par cas.
- 3- Ceux qui arrivent aux postes des frontières du pays et qui se qualifient selon la Convention des réfugiés (Kelley et Trebilcock, 1998 : 405).

5.5. CCR

En 1978, le Conseil canadien pour les réfugiés (CCR) est créé. Il s'agit d'un organisme à but non lucratif qui a connu une croissance continue depuis sa fondation. Il est devenu un des principaux porte-parole des droits des réfugiés et des immigrants au Canada, en informant le public et en attirant l'attention de nombreux acteurs sur ces questions. Ces derniers œuvrent dans le domaine des politiques en matière de réfugié et d'immigration, notamment les parlementaires, Citoyenneté et Immigration Canada (CIC), l'Agence des services frontaliers du Canada ainsi que la Commission de l'immigration et du statut de réfugié. Parmi les préoccupations du CCR touchant les questions relatives aux immigrants et aux réfugiés, soulignons : l'accord sur les tiers pays sûrs⁶ avec les États-Unis, les séparations prolongées des familles de réfugiés, l'absence du droit d'appel pour les réfugiés, les retards dans le traitement des demandes des réfugiés parrainés par le secteur privé, la traite des femmes et des filles, l'impact du « tout sécuritaire », le système de détermination du statut de réfugié, la réinstallation des réfugiés, la détention des immigrants et des réfugiés, l'intégration des immigrants et des réfugiés, l'accès des nouveaux arrivants aux services, les personnes sans statut, les droits des enfants, la lutte contre le racisme, les survivants de la torture (Site du CCR, section Histoire du CCR).

5.6. Mesures spéciales et catégories désignées

En janvier 1979, en vertu de la sous-section 6 (2) de la loi de 1976, trois catégories désignées sont retenues. Il s'agit des Européens de l'Est, des Indochinois et des Latino-

⁶ Nous y reviendrons plus loin dans ce chapitre.

Américains. Les membres de deux premiers groupes fuyaient les régimes communistes gouvernant leurs pays, tandis que les Latino-Américains étaient victimes des régimes de droite au pouvoir dans leur propre pays.

En ce qui a trait à l'admission des réfugiés vietnamiens, leur nombre augmente jusqu'au début des années 1980; ensuite, à cause de la récession qui commence et du déclin des pressions internationales, le gouvernement fédéral et le secteur privé réduisent le nombre d'individus parrainés. À partir du milieu des années 1980, la majorité des personnes accueillies font partie du programme de parrainage familial. Par contre, certaines études évaluent leur performance comme assez remarquable au Canada. Par exemple, le résultat de l'étude de Beiser et coll. (1994) fait ressortir que seulement 8 % des Asiatiques du Sud-Est admis entre 1979 et 1981 ne travaillaient pas en 1991, tandis qu'un cinquième de ces réfugiés avaient démarré leur propre affaire et engagé souvent d'autres Canadiens.

D'autres mesures spéciales visent des groupes en danger et en détresse. Par exemple, la guerre civile au Liban en 1976 et l'attaque d'Israël au Liban occasionnent la mise en œuvre de mesures facilitant l'entrée des Libanais au Canada à la fin des années 1970 et au cours des années 1980 (Report of the Department of Employment and Immigration, 1982-1983 : 46). De même, à partir de 1981, l'adoption de la loi martiale par le gouvernement polonais contre le Mouvement solidaire entraîne l'assouplissement des règlements de l'immigration pour les Polonais (*ibid.* : 45). Des initiatives similaires sont adoptées pour les Salvadoriens et les Sri Lankais (*ibid.* (b), 1983-1984 : 39 et 69) ainsi que pour les Chinois habitant au Canada après le massacre de la place Tian'anmen (*ibid.* 1989-1990 : 39). En 1988, les conflits et les catastrophes naturelles forcent le Canada à ajouter à la liste de ses mesures spéciales les Iraniens, les Libanais, les Éthiopiens et les Irakiens (Benyounès, 2002 : 50).

Néanmoins, en pratique, toutes les situations entraînant le déplacement d'individus devenant réfugiés ne conduisent pas automatiquement à la prise de mesures spéciales par le Canada. Par exemple, alors que l'attaque de l'ex-Union soviétique en Afghanistan

avait causé la mort de près de 1 million de personnes et le déplacement d'une population d'environ 5 millions de réfugiés dans les pays voisins, l'Iran, le Pakistan et l'Inde (Malarek, 1987 : 196), les réfugiés afghans ne sont pas inscrits sur la liste des mesures spéciales. C'est pourquoi, en l'attribuant aux inclinations islamophobes, Thomas (1989 : 4-7) met en cause cette façon de ne pas réagir contre les événements en cours en Afghanistan par le gouvernement et les organisations de l'immigration du Canada. De même, en réponse à la présence d'environ 5 millions de réfugiés africains à la corne de l'Afrique et en Afrique du Sud (*ibid.*), le ministre canadien des Affaires étrangères réagit en 1981 en soutenant que la solution des problèmes de l'Afrique doit être recherchée par le peuple de cette région (Canadian Annual Review, 1981 : 317). Après deux décennies, Benyounès (2002) rapporte :

« Encore une fois comme au temps des colonisations et celui des décolonisations, l'Afrique est encore un continent oublié. Les Africains souvent prisonniers politiques, persécutés, opprimés, victimes de la famine, des guerres et des catastrophes naturelles ne figurent que dans une généralité de ce que l'on appelle : les mesures spéciales. » (p. 50)

Une décennie plus tard, en 1993, dans le but de donner une chance aux demandeurs ne satisfaisant pas aux conditions de la Convention des réfugiés, la classe de « demandeurs non reconnus du statut de réfugiés au Canada » (DNRSRC) est créée. Elle tente de répondre aux demandes des individus qui, en retournant dans leur pays, mettraient leur vie en danger. Néanmoins, le succès de ces demandes est lié à la démonstration par le demandeur d'un risque crédible pour leur intégrité physique et morale dans leur pays d'origine, mais aussi que ce risque est plus élevé que pour les autres habitants de ce pays. Autrement dit, satisfaire à de telles conditions était presque impossible parce que personne ne pouvait véritablement prouver de tels risques (Davis et Waldman, 1994 : 8).

Par conséquent, afin de régulariser le statut des revendicateurs du statut de réfugié dont les demandes étaient refusées et que le gouvernement n'avait pas le désir de déporter, au mois de juillet 1994, le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration annonce la création de la catégorie des « immigrants visés par une mesure de renvoi à

exécution différée » (IMRED). Ainsi, les demandeurs n'étant pas encore déportés du Canada et qui y avaient déjà habité pendant au moins trois ans étaient autorisés à demander le statut de résident permanent. Pour se qualifier, le demandeur ne devait pas avoir de dossier criminel, menacer la santé ou la sécurité des autres Canadiens, ni avoir échappé aux agents de déportation durant son séjour au Canada (Kelley et Trebilcock, 1998 : 410). De toute façon, la procédure concernant cette catégorie (IMRED) s'est terminée le 1^{er} mai 1997 (*ibid.* : 556).

5.7. Quel rôle pour le HCR au Canada

Le 14 décembre 1950, l'Assemblée générale des Nations Unies crée le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) avec le mandat de coordonner l'action internationale pour la protection des réfugiés et de chercher des solutions aux problèmes des réfugiés dans le monde. Le but premier du HCR est de préserver les droits et le bien-être des réfugiés. Un réfugié, selon cet organisme, est « toute personne ayant fui son pays et ne pouvant ou ne voulant pas y retourner, craignant à juste titre d'y être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité ou de son appartenance à un groupe social particulier »⁷. Ce commissariat tente d'assurer pour tous le respect du droit de demander l'asile et de trouver refuge dans un autre État. Ses solutions ont trait au retour dans le pays d'origine, à l'intégration dans le pays d'accueil ou à la réinstallation dans un pays tiers.

Le Canada a signé la Convention du statut de réfugiés de 1951 et son protocole de 1967. Pour les individus reconnus comme étant des réfugiés, la Convention statue le principe de non-refoulement, c'est-à-dire le fait que personne ne devrait être renvoyé dans un pays où sa vie ou sa liberté serait menacée. Ainsi, la première fonction du HCR au Canada concerne le contrôle des procédures canadiennes liées à la protection des réfugiés afin qu'elles en respectent les principes fondamentaux. Ce rôle du HCR, tel que

⁷ Tiré de la brochure publiée de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés au Canada.

déjà prévu dans l'article 35 de la Convention de 1951⁸ et reconnu par la législation canadienne, a trait aux éléments suivants : tenir des audiences devant la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR), des entrevues sur l'examen de la recevabilité avec les autorités de l'immigration canadienne, donner son avis sur l'interprétation et la mise en pratique du droit international des réfugiés sur le territoire canadien, organiser des ateliers sur le droit des réfugiés ou y participer, soutenir les avocats et les ONG qui travaillent avec les demandeurs d'asile et les réfugiés (Brochure de présentation du rôle du HCNUR au Canada).

La deuxième fonction du HCR au Canada a trait à la réinstallation des réfugiés qui ne sont pas en mesure de demeurer dans leur pays d'asile. En vertu de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés canadienne et de sa réglementation, le HCR a le rôle de référer les réfugiés provenant du monde entier pour les réinstaller au Canada. À ce propos, le HCR a pour objectifs de : faciliter les communications et l'entente entre les bureaux du HCR et Citoyenneté et Immigration Canada et avec les ONG, identifier et résoudre les problèmes, urgents et non urgents, liés à la réinstallation des réfugiés, conseiller les réfugiés et les parrains individuellement face aux problématiques du regroupement familial et, enfin, offrir de l'information et des ateliers de formation au gouvernement et aux ONG sur les politiques et les priorités de réinstallation du HCR (*ibid.*).

5.8. Détermination des demandeurs du statut de réfugié à l'intérieur du Canada

La loi de 1979 avait prévu une procédure assez compliquée pour considérer le cas des demandeurs du statut de réfugié déjà au pays. Vu l'accroissement du nombre de

⁸ Selon l'article 35 : « 1- Les États contractants s'engagent à coopérer avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, ou toute autre institution des Nations Unies qui lui succéderait, dans l'exercice de ses fonctions et en particulier à faciliter sa tâche de surveillance de l'application des dispositions de cette Convention. 2- Afin de permettre au Haut Commissariat ou à toute autre institution des Nations Unies qui lui succéderait de présenter des rapports aux organes compétents des Nations Unies, les États contractants s'engagent à leur fournir dans la forme appropriée les informations et les données statistiques demandées relatives : a) au statut des réfugiés, b) à la mise en œuvre de cette Convention, et c) aux lois, règlements et décrets, qui sont ou entreront en vigueur en ce qui concerne les réfugiés. »

demandeurs de cette catégorie et l'avènement d'une crise administrative résultant du retard dans le traitement des dossiers, il était important de réviser cette procédure. Conformément à cette loi, le Comité consultatif du statut de réfugié (RSA) est créé. Par exemple, dans le cas d'un demandeur jugé non admissible à la frontière ou demeuré plus longtemps que ne le permet la durée de son visa, ce programme permet de mener une enquête pour examiner la nécessité de déportation; si cette personne fait une demande de statut de réfugié, elle commence le processus de la détermination des réfugiés. Une enquête est effectuée par l'agent officiel de l'immigration et une copie de cette enquête est envoyée à la RSA à Ottawa afin d'être examinée à la lumière de la Convention du statut de réfugié. Le résultat de cet examen est transmis au ministre. La réponse négative du RSA résulte en l'étude du cas sur des bases humanitaires ou compassionnelles par la Comité de révision spéciale (CRS). Le résultat de ce dernier examen est envoyé au ministre. Si ce dernier rejette la demande, le demandeur a le droit de demander à la Commission d'appel de l'immigration (CAI) de réexaminer sa demande. Après l'examen du dossier, si la CAI est convaincue qu'il y a des bases raisonnables pour entendre le demandeur, ce dernier est invité. La confirmation de la demande par chacun de ces trois tribunaux se poursuit parallèlement à d'autres vérifications du demandeur (en matière criminelle, médicale et de sécurité). Si celui-ci échoue cette étape, il a le droit d'en appeler encore à la CAI, dont les décisions sont susceptibles d'être transmises encore à la Cour fédérale (Kelley et Trebilcock, 2000 : 412).

Force est de constater la complexité de la procédure d'admission des réfugiés à l'intérieur des frontières canadiennes et l'augmentation du nombre de ces demandes occasionne du retard au cours des années 1980. En fait, les agents de voyages et les conseillers d'immigration sont conscients que le dépôt d'une demande à titre de demandeur d'asile augmente les possibilités d'admission (Hawkins, 1994-5 : 1). À la fin des années 1970, le nombre annuel de ces demandeurs n'étant que de 200 à 400 personnes, ce genre d'arrangements était donc plus aisé. Entre 1982 et 1984, le nombre de demandeurs augmente et passe à 3400, voire 5200 personnes par année jusqu'à un sommet de plus de 37 000 demandes en 1992 (Refugee Perspectives 1985-

1986 : 39). Le système administratif canadien de cette époque n'a pas la capacité nécessaire pour traiter ce volume accru de demandes.

5.9. L'arrêt Singh

À partir du début des années 1980, plusieurs rapports sur la question des demandes du statut de réfugié à l'intérieur du pays sont publiés. Toutefois, le jugement de la Cour suprême du Canada, connu comme l'*arrêt Singh*⁹, rendu le 4 avril 1985, devient le grand événement de cette période : selon ce jugement, l'article 7 de la Charte canadienne des droits et libertés s'applique à quiconque est effectivement présent au Canada. Il statue que tous les êtres humains se trouvant physiquement au Canada ont le droit à l'audience sans attention au prétexte du fardeau financier ou du retard de la procédure. L'arrêt Singh ouvre le chemin pour réviser le cas des demandeurs du statut de réfugié par

⁹ Cette décision concerne « sept appelants, dont six s'appelaient Singh. Six des appelants étaient des citoyens de l'Inde qui revendiquaient le statut de réfugié au sens de la Convention parce qu'ils craignaient d'être persécutés par les autorités indiennes en raison de leurs activités et de leurs opinions politiques. La septième appelante, Mme Indrani, était une citoyenne de la Guyane dont la revendication était fondée sur une crainte de persécution du fait de sa race, de sa religion et de ses opinions politiques. » (Site officiel de CISR consulté le 14 septembre 2010) Après avoir reçu l'avis du Comité consultatif sur le statut de réfugié (CCSR), le ministre de l'Emploi et de l'Immigration décide qu'aucun des membres d'un groupe de demandeurs n'était un réfugié au sens de la Convention. La CAI rejette les demandes subséquentes de réexamen du statut sans avoir procédé à une audience. On pose deux questions à la Cour suprême : est-ce que les appelants peuvent invoquer la Charte canadienne des droits et libertés pour contester le processus? Et, dans l'affirmative, est-ce qu'il y a violation de leur droit à la sécurité de la personne telle qu'elle n'est pas conforme aux principes de justice fondamentale? La Cour invoque l'article 7 de la Charte qui garantit que « chacun a droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne » et qu'« il ne peut être porté atteinte à ce droit qu'en conformité avec les principes de justice fondamentale ». Ainsi, selon la majorité de la Cour, le mot « chacun » employé à l'article 7 inclut toute personne se trouvant au Canada et, par conséquent, elle est assujettie à la loi canadienne. Également, en ce qui a trait à la deuxième question, la Cour invoque l'article 55 de la Loi sur l'immigration de 1976 en vertu duquel un réfugié a le droit de ne pas « être renvoyé dans un pays où sa vie ou sa liberté seraient menacées ». Ainsi, ce droit du réfugié, pour la Cour, concerne la « sécurité de sa personne » au sens de l'article 7 de la Charte (Régime canadien de protection des réfugiés, 1993 : 20). Également, la Cour rejette la compatibilité de la loi de 1976 avec les exigences de justice fondamentale. Selon ce jugement, le système de procédure établi par la loi doit, au moins, offrir à la personne qui revendique le statut de réfugié une possibilité suffisante d'exposer sa cause et de savoir ce qu'elle doit prouver. Toutefois, le processus n'offrait à la personne qui revendiquait le statut de réfugié aucune possibilité de se faire entendre si ce n'est au moyen de sa revendication et de la transcription de son interrogatoire sous serment. La loi n'offrait pas non plus à la personne qui revendiquait le statut de réfugié la possibilité de commenter l'avis donné au ministre par le Comité consultatif sur le statut de réfugié. En vertu de la loi, la Commission d'appel de l'immigration était obligée de rejeter une demande de réexamen à moins qu'il soit probable que le requérant puisse établir le bien-fondé de sa demande. Par conséquent, une demande était habituellement rejetée sans que le demandeur ait eu la possibilité de prendre connaissance du dossier dont disposait le ministre (*ibid.* : 21).

l'audition de leur demande. Ainsi, dans le but d'opérationnaliser ce jugement, une mesure temporaire est adoptée en 1985. Le projet de loi C-55, déposé en 1987 et adopté en 1988, crée la nouvelle procédure d'examen. En conséquence, les membres de la Commission d'accès à l'information doivent passer de 18 à 50 et ses vice-présidents de 5 à 13. De plus, les demandeurs du statut de réfugié obtiennent le droit d'en appeler à la CAI.

5.10. L'augmentation des demandes et l'amnistie

L'adoption de cette loi contribue également à l'accroissement du nombre de demandeurs d'asile et, en conséquence, à l'augmentation de la tâche de travail pour examiner les demandes, de sorte que le délai d'attente s'étend à 40 mois. La pression sur le gouvernement pour régler la situation le conduit à annoncer le 21 mai 1986 une amnistie aux demandeurs étant susceptibles de s'installer avec succès. Ainsi, 85 % des demandeurs deviennent résidents permanents (Report of the Department of Employment and Immigration, 1987-1988 : 78). Néanmoins, la suspicion de la contingence de telles décisions incite un groupe assez nombreux et méritant pouvant demander un statut d'immigrant à entrer au pays et à demander un statut de réfugié (Kelley et Trebilcock, 1998 : 414). Dans le but de contrer cette tendance, l'entrée des demandeurs aux frontières américaines est interdite en février 1987. Autrefois, ces demandeurs étaient autorisés à rester au Canada, à chercher un travail et à profiter des avantages de l'assistance sociale jusqu'à l'examen de leur enquête. À partir du février 1987, cette autorisation est annulée et ces demandeurs, provenant par exemple des pays d'Amérique centrale, sont obligés de rester aux États-Unis jusqu'à la date de l'enquête (*ibid.* : 415).

D'ailleurs, en profitant de la non-exigence d'avoir un visa de visiteur pour entrer au Canada, les citoyens de certains pays, comme la Turquie et le Portugal, commencent à se joindre aux demandeurs du statut de réfugié alors qu'ils sont déjà au Canada. C'est pourquoi cette exemption est enlevée graduellement pour certains pays. Entre les années 1977 et 1984, il y a 18 pays sur la liste des ceux qui ne peuvent profiter de cette exemption (Report of the Department of Employment and Immigration (c), 1983-1984 :

59) et, en mai 1992, huit pays s'ajoutent à cette liste (*Globe and Mail*, 6 mai 1992 : A6). De plus, les citoyens de ces pays sont maintenant obligés d'obtenir un visa de transit même lors d'un court arrêt au Canada.

5.11. Création de la CISR en 1989

Malgré ces initiatives, le gouvernement canadien ne parvient pas à empêcher l'allongement des délais de traitement des demandes de plus en plus nombreuses du statut de réfugié. C'est pourquoi en mai 1987, afin de modifier le statut des réfugiés, le gouvernement propose l'amendement de la Loi sur l'immigration au Parlement. Le deuxième projet de loi C-55 est voté en juin 1988, mais entre en vigueur en janvier 1989. Selon cette loi, la Commission d'appel de l'immigration (CAI) est remplacée par la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR). D'après la page d'accueil de la CISR, le but de la Commission « consiste à rendre, de façon efficace et équitable, des décisions éclairées sur des questions touchant les immigrants et les réfugiés, conformément à la loi ». Cette Commission comprend deux sections : la Section du statut des réfugiés (SSR) qui s'occupe seulement des déterminations de réfugiés; et la Section d'appel de l'immigration (SAI) qui prend la responsabilité des appels de certaines mesures de renvoi et de parrainage. Ainsi, demeurant toujours indépendante du ministère de l'Immigration, la CISR fait son rapport au Parlement par l'entremise du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration.

L'esprit du projet de loi C-55 est basé à la fois sur la protection des réfugiés légitimes et le rejet des fausses demandes. À propos de la détermination de l'admissibilité du demandeur, avant le déroulement de la session de l'audience, une enquête commune a lieu par un arbitre indépendant de la Section de l'arbitrage du ministère de l'Immigration et un membre de la SSR. En ce qui concerne la condition préalable de non-admissibilité, on peut faire allusion aux criminels, aux réfugiés d'autres pays ainsi qu'aux demandeurs dont les demandes sont déjà examinées au Canada. Également, cette enquête détermine la crédibilité de la personne qui fait la demande. Le rejet de la demande à cette étape occasionne le renvoi du demandeur dans

les 72 heures, sauf si la Cour fédérale demande la révision du cas. Par contre, l'admission du demandeur le mène à se présenter devant une session de l'audience complète face à deux membres de la SSR. Cette session se décide en prenant en compte la dignité du demandeur et avec la participation de l'agent d'enquête des réfugiés. La tâche de ce dernier consiste à la catégorisation initiale des revendications, l'appel des témoins, l'interrogation des demandeurs et de leurs témoins, ainsi que le recours à la préparation des présentations écrites ou orales (Kelley et Trebilcock, 1998 : 416).

5.12. Tiers pays sûr

Le projet de loi C-55 comprend des dispositions sous le titre des tiers pays sûrs. Ainsi, les personnes arrivant au Canada d'un pays désigné par le règlement comme un « tiers pays sûr » ne sont pas admissibles au transfert de leur demande à la SSR. Tenant compte qu'un tiers des demandes s'effectuaient le long de la frontière américaine, si le gouvernement jugeait pertinent de désigner les États-Unis et les pays d'Europe de l'Ouest comme des pays « sûrs », il va de soi que cette disposition prévue dans la loi pouvait diminuer grandement le nombre de demandeurs non admissibles. Toutefois, certaines raisons ne permettaient pas de désigner ces pays comme étant « sûrs » à cette période. Il s'agit surtout de fortes oppositions chez les organisations partisans des intérêts des réfugiés. En effet, la désignation des États-Unis aurait pu influencer fortement le traitement des demandes des demandeurs provenant des pays d'Amérique latine (*ibid.* : 418). Néanmoins, en 1992, le projet de loi C-86 concède au gouverneur en conseil le droit de désigner ces pays « sûrs » à condition qu'ils soient conformes à la loi internationale sur la protection des réfugiés. Les éléments suivants doivent être évoqués dans cette désignation :

- la participation du pays à la Convention des Nations Unies en matière de statut des réfugiés;
- sa performance en matière de respect du droit de l'homme;
- ses politiques et pratiques par rapport aux demandes des réfugiés dans le sens de la Convention;

- l'accord du pays avec le Canada afin de partager des renseignements sur les demandes de réfugiés;
- la responsabilité pour leur détermination¹⁰.

5.13. La pression sur des sociétés de transport

En août 1987, les débats dans les médias canadiens se focalisent sur l'arrivée de 174 demandes de réfugié sikhs. Alors que l'année précédente les Tamouls sri lankais étaient admis chaleureusement, l'arrivée des sikhs devient un prétexte pour que le gouvernement conservateur propose le projet de loi C-84 au Parlement. En plus des initiatives pour contrôler davantage les frontières par les autorités canadiennes, cette loi permet la détention de ceux qui arrivent au pays sans papiers clairs jusqu'à l'établissement de leur identité. Ainsi, si le ministre ou le solliciteur général juge ces personnes comme étant des criminels ou considère qu'elles représentent une menace pour la sécurité du pays, avec l'accord de la Cour fédérale, cela aboutit à leur renvoi. De plus, la question des réfugiés illégaux occasionne l'accroissement du pouvoir du gouvernement en matière de recherche, d'arrêt, d'amende et de détention pour les passeurs et les sociétés de transport reconnus coupables. Notons qu'en raison de la pression de l'opposition et des ONG, le mandat qui concédait aux autorités canadiennes le pouvoir de retourner les bateaux susceptibles de transporter des réfugiés avant leur débarquement à terre est retiré. Grâce à ces mesures, les sociétés de transport sont cependant conscientisées à l'importance de vérifier les papiers des passagers avant le voyage (Kelley et Trebilcock, 1998 : 417-418).

5.14. Le fardeau financier des réfugiés

Tel que constaté, le nouveau système de détermination des réfugiés augmente grandement le volume de travail en retard de sorte que, en 1990, les demandes reçues sont le double de celles qui avaient été anticipées (Report of the Department of Employment and Immigration (b), 1990-1991 : 17). Alors que l'arrêt Singh de la Cour

¹⁰ S.C. 1992, c.49, s. 102(11), introducing s. 114(8) to the act.

suprême avait statué que les coûts et l'organisation administrative ne pourraient brimer les droits des demandeurs d'asile, le coût de la détermination et de l'établissement de ces individus demeure très élevé. Ainsi, afin d'accélérer le processus de traitement de ces demandes, de janvier 1989 à mars 1990, la CISR et le ministère de l'Emploi et de l'Immigration dépensent 83 millions de dollars. En outre, 105 millions de dollars sont attribués au traitement du travail en retard d'avant 1989. De même, en 1989, le gouvernement fédéral dépense autour de 73 millions de dollars pour l'assistance sociale aux réfugiés et aux immigrants indigents. Au niveau provincial, les gouvernements du Québec, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique dépensent respectivement environ 56, 112 et 15 millions de dollars en assistance sociale aux réfugiés et aux demandeurs d'asile. Précisons que le calcul de ces coûts ne tient pas compte de la contribution de l'assurance-maladie et de l'apprentissage de la langue (Economic Council of Canada : 100-1).

5.15. Création du processus accéléré

En 1990, un processus accéléré est établi pour les demandeurs venant de certains pays connus d'où proviennent beaucoup de réfugiés et pour certains types de demandes d'asile¹¹. Le traitement de ces demandes est relativement simple : avec la recommandation favorable de l'agent de la section des réfugiés, la demande peut être référée à un commissaire de la SSR pour un examen rapide des documents. Si ce dernier décide que le demandeur n'aura pas besoin d'audience, il obtient l'asile. Par contre, si le commissaire rejette la demande, elle suit un processus régulier avec audience complète (Report of the Department of Employment and Immigration, 1989-1990 : 17-18).

5.16. L'amélioration de la situation

Malgré le nombre très élevé de demandes en retard et l'ajout constant de nouvelles demandes, la situation commence à s'améliorer à la fin des années 1980 et au début du

¹¹ Les catégories de demandes d'asile en provenance de citoyens de certains pays changent suivant l'évolution de la situation dans les pays concernés.

nouveau siècle. Ainsi, la période moyenne de traitement pour une demande se réduit à neuf mois jusqu'en septembre 1991 (Refugee Determination, juillet 1991 : 14). Les tribunaux de réfugiés en Ontario aussi peuvent traiter les demandes six mois plus vite qu'en 1989 (*ibid.* : 16). Durant les années 1980, 20 % à 30 % des demandes étaient acceptées (Kelley et Trebilcock, 1998 : 427), tandis qu'après l'établissement de la nouvelle loi, le traitement des demandes de la majorité des demandeurs d'avant 1989 (approximativement 100 000) mène à l'admission des deux tiers de ces demandeurs avant la fin de 1992 (*ibid.* : 423).

5.17. Renvoi des réfugiés

À partir de janvier 1989 jusqu'en août 1991, seulement 20 % des 10 702 demandeurs d'asile reconnus incompatibles au sens de la Convention de la CISR sont déportés ou refusés (Refugee Determination, 1991 : 4). De plus, malgré tout le travail en retard à la fin des années 1980, le Canada fait tout de même partie des pays occidentaux dont le taux d'admission est parmi les plus élevés proportionnellement au nombre de demandeurs (Stoffman, 1993 : 10).

5.18. Le projet de loi C-86

Au début des années 1990, le projet de loi C-86 est déposé par le gouvernement progressiste conservateur de Brian Mulroney dans le but de resserrer le contrôle des réfugiés au Canada. La majorité des dispositions de cette loi entrent en vigueur le 1^{er} février 1993. Quant au processus d'octroi d'asile, le pouvoir et les fonctions des agents principaux (AP) augmentent. Le projet de loi C-55 avait déjà prévu l'instauration d'un tribunal pour faire des entrevues visant à déterminer la recevabilité et le minimum de fondement des demandeurs d'asile. Ce tribunal se composait d'un commissaire de la SSR et d'un arbitre du ministère de l'Immigration. En plus d'éliminer ce tribunal en raison de la perte de temps qu'il engendre et de son peu d'utilité pour les demandeurs, le projet de loi C-86 le remplace par les AP de l'immigration¹². La responsabilité de ces

¹² S.C. 1992, C.49, s.35, amending s.45 (1) (a) of the act.

derniers revient à déterminer l'admissibilité des demandeurs d'asile. Si les AP considèrent une demande légitime, les dossiers de ces demandeurs sont référés à la SSR pour une audience complète. Selon le projet de loi C-86, la SSR doit vérifier trois éléments :

- si le demandeur a détruit ou s'est débarrassé des documents identitaires sans raisons valables;
- si le demandeur a visité le pays dont il craint la persécution depuis le dépôt de sa demande;
- si le pays est reconnu comme respectant les droits de l'homme¹³.

Par contre, si les AP qualifient la demande d'irrecevable, cela conduit au renvoi du demandeur, bien qu'il puisse encore faire appel à la Cour fédérale en matière d'immigration pour une révision judiciaire. Les critères pour refuser les demandes se basent, entre autres, sur les éléments suivants :

- si le demandeur a obtenu le statut de réfugié dans un autre pays;
- s'il vient d'un pays déjà désigné « sûr »,
- s'il a été jugé irrecevable par un arbitre parce qu'il a commis des crimes sérieux;
- si le ministère le considère comme un danger pour le Canada¹⁴.

5.19. L'obtention d'un permis de travail

Un autre changement important est introduit dans les règlements : l'interdiction pour le demandeur d'obtenir un permis de travail jusqu'à la finalisation du processus¹⁵. Cette mesure cherche à décourager les personnes qui pourraient demander un statut d'immigrant économique, mais qui préfèrent se présenter comme des demandeurs d'asile. De plus, le ministère ne veut pas que les demandeurs d'asile rejetés continuent à travailler illégalement. Cependant, l'impossibilité de travailler dirige ces demandeurs vers l'assistance sociale et augmente donc le fardeau financier du gouvernement pendant plusieurs mois. C'est pourquoi, en janvier 1994, le gouvernement fédéral révisé sa décision précédente et permet aux demandeurs d'asile de demander un permis de travail.

¹³ S.C. 1992, s.60, amending s.69.1 (10.1) of the act.

¹⁴ S.C. 1992, s.36, amending s.46.01(1), (1.1) of the act.

¹⁵ *Immigration Regulation*, 19(4)(J).

Ainsi, après trois semaines pour l'examen médical, la prise des empreintes digitales et le dépôt du formulaire de renseignements personnels, les demandeurs peuvent obtenir leur permis (York, 25 janvier 1994 : A1-2).

5.20. Mesures d'expulsion et de renvoi

En vertu de la loi de 1952, la seule mesure de renvoi qui existait était l'expulsion de la personne et l'interdiction de retourner au Canada, sauf avec la permission expresse du ministère de l'Immigration. La loi de 1976 avait apporté quelques changements à la fois négatifs et positifs à cette mesure de renvoi; avant 1976, un demandeur ayant acquis le statut de domicilié et ayant résidé au Canada pendant cinq ans, sauf dans de rares exceptions, ne pouvait plus être expulsé¹⁶. Or, ce concept de domicilié est retiré de la loi de 1976. Désormais, tous les résidents non citoyens, peu importe la durée de leur résidence au Canada, ne sont plus à l'abri d'une menace de renvoi (Wydrzynski, 1983 : 74).

Quant aux améliorations apportées dans la nouvelle loi, notons l'ajout d'une mesure donnant un délai de 12 mois pour quitter le pays après l'émission d'un avis, à condition que les motifs du renvoi ne soient pas très graves¹⁷. De plus, selon les sections 2 (1) et 113 de cette loi, l'agent d'enquête spéciale ne joue plus simultanément les rôles de procureur et de juge; un agent désigné présente le cas à un arbitre du ministère pour que celui-ci puisse écouter directement le demandeur en question. Ainsi, dans la plupart des cas, la décision de cet arbitre peut être renversée par la Commission d'appel de l'immigration (CAI) qui s'appuie sur la loi, les faits ou des considérations de compassion.

À partir des amendements apportés au projet de loi C-86 en 1993, une orientation vers l'indépendance du processus décisionnel est effectuée : la Section de l'arbitrage du ministère de l'Immigration est transférée à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR), de sorte qu'elle devient la troisième sous-section constituant cette

¹⁶ Avant 1914, la période de domicile n'était que de trois ans.

¹⁷ Comme les infractions criminelles et pénales.

commission. Toutefois, le renvoi des résidents permanents devient possible. Ces renvois se fondent sur des suspicions raisonnables vis-à-vis de certains groupes ou de certaines personnes. Par exemple, les membres d'une organisation susceptible d'être engagée dans des activités criminelles. De même, les agents de l'immigration obtiennent l'autorisation d'expulser ou d'empêcher l'entrée de ceux qui sont soupçonnés, par exemple, de faire partie d'une association terroriste, d'activités d'espionnage ou d'avoir des comportements à risque qui pourraient les mener à ce genre d'activités.

En 1994, certaines chasses à l'homme armées à Toronto par des Jamaïcains donnent le prétexte à la proposition du projet de loi C-44, qui est adopté en 1995. En effet, l'inquiétude envers la sécurité facilite le renvoi des résidents permanents ayant un passé criminel grave. Par exemple, ceux qui ont commis des offenses criminelles sérieuses au Canada n'auront plus le droit à un recours en appel lors d'une mesure de renvoi par la CISR ni de soumettre une demande d'asile à la Section du statut de réfugié (SSR) si le ministère en vient à croire qu'ils représentent un danger pour le Canada. La loi identifie ces personnes comme étant celles condamnées à au moins dix ans de prison. De plus, le traitement des demandes de citoyenneté des résidents permanents est suspendu¹⁸.

En mai 2008, la vérificatrice générale dénonce le nombre croissant de personnes susceptibles d'être encore au Canada malgré les mesures de renvoi ordonnées par l'Agence des services frontaliers canadiens (ASFC). Parmi les 63 000 personnes jugées indésirables par les autorités depuis 2003, année de création de l'ASFC, l'Agence ne peut en retracer que 22 000 environ. Il y a donc un écart croissant entre le nombre de personnes visées par une mesure de renvoi du Canada et le nombre de personnes véritablement expulsées. Cependant, le ministre de la Sécurité publique annonce l'expulsion de plus en plus de personnes chaque année; ce nombre passe de 8700 expulsions en 2002 à 12 600 en 2006-2007 (*La Presse*, 7 mai 2008 : A6).

¹⁸ S.C. 1995, c.15, s.23.

6. La situation récente de l'immigration et l'admission des réfugiés

La situation actuelle de l'immigration et l'octroi de l'asile aux réfugiés sont régis par la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (LIPR) de 2001 (ch. 27), entrée en vigueur le 28 juin 2002. En vertu de cette loi, un résident permanent est une personne que le gouvernement du Canada a autorisée à vivre en permanence au Canada et qui pourra par la suite présenter une demande pour devenir citoyen canadien. Selon la section 1, article 12 de cette nouvelle loi, la sélection des résidents permanents s'effectue, suivant les trois catégories suivantes :

- Regroupement familial : la sélection de ces individus se fait en fonction de la relation qu'ils ont avec un citoyen canadien ou un résident permanent, à titre d'époux, de conjoint de fait, d'enfant, de père, de mère ou à titre d'autre membre de la famille prévu par règlement.
- Immigration économique : la sélection de ces individus se fait en fonction de leur capacité à réussir leur établissement économique au Canada.
- Réfugiés : la sélection de ces personnes, qu'elles soient au Canada ou non, s'effectue, conformément à la tradition humanitaire du Canada à l'égard des personnes déplacées ou persécutées, selon qu'ils ont la qualité, au titre de la présente loi, de réfugié ou de personne en situation semblable.

6.1. Immigrants économiques

Ainsi, pour immigrer au Canada, le demandeur peut présenter une demande de diverses façons. C'est à lui de décider quel programme d'immigration répond le mieux à ses besoins et à ceux de sa famille. Tenant compte des exemples de cette recherche, nous présenterons ici rapidement l'état actuel du processus de demandes des deux catégories d'immigrants économiques et de demandeurs du statut de réfugié tel qu'annoncé officiellement par les autorités visées. Commençons par jeter un coup d'œil aux différentes catégories d'immigrants économiques demandant le statut du résident permanent.

- **Travailleurs qualifiés et professionnels** : Ces personnes sont éduquées et ont de l'expérience de travail, connaissent l'anglais, le français ou les deux langues, et possèdent d'autres capacités qui sont susceptibles de les aider à s'établir au Canada. Afin de présenter une demande en tant que travailleur qualifié, un demandeur doit satisfaire ces exigences minimales : au moins un an d'expérience professionnelle continue rémunérée à plein temps ou l'acquisition d'une expérience équivalente en occupant un emploi à temps partiel de façon continue. En plus de l'acquisition de ces expériences au cours des dix dernières années, elles doivent être compatibles aux postes de gestion, d'emplois professionnels et d'emplois techniques et spécialisés de la Classification nationale des professions du Canada.
- **Investisseurs, entrepreneurs et travailleurs autonomes** : Ces trois groupes des gens d'affaires ont le droit d'immigrer au Canada. Cependant, les critères d'admissibilité sont différents d'une catégorie à l'autre. En ce qui a trait aux investisseurs, les individus visés doivent démontrer qu'ils détiennent de l'expérience en affaires, un avoir net d'au moins de 800 000 dollars obtenu légalement, et la capacité d'investir 400 000 dollars canadiens¹⁹. Administré par CIC, cet investissement doit être attesté par les provinces canadiennes qui l'utilisent pour créer des emplois et développer leur économie. Par contre, ce montant de 400 000 dollars sera remis par CIC à l'investisseur, sans intérêt, après cinq ans et deux mois. À propos des entrepreneurs, les demandeurs concernés doivent démontrer de l'expérience en affaires et la détention d'un avoir net d'au moins 300 000 dollars obtenu légalement. Ils doivent également respecter les conditions imposées aux entrepreneurs après leur arrivée au Canada. Enfin, les demandeurs comme les travailleurs autonomes doivent répondre à l'une des conditions suivantes : soit ils possèdent une expérience pertinente qui leur permettra de contribuer de manière importante à la vie

¹⁹ En 26 juin 2010, le ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme Jason Kenney annonce les modifications du plan d'immigration pour 2010. « Les modifications réglementaires proposées stipuleront que les nouveaux investisseurs devront disposer d'un avoir net personnel de 1,6 M\$, et non plus de 800 000 \$ comme c'était le cas auparavant, et investir 800 000 \$, et non plus 400 000 \$. » (Site de CIC, consulté le 14 septembre 2010, <http://www.cic.gc.ca/francais/ministere/media/communiques/2010/2010-06-26.asp>.)

culturelle ou sportive du Canada, soit ils possèdent une expérience en gestion agricole et ont l'intention et la capacité d'acheter et d'exploiter une ferme au Canada.

- **Candidats des provinces** : Les demandeurs de cette catégorie doivent posséder le ou les diplômes, l'expérience et les compétences nécessaires pour contribuer à la vie économique de la province ou du territoire qui les sélectionne. Cependant, les conditions de sélection diffèrent, car déterminées par chacun des territoires et des provinces.
- **Travailleurs qualifiés sélectionnés par le Québec** : Selon l'Accord Canada-Québec, le Québec peut établir ses propres exigences en matière d'immigration et sélectionner des immigrants qui s'adapteront bien au style de vie de la province. Ainsi, les demandeurs de cette catégorie doivent d'abord présenter au gouvernement du Québec une demande pour l'obtention du Certificat de sélection du Québec (CSQ) (site officiel de CIC consulté le 12 décembre 2007).

6.2. Réfugiés et demandeurs d'asile

Le Canada est obligé d'accorder l'asile à ces individus afin de respecter la *Convention* et se doit de protéger ces personnes. En quittant son pays d'origine, le réfugié craint avec raison d'être persécuté à cause de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un groupe social s'il y retourne. En revanche, le demandeur d'asile a peur d'être renvoyé dans son pays à cause d'un risque de torture, parce qu'il craint pour sa vie ou qu'il craint de subir des traitements ou des « peines cruelles et inusitées » (*Un aperçu*, 2006 : 9). Ceux dont la demande est acceptée sont appelés des *personnes protégées*. Notons que le Canada offre également à des groupes de Canadiens la possibilité de parrainer des réfugiés à l'étranger qui ont besoin de se réinstaller, et le Canada accepte de prendre en charge un nombre précis de réfugiés.

Après 11 septembre 2001, des mesures de resserrement sont exigées par les Américains, car ils craignent pour la sécurité de leur pays à cause des faiblesses qu'ils

perçoivent dans le régime canadien de protection des réfugiés. C'est ainsi qu'aux termes de cette nouvelle loi, la compétence en matière de décision sur la protection des réfugiés reste partagée entre la Commission d'immigration et du statut de réfugié (CISR) et le ministère Citoyenneté et Immigration Canada (CIC). Cependant, toutes les questions d'ordre judiciaire ayant trait à l'immigration sont confiées à la CISR, le plus grand tribunal administratif du Canada, qui détermine quelles sont les personnes qui ont le plus besoin de protection, entend les appels sur certaines questions d'immigration et effectue des enquêtes et des contrôles sur les motifs de détention. En rendant des comptes au Parlement par l'intermédiaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, la CISR garde son indépendance par rapport à CIC et l'ASFC (*ibid.* : 5).

La CISR se compose de trois sections : la Section de l'immigration, la Section d'appel de l'immigration, la Section de la protection des réfugiés (SPR).

— **La Section de la protection des réfugiés (SPR) :** Cette section statue sur les demandes d'asile présentées par des personnes qui sont déjà au Canada, elle tient des audiences concernant des demandes d'asile ou utilise d'autres processus pour rendre ses décisions. Par contre, CIC statue sur les demandes d'asile présentées par des personnes à l'extérieur du Canada, des demandes ressemblant à celles adressées au HCR, dans le cadre de programmes de réinstallation qui s'adressent aux personnes vivant dans des camps de réfugiés.

Pour entamer leurs demandes d'asile, les demandeurs peuvent contacter un agent d'immigration à n'importe quel point d'entrée au Canada (un poste frontalier, un aéroport ou un port de mer), dans un centre d'Immigration Canada ou dans un bureau de l'ASFC. L'agent fait une entrevue préliminaire avec le demandeur, et si l'agent ne croit pas la demande irrecevable, il l'envoie à la SPR. Il va de soi que c'est au demandeur de démontrer la légitimité de sa demande. Rappelons qu'en ce moment les contrôles de sécurité s'effectuent lors du dépôt de la demande, alors qu'autrefois ils étaient entrepris lorsque le demandeur déposait une demande de résidence permanente.

L'irrecevabilité des demandes d'asile est établie selon les critères suivants :

- le demandeur a déjà obtenu l'asile au Canada ou dans un autre pays où il peut être renvoyé;
- la demande de cette personne a déjà été rejetée par la commission, elle est déjà considérée comme irrecevable, a déjà été retirée ou le demandeur s'est déjà désisté avant la fin des démarches. Bref, la commission n'accepte pas de deuxièmes demandes;
- le demandeur représente un risque pour la sécurité, pour les droits humains ou internationaux, est impliqué dans la criminalité organisée ou a déjà commis un crime grave²⁰;
- le demandeur arrive au Canada, directement ou indirectement, à partir d'un tiers pays sûr désigné, où il pourrait demander l'asile.

La désignation des tiers pays sûr est faite par le gouverneur et il doit considérer certains facteurs : ces pays doivent avoir signé la Convention sur les réfugiés et celle contre la torture, la performance de ces pays quant au respect des règles de ces conventions et du respect des droits de la personne, les pays possèdent un accord avec le Canada sur l'examen des demandes d'asile des personnes renvoyées. Néanmoins, selon la loi internationale, les pays désignés n'ont pas l'obligation d'accepter le retour des demandeurs à moins que ces pays aient déjà donné leur consentement. À ce propos, étant négociée à la suite des événements du 11 septembre 2001, l'entente entre le Canada et les États-Unis est finalisée et entrée en vigueur à partir du 29 décembre 2004. Donc, un grand nombre des demandeurs d'asile arrivant à la frontière canado-étatsunienne sont refoulés immédiatement vers les États-Unis sans audience et sans recours possibles.²¹

²⁰ Cela inclut : a) une déclaration de culpabilité au Canada pour une infraction punissable d'un emprisonnement maximal d'au moins dix ans et pour laquelle une sentence d'emprisonnement de deux ans ou plus a été prononcée; ou b) une déclaration de culpabilité à l'extérieur du Canada, pour une infraction qui, commise au Canada, constituerait une infraction punissable d'un emprisonnement maximal de dix ans ou plus, et si le ministre est d'avis que la personne représente un danger pour le public (Dolin et Young, 1993 : 6).

²¹ Selon le site du CCR, la Cour fédérale du Canada a décidé que la désignation des États-Unis comme tiers pays sûr sera annulée le 1^{er} février 2008. Ainsi, le gouvernement a demandé à la Cour fédérale d'accorder un sursis à l'ordonnance en attendant que leur appui soit entendu.

Cependant, une demande du statut de réfugié au Canada à la frontière reste possible si l'époux ou l'épouse, le conjoint ou la conjointe de fait, le tuteur légal, un des enfants, le père ou la mère, le frère ou la sœur, le grand-père ou la grand-mère, l'oncle ou la tante, le neveu ou la nièce vit au Canada. De plus, le membre de la famille résidant au Canada doit répondre à plusieurs critères :

- être un citoyen canadien, un résident permanent, une personne protégée, qui a obtenu un sursis de la mesure de renvoi pour des motifs d'ordre humanitaire ou avoir fait une demande d'asile qui a été déferée à la CISR;
- être âgé d'au moins 18 ans;
- être titulaire d'un permis de travail ou d'un permis d'études.

Il y a quelques exceptions : les demandeurs de moins de 18 ans s'ils ne sont pas accompagnés de leur mère, de leur père ou de leur tuteur légal, s'ils n'ont ni époux ou épouse, ni conjoint ou conjointe de fait, et s'ils n'ont ni mère, ni père, ni tuteur au Canada ou aux États-Unis; les individus accusés ou condamnés aux États-Unis ou dans un tiers pays pour une infraction passible de la peine de mort; les personnes possédant un visa canadien valide, autre qu'un visa de transit. De plus, ces exceptions s'appliquent aux citoyens d'un pays pour lequel le Canada a temporairement suspendu les renvois, sauf qu'ils sont inadmissibles au Canada pour motif de criminalité (Tiers pays sûr, les sites officiels de l'ASFC et du CCR).

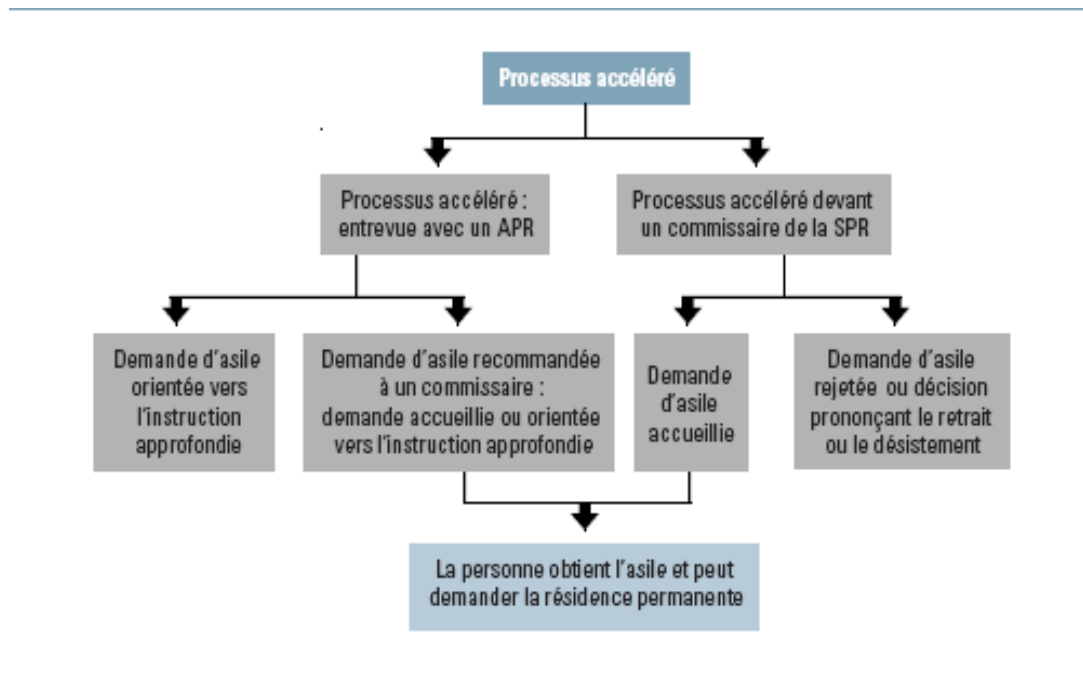
Ainsi, les demandeurs jugés admissibles à présenter une demande d'asile sont référés à la SPR pour le traitement de leur demande. Les demandeurs reçoivent un formulaire de renseignements personnels sur lequel ils doivent expliquer les raisons de leur demande. Trois mécanismes de traitement sont possibles :

- Le processus accéléré : les demandes provenant de certains pays ou certains types de demandes pour lesquels un employé de la CISR, nommé agent de protection des réfugiés (APR), fait une entrevue avec le demandeur. La recommandation positive de cet agent permet de transmettre la demande chez un commissaire qui décidera d'approuver ou non l'accueil du demandeur sans tenir d'audience.

- Le processus d'audience par voie rapide : sans la présence de l'APR, ce processus a trait aux demandes apparemment simples où seulement deux questions sont suffisantes pour rendre une décision.

La figure 1 illustre les deux processus : accéléré et audience par voie rapide.

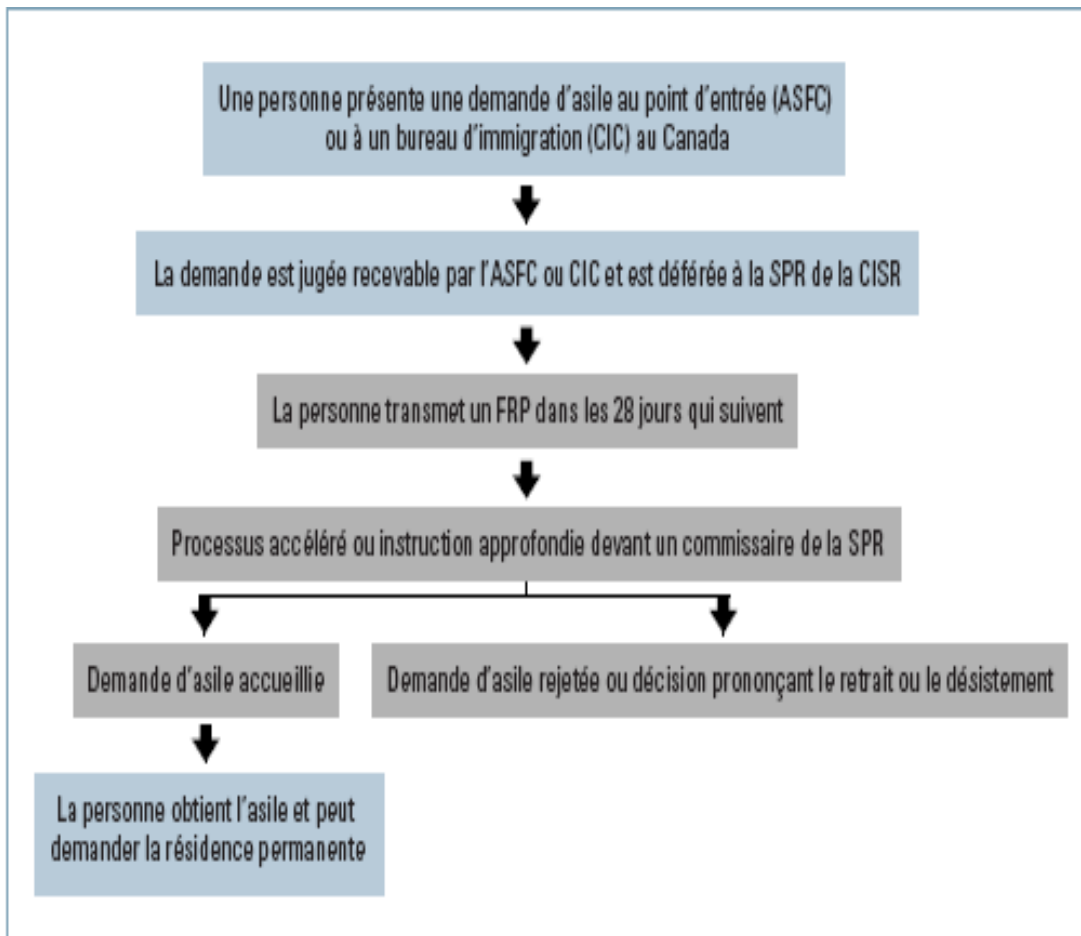
Figure 1 : Processus accéléré de traitement des demandes d'asile



(Source : *Un aperçu*, CISR : 14)

- Les audiences complètes : concernent des audiences plus complexes. En participant aux audiences, l'APR peut à la fois assister le commissaire pour s'assurer que tous les éléments de preuve pertinents sont présentés et interroger les demandeurs et leurs témoins. En plus de la participation des représentants du HCNUR comme observateurs, de l'interprète et de l'avocat du demandeur, le conseiller du ministre peut participer à l'audience s'il a des arguments contre la demande. La réponse positive du commissaire permet l'acceptation de la demande du statut de résident permanent. Par contre, si la demande est rejetée, le demandeur pourra obtenir un sursis à condition de présenter sa demande à la Cour fédérale. La figure 2 illustre le processus d'octroi de l'asile.

Figure 2 : Procédure de traitement des demandes d'asile au Canada



(Source : *Un aperçu*, CISR : 13)

— **La Section de l'immigration (SI)** : Elle fait enquête sur certaines catégories de personnes dont le séjour est probablement interdit en territoire canadien ou qui peuvent être renvoyées en vertu de la loi. Elle entend également les raisons de la captivité des personnes détenues aux termes de la LIPR.

— **La Section d'appel de l'immigration (SAI)** : Elle entend les appels des demandes de parrainage rejetées par les agents de CIC, les appels de certaines mesures de renvoi prises contre des résidents permanents, ainsi que les appels interjetés des résidents permanents qui ont fait l'objet d'un constat, à l'extérieur du Canada, du manquement à leur obligation de résidence et, enfin, les appels interjetés par l'ASFC au nom de la Sécurité publique et la protection civile du Canada (SPPCC) contre des décisions

relatives à l'admissibilité rendues par la Section de l'immigration de la CISR (*Un aperçu*, 2006 : 6, site consulté le 9 décembre 2007)

6.3. La position du Québec

En faisant allusion à l'Accord Gagnon-Tremblay/McDougall de 1991, le ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles annonce en octobre 2007 que le Québec dispose de tous les pouvoirs dont il a besoin pour assurer son avenir démographique, la continuité du français et l'intégration de ses immigrants. En fait, à l'exception des enquêtes de sécurité et de santé, cette entente donne l'entier contrôle de la sélection de ses immigrants indépendants au gouvernement québécois. Le reste de la population immigrante provient de la sélection d'individus en provenance de camps de réfugiés ou il s'agit d'individus acceptés pour des raisons humanitaires dans le cadre des conventions internationales et du programme de réunification des familles. D'ailleurs, cet accord concède au Québec le droit de recevoir un pourcentage d'immigrants proportionnel à son poids démographique au Canada (James, 2007 : A15).

7. Un survol des données statistiques de l'immigration

Pour terminer ce chapitre sur le survol historique des événements législatifs qui ont débouché sur l'entrée de différents groupes d'immigrants durant le dernier siècle, cette partie est consacrée à la présentation de certains aspects quantitatifs des variations au sein de l'immigration canadienne et québécoise et son impact sur la combinaison ethnique au cours des dernières années.

7.1. Au Canada

Selon le dernier recensement de Statistique Canada de mai 2006, la population canadienne²² est estimée à 31 241 030 personnes, dont 24 788 720 ou 79 % sont des

²² Selon Statistique Canada, le chiffre de la population totale comprend la population des non-immigrants, la population des immigrants et la population de résidents non permanents.

non-immigrants²³ et 6 186 959 ou 20 % sont immigrants²⁴. On peut constater que seulement 55 % de la population immigrante est entrée avant 1991. Ainsi, les années 1990 ont attiré 27 % des immigrants totaux. Par contre, les années 2001 et 2006 reçoivent 17 % de la population immigrante (tableau 2). De plus, on peut déduire des données statistiques plus détaillées que les proportions de l'entrée de la population totale des immigrants au Canada sont les suivantes : 33,6 % pendant les années 1990, 19,1 % pendant les années 1980, 17,2 % pendant les années 1970, 13,7 % pendant les années 1960 et 16,4 % avant 1961. Cela permet de conclure que seulement 30,1 % des immigrants au Canada vivant présentement au Canada sont arrivés avant les années 1970 (tableau 3).

7.1.1. Changements selon le lieu de naissance

Si l'on veut examiner ces changements selon le lieu de naissance et la période d'immigration au Canada de la population immigrante, la part de chacun de ces lieux juste avant 1961 se divise comme suit : États-Unis 3,9 %, Amérique centrale et Amérique du Sud 0,6 %, Caraïbe et Bermudes 0,8 %, Europe 90,5 %, Afrique 0,5 %, Asie 3,2 %, Océanie et autres pays 0,4 %. À partir de cette période, en tenant compte des différents changements mentionnés dans ce chapitre, les variations dans la proportion des pays d'origine des immigrants sont impressionnantes. Ainsi, la part des États-Unis augmente un peu jusqu'aux années 1970 et diminue par la suite. La part de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud augmente jusqu'aux années 1980 et diminue par après. Après la croissance lors des deux premières décennies de la part de la Caraïbe et des Bermudes, celle-ci diminue durant les années 1980 et augmente un peu lors de la décennie suivante. De plus, en dépit de la petite amélioration de la part de l'Océanie et d'autres pays au début, elle diminue depuis la décennie 1980. Les pays

²³ Selon Statistique Canada, les non-immigrants sont des personnes qui sont des citoyens canadiens de naissance. Bien que la plupart de ces personnes soient nées au Canada, un petit nombre d'entre elles sont nées à l'étranger de parents canadiens.

²⁴ Selon Statistique Canada, les immigrants sont des personnes qui sont, ou qui ont déjà été, des immigrants reçus au Canada. Un immigrant reçu est une personne à qui les autorités de l'immigration ont accordé le droit de résider au Canada en permanence. Certains immigrants résident au Canada depuis un certain nombre d'années, alors que d'autres sont arrivés récemment. La plupart des immigrants sont nés à l'extérieur du Canada, mais un petit nombre d'entre eux sont nés au Canada. Les données comprennent les immigrants arrivés au Canada avant le jour du recensement, le 16 mai 2006.

européens voient leur part rapetisser drastiquement, de sorte qu'elle passe de 69,2 % pendant les années 1960 à 19,5 % durant la décennie 1990. Par contre, l'Afrique et l'Asie (y compris le Moyen-Orient²⁵) voient leur part s'accroître. Alors que cette amélioration est très faible pour l'Afrique, la part des pays asiatiques passe de 12,1 % durant les années 1960 à 58,2 % 30 ans plus tard (tableau 3). En somme, avant 1961, presque 91 % des immigrants provenaient des pays européens, tandis qu'en 2006 cette proportion baisse à un peu moins de 37 %. À l'inverse, la part des pays de l'Asie (en comprenant le Moyen-Orient) passe d'un minuscule 3,2 % avant 1961 à près de 40 % en 2006 (tableau 4).

On peut comprendre ces chiffres en analysant les statistiques individuelles des pays d'où proviennent les plus grands nombres de résidents permanents venus au Canada; la Chine, l'Inde, les Philippines, le Pakistan, les États-Unis et l'Iran font partie de la liste des dix pays ayant produit le plus de résidents permanents pour le Canada. La République de Corée et le Royaume-Uni grimpent au onzième rang respectivement en 1997 et 1998, et la France et la Colombie rejoignent cette liste durant les dernières années (tableaux 5 et 6). Cependant, en 2006, les Sud-Asiatiques deviennent le groupe de minorités visibles²⁶ le plus important au Canada, se positionnant avant les Chinois pour la première fois. En dépassant la barre du million de personnes, les Sud-Asiatiques et les Chinois forment respectivement 4 % et 3,9 % de l'ensemble de la population canadienne (Statistique Canada, 2008 : 14). De plus, la majorité de ces Sud-Asiatiques proviennent du sous-continent indien selon les proportions suivantes : les Indiens de

²⁵ Selon le Glossaire des termes et concepts de Citoyenneté et Immigration Canada, le Moyen-Orient comprend les pays suivants : le Bahreïn, le Chypre, l'Iran, l'Irak, l'Israël, la Jordanie, le Koweït, le Liban, l'Autorité palestinienne (Gaza/Cisjordanie), le Qatar, l'Arabie saoudite, le Syrie, les Émirats arabes unis, la République du Yémen.

²⁶ Les personnes qui se définissent comme des membres d'une minorité visible forment l'un des quatre groupes désignés en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi, les trois autres étant les femmes, les Autochtones et les personnes ayant une incapacité. Selon cette loi, les membres des minorités visibles sont définis comme étant des « personnes, autres que les Autochtones, qui ne sont pas de race blanche ou qui n'ont pas la peau blanche ». Conformément à cette définition, les règles établissent que les groupes suivants font partie de la population des minorités visibles : Chinois, Sud-Asiatiques, Noirs, Arabes, Asiatiques occidentaux, Philippins, Asiatiques du Sud-Est, Latino-Américains, Japonais, Coréens et autres groupes de minorités visibles comme les personnes originaires des îles du Pacifique (Statistique Canada, 2008 : 12).

l'Inde 69 %, les Pakistanais 9,3 %, les Sri-Lankais 7,8 %, les Pendjabis 4,1 %, les Tamouls 2,7 % et les Bangladeshis 1,8 % (*ibid.* : 5).

7.1.2. Changements au sein des minorités visibles

Ce processus occasionne la croissance de la population des minorités visibles de sorte que de 1981 à 2001 cette population triple presque, passant de 1,1 million de personnes, soit près de 5 % de la population, à 4 millions de personnes, soit 13 % de la population (Statistique Canada, 2007 : 1). Le recensement de 2006 dénombre quelque 5 068 100 personnes faisant partie d'une minorité visible, ce qui représente 16,2 % de l'ensemble de la population canadienne en 2006. Ainsi, le taux de croissance de la population des minorités visibles révèle que cette population grandit cinq, voire six fois plus vite que le reste de la population pendant les périodes de 1996 à 2000 et de 2001 à 2006. Cette croissance fulgurante est due au nombre élevé d'individus issus de minorités visibles parmi les immigrants récents; ceux-ci comptent pour 74,1 % des immigrants en 1996, 72,9 % en 2001 et 75 % en 2006 (Statistique Canada, 2008 : 5).

7.1.3. Lieux de résidence

Avant et pendant les années 1990, la majeure partie de la population immigrante vit en Ontario, en Colombie-Britannique, au Québec et en Alberta. Néanmoins, la part de l'Ontario baisse de 55,9 % à 52,3 % depuis le début du 21^e siècle; la part de la Colombie-Britannique autrefois en hausse à 20,1 % durant les années 1990 baisse à 16 % de 2001 à 2006. Par contre, la part de l'Alberta qui avait baissé à 8,7 % avant 1991 et à 7,7 % pendant les années 1990 augmente à 9,3 % dans les années 2000. De même, la part du Québec qui était restée stable pendant les années 1990 augmente à 17,5 % de 2001 à 2006 (tableau 7 et graphique 1). D'ailleurs, de 1981 à 2001, alors que les cinq plus grandes villes du Canada, soit Toronto, Montréal, Vancouver, Ottawa-Gatineau et Calgary, n'accueillaient que des proportions très faibles d'immigrants en provenance d'Amérique du Nord, d'Europe de l'Ouest et d'Océanie, elles admettaient des proportions plus importantes d'immigrants provenant de l'Asie (Statistique Canada, 2007 : 2). En fait, en 2006, 95,9 % de la population des minorités visibles vit dans une région métropolitaine tandis que cette proportion est de 68,1 % pour l'ensemble de la

population (Statistique Canada, 2008 : 5). La même année, l'Ontario comprend plus de la moitié (54,2 %) de toute la population des minorités visibles au Canada, alors que la Colombie-Britannique, le Québec et l'Alberta prennent dans l'ordre les rangs suivants (*ibid.* : 21).

7.1.4. Les catégories admises

En ce qui concerne les catégories d'immigrants recevant le statut de résident permanent, celles du regroupement familial, d'immigrants économiques, de réfugiés et d'autres immigrants²⁷ sont représentées dans ces statistiques. Le nombre des immigrants de la catégorie du regroupement familial diminue au début des années 1980, puis augmente jusqu'au début des 1990, pour recommencer à diminuer. De la fin de cette période jusqu'à maintenant, cette catégorie fluctue. En ce qui concerne la catégorie d'immigrants économiques, à l'exception du début des années 1980, la tendance générale est à la hausse. À propos des réfugiés qui ont réussi à recevoir le statut de résident permanent, il y a une tendance à la hausse dans les années 1980 jusqu'au sommet de 1991. Après cette date, les années 1994 et 2005 représentent les périodes où sont attribués respectivement le plus et le moins grand nombre de statuts dans cette catégorie. D'ailleurs, les catégories de regroupement familial en 1983, d'immigrants économiques en 2001, de réfugiés en 1991 et d'autres immigrants en 1994 obtiennent la proportion la plus élevée du statut durant les périodes examinées. Il faut souligner que, durant les années 1983 à 1986 et 1991 à 1993, le nombre de personnes admises dans la catégorie du regroupement familial et obtenant le statut de résident permanent est supérieur à celui des immigrants économiques (tableau 8 et graphique 2).

Du côté de l'entrée des sous-divisions des catégories principales recevant le statut de résident permanent pendant les dix dernières années avant le recensement de 2006, regardons les deux catégories d'immigrants économiques et de réfugiés. Pour les

²⁷ Cette catégorie comprend les demandeurs d'asile non reconnus au Canada, les immigrants visés par une mesure de renvoi à exécution différée, les retraités (ne sont plus désignés dans la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés), les titulaires de permis de séjour temporaire, les cas humanitaires, les cas humanitaires parrainés au titre d'une catégorie autre que le regroupement familial, et les personnes à qui le statut de résident permanent a été accordé pour des raisons de politique d'intérêt public (Tiré du glossaire des faits et des chiffres 2006 de CIC).

demandeurs principaux d'immigrants économiques, les travailleurs qualifiés sont les plus nombreux en 2001, le nombre des entrepreneurs et des travailleurs autonomes est en baisse; l'entrée des investisseurs varie, bien qu'ils restent plus nombreux au cours des dernières années; et les candidats des provinces ou des territoires sont en hausse. À propos de la catégorie des réfugiés, le nombre des réfugiés parrainés par le gouvernement, malgré l'augmentation relativement élevée en 2000, reste assez constant pendant cette dizaine d'années; le nombre des réfugiés parrainés par le secteur privé est assez variable; et le nombre des réfugiés admis au Canada restant assez variable augmente durant les dernières années avant le recensement 2006 (tableau 9). Néanmoins, la comparaison de la scolarité des résidents permanents de 15 ans ou plus et des nouveaux travailleurs similaires canadiens témoigne de l'existence de proportions des détenteurs d'un baccalauréat, d'une maîtrise et d'un doctorat plus nombreux chez le premier groupe que le deuxième (tableaux 10 et 11).

7.2. Le Québec

Le recensement de 2006 dénombre une population de 7 435 900 personnes pour le Québec dont une proportion de 13 %, soit 851 560, sont des immigrants (52 % de la population immigrante est arrivée au Québec avant 1991, 25,6 % durant les années 1990, et 23 % entre 2001 et 2006). Des 1,1 million de nouveaux immigrants qui sont arrivés entre 2001 et 2006 au Canada, seulement 17,5 % ont choisi le Québec comme lieu de résidence. En tout, la proportion de la population née en dehors du pays est de 1 personne sur 5 au Canada, 1 personne sur 10 au Québec, et d'un peu plus de 1 personne sur 4 en Ontario et en Colombie-Britannique (tableau 2).

7.2.1. Les catégories admises

En ce qui concerne les différentes catégories acceptées au Québec comme résidents permanents, tenant compte des variations depuis dix ans avant le recensement 2006, le nombre de catégories de regroupement familial et de réfugiés ne change pas beaucoup. Cependant, celui d'immigrants économiques ainsi que d'autres immigrants s'accroît pendant cette période. Alors que la part des réfugiés et du

regroupement familial est assez élevée jusqu'au début des années 2000, elle est en baisse au cours des dernières années. Cette réduction favorise la part des deux autres groupes. À propos des pays d'origine des résidents permanents au Québec au long de ces dix dernières années, la part de l'Asie et du Pacifique et celle de l'Europe et du Royaume-Uni diminuent au profit des autres régions. L'Afrique et le Moyen-Orient se présentent comme les grands gagnants (tableau 13).

7.2.2. Changements au sein de minorités visibles

D'après le recensement de 2006, la troisième population de minorités visibles en importance après celles de l'Ontario et de la Colombie-Britannique est celle du Québec. Représentant 6,2 % de la population totale du Québec en 1996, la part des minorités ethniques augmente à 7 % en 2001 et à 8,8 % en 2006. Ainsi, le taux de croissance des minorités visibles au Québec entre 2001 et 2006 est sept fois plus élevé que celui du reste de la population québécoise. Habitant majoritairement dans la Région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal, ces minorités visibles représentent 16,5 % de sa population. Les Noirs représentent la minorité visible la plus importante au Québec; 52,5 % de ceux-ci sont d'origine haïtienne. Ce sont par ailleurs les Arabes et les Latino-Américains qui enregistrent la plus forte croissance au Québec. Ces deux groupes démontrent respectivement des hausses de 48,6 % et de 50,4 % entre 2001 et 2006. Ainsi, les Noirs, les Arabes et les Latino-Américains forment 28,7 %, 16,7 % et 13,7 % des minorités visibles de la province, soit 59,1%. Les Arabes sont surtout originaires du Maroc, du Liban et de l'Algérie, tandis que les Latino-Américains arrivent surtout de la Colombie, du Salvador, du Pérou et du Mexique (Statistique Canada, 2008 : 20-21).

7.2.3. La situation de la langue française

Ces changements migratoires influencent la situation de la langue française. En plus de perdre du terrain au pays, selon le recensement 2006, le français en perd aussi au Québec. Alors qu'elle était la langue la plus souvent parlée à la maison par 83,1 % des Québécois en 2001, cette proportion diminue à 81,8 % en 2006. En outre, pour la première fois depuis 1931, la langue maternelle de seulement 79,6 % des Québécois est

le français, de sorte que « les personnes de langue maternelle française sont maintenant minoritaires dans l'île de Montréal ». Par contre, les allophones parlent plus français à la maison qu'avant. Alors qu'en 1996 et en 2001, respectivement, 39 % et 46 % de ces groupes l'utilisaient à la maison, cette proportion augmente à 51 % en 2006. En fait, 75 % des nouveaux arrivants choisissent le français comme langue de communication et à la maison (*La Presse*, le 5 décembre 2007 : A 4).

7.3. Montréal

Alors que 11,5 % de la population totale du Canada habite la grande région métropolitaine de Montréal, environ 12 % de la population immigrante du pays et 87 % de la population immigrante du Québec habitent cette RMR. De plus, Montréal reçoit près de 9 nouveaux arrivants sur 10 au Québec (tableau 12). Bien que Vancouver accueillait 17,6 % des nouveaux immigrants en 2001, cette province est choisie par seulement 13,7 % des Néo-Canadiens en 2006, pendant que la part de Montréal, elle, grimpe de 11,9 % à 14,9 % (*La Presse*, 5 décembre 2007 : A 4). En ce qui a trait au lieu de naissance plus spécifique de la population immigrante à Montréal, l'Italie, Haïti et la France occupaient les premiers rangs avant 1991. Néanmoins, entre 2001 et 2006, la diversification de l'origine des nouveaux arrivants permet la montée de pays comme la Chine, l'Algérie, le Maroc, la Roumanie, la France, Haïti, le Liban, parmi d'autres, aux premiers rangs (tableau 14).

7.3.1. Minorités visibles à Montréal

La proportion de la population des minorités visibles habitant à Montréal augmente de 12,2 % et 13,5 % en 1996 et 2001, respectivement, à 16,5 % en 2006. Étant légèrement plus haute que la moyenne nationale de 16,2 % et de la moyenne provinciale de 8,8 %, cette proportion reste néanmoins derrière celles de Toronto et de quatre autres grandes RMR. Cependant, « en 2006, Montréal comptait le deuxième contingent en importance des immigrants récents au Canada, derrière Toronto, et près des deux tiers (64,8 %) des immigrants récents appartenaient à une minorité visible » (Statistique Canada, 2008 : 30). Comme la grande majorité (90,2 %) des minorités visibles du

Québec vit dans la RMR de Montréal, les caractéristiques des deux populations sont presque identiques. Par exemple, en affichant la croissance la plus rapide à Montréal, les Arabes forment la plus grande population de personnes de cette origine au Canada et la deuxième minorité ethnique la plus présente à Montréal. Les Noirs se placent au premier rang et les Latino-Américains au troisième rang de minorités visibles en importance. La majorité de ces Latino-Américains (60 %) sont arrivés à Montréal après les années 1990 (*ibid.*).

7.3.2. Lieu de résidence des minorités visibles à Montréal

Étant donné que la grande majorité des minorités visibles (70,3 %) habitent la RMR de Montréal, la proportion des membres de ces groupes dans la population de chaque ville est différente et répartie comme suit : Brossard 34,4 %, Dollard-des-Ormeaux 30,9 %, Montréal 26 %, Mont-Royal 19,7 %, Dorval 19,1 % (Statistique Canada, 2008 : 30). Les Chinois et les Sud-Asiatiques représentent les minorités visibles les plus présentes à Brossard, à Pointe-Claire et à Kirkland, avant les Noirs, les Arabes et les Latino-Américains (*ibid.* : 31).

Le Canada est un grand pays avec différentes régions géographiques. Hormis les Premières Nations qui y habitent depuis très longtemps, l'immigration des différents groupes à travers le temps a contribué à construire ce pays. Le présent chapitre a démontré que, au début du 20^e siècle, avec l'influence de Clifford Sifton sur les nouvelles politiques migratoires du Canada, les priorités étaient accordées à l'entrée des individus provenant de la Grande-Bretagne, des États-Unis et de l'Europe de l'Ouest, la colonisation des Prairies et le développement des activités agricoles. Donnant la priorité au rôle des pionniers, ces politiques étaient contre l'entrée des Noirs et des Asiatiques en général. La majeure partie de ces politiques étant orientées vers la mise en œuvre de plusieurs grandes infrastructures, elles ont favorisé la partie anglophone du Canada. La Première Guerre mondiale et la crise économique ont limité l'immigration et causé même la discrimination à l'égard des pays européens en les divisant en deux groupes : pays préférables et pays non préférables. De plus, malgré l'entrée des groupes assez compétents pendant la reprise relative, la crise économique de 1929, la sécheresse et le

chômage réduisant fortement l'immigration ont poussé certains groupes vers l'est, soit l'Ontario et le Québec, et vers des activités autres qu'agricoles. Les politiques migratoires incluaient des sentiments discriminatoires contre certains peuples comme suite aux événements arrivés à l'extérieur du pays : les exemples des Japonais, des Allemands et d'autres pays lors de guerres ont été abordés dans ce chapitre.

Alors que les visions et les traitements discriminatoires se sont poursuivis même après la Deuxième Guerre mondiale, l'existence d'un grand nombre d'errants et d'individus sans foyer après la guerre, la signature de la Convention de Genève et d'autres engagements internationaux ont amené le Canada à changer graduellement ses politiques d'immigration. La prise du pouvoir par les conservateurs a débouché sur l'abolition de la discrimination dans les conditions de l'immigration en 1962, la mise en œuvre du système de points en 1967, la signature du Protocole de l'admission des réfugiés à l'intérieur des frontières nationales en 1969 et le pouvoir du Québec sur l'immigration. C'est ainsi que le regroupement familial, l'intérêt économique des immigrants, le respect des buts des Nations Unies et le respect des droits des réfugiés, la programmation de l'immigration et la non-discrimination ont été introduits dans la Loi sur l'immigration de 1976. L'entrée de nouvelles catégories comme les immigrants indépendants ou l'admission de réfugiés subissant de mauvais traitements à travers le monde ont changé la vieille combinaison ethnique du Canada. En outre, les lieux de résidence ont aussi changé : plutôt que les Prairies et les villes de l'Ouest, ce sont l'Ontario, le Québec et la Colombie-Britannique qui jouent les rôles principaux. Pendant les dernières décennies, Montréal devient une des principales RMR contribuant à attirer des immigrants; les Iraniens font partie des groupes importants qui jouent un rôle dans la construction du futur du Canada. Le chapitre suivant présentera l'histoire des mouvements migratoires de ce groupe.

Tableau 1 : Le nombre d'immigrants au Canada 1955-2006

Année	Nombre total	Année	Nombre total	Année	Nombre total
1955	109 946	1975	187 881	1995	212 875
1956	164 857	1976	149 429	1996	226 061
1957	282 164	1977	114 914	1997	216 034
1958	124 851	1978	86 313	1998	174 184
1959	106 928	1979	112 096	1999	189 971
1960	104 111	1980	143 498	2000	227 429
1961	71 689	1981	128 794	2001	250 571
1962	74 586	1982	121 331	2002	229 071
1963	93 151	1983	89 337	2003	221 352
1964	112 606	1984	88 599	2004	235 824
1965	146 758	1985	84 339	2005	262 239
1966	194 743	1986	99 343	2006	251 652
1967	222 876	1987	152 031		
1968	183 974	1988	161 534		
1969	161 531	1989	191 516		
1970	147 713	1990	216 424		
1971	121 900	1991	232 776		
1972	122 006	1992	254 856		
1973	184 200	1993	256 754		
1974	218 465	1994	224 395		

Source : Statistique Canada

**Tableau 2 : Immigrants, période d'immigration, provinces et territoires
(recensement de 2006)**

Nom géographique	Statut d'immigrant et période d'immigration						
	Population totale ¹	Population non immigrante ²	Population immigrante ³	Ayant immigré avant 1991	Ayant immigré entre 1991 et 1995	Ayant immigré entre 1996 et 2000	Ayant immigré entre 2001 et 2006 ⁴
Canada	31 241 030	24 788 720	6 186 950	3 408 420	823 925	844 625	1 109 980
Ontario	12 028 895	8 512 020	3 398 725	1 884 440	462 080	471 470	580 740
Québec	7 435 900	6 535 430	851 560	438 940	109 640	109 075	193 905
Colombie-Britannique	4 074 385	2 904 240	1 119 215	605 680	165 230	170 465	177 840
Alberta	3 256 355	2 702 225	527 030	295 390	62 240	65 720	103 680
Manitoba	1 133 510	974 735	151 230	92 535	13 215	14 290	31 190
Saskatchewan	953 850	901 080	48 155	30 615	4 340	5 110	8 090
Nouvelle-Écosse	903 090	854 495	45 190	30 305	3 540	4 445	6 900
Nouveau-Brunswick	719 650	690 695	26 400	18 070	1 895	2 135	4 300
Terre-Neuve-et-Labrador	500 610	490 855	8 385	5 390	695	855	1 440
Île du Prince-Édouard	134 205	129 150	4 785	3 335	270	315	855
Territoires du Nord-Ouest	41 055	37 985	2 815	1 470	400	345	600
Territoire du Yukon	30 195	26 990	3 005	1 950	325	345	385
Nunavut	29 325	28 820	455	300	55	50	55

Source : Statistique Canada, Recensement de 2006

1. Le chiffre de la population totale comprend la population des non-immigrants, la population des immigrants et la population de résidents non permanents. La population de résidents non permanents n'est pas affichée séparément dans ce tableau.
2. Les non-immigrants sont des personnes qui sont des citoyens canadiens de naissance. Bien que la plupart de ces personnes soient nées au Canada, un petit nombre d'entre elles sont nées à l'étranger de parents canadiens.
3. Les immigrants sont des personnes qui sont, ou qui ont déjà été, des immigrants reçus au Canada. Un immigrant reçu est une personne à qui les autorités de l'immigration ont accordé le droit de résider au Canada en permanence. Certains immigrants résident au Canada depuis un certain nombre d'années, alors que d'autres sont arrivés récemment. La plupart des immigrants sont nés à l'extérieur du Canada, mais un petit nombre d'entre eux sont nés au Canada. Comprend les immigrants arrivés au Canada avant le jour du recensement, le 16 mai 2006.
4. Comprend les immigrants arrivés au Canada avant le jour du recensement, le 16 mai 2006.

**Tableau 3 : Lieu de naissance des immigrants et leur période d'immigration
(Recensement de 2001)**

Lieu de naissance des immigrants	Période d'immigration											
	Total		Avant 1961		1961-1970		1971-1980		1981-1990		1991-2001	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Total - lieu de naissance	5 448 480	100	894 465	16,4	745 560	13,7	936 275	17,2	1 041 500	19,1	1 830 680	33,6
États-Unis	237 920	4,4	34 805	3,9	46 880	6,3	62 835	6,7	41 965	4	51 435	2,8
Amérique centrale et Amérique du Sud	304 650	5,6	5 910	0,6	17 155	2,3	62 925	6,7	102 655	9,9	116 005	6,3
Caraïbe et Bermudes	294 050	5,4	6 990	0,8	42 740	5,7	91 475	9,8	68 840	6,6	84 005	4,6
Europe	2 287 555	42	809 325	90,5	515 675	69,2	338 520	36,2	266 185	25,6	357 845	19,5
Royaume-Uni	606 600	11,1	217 175	24,3	160 005	21,5	126 030	13,5	60 145	5,8	42 645	2,3
Autre Europe septentrionale et occidentale	494 820	9,1	248 830	28	86 820	11,6	56 345	6	45 595	4,4	57 235	3,1
Europe orientale	471 365	8,7	135 425	15,1	36 595	4,9	30 055	3,2	104 825	10	164 465	9
Europe méridionale	715 370	13,1	207 900	23,2	232 255	31,2	126 095	13,5	55 620	5,3	93 500	5,1
Afrique	282 600	5,2	4 638	0,5	23 830	3,2	54 655	5,8	59 710	5,7	139 770	7,6
Asie	1 989 180	36,5	28 850	3,2	90 415	12,1	311 955	33,3	491 725	47,2	1 066 230	58,2
Asie occidentale et centrale et Moyen-Orient	285 585	5,2	4 445	0,5	13 360	1,8	29 675	3,2	75 885	7,3	162 220	8,9
Asie orientale	730 595	13,4	18 325	2	36 360	4,9	97 610	10,4	155 070	14,9	423 235	23,1
Asie du Sud-Est	469 105	8,6	2 240	0,3	14 095	1,9	107 445	11,5	159 660	15,3	185 665	10,1
Asie méridionale	503 895	9,2	3 845	0,4	26 600	3,6	77 230	8,2	101 110	9,7	295 110	16,1
Océanie et autre	52 525	1	3 950	0,4	8 870	1,2	13 910	1,5	10 415	1	15 380	0,8

Source : Statistique Canada

Tableau 4 : Lieu de naissance des immigrants (Recensement de 2006)

	Nombre	%
Total - lieu de naissance	6 186 950	100
États-Unis	250 535	4,0
Amérique centrale et Amérique du Sud	381 165	6,2
Caraïbe et Bermudes	317 765	5,1
Europe	2 278 345	36,8
Royaume-Uni	579 625	9,4
Autre Europe septentrionale et occidentale	489 540	7,9
Europe orientale	511 095	8,3
Europe méridionale	698 080	11,3
Afrique	374 565	6,0
Asie et Moyen-Orient	2 525 155	40,8
Asie occidentale et centrale et Moyen-Orient	370 515	6,0
Asie orientale	874 370	14,1
Asie du Sud-Est	560 995	9,1
Asie méridionale	719 275	11,6
Océanie et autre	59 410	1,0

Source : Statistique Canada

Tableau 5 : Canada : Résidents permanents selon les principaux pays d'origine

Année	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Pays d'origine	Nombre									
République populaire de Chine	18 526	19 790	29 148	36 750	40 365	33 307	36 256	36 429	42 292	33 080
Inde	19 615	15 375	17 457	26 123	27 904	28 838	24 593	25 575	33 148	30 753
Philippines	10 872	8 184	9 205	10 119	12 928	11 011	11 989	13 303	17 525	17 717
Pakistan	11 239	8 089	9 303	14 201	15 354	14 173	12 351	12 795	13 575	12 332
États-Unis	5 030	4 776	5 533	5 828	5 911	5 294	6 013	7 507	9 262	10 943
Iran	7 486	6 775	5 909	5 617	5 746	7 889	5 651	6 063	5 502	7 073
Royaume-Uni	4 657	3 899	4 478	4 649	5 360	4 725	5 199	6 062	5 865	6 542
République de Corée	4 001	4 917	7 217	7 639	9 608	7 334	7 089	5 337	5 819	6 178
Colombie	571	922	1 296	2 228	2 967	3 226	4 273	4 438	6 031	5 813
France	2 858	3 867	3 923	4 345	4 428	3 963	4 127	5 028	5 430	4 915
Sri Lanka	5 071	3 329	4 728	5 849	5 520	4 968	4 448	4 135	4 690	4 490
Roumanie	3 916	2 976	3 468	4 431	5 589	5 689	5 466	5 658	4 964	4 393
Russie	3 735	4 304	3 782	3 523	4 073	3 677	3 520	3 685	3 607	2 851
Taïwan	13 324	7 193	5 483	3 535	3 114	2 910	2 126	1 992	3 092	2 823
Hong Kong	22 250	8 087	3 672	2 865	1 965	1 541	1 472	1 547	1 783	1 489
Yougoslavie (ancienne)	1 384	1 172	1 492	4 745	2 803	1 623	941	708	272	126
Dix principaux pays d'origine	118 070	87 490	98 461	121 520	134 285	123 228	119 055	123 757	144 449	135 346
Autres pays	97 968	86 705	91 496	105 939	116 356	105 823	102 296	112 067	117 790	116 303
Total	216 038	174 195	189 957	227 459	250 641	229 051	221 351	235 824	262 239	251 649

Source : Citoyenneté et Immigration Canada, faits et chiffres 2006

Tableau 6 : Canada – Résidents permanents selon le rang des principaux pays d'origine

Année	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Pays	Rang									
République populaire de Chine	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Inde	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Philippines	6	3	4	4	4	4	4	3	3	3
Pakistan	5	4	3	3	3	3	3	4	4	4
États-Unis	9	9	7	7	6	8	6	5	5	5
Iran	7	7	6	8	7	5	7	6	9	6
Royaume-Uni	10	11	10	10	10	10	9	7	7	7
République de Corée	11	8	5	5	5	6	5	9	8	8
Colombie	60	45	39	25	21	16	11	11	6	9
France	17	12	11	12	12	13	12	10	10	10
Sri Lanka	8	14	9	6	9	9	10	13	12	12
Roumanie	12	15	14	11	8	7	8	8	11	13
Russie	14	10	12	14	13	14	13	14	15	20
Taïwan	4	6	8	13	19	19	21	27	18	22
Hong Kong	1	5	13	17	29	32	32	33	31	33
Yougoslavie (ancienne)	35	40	29	9	22	31	48	59	99	—*

Source : Citoyenneté et Immigration Canada, faits et chiffres 2006

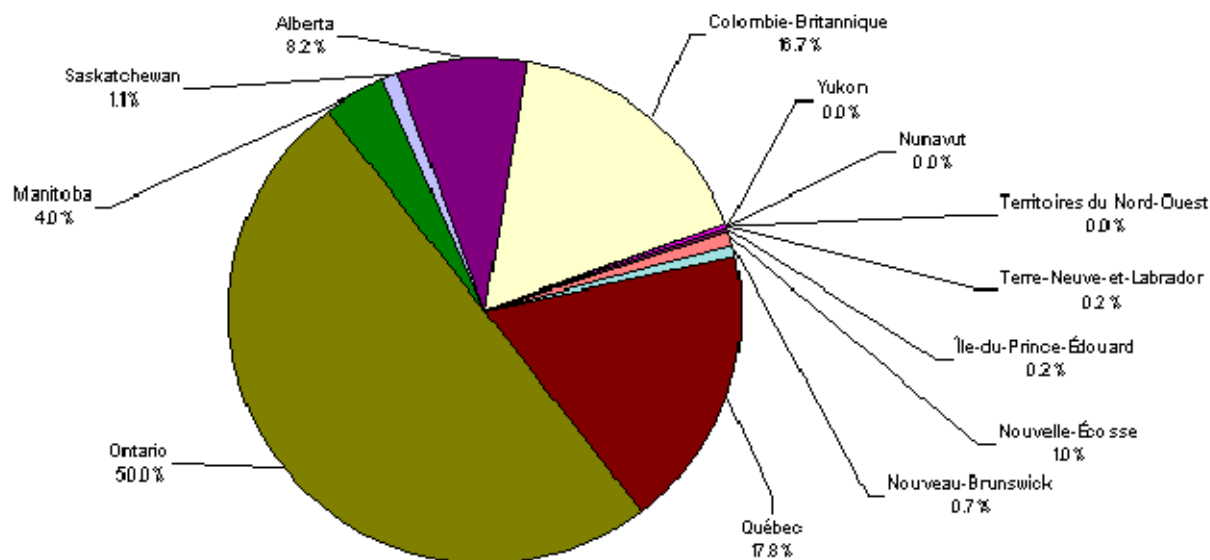
*>100

Tableau 7 : Canada - Répartition des immigrants de quatre provinces selon la période d'immigration

	Ayant immigré avant 1991	Ayant immigré entre 1991-2000	Ayant immigré entre 2001-2006
Ontario	55,3	55,9	52,3
Québec	12,9	13,1	17,5
Colombie-Britannique	17,8	20,1	16
Alberta	8,7	7,7	9,3

Source : Statistique Canada, Recensement de 2006

Figure 3 : Canada – Résidents permanents selon la province ou le territoire, 2006 (répartition en pourcentage)



Source : Citoyenneté et Immigration Canada, faits et chiffres 2006

Tableau 8 : Nombre et répartition des résidents permanents au Canada selon la catégorie, 1980-2006

Année	Regroupement familial		Immigrants économiques		Réfugiés		Autres immigrants		Catégorie non déclarée		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
1980	51 354	35,9	49 891	34,9	40 346	28,2	1 548	1,1	2	0,0	143 141	100,0
1981	51 360	39,9	60 239	46,8	14 980	11,6	2 063	1,6	0	0,0	128 642	100,0
1982	50 287	41,5	51 707	42,7	16 934	14,0	2 253	1,9	0	0,0	121 181	100,0
1983	48 943	54,9	24 187	27,1	13 969	15,7	2 094	2,3	0	0,0	89 193	100,0
1984	44 522	50,4	26 079	29,5	15 361	17,4	2 315	2,6	0	0,0	88 277	100,0
1985	39 358	46,7	26 112	31,0	16 772	19,9	2 101	2,5	0	0,0	84 343	100,0
1986	42 475	42,8	35 839	36,1	19 202	19,3	1 835	1,8	0	0,0	99 351	100,0
1987	53 828	35,4	74 099	48,7	21 470	14,1	2 666	1,8	0	0,0	152 063	100,0
1988	51 422	31,8	80 219	49,6	26 757	16,6	3 172	2,0	2	0,0	161 570	100,0
1989	60 967	31,8	90 141	47,1	36 867	19,2	3 567	1,9	2	0,0	191 544	100,0
1990	74 677	34,5	97 925	45,2	40 236	18,6	3 601	1,7	0	0,0	216 439	100,0
1991	87 970	37,8	86 506	37,2	54 076	23,2	4 248	1,8	0	0,0	232 800	100,0
1992	101 124	39,7	95 802	37,6	52 348	20,5	5 544	2,2	0	0,0	254 818	100,0
1993	112 668	43,9	105 662	41,2	30 623	11,9	7 751	3,0	0	0,0	256 704	100,0
1994	94 197	42,0	102 312	45,6	20 436	9,1	7 454	3,3	1	0,0	224 400	100,0
1995	77 384	36,4	106 633	50,1	28 093	13,2	761	0,4	0	0,0	212 871	100,0
1996	68 358	30,2	125 369	55,5	28 478	12,6	3 865	1,7	1	0,0	226 071	100,0
1997	59 979	27,8	128 351	59,4	24 308	11,3	3 400	1,6	0	0,0	216 038	100,0
1998	50 895	29,2	97 910	56,2	22 843	13,1	2 547	1,5	0	0,0	174 195	100,0
1999	55 277	29,1	109 251	57,5	24 398	12,8	2 547	0,5	0	0,0	189 957	100,0
2000	60 613	26,6	136 292	59,9	30 094	13,2	460	0,2	0	0,0	227 459	100,0
2001	66 795	26,6	155 720	62,1	27 919	11,1	206	0,1	1	0,0	250 641	100,0
2002	62 280	27,2	137 862	60,2	25 122	11,0	3 787	1,7	0	0,0	229 051	100,0
2003	65 112	29,4	121 045	54,7	25 984	11,7	9 209	4,2	1	0,0	221 351	100,0
2004	62 260	26,4	133 744	56,7	32 687	13,9	7 133	3,0	0	0,0	235 824	100,0
2005	63 357	24,2	156 310	59,6	35 768	13,6	6 794	2,6	10	0,0	262 239	100,0
2006	70 506	28,0	138 257	54,9	32 492	12,9	10 382	4,1	12	0,0	251 649	100,0

Source : Citoyenneté et Immigration Canada, faits et chiffres 2006

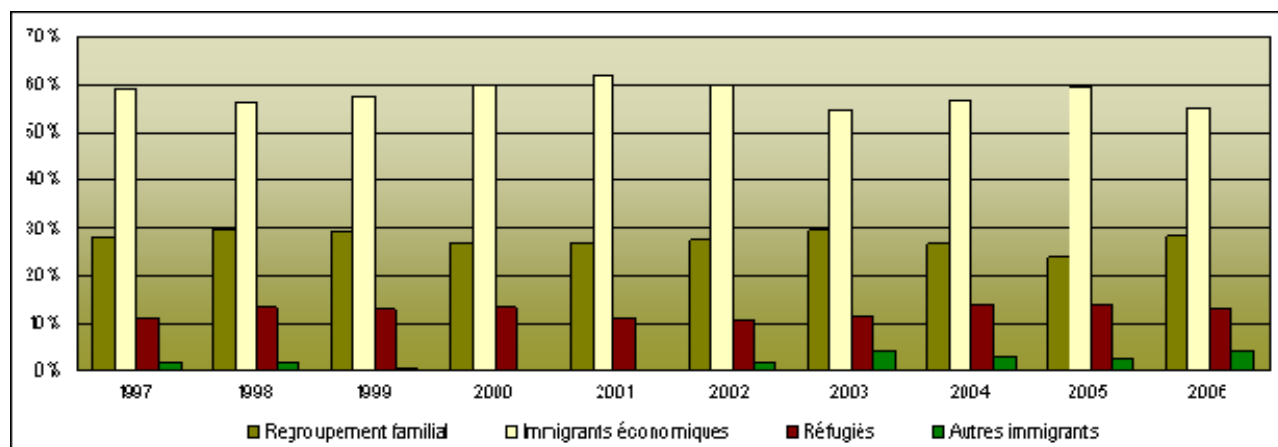
Tableau 9 : Canada – Résidents permanents selon la catégorie 1997-2001

Catégorie	1997	1998	1999	2000	2001
Nombre					
Conjoints et partenaires	30 137	28 321	32 832	35 294	37 762
Fiancé(e)s	3 076	1 919	1 735	1 521	1 640
Fils et filles	4 556	4 012	3 986	3 951	3 933
Parents et grands-parents	20 220	14 201	14 487	17 769	21 341
Autres	1 990	2 442	2 237	2 078	2 119
Regroupement familial	59 979	50 895	55 277	60 613	66 795
Travailleurs qualifiés - d.p.*	44 969	35 958	41 545	52 125	58 911
Travailleurs qualifiés - c.p.**	60 679	45 307	50 950	66 468	78 323
Entrepreneurs - d.p.*	2 805	1 770	1 668	1 658	1 609
Entrepreneurs - c.p.**	7 599	4 848	4 486	4 529	4 482
Travailleurs autonomes - d.p.*	1 258	823	833	795	705
Travailleurs autonomes - c.p.**	2 669	1 802	1 766	1 732	1 451
Investisseurs - d.p.*	1 522	1 225	1 138	1 390	1 767
Investisseurs - c.p.**	4 073	3 309	3 127	3 561	4 572
Candidats des provinces ou des territoires - d.p.*	23	0	151	368	411
Candidats des provinces ou des territoires - c.p.**	24	0	326	884	864
Aides familiaux résidents - d.p.*	1 831	1 976	1 959	1 759	1 874
Aides familiaux résidents - c.p.**	899	892	1 302	1 023	751
Immigrants économiques	128 351	97 910	109 251	136 292	155 720
Réfugiés parrainés par le gouvernement	7 711	7 432	7 444	10 671	8 697
Réfugiés parrainés par le secteur privé	2 742	2 267	2 348	2 933	3 576
Réfugiés admis au Canada	10 634	10 182	11 797	12 993	11 897
Personnes à charge des réfugiés	3 221	2 962	2 809	3 497	3 749
Réfugiés	24 308	22 843	24 398	30 094	27 919
Retraités - d.p.*	12	--	--	0	0
Retraités - c.p.**	34	5	7	0	0
IMRED et DNRSRC*** - d.p.*	2 038	1 467	559	260	109
IMRED et DNRSRC*** - c.p.**	1 316	1 072	463	200	97
Titulaires d'un permis de séjour temporaire	0	0	0	0	0
Cas d'ordre humanitaire	0	0	0	0	0
Autres cas d'ordre humanitaire hors du regroupement familial / Intérêt public	0	--	--	0	0
Autres immigrants	3 400	2 547	1 031	460	206
Catégorie non déclarée	0	0	0	0	1
Total	216 038	174 195	189 957	227 459	250 641
*d.p. = demandeurs principaux					
**c.p. = conjoints et personnes à charge					
***Immigrants visés par une mesure de renvoi à exécution différée et demandeurs non reconnus du statut de réfugié au Canada					

Tableau 9 : Canada – Résidents permanents selon la catégorie 2002-2006 (suite)

Catégorie	2002	2003	2004	2005	2006
Nombre					
Conjoints et partenaires	32 742	38 735	43 999	45 405	45 278
Fiancé(e)s	1 453	936	213	37	15
Fils et filles	3 646	3 619	3 037	3 232	3 191
Parents et grands-parents	22 234	19 384	12 732	12 474	20 006
Autres	2 205	2 438	2 279	2 209	2 016
Regroupement familial	62 280	65 112	62 260	63 357	70 506
Travailleurs qualifiés - d.p.*	52 971	45 377	47 889	52 268	44 163
Travailleurs qualifiés - c.p.**	69 757	59 846	65 556	77 974	61 786
Entrepreneurs - d.p.*	1 177	781	669	751	821
Entrepreneurs - c.p.**	3 302	2 197	1 801	2 098	2 277
Travailleurs autonomes - d.p.*	636	446	366	301	320
Travailleurs autonomes - c.p.**	1 271	981	824	713	632
Investisseurs - d.p.*	1 234	972	1 671	2 590	2 201
Investisseurs - c.p.**	3 402	2 723	4 428	7 016	5 826
Candidats des provinces ou des territoires - d.p.*	680	1 417	2 086	2 643	4 672
Candidats des provinces ou des territoires - c.p.**	1 447	3 001	4 162	5 404	8 664
Aides familiaux résidents - d.p.*	1 521	2 230	2 496	3 063	3 547
Aides familiaux résidents - c.p.**	464	1 074	1 796	1 489	3 348
Immigrants économiques	137 862	121 045	133 744	156 310	138 257
Réfugiés parrainés par le gouvernement	7 505	7 506	7 411	7 416	7 316
Réfugiés parrainés par le secteur privé	3 050	3 252	3 116	2 976	3 337
Réfugiés admis au Canada	10 546	11 267	15 901	19 935	15 892
Personnes à charge des réfugiés	4 021	3 959	6 259	5 441	5 947
Réfugiés	25 122	25 984	32 687	35 768	32 492
Retraités - d.p.*	--	0	0	0	0
Retraités - c.p.**	--	0	0	0	0
IMRED et DNRSRC*** - d.p.*	75	50	34	13	11
IMRED et DNRSRC*** - c.p.**	50	29	19	7	12
Titulaires d'un permis de séjour temporaire	9	97	148	123	136
Cas d'ordre humanitaire	623	2 378	2 987	3 112	4 309
Autres cas d'ordre humanitaire hors du regroupement familial / Intérêt public	3 029	6 655	3 945	3 539	5 914
Autres immigrants	3 787	9 209	7 133	6 794	10 382
Catégorie non déclarée	0	1	0	10	12
Total	229 051	221 351	235 824	262 239	251 649
*d.p. = demandeurs principaux **c.p. = conjoints et personnes à charge ***Immigrants visés par une mesure de renvoi à exécution différée et demandeurs non reconnus du statut de réfugié au Canada					

Figure 4 : Canada – Résidents permanents selon la catégorie (répartition en pourcentage)



Source : Citoyenneté et Immigration Canada, faits et chiffres 2006

Tableau 10 : Canada – Résidents permanents de 15 ans ou plus selon le niveau de scolarité

Niveau de scolarité	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Répartition en pourcentage										
0 à 9 années d'études	16,7	15,7	15,3	15,0	14,6	15,1	15,0	13,7	14,1	15,9
10 à 12 années d'études	23,8	21,8	18,9	17,9	16,9	16,7	16,9	16,3	16,2	17,2
13 années d'études ou plus	8,3	8,5	8,5	8,9	8,8	8,7	9,1	8,6	8,3	8,0
Certificat professionnel	9,5	9,1	7,6	5,5	4,8	4,3	4,5	5,0	4,7	5,0
Diplôme non universitaire	8,3	9,5	9,1	8,6	9,4	9,2	9,9	10,7	10,9	11,2
Baccalauréat	24,7	26,6	29,8	32,3	34,2	34,1	33,6	32,3	31,5	28,8
Maîtrise	7,0	7,0	8,9	9,8	9,6	10,1	9,5	11,3	12,3	11,8
Doctorat	1,7	1,8	2,0	1,8	1,8	1,8	1,6	2,0	2,0	2,1
Catégorie non déclarée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Citoyenneté et Immigration Canada, faits et chiffres 2006

Tableau 11 : Canada – Répartition des nouveaux immigrants de 15 ans ou plus sur le marché du travail selon le sexe et le niveau de scolarité

Niveau de scolarité	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Répartition en pourcentage										
0 à 9 années d'études	17,2	17,0	16,7	17,5	16,4	18,3	17,6	14,3	13,5	15,1
10 à 12 années d'études	32,1	30,1	28,4	29,2	27,0	25,6	24,4	23,4	21,5	22,3
13 années d'études ou plus	11,6	11,3	11,3	11,7	11,3	11,2	11,2	10,7	10,3	9,6
Certificat professionnel	11,1	10,9	9,5	7,5	7,1	6,4	6,2	7,5	6,7	6,8
Diplôme non universitaire	8,0	9,4	9,4	8,2	9,7	9,5	10,6	12,6	13,1	13,3
Baccalauréat	16,3	17,5	20,1	20,9	23,1	23,0	23,8	24,4	26,0	23,9
Maîtrise	3,0	3,0	3,8	4,3	4,4	4,9	5,2	5,8	7,1	7,0
Doctorat	0,7	0,9	0,9	0,7	0,8	1,0	1,0	1,4	1,7	1,9
Hommes	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
0 à 9 années d'études	14,4	14,1	13,6	14,4	12,8	13,8	13,3	13,1	12,3	14,2
10 à 12 années d'études	30,5	26,3	23,3	22,0	20,9	20,6	19,0	18,8	18,8	20,2
13 années d'études ou plus	11,6	11,1	11,1	12,4	12,2	12,4	12,9	11,5	11,1	10,0
Certificat professionnel	11,0	10,4	9,7	7,5	6,3	5,7	5,4	6,3	6,0	5,9
Diplôme non universitaire	10,5	13,1	12,9	11,7	13,9	13,7	14,9	16,2	16,7	16,6
Baccalauréat	18,3	21,1	25,1	26,9	28,7	28,3	28,8	28,0	28,0	26,2
Maîtrise	3,0	3,2	3,8	4,7	4,7	5,0	5,1	5,4	6,1	6,1
Doctorat	0,7	0,6	0,6	0,4	0,4	0,4	0,6	0,8	0,8	0,9
Femmes	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
0 à 9 années d'études	15,8	15,5	15,0	15,8	14,4	15,9	15,3	13,7	12,9	14,7
10 à 12 années d'études	31,3	28,2	25,7	25,3	23,6	22,9	21,5	21,1	20,2	21,2
13 années d'études ou plus	11,6	11,2	11,2	12,1	11,8	11,9	12,1	11,1	10,7	9,8
Certificat professionnel	11,1	10,6	9,6	7,5	6,7	6,0	5,8	6,9	6,4	6,4
Diplôme non universitaire	9,2	11,3	11,2	10,1	12,0	11,8	12,9	14,4	14,9	14,9
Baccalauréat	17,3	19,3	22,7	24,1	26,2	25,9	26,5	26,2	27,0	25,1
Maîtrise	3,0	3,1	3,8	4,5	4,6	5,0	5,2	5,6	6,6	6,6
Doctorat	0,7	0,8	0,7	0,6	0,6	0,7	0,8	1,1	1,3	1,4
Sexe non déclaré	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Citoyenneté et Immigration Canada, faits et chiffres 2006

Tableau 12 : Statut d'immigrant et période d'immigration

Nom géographique	Population totale ¹	Population non immigrante ²	Population immigrante ³	Ayant immigré avant 1991	Ayant immigré entre 1991 et 1995	Ayant immigré entre 1996 et 2000	Ayant immigré entre 2001 et 2006 ⁴
Canada	31 241 030	24 788 720	6 186 950	3 408 420	823 925	844 625	1 109 980
Québec	7 435 900	6 535 430	851 560	438 940	109 640	109 075	193 905
Alma	32 280	32 055	215	110	35	10	60
Amos	17 590	17 455	135	100	0	15	20
Baie-Comeau	29 455	29 235	210	80	30	50	50
Cowansville	12 095	11 695	390	340	0	30	15
Dolbeau-Mistassini	14 390	14 290	95	40	10	10	35
Drummondville	76 395	74 000	2 245	620	135	340	1 150
Granby	66 805	64 290	2 390	1 030	170	370	820
Joliette	42 515	41 400	1 085	385	130	235	335
La Tuque	15 070	14 935	130	80	20	20	10
Lachute	11 525	11 210	275	210	20	10	25
Matane	16 070	15 875	140	65	15	25	35
Montréal	3 588 520	2 806 235	740 355	384 440	97 515	93 055	165 345
Québec	704 180	675 740	26 205	10 120	3 255	4 390	8 445
Rimouski	45 870	44 885	790	290	85	145	270
Rivière-du-Loup	23 975	23 785	180	110	0	20	50
Rouyn-Noranda	39 440	38 915	490	255	50	95	90
Saguenay	149 600	147 720	1 750	595	170	265	725
Saint-Georges	30 970	30 645	265	180	10	20	55
Saint-Hyacinthe	54 160	52 165	1 825	770	50	155	850
Saint-Jean-sur-Richelieu	86 075	83 460	2 560	1 630	250	320	360
Salaberry-de-Valleyfield	38 565	37 940	600	410	55	95	50
Sept-Îles	27 495	27 070	400	255	35	55	65
Shawinigan	54 725	54 300	410	280	50	40	35
Sherbrooke	183 635	172 215	10 360	3 765	1 185	1 590	3 820
Sorel-Tracy	47 135	46 290	815	555	100	80	80
Thetford Mines	25 405	25 025	365	210	10	60	80
Trois-Rivières	138 560	135 230	3 070	1 310	235	435	1 090
Val-d'Or	31 765	31 390	355	270	25	15	50
Victoriaville	47 810	46 885	895	350	80	80	390

Source : Statistique Canada

1. Le chiffre de la population totale comprend la population des non-immigrants, la population des immigrants et la population de résidents non permanents. La population de résidents non permanents n'est pas affichée séparément dans ce tableau.
2. Les non-immigrants sont des personnes qui sont des citoyens canadiens de naissance. Bien que la plupart de ces personnes soient nées au Canada, un petit nombre d'entre elles sont nées à l'étranger de parents canadiens.
3. Les immigrants sont des personnes qui sont, ou qui ont déjà été, des immigrants reçus au Canada. Un immigrant reçu est une personne à qui les autorités de l'immigration ont accordé le droit de résider au Canada en permanence. Certains immigrants résident au Canada depuis un certain nombre d'années, alors que d'autres sont arrivés récemment. La plupart des immigrants sont nés à l'extérieur du Canada, mais un petit nombre d'entre eux sont nés au Canada. Comprend les immigrants arrivés au Canada avant le jour du recensement, le 16 mai 2006.

Tableau 13a : Québec - Résidents permanents selon la catégorie d'immigration

Catégorie	Regroupement familial		Immigrants économiques		Réfugiés		Autres immigrants		Catégorie non déclarée		Total Québec	
Année	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
1997	8 163	29,2	11 434	40,9	7 673	28	666	2	0	0	27 936	100
1998	6 920	26,0	13 049	49,0	6 212	23	441	2	0	0	26 622	100
1999	7 568	26,0	14 006	48,0	7 336	25	245	1	0	0	29 155	100
2000	7 978	24,5	16 361	50,3	8 052	25	112	0	0	0	32 503	100
2001	8 495	22,6	21 938	58,3	7 140	19	27	0	1	0	37 601	100
2002	7 378	19,6	23 055	61,3	6 441	17	717	2	0	0	37 591	100
2003	8 056	20,4	23 555	59,6	6 182	16	1 760	4	0	0	39 553	100
2004	8 630	19,5	26 665	60,3	7 382	17	1 566	4	0	0	44 243	100
2005	8 356	19,3	26 291	60,7	7 161	17	1 500	4	4	0	43 312	100
2006	9 219	20,6	25 952	58,1	7 102	16	2 404	5	0	0	44 677	100

Source : CIC, faits et chiffres 2006

Tableau 13b : Québec - Répartition de résidents permanents selon les régions d'origine (%)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Afrique et Moyen-Orient	22,6	24,6	27,7	29,8	32,8	32,6	31,9	31,9	32	36,2
Asie et Pacifique	32,6	29,3	29	28,7	26	23,2	22,2	20,9	20,4	19,4
Amérique du Sud et centrale	14,3	12,5	13,1	12,9	14,8	14,6	17,3	17,7	19,2	18,3
États-Unis	1,5	1,5	1,5	1,5	1,3	1,4	1,8	1,8	1,7	2,3
Europe et Royaume-Uni	29	32,2	28,6	27,1	25,1	28,2	26,8	27,7	26,7	23,8
Région d'origine non déclarée	0	0	0	0	0	0	0	0	0,1	0
Québec	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : CIC, faits et chiffres 2006

Tableau 14 : Lieu de naissance des immigrants – RMR de Montréal – principaux pays de naissance

Lieu de naissance	Chiffres					Répartition en %				
	Population immigrante	Période d'immigration				Population immigrante	Période d'immigration			
		Avant 1991	1991 à 1995	1996 à 2000	2001 à 2006		Avant 1991	1991 à 1995	1996 à 2000	2001 à 2006
Total	740 360	384 440	97 520	93 055	165 345	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Italie	62 895	61 595	360	430	510	8,5%	16,0%	0,4%	0,5%	0,3%
Haïti	53 750	30 005	9 195	5 985	8 565	7,3%	7,8%	9,4%	6,4%	5,2%
France	41 220	20 795	4 375	5 630	10 420	5,6%	5,4%	4,5%	6,1%	6,3%
République populaire de Chine	34 475	7 240	4 085	6 970	16 180	4,7%	1,9%	4,2%	7,5%	9,8%
Liban	32 090	16 485	7 410	2 910	5 295	4,3%	4,3%	7,6%	3,1%	3,2%
Maroc	30 660	10 525	2 705	4 850	12 585	4,1%	2,7%	2,8%	5,2%	7,6%
Algérie	26 825	2 375	2 490	7 570	14 380	3,6%	0,6%	2,6%	8,1%	8,7%
Roumanie	24 645	4 575	4 295	3 805	11 970	3,3%	1,2%	4,4%	4,1%	7,2%
Vietnam	22 750	16 375	3 670	1 395	1 305	3,1%	4,3%	3,8%	1,5%	0,8%
Grèce	21 660	20 820	325	245	270	2,9%	5,4%	0,3%	0,3%	0,2%
Portugal	18 220	16 680	1 040	205	295	2,5%	4,3%	1,1%	0,2%	0,2%
États-Unis	16 670	10 175	1 480	1 870	3 140	2,3%	2,6%	1,5%	2,0%	1,9%
Philippines	15 900	5 495	4 100	3 125	3 180	2,1%	1,4%	4,2%	3,4%	1,9%
Inde	15 690	7 070	2 495	2 605	3 520	2,1%	1,8%	2,6%	2,8%	2,1%
Égypte	14 940	11 525	1 365	995	1 055	2,0%	3,0%	1,4%	1,1%	0,6%
Royaume-Uni	12 885	10 910	595	385	995	1,7%	2,8%	0,6%	0,4%	0,6%
Pologne	12 420	9 945	1 645	475	350	1,7%	2,6%	1,7%	0,5%	0,2%
Sri Lanka	9 665	2 305	3 005	2 155	2 200	1,3%	0,6%	3,1%	2,3%	1,3%
Pakistan	9 510	1 765	1 290	2 135	4 320	1,3%	0,5%	1,3%	2,3%	2,6%
Syrie	9 160	4 760	1 960	940	1 500	1,2%	1,2%	2,0%	1,0%	0,9%
Pérou	9 120	2 565	2 570	1 550	2 440	1,2%	0,7%	2,6%	1,7%	1,5%
El Salvador	9 025	5 680	2 345	525	470	1,2%	1,5%	2,4%	0,6%	0,3%
Fédération de Russie	8 815	1 260	1 620	3 245	2 680	1,2%	0,3%	1,7%	3,5%	1,6%
Iran	8 140	2 870	1 620	1 695	1 950	1,1%	0,7%	1,7%	1,8%	1,2%
Colombie	7 850	1 925	365	715	4 845	1,1%	0,5%	0,4%	0,8%	2,9%
Cambodge	7 725	5 745	885	475	615	1,0%	1,5%	0,9%	0,5%	0,4%
Allemagne	7 510	6 190	415	400	500	1,0%	1,6%	0,4%	0,4%	0,3%
Chili	7 425	4 680	1 045	945	755	1,0%	1,2%	1,1%	1,0%	0,5%
Mexique	7 230	1 210	725	1 225	4 075	1,0%	0,3%	0,7%	1,3%	2,5%
Bangladesh	7 030	925	1 840	2 160	2 100	0,9%	0,2%	1,9%	2,3%	1,3%
République démocratique du Congo	6 520	575	825	1 975	3 140	0,9%	0,1%	0,8%	2,1%	1,9%
Turquie	6 005	2 760	1 410	765	1 075	0,8%	0,7%	1,4%	0,8%	0,7%
Belgique	5 535	4 280	360	380	510	0,7%	1,1%	0,4%	0,4%	0,3%
Hong Kong, zone administrative spéciale	5 265	2 720	1 905	495	140	0,7%	0,7%	2,0%	0,5%	0,1%
Jamaïque	5 255	4 160	550	260	280	0,7%	1,1%	0,6%	0,3%	0,2%
Tunisie	5 250	1 345	515	795	2 600	0,7%	0,3%	0,5%	0,9%	1,6%
Ukraine	5 115	1 345	785	1 385	1 600	0,7%	0,3%	0,8%	1,5%	1,0%
Guatemala	4 620	2 470	1 315	390	440	0,6%	0,6%	1,3%	0,4%	0,3%

Source : Statistique Canada

Chapitre 2 – Immigration des Iraniens

1. D'où viennent les Iraniens ?

L'Iran est un pays montagneux et en partie désertique dont la superficie est de 1 648 000 kilomètres carrés. Au nord, l'Iran possède des frontières communes avec l'Arménie (35 km), l'Azerbaïdjan (611 km) et le Turkménistan (992 km) et 740 kilomètres de frontière bordent les côtes de la mer Caspienne. À l'ouest, ses frontières communes avec la Turquie au nord et avec l'Irak au sud finissent à la rivière Chatt-el-Arab, qui porte le nom Arvand Rud en Iran. Les frontières méridionales de 1770 kilomètres longent le Golfe persique et le golfe d'Oman. L'Afghanistan et le Pakistan se trouvent respectivement au nord-est et au sud-est de l'Iran. La distance qui sépare la frontière commune de l'Iran et des deux provinces méridionales de l'Azerbaïdjan, au nord-ouest, et les provinces iraniennes du Sistan et du Balûchistân, au sud-est, est d'environ 2330 kilomètres. Alors que l'Iran est le quatrième producteur de pétrole au monde et le deuxième exportateur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), il dispose de la deuxième réserve en gaz naturel, après la Russie, et en est le sixième producteur mondial. L'Iran a pour capitale Téhéran et sa population est estimée à plus de 70 millions d'habitants; une proportion de 37,4 % de sa population est âgée de moins de 15 ans et 3,4 % de plus de 65 ans; 76,3 % de la population sait lire et écrire. Le produit intérieur brut (PIB) du pays est estimé à 112 milliards de dollars américains et provient des sources suivantes : 40,1 % de l'industrie, 12,9 % de l'agriculture et 47 % des services. Le PIB par habitant est de 1650 dollars américains (Salamiran, Economy).

L'Iran possède une des civilisations les plus anciennes et son histoire couvre des milliers d'années. Contrairement à un certain nombre de ses voisins, l'Iran a une longue tradition d'indépendance politique. Débutant avec les empires médiques et persans et atteignant son apogée sous les règnes de Cyrus et Darius les Grands au

6^e siècle avant J.-C., cette tradition se poursuit lors des empires Parthiène et Sassanide jusqu'à l'attaque des Arabes au 7^e siècle. En dépit de sa conversion à l'islam et bien qu'elle fût dirigée par les califats omeyyades et abbassides, l'Iran ne s'arabisa jamais, contrairement aux autres régions conquises par ces califats (Lewis, 2001). Ainsi, jusqu'au 9^e siècle, les Iraniens établissent leurs dynasties locales de sorte qu'ils assurent l'indépendance du pays jusqu'au 20^e siècle.

En 1935, la communauté internationale commence officiellement à utiliser le terme Iran (nom local depuis les Sassanides) pour parler de la région, à la place de Perse. Alors que la Perse était le nom traditionnel du pays, l'utilisation du nom Iran – dérivant de tribus âryennes indo-européens qui s'y sont établies durant le premier millénaire avant J.-C. – tentait d'inclure tous les citoyens iraniens provenant des différentes bases ethniques, puisque l'Iran compte 80 ethnies différentes, dont les deux principales sont les Indo-Européens et les Turcs ou Azéris. Bien que le farsi soit la langue officielle du pays et celle de la majorité du peuple, elle n'est pas la seule langue parlée. Ainsi, ceux qui parlent une langue iranienne incluent les Persans (51 %), les Guilaki/Mazandarani (8 %), les Kurdes (7 %), les Baloutches (2 %) et les Lors (2 %). Les parlants turques se divisent entre les Azéris (24 %), les Turkmènes (2 %) et les Qashqai. Sinon, on y trouve des Arabes (3 %), des Arméniens, des Juifs iraniens, des Assyriens, des Géorgiens, des Circassiens, des Tats, et autres (1 %) (CIA, *The World Factbook*).

2. L'histoire politique de l'Iran contemporain

Les premières tentatives iraniennes de modernisation commencent à partir de la révolution constitutionnelle de 1906 et l'Iran devient le premier pays du Moyen-Orient à faire une telle révolution et à se doter d'une constitution. Au début des années 1920, le coup d'État de Reza Khan, celui qu'on appellera Reza Shah Pahlavi plus tard, contre Ahmad Shah, le dernier roi de dynastie Qâdjâr, devient l'élément fondateur de la dynastie Pahlavi. Ainsi, en établissant un État dictateur centralisé et fort, Pahlavi enclenche la modernisation du pays : le développement des industries

lourdes, des projets majeurs d'infrastructures, la construction d'un chemin de fer national, la création d'un système d'éducation nationale, la réforme de la justice, la création du code civil iranien et l'amélioration de l'hygiène et du système de santé. De plus, en imitant les politiques culturelles de Kamal Pacha Atatürk, leader turc et son contemporain, Pahlavi rend le port du voile interdit pour les femmes et celui d'habits « à l'occidental » obligatoire pour les hommes.

Néanmoins, constatant sa sympathie pour l'Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale, les pays alliés attaquent l'Iran en 1941 et forcent Pahlavi à transférer le pouvoir à son fils, Mohammad Reza Pahlavi, et à s'exiler. Le début du règne du jeune shah ouvre les portes à une liberté sociale et politique accrue. En 1953, la résistance du premier ministre Mohammad Mossadegh contre les Anglais entraîne la nationalisation du pétrole. Cependant, en 1953, l'alliance des Anglais et des Américains débouche sur un coup d'État contre le gouvernement national de Mossadegh en faveur du shah. Dorénavant, le système de monarchie constitutionnelle se transforme en un régime dictatorial. En imposant l'occidentalisation et la modernisation grâce aux revenus du pétrole, le shah commence certaines réformes économiques et sociales par le haut appelées la révolution blanche ou « la révolution du shah et du peuple ». Ces initiatives déclenchent les protestations de certains groupes, en particulier celles du groupe de l'ayatollah Khomeiny. Les manifestations se terminent au moment de l'exil du chef religieux en Irak en 1962. Ainsi, les souffrances découlant de la répression, la résistance politique et armée des groupes de gauche et des groupes religieux et, enfin, la protestation contre l'insulte faite à l'ayatollah dans un article publié dans un journal conduisent à des grèves paralysantes, à de grosses manifestations partout au pays, au retour de l'ayatollah et au renversement du régime du shah en février 1979.

3. Vagues d'immigrants iraniens

Ce survol des conditions géographiques, historiques, économiques et sociales de l'Iran donne une perspective générale du pays d'origine des immigrants iraniens.

En général, il est concevable qu'une personne comparant ses propres conditions de vie à celles d'autres pays puisse être, après une évaluation subjective et objective, incitée à émigrer. Cette évaluation est semblable à celle qu'un analyste financier ferait avant d'acheter des actions : vérifier les avantages et les inconvénients de chaque possibilité avant de choisir. En plus des préférences personnelles, il est évident que les positions de chacun des pays à propos de l'admission et de l'accueil des immigrants contribueront aussi à influencer la démarche. Toutefois, ces calculs migratoires ne tiennent plus si les citoyens d'un pays souffrent à cause de catastrophes naturelles ou humanitaires telles que la guerre, la sécheresse, la famine, la pauvreté, des tensions sociales et ethniques, le racisme, la menace de mort, le non-respect des droits humains. L'avènement de telles catastrophes empêche les émigrants d'analyser la situation avant de changer de pays, mais entraîne la fuite de ces personnes de leur pays de résidence. C'est pourquoi les mouvements migratoires dans les années 1970 ont des caractéristiques aussi spécifiques et expliquent la présence de nombreux réfugiés et d'illégaux venant surtout des pays du tiers-monde (Asie, Amérique latine et Afrique).

L'émigration massive des Iraniens est donc un phénomène assez récent. On peut identifier que ce courant débute à la fin des années 1970 comme une émigration involontaire, dont la caractéristique principale est le départ massif de différentes catégories de personnes vers des destinations variées : les pays européens, les États-Unis et le Canada. Il est évident que les changements sociopolitiques attribuables à l'avènement de la révolution islamique en Iran – qui remplace non seulement le régime royal de la dynastie Pahlavi régnant depuis plus de 50 ans, mais qui élimine en plus le système monarchique ancien de plusieurs milliers d'années en Iran – auront de graves conséquences. La mise en place d'un État théocratique, le déclenchement d'une guerre civile au Kurdistan et dans d'autres provinces frontalières, l'expulsion des politiciens technocrates et modérés du pouvoir, l'occupation de l'ambassade étatsunienne à Téhéran et la prise en otage de ses diplomates, l'attaque de l'Iraq contre l'Iran, le début d'une guerre de huit ans, ainsi que l'augmentation des pressions sociales et politiques contre différentes catégories

sociales et politiques en Iran occasionnent l'exode d'un nombre assez impressionnant d'Iraniens durant ces périodes.

3.1. La première vague

Alors que la révolution islamique iranienne en février 1979 et les changements politiques, sociaux et économiques occasionnent l'exode de diverses catégories d'Iraniens, la composition de ces groupes n'est pas la même selon qu'ils émigrent avant ou après la révolution. Avant la révolution, les premières grandes vagues d'émigration étaient surtout composées de membres de l'ancien régime royal du pays; relativement riches et issus de différentes catégories, ils choisissaient le plus souvent comme destination les pays européens et américains. On peut d'ailleurs supposer qu'en raison autant des bonnes relations entre l'ex-régime iranien et les nations occidentales que de leur richesse, ces premiers immigrants n'ont pas éprouvé de problèmes sérieux à entrer dans des pays tels que la France, l'Angleterre, l'Allemagne et les États-Unis, soit comme immigrants, soit comme réfugiés. De plus, en observant l'apparence de fissures dans le régime royal et en anticipant la persécution, un nombre disproportionné de membres des minorités religieuses, comme les bahaïs et de groupes religieux-ethniques, comme les Juifs, les Arméniens et les Assyriens, commencent à quitter l'Iran (Hakimzadeh, 2006 :13).

Durant la première vague d'émigration, pour l'Iran la perte de cette élite hautement qualifiée travaillant dans les secteurs publics et gouvernementaux est estimée par les Américains à presque 400 milliards de dollars²⁸ en 1985. Cependant, on ne peut nier que la chute du régime royal occasionne le retour d'un groupe nombreux des élites iraniennes au pays supposé remplacer le premier groupe. Également, notons qu'un grand nombre de ces migrants n'avaient pas envisagé un départ définitif. En faisant leurs bagages et en fermant à clé leur maison, ils souhaitaient un voyage temporaire et rêvaient de revenir dans leur pays après le

²⁸ Tiré du site d'Ayande, site officiel d'Abbas Abdi, le 22 janvier 2008 : http://www.ayande.ir/1386/11/post_420.html#more.

renversement du gouvernement islamique. Toutefois, le passage du temps rend cet espoir de plus en plus improbable.

3.2. La deuxième vague

L'attaque de l'Iraq contre l'Iran, le début de la guerre, de même que les pressions sociale et politique pendant les huit années de conflits armés provoquent la deuxième vague de migration d'un grand nombre d'individus, particulièrement des jeunes, vers d'autres pays. Les jeunes gens, se sentant en danger à cause de la guerre et de la conscription, s'enfuient souvent illégalement à travers les montagnes près des villages frontaliers. Ces jeunes peuvent, à l'époque, invoquer ces raisons pour se réfugier dans les pays occidentaux tels que la Suède, le Danemark, l'Angleterre, le Canada, etc. qui vont, pour la plupart, les accepter (UNHCR, 1997). Les pressions économiques et inflationnistes d'après-guerre, le chômage chez les jeunes adultes en particulier, la dévaluation forte et réelle de la monnaie nationale, l'établissement de lois islamiques comme l'obligation du port du hijab pour les femmes ainsi que les limitations des libertés politiques et sociales deviennent les motifs expliquant la migration de familles et de différentes catégories d'individus d'origine iranienne (Sadeghi, 2006).

Beaucoup d'élites étant retournées en Iran après le renversement de l'ex-régime quittent le pays à nouveau durant cette période, celle du renversement du gouvernement de Mehdi Bazargan, composé des technocrates nationaux et religieux, et de l'élection d'un autre technocrate, Abolhassan Banisadr, comme premier président de la République islamique. Lors de la nomination du premier ministre, le débat oppose la majorité des représentants de l'Assemblée de consultation islamique, nom attribué au Parlement iranien après la révolution de 1979, voulant donner la priorité à l'engagement sur des bases religieuses, *Maktabiboodan*, au groupe minoritaire qui inclut les partisans du président et d'autres accordant la priorité à la compétence, mais ce sont les premiers qui réussissent à imposer leur pouvoir et, par conséquent, Mohammad Ali Rajayi devient premier ministre. À partir

de cette période, l'obligation de l'engagement à l'idéologie islamique occasionne la nomination de personnes sans compétences à 8000 postes clés du pays (Ayandé, 2008). Durant la reconstruction d'après-guerre, lors de la présidence d'Hashemi Rafsanjani, les exigences exagérées des comités sélectifs, *Gozinesh*, et l'intervention des groupes extrémistes empêchent l'entrée des spécialistes, même dans le secteur privé, bien que le président tente de donner la priorité à l'engagement et à la compétence, *Taahod va Takhassoss*.

En plus des mouvements migratoires déjà mentionnés, un grand nombre de chômeurs apparaissent comme suite à la fermeture ou à la destruction des usines et des entreprises, soit à cause de leur localisation dans des endroits contaminés lors de la guerre, du manque de matières premières suivant l'embargo des pays occidentaux, soit à cause de la mauvaise gestion des nouveaux dirigeants après la révolution. De plus, la diminution de l'exportation du pétrole à cause des bombardements fréquents des navires et la destruction des pipelines pétroliers, la baisse du prix du pétrole et la nécessité de subvenir aux besoins militaires causent un déficit de la devise étrangère et, par conséquent, la dévaluation forte de la valeur réelle de la monnaie nationale. C'est ainsi que la tentation de recourir au travail à l'étranger afin de mettre de côté un montant d'argent en dollars pour l'échanger au retour contribue à pousser un certain nombre de personnes à essayer de sortir du pays. Leur départ n'a que seul objectif d'acquérir un capital pour subvenir aux nécessités de la vie en se lançant parfois dans le travail autonome ou les affaires.

On ne peut pas catégoriser comme des migrants tous les individus sortant du pays pendant cette période. Par exemple, l'intérêt d'un certain nombre de jeunes Iraniens se focalise sur le voyage et le travail au Japon, ce pays n'exigeant pas de visa des citoyens iraniens. Ceux-ci rêvent de revenir plus tard au pays avec une meilleure situation économique résultant de la vente de devises étrangères sur le marché noir. Notons que, tenant compte du type de travail de niveau inférieur proposé aux étrangers sur le marché noir des pays étrangers, ces individus proviennent surtout des classes relativement pauvres et moins scolarisées; ils

viennent souvent des quartiers défavorisés de Téhéran comme Nâziabad et Djavaadieh.

Le 20 août 1988, à la suite de certains conflits dans le Golfe persique entre l'Iran et les États-Unis qui mènent à l'attaque du vol 655 d'Iran Air par des missiles de la marine américaine²⁹, l'Iran et l'Irak acceptent la résolution 598 du Conseil de sécurité des Nations Unies par laquelle un cessez-le-feu met fin à huit années de guerre. Étant le motif principal des Iraniens pour demander l'asile dans les pays occidentaux, particulièrement chez les jeunes individus fuyant le service militaire obligatoire pour sauver leur vie, évoquer la guerre n'est plus un motif acceptable pour être accueilli dans les pays mentionnés plus haut. Par contre, demeurent toujours d'autres motifs tels que l'exigence de porter le hijab pour les femmes, être membre d'un groupe religieux (comme les bahaïs) ou d'un mouvement politique de gauche (comme les Mojahedin-É-Khalgh, c'est-à-dire les combattants du peuple) considérés illégaux par l'État, ou encore l'Ertedaad, c'est-à-dire le reniement : la conversion à une autre religion que l'islam.

3.3. La troisième vague

Des éléments comme le décès du fondateur de la révolution islamique, l'ayatollah Khomeiny, la nomination de son successeur, l'ayatollah Ali Khamenei, en juin 1989, la sélection de chefs politiques, Hashemi Rafsanfani (1989-1997) et son successeur Mohammad Khatami (1997-2005), reconnus tous les deux comme étant assez modérés et réformistes, comme les présidents d'après-guerre, ainsi que des changements importants aux niveaux national et international contribuent à modifier la perspective extérieure de l'Iran. Les fortes oppositions des conservateurs s'appuyant sur la protection du leader du régime contre les initiatives des réformistes

²⁹ Le vol 655 d'Iran Air était l'Airbus qui assurait la liaison entre Téhéran en Iran et Dubaï aux Émirats arabes unis via Bandar Abbas. Ce vol est abattu le 3 juillet 1988 au-dessus du Golfe persique par un tir de missiles provenant du croiseur américain USS Vincennes. Cette catastrophe a fait 290 victimes civiles, dont 66 enfants. Cette situation mène l'Iran à porter le cas devant la Cour internationale de justice, ce qui oblige les autorités américaines à accepter en 1996 le paiement de 131,8 millions de dollars.

permet le bannissement des journaux libéraux, et la disqualification de leurs candidats aux élections parlementaire et présidentielle vouent les réformistes de Khaatami à l'échec dès la fin du deuxième tour des présidentielles. La sélection du président conservateur, Mahmoud Ahmadinejad, en 2005, aboutit aux conséquences suivantes : le recommencement de politiques extrémistes contre les oppositions et les jeunes, la volonté de « l'effacement d'Israël sur la carte », le refus de l'accroissement des débats internationaux contre les activités atomiques de l'Iran, la suspicion du recours à la production des armes atomiques, l'augmentation des menaces militaires, la mise en vigueur d'embargos internationaux contre l'Iran ainsi que le recours à de nouvelles politiques économiques inflationnistes qui causent la forte hausse du prix des produits. Ces variations au sein de l'appareil politique iranien et leurs conséquences contribuent non seulement à inquiéter la société internationale et l'obligent à exiger des comptes, mais elles donnent aussi de bonnes raisons à une bonne partie de la population de douter plus en plus de la prospérité future du pays et, en conséquence, leurs tentatives d'émigration s'accroissent. Par exemple, la conclusion de certaines études comme celle de Kazemipur (2004) suggère l'augmentation des demandes dans la catégorie des immigrants indépendants au Canada basées sur des raisons telles que l'instabilité économique et sociale et l'inquiétude pour l'avenir des enfants (p. 33-41).

Bref, l'histoire de la migration récente des Iraniens a suivi un parcours assez varié pendant ces dernières décennies. Alors que certaines études estiment le nombre des immigrants iraniens à plus de 1 million de personnes (Ahmadi Lewin, 2001 :122), Kazem Jalaali, rapporteur de la Commission de sécurité nationale et politique étrangère du parlement iranien, vient d'annoncer que 5 millions d'Iraniens habitent maintenant à l'étranger (Entekhaab, 30 juin 2008). La troisième vague d'immigration comprend à la fois deux groupes très distincts : le premier perpétue la tendance qu'ont les individus très compétents sortant des universités et des centres de recherche à quitter le pays; le deuxième inclut la main-d'œuvre et les réfugiés économiques, qui ne détiennent parfois que des niveaux élémentaires d'instruction,

ce qui rend leur processus d'immigration plus difficile car ils sont moins désirés par les pays d'accueil (Hakimzadeh, 2006 : 3).

Cependant, ce deuxième groupe composé de réfugiés et des requérants d'asile iraniens est considérable; selon les données fournies par l'UNHCR, à la fin de 2004, ce groupe compte 115 126 réfugiés iraniens à travers le monde, dont 12 120 sont sous la protection de cette organisation. Ainsi, au début du 21^e siècle, les réfugiés iraniens se comptent par dizaines de milliers malgré l'absence de guerres ou de catastrophes naturelles graves : 37 747 personnes en 2000, 23 600 en 2001, 17 929 en 2002, 18 250 en 2003 et 15 519 personnes en 2004 font des demandes d'asile. Ce sont l'Angleterre (3975 demandes), la Turquie (2029 demandes) et l'Allemagne (1369 demandes) qui reçoivent la plus grande partie de ces demandes en 2004. Entre 2000 et 2004, les taux d'acceptation de ces demandes seront respectivement de 42 %, 34 %, 33 %, 30,4 % et 26,6 % (Iranian Refugees' Alliance, Inc., 2004).

Après avoir présenté les différentes vagues migratoires iraniennes récentes, nous essaierons de mieux les comprendre en analysant les caractéristiques de ces mouvements dans les pays d'Amérique du Nord, les États-Unis et le Canada, particulièrement dans la province de Québec. Comme le volume d'immigrants demandant l'asile dans un pays européen est assez important en raison de l'accessibilité géographique, politique et sociale de l'Europe, nous survolerons tout d'abord certaines statistiques illustrant ce phénomène. Tenant compte du rôle important qu'a joué la Suède parmi les pays d'accueil, notons que l'analyse des variations des mouvements migratoires dans ce pays sera un peu plus détaillée que pour les autres.

4. L'émigration des Iraniens en Europe

Selon le rapport du Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) à Genève, le nombre des requérants d'asile de toutes nationalités dans l'Union européenne (UE)

diminue de moitié pendant les années 1990, passant de 675 460 en 1992 à 384 530 en 2001. Cela inclut des Yougoslaves (dont 680 000 Kosovars), des Turcs (283 000 Kurdes), des Irakiens (239 000 Kurdes), des Afghans (158 000), des Bosniaques (151 000), des Sri Lankais (108 000 Tamouls), des Iraniens (105 000), des Somaliens (104 000) et des Congolais de la République démocratique du Congo (88 000) (HCR, 2002). Ainsi, l'Iran prend le septième rang des pays demandeurs d'asile en Europe en 2001; puis descend à la dixième position en 2004 (Hakimzadeh, 2006). D'ailleurs, la part des migrants vivant dans un pays de l'Union européenne (UE) et originaires d'un pays autre qu'un pays de l'UE ne représente que 13 millions de personnes, soit 3,5 % de la population de l'UE. Parmi les pays membres de l'UE, l'Allemagne est celui qui abrite le plus d'individus d'origine extérieure (5,5 millions), suivi par la France (2,1 millions), le Royaume-Uni (1,4 million) et l'Italie (1,1 million) (*Le Monde*, mai 2002).

Le tableau 15 illustre le nombre d'immigrants iraniens admis aux États-Unis, au Canada, en Allemagne, en Grande-Bretagne et en Suède à partir des années 1960 jusqu'en 2005. Alors que la pointe d'immigration pour les États-Unis, l'Allemagne et le Suède est durant les années 1980, le Canada accueille le plus grand nombre d'immigrants iraniens pendant la décennie 1990. De plus, selon les données du tableau 16 représentant les demandes d'asile des Iraniens au cours de la période de 1995 à 2004, l'Allemagne, la Turquie, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, l'Autriche, le Canada et les États-Unis se retrouvent tous parmi les pays admettant le plus grand nombre de demandeurs d'asile iraniens. Alors qu'en 2000 55 % des demandes des requérants d'asile iraniens sont soumises à des pays d'Europe de l'Ouest, en 2001 ces demandes augmentent de 300 % en Grande-Bretagne seulement et, en 2004, l'Iran se positionne à la tête des requérants d'asile dans ce pays (Hakimzadeh, 2006).

Toutes ces raisons font qu'il y a aujourd'hui hors de l'Iran un nombre très élevé d'Iraniens et d'Iraniennes qui ont le statut d'immigrant ou de réfugié. Durant la dernière décennie du 20^e siècle, tel que nous l'avons constaté plus tôt, les Iraniens représentent le septième groupe de demandeurs d'asile dans l'Union européenne. La

Suède reste un pays où un nombre important d'Iraniens ont émigré, particulièrement durant la guerre entre l'Iran et l'Irak. Les données de Statistiques Suède (2001) indiquent que le nombre de demandeurs iraniens a littéralement explosé au début du 21^e siècle, passant de 998 demandeurs en 1975, à 3348 en 1980, puis à 52 038 en 2000. Pendant cette période, la politique suédoise d'immigration favorisait l'admission d'individus dont le pays était en guerre. Ainsi, après les Irakiens, les Finlandais et les Yougoslaves, les Iraniens forment le groupe d'immigrants le plus large en Suède : trois Iraniens sur quatre habitant en Suède ont quitté leur pays d'origine entre les années 1984 et 1989 (Hosseini-Kaladjahi, 1997 :186). Cette immigration compte de nombreux étudiants avec de fortes affiliations politiques, des jeunes femmes et des déserteurs, célibataires ou mariés. La crise identitaire, le taux élevé de divorces ainsi que les conflits familiaux constituent des problèmes communs dont souffrent ces immigrants âgés entre 30 et 55 ans (Darvishpour, 1999; Ahmadi et Ahmadi, 1998).

D'après certaines recherches, en dépit de l'existence de certaines différences sociales et culturelles entre les individus de ces tranches d'âge, la majorité des immigrants iraniens habitant en Suède possèdent des caractéristiques communes :

- ils appartiennent aux classes moyenne et supérieure de leur pays d'origine;
- ils proviennent de Téhéran (la capitale iranienne) ou d'une autre grande ville;
- soit ils détiennent un diplôme secondaire ou universitaire, soit ils étaient étudiants universitaires juste avant le départ;
- ils ont expérimenté la vie « à l'occidentale » avant la révolution islamique;
- soit ils ont quitté l'Iran à cause de leurs convictions politiques ou idéologiques, soit ils ont eu de la difficulté à s'ajuster aux nouvelles normes sociales établies par les religieux après la révolution (Darvishpour, 1999 : 24-27).

5. L'émigration des Iraniens en Amérique du Nord

Après avoir étudié brièvement l'immigration des Iraniens en Europe, nous tentons de comprendre cette immigration en Amérique du Nord en analysant les caractéristiques de l'immigration iranienne aux États-Unis, au Canada et au Québec.

5.1. Aux États-Unis

Seulement 130 Iraniens ont émigré aux États-Unis du milieu du 19^e siècle jusqu'au début du 20^e siècle. De 1925 à 1950, moins de 2000 immigrants iraniens sont admis; ce sont ainsi 12 000 Iraniens qui sont accueillis aux États-Unis entre les années 1950 et 1960 (Bozorgmehr, 2007 : 469). La révolution iranienne de 1978-1979 affecte de manière spectaculaire l'émigration iranienne par l'augmentation de son volume et le changement de sa composition. Avant la révolution, les Iraniens détenant le statut d'immigrant ne sont pas nombreux aux États-Unis, la plupart d'entre eux y séjournent comme étudiants ou comme visiteurs durant et après la révolution. Pendant les années 1980, les Iraniens ont plutôt recours au statut de réfugié ou à l'asile politique pour obtenir un statut de résident permanent aux États-Unis. Avant la crise à l'ambassade américaine à Téhéran en 1979, il était assez facile d'obtenir un visa américain. Pourtant, la fermeture de l'ambassade force la sortie des Iraniens du pays vers d'autres pays pour obtenir un visa américain. Parmi ces pays, la Turquie, entre autres, voisine proche de l'Iran, autorise une visite sans visa de trois mois pour les citoyens iraniens (*ibid.* : 471).

5.1.1. Les bases de l'entrée des Iraniens

Ce résumé permet de constater que le statut à l'entrée de tous les immigrants iraniens aux États-Unis n'est pas l'exil ou le refuge politique. Il existe différentes vagues de migration; certains ont émigré pour continuer leurs études supérieures. Cela vient de la tendance à l'industrialisation faisant partie des plans économiques du dernier shah, de la hausse du prix international du pétrole et l'augmentation des

revenus, débutant pendant les années 1960 et 1970, atteignant son paroxysme vers 1965. Contrairement à la politique d'importation d'une main-d'œuvre qualifiée de certains pays producteurs de pétrole au Moyen-Orient, l'Iran essaie de subvenir à ses besoins, dans une certaine mesure, en s'appuyant sur sa grande population. Néanmoins, le faible développement des universités locales ne permet pas la réalisation des rêves de carrière de certains étudiants iraniens. Cette insuffisance structurelle du pays aussi bien que le goût croissant de la population pour l'acquisition de diplômes d'études supérieures afin d'avoir accès à des emplois aux retombées plus alléchantes contribuent à encourager des jeunes diplômés du secondaire à sortir de l'Iran pour étudier à l'étranger. Néanmoins, ces étudiants ne favorisent pas que les États-Unis comme destination. Pendant l'année académique de 1977-1978, sur 100 000 Iraniens étudiant à l'étranger, 36 220 personnes s'inscrivent aux institutions d'études supérieures des États-Unis, les autres se dirigent principalement vers la Grande-Bretagne, l'Allemagne de l'Ouest, la France, l'Autriche et l'Italie. De même, le nombre d'étudiants iraniens aux États-Unis augmente à 45 340 en 1978-1979 et atteint un sommet de 51 310 en 1979-1980 (Hakimzadeh, 2006 : 2). En outre, à la fin des années 1970, le nombre d'étudiants iraniens aux États-Unis est plus élevé que ceux des autres pays (Bozorgmehr and Sabagh : 1988).

En plus d'avoir un système collégial et universitaire important pouvant absorber les nombreux étudiants iraniens, les États-Unis sont capables de proposer plus de possibilités d'emplois si les étudiants ont besoin d'un soutien financier. En effet, l'Iran et les États-Unis consolident leurs attachements politiques, économiques et sociaux au cours de ces quelques décennies (Keddie, 1981); l'enseignement fréquent de l'anglais comme langue étrangère dans les écoles secondaires iraniennes augmente les chances d'admission dans les universités américaines. Ces dernières proposent des programmes diversifiés, entre autres dans les domaines techniques comme l'ingénierie.

De plus, le niveau de revenu et le taux d'échange très favorable du rial (unité monétaire officielle en Iran) en dollars permettent à plusieurs classes sociales iraniennes, particulièrement aux classes moyenne et supérieure, d'envoyer leurs enfants aux États-Unis ou ailleurs. Sans oublier que la tendance qu'ont les familles à envoyer leurs fils à l'extérieur du pays pour faire leurs études supérieures afin qu'ils évitent le service militaire obligatoire atteint les classes inférieures. Après la révolution, un certain nombre de ces étudiants, ayant déjà planifié retourner en Iran, s'imposent un exil volontaire et choisissent de rester aux États-Unis (Min et Bozorgmehr, 2000 : 715).

5.1.2. Le nombre d'Iraniens et leur statut

Le nombre d'Iraniens aux États-Unis augmente fortement depuis 1980. Avec 154 857 immigrants, l'Iran se classe au dixième rang des pays qui envoient des immigrants aux États-Unis pendant la période allant de 1981 à 1990 (*Los Angeles Times*, 1991 : H4). Ce nombre a crû progressivement depuis 1970, passant de moins de 2000 à un sommet de presque 25 000 personnes additionnelles par année en 1990. Le tableau 17 recense le nombre d'immigrants iraniens admis annuellement aux États-Unis de 1965 à 2004, comprenant les personnes qui arrivent dans ce pays pour y obtenir le statut de résident permanent ainsi que les gens qui y étaient déjà et qui ont régularisé leur statut; il s'agit surtout d'étudiants et de visiteurs qui modifient ensuite leur statut à celui d'immigrant (Min et Bozorgmehr, 2000 : 715). Présentant un taux d'accroissement de 73,6 %, la population d'origine iranienne née hors de l'Iran augmente de 121 505 personnes en 1980 à 210 941 en 1990.

En dépit de la baisse du nombre total annuel d'immigrants iraniens admis depuis 1990, leur nombre reste toujours beaucoup plus élevé que celui d'avant la révolution de 1979. Progressant de plus de 34 %, la population d'origine iranienne née hors de l'Iran augmente de 72 284 personnes pendant les années 1990. Bien qu'on entende parfois dans certains médias publiés hors du pays que la population iranienne habitant aux États-Unis dépasserait 2 millions de personnes, le

recensement américain de 2000 dénombre 338 000 Iraniens, y compris ceux nés en Iran et ceux nés dans d'autres pays. Selon ce recensement, des 31,1 millions d'individus nés en dehors des États-Unis, moins de 1 % (0,91 % seulement) sont d'origine iranienne.

Le tableau 17 illustre que, de 1970 à 2004, 356 642 personnes immigrantes nées en Iran sont accueillies par les États-Unis, dont 13,5 % pendant la période allant de 1970 à 1980, 43 % de 1981 à 1990 et 32 % de 1991 à 2000. Seulement 41 211 visas d'immigrants sont émis à ces groupes entre les années 2001 et 2004. De plus, selon l'Office of Immigration Statistics (OIS), une proportion de 26 % des immigrants iraniens admis entre 1980 et 2004 sont des réfugiés et des demandeurs d'asile qui ont changé leur statut à celui de résident permanent. Autrement dit, pendant cette période, le statut d'un immigrant iranien sur quatre est celui de réfugié ou de demandeur d'asile.

Selon le US Census Bureau, en 2000, 283 225 des Iraniens habitant aux États-Unis étaient nés hors des États-Unis. Cela suggère le ralentissement de la tendance de l'immigration de ce groupe. De plus, les chiffres du recensement de 2000 témoignent de l'arrivée de la seconde génération des Américains iraniens : 12,3 % ont moins de 24 ans, 14,9 % entre 25 et 34 ans, 27,3 % entre 35 et 44 ans, 21,3 % entre 45 et 54 ans et 24,2 % ont 55 ans et plus (tableau 18). Ajoutons que parmi les 15 824 visas de non-immigrant émis de 2000 à 2005 pour les Iraniens, 20 % sont pour les études, 21 % pour le travail temporaire, 19 % pour les représentants des gouvernements étrangers, 18 % pour des fiancées de citoyens américains et 12 % pour des visiteurs dans un programme d'échange (Hakimzadeh et Dixon, 2006 : 4). Enfin, alors qu'en 2000 une proportion de 60,7 % des immigrants iraniens sont des citoyens naturalisés, cette proportion n'est que de 40,3 % pour toute la population née à l'étranger (*ibid.* : 5).

5.1.3. Le lieu de résidence

Presque tous les États américains reçoivent des immigrants iraniens. Cependant, d'après le recensement de 2000, une proportion de 55,9 % (158 613 personnes) habite en Californie, 6,1 % (17 323 personnes) dans l'État de New York, 5,5 % (15 581 personnes) au Texas, 3,8 % (10 889 personnes) en Virginie et 3,4 % (9733 personnes) au Maryland. Préférant les régions cosmopolites en 2000, un peu plus de la moitié des Iraniens résident dans quatre régions métropolitaines américaines : le grand Los Angeles (31,1 %), la région de la baie de San Francisco (10 %), la région métropolitaine de New York (9 %) et la région de Washington (DC) (8 %) (Bozorgmehr, 2007 : 473). La Californie reste le lieu de prédilection de presque la moitié des Iraniens habitant aux États-Unis et Los Angeles le plus grand centre où se trouvent les immigrants iraniens (Sabagh et Bozorgmehr, 1987). En effet, Los Angeles est devenue le lieu central de regroupement des immigrants iraniens après que leur nombre ait explosé de façon spectaculaire après la révolution de 1978-1979. Auparavant, les Iraniens aux États-Unis étaient majoritairement des étudiants s'inscrivant dans les collèges et universités partout dans le pays. Après la révolution, l'immigration des familles amène une concentration beaucoup plus élevée que jamais d'Iraniens dans la région de Los Angeles (Modarres : 1998).

D'ailleurs, malgré une certaine concentration d'Iraniens à Los Angeles County dans la région du Grand Los Angeles, ils sont dispersés à la grandeur de la ville. En fait, la séparation de ce groupe de natifs blancs est inférieure à la plupart des autres groupes ethniques à Los Angeles (Bozorgmehr, Der-Martirosian et Sabagh : 1996). Les Iraniens sont installés dans plusieurs voisinages riches de Los Angeles où habitent des blancs non hispaniques et où résident peu d'immigrants; ils se concentrent dans Beverly Hills ainsi que dans les riches quartiers de Westside et de San Fernando Valley. Cependant, il y a certaines différences perceptibles dans le schéma de l'installation de certains sous-groupes iraniens. Par exemple, on constate l'installation des Arméniens d'Iran à Glendale et une concentration de Juifs iraniens dans les voisinages traditionnellement Juifs (Min et Bozorgmehr, 2000 : 718).

L'arrivée d'un pourcentage plus large d'Arméniens iraniens à Los Angeles est attribuable à la large population d'Arméniens déjà installés dans la région.

À l'inverse des Coréens attirés à Los Angeles pour des raisons économiques, particulièrement leur économie ethnique (Light et Bonacich, 1988), ce motif n'intéresse qu'un peu moins de 15 % de tous les sous-groupes iraniens. De même, contrairement à ce que prétendent certains rapports journalistiques, seulement 15 % des juifs et des musulmans, 7 % des Arméniens et 9 % des bahaïs affirment s'être installés à Los Angeles pour le climat plaisant et la vie sociale (Bozorgmehr 1992 : 147-148).

5.1.4. Le niveau d'éducation

La combinaison des anciens étudiants de collèges et des élites exilés fait des Iraniens l'un des groupes les mieux scolarisés aux États-Unis. Selon le recensement de 2000, 29,4 % des Iraniens de 25 ans et plus nés à l'extérieur du pays détiennent au moins un baccalauréat et 25,5 % ont plus d'un diplôme universitaire. Cela veut dire que plus de la moitié des immigrants iraniens (54,9 %) sont détenteurs d'un diplôme universitaire, un taux plus de deux fois supérieur à celui des autres groupes nés à l'étranger (26 %). En effet, les Iraniens nés à l'extérieur sont catégorisés parmi les plus gros groupes d'immigrants scolarisés (plus de 100 000 personnes) aux États-Unis. Les cinq groupes présentant les taux de scolarisation les plus élevés sont les suivants : les Indiens asiatiques (71,3 %), les Taïwanais (67,9 %), les Russes (59,9 %), les Nigériens (58,4 %), puis les Iraniens (54,9 %) (Bozorgmehr, 2007 : 473). De plus, la proportion d'Iraniens-Américains détenant un doctorat est cinq fois plus élevée que la moyenne nationale (Mostashari et Khodamhosseini, 2004 : 1). Ces chiffres révèlent à quel point la République islamique de l'Iran souffre de ce qui est connu comme la « fuite des cerveaux ».

Reflétant leur haut niveau d'éducation, les immigrants iraniens occupent beaucoup d'emplois qualifiés. Ainsi, parmi tous les pays du Moyen-Orient, avec un

taux de 50,2 % l'Iran occupe le premier rang des immigrants détenant des occupations professionnelles et de gestion. Ce taux est supérieur à celui de 29,7 % de toute la population née à l'extérieur occupant des emplois similaires (dont les médecins, les ingénieurs, les comptables) (tableau 18). En effet, les immigrants nés en Iran démontrent une participation plus élevée (63,1 %) sur le marché du travail que le reste de la population née à l'étranger (60,6 %); même le niveau de chômage des immigrants iraniens nés à l'extérieur des États-Unis est inférieur (4,7 %) aux autres groupes nés à l'étranger (6,8%) (Hakimzadeh et Dixon, 2006 : 5). De plus, en 2000, le revenu médian des travailleurs iraniens à temps plein est de 52 333 \$ pour les hommes et de 36 422 \$ pour les femmes, tandis que pour le reste de la population née à l'étranger le revenu médian n'est que de 30 288 \$ pour les hommes et 25 260 \$ pour les femmes (*ibid.* : 6).

À cet égard, la fréquentation des universités aux États-Unis contribue à cette intégration professionnelle. En 1987 et 1988, plus de 50 % des répondants de l'étude de Min et Bozorgmehr (2000) sur les immigrants iraniens à Los Angeles disent qu'ils ont acquis une éducation additionnelle en dehors de l'Iran, principalement aux États-Unis (*ibid.* : 716). De plus, en 2000, alors que trois Iraniens sur quatre déclarent parler bien ou très bien l'anglais, cette proportion n'est que de 51 % pour tout le reste des individus nés à l'étranger (tableau 18). On peut donc supposer que la réussite scolaire et occupationnelle, ainsi que la compétence en anglais des Iraniens, contribuent à leur intégration rapide dans la société américaine. On peut diviser la population iranienne vivant aux États-Unis en deux groupes. Le premier groupe est composé d'Iraniens bien intégrés, en particulier les étudiants arrivés avant la révolution, mariés à des Américaines et installés dans les villes universitaires où d'autres compatriotes sont moins présents. Par contre, le deuxième groupe, comptant la plupart des exilés post-révolution, est composé surtout de minorités religieuses qui ont résisté aux pressions de l'assimilation. Ces minorités, préférant vivre, travailler et communiquer avec leurs compatriotes, se concentrent dans les régions métropolitaines de Los Angeles, de San Francisco, de New York et de Washington.

Par exemple, les Iraniens arméniens et les Juifs iraniens de Los Angeles ont maintenu un certain nombre de leurs traditions (Bozorgmehr, 2007 : 474).

5.1.5. Travail autonome et entrepreneuriat

Les Iraniens sont l'un des groupes les plus entrepreneuriaux aux États-Unis avec un taux d'entrepreneuriat de 21,8 % en 2000. Quant à la proportion de travailleurs autonomes, elle est de 11,8 %, presque le double de celle du reste de la population née à l'étranger (Hakimzadeh et Dixon, 2006 : 6). À leur sommet, en 1990, les Iraniens se placent au troisième rang parmi les grands groupes de travailleurs autonomes, après les Grecs et les Coréens, parmi les 35 plus grands groupes d'immigrants aux États-Unis. Cependant, contrairement à certaines autres ethnies, ce n'est pas une incapacité à s'adapter au marché due à la faible connaissance de la langue, par exemple, qui explique que les Iraniens ont recours à ce type de travail. En général, il s'agit d'une expérience de travailleur autonome avant leur migration, particulièrement chez les membres des minorités iraniennes, comme les Arméniens et les Juifs, qui travaillent dans les secteurs classiques du cadre intermédiaire. De plus, la disponibilité du capital et la présence de professionnels très qualifiés tels que des médecins, des dentistes et des avocats contribuent à ce taux élevé d'entrepreneuriat chez les Iraniens (Bozorgmehr, 2007 : 473).

Historiquement, les Juifs et les Arméniens jouent le rôle de minorités très présentes dans le secteur du commerce au sein de différentes sociétés (Zenner, 1991). Plusieurs individus issus de ces deux minorités iraniennes à Los Angeles travaillaient dans ce genre de commerce avant même leur migration et cette expérience facilite l'établissement de leur commerce en réseau économique (Der-Martirosian, 1996). De plus, cette expérience leur apprend les ressources traditionnelles de l'entrepreneuriat (Light et Gold, 2000 : 107-108), qui comprennent comment faire des affaires et leur fonctionnement en situation de minorités, en limitant les conflits avec la société hôte. Rappelons qu'ils ont aussi l'avantage de

profiter de l'aide des membres non-Iraniens de leur religion aux États-Unis (Min et Bozorgmehr, 2000 : 723). Le recours d'une grande partie des musulmans et des bahaïs iraniens au travail autonome, même en ayant terminé des études supérieures aux États-Unis et sans avoir eu de difficultés à trouver des occupations professionnelles, n'est attribuable qu'aux avantages de l'indépendance : avoir des gains supérieurs (Mobasher, 1996), d'une part, éviter la discrimination apparue après la crise des otages américains en Iran (Bozorgmehr et Sabagh, 1991), d'autre part.

Il en découle que l'existence de cette différence de motifs pour se lancer en affaires, combinée à la diversité des ressources ethniques par opposition à celles des classes, mène à entreprendre différentes expériences en affaires, autant par le type, la taille et la localisation. En ce qui a trait aux deux premiers, selon les données du PUM (Public Use Microdata) du recensement américain de 1990 dans la région de Los Angeles, les personnes détenant des certificats professionnels sont concentrées dans les affaires professionnelles et qui demandent des capitaux importants, telles que des entreprises médicales, des agences immobilières, la fabrication de vêtements et la construction. Alors que certaines études insistent sur le rôle de réseaux dans la création des *niches*³⁰ (Waldinger et Der-Martirosian, 2001), leur rôle n'est pas garanti lorsqu'il s'agit de niches des domaines professionnels tels que l'ingénierie et la médecine. En fait, chez les Iraniens, la part de l'éducation et des compétences dans la détermination de ces niches est plus forte que celle des réseaux ethniques. D'ailleurs, la comparaison avec les entreprises des Coréens et celles des Iraniens en 1990 révèle que 90 % des propriétaires de commerces de vêtements coréens travaillaient en sous-traitance avec des propriétaires blancs fabricants de vêtements (principalement des Juifs), tandis que la majorité des fabricants iraniens étaient des propriétaires indépendants. De même, les entreprises des commerçants juifs d'origine iranienne associées aux biens fabriqués étaient souvent plus importantes que celles des Coréens (Min et Bozorgmehr, 2000 : 725).

³⁰ Une niche est définie comme « *an occupation in which a group is overrepresented by 50 percent compared to its share of the general labor force* » (Waldinger et Bozorgmehr, 1996).

À propos de la localisation des entreprises, force est d'admettre que celles des Iraniens ne sont pas souvent localisées dans le voisinage des Noirs et des Hispaniques. Cela est attribuable au fait que les immigrants iraniens graduant aux niveaux supérieurs aux États-Unis et possédant un capital suffisant ne sont pas intéressés à faire des affaires dans les quartiers des minorités où le risque de violence et de vol à l'étalage est plus élevé. C'est pourquoi les commerces iraniens sont localisés souvent dans les quartiers blancs de classe moyenne comme Westside, Western San Fernando Valley, le centre-ville de Los Angeles et Glendale (Light *et al.* 1994). Par ailleurs, il n'y a qu'un très petit nombre des commerces de la communauté iranienne de Los Angeles qui sert spécifiquement des clients iraniens. En fait, alors que le développement d'une communauté territoriale est la condition préalable des commerces en enclave, les immigrants iraniens à Los Angeles n'ont pas d'enclave ethnique (*ibid.*). Ainsi, les entreprises de ces immigrants, comme leurs résidences, ne sont pas, en général, géographiquement concentrées. Autrement dit, ils n'y a pas, selon son vrai sens, une « économie d'enclave ethnique », c'est-à-dire une concentration géographique des entreprises. Il n'y a pas, comme pour d'autres communautés ethniques ou raciales, un petit Téhéran ou un quartier iranien. Par contre, Los Angeles est nommée par les Iraniens « Irangeles » ou « Tehrangeles » (Bozorgmehr, 2007 : 474). Cependant, on ne peut pas nier l'existence d'un petit nombre de commerces iraniens, principalement des épiceries et des restaurants servant surtout leurs compatriotes ou encore des petits commerces domestiques, comme des salons de beauté, s'adressant aux autres femmes iraniennes (Dallalfar, 1996).

5.1.6. Trajectoire occupationnelle des Iraniens

En comparant la situation professionnelle des exilés et des immigrants iraniens à Los Angeles en 1987 et 1988, Bozorgmehr et Sabagh (1991) ont étudié la distribution de ces groupes entre leur dernière occupation en Iran, la première occupée aux États-Unis et leur occupation actuelle. Les résultats de cette étude rejettent l'idée d'une présence plus élevée d'exilés que d'immigrants avant le départ

au sein des catégories occupationnelles supérieures lorsque la distribution de l'âge plus vieille des exilés est prise en compte. Ces catégories ont trait aux emplois aussi bien comme gestionnaires qu'exécutifs ainsi que ceux qui nécessitent une spécialité professionnelle. Par contre, la part des exilés dans les catégories occupationnelles intermédiaires, comme la vente, les techniques et le support administratif, y compris le travail autonome, a été plus importante que celle des immigrants. Ainsi, malgré l'accomplissement occupationnel élevé au total de ces deux groupes iraniens, partiellement grâce à leur niveau d'éducation, l'écart déjà existant entre les immigrants et les exilés dans leur pays d'origine continue au détriment de ces derniers dans la première et la deuxième occupations aux États-Unis.

D'après les données de recherche susmentionnée, 35 % des immigrants et des exilés souhaiteraient avoir un autre emploi que celui (ceux) qu'ils occupent présentement. Parmi ces personnes, 28,7 % des exilés et 9,9 % des immigrants tiennent à avoir le même travail qu'ils occupaient déjà en Iran. Les exilés ont plus de difficultés que les immigrants économiques à retrouver une occupation semblable à celle qu'ils occupaient en Iran une fois rendus aux États-Unis. D'après les données du recensement de 1990, il y a un écart négatif entre les gains des Iraniens nés à l'extérieur et ceux des blancs natifs habitant le grand Los Angeles. En dépit de leur mobilité descendante constatée, les exilés ne se trouvent pas plus insatisfaits de leur métier et de leur revenu que les immigrants. Cette recherche évoque la probabilité de l'existence d'un taux élevé de travailleurs autonomes parmi les immigrants et les exilés iraniens, ce qui est susceptible d'entraîner un niveau plus élevé de revenu et d'indépendance que ne le feraient des emplois ouvriers et salariés. Les résultats de cette étude révèlent en effet que 62,1 % des exilés et 52,2 % des immigrants étaient travailleurs autonomes au moment de l'étude (*ibid.* : 130).

5.1.7. Discrimination envers les Iraniens

Alors que les problèmes sociaux liés aux immigrants iraniens ont été rares aux États-Unis, les membres provenant de cette origine souffrent plus souvent de la

discrimination que d'autres groupes d'immigrants. L'étude de Bozorgmehr et Sabagh (1991) démontre bien qu'à la fin des années 1980, une proportion de 20 % des répondants iraniens ont été victimes de discrimination à un moment ou à un autre³¹. En dépit d'une baisse marquée de l'incidence de la discrimination envers les Iraniens de 27 % en 1979-1980 à 10,4 % en 1987-1988, la perception du préjudice s'aggrave et atteint presque 50 %. En effet, 41,3 % des exilés comparativement à 52,4 % des immigrants partagent ce sentiment de préjudice. Cependant, les Iraniens exilés remarquent moins cette discrimination que les immigrants faisant partie de groupes religieux comme les musulmans (*ibid.* : 130-131).

Ce préjudice anti-iranien est probablement une réplique aux sentiments anti-impérialistes de certains Iraniens contre les États-Unis pendant et après la révolution iranienne, lors de l'occupation de l'ambassade américaine à Téhéran et durant la crise de la détention des otages américains entre 1979 et 1981. Résumons les événements qui ont mené à cette prise d'otages. Lors d'un séjour aux États-Unis de l'ex-shah et de sa femme, Mohammad Reza et Farah Pahlavi, pour des raisons médicales, à l'anniversaire de l'exil de l'ayatollah Khomeiny, certains étudiants iraniens, surnommés *Daneshjooyaan-é-Khaté-Imam*, c'est-à-dire « les étudiants qui adhèrent aux perceptions pures de l'ayatollah Khomeiny », ont escaladé les murs de l'ambassade américaine à Téhéran, occupant la bâtisse et capturant 52 Américains. Les motifs de ces étudiants étaient les suivants : l'humiliation par les Américains du peuple iranien en accueillant le shah exilé et son épouse et la protestation au non-engagement du gouvernement de Mehdi Bazargan, premier ministre intérimaire élu par l'ayatollah Khomeiny, le *Guide de la révolution islamique*, estimant sa politique à l'égard des États-Unis non en accord avec les principes de la Révolution, *Enghelâbi*. Ces derniers demandaient l'arrêt du shah exilé et son renvoi en Iran pour être jugé par les tribunaux révolutionnaires.

³¹ « *Considering the severity of anti-Iranian feelings during the Iranian hostage crisis, we asked the respondents about their actual experience with discrimination during this period (late 1979-80) and at the time of the survey (1987-88).* » (Bozorgmehr et Sabagh, 1991 : 130)

L'occupation de l'ambassade gagne l'appui de l'ayatollah et du conseil de la révolution, *Chorâ-y-È-Énghélâb*, ce qui aboutit finalement à la démission du gouvernement et au transfert de la gouvernance du pays directement à ce conseil. Ainsi, les abords de l'ex-ambassade américaine, dénommée par l'ayatollah le *Lâneyeh-È-Jâssoussi*, c'est-à-dire « le nid de l'espionnage », devient la scène de manifestations continues et quotidiennes de différents groupes de la population criant « *Marg-Bar-América* », c'est-à-dire « mort aux États-Unis », de la mise à feu du drapeau américain et de son piétinement par la foule en colère. Cette crise de 444 jours provoque une grande propagande médiatique négative contre l'Iran et les Iraniens à travers le monde, en particulier aux États-Unis. En diffusant très fréquemment les images de ces événements, en montrant les pleurs et les souffrances des membres des familles des otages demandant leur libération et leur retour au pays, les stations de télévision américaines contribuent à nourrir et à amplifier les sentiments anti-iraniens.

Cette crise amène le président américain de l'époque, Jimmy Carter, à demander la mise en vigueur de l'Iranian Control Program. Ce programme passe au crible environ 57 000 étudiants iraniens, le plus important groupe d'étudiants étrangers aux États-Unis à l'époque, afin de s'assurer de la légalité de leur statut. Ainsi, chaque étudiant doit s'enregistrer au Immigration and Naturalization Service (INS) pour obtenir un visa valide et fournir la preuve de son inscription à plein temps aux études. Éventuellement, ceux qui ne peuvent pas subvenir à leurs besoins seront sujets à la déportation. Cela débouche sur des poursuites contre le gouvernement américain par plusieurs étudiants en raison de l'annulation du décret présidentiel. En protestant contre cette pratique injuste, les étudiants réclament la protection des droits personnels, tandis que le gouvernement justifie ses mesures par le désir de protéger les intérêts nationaux. Alors que la Cour, au début, rejette les prétentions du gouvernement, la Cour supérieure, par la suite, statue à son profit. Avec cette mesure, le gouvernement américain ne renverra finalement qu'un peu moins d'un millier d'étudiants iraniens (Bozorgmehr, 2007 : 476).

Lors de l'avènement de tout conflit entre l'Iran et les États-Unis, les immigrants iraniens deviennent les premières victimes des tensions dans leur pays d'accueil. Autrement dit, malgré leur forte opposition au régime iranien, les exilés deviennent de simples cibles pour le ressentiment du peuple américain. Pourtant, on constate que le comportement des Iraniens ne provoque pas d'hostilité avec d'autres groupes. Le cas des commerçants iraniens à Los Angeles, qui ont une clientèle majoritairement non-iranienne, en est un bon exemple. Bien que certains commerces iraniens soient incendiés en réaction à la crise des otages en Iran (Bozorgmehr, Der-Martirosian et Sabagh, 1996), les immigrants iraniens à Los Angeles n'expérimentent pas des conflits intergroupes associés à ces événements. Même pendant les émeutes de 1992 dans cette ville, seule une photographie présente un panneau persan, à l'extérieur d'un commerce brûlé. C'est pour ces raisons que les marchands iraniens ont été capables de continuer leurs affaires sans devoir entreprendre des démarches collectives (Min et Bozorgmehr, 2000 : 727-728).

Un grand nombre d'Iraniens habitant aux États-Unis reconnaissent avoir subi de la discrimination après les événements du 11 septembre 2001. Alors que les Iraniens se distinguent dans l'initiative du National Security Entry-Exit Registration System (NSEERS), la désignation de la République islamique de l'Iran comme faisant parti de l'*Axe du mal*, par le président américain George W. Bush, cause l'arrêt de l'émission de visas pour les Iraniens possédant des passeports iraniens. Encore une fois, les Iraniens réfugiés aux États-Unis sont pris entre deux feux et subissent les contrecoups d'un conflit qui ne les concerne pas.

5.2. Au Canada

Si l'émigration massive d'Iraniens est un phénomène assez récent, il l'est plus encore au Canada. Les pays européens ont de vieilles relations politiques et commerciales avec les dernières dynasties royales régnant en Iran depuis les Safavides (1501-1732). Les voyages des shahs perses en Europe commencent par celui de Naséredin Shah-É-Ghâjâr, l'un des rois les plus connus de la dynastie

Ghâjâr, et de ses accompagnateurs, dont certains ministres, en Europe, nommée « *Farangéstan* » durant cette période. Pendant l'ère de Pahlavi, afin de moderniser et de rénover le pays, Reza Chah, premier shah de cette dynastie, envoie quelques cohortes d'étudiants iraniens en Europe pour qu'ils se mettent à jour en sciences. Par la suite, ces étudiants jouent un rôle important dans la création d'un nouveau système d'éducation et dans la réforme administrative politique de l'Iran. Alors que les élites iraniennes continuent de fréquenter les élites des pays européens, le coup d'État des Américains contre le gouvernement national de Mohammad Mossadegh occasionne le renforcement des relations entre l'Iran et les États-Unis. De plus, la fascination de l'Iran pour le pouvoir et l'industrialisation, la forte demande de spécialistes et d'ingénieurs, l'augmentation du pouvoir d'achat de la classe moyenne ainsi que le taux de change très bas du rial vis-à-vis du dollar américain poussent les Iraniens à voyager aux États-Unis, soit comme étudiant, soit comme touriste.

Jusqu'à la fin des années 1970 et le début des années 1980, le Canada n'arrive pas à attirer les immigrants iraniens autant que les États-Unis. D'ailleurs, selon les données présentées par Morin (1966), seulement 123, 78, 57, 7, 14 et 140 personnes d'origine iranienne sont accueillies au Canada au cours de six premières décennies du 20^e siècle (p. 32). De même, de 1961 à septembre 1965, il estime qu'environ 154 immigrants iraniens sont entrés au Canada (p. 62); après la Deuxième Guerre mondiale, de 1946 à 1964, les statistiques permettent de constater l'entrée de seulement 312 immigrants iraniens (p. 27). De plus, il est à noter qu'en 1964 presque un immigrant iranien sur trois entre au Canada via les États-Unis (p. 65). Rappelons ici que Bozorgmehr (2007 : 469) affirme que seuls 2000 Iraniens sont admis aux États-Unis de 1925 à 1950.

5.2.1. La première vague

Les raisons de la présence des Iraniens au Canada ne sont pas différentes de celles de leur présence dans les autres pays à travers le monde, en particulier les États-Unis, à un détail près : États-Unis et Canada sont deux possibilités

intéressantes pour les Iraniens, bien que la majorité d'entre eux pencheront pour les États-Unis. Les modifications apportées à la Loi sur l'immigration de 1967, au Canada, avec, entre autres, l'installation du système de points évaluant les immigrants autant sur leurs compétences scolaires et professionnelles que sur la connaissance des langages officielles, favorisent la venue et l'accueil des Iraniens au Canada (Mirfakhraei, 1999). Les données de Statistique Canada confirment effectivement l'accroissement relatif du nombre d'immigrants iraniens, surtout vers la fin des années 1960, avec une pointe de 620 personnes. Tel que mentionné plus tôt, les mêmes éléments encourageant l'envoi des étudiants et des visiteurs à l'extérieur du pays, particulièrement aux États-Unis, contribuent à la demande pour le Canada. Alors que l'éloignement et le climat froid font du Canada une destination moins invitante pour les étudiants que d'autres pays, surtout les États-Unis et l'Europe, les séjours plus fréquents des étudiants et de leurs familles, de même que la description que ces visiteurs font du Canada et de ses avantages potentiels, une fois rentrés en Iran, contribuent à donner une image plus positive de ce pays au peuple iranien. À cet égard, mentionnons la contribution assez importante de l'installation de bureaux commerciaux d'immigration pour la clientèle iranienne agissant comme intermédiaires pour remplir les procédures d'admission dans les collèges et dans les universités canadiens ainsi que dans les institutions canadiennes d'enseignement de l'anglais.

De plus, lors des derniers mois du régime du shah ainsi qu'au milieu de la révolution de 1978, le régime enlève le préalable obligatoire de la compétence de langue étrangère pour émettre l'autorisation de sortie des étudiants diplômés masculins du niveau secondaire tentant d'étudier hors du pays afin d'éviter le service militaire à l'âge de 18 ans. La situation incertaine du pays et la pression des jeunes gens pour sortir rapidement, sortie qui dépend de la présentation d'au moins une admission officielle dans un institut de langue étrangère, conduisent un certain nombre d'Iraniens à se tourner vers ces institutions commerciales qui sont capables de les admettre rapidement. En plus de ces jeunes individus tentant d'étudier au Canada, d'autres groupes, comme des familles, des fidèles et des partisans des

leaders du régime monarchique ainsi que des membres des minorités religieuses, les bahaïs en particulier, font partie des personnes qui veulent quitter l'Iran pour le Canada. C'est ainsi que le nombre d'admissions d'immigrants iraniens au Canada, sans considérer le nombre des résidents temporaires, augmente à 3455 personnes pendant les années 1970, soit presque six fois plus que pendant les années 1960 (tableau 15).

Les premières vagues d'immigration iranienne au Canada, comme ailleurs dans le monde, qui datent d'avant la révolution islamique de 1979, se caractérisent principalement par « la fuite des cerveaux ». Cette fuite est attribuable aux problèmes systémiques dans le système d'études supérieures en Iran (le manque de moyens appropriés pour satisfaire les aspirations éducationnelle et professionnelle d'une classe moyenne en croissance en Iran) (Sadeghi, 2006 : 32) et aux échanges inégalitaires entre les pays dominants et dominés qui se caractérisent par le recrutement sélectif d'une force de travail disponible et qualifiée par les pays dominants (Moallem, 1989 : 132). Durant cette période, les caractéristiques communes de la majorité des émigrants sont les suivantes : il s'agit surtout d'hommes célibataires provenant de familles de milieux professionnels; leur immigration est volontaire; ils ont des goûts pro-occidentaux, ils se marient avec des Canadiennes, mariages qui, souvent, dans le cas des Iraniens étudiant dans les universités canadiennes, deviennent un motif pour immigrer de façon permanente afin de travailler sans problème au Canada; ils ont une position privilégiée sur le marché de l'emploi. Ainsi, à cause de l'ensemble de ces caractéristiques et la position pro-occidentale de la riche monarchie gouvernant l'Iran, on peut comprendre que cette population relativement peu nombreuse ne ressent pas, à ce moment-là, autant le besoin de s'attacher à une organisation particulière qu'à fonder une communauté unie et forte (*ibid.* : 129-130).

5.2.2. La deuxième vague

La deuxième vague d'immigration arrive au Canada pour des raisons bien différentes de la première : elle fuit l'attaque de l'Iran par l'Iraq de Saddam Hossein et le début de la guerre, elle fuit les conflits ethniques et politiques dans les provinces frontalières comme le Kurdistan, la répression politique après la révolution contre les groupes d'opposition autant musulmans que non musulmans, le rejet des droits sociaux et les menaces qui pèsent sur certaines minorités religieuses comme les bahaïs et la limitation pour des activités sociales et politiques des femmes, par exemple l'interdiction pour une femme d'être juge ainsi que l'obligation du port du hijab. En fait, la monopolisation du pouvoir par un groupe d'ayatollahs et la consolidation du régime pendant la guerre désespèrent un grand nombre de leaders politiques et sociaux, laïcs et religieux, qui imaginaient autrement les lendemains de la victoire de la révolution contre le régime monarchique. Les jeunes gens habitués à la société assez occidentalisée d'avant la révolution, malgré leur rôle actif dans l'avènement de la révolution, rencontrent de plus en plus d'obstacles qui contraignent leurs libertés individuelles et collectives. De plus, ces jeunes sont obligés de participer à une longue guerre dont les objectifs s'élargissent sans cesse³² et sans l'espoir d'en connaître la durée précise. C'est pourquoi le désir de sauver leur propre vie et le désir de trouver de meilleures perspectives d'avenir poussent certains d'entre eux à quitter le pays.

Ces personnes possèdent des intérêts communs, des positions sociale, politique et juridique semblables, approximativement le même niveau d'éducation et le même genre d'expérience professionnelle, et sont sensiblement du même âge; toutes ces caractéristiques communes influencent leur manière de quitter l'Iran et leur admission dans d'autres pays. Pour ceux qui ne sont pas contraints de sortir, en tenant compte du comportement désagréable des Américains et des obstacles qui se dressent devant les Iraniens voulant entrer aux États-Unis (contre l'accueil des

³² Par exemple, dans des propagandes et des slogans, on mentionne le rêve de la conquête de Jérusalem ou « Gods ».

Iraniens aux États-Unis après la prise des otages américains à Téhéran³³), le Canada devient la destination idéale et l'alternative principale pour les requérants du statut d'immigrant ou de réfugié. En effet, en recourant à la catégorie d'immigrant économique et au parrainage, les Iraniens ayant une bonne scolarité et une bonne richesse ou encore ceux pouvant se faire parrainer par des membres de leur famille et d'autres groupes habitant au Canada deviennent assez facilement résidents permanents au Canada.

D'ailleurs, un certain nombre de ces individus ne sont pas autorisés à sortir de leur pays. Il s'agit des membres des groupes de gauche menant des activités militaires contre le nouveau régime après la révolution, dont les groupes des « Combattants du peuple » et les communistes, certains membres de l'ancien régime, certains groupes politico-ethniques comme les différentes catégories de Kurdes, les jeunes hommes qui s'enfuient pour éviter le service militaire obligatoire durant la guerre, etc. Ainsi, afin de quitter l'Iran, ces personnes ont fréquemment recours aux passeurs pour traverser les vastes frontières, souvent par la montagne, vers la Turquie, le Pakistan, voire l'Irak de Saddam Hussein. Une fois hors de l'Iran, après s'être présentés à la police, ces requérants du statut de réfugié se dirigent vers les représentants des Nations Unies pour déposer leur demande et répondre aux questions des intervieweurs pour la vérification de leur demande. Ensuite, ils attendent la réponse, parfois positive parfois négative, dans des camps prévus à cette fin, ou ailleurs, souvent pendant des mois. Alors qu'une réponse négative est synonyme d'un probable renvoi vers l'Iran, une réponse positive leur permet de se diriger vers les représentants des pays d'accueil de réfugiés, dont le Canada. C'est parmi ces groupes identifiés comme des réfugiés qu'est effectuée la sélection basée sur les critères de préférences qui diffèrent d'un pays à l'autre. Voici l'un des deux processus les plus fréquemment utilisés par lesquels les Iraniens, demandant le statut de réfugié pour entrer au Canada, obtiennent le statut de résident permanent lors de leur arrivée.

³³ En effet, on constate un dualisme et une contradiction parmi les politiques étatsuniennes d'accueil des Iraniens. Alors qu'ils accueillent la majorité des requérants iraniens, ils n'arrêtent pas leur humiliation pendant cette période.

Néanmoins, ce processus poussant les Iraniens à quitter leur pays d'origine est fait sans même que les migrants aient une idée de leur destination. L'orientation vers les pays d'asile n'est qu'à l'étape suivante et se fait selon la familiarité avec le pays d'accueil, le fait d'y avoir étudié, d'y avoir de la famille ou des amis. D'ailleurs, ce processus long et difficile ne garantit pas que le pays en question accepte la demande du réfugié, particulièrement le Canada avec sa fiche de points. C'est pourquoi l'entrée non autorisée au Canada devient une solution très répandue chez les Iraniens et les réfugiés d'autres origines. Fait intéressant : autant les personnes issues des classes populaires que celles provenant des classes favorisées (qui seraient probablement acceptées en passant par le processus officiel) commencent à entrer au Canada dans l'illégalité. Parfois, ils arrivent à sortir, accompagnés de toute leur famille, de la frontière aérienne de l'aéroport international de Téhéran sans aucun problème et en toute légitimité. En identifiant les réseaux de passeurs, ces clients communiquent avec eux avant leur départ directement ou par des intermédiaires, sortent de l'Iran en direction de pays européens ou d'Amérique latine en attendant d'entrer en contact avec des passeurs et ces derniers, en échange d'un gros montant d'argent, préparent des passeports clandestins et des billets d'avion pour leurs clients. À condition de ne pas être identifiés aux frontières aériennes des pays de transit, ces clients seront capables d'entrer dans l'un des aéroports canadiens et de déposer leur demande. Le reste du processus a été présenté un peu plus haut dans la partie consacrée à l'histoire de l'immigration au Canada.

Ce survol permet de mieux comprendre l'augmentation de la proportion des réfugiés iraniens au Canada durant les années 1980. Selon les statistiques reliées au nombre d'Iraniens arrivés au Canada pendant cette période, 32 % des immigrants sont des réfugiés, 32 % des immigrants indépendants et seulement 15 % sont acceptés suivant la politique de réunification des familles, alors qu'entre 1968 et 1979 la grande majorité des Iraniens arrivant au Canada étaient des immigrants indépendants (Moallem, 1989). Durant les années 1985 et 1986, l'Iran prend le

treizième rang parmi les pays envoyant le plus d'immigrants au Canada, tandis que 10 % des requérants du statut de réfugié viennent de l'Iran. En effet, en 1983, l'Iran s'ajoute à la liste des pays (appelée la liste B-1) desquels des individus peuvent être admis sur des bases humanitaires (*ibid.* : 134). D'après les statistiques de la Section de la protection des réfugiés (SPR) de la Commission de l'immigration et du statut du réfugié du Canada (CISR), du début des travaux de la commission jusqu'en 1988 et 1989, la proportion de requérants d'asile d'origine iranienne acceptés passe de 89 % à 92 % (tableau 19). Par conséquent, durant les années 1980, le nombre d'immigrants iraniens admis au Canada atteint environ 20 700 individus, presque six fois plus que lors de la décennie précédente (tableau 15).

Précisons que près de 99 % de la population iranienne est de confession islamique (89 % de chiites et 10 % de sunnites). Le 1 % restant inclut les chrétiens, les juifs, les zoroastriens, les bahaïs et les autres minorités religieuses. Ainsi, l'islam chiite est la religion officielle du pays et la politique iranienne se réfère au Coran pour légiférer vis-à-vis des autres religions; la loi constitutionnelle iranienne identifie donc le judaïsme, le christianisme et le zoroastrisme comme des minorités officielles : leurs droits sont respectés et ils ont même des représentants élus au Parlement. Par contre, le babisme ou bahaïsme qui s'enracine dans l'islam chiite est considéré comme une secte non légitime qui contredit certains préceptes primordiaux de l'islam tels que le rôle du prophète Mohammad en tant que dernier messenger de Dieu. Ainsi, les membres de cette minorité deviennent l'objet de fortes persécutions de l'État au nom de l'islam. Après la révolution, les bahaïs sont privés des droits ordinaires de citoyenneté que possèdent les autres citoyens³⁴, ce qui occasionne l'émigration massive de ces fidèles partout dans le monde. Ainsi, en 1981, le Canada adopte des mesures humanitaires qui octroient le statut de résident permanent à un certain nombre de bahaïs; la communauté bahaïe habitant déjà au Canada joue un rôle actif dans le parrainage de ses membres.

³⁴ Il est à noter que le bahaïsme n'était pas non plus une minorité religieuse officielle même avant la révolution de 1979 et se qualifiait souvent comme la secte *Zalleh*, c'est-à-dire égarée. Cependant, les croyants du bahaïsme étaient libres d'avoir leurs réunions religieuses ainsi que leurs métiers. De plus, une rumeur courait selon laquelle plusieurs fonctionnaires principaux du régime précédent appartenaient à ce groupe.

Les femmes iraniennes font partie des groupes les plus importants qui demandent l'asile au Canada. Elles avaient un rôle très actif lors de la révolution islamique en 1979; elles participaient même aux manifestations contre le régime avant les hommes. Influencées par la philosophie de l'islamologue moderne Ali Chariati, professeur enseignant la sociologie des religions en critiquant à la fois les politiques pro-occidentales du shah et certaines opinions chiïtes des religieux traditionnalistes, les femmes rêvaient d'une société musulmane, démocratique, moderne, pleine de libertés individuelles et sociales. Avant même de savoir ce qu'elles voulaient changer, elles étaient conscientes de rejeter le modèle dominant de la femme occidentalisée présenté durant l'ère du shah, jouant le rôle d'une consommatrice de valeurs et de marchandises fabriquées dans les pays occidentaux. De plus, dans les paroles du *Guide de la révolution*, il n'y avait aucune allusion à la possibilité de l'obligation de porter le hijab et à des limitations sociales pour les femmes; pourtant, l'oppression des femmes commence dès le lendemain de la révolution. L'obligation de porter certaines formes de vêtements, l'interdiction de porter du maquillage à l'extérieur de la maison, l'exclusion des femmes de certains postes incitent certaines femmes à quitter l'Iran. Les femmes iraniennes deviennent des nouvelles immigrantes socioculturelles (Nassehi, 1995). Ainsi, à l'inverse de la première vague migratoire, cette deuxième vague implique beaucoup plus les femmes (Moallem, 1989 : 142).

Enfin, l'événement marquant de la deuxième vague a trait à l'exode des élites, des professionnels, des entrepreneurs, des professeurs d'université et même des experts retournés au pays après la révolution. D'après le ministère de la Culture et des Études supérieures de l'Iran, alors que 16 222 professeurs enseignaient dans les institutions d'éducation supérieure lors de la fermeture des universités iraniennes en 1980 sous le prétexte de la « révolution culturelle », ce nombre baisse à 9042 en 1982 lors de leur réouverture (Hakimzadeh, 2006 : 3). En fait, ce phénomène à lui seul représente la mesure de l'exode des cerveaux commencé à un niveau beaucoup plus faible durant la première vague de l'émigration des Iraniens. Ce phénomène

s'accroît fortement au cours de cette période et se poursuit jusqu'à maintenant. Le Canada fait partie des pays qui profitent le plus de la fuite de ces cerveaux.

5.2.3. La troisième vague

La fin de la guerre contre l'Irak par l'acceptation de la résolution 598 du Conseil de sécurité de l'ONU par l'Iran entraîne immédiatement la chute de la valeur du dollar qui se traduit par l'augmentation du pouvoir d'achat de la monnaie nationale. Cependant, cela ne dure pas longtemps et la tendance à la hausse de la valeur du dollar reprend incessamment. L'absence d'un plan économique et social précis dans les politiques des gouvernements de Rafsandjani et de Khatami n'offre pas les bases d'une certitude de progrès futur pour le pays. L'absence d'un tel plan et l'unanimité des autorités officielles causent de fortes fluctuations politiques à court terme. Cette incertitude et cette inquiétude sur le futur ne se limitent pas seulement aux questions économiques, mais aussi aux questions politiques et sociales. Dans un pays où 25 millions de personnes (36 % de la population) ont entre 19 à 29 ans (Hadj Ali Akbari, 2008)³⁵, la plus grande inquiétude des familles a trait à l'avenir de leurs enfants. De plus, la diffusion des médias internationaux et satellites ainsi que l'augmentation du nombre de jeunes scolarisés grâce à la croissance des institutions d'études supérieures, en particulier l'Université privée libre islamique, *Daneshgah-É-Azad*, contribuent à l'augmentation des besoins du peuple et des jeunes. Ignorant à quel point vivre dans un autre pays pourrait améliorer leurs conditions de vie, ces jeunes commencent à réfléchir sérieusement à l'émigration. La propagande dans certains journaux³⁶ à propos des politiques assez généreuses pour l'accueil des immigrants et la qualité de vie dans des pays comme le Canada et l'Australie s'accroît. Toutefois, la focalisation sur le premier pays est plus forte. Il s'agit peut-être du voisinage des États-Unis, des transactions commerciales avant et pendant la guerre, de la réception des immigrants économiques, des réfugiés et des demandeurs

³⁵ Hadj Ali Akbari, président de l'Organisation nationale des jeunes de l'Iran (14 juillet 2008), *MehrNews.com* : <http://www.mehrnews.com/fa/NewsPrint.aspx?NewsID=714091>.

³⁶ Parmi ces journaux, on peut faire allusion au journal connu de l'Industrie du transport qui se spécialise dans le tourisme, la présentation des règlements de l'entrée aux pays, etc.

d'asile pendant la guerre qui forment peu à peu des réseaux de familles et d'amis au Canada.

De plus, les nombreux avantages découlant de l'accueil des requérants d'asile sur le territoire canadien incitent un certain nombre d'Iraniens à demander asile. C'est ainsi que, durant la première moitié des années 1990, le nombre de demandeurs d'asile commence à croître de sorte que, en 1995, les demandes d'asile déférées à la Section de la protection des réfugiés atteignent le sommet de 1948. Cette année-là, une proportion de 72 % des demandes réglées sont acceptées, soit la proportion la plus élevée de toute la décennie suivante. Toutefois, ces demandes commencent à diminuer après 1995, de sorte qu'elles arrivent à 765 en 2000 et à seulement 207 en 2007 (tableau 19). Le fait que le nombre de demandes de 2007 soit presque un dixième de celui de 1995 a peut-être deux causes. D'une part, les autorités canadiennes réussissent à identifier des réseaux de passeurs et à empêcher le recours à ce moyen illégal (leurs clients cherchent probablement l'asile dans des pays comme la Grande-Bretagne) (tableau 16), d'autre part, la proportion des réponses positives des demandes réglées, à l'exception de l'année 1999, ne dépasse pas 60 %, ce qui pourrait être attribué aux politiques assez libérales et démocratiques de Khatami au début de son ère présidentielle. Par contre, à partir de 2005, étant donné l'échec des politiques réformistes et l'accroissement des pressions sur les journalistes et les réformistes, les demandes acceptées recommencent à dépasser la barre de 70 % (tableau 19).

Alors que pendant les années 1990 la tendance à la hausse du nombre de réfugiés et de requérants d'asile iraniens vers le Canada commence à diminuer, à partir de 1995 le nombre des résidents permanents iraniens, dont une majorité d'immigrants économiques et de personnes profitant du programme de regroupement familial, augmente. Selon les chiffres de Statistique Canada, de 1991 à 1995, 15 535 personnes sont admises, nombre qui augmentera de 1,6 fois de 1996 à 2000. Au total, le Canada accueille 40 200 résidents permanents iraniens entre 1991 et 2000, un nombre presque deux fois supérieur à celui de la période précédente.

Cette tendance s'accélère même au cours de la période allant de 2001 à 2006 avec l'arrivée de 27 600 personnes (tableau 20), dont une majorité d'immigrants économiques indépendants. Cela veut dire que le Canada a réussi à attirer une grande partie des personnes qualifiées possédant de bonnes connaissances scientifiques. De plus, le capital et l'expérience des investisseurs et des entrepreneurs iraniens contribuent au progrès économique et social du pays.

La Banque mondiale, dans son rapport de 2003 sur la migration des citoyens à l'extérieur des pays, en prenant comme critères la scolarisation et le pouvoir économique des immigrants, place l'Iran au premier rang devant les 91 autres pays en voie de développement. Ce rapport estime le départ annuel hors de l'Iran de 150 000 à 180 000 personnes extrêmement qualifiées et possédant des diplômes d'études supérieures. De plus, la Banque mondiale estime que 13 % des diplômés universitaires émigrent hors de l'Iran en 2000³⁷. Selon un professeur de l'Université Shahid Beheshti en Iran, 90 des 125 étudiants se trouvant dans les trois premiers rangs dans les olympiades scientifiques internationales, durant la période de 2000 à 2003, étudient actuellement dans les universités américaines. De plus, alors que le taux de chômage officiel des médecins est de 13 %, des évaluations officieuses l'estiment à 20 % (Yazdani, Ayandeh : 2008). Selon un recensement de l'Organisation des jeunes Iraniens situés à l'intérieur de l'Iran, une proportion de 44 % des 16 000 répondants songent à sortir du pays (*ibid.*).

Cependant, cette tendance migratoire ne se limite pas qu'aux personnes habitant en Iran et qui sont contre les politiques du régime actuel. Par exemple, selon les rapports du Département des bourses et des étudiants étrangers du ministère des Études supérieures, 1266 étudiants boursiers étudiaient à l'extérieur du pays en 2002, dont 28,13 % en Angleterre, 12,2 % au Canada et 11,5 % en France. Cette même année, seulement 157 diplômés sont retournés au pays (*ibid.*). D'après l'ancien chef de la Cour de vérification iranienne, 743 de ces étudiants boursiers ne sont pas retournés au pays tandis que l'État a dépensé un montant de 98 millions de

³⁷ Voir <http://siteresources.worldbank.org/NEWSFRENCH/Resources/migration08-MENA.pdf>.

dollars pour leurs études³⁸. En plus de devoir participer à un concours évaluant leurs compétences et connaissances scientifiques, ces étudiants sont obligés, avant de leur départ, de mettre une propriété en garantie à la disposition de l'État afin d'assurer leur retour. Même les fonctionnaires de la République islamique ne font pas exception : le Canada et d'autres pays sont témoins de l'arrivée progressive des membres des familles de ces fonctionnaires qui rejoignent parfois leur famille à l'étranger. Même lorsqu'ils travaillent en Iran, ces fonctionnaires sont intéressés à investir dans une entreprise ou à en démarrer une au Canada ou dans des pays similaires et à envoyer leurs enfants dans ces pays afin qu'ils y poursuivent leurs études.

Ce survol permet de comprendre les raisons du récent départ des Iraniens arrivant au Canada au cours des différentes vagues migratoires. À l'inverse des États-Unis, l'arrivée de la majorité des immigrants iraniens au Canada se fait dans les dernières années. Selon les recensements canadiens, l'Iran se trouve parmi les dix pays qui envoient le plus d'immigrants au Canada depuis le début du 21^e siècle (tableau 6). De même, depuis 1995, parmi tous les pays africains et moyen-orientaux, l'Iran est constamment à la tête des pays envoyant le plus d'immigrants au Canada (tableau 21). Un rapport de la British Broadcasting Corporation (BBC, 2003) basé sur une enquête de certains Iraniens habitant hors de l'Iran, attribue les raisons principales de leur départ à la faiblesse de l'économie, au manque de droits individuels et de liberté ainsi qu'à une incertitude quant au développement de la politique actuelle. En fait, l'avènement de la dernière fermeture politique après l'échec des réformistes contribue à encourager un grand nombre d'Iraniens à émigrer plus rapidement que jamais.

5.2.4. Lieux de concentration et activités

L'usage de la langue anglaise par les Iraniens les a dirigés majoritairement vers les provinces anglophones : ils se retrouvent surtout en Ontario (59,2 %), en

³⁸ Rahimi, M.R., site de Tabnak (14 juillet 2008), code 13795://tabnak.ir/pages/print.php?cid=13795.

Colombie-Britannique (24,7 %) et au Québec (9,7 %). En plus de la préférence linguistique, des éléments tels que le climat plus agréable, l'accès moins limité au marché de l'emploi, l'installation précédente des amis et des familles de même que l'existence de réseaux économiques et sociaux iraniens orientent la destination des nouveaux arrivants. Selon Statistique Canada, durant les années 1990, la proportion d'immigrants iraniens en Ontario est à la hausse avant de subir une légère baisse dans les dernières années du 20^e siècle. Par contre, la proportion d'Iraniens choisissant d'habiter en Colombie-Britannique ne cesse d'augmenter lors de la deuxième moitié du 20^e siècle, surtout au détriment du Québec. Toutefois, le Québec arrive à attirer une proportion plus élevée de nouveaux immigrants d'origine iranienne depuis le début du 21^e siècle (tableau 22).

En ce qui a trait à la taille de la communauté iranienne, les chiffres tirés des recensements de Statistique Canada ne sont pas parfaitement représentatifs en raison de l'existence de certaines limites : ces données se basent sur les informations de seulement 20 % des répondants. C'est pourquoi l'écart entre les données des bureaux de l'immigration et celles de Statistique Canada reste très élevé. De plus, certaines personnes sont susceptibles d'être identifiées selon leur religion et non pas leur ethnie et certaines personnes sont toujours en attente d'une réponse à leur demande d'asile ou de statut de résident permanent et ne sont donc pas prises en compte dans le recensement. De même, il est possible qu'à cause de la crainte de réactions négatives dues à certains événements politiques et sociaux quotidiens en Iran, certains cachent leur origine afin de ne pas être identifiés comme Iraniens. Par conséquent, tous ces éléments aident à comprendre que la taille de cette communauté ne se limite pas aux chiffres officiels.

L'intégration des immigrants iraniens arrivés au Canada avant la révolution iranienne de 1979 se fait au niveau individuel plutôt que collectif. Cependant, l'augmentation du nombre d'immigrants iraniens à travers les temps les conduit à s'organiser graduellement en communauté. Alors que la diversité ethnique, culturelle, religieuse, politique et économique de cette population constitue une

contrainte à leur unification, des éléments tels que les circonstances sociales, économiques et politiques en Iran et au Canada, les règlements d'entrée au Canada, les contraintes de l'accès au marché du travail, la discrimination que subissent les Iraniens ainsi que la politique de multiculturalisme du Canada contribuent aux efforts continus de formation d'un groupe uni (Moallem, 1992). Un nombre important de journaux, de périodiques, de livres sont publiés par et pour les Iraniens dans les trois grandes villes métropolitaines du Canada, Toronto, Vancouver et Montréal. L'existence d'un grand nombre d'intellectuels et de scientifiques iraniens au Canada, aux États-Unis et dans les pays européens facilite ces actions. De plus, la création de différentes stations de radio et d'organismes culturels et sociaux dans les grandes villes permet le soutien des activités culturelles et des cérémonies iraniennes comme le *Nowruz* (célébration du nouvel an iranien) qui vient de devenir une célébration officielle en Ontario après que le seul représentant d'origine iranienne au Parlement ontarien ait appuyé cette cause. De plus, en tenant compte de leur niveau élevé d'éducation et d'expérience, les Iraniens se concentrent tant dans des emplois libéraux, comme la médecine, l'ingénierie, le droit, que dans des activités d'entrepreneuriat, comme la restauration, la construction, etc.

5.3. L'état des immigrants iraniens au Québec

En 2006, selon Statistique Canada, 9430 personnes ont déclaré être d'origine iranienne, dont 6,4 % n'ont qu'un statut de résident non permanent (tableau 20). Le portrait statistique de la population d'origine ethnique iranienne, recensée au Québec en 2001 (MICC, 2005), présente la majorité des plus récentes informations disponibles sur ce groupe dans la province de Québec. La plupart (94,2 %) des membres âgés de 15 ans et plus de cette communauté est née à l'extérieur du Canada, elle appartient donc à la première génération. Si 55 % de tous les immigrants du Québec ont immigré après 1980, 90,7 % des immigrants iraniens ont immigré durant la même période. De plus, selon Statistique Canada, 74,8 % de la population immigrante appartient à une minorité visible³⁹ (p. 3-4).

³⁹ La population totale faisant partie des minorités visibles et non visibles. Le concept de « minorités visibles » désigne les personnes identifiées en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi, selon

En ce qui concerne les différentes catégories d'immigrants d'origine iranienne, entre 1981 et 2005, selon des statistiques non publiées recueillies par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles et par la Direction de la recherche et de l'analyse prospective, 14 668 immigrants iraniens sont arrivés au Québec, 84,6 % de ces personnes (12 415) ont 15 ans et plus, et 63 % sont âgées de 25 à 64 ans. En outre, les hommes sont plus nombreux que les femmes, soit 56 % contre 44 % (tableau 23). L'admission des Iraniens au Québec débute avec 228 individus en 1981 pour atteindre une pointe de 1002 personnes en 1987. Cependant, ce nombre atteint son pinacle de 1495 individus en 1991, le nombre le plus élevé de l'histoire de l'admission des Iraniens au Québec. En 1994 et 1995 on assiste à des baisses drastiques dans le nombre d'Iraniens accueillis au Québec : seulement 335 et 305 personnes respectivement arrivent au Québec pendant ces deux années (tableau 24). Il semble que le débat et le référendum sur l'avenir politique du Québec contribuent à ce déclin. Par contre, pendant l'année 2007, avec l'entrée de 1110 immigrants additionnels d'origine iranienne, l'Iran devient un des dix principaux pays de naissance des immigrants du Québec⁴⁰.

Quant aux catégories d'immigrants iraniens au Québec, les immigrants économiques et les réfugiés représentent respectivement 43,7 % et 40,3 % de la population d'origine iranienne; la catégorie du regroupement familial ne représente donc que 15,8 % de la population. Les années 1990 se caractérisent en général par la baisse de l'accueil des immigrants économiques au profit des réfugiés. En plus de la tenue du référendum au Québec et du niveau assez élevé de chômage, l'entrée plus grande de réfugiés iraniens constitue la raison d'être de cette tendance. Toutefois,

qu'elles sont ou non de race blanche. Aux termes de cette loi, les autochtones ne font pas partie des groupes de minorités visibles (http://www.statcan.ca/francais/concepts/definitions/vis-minorit_f.htm). Les minorités visibles font partie des populations des origines suivantes : Chinois, Sud-Asiatiques (p. ex. Indien de l'Inde, Pakistanais, Pendjabi, Sri-lankais), Noir (p. ex. Africain, Haïtien, Jamaïquain, Somalien), Arabe/Asiatique (p. ex. Arménien, Égyptien, Iranien, Libanais, Marocain), Philippin, Asiatique du Sud-Est (p. ex. Cambodgien, Indonésien, Laotien, Vietnamien), Latino-Américain, Japonais, Coréen, Autre (http://www.statcan.ca/francais/concepts/definitions/vis-minorit01_f.htm).

⁴⁰ Bulletin statistique trimestriel sur l'immigration permanente au Québec : 4^e trimestre 2007, Direction de la recherche et de l'analyse prospective, 25 février 2008, Immigration et Communautés culturelles.

cette tendance change au profit des immigrants économiques à partir à des années 2000, dont une proportion de 65,7% en 2005. La part des réfugiés partant du pourcentage infime de 0,9 % en 1981 atteint un sommet de 69,2 % en 1991 et cède sa place dominante aux immigrants économiques à partir de 2001. Ainsi, la catégorie des réfugiés iraniens ne constitue plus que 18,5 % de tous ces immigrants en 2005. De plus, la part du regroupement familial arrive à son sommet de 41,8 % en 1994 et surpasse les deux autres catégories seulement cette année-là (tableau 24).

Bien que chez les membres de cette communauté la connaissance de l'anglais est plus fréquente que celle du français, 59,4 % de ces immigrants connaissent les deux langues. Pourtant, la langue parlée de la majorité (58,4 %) de cette population à la maison n'est ni l'anglais, ni le français (MICC, 2005 : 6). En ce qui a trait à la scolarité des immigrants iraniens, 40 % des membres de cette communauté sont détenteurs d'un diplôme universitaire – plus que la moyenne québécoise. En effet, 48,8 % des membres de la société québécoise ne possèdent qu'un diplôme d'études secondaires ou un niveau de scolarité inférieur, tandis que cette proportion n'est que de 26,2 % pour la communauté iranienne. Sinon, 33,8 % des Iraniens possèdent soit un certificat ou un diplôme universitaire inférieur au baccalauréat (5,3 %), soit un diplôme d'études collégiales (13,3 %), soit un diplôme d'une école de métier (4,5 %), soit une formation postsecondaire partielle (10,7 %) (*ibid.* : 7).

En ce qui concerne le travail des immigrants iraniens, en 2001, on comptait 4645 personnes d'origine iranienne, âgées de 15 ans et plus, parmi la population active⁴¹ du Québec. Le taux d'activité⁴² de ces personnes (61,8 %) est un peu inférieur à celui de la population québécoise (64,2 %). De même, le taux de chômage⁴³ des personnes d'origine iranienne, estimé à 14,3 %, est supérieur à celui de l'ensemble de la population du Québec (8,2%). Les femmes de cette

⁴¹ Population active = le nombre des personnes occupées + le nombre de chômeurs.

⁴² Taux d'activité = le nombre de la population active / le nombre de la population âgée de 15 ans et plus.

⁴³ Taux de chômage = le nombre de chômeurs / le nombre de la population active.

communauté, avec un taux d'emploi⁴⁴ de 42,2 %, sont moins actives que les hommes sur le marché du travail. D'ailleurs, le revenu d'emploi a constitué la source principale de revenu des membres de la communauté iranienne (79,3 % pour les hommes et 77,8 % pour les femmes). Ceux vivant des transferts gouvernementaux ne représentent que 11,2 % des hommes et 16,6 % des femmes. Le revenu moyen des femmes (18 603 \$) aussi est inférieur à celui des hommes (24 211 \$) (*ibid.* : 7-8).

Par ailleurs, selon la Classification nationale des professions (CNP) extraite des statistiques de 2001, presque une personne sur cinq (21,2 %) de la population active expérimentée d'origine iranienne travaille dans le domaine de la vente et des services, 18,3 % dans celui de la gestion, 16 % dans celui des métiers, du transport et de la machinerie, 12 % dans celui des sciences naturelles et appliquées, 9,3 % dans celui des affaires, de la finance et de l'administration et 9,1 % dans le domaine des sciences sociales, de l'enseignement et de l'administration publique. Alors que les femmes d'origine iranienne sont plus actives dans le domaine de la vente et des services (27,5 %), des affaires, de la finance et de l'administration (17,2 %), de la santé (13,4 %), de la gestion (12 %), des sciences sociales, de l'enseignement et de l'administration publique (12,4 %), les hommes de la communauté iranienne travaillent principalement dans le domaine des métiers, du transport et de la machinerie (23,7 %), de la gestion (21,6 %), de la vente et des services (18,2 %), des sciences naturelles et appliquées (13,1 %) (*ibid.*).

En ce qui concerne la concentration géographique de la population immigrée d'origine iranienne au Québec, la majorité (90,4 %) réside dans la Région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal. Les RMR de Gatineau et de Québec représentent respectivement seulement une part de 2,6 % et de 1,2 %. En outre, plus de trois immigrants iraniens sur quatre résident dans la région administrative de Montréal, tandis que seulement 11,9 % et 5,4 % de la population

⁴⁴ Taux d'emploi = le nombre de personnes occupées / le nombre de la population âgée de 15 ans et plus.

habite respectivement les régions de la Montérégie et de Laval. Enfin, à l'intérieur du Grand Montréal, cette communauté se concentre surtout dans les arrondissements de Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce (22,7 %), de Côte-Saint-Luc/Hampstead/Montréal-Ouest (12,6 %) et de Ville-Marie (8,5 %) (*ibid.* : 9-10).

Tableau 15. Immigrants iraniens admis aux États-Unis, au Canada, en Allemagne, en Grande-Bretagne et en Suède : 1961 à 2005

	1961-1970	1971-1980	1981-1990	1991-2000	2001-2005
États-Unis	10 291	46 152	154 857	112 597	55 098
Allemagne	7 298*	14 173	67 022	24 131	6 024**
Canada	620	3 455	20 700	40 200	27 600**
Suède***	384	3 249	38 167	16 804	6 086
Grande-Bretagne	---	---	---	12 665	8 640

*Exclut 1961.

**Jusqu'à 2006.

*** Durant certaines années, les données suédoises ont catégorisé les immigrants iraniens en fonction de leur lieu de naissance et d'autres années selon le lieu de leur dernière résidence.

Sources: US Department of Homeland Security, Office of Immigration Statistics; Federal Statistical Office of Germany; Sweden Statistics; Statistics Canada; UK Home Office

Tableau 16. Demandes d'asile des Iraniens, 1995 à 2004

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	Total
Allemagne	4 314	5 264	4 490	2 955	3 407	4 878	3 455	2 642	2 049	1 374	34 828
Turquie	936	1 454	1 654	1 979	3 843	3 860	3 385	2 505	3 092	---	22 708
Grande-Bretagne	520	615	585	745	1 320	5 610	3 415	2 630	2 874	3 976	22 290
Pays-Bas	6 075	2 698	1 521	1 679	1 527	2 543	1 519	663	555	450	19 230
Autriche	485	656	502	950	3 343	2 559	734	760	979	347	11 315
Canada	1 901	1 728	1 210	880	794	767	768	381	329	342	9 100
États-Unis	498	468	811	746	778	870	944	880	503	421	6 919

Inclut seulement les pays d'asile industrialisés.

Sources : Governments, UNHCR. Compiled by: UNHCR, Population Data Unit.

Tableau 17
Immigration des Iraniens aux États-Unis : 1970-2004

Année	Nombre d'admis
1965-1969	5 935
1970	1 825
1971	2 411
1972	3 059
1973	2 998
1974	2 608
1970-1974	12 901
1975	2 337
1976	3 731
1977	4 261
1978	5 861
1979	8 476
1975-1979	24 666
1980	10 410
1981	11 105
1982	10 314
1983	11 163
1984	13 807
1980-1984	56 799
1985	16 071
1986	16 505
1987	14 426
1988	15 246
1989	21 243
1985-1989	83 491
1990	24 977
1991	19 569
1992	13 233
1993	14 841
1994	11 422
1990-1994	84 042
1995	9 201
1996	11 084
1997	9 642
1998	7 883
1999	7 203
1995-1999	45 013
2000	8 519
2001	10 497
2002	13 029
2003	7 251
2004	10 434
2000-2004	49,730

Sources : US Immigration and Naturalization Service, Annual Reports, and Statistical Yearbooks, 1978-1986.

US Department of Homeland Security, Statistical Yearbook of the Immigration and Naturalization Service, 1986-2004

Tableau 18 – Certaines caractéristiques des Iraniens non natifs aux États-Unis

Caractéristiques	Pourcentage
<i>Âge</i>	
24 ans et moins	12,3
25-34	14,9
35-44	27,3
45-54	21,3
55 et plus	24,2
<i>Décennie d'immigration</i>	
1990-2000	26,5
1980-1989	33,5
1970-1979	32,2
Avant 1969	7,7
<i>Éducation</i>	
Diplôme secondaire	22,6
Diplôme collégial	22,5
Un baccalauréat	29,4
Plus d'un baccalauréat	25,5
<i>Compétence en anglais</i>	
Parle bien ou très bien l'anglais	74,6
Ne parle pas l'anglais ou ne le parle pas bien	15,9
Non applicable (moins de 5 ans, parle la langue maternelle)	9,5
<i>Citoyenneté</i>	
Citoyen	61,6
Non-citoyen	38,4
<i>Participation de la main-d'œuvre (âgés de 25-64 ans)</i>	
Employé	70,5
Au chômage	3,3
Ne participe pas à la main-d'œuvre	26,2
<i>Occupation (âgés de 25-64 ans)</i>	
Gestionnaire/professionnel	50,2
Technique/vente/administration	22,5
Services	7,5
Opérateurs/travailleurs manuels	12,0
Au chômage ou non classifiée	0,8
<i>Taux de travailleurs autonomes</i>	21,8

Sources : US Bureau of the Census, 5 % Public Use Microdata Samples,
Weighted data

Tableau 19
Demandes d'asile déferées et réglées : Iraniens au Canada

	Déférées	Réglées	Acceptées	Rejetées	Désistements	Retraits	% Acceptées*
1989	946	463	425	33	4	1	92%
1990	1780	1223	1088	105	21	9	89%
1991	1700	2211	1905	192	65	49	86%
1992	1352	1217	924	220	38	35	76%
1993	1628	1279	816	341	66	56	64%
1994	1499	1299	986	217	60	36	76%
1995	1948	1223	882	201	93	47	72%
1996	1722	1785	1143	441	115	86	64%
1997	1208	1687	1080	424	110	73	64%
1998	889	1374	913	289	119	53	66%
1999	795	948	669	198	51	30	71%
2000	765	735	460	194	39	42	63%
2001	778	705	439	186	40	40	62%
2002	381	651	373	197	46	35	57%
2003	337	516	314	151	28	23	61%
2004	352	417	254	120	21	22	61%
2005	356	372	279	55	14	24	75%
2006	246	299	228	45	15	11	76%
2007	207	123	89	17	4	13	72%

* Le taux d'acceptation représente la somme des demandes d'asile qui sont acceptées, divisée par le nombre total de demandes d'asile réglées (acceptées, rejetées, désistements, retraits).

Source : Commission de l'immigration et du statut de réfugié, Section de la protection des réfugiés

Tableau 20 – Statut d'immigrant et période d'immigration**Canada**

Lieu de naissance du répondant	Total - Immigrants et résidents non permanents	Population des immigrants	Avant 1961	1961-1970	1971-1980	1981-1990	1991-2000	1991-1995	1996-2000	2001-2006
Total - Lieu de naissance du répondant	6 452 305	6 186 950	894 465	745 565	936 275	1 041 495	1 668 550	823 930	844 625	1 109 980
Iran	95 420	92 085	130	620	3 455	20 700	40 200	15 535	24 665	27 600

Québec

Lieu de naissance du répondant	Total - Immigrants et résidents non permanents	Population des immigrants	Avant 1961	1961-1970	1971-1980	1981-1990	1991-2000	1991-1995	1996-2000	2001-2006
Total - Lieu de naissance du répondant	900 475	851 560	95 245	101 560	120 730	144 525	218 715	109 640	109 075	193 905
Iran	9 430	8 830	20	75	610	2 595	3 560	1 775	1 785	2 170

Montréal

Lieu de naissance du répondant	Total - Immigrants et résidents non permanents	Population des immigrants	Avant 1961	1961-1970	1971-1980	1981-1990	1991-2000	1991-1995	1996-2000	2001-2006
Total - Lieu de naissance du répondant	782 290	740 355	82 785	89 700	106 225	128 065	190 570	97 515	93 055	165 345
Iran	8 660	8 140	20	65	545	2 455	3 320	1 625	1 695	1 945

Source : Recensements 2001 et 2006, Statistique Canada

Note : Les immigrants sont des personnes qui sont, ou qui ont déjà été, des immigrants reçus au Canada. Un immigrant reçu est une personne à qui les autorités de l'immigration ont accordé le droit de résider au Canada en permanence. Certains immigrants résident au Canada depuis un certain nombre d'années, alors que d'autres sont arrivés récemment. La plupart des immigrants sont nés à l'extérieur du Canada, mais un petit nombre d'entre eux sont nés au Canada. Comprend les immigrants arrivés au Canada avant le jour du recensement, le 16 mai 2006.

Tableau 21 – Canada : Résidents permanents – Pays d’Afrique et Moyen-Orient selon les principaux pays d’origine

Pays d’origine	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	Rang									
Iran	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Algérie	8	4	3	5	5	4	4	4	3	2
Émirats arabes unis	3	5	5	2	2	2	2	2	2	3
Liban	11	10	10	9	8	7	5	6	4	4
Maroc	13	11	4	4	3	3	3	3	5	5
Israël	4	3	2	3	6	5	6	5	6	6
Nigeria	18	17	13	15	12	12	18	13	9	7
Arabie saoudite	2	2	7	6	4	6	7	7	7	8
Égypte	6	8	9	8	9	8	8	8	8	9
Éthiopie	16	19	18	17	16	17	11	11	11	10
République démocratique du Congo	19	15	14	14	15	13	12	12	10	11
Afrique du Sud, République d'	5	6	6	7	7	9	10	14	16	12
Iraq	7	7	11	10	11	11	16	16	13	15
Koweït	9	12	16	13	10	15	13	18	15	16
République démocratique de Somalie	14	9	8	11	18	21	19	15	19	18
République du Soudan,	15	16	19	20	14	10	9	9	18	19
Ghana	10	13	15	18	21	18	22	21	17	21
Zimbabwe	43	41	41	40	40	33	20	10	23	26

Source : CIC, données 2006

Tableau 22 - Périodes d'immigration des immigrants iraniens au Canada

Lieu de naissance	Nombre d'immigrants					Répartition en %				
	Population immigrante	Période d'immigration				Population immigrante	Période d'immigration			
		Avant 1991	1991 à 1995	1996 à 2000	2001 à 2006		Avant 1991	1991 à 1995	1996 à 2000	2001 à 2006
Total	6 186 950	3 408 415	823 925	844 625	1 109 980	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Iran	92 090	24 285	15 535	24 665	27 600	1,5%	0,7%	1,9%	2,9%	2,5%

Ontario

Lieu de naissance	Nombre d'immigrants					Répartition en %				
	Population immigrante	Période d'immigration				Population immigrante	Période d'immigration			
		Avant 1991	1991 à 1995	1996 à 2000	2001 à 2006		Avant 1991	1991 à 1995	1996 à 2000	2001 à 2006
Total	3 398 725	1 884 435	462 075	471 470	580 740	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Iran	54 500	13 740	9 580	14 620	16 555	1,6%	0,7%	2,1%	3,1%	2,9%

Colombie-Britannique

Lieu de naissance	Nombre d'immigrants					Répartition en %				
	Population immigrante	Période d'immigration				Population immigrante	Période d'immigration			
		Avant 1991	1991 à 1995	1996 à 2000	2001 à 2006		Avant 1991	1991 à 1995	1996 à 2000	2001 à 2006
Total	1 119 215	605 685	165 225	170 460	177 840	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Iran	22 755	5 890	3 470	6 945	6 450	2,0%	1,0%	2,1%	4,1%	3,6%

Québec

Lieu de naissance	Nombre d'immigrants					Répartition en %				
	Population immigrante	Période d'immigration				Population immigrante	Période d'immigration			
		Avant 1991	1991 à 1995	1996 à 2000	2001 à 2006		Avant 1991	1991 à 1995	1996 à 2000	2001 à 2006
Total	851 560	438 940	109 640	109 075	193 905	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Iran	8 830	3 105	1 775	1 780	2 165	1,0%	0,7%	1,6%	1,6%	1,1%

Source : Statistique Canada

Tableau 23 - Immigrants admis au Québec de 1981 à 2005*, nés en Iran selon le sexe, la catégorie d'immigration et le groupe d'âge

Sexe	Catégorie d'immigration	0-14 ans	15-24 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-64 ans	65 ans et +	Total
Femmes	Immigration économique	490	440	802	625	314	26	2 697
	Regroupement familial	84	295	434	121	355	149	1 438
	Réfugiés	481	421	652	449	292	64	2 359
	Autres immigrants	3		2	3	2	1	11
	Total	1 058	1 156	1 890	1 198	963	240	6 505
Hommes	Immigration économique	541	685	1 145	749	561	37	3 718
	Regroupement familial	92	117	217	85	186	183	880
	Réfugiés	560	711	1 315	606	293	63	3 548
	Autres immigrants	2	4	6	4	1		17
	Total	1 195	1 517	2 683	1 444	1 041	283	8 163
Total	Immigration économique	1 031	1 125	1 947	1 374	875	63	6 415
	Regroupement familial	176	412	651	206	541	332	2 318
	Réfugiés	1 041	1 132	1 967	1 055	585	127	5 907
	Autres immigrants	5	4	8	7	3	1	28
	Total	2 253	2 673	4 573	2 642	2 004	523	14 668

* Données préliminaires pour 2005.

Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Direction de la recherche et de l'analyse prospective

Tableau 24 - Immigrants admis au Québec de 1981 à 2005*, nés en Iran selon la catégorie d'immigration

Année d'admission	Immigration économique		Regroupement familial		Réfugiés		Autres immigrants		Total (100 %)
	n	%	n	%	n	%	n	%	
1981	172	75,4	54	23,7	2	0,9	-	-	228
1982	227	66,8	77	22,6	36	10,6	-	-	340
1983	123	45,9	73	27,2	72	26,9	-	-	268
1984	336	71,3	61	13,0	74	15,7	-	-	471
1985	230	42,8	72	13,4	235	43,8	-	-	537
1986	289	44,5	67	10,3	293	45,1	-	-	649
1987	691	69,0	88	8,8	223	22,3	-	-	1 002
1988	430	61,0	90	12,8	185	26,2	-	-	705
1989	377	54,6	136	19,7	178	25,8	-	-	691
1990	279	38,3	105	14,4	344	47,3	-	-	728
1991	329	22,0	132	8,8	1 034	69,2	-	-	1 495
1992	394	37,1	141	13,3	526	49,6	-	-	1 061
1993	179	27,7	232	35,9	235	36,4	-	-	646
1994	73	21,8	140	41,8	122	36,4	-	-	335
1995	82	26,9	75	24,6	148	48,5	-	-	305
1996	137	21,9	94	15,0	393	62,7	3	0,5	627
1997	106	21,4	75	15,2	311	62,8	3	0,6	495
1998	130	30,2	66	15,3	231	53,7	3	0,7	430
1999	196	35,8	55	10,0	297	54,2	-	-	548
2000	193	39,5	69	14,1	225	46,1	1	0,2	488
2001	241	44,4	76	14,0	226	41,6	-	-	543
2002	232	53,2	55	12,6	149	34,2	-	-	436
2003	281	54,9	107	20,9	122	23,8	2	0,4	512
2004	311	56,1	96	17,3	140	25,3	7	1,3	554
2005*	377	65,7	82	14,3	106	18,5	9	1,6	574
Total	6 415	43,7	2 318	15,8	5 907	40,3	28	0,2	14 668

* Données préliminaires pour 2005.

Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Direction de la recherche et de l'analyse prospective

Chapitre 3 - Cadre conceptuel

Cette section développe le cadre conceptuel du projet. Nous y examinons certaines théories concernant l'intégration professionnelle des immigrants – discrimination, capital humain – et les théories complémentaires – dualisme et segmentation du marché du travail, entrepreneuriat des immigrants et enclaves ethniques. Précisons que lors la présentation des résultats de l'étude, les chapitres subséquents commenceront par une référence aux renseignements historiques, théoriques ou contextuels.

1. Discrimination

Une partie de la littérature sur l'intégration professionnelle des immigrants a trait à la discrimination expérimentée par ces personnes sur le marché du travail (Portes et Rumbaut 2001; Tubergen et coll. 2004). Bon nombre des hypothèses mettent l'accent sur les conditions sociales qui contribuent aux préférences et aux préjudices à l'intérieur et à l'extérieur du groupe. Par exemple, ces deux éléments occasionnent l'offre des meilleurs emplois avec les salaires les plus élevés aux membres du groupe, ou l'inverse. Tubergen et coll. (2004 : 709) attribuent la différence entre les théories de la discrimination aux hypothèses sur les acteurs et les mécanismes producteurs de la discrimination. Alors qu'un groupe de théories représente l'État comme l'acteur central, l'autre souligne le rôle des natifs ou des immigrants.

A- L'idée de l'effet de l'État a été proposée pour la première fois par Lenski (1966). Selon sa vision, la démocratie politique et la prise du pouvoir par les parties de gauche contribuent à l'amélioration de l'égalité économique. En s'inspirant de cette hypothèse Tubergen et coll. (2004, p.709) soutiennent que la présence plus longue des gauchistes au gouvernement favorise l'intégration des immigrants sur le marché du travail.

B- Un autre groupe de théories de la discrimination a trait au sentiment d'une sorte de distance sociale des natifs par rapport à certains immigrants (Portes et Rumbaut, 1996, 2001). Cette discrimination se traduit par l'exclusion des droits et la possibilité de certaines attributions.

1- Sadiq (2005 : 106) fait référence à l'étiquetage ethnique. En contribuant à la formation d'une identité ethnique, cet étiquetage est basé sur les indicateurs tels que l'origine, la race, la religion, le sexe, la langue; et il s'impose contre d'autres. Ce chercheur identifie les contraintes communes et distinctes auxquelles font face des personnes menacées d'une minorité visible nées au Canada et en dehors de ce pays sur le milieu du travail. Les contraintes communes reliant les étiquettes ethniques et raciales touchent les deux catégories. Par contre, les contraintes distinctes des membres d'une minorité visible ont trait à leur statut.

À cet égard, Sadiq (*ibid.*) met en avant le fait de *cadrer* avec la culture organisationnelle en utilisant le concept du capital culturel du sociologue français Pierre Bourdieu. Pour celui-ci, ce concept s'interprète comme l'acquisition d'un statut social grâce à des pratiques sociales impliquant l'exercice du goût et du jugement (Bourdieu, 1979). Cette définition tente de souligner la part de certains éléments de distinction sociale comme la situation économique pour distinguer les classes sociales ainsi que l'accent et les compétences linguistiques pour distinguer ces minorités. « En raison de leur statut apparent et d'autres caractéristiques, les personnes appartenant à une minorité visible doivent surmonter les attributions raciales et ethniques en plus de diverses préoccupations concernant la pertinence organisationnelle (comme l'adoption de la philosophie, des méthodes de travail et des croyances de la compagnie). » (Sadiq, 2005 : 106)

De ces individus, ceux qui sont nés au Canada et qui connaissent bien les normes du milieu du travail ainsi que les immigrants arrivés jeunes ou depuis longtemps au Canada ont une chance plus élevée d'intégration. Toutefois, l'acquisition de ces compétences en soi ne résout pas tous les problèmes de ces groupes à cause de possibles faiblesses dans d'autres domaines, notamment l'accent et le diplôme étranger (*ibid.* : 107).

2- Un autre élément de distance sociale a trait aux caractéristiques culturelles des immigrants. La religion est un aspect assez important de la culture de ces groupes. Bramadat (2003) a étudié les changements démographiques au sein des différentes communautés canadiennes en matière religieuse. D'après son étude, entre 1991 et 2001, la taille de chacune des communautés hindoues, sikhes, bouddhistes et musulmanes a au moins doublé. D'une part, entre les dix premiers pays sources d'immigrants en 2002, se trouvent des pays comme la Chine, l'Inde, le Pakistan, l'Iran et le Sri Lanka dont la majorité de la population est non chrétienne. D'autre part, en formant environ 40 % de l'ensemble des immigrants de cette année-là, le nombre d'immigrants provenant de ces pays représente environ 80 % des immigrants en provenance des dix premiers pays sources d'immigrants (p. 24). Cependant, les résultats des études de Tubergen et coll. (2004) dans les pays occidentaux étudiés, y compris le Canada dont la majorité des natifs sont chrétiens, soutiennent l'existence d'une discrimination contre les groupes non chrétiens, discrimination qui touche les positions occupées par les membres de ces groupes sur le marché du travail.

C- Un autre élément de la discrimination contre les immigrants concerne le nombre relatif de ces groupes (Tienda et Lii, 1987; Tolnay, 2001). Quillian (1995), parmi d'autres, suggère que le nombre relatif d'immigrants augmente le préjudice et la discrimination. La taille de ces groupes en matière du pouvoir économique et politique est perçue comme une menace potentielle à la population native. Cette menace ethnique a donc un effet négatif sur la performance des membres de son

groupe. À l'inverse, d'autres chercheurs proposent une meilleure performance économique des groupes d'immigrants plus nombreux (Portes et Bach, 1985; Portes et Rumbaut, 1996). Selon ces chercheurs, les membres du même groupe d'immigrants s'entraident par l'achat de biens, l'offre d'emplois, le prêt d'argent, etc. Ce « capital ethnique » améliore en conséquence la position occupée par ces individus sur le marché du travail.

En outre, s'inspirant de l'idée de Burt (1983), Sadiq (2005) relie l'acceptation des autres à la portée, au volume et à la qualité du contact social. La portée comprend le nombre des groupes de minorités visibles avec lesquels une personne entretient des liens. Le volume comprend le nombre de contacts individuels dans chaque groupe de minorités visibles. La qualité fait référence à la fréquence des contacts et à la force de la relation entre les personnes (p. 105). Enfin, Tubergen et coll. (2004) rejettent l'hypothèse de la menace ethnique et soutiennent l'effet positif de la grandeur des groupes d'immigrants sur leur intégration professionnelle.

D- Finalement, le dernier facteur de notre étude a trait à la discrimination contre les femmes. Antecol (2000) a examiné la différence entre les genres dans la participation de la main-d'œuvre chez les groupes d'immigrants des États-Unis. Son analyse fait ressortir que cette différence peut être attribuée, pour une grande part, à celle de l'activité de la main-d'œuvre dans le pays d'origine. Les résultats de la recherche de Tubergen et coll. (2004) montrent la corrélation positive entre les taux d'activité des femmes sur le marché du travail du pays d'origine et d'accueil. Cependant, la participation des femmes à la main-d'œuvre s'explique en partie en prenant en compte plusieurs éléments tels que les jeunes enfants, le statut conjugal, le succès économique du mari, etc. (Leibowitz et Klerman, 1995).

La révision des théories de la discrimination à l'égard de l'intégration professionnelle des immigrants révèle un aspect des difficultés auxquelles font face les immigrants au sein du marché du travail. Alors que les éléments comme l'étiquetage ethnique, l'accent et la religion autre que le christianisme pourraient

détériorer la position sur le marché du travail des immigrants étudiés dans cette thèse, la taille de ces groupes et la qualité de la relation dans les réseaux ethniques pourraient contribuer à l'amélioration de leur situation. Une grande partie des éléments de cette théorie avait trait à la non-reconnaissance du capital humain des immigrants. C'est ce qui sera développé davantage dans la prochaine section.

2. La théorie du capital humain

La théorie du capital humain fait partie de la théorie néoclassique du marché du travail. Proposée initialement par Becker (1964), cette théorie relie le salaire aux investissements que les travailleurs ont fait sur leurs compétences, leurs qualifications et leur état de santé. Ainsi, « la rémunération résulte du rendement d'un capital d'aptitudes professionnelles, à la fois innées et acquises par l'éducation, et d'autres comportements concourant à accroître la productivité (par exemple, une bonne santé) » (Tremblay, 1990 : 342). Les hypothèses émises par cette théorie comprennent les heures de travail identiques pour tous, l'éducation comme investissement, l'accès aux ressources financières et la connaissance des différents schèmes de revenus disponibles sur le marché du travail (*ibid.* : 346).

En ce qui concerne la théorie du capital humain chez des immigrants, le succès ou l'échec de ces individus sur le marché du travail dépendent des compétences individuelles. Certains chercheurs, notamment Borjas (1987) et Chiswick (1979), mettent de l'avant deux types de compétences : observables et non observables. Alors que les premières incluent le niveau d'éducation, la connaissance de la langue du pays d'accueil et l'expérience sur le marché du travail, les secondes s'interprètent souvent comme les aptitudes, les motifs et le talent. Toutefois, l'existence de ces caractéristiques n'est pas en soi déterminante. Ces chercheurs suggèrent que les propriétés des pays d'origine et d'accueil ainsi que celles des communautés, c'est-à-dire les relations spécifiques entre les origines et les destinations, influent sur la sélection des compétences des immigrants. Nous réviserons certains exemples de ces propriétés dans la partie suivante : la répression

politique comme caractéristique du pays d'origine, la politique d'immigration comme caractéristique du pays d'accueil, l'inégalité du revenu relatif, le développement économique relatif, la distance géographique et la compétence linguistique comme caractéristiques des communautés.

- À propos des caractéristiques du pays d'origine et dans le cadre de capital humain, des chercheurs comme Chiswick (1979; 1999) suggèrent que des motifs non économiques de la migration, tels que la répression politique et l'instabilité dans le pays d'origine, influencent leur succès économique. Ainsi, par rapport aux immigrants économiques, tant la sélection moins favorable des réfugiés que leur performance plus faible sur le marché du travail sont possibles. D'ailleurs, les résultats de l'étude de Tubergen et coll. (2004) confirment la participation faible des immigrants provenant des pays avec un régime politique répressif sur le marché du travail.

- En ce qui concerne les caractéristiques du pays d'accueil, l'hypothèse de Borjas (1988) soutient le fait que les pays comme l'Australie et le Canada, qui mènent une politique stricte d'immigration, sélectionnent les immigrants les plus qualifiés. Le demandeur est souvent évalué à l'aide d'un système de points d'appréciation tenant compte du niveau de scolarité, des compétences linguistiques en langue officielle, de l'expérience de travail, de l'âge et d'autres caractéristiques (Borjas 1988; Reitz 1998; Lochhead et coll. 2005). Il est alors supposé que la réussite des demandeurs de l'immigration à cette étape soit déjà révélatrice de leurs compétences plus élevées par rapport à ceux qui subissent un échec. Par contre, l'étude de Wanner (2003), en utilisant les données de la période 1980-1995, confirme qu'avec le temps les revenus des groupes non sélectionnés des immigrants canadiens comme regroupement familial et réfugié convergent vers ceux sélectionnés comme immigrants indépendants. Tubergen et coll. (2004) pour leur part examinent la meilleure performance des immigrants sur le marché du travail des pays utilisant le système de points. Toutefois, les résultats de leur recherche ne soutiennent pas cette hypothèse.

- À propos de l'effet des communautés sur la sélection de compétences des immigrants, Borjas (1988) suggère que l'ampleur de l'inégalité du revenu dans les pays d'origine et d'accueil détermine la composition des groupes d'immigrants en matière des compétences non observables. Dans les sociétés caractérisées par une grande inégalité du revenu, l'immigration se concentre sur les individus les moins compétents qui gagnent davantage grâce à la migration. Par contre, comme l'égalité relative de la distribution des revenus dans les pays d'origine occasionne la taxation sur les revenus des plus riches, ceux-ci sont davantage tentés d'émigrer. Les résultats de l'étude de Tubergen et coll. (2004) aussi confirment que la dispersion inférieure du revenu dans le pays d'origine par rapport au pays d'accueil entraîne la performance supérieure des immigrants sur le marché du travail.

- Certains chercheurs (Borjas 1987; Jasso et Rosenzweig 1990) suggèrent que la distance géographique entre les pays d'origine et d'accueil augmente le coût de l'immigration. Par conséquent, les tenants d'un capital humain non observé sont plus nombreux parmi les immigrants provenant de contrées éloignées. Alors qu'une distance géographique importante réduit les chances du retour d'un immigrant (Borjas 1987), elle augmente les motivations à investir dans le capital humain (Chiswick et Miller 2001). Similairement, les résultats de l'étude de Tubergen et coll. (2004) soutiennent la sélection plus favorable d'immigrants provenant de plus loin, leur grand motif à investir dans leur compétence ainsi que leur meilleure performance sur le marché du travail.

- Une autre caractéristique des communautés qui pourrait influencer la sélection de compétences des immigrants concerne la similarité du langage de la communication dans le pays d'origine et dans le pays d'accueil. Les études des chercheurs comme Chiswick et Miller (2002), Kossoudji (1988) et Tubergen et coll. (2004) sont d'ailleurs révélatrices du fait que la similarité du langage dans les pays d'origine et hôte améliore la position économique des immigrants dans leur pays d'accueil. D'ailleurs, dans le cas de l'Australie, Miller (1994) suggère que les immigrants provenant des pays non anglophones reçoivent moins de formation que les natifs ou

ceux qui viennent des pays anglophones. Selon l'étude de Lochhead et Mackenzie (2005 : 101), même si la plupart des nouveaux arrivants au Canada peuvent communiquer dans au moins une des deux langues officielles lors de leur arrivée, 66 % des employeurs mentionnent le manque de compétences linguistiques propres au domaine d'emploi comme un obstacle à l'embauche d'immigrants.

- Enfin, certains chercheurs (Borjas 1988; Chiswick 1979; Jasso et Rosenzweig, 1990) avancent que la sélection de la compétence des immigrants dépend du niveau de développement économique des pays d'origine et d'accueil. Leur hypothèse est basée sur le fait que les immigrants provenant des pays en voie de développement auraient un niveau de capital humain inférieur à ceux qui proviennent des pays soi-disant économiquement avancés. De même, le transfert des diplômes acquis dans ces derniers pays à des pays similaires est plus facile que le transfert des diplômes acquis dans les pays économiquement sous-développés. Également, en ce qui concerne les régions de sources d'immigrants au Canada, pour Picot et Hou (2003), la hausse de la proportion des individus sous le seuil de faible revenu est particulièrement marquée chez les nouveaux immigrants en provenance d'Afrique, d'Asie et d'Europe du Sud. Par contre, l'examen quantitatif de Tubergen et coll. (2004) ne révèle aucun support empirique pour cette affirmation. Leur analyse soutient plutôt la participation plus fréquente des immigrants provenant des pays plus pauvres sur le marché du travail que ceux provenant des pays économiquement avancés.

2.1. La reconnaissance du capital humain d'immigrants au Canada et au Québec

La recension des études provenant des gouvernements fédéral et provincial, témoigne de la mauvaise utilisation du capital humain des immigrants par les autorités canadiennes et québécoises. Par exemple, en 1993, un rapport du gouvernement fédéral (Waterhouse 1993a) explique les raisons des difficultés des immigrants pour faire reconnaître leurs diplômes acquis en dehors du Canada.

Cependant, un autre rapport du même gouvernement (Waterhouse 1993b) soutient que la reconnaissance du diplôme en soi ne veut pas dire que l'immigrant serait capable de trouver un emploi relié à sa spécialité. Il y a aussi certaines barrières, entre autres la langue, la culture et les conditions sociales. D'ailleurs, le Rapport du Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration (juin 2002) prévoyait qu'en 2011 toute la croissance de la population active du Canada sera attribuable à l'immigration. En rappelant le manque de travailleurs qualifiés dans plusieurs secteurs, ce rapport présente l'immigration comme un outil essentiel pour façonner l'avenir du Canada. Cependant, il pose cette question : « Cet outil est-il utilisé au mieux? » (p. 2).

En ce qui a trait au Québec, cette province ouvre grandes ses portes à des immigrants scolarisés dans des professions en demande. Pourtant, médecins ou dentistes dans leur pays d'origine, ils travaillent comme infirmiers ou assistants dentaires en attendant que leur formation soit reconnue. Le quotidien *Le Devoir* (1^{er} mai 2004 : a1) a fait quelques interviews avec des immigrants. L'une de ces interviews a été réalisée auprès d'un médecin afghan. Celui-ci travaille comme infirmier dans un hôpital de la rive sud. À cause de la non-reconnaissance totale de son diplôme et pour subvenir aux besoins de sa famille, il a complété un baccalauréat en sciences infirmières. Selon lui, il n'a pas eu les moyens de se consacrer à temps plein à la mise à jour de ses connaissances en médecine. Une orthodontiste argentine gagnant sa vie comme assistante dentaire déplore, elle aussi, l'absence de cours de mise à jour des connaissances pratiques. Elle a payé 2000 dollars pour l'analyse de son dossier et 2500 dollars pour l'examen théorique. Toutefois, elle a été surprise de la hausse de la note de passage de 70 % à 75 % ainsi que des questions qui n'étaient pas liées à sa profession.

Cela montre que la question de la reconnaissance des diplômes acquis à l'extérieur du Canada est primordiale non pas seulement pour les immigrants, mais aussi pour les gouvernements. Comme son homologue fédéral, le gouvernement du Québec a également encouragé les chercheurs, des centres de recherche aussi bien

que ses fonctionnaires, à travailler sur cette problématique. Par exemple, en 2005, sont déposés les rapports de deux groupes de travail, l'un présidé par Diane Legault (février 2005), l'autre par André Bazergui (novembre 2005). En soulignant l'importance de l'utilisation du capital humain des immigrants pour le développement du Québec, ces deux rapports donnent des conseils visant l'amélioration de la reconnaissance de leurs diplômes et de leur intégration professionnelle. Ces conseils se résument aux catégories suivantes : l'accès à l'information, la reconnaissance des acquis, l'accès à la formation d'appoint, l'aide financière aux personnes engagées dans un processus de reconnaissance des acquis, le soutien aux différents intervenants et la coordination des actions en matière de reconnaissance des acquis et, après l'obtention du droit d'exercice, l'intégration professionnelle et le suivi des actions en matière de reconnaissance des acquis.

D'ailleurs, une des recherches les plus récentes, subventionnée par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC), porte sur l'accès des immigrants à un emploi qualifié au Québec : l'étude de Renaud et Cayn (mars 2006). Cette étude quantitative est basée sur les résultats d'une enquête effectuée en mars 2002 auprès d'un échantillon représentatif de 2000 immigrants de la catégorie des travailleurs. Ces derniers avaient été admis au Québec entre janvier 1997 et juin 2000. Selon les résultats de cette recherche, certains éléments pourraient accélérer l'accès de ces immigrants à un emploi lié à leur scolarité : refuser d'accepter d'abord un emploi non correspondant à la scolarité, provenir d'Europe de l'Ouest ou des États-Unis, avoir un doctorat, l'expérience d'un emploi requérant un niveau universitaire avant l'immigration, compléter une formation technique spécialisée, réussir un cours de français ou un autre type de cours depuis l'arrivée et avoir trouvé un emploi avant l'immigration. Il va de soi que, d'après cette recherche, l'absence des caractéristiques mentionnées ralentit l'accès de ces individus à un emploi qualifié. Cela touche, entre autres, ceux qui proviennent des régions suivantes : Asie de l'Ouest et Moyen-Orient, Maghreb, Asie de l'Est et Océanie et, jusqu'à un certain point, ceux qui proviennent des Amériques (hors États-Unis), d'Europe de l'Est (y compris l'ex-URSS) et d'Afrique hors Maghreb. Des études

dans certains domaines comme les sciences humaines et sociales et la santé pourraient également contribuer à ce retard. Toutefois, les auteurs suggèrent que, au-delà du 18^e mois de résidence, le ralentissement de l'accès à un emploi qualifié disparaît pour les répondants du Maghreb et de l'Europe de l'Est (y compris l'ex-URSS). De plus, la requalification diminue la probabilité d'obtenir un emploi sous-qualifié après avoir eu un emploi qualifié (seulement 12 % sur cinq ans). En somme, cette étude soutient l'accès généralisé des immigrants au Québec à un emploi qualifié par rapport à leur scolarité (près de 69 % après cinq ans) (p. x).

La révision de la théorie du capital humain chez les immigrants dévoile plusieurs aspects de cette problématique. Celle-ci soulève la formation de plusieurs équipes de travail aux niveaux fédéral et provincial. Des chercheurs, notamment Renaud et Cayn (*ibid.*), ont cherché la réponse à cette question à travers « un processus d'adaptation, d'acculturation ou de contournement ».

2.2. Quelques théories complémentaires

La théorie du capital humain explique l'importance jouée par l'acquisition d'une scolarité plus élevée quant à l'accès des individus aux positions offrant de meilleurs salaires. En effet, cette théorie met l'accent sur les caractéristiques de l'offre sur le marché du travail. À ce propos, la théorie du *job search* souligne le comportement du postulant de l'emploi. D'après cette théorie formulée par Stigler (1961), l'imperfection des informations sur le marché du travail mène certains groupes à accepter un chômage volontaire afin de « poursuivre leur recherche d'un meilleur emploi, un emploi plus rémunérateur, avec de meilleures conditions de travail » (Tremblay, 1997 : 366). La poursuite du chômage dépend de l'estimation de l'individu du coût et des bénéfices financiers de cette stratégie. Évidemment, les éléments comme le niveau de l'assurance-chômage contribuent à changer ce coût.

Contrairement à la théorie du *job search*, la théorie du filtre (Spence, 1973) se fonde davantage sur l'aspect de la demande sur le marché du travail. D'après cette

théorie, un niveau de scolarité élevé fonctionne comme un filtre pour les employeurs pour évaluer les aptitudes et les capacités d'apprentissage ultérieures des postulants d'emploi. Ces derniers peuvent aussi utiliser leur formation pour envoyer leurs propres signaux aux employeurs. À ce propos, la théorie de la concurrence pour l'emploi (file d'attente) de Thurow (1975), en appliquant le motif déjà mentionné des employeurs pour la sélection des candidats les plus scolarisés, souligne l'accord de ces derniers pour les emplois moins qualifiés « durant les périodes de pénurie d'emplois qualifiés et selon la longueur de la file d'attente pour une demande d'emploi spécifique » (Godin, 2005 : 66).

Enfin, en ce qui a trait à la théorie de l'appariement de l'emploi ou *job matching* de Jovanovic (1979), elle considère simultanément les aspects de l'offre et de la demande du travail. D'une part, les employeurs manquent de renseignements sur les compétences du candidat; d'autre part, la perception des candidats à propos de l'emploi postulé est insuffisante. Ainsi, cet appariement d'emploi arrivera après une période temporaire valorisante pour les deux parties. « [L]es candidats déclassés ayant une propension à chercher un autre emploi qui serait plus adapté à leur niveau de compétence, alors que ceux se retrouvant dans une situation surclassée auront tendance à conserver plus longtemps leur emploi » (Godin, 2005 : 65).

La revue de ces théories complémentaires à la théorie du capital humain nous donne des informations utiles sur les stratégies des détenteurs de scolarité élevée et des employeurs. Elles pourront servir à l'analyse de l'intégration professionnelle des immigrants.

3. Le dualisme et la segmentation du marché du travail

La théorie du capital humain conçoit la main-d'œuvre comme le comportement d'un individu rationnel tentant de maximiser son revenu en investissant dans ses connaissances éducatives. Cependant, le résultat de cet investissement n'est pas assez certain pour tous les groupes. C'est pourquoi Gazier

(1992), en mettant l'accent sur le rôle de la formation dans le progrès économique et la hiérarchie salariale, ne peut pas négliger l'ambiguïté et la partialité de ses orientations : « Ambigües parce que tout repose sur l'idée d'une productivité individuelle accrue supposé mesurable, et isolable des équipements comme l'insertion dans tel ou tel collectif du travail. Partielle parce que les liens entre formation et revenus du travail apparaissent plus complexes qu'il n'y paraissait initialement [...] » (*ibid.* : 202). En effet, la théorie de la segmentation du marché du travail tente de mieux expliquer ces ambiguïtés de la théorie du capital humain.

Ainsi, les hypothèses du schéma néoclassique du marché du travail sont basées sur l'homogénéité de ce marché et sur la possibilité de mobilité des travailleurs. Cependant, un autre aspect théorique des caractéristiques du marché du travail de la société hôte touchant l'intégration professionnelle des immigrants a trait à l'hétérogénéité de ce marché. À ce propos, depuis les années 1970, un autre groupe d'économistes, dit institutionnalistes, ont avancé le concept d'une division de ce marché en matière de règles, de salaires et d'avantages sociaux différents. Pour Doeringer et Piore (1971), pionniers de ce concept, des manières de détermination très différentes des salaires et de l'emploi distinguent des « segments » de marché, entre lesquels la mobilité des travailleurs est très limitée. Dans la forme minimale de segmentation, selon le dualisme, la problématique fait une distinction entre « bons » et « mauvais » emplois. Des emplois sûrs, stables, bien payés, proposant de bonnes conditions de travail et des possibilités de promotion s'opposent à des emplois précaires, mal rémunérés et fortement sensibles à la conjoncture. Ainsi, en se décomposant en deux grands segments, la théorie du dualisme représente les caractéristiques des marchés primaire et secondaire (tableau 25).

Tableau 25 : Caractéristiques des marchés primaire et secondaire

Caractéristiques	Marché primaire	Marché secondaire
Durée du travail	Temps plein	Temps partiel ou C.D.D.*
Salaires	Élevés	Faibles - salaire minimum
Avantage sociaux	Importants	Aucun ou peu
Conditions du travail	Bonnes	Mauvaises
Sécurité d'emploi	Assurée	Aucune
Stabilité d'emploi	Grande	Faible (+ risque de chômage)
Contrôle du travail	Faible	Grand
Syndicalisation	Fréquente	Rare
Possibilités de promotion	Fortes	Faibles
Possibilités de formation	Fortes	Faibles

*C.D.D. = contrat à durée déterminée, travail « occasionnel », etc.

Source : Tremblay, 1990 : 458

Cette nouvelle économie du travail introduit de nombreux concepts restés jusque-là à la périphérie de l'analyse économique. Les institutions telles que les syndicats, la formation des marchés internes⁴⁵, le phénomène de la segmentation, la notion de contrat de travail deviennent dorénavant spécifiques au marché du travail. En fait, l'analyse des trajectoires professionnelles des salariés distingue les segments du marché du travail : une mobilité ascendante le long de filières qualifiantes sur le marché primaire, et une mobilité forcée et sans profit pour le salarié, avec des périodes de chômage récurrentes, sur le marché secondaire (Favreau, Sollogoub et Zighera, 1991).

⁴⁵ La notion de marché interne est essentielle dans la genèse de la segmentation. Guillon (1979 : 208) définit ce marché comme : « un ensemble de règles organisant l'accès à l'emploi, les mouvements de ce dernier à l'intérieur de l'entreprise, ainsi que les pratiques de rémunération ». Selon Freyssinet (1979 : 136), « le marché interne réunit les postes de travail dont l'accès n'est possible, dans une entreprise, qu'à des travailleurs qui occupaient auparavant certains postes de travail déterminés dans la même entreprise ». Enfin, la théorie des marchés internes se réfère, pour Tremblay (2004 : 374), à la « gestion de la main-d'œuvre à l'échelle de l'entreprise ». Chez Tremblay (1990 : 491), cette théorie tente de s'assurer la fidélité d'une main-d'œuvre dans laquelle l'entreprise a investi en formation en raison de la spécificité des qualifications (et technologies), en vue d'obtenir une plus grande cohésion sociale. D'ailleurs, en plus du marché interne, Le Minez (2002 : 52) renseigne sur deux autres types de marché du travail : les marchés professionnels (MP) et les marchés non organisés. Pour Gautier (2002, cité dans Le Minez, *ibid.*), « Dans un MP, les qualifications sont transférables car normalisées, correspondant à des postes qui sont définis de manière identique dans les différentes entreprises de la branche. Ces qualifications peuvent être acquises au sein d'un système d'apprentissage qui délivre une formation à la fois générale (au moins au niveau de la branche) et spécifique à l'entreprise, et qui débouche sur une certification permettant la mobilité interentreprises. »

Tel que constaté, la théorie de la segmentation présente une certaine hiérarchie de la qualité des emplois par rapport à la mobilité, à la rémunération, à la sécurité d'emploi, aux promotions et aux conditions de travail. En trouvant très générale la théorie du dualisme, certains chercheurs ont essayé d'étudier cette théorie de manière plus détaillée que seulement duelle. C'est ainsi que Tremblay (2004 : 350) divise le secteur primaire en deux parties, supérieure et inférieure, à côté du secteur secondaire. À propos de la segmentation au Québec, Gislain (1986) ajoute deux secteurs, intermédiaire et intermédiaire inférieur, à la hiérarchie précédente. La catégorisation du marché du travail chez Bernard et Boisjoly (1991) se différencie des précédentes et comprend cinq segments : concurrentiel pur, concurrentiel protégé, industriel ancien, industriel nouveau et enseignement.

En ce qui a trait au cas des immigrants durant la décennie 1990, Lochhead et Mackenzie (2005) suggèrent que 70 % de la croissance de la population active du Canada était imputable au nombre des immigrants arrivant pendant les années 1990-2000. Cependant, le degré de dépendance de chacun des secteurs d'activité à ces personnes n'est pas identique. Dans deux secteurs d'activité plus spécialisés, comme la confection de vêtements ou la conception de matériel informatique ou électronique, les immigrants font partie respectivement de 57 % et de 39 % des employés. Alors que les nouveaux arrivants sont responsables de la presque totalité de la croissance nette de la population active du secteur de la fabrication pendant cette période, seulement 24 % de la croissance du secteur de la santé et des services sociaux est attribuable à ces personnes. D'ailleurs, en dépit de la présence de 33 000 immigrants récemment admis dans la population active du secteur de la construction, la population totale travaillant dans ce secteur diminue de 1,4 % (p. 100).

Reitz (2003) a examiné les raisons de la non-accessibilité des emplois de type primaire pour des immigrants. Selon lui, l'augmentation de la proportion de la main-d'œuvre employée travaillant dans les occupations basées sur la connaissance ainsi que la croissance de l'offre des travailleurs natifs bien éduqués pourraient décourager les employeurs à prendre le risque de recruter des demandeurs étrangers.

Donc, la non-reconnaissance des compétences des immigrants qualifiés non seulement pourrait contraindre leur accès aux positions se trouvant dans les secteurs professionnel ou gestionnaire bien payés, mais aussi la valeur de leurs compétences se réduit essentiellement dans d'autres secteurs du marché du travail (p. 477). Pour cet auteur, alors que l'acquisition d'un diplôme de baccalauréat général à l'étranger, particulièrement celui provenant de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine, perd sa valeur, les natifs diplômés dans leur pays profitent des avantages de leur propre diplôme (p. 500).

Par ailleurs, Ulysse (2003) s'est intéressé à la littérature portant sur le marché du travail des membres des minorités visibles et de certaines races. Pour lui, la discrimination contre ces groupes pourrait même déterminer la composition raciale des différents secteurs de l'économie canadienne. Ungerleider (1992) croit que l'ambiguïté de trouver un emploi dans le secteur primaire pousse ces individus vers d'autres secteurs. Dans le contexte montréalais, Ulysse (2003) aussi suggère que la discrimination directe et indirecte contre les membres de ces groupes a été un obstacle à l'intégration économique et sociale de certains immigrants récemment arrivés. Germain (1997) pour sa part a étudié ensemble les trajectoires économiques de la population immigrante et non immigrante. Avant 1970, pour cette auteure, en formant le groupe majoritaire sous-scolarisé, les Canadiens français occupaient le niveau inférieur des revenus et des occupations dans l'économie dominée par les élites « anglo-protestantes ». D'après Caldwell (1993), en 1980, le revenu moyen des immigrants et leur réussite socioprofessionnelle étaient supérieurs à ceux des francophones natifs du Québec. Également, en se basant sur les données du recensement de 1986, Helly (1996 : 18, cité dans Germain, *ibid.*) suggère la surreprésentation des populations provenant des origines autres que français, britannique et autochtone dans toutes les catégories de cadres supérieurs sauf dans le secteur public.

Toutefois, à partir des années 1950 et 1960 et l'avènement de la Révolution tranquille, la modernisation de la société québécoise engendre l'élargissement de la

fonction publique et la mobilisation sociale des francophones. L'emploi dans la fonction publique devient presque réservé aux francophones d'une origine non immigrante et, en dépit de leurs études très élevées, les immigrants récemment arrivés occupent les emplois positionnés aux niveaux inférieurs de la hiérarchie occupationnelle (Germain, 1997). Selon L'Effectif de la fonction publique du Québec (2004-2005), la proportion du nombre d'équivalents temps complet (ETC) utilisés par des membres de communautés culturelles s'est chiffrée seulement à 3,2 % (2215 ETC). Cette proportion est restée constante depuis les quatre dernières années. De cette proportion, 0,7 % de ces personnes ont travaillé dans la catégorie d'emplois de la haute direction, et les autres ont travaillé comme professionnels (32,9 %), techniciens (28 %), personnel de bureau (24,4 %), étudiants et stagiaires (4,8 %), cadres (3,4 %), agents de la paix (2,4 %), enseignants (2,3 %) et ouvriers (1,1 %). Par ailleurs, en 1990, 1995, et 2000, d'après Pendakur (2005), l'écart salarial auquel faisaient face les hommes de minorités visibles par rapport aux hommes blancs était de plus de 20 % à Montréal alors qu'en 1970, 1980, et 1985, cet écart était d'environ 8 à 10 % (p. 10).

Enfin, en ce qui concerne la segmentation des femmes immigrantes sur le marché du travail, plusieurs études abordent les situations précaires dans lesquelles se situent certaines catégories de ces femmes. Elles occupent des emplois non qualifiés et mal protégés dans le secteur de la confection des vêtements et du textile (Germain, 1997; Lamotte, 1992). La méconnaissance de la langue et du système social, la non-reconnaissance des diplômes et de l'expérience acquis dans le pays d'origine, la situation marginale dans les structures syndicales ainsi que les disparités salariales accentuent leur segmentation professionnelle. « Elles se retrouvent majoritairement dans des emplois précaires avec des salaires inférieurs à ceux des hommes, exigeant peu de qualifications et offrant des possibilités d'avancement réduites. » (Ulysse, 2003 : 21)

La segmentation du marché du travail, selon la revue de la littérature, est une caractéristique du marché du travail des pays d'accueil des immigrants. Les

recherches nous apprennent que la discrimination contre certaines minorités ethniques et raciales contribue à les pousser vers des emplois se trouvant dans les autres secteurs non ou moins avantageux que le secteur primaire. Ces renseignements sont utiles à notre projet parce qu'ils sont révélateurs du fait que la modernisation de la société québécoise n'a pas favorisé les conditions du travail des nouveaux immigrants. Alors que partout au Canada ces derniers font face à un marché du travail très concurrentiel basé sur la connaissance, les emplois se trouvant dans le secteur primaire et dans la fonction publique du Québec restent en général réservés aux francophones d'origine non immigrante. Ainsi, les nouveaux immigrants doivent se diriger vers d'autres secteurs moins avantageux ou vers le travail autonome.

4. L'entrepreneuriat des immigrants

Afin de contourner les obstacles structurels mentionnés à l'entrée sur le marché du travail et de mieux s'intégrer professionnellement, certaines catégories d'immigrants ont recours, par choix ou par obligation, à l'entrepreneuriat. Cependant, « les immigrants qui réussissent dans cette voie ne sont pas très nombreux » (OCDE, 2009 : 22). Pour expliquer ce phénomène, Green et Butler (2004) utilisent la théorie de *middleman* qui tire son nom du fait que certains groupes minoritaires ont développé des entreprises qui sont localisées au milieu du système économique. Ainsi, le groupe minoritaire fait face à la discrimination de la part du groupe majoritaire, particulièrement par rapport aux opportunités économiques dans le premier secteur du marché du travail. Alors, les membres du groupe minoritaire tentent de développer des entreprises localisées dans des secteurs industriels spécifiques. En jouant un rôle d'intermédiaire, il est probable qu'ils se trouvent à assumer des fonctions telles qu'entrepreneur artisanal, collecteur de loyers, prêteur d'argent, petit détaillant ou courtier. En fait, ces entreprises se catégorisent souvent comme des petits commerces. De plus, le groupe montre des éléments forts de solidarité entre ses membres (p. 111).

Un aspect théorique de l'entrepreneuriat d'immigrants a trait à l'influence des bases culturelles et religieuses des immigrants sur leur recours à ce genre de métier. Gundra (1990 : 7) a examiné l'influence de la base marchande pré-migration de quelques groupes indiens. Son étude reconnaît aussi que ces groupes ont reproduit leur expertise commerciale en Grande-Bretagne et aux États-Unis plus rapidement que des groupes de castes non marchandes qui ont eu besoin de l'apprendre depuis le début. Pour Light et coll. (1993), ces fortes traditions commerciales se sont perpétuées en dépit des différentes conjonctures économiques marquant l'implantation des immigrants. Leur étude révèle de même que les secteurs traditionnels de la majorité des migrants sikhs ont été, partout dans le monde, l'agriculture et l'artisanat. Par conséquent, ces groupes n'ont pas été rapides à établir des entreprises, parce que le statut de leur caste n'avait pas été défini par le commerce (p. 40-41). D'ailleurs, en ce qui a trait à l'effet des opinions religieuses sur la propension à la migration en général, en portant un fort esprit de compétition, les sikhs ont émigré outre-mer plus nombreux que les hindous. La raison en est notamment que la religion hindoue stigmatise les voyages océaniques comme une marque d'impiété : ceux qui traversent l'océan subiront de lourdes punitions. À l'inverse, en encourageant le voyage et le gain, les opinions religieuses des sikhs ont facilité la migration outre-mer (p. 42).

En tant que ressources d'entrepreneuriat, des réseaux de migration développent des opportunités économiques pour les immigrants dans des économies du pays d'accueil. Le réseau fournit le travail coethnique moins cher aux entrepreneurs soit immigrants soit non immigrants. Pourtant, les employeurs immigrants ont une évaluation plus favorable du travail de leurs compatriotes (Hansen et Cardenas, 1988 : 233). Les réseaux fournissent des informations économiques aux entrepreneurs immigrants. Ces informations peuvent mettre en évidence des domaines, des industries, des technologies, des manières commerciales plus profitables, etc. Le réseau de migration sert souvent de canal de communication par lequel différents messages se transmettent, facilement et à moindre coût. Les relations de confiance mutuelle qui relient les membres confèrent une crédibilité aux

messages de ce réseau. Parfois, le réseau attise le chauvinisme ethnique des immigrants en les encourageant à s'emparer des informations utiles et à les cacher à autrui (Light et coll., 1993 : 38). En plus des informations, les réseaux de migration fournissent d'autres formes d'assistance. Il s'agit de l'accès au crédit, de formations élémentaires commerciales dans les entreprises coethniques, de facilités dans différentes étapes de production, distribution et consommation, etc. (*ibid.* : 39).

En ce qui concerne l'influence des classes sociales des immigrants et des races sur l'entrepreneuriat, Razin (1993) a comparé au début de la décennie 1980 la tendance des immigrants à l'entrepreneuriat en Israël, au Canada et en Californie. Cette chercheuse suggère que les classes sociales auxquelles appartenaient les groupes d'immigrants ont joué un rôle dans leur recours à l'entrepreneuriat. Alors que les Américains latins migrant en Israël étaient des Juifs de classe moyenne qui quittaient leur pays à cause d'une instabilité économique et politique, la plupart des immigrants de cette origine qui choisissaient l'Amérique du Nord venaient de classes inférieures et possédaient certaines habiletés entrepreneuriales (p. 112). Également, les études de Levenstein (2004) et de Horton (2004) suggèrent qu'à partir de 1910, les Américains d'origine africaine n'ont pu dépasser les Américains blancs en matière d'entrepreneuriat. Autrement dit, la race est toujours restée l'élément majeur du travail autonome.

En ce qui a trait au revenu des entrepreneurs ethniques aux États-Unis, les études de Portes et Zhou (1996) et de Bradley (2004) proposent que le travail autonome peut avoir un impact positif sur la fortune des groupes immigrants par la génération d'un relativement grand nombre de détenteurs de revenus très élevés. Ces chercheurs formulent « la thèse des revenus très élevés ».

« With respect to the average rate of return entrepreneurship may not offer any significant earnings advantage, but in absolute terms entrepreneurship may have a positive impact on earnings chiefly by producing a disproportionate number of very high earners who may be expected to play key roles in their communities as supporters of local institutions, employers and role models. » (Bradley, 2004 : 549)

Par contre, cet auteur confirme que le travail autonome est une catégorie hétérogène, de sorte que l'interprétation de l'impact de l'autonomie du travail sur les revenus est assez difficile. Cette catégorie comprend, d'une part, des membres du secteur d'occupation des spécialistes professionnels (OSP) tels que les médecins et les avocats; d'autre part, tous les autres propriétaires des petites entreprises (non-OSP). L'accès à l'OSP est limité aux individus ayant des formations et des compétences spécifiques, tandis que les propriétaires immigrants de non-OSP dirigent souvent des entreprises sans rapport avec leur formation académique ou professionnelle (p. 550). Par conséquent, il n'est pas surprenant de trouver que l'impact général du travail autonome sur les revenus est souvent provoqué totalement ou en grande partie par des revenus des spécialistes professionnels du travail autonome (p. 573). De plus, en se rapportant à quelques autres auteurs (Nee et coll., 1994; Min et Bozorgmehr, 2000), Bradley (2004) lui-même remet en question l'exagération du soutien des nouveaux immigrants par leurs compatriotes tenant des revenus très élevés, soit OSP soit non-OSP.

Enfin, les études longitudinales de Hjerm (2004) en Suède et de Li (2000) au Canada confirment les revenus moins élevés des immigrants de la catégorie des travailleurs autonomes par rapport à ceux des immigrants salariés. En ce qui a trait aux résultats de certaines études basées sur les données des recensements qui suggèrent des revenus plus élevés pour les immigrants entrepreneurs que pour les salariés, Li (2000) nous oriente vers deux possibilités : a) l'analyse du recensement selon les revenus déclarés par des travailleurs autonomes; b) les individus recourant au travail autonome ont déjà un emploi salarié comme source principale de revenus, et leur travail autonome est seulement un à-côté à temps partiel (p. 32). Hjerm (2004) pour sa part soutient qu'en général le choix de l'entrepreneuriat ne doit pas être considéré nécessairement négatif pour un individu. En fait, le revenu monétaire n'est pas le but final pour tout le monde. Il y a aussi des avantages non monétaires qui peuvent constituer les préférences d'un chercheur de travail. Les avantages du recours à l'entrepreneuriat comprennent, entre autres, le contrôle sur la situation du travail, le contrôle sur les horaires et la simplicité du travail (p. 751). Par contre,

d'une part, dans cette étude suédoise, la plupart des entreprises d'immigrants sont petites, ce qui limite leurs contacts seulement avec les clients particuliers; d'autre part, pour Hjerm (*ibid.*), les longues heures de travail diminuent la participation active des entrepreneurs dans d'autres domaines de leur communauté. Par conséquent, il est probable que les immigrants entrepreneurs manquent d'occasions pour bien s'intégrer dans leur propre milieu (p. 752).

L'examen de l'entrepreneuriat des immigrants nous semble très utile pour notre étude. La connaissance des bases culturelle, commerciale et éducative ainsi que de classe sociale de ces groupes, des conjectures économique et sociales des pays d'accueil, de l'hétérogénéité des entrepreneurs, des avantages monétaires et non monétaires aussi bien que des manières d'acquérir de renseignements sur le revenu des entrepreneurs sont tous importants.

5. La théorie des enclaves ethniques

Un cas particulier de l'entrepreneuriat des immigrants ou d'autres groupes ethniques ou raciaux concerne leur recours à la formation de certaines enclaves. En effet, il s'agit de la localisation des entreprises à l'intérieur d'une communauté géographiquement délimitée. Développée au début par Wilson et Portes (1980) et ensuite par Portes et Bach (1985), la théorie des enclaves ethniques, selon ces auteurs, considère ces enclaves comme le troisième marché d'emploi après les marchés primaire et secondaire. C'est dans cette optique de localisation que Razin (1993) a étudié le cas des entrepreneurs immigrants en Israël, au Canada et en Californie. En préservant les relations ethniques, selon cette chercheuse, les groupes immigrants entrepreneurs tendent à former des enclaves pour une activité entrepreneuriale basée sur des rapports familiaux, des relations de confiance, une culture et un langage communs. D'une part, ces enclaves se caractérisent par des réseaux ethniques informels; d'autre part, elles servent de canaux pour enrôler le potentiel de travail, collecter de l'information et transmettre des compétences d'entrepreneuriat. Les réseaux ethniques informels basés parfois à l'intérieur de ces

enclaves peuvent procurer les crédits nécessaires à leurs compatriotes pour démarrer des entreprises ou subvenir à leurs besoins.

« Informal ethnic institutions such as rotating credit associations and traditions of enterprise are all elements that characterize ethnic networks. Employment in such enclaves facilitates the acquisition of entrepreneurial skills by immigrants much more than employment in equivalent occupations in the general labor market. » (Ibid. : 99)

Davis (2004) a comparé le revenu personnel des Cubains habitant l'enclave de Miami et le revenu de ceux vivant en dehors de cette région. Selon les résultats de son étude, alors que Miami reçoit la population la plus grande de Cubains, cette dernière a le revenu personnel le moins élevé des Cubains. Les Cubains ayant les revenus personnels les plus élevés habitent dans les régions où le nombre d'habitants de cette nationalité est moindre. Cette différence de revenus est attribuée par l'auteure à certaines possibilités : le mécanisme de l'offre et de la demande du marché, la préférence du choix régional des Cubains les plus qualifiés et la classe sociale des habitants (p. 463-465).

Au Canada, les résultats de la recherche de Feng et Garnett (2003) montrent qu'entre 1981 et 1996 le nombre de ces enclaves définies comme étant des secteurs de recensement dont la population comprend au moins 30 % de membres d'une même minorité visible, est passé, pour les villes de Toronto et de Vancouver, de 6 à 137. Les trois quarts de ces enclaves étaient chinoises. En 1996, Montréal comprenait cinq enclaves dont trois noires (p. 26). Selon ces résultats, en dépit de la présence élevée d'immigrants membres de minorités dans la plupart des quartiers urbains, l'éventualité de vivre dans une société élargie n'a pas augmenté au fil du temps. Par ailleurs, en général, les résultats donnent une évaluation très faible de l'association entre le fait de vivre dans une enclave ethnique et les gains provenant d'un emploi (p. 26). Ainsi, chez les immigrants noirs, qui font l'objet de la ségrégation la plus faible et sont les moins susceptibles de vivre dans des quartiers noirs, les résultats de cette collaboration entre les membres du même groupe et ses effets sur le marché du travail sont négatifs et forts. Au contraire, chez les immigrants chinois, qui sont les plus susceptibles de vivre dans des quartiers de

minorités visibles, les résultats de la collaboration entre les membres du même groupe et ses effets sur le marché du travail sont souvent très faibles (p. 27).

Enfin, la recherche de Fong et Ooka (2002) sur le travail dans l'économie ethnique des Chinois à Toronto confirme également que ce travail n'a pas été au profit de la participation de ce groupe dans la société vue dans son ensemble. Alors que le travail dans cette économie ne fonctionne pas comme une « avenue alternative » pour le progrès des immigrants dans leur nouveau pays, le coût social reste toujours important. L'analyse détaillée propose que même les sous-groupes les plus susceptibles de participer aux activités sociales de la société entière, tels que les immigrants indépendants et ceux de la classe familiale, ont aussi une participation moindre à ces activités sociales en contribuant à une économie ethnique (p. 142). Par conséquent, les chances d'intégration sociale des immigrants chinois travaillant dans une économie ethnique ne sont pas très grandes.

Les conclusions de la littérature de ce chapitre sont : la productivité économique faible de certains groupes d'immigrants habitant dans les enclaves ethniques, le retard dans leur intégration au sein de la société plus large et, cependant, l'augmentation de leurs habitants. L'hétérogénéité des immigrants, certaines difficultés de leur accès au marché du travail au début de leur arrivée, l'ignorance ou la faible connaissance de la langue officielle du pays hôte et la part très remarquable des réseaux ethniques pourraient conduire ces groupes vers soit le travail, soit l'habitation ou les deux dans les enclaves ethniques. Alors que nous n'avons pas dédié un chapitre particulier au rôle joué par les réseaux ethniques dans l'intégration professionnelle des immigrants, nous avons essayé de souligner ou de mentionner son importance, selon le cas. Également, les renseignements de ce chapitre sont importants pour notre projet parce qu'ils sont révélateurs des avantages et des désavantages du travail des immigrants dans les enclaves ethniques. Selon nous, le travail dans les entreprises commerciales ethniques ainsi que le lieu de leur activité sont susceptibles de porter certaines caractéristiques de ces enclaves. La

connaissance de tous ces éléments et les éléments déjà examinés, nous semble-t-il, pourrait procurer les fondements de l'analyse de nos résultats.

Chapitre 4 – Les approches méthodologiques

1. D'où provient l'intérêt pour cette recherche

Les quelques années de bouleversement suivant la révolution islamique iranienne de 1979, la guerre entre l'Iran et l'Iraq et le retour du pays au fondamentalisme ainsi que la pression sociopolitique venant de la prise du pouvoir par un nouveau groupe a provoqué l'émigration massive des Iraniens. Étant donné les blocages aux États-Unis pour l'accueil de ces migrants après l'occupation de l'ambassade américaine à Téhéran, certains pays européens et le Canada sont devenus les pays cibles de cette migration. Après la révolution, pendant mes études universitaires, j'avais travaillé aux différents niveaux du secteur public et enseigné dans quelques universités iraniennes. J'ai passé et réussi le concours permettant de continuer les études de doctorat à l'extérieur du pays. C'est ainsi que, admis à l'Université Laval et un visa d'étudiant en main, j'ai entamé mon séjour au Canada en arrivant à Québec en 1993. Pendant quelques années, j'ai appris le français et suivi différents cours de premier, deuxième et troisième cycles en sciences économiques et en sociologie.

Durant mon séjour au Canada avec un visa d'étudiant, je rêvais, comme certains de mes collègues, d'obtenir un certificat de résident permanent, ce qui dans ce pays était la clé de tous les espoirs menant éventuellement à un emploi qualifié. En 1998, j'ai enfin pu l'obtenir avec une joie extraordinaire. Après certaines difficultés pour continuer mes études et pour subvenir aux besoins de ma famille, j'ai déménagé à Montréal à l'été 2000. Le mari d'une des amies de mon épouse, diplômé de l'Université Concordia en génie minéral et travaillant depuis assez longtemps dans l'industrie du taxi, m'avait déjà encouragé à déménager à Montréal et à y travailler comme chauffeur pour gagner ma vie. Ainsi, dès mon arrivée à Montréal, en payant près de 1000 dollars et en suivant les cours intensifs

d'environ cinq semaines de l'école de taxi, j'ai réussi à obtenir un permis m'autorisant à conduire un taxi dans cette ville.

Tenant compte de mon niveau de scolarité et après avoir travaillé tant aux échelons très élevés du secteur public que comme chargé de cours dans les universités iraniennes, il est indéniable que le recours à un tel métier n'était pas facile. Afin d'acquérir une meilleure connaissance géographique de la ville et de ce métier, certains chauffeurs expérimentés m'ont conseillé de choisir le quart de nuit. Les premières semaines, je parvenais à peine à gagner les frais de location du taxi. Quelques semaines plus tard, je me suis dirigé vers une société de taxi dont la plupart des membres venaient du même pays que moi, l'Iran. Ma présence dans cette société m'a permis de faire la connaissance d'un bon nombre de membres de la communauté iranienne travaillant comme chauffeurs de taxi à Montréal. Il y avait parmi eux des différences en termes d'âge, d'éducation, d'expérience du travail, de classe sociale avant leur arrivée, d'orientation politique, etc. Je pouvais parfois rencontrer des gens provenant de classes favorisées, avec une bonne scolarité collégiale et universitaire, jeunes bien qu'expérimentés. Tout cela me préoccupait pour deux raisons. D'abord, pourquoi une telle situation, ensuite, comment expliquer de telles difficultés d'accès au marché du travail.

Parallèlement, ma connaissance de l'un des responsables du programme de doctorat en sciences humaines appliquées (SHA) à l'Université de Montréal et sa description du contenu du programme ont entraîné mon inscription à ce programme. En fait, la recherche d'une réponse satisfaisante aux questions ci-dessus me motivait à effectuer un retour stratégique aux « sciences ». À mon entrée dans le programme, ce que j'avais comme idée avait trait seulement à la question de l'intégration professionnelle des immigrants iraniens au Canada. Cependant, au cours des séminaires exigeants du programme et particulièrement celui de méthodologie et de thèse, la nécessité d'une recherche précise et

profonde ainsi que ma connaissance de l'industrie du taxi à Montréal et des immigrants iraniens m'ont amené à me concentrer sur le cheminement professionnel de ce groupe. Il ne faut pas oublier qu'à cet égard l'encouragement des responsables de ces séminaires et de mes camarades a joué un rôle primordial.

Cette recherche a le souci de concilier des intérêts intellectuels et des engagements humanitaires. En effet, les analyses sociales ne peuvent pas exister à l'extérieur de la politique et de la propre expérience d'analyste de ces sciences. Mes lectures de certaines études ethniques et raciales et de certains textes d'insertion et d'exclusion professionnelle m'ont permis de mieux comprendre ce relativisme de la connaissance. De plus, l'étude de l'articulation des différentes formes d'intégration professionnelle, à travers l'expérience des Iraniens qui travaillent comme chauffeurs de taxi à Montréal, m'a donné un lieu privilégié pour approfondir certaines des questions posées ci-dessus. Ayant grandi en Iran, ayant étudié et travaillé pendant quelques années et particulièrement après la révolution de 1979 comme chercheur et ayant participé assez activement à plusieurs projets socioéconomiques, ayant acquis le statut d'immigrant et étant retourné aux études et au travail simultanément, tout cela m'a donné une base solide pour étudier le sens des pratiques, des normes et des problèmes de ce groupe. D'ailleurs, ceux-ci pourraient contribuer à élaborer les éléments d'une analyse sociologique globale.

Pourtant, je ne peux pas nier que cette recherche était aussi une quête personnelle. Cette étude des autres m'a appris de me connaître moi-même. Les réponses des autres me permettaient d'examiner les miennes. Étant à la fois objet et sujet de cette recherche, je faisais face autant à la divergence qu'aux convergences et, ainsi, je pouvais prendre conscience à quel point mes expériences personnelles étaient comparables à celles des sujets interviewés dans cette recherche. Cette connaissance initiale me procurait une base de réflexions et d'interrogations.

2. Les méthodes d'enquête

2.1. Un survol de la méthodologie en sciences sociales

Étant un produit du monde moderne, selon le rapport de la commission Gulbenkian (1996), les sciences sociales développent au fur et à mesure qu'elles évoluent la spécialisation et l'autonomisation du savoir occidental. Afin d'« apprendre la vérité », « et non pas de l'inventer ou de la deviner ou de la deviner intuitivement » (*ibid.* : 19), ces sciences ont cherché une quelconque validité empirique. La quête de cette dernière se reflète dans deux visions, quantitative et qualitative. Attribuant la raison du succès des sciences naturelles à la mathématisation, la première vision l'identifie aussi comme la seule façon de produire des connaissances en sciences sociales. Selon les partisans de cette démarche, ce traitement mathématique est la seule méthode qui puisse satisfaire trois visées, précision, standardisation et prédiction (*ibid.* : 56). Ainsi, l'adoption du langage mathématique devient une condition *sine qua non* de l'approche scientifique (Pires, 1997 : 8).

Les recherches quantitatives suivent la démarche causale appliquée aux sciences naturelles sans voir l'apport des motifs individuels. À cet égard, les trois présuppositions de Durkheim (1895) en témoignent dans le champ de la sociologie :

- 1- « il faut traiter les faits sociaux comme des choses », c'est-à-dire que le sens donné par les personnes ne doit pas intervenir dans la recherche;
- 2- « il faut procéder en sociologie comme dans les sciences de la nature », c'est-à-dire procéder à une vérification ou falsification hypothético-déductive selon une théorie préalable;
- 3- « il faut rompre avec toute prénotion », c'est-à-dire que la subjectivité des individus ne donne pas un sens suffisamment valide pour l'identification des relations causales.

On peut retracer ces présuppositions dans *Le Suicide* de Durkheim (1897). Ainsi, en recourant au taux social de suicides calculé selon la catégorisation institutionnelle des pays et à partir de recensements officiels, ce sociologue français nie les raisons données par le suicidé avant sa mort et celles données par ses amis proches. Autrement dit, il rejette la subjectivité directement reliée à son objet sociologique (ou dans son langage un « fait social ») sous le prétexte d'insister sur le principe de rester « extérieur à la conscience individuelle ».

Par contre, la vision qualitative désigne les « données primaires » comme les données les moins trafiquées dans les mains du chercheur. En observant la vie sociale dans son déroulement naturel avant toute « préconstruction » théorique du phénomène à étudier, le chercheur pourrait moins interagir avec son sujet et moins influencer son comportement. Autrement, l'entrevue formelle et, donc, l'intervention plus grande de l'analyste sont susceptibles de réduire la fiabilité de recherche. Dans cette perspective, les documents spontanés comme les lettres et les journaux intimes, écrits sans l'intervention d'un chercheur, ont été considérés, entre autres, par Thomas et Znaniecki (1918-1920 : 1833) comme « le genre de matériel sociologique parfait », et par Pires comme une source de données qui assure une « approche la plus précise » (1997 : 9).

Par ailleurs, pour un groupe de chercheurs, la part du sens donné par les acteurs à leur vie et à leur conduite n'est pas négligeable dans les études sociales. Schutz (1987 : 10-11) avance à ce propos que les « préconstructions » et les interprétations des êtres humains de leur vie quotidienne contribuent à procurer des moyens de les intégrer à l'intérieur de leur propre milieu. À cet égard, l'école de Chicago met l'accent sur le point de vue des acteurs sociaux étudiés dans une recherche (Pires, 1997 : 34). C'est ainsi que certains chercheurs soulignent l'importance de l'interprétation des significations données aux choses par des sujets de recherche. La définition de la recherche qualitative de Denzin et Lincoln (1994) est révélatrice de ce concept :

« La recherche qualitative met l'accent sur une multiplicité de méthodes, impliquant une approche interprétative ou naturaliste par rapport à son objet d'étude. Cela signifie que les chercheurs qualitatifs étudient les choses dans leur contexte naturel, essayant d'attribuer un sens ou d'interpréter le phénomène selon leur contexte naturel, essayant d'attribuer un sens ou d'interpréter le phénomène selon les significations que les gens leur donnent. » (Ibid. : 2)

Alors que deux traditions desdites recherches quantitative et qualitative apparaissent différentes, King et coll. (1994), entre autres, croient que la logique d'inférence de ces deux approches de recherche reste identique. Ainsi, les sources des différences ne portent que sur le style et la technique spécifique et, en substance, ils ne sont pas importants. En recourant aux mesures numériques des aspects spécifiques d'un phénomène, la recherche quantitative utilise des échantillons particuliers pour chercher une description générale ou examiner des hypothèses causales. Au contraire, les approches de recherche qualitative tentent de focaliser sur un ou un petit nombre de cas en faisant des entrevues intensives ou des analyses approfondies.

2.2. Retour aux démarches déjà effectuées dans ce domaine

La plupart des études dans notre domaine ont adopté une méthode quantitative. Elles sont basées souvent sur un échantillonnage des immigrants entrés au Canada ou au Québec au cours d'une période donnée, selon les recensements officiels du pays, en leur demandant de répondre aux questions posées dans la grille du questionnaire. Ainsi, ces enquêtes longitudinales se répètent à plusieurs reprises et à différentes périodes. S'appuyant sur les éléments contribuant à leur intégration professionnelle extraite des études antérieures et des débats théoriques, elles tentent, par exemple, d'analyser les changements des revenus de ces immigrants en les comparant avec ceux démontrant des conditions similaires provenant du pays d'accueil durant des périodes données. Les sources de ces recherches souvent ne sont que des statistiques officielles, notamment les rapports d'impôt. En recourant à certaines méthodes statistiques et économétriques, les chercheurs tentent d'analyser à quel point leurs hypothèses ou théories peuvent être validées ou rejetées.

En ce qui concerne l'utilisation d'une démarche quantitative pour examiner différents aspects de l'intégration professionnelle des immigrants au Canada, on peut faire allusion à quelques exemples. L'étude de Frenette et Morissette (2005) est fondée sur les fichiers de microdonnées d'un échantillon de 20 % des cinq recensements consécutifs du Canada, portant sur la période de 1981 à 2001. Focalisée sur les individus âgés de 16 à 64 ans ayant travaillé au moins 40 semaines pendant l'année précédente, cette recherche examine la possibilité de convergence des revenus des travailleurs immigrants et ceux nés au Canada durant les deux dernières décennies. Aydemir et Skuterud (2005) ont utilisé la même base de données pour expliquer la détérioration des gains à l'entrée sur le marché du travail pour les cohortes successives d'immigrants au Canada pendant la période 1966-2000. En plus d'étudier le processus d'adaptation et l'établissement des nouveaux immigrants, l'enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada (ELIC)⁴⁶ de Statistique Canada a tenté d'étudier comment les caractéristiques socioéconomiques des immigrants influent sur le processus de leur intégration dans la société canadienne. L'échantillon de cette enquête comprend les immigrants arrivés au Canada entre le 1^{er} octobre 2000 et le 30 septembre 2001. Les interviews sont faites auprès des immigrants ayant au moins 15 ans lors de leur arrivée et à trois moments par la suite : six mois, deux ans, quatre ans. Cependant, cette enquête exclut tous ceux qui ont présenté une demande d'établissement en sol canadien ainsi que les demandeurs d'asile. En fait, l'enquête ELIC constitue une base de données pour plusieurs études ultérieures recourant aux méthodes quantitatives.

En ce qui a trait aux études sur l'intégration professionnelle des immigrants au Québec, plusieurs adoptent une démarche quantitative. Certaines de ces recherches exploitent les données de l'enquête longitudinale sur l'établissement des nouveaux émigrants (ÉNI). Cette dernière avait comme but de saisir la dynamique de l'établissement d'un échantillon d'une cohorte d'immigrants adultes (de 18 ans et

⁴⁶ Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada : perspective régionale des expériences sur le marché du travail.

plus), ayant obtenu leur visa à l'étranger, arrivés entre la mi-juin 1989 et novembre 1989 et admis dans l'une ou l'autre des trois catégories d'immigration (réfugié, indépendant et famille). Quatre vagues de cette enquête ont été réalisées approximativement un an, deux ans, trois ans et dix ans après l'arrivée de ces personnes au Québec. La taille de l'échantillon comprend respectivement 1000, 729, 508 et 429 immigrants durant les quatre étapes de l'enquête. En utilisant des résultats des trois premières vagues de cette enquête, Renaud, Desrosiers et Carpentier (1993) ainsi que Piché, Renaud et Gingras (2002) ont examiné l'insertion économique des nouveaux immigrants dans le marché du travail à Montréal. Renaud et coll. (2001) et Godin (2005) ont par ailleurs observé la dynamique de l'établissement professionnel des dix premières années. Enfin, le dernier exemple a trait à l'analyse quantitative de Renaud et Cayn (2006) sur l'obtention d'un emploi correspondant aux compétences des immigrants admis au Québec entre janvier 1997 et juin 2000. Un échantillon de 1541 requérants principaux de la catégorie des travailleurs constitue la base de données de cette enquête longitudinale. Les entrevues ont été effectuées en mars 2002 et la moyenne de la durée de résidence des répondants était de 36 mois.

Toutes les études déjà effectuées sur l'intégration en général et l'intégration professionnelle des immigrants au Canada et au Québec contribuent à éclairer notre recherche et constituent un fonds très précieux du contexte.

3. Quelle démarche pour cette étude?

Bien que la réflexion et l'expérience de la recherche sociale sur les groupes d'immigrants valorisent certaines méthodes d'enquête sur le terrain, leur capacité d'explorer une certaine réalité sociale reste unique. Tel que déjà mentionné, la plupart des études dans ce domaine adoptent une méthode dite quantitative. Elles sont basées entre autres sur une analyse économétrique et statistique des résultats d'enquêtes longitudinales effectuées à deux, trois ou quatre reprises, sur celle des revenus officiels déclarés selon les formulaires de l'impôt; elles construisent

différents tableaux, croisent différentes variables comme l'âge, le niveau de scolarité, la connaissance des langues officielles à l'arrivée, l'expérience du travail avant la migration, la catégorie d'immigration, le sexe, le nombre de semaines de formation à temps plein, la date du premier emploi, etc. Certaines études ont l'avantage de catégoriser leur analyse en fonction des pays ou régions de naissance des immigrants. Par exemple l'analyse de l'insertion économique de nouveaux immigrants au Québec de Piché, Renaud et Gingras (2002) les divisent en Afrique subsaharienne, Liban, Moyen-Orient et Afrique du Nord, Viêtnam, Asie du Sud, de l'Est et Pacifique, Haïti, Amérique du Sud et Caraïbe, Europe de l'Est, France, reste de l'Europe et Amérique du Nord.

Pour arriver aux objectifs qui sont poursuivis dans notre recherche, à partir des expériences et des trajectoires d'environ une quarantaine de chauffeurs de taxi d'origine iranienne travaillant à Montréal, nous avons tenté de mieux comprendre comment se pose et s'effectue (ou non) leur intégration professionnelle. Comme plusieurs chercheurs, nous croyons à une conception générale de la méthodologie en sciences sociales. Dans cette perspective, « une série de questions et de stratégies précises s'appliquent à telle ou telle technique d'observation empirique, forme d'échantillonnage ou modalité de traitement des données, etc., mais cela ne constitue pas à proprement parler une 'méthodologie à part' » (Pires, 1997 : 49). Également, pour King et coll. (1994) une bonne recherche adopte des caractéristiques de la méthode scientifique peu importe ses styles quantitatif ou qualitatif. Notre recherche porte, nous appuyant sur ces derniers auteurs, sur les quatre caractéristiques suivantes :

- Le but est l'inférence : une recherche scientifique tente de faire des inférences descriptive ou explicative basées sur l'information empirique de ce monde. Il est important d'aller au-delà de données immédiates afin d'arriver aux faits non observés directement.

- Les procédures sont publiques : une étude scientifique utilise des méthodes explicites, codifiées et publiques pour générer et analyser des données dont la viabilité peut s'évaluer.
- Les conclusions sont incertaines : l'incertitude fait partie de toute recherche et connaissance sur ce monde. En effet, inférer sans estimer les incertitudes ne constitue pas de la science.
- Le contenu est la méthode : la science est constituée principalement de méthodes et de règles; celles-ci sont capables d'étudier pratiquement n'importe quoi (*ibid.* : 7-9).

C'est ainsi que pour la compréhension de la réalité des expériences de ces groupes d'immigrants, nous avons tenté d'employer tant les résultats des études déjà effectuées recourant à une recherche soit quantitative, soit qualitative, comme la base conceptuelle et théorique de notre recherche, ainsi que toutes les statistiques et données pouvant présenter la dynamique socioéconomique de la société d'accueil de ce groupe. Cependant, étant donné la nature et le but de cette étude, ce travail poursuivra une démarche qualitative.

4. Pourquoi une recherche qualitative?

Il semble que le point de départ du recours à une démarche qualitative soit les processus où les instruments qu'une méthode quantitative ne réussit pas souvent à cerner ou considère comme négligeables (Bryman, 1988; Mechanic, 1989). Marshall et Rossman (1989) croient en la supériorité de la recherche qualitative dans les cas suivants :

- la recherche ne peut être réalisée de façon expérimentale pour des raisons pratiques ou éthiques;
- la recherche a pour but d'approfondir des processus ou des phénomènes complexes;
- la recherche comporte des variables pertinentes qui n'ont pas encore été cernées;

- la recherche veut explorer quand et où les politiques, le bon sens populaire et la pratique échouent;
- la recherche porte sur des sociétés encore peu étudiées ou des structures innovatrices;
- la recherche porte sur les processus organisationnels, leurs liens informels et non structurés;
- la recherche porte sur les buts organisationnels réels, par opposition à ceux qui sont prétendus (*ibid.* : 46).

Suivant ces conseils, il convient d'apporter quelques éclaircissements :

— La présente recherche se concentre sur un groupe particulier d'immigrants non pas partout au Canada ou au Québec, mais seulement à l'intérieur de l'une des villes métropolitaines du Canada : Montréal. L'immigration iranienne au Canada et au Québec est un phénomène assez récent et bien que cela fasse plusieurs années que l'Iran est un des principaux pays qui envoient des émigrants au Canada, il n'y a pas beaucoup de recherche sur cette vague migratoire. Après Toronto et Vancouver, Montréal est la ville qui a attiré le plus grand nombre d'immigrants de cette population. Il est évident que cette situation exige à la fois une description générale des schèmes de cette immigration et un recours au traitement des statistiques et des données quantitatives. Cependant, l'utilisation des démarches plus qualitatives permet tant de dépasser les difficultés liées à l'étude de ce groupe que d'approfondir leur connaissance.

« If we are to understand the rapidly changing social world, we will need to include information that cannot be easily quantified as well as that which can. Furthermore, all social science requires comparison, which entails judgments of which phenomena are 'more' or 'less' alike in degree (i.e., quantitative differences) or in kind (i.e., qualitative differences). » (King et coll., 1994: 5)

— Tel qu'on le verra plus tard, ce groupe se compose de catégories variées entrées à différentes périodes et sous différents motifs. Une faiblesse des études quantitatives existantes sur l'insertion des immigrants est qu'elles incluent seulement les individus

ayant le visa en main obtenu à l'étranger. Les politiques d'immigration du Canada et du Québec permettent aux demandeurs d'asile et aux personnes qui y ont déjà demeuré de déposer leur demande de réfugié ou de résident permanent, mais ces études les ont exclus de leurs échantillons. Les résultats de cette recherche révèlent à quel point cette inclusion sera importante et nécessaire dans l'étude de l'intégration professionnelle des immigrants.

— D'ailleurs, les études précédentes au Québec recourant aux méthodes quantitatives ont sélectionné des échantillons assez larges de différents groupes d'immigrants arrivés dans une période donnée dans la province ou à Montréal. Ensuite, le suivi de ces individus à deux, trois ou quatre reprises présente le rendement de l'intégration de ces immigrants. Les résultats en général sont souvent révélateurs d'une intégration sur le marché du travail assez lente à court terme, mais plus satisfaisante au moyen et à long terme (l'exemple de Renaud et Cayn, 2006). Par contre, ce choix méthodologique permet de savoir comment le lien entre l'expérience vécue dans le pays d'origine et celle dans le pays hôte et surtout l'expérience de l'immigration contribuent à l'intégration professionnelle du groupe observé. En précisant certains détails, nos questions porteront sur les mécanismes et les acteurs (le qui et le comment de ce processus). En effet, les rencontres auront lieu avec des individus jeunes et bien scolarisés arrivés à Montréal, même depuis 20 ans, et qui travaillent toujours comme chauffeurs de taxi. Dans ce cas, il est évident qu'il n'y aura plus de place pour une prévision optimiste d'accès des immigrants aux emplois qualifiés selon le domaine de leurs études ou de leur expérience précédente juste quelques années après leur arrivée à condition que tout aille bien. Nous sommes devant un phénomène très clair témoignant qu'il y a quelque chose qui ne fonctionne pas vraiment, autant sur la façon d'utiliser ces personnes de manière optimale que sur les objectifs de la politique d'immigration.

— Les questions de chaque enquête sont liées généralement aux théories et aux études précédentes ou à l'évaluation de l'efficacité de politiques d'intégration professionnelle chez ce groupe, etc. Dans une démarche quantitative, étant donné la

taille assez grande des échantillons et par conséquent la possibilité de faciliter le traitement des données après avoir terminé les entrevues, les choix de réponses des interviewés se limitent souvent à ceux déjà prévus et inscrits sur le formulaire. En revanche, les différentes approches basées sur une modalité qualitative, y compris la nôtre, tentent de donner un vrai sens personnel d'après l'interprétation des interviewés, même s'ils sont contre des théories officielles et les points de vue des théoriciens des sciences sociales. En effet, il est possible que les données issues d'une telle recherche ne puissent prendre une forme statistique, parce que

« ce sont les données d'expérience, les représentations, les définitions de la situation, les opinions, les paroles, le sens de l'action et des phénomènes. Bien qu'elles échappent à la standardisation poussée, il est quand même important que les sciences sociales puissent analyser ces données puisqu'elles décrivent une grande partie de la vie sociale; les négliger revient à se priver d'une connaissance essentielle. » (Deslauriers et Kérisit, 1997 : 105)

— Il va de soi que le déterminisme professionnel n'a pas amené nécessairement tous les immigrants arrivés au Canada ou au Québec, y compris les Iraniens, à travailler comme chauffeurs de taxi. Il y a également plusieurs personnes dans cette communauté, ou d'autres, qui ont réussi à occuper de bons emplois qualifiés. Cependant, le recours à ce métier est devenu l'exemple connu de déqualification des immigrants récents au Canada, soit dans les articles de journaux, soit dans les allusions des chercheurs (notamment Thompson, 2000). Bien que les résultats des démarches quantitatives déjà effectuées auraient pu attirer notre attention sur des régularités dans les trajectoires des immigrants, la connaissance des crises joue un rôle important dans une société en voie de changement. Si ces comportements différents font référence à une exception ou à une déviation du processus général de l'intégration économique des immigrants récents au pays ou au Québec, sa connaissance est importante et la nature du phénomène rend sa réalisation impossible, par exemple, par le biais d'un recensement de la population. C'est pourquoi trois éléments apparaissent constamment dans les études qualitatives : l'histoire, le contexte et le changement social.

— L'intérêt de notre recherche a trait aux immigrants provenant de la même origine, portant leurs propres caractéristiques socioculturelles, et qui ont choisi l'entrepreneuriat comme métier. Ainsi, on constate un croisement entre le phénomène de l'immigration, l'ethnographie et une modalité de ce genre de métier : travailler comme chauffeur de taxi. En plus de suivre la trajectoire socioprofessionnelle de ces immigrants depuis le pays d'origine jusqu'à Montréal, cette étude tente d'examiner à quel point cette façon de s'intégrer pourrait et peut satisfaire les attentes qu'ils avaient avant de quitter leur pays natal. Est-ce que le recours à ce travail renvoie à une passion, une expérience du passé, un but temporaire, intermédiaire ou final, une obligation, un choix optimal, ou autre? En fait, l'intérêt de cette étude ne se limite pas seulement à une connaissance approfondie du cheminement professionnel de ce groupe, mais aussi à celle de ce métier. Ainsi, la connaissance de ce dernier viendra à partir du point de vue des immigrants et le sens qu'ils lui donnent. Cela permettra de mieux cerner la dynamique de cette intégration. Notons que les résultats de cette étude découleront des interprétations de ce groupe au moyen d'entrevues personnelles et exhaustives. Par conséquent, ces orientations sont hors des moyens des recherches quantitatives.

— Bref, les motifs du recours à une méthode qualitative pour réaliser notre étude peuvent se résumer ainsi : le peu de recherches sur ce groupe d'immigrants qui jouent désormais un rôle important dans la mosaïque ethnique du Canada et du Québec, le lien entre l'expérience vécue dans le pays d'origine et celle du pays d'accueil, la connaissance des processus qui provoquent cette façon de s'intégrer, l'importance de la compréhension du sens donné par ces immigrants dans son sens ethnographique, la compréhension de différentes mesures d'intégration professionnelle associées à ce genre de métier, et l'inclusion de toutes les catégories du groupe d'immigrants recourant à ce métier.

5. Quelles techniques?

Pour reconstruire les expériences et les trajectoires de ces immigrants sur le plan de leur intégration professionnelle, nous avons choisi la méthode du récit de vie. Ce récit n'a pas trait seulement au vécu de ces sujets, mais aussi à celui de la vie en société, *les vivants* (Houle, 1997). Selon Ferrarotti (1979), « Toute vie humaine se révèle jusque dans ses aspects les moins généralisables comme la synthèse verticale d'une histoire sociale. Tout comportement ou acte individuel nous paraît jusque dans ses formes les plus uniques la synthèse horizontale d'une structure sociale. » (p. 141) Ces récits deviennent donc la base de données d'une étude sociale. D'ailleurs, tel que Bertaux (1980) et Ferrarotti (1986) aussi le suggèrent, en se basant sur une rétrospective en profondeur des expériences vécues dans le passé et dans le présent, cette approche nous permet d'enrichir les informations sur deux points : premièrement, le sens que les acteurs eux-mêmes donnent à leur vie; deuxièmement, leurs pratiques dans différentes conditions sociales dans lesquelles ils se positionnent.

« Il s'agit alors de connaître son point de vue sur le déroulement des faits ou le fonctionnement d'une institution ou de la saisir à travers sa propre expérience; de rendre compte de ses sentiments et perceptions sur une expérience vécue; d'avoir accès aux valeurs d'un groupe ou d'une époque qu'il connaît à titre d'informateur clé, etc. Notez que l'accès à la dimension factuelle passe nécessairement par la médiation de la subjectivité des interviewés. » (Pires, 1997 : 153-154)

Nous avons donc adopté une perspective qui analyse les expériences et les cheminements des immigrants iraniens travaillant comme chauffeurs de taxi à Montréal. À cet égard, l'exemple du *Polish peasant* de Thomas et Znaniecki (1958) demeure la référence majeure qui nous inspire. Dans cette étude, les trajectoires ou les histoires de vie des immigrants polonais à Chicago représentent l'expérience de l'immigration, de la vie des immigrants et leurs difficultés. En fait, la parole de ces sujets ressortant de l'intérieur des récits de vie procure un potentiel heuristique précieux pour les sciences humaines en établissant une continuité entre un passé socioculturel, sociopolitique et socioéconomique donné et le présent. C'est ainsi que,

pour investiguer avec un minimum de profondeur les tranches de vie professionnelle des interviewés, chaque récit de nos interviewés sera recueilli au cours d'une ou deux entrevues d'une durée de près de deux heures. Les entrevues se divisent en deux parties : avant et après l'immigration.

Dans la première partie, à partir des thèmes de la scolarité, de l'expérience du travail et des motifs du départ de l'Iran, nous avons posé des questions sur les caractéristiques personnelles de l'immigrant avant son départ comme l'âge, la ville de naissance, le niveau de connaissance des langues officielles du Canada, le genre d'emploi, les conditions politiques, économiques et sociales de la famille, les attentes professionnelles au Canada ou au Québec, etc.

Dans la deuxième partie, nos questions tournaient autour des éléments comme le contexte socioéconomique, l'année d'arrivée, les étapes parcourues au Canada et au Québec pour accéder à l'emploi, notamment l'apprentissage de la langue, les cours professionnels, les études, l'aide des organisations gouvernementales ou non gouvernementales et le rôle des réseaux ethniques dans l'accès au travail, la réaction des employeurs et les difficultés, le genre d'emplois offerts (dans quels secteurs), les motifs pour travailler comme chauffeur de taxi, les avantages et désavantages, le travail à temps partiel ou à temps plein, la mesure de la satisfaction des attentes professionnelles avant l'immigration, etc.

6. Quelle stratégie?

La stratégie adoptée pour l'entretien est basée à la fois sur l'entrevue directive et non directive, dite semi-dirigée. Devenant assez populaire, l'intérêt pour les entretiens semi-dirigés est lié aux probabilités que les sujets interviewés soient plus susceptibles d'exprimer leurs points de vue lors d'une entrevue relativement ouverte que dans le cadre d'une entrevue standardisée ou d'un questionnaire (Kohli, 1978, cité dans Flick, 2002). Alors que les personnes choisies pour l'entrevue se sentent totalement libres d'explorer leur expérience avant et après le départ, nous

avons tenté de les amener à se concentrer davantage sur certaines parties de leur vie jugées essentielles (en fonction de la problématique et du débat théorique déjà discuté) à leur intégration professionnelle, comme la non-reconnaissance des diplômes obtenus à l'étranger, la sous-estimation par des employeurs des diplômes et des expériences du travail acquis dans le pays d'accueil, la possibilité de discrimination contre certains groupes dans les milieux de travail le cas échéant, la comparaison des avantages matériels et non matériels de cette modalité du travail autonome (chauffeur de taxi) avec celui des salariés, la part des revenus acquis de ce métier dans le revenu total de l'interviewé, etc. En fait, nous nous intéressons à tracer le profil de l'expérience et de la trajectoire de ces personnes : les emplois occupés, les conditions et les secteurs de travail, les stratégies retenues et les ressources (familiale, ethnique, institutionnelle) mobilisées dans la recherche d'emploi et les difficultés rencontrées.

Suivant les renseignements détaillés recueillis au cours de chaque interview, les formulaires remplis sont complétés par une fiche signalétique qui comprend les caractéristiques démographiques et sociales (âge, genre, scolarité, état civil, etc.) des interviewés, la date de l'immigration et, systématiquement, l'histoire des professions qu'ils ont exercées.

7. Le cheminement de la recherche

Dans cette partie, les différentes étapes de cette étude sont explicitées avec autant de détails possible, parce qu'on ne peut pas analyser les résultats d'une recherche sans tenir compte des choix qui la sous-tendent.

7.1. Pourquoi ce groupe?

D'après la méthodologie qualitative (Glaser et Strauss, 1967; Pires, 1997), deux critères clés contribuent à orienter la stratégie d'échantillonnage du chercheur : la saturation et la diversification. À ce propos, la sélection d'un groupe relativement

homogène est primordiale. Ce dernier, comme défini par Bertaux (1980), s'applique à « un milieu organisé par le même ensemble de rapports socioculturels » (p. 205). En fait, le partage du même univers socioculturel facilite l'attente de la saturation des données. D'après ce même auteur, « la saturation est le phénomène par lequel, passé un certain nombre d'entretiens (biographiques ou non, d'ailleurs), le chercheur ou l'équipe a l'impression de ne plus rien apprendre de nouveau, du moins en ce qui concerne l'objet sociologique de l'enquête » (p. 205).

En ce qui a trait au deuxième critère, la diversification peut prendre deux formes, externe (intergroupe) et interne (intragroupe). Dans la forme intergroupe, par rapport à un objet donné, on sélectionne les cas les plus contrastés possible. Cette forme s'intéresse souvent à comparer entre le point de vue des individus dans différentes catégories sociales, sous-cultures, etc. Ainsi, le choix des individus les plus divers possible est important. « L'échantillon est donc constitué à partir des critères de diversification en fonction de variables qui, par hypothèse, sont stratégiques pour obtenir des exemples de la plus grande diversité possible des attitudes supposées à l'égard du thème de l'étude. » (Michelat, 1975 : 236) Par contre, dans la diversification interne, les échantillons les plus divers possible sont sélectionnés à l'intérieur du même groupe homogène choisi. Le recours à la première forme ne permet pas la diversification ni les possibilités de saturation à l'intérieur de chaque groupe (Pires, 1997b).

Selon ce qui précède, imaginons la question de recherche suivante : quelles sont les trajectoires de l'intégration professionnelle des immigrants iraniens au Québec ou à Montréal? Elle est en soi assez globale. Par contre, l'analyste ne veut pas savoir, par exemple, comment cette intégration s'est faite dans différentes catégories socioprofessionnelles de ces immigrants. Il n'est alors pas nécessaire de constituer un échantillon par la diversification intergroupe (externe). Au contraire, puisque le critère de saturation exige l'homogénéité de l'échantillon, notre étude a concentré son regard seulement sur un groupe précis, les chauffeurs de taxi d'origine iranienne à Montréal.

Mais, pourquoi les immigrants Iraniens et comment justifier ce choix? Pour répondre à cette question, nous avons concentré notre attention sur le traitement des statistiques sur l'immigration des Iraniens et dans la plupart des cas nous avons utilisé les données de l'immigration aux niveaux fédéral et provincial; cette étape a permis d'obtenir une description des changements depuis l'arrivée de cette population et leur catégorisation durant différentes périodes. Dans la deuxième moitié des années 1990, l'Iran comptait parmi les dix premières sources d'immigrants au Canada. Ce pays a gardé cette position même au cours de la première moitié des années 2000 (CIC, 2004). Autrement dit, si cette tendance continue, on pourrait s'attendre à ce que l'immigration de l'Iran trouve une place importante dans la politique d'immigration du Canada, à cause de son influence potentielle sur la formation de la structure nationale et ethnique de la population immigrante du Canada (Kazemipur, 2004 : 27). D'ailleurs, il va de soi que, pour des raisons de faisabilité, ces sujets ont été sélectionnés parmi les chauffeurs de taxi qui travaillent dans la région de Montréal.

7.2. Comment avoir accès aux chauffeurs de taxi d'origine iranienne?

C'est ainsi qu'à partir du début de l'année 2006, où j'ai commencé à préparer mon projet de recherche, jusqu'à l'été 2006, je suis devenu, de manière assez systématique, observateur et, au mois de février 2007, juste après la soutenance de mon projet de thèse, lorsque j'ai commencé mes premières entrevues avec les sujets, j'avais déjà beaucoup d'information sur les Iraniens travaillant comme chauffeurs de taxi à Montréal. Étant moi-même Iranien et immigrant depuis quelques années au Québec et aussi travaillant comme chauffeur de taxi à Montréal, cela me permettait, pratiquement, d'être un témoin vivant de cette immigration et du rapport des membres de cette communauté les uns avec les autres. Alors que j'avais déjà habité à Québec pendant quelques années, à l'exception de certains groupes d'étudiants, la petite taille de cette communauté dans cette ville, au moins durant cette période, et probablement leur dispersion ne m'avaient pas permis d'en connaître les membres.

À l'été 2006, pour réaliser mon projet de thèse, j'ai commencé à travailler à temps plein comme chauffeur de taxi pendant deux ou trois mois, ce qui m'a donné, cette fois, un terrain de recherche. Bien que j'y avais déjà travaillé pendant quelques années, mon nouveau programme d'études avait contraint mes horaires de travail au maximum et à certaines fins de semaine. Plusieurs motifs exigeaient ce retour au taxi à temps plein : l'existence des gens qui ne travaillent pas pendant les fins de semaine, l'arrivée et le départ continus des individus dans cette industrie, l'obligation d'établir des relations amicales et assez proches pour obtenir leur coopération aux entrevues et, surtout, chercher des renseignements pour trouver les éléments clés contribuant à l'identification de ce groupe et de cette industrie et donc à l'amélioration de ma recherche.

Ainsi, j'ai établi des contacts avec certains chauffeurs que je connaissais déjà. La plupart d'entre eux étaient des gens assez anciens dans cette industrie qui pouvaient me fournir de bonnes informations. Au début, j'expliquais les objectifs de mon étude et que cela faisait partie des premières recherches réalisées directement à la fois sur les chauffeurs de taxi et sur les membres de la communauté iranienne dans ce métier. Étant donné qu'ils me connaissaient, j'ai réussi à saisir certains éléments qui pouvaient m'aider à différencier ces immigrants. J'ai donc commencé à faire des entrevues préliminaires auprès de trois personnes qui m'ont parlé de leurs expériences d'immigration et des emplois occupés. Également, j'ai fixé des rendez-vous par téléphone avec certains experts québécois du taxi qui enseignaient à cette période ou avaient déjà enseigné dans les écoles de taxi à Montréal pour qu'ils me transmettent leurs expériences d'une part, et qu'ils me mettent au courant de l'histoire de cette industrie d'autre part. De même, je suis allé au Bureau du taxi et du remorquage de Montréal chercher ce genre de renseignements, mais la réponse des personnes responsables était en général négative. Cela découlait, tel qu'ils le mentionnaient, de l'absence de ces renseignements. Par contre, ils m'invitaient à leur faire parvenir les résultats de mon étude. J'ai bien compris à quel point cette industrie et les chauffeurs qui y travaillent ont besoin de recherches comme celle-ci.

Cette étape et la lecture des débats théoriques de l'intégration professionnelle des immigrants ont favorisé l'identification et l'établissement des premières lignes de différenciation entre les chauffeurs de taxi. D'ailleurs, comme il n'existait pas de moyens de recenser la totalité des immigrants iraniens travaillant comme chauffeurs de taxi, j'ai contacté par téléphone les directeurs ou vice-directeurs des principales sociétés de taxi de Montréal⁴⁷. Tous ont confirmé le manque d'informations de ce genre, sauf chez Taxi Atlas et Taxi Angrignon. Le directeur de cette dernière société a identifié uniquement une personne en provenance d'Iran. Par contre, j'ai pu identifier la société de taxi Atlas comme celle dont la majorité des actionnaires, des propriétaires et aussi des chauffeurs sont d'origine iranienne. J'ai donc décidé de choisir cette société pour former mon échantillon.

7.3. Société de taxi Atlas

Le bureau de la Société de taxi Atlas est localisé à Westmount, la ville qui est connue comme la plus riche et la plus anglophone de la grande région de Montréal. Il y a environ 190 voitures de taxi actives dans cette société. On peut estimer qu'autour de 256 personnes y travaillent, dont 103 personnes sont propriétaires de permis de voiture de taxi et actionnaires, 87 personnes sont seulement propriétaires sans être actionnaires et, enfin, 66 individus travaillent comme chauffeurs de taxi sans avoir de permis de taxi⁴⁸. Ces derniers travaillent individuellement de

⁴⁷ Il faut préciser que le travail de chauffeur de taxi n'est pas le monopole des sociétés de taxi, car il y a aussi des propriétaires de taxi indépendants qui font ce qu'ils appellent du « *pick up* » sans utiliser une radio ni être affiliés à une société de taxi donnée. Ces taxis sont connus comme les taxis A-11. Ainsi, les propriétaires de ces taxis ne sont pas obligés de payer le frais de l'utilisation des services de radio et des distributeurs d'appels des sociétés de taxi. Il n'a pas été possible de rencontrer des chauffeurs d'origine iranienne parmi eux.

⁴⁸ Il faut ajouter que la possession du permis de taxi est différente du permis pour conduire un taxi à Montréal. Il y a des gens qui détiennent le premier sans avoir la permission de le conduire; donc, ils l'utilisent pour obtenir des profits commerciaux. En fait, ils ont besoin de détenteurs des permis de conduire un taxi qui louent leur voiture de taxi. Par contre, il y a d'autres pratiques qui ont cours parmi des travailleurs de cette industrie et qui sont contre les règlements du Bureau du taxi : le propriétaire du permis de taxi loue seulement son permis à un chauffeur contre un montant fixe pour une période précise et c'est ce chauffeur qui, en utilisant les avantages et le numéro de ce permis, doit se procurer une voiture. Ainsi, bien que le locataire profite des avantages, il est responsable de tous les frais, y compris ceux reliés à la voiture.

différentes façons : des quarts de 12 heures (jour ou soir), un ou deux jours par semaine (les quarts de jour et de soir confondus) en louant le permis de taxi. Tel que mentionné plus haut, la majorité des travailleurs ou actionnaires de cette société sont d'origine iranienne. Le nombre des immigrants provenant d'autres origines, soit propriétaires soit chauffeurs, a récemment augmenté.

La société Atlas est connue comme étant le fournisseur principal des services de taxi aux résidents des villes et des quartiers de Westmount, Notre-Dame-De-Grâce (NDG), Côte-Saint-Luc, Montréal Ouest, Hampstead, et même une grande partie du centre-ville, dont les ghettos de McGill et de Concordia. Les chauffeurs voulant travailler pour cette société doivent réussir obligatoirement l'examen de la connaissance de la ville de Westmount. Cette société est très sérieuse quant à l'application de ses règlements en insistant sur la vitesse, la discipline, la propreté des voitures et le comportement de ses membres. Les règlements de cette société sont adoptés même avant de ceux du Bureau du taxi et du remorquage de Montréal. La violation de ces règlements par les membres aboutit à différentes punitions, allant même jusqu'à perdre la possibilité de travailler dans cette société.

7.4. La rencontre du directeur gestionnaire de la société de taxi Atlas

Au début de ma recherche sur la Société de taxi Atlas, je projetais de rencontrer le directeur de cette société et de le mettre au courant de mon étude. En plus de me faire part de ses expériences, il pourrait me donner des informations sur la société et les gens qui y travaillent. Et son soutien m'était nécessaire puisqu'il pouvait encourager ses collègues à collaborer. Je connaissais déjà le directeur d'Atlas, et je l'avais mis au courant de mon projet au cours de certaines célébrations communautaires. Il m'a bien accueilli et m'a demandé de fixer un rendez-vous à un moment relativement tranquille au bureau pour que nous puissions discuter plus en détail.

Nous nous sommes donc rencontrés dans son bureau et je lui ai expliqué le but de ma recherche en précisant que celle-ci n'avait aucun motif non universitaire, entre autres politique ou concernant le calcul du revenu pour des raisons fiscales. J'ai attiré son attention sur le fait qu'une telle étude pourrait grandement contribuer à l'amélioration de l'intégration professionnelle des immigrants et, évidemment, celle de nos compatriotes. Je lui ai par ailleurs demandé d'encourager tous ses camarades à participer à mes entrevues et à dire la vérité sur leur cheminement socioprofessionnel depuis qu'ils avaient quitté leur pays d'origine jusqu'à maintenant.

Au départ, il a précisé qu'il ne m'aurait donné aucune information sur la société Atlas s'il ne m'avait pas connu déjà depuis plusieurs années. Ainsi, en donnant les renseignements mentionnés au début de ce chapitre, le directeur d'Atlas à ce moment a refusé de me donner des informations sur les caractéristiques de statut et individuelles des membres. En revanche, il m'a laissé libre de leur demander directement. Enfin, j'ai fait une entrevue préliminaire avec lui et il m'a raconté l'histoire de sa vie socioprofessionnelle et ses points de vue sur le travail de taxi et les raisons de son recours à ce métier. J'y reviendrai plus tard lors de la présentation des données. Je dois mentionner que lors de notre rencontre, un des chauffeurs est entré pour parler au directeur et celui-ci, en présentant brièvement le sujet de ma recherche, lui a demandé de participer à une entrevue sur son propre récit. Également, pendant le processus de mes entrevues, ce directeur a démissionné et l'assemblée générale d'Atlas a sélectionné un nouveau directeur. Heureusement, j'avais la chance de connaître aussi cet immigrant. Plus tard, comme il faisait partie de l'échantillon de cette étude, j'ai réussi aussi à avoir un entretien avec lui.

7.5. L'échantillonnage

Après avoir discuté avec le directeur de la société de taxi Atlas et avoir eu son autorisation de contacter les membres de la société sous sa direction, la première étape portait sur l'identification des chauffeurs de taxi travaillant dans cette société,

d'une part, et leur catégorisation en critère de différenciation, d'autre part. En effet, après avoir choisi cette population relativement homogène, nous avons cherché le plus possible à contraster les cas, parce qu'« il s'agit d'une étude *exhaustive* ou *en profondeur* d'un groupe restreint » (Pires, 1997b : 155). À ce propos, tel que déjà mentionné, le travail à temps plein à l'été 2006 a permis de parler, entre autres, à des chauffeurs iraniens assez expérimentés, à la fois dans cette industrie et dans cette société, et de leur expliquer le projet d'étude. Nous avons aussi demandé leur aide, autant que possible, pour identifier des lignes de différenciation et leurs camarades. Bien que cette façon d'acquérir des renseignements ne puisse pas être parfaitement fiable, cela semblait être nécessairement le point de départ de notre étude.

Ainsi, en première partie, afin d'étudier une période nécessaire à l'adaptation aux conditions du marché du travail au Québec, nous avons choisi pour la sélection de notre échantillon la condition générale d'habiter depuis au moins cinq ans au Québec. D'ailleurs, selon nos informations préliminaires, la problématique ainsi que le cadre théorique, nous avons adopté une stratégie de diversification des variables à l'intérieur de la population de recherche en ce qui concerne :

A. La position des femmes parmi les chauffeurs de taxi : dans ce cas, nos informations ont révélé qu'il n'existait pas, au moment de notre étude, une seule femme iranienne travaillant comme chauffeur de taxi, ni dans cette société ni ailleurs à Montréal. Notre échantillon se limite donc aux hommes.

B. La scolarité : elle constitue une variable importante lorsqu'il s'agit de comparer les qualifications de ces immigrants et leur formation professionnelle dans la société d'origine ou ailleurs avec leur reconnaissance ou non dans la société d'accueil. C'est pourquoi nous avons choisi le critère d'avoir ou non un diplôme universitaire de niveau baccalauréat avant l'arrivée au Canada.

C. La propriété du taxi : travailler en tant que propriétaire ou seulement comme chauffeur sans être propriétaire d'un taxi influence les conditions socioéconomiques de ces individus. Ces conditions sont donc ajoutées aux critères de différenciation.

D. La période d'immigration : étant donné la différence relative des décennies 1980 et 1990 en matière de conditions socioéconomiques et sociopolitiques à la fois dans les sociétés d'origine et d'accueil, une différenciation est aussi faite entre les sujets arrivant au cours de ces deux décennies.

Selon cette catégorisation, il y a huit sous-catégories, et dans chacune des entrevues ont été réalisées avec cinq immigrants iraniens travaillant à la société de taxi Atlas. Le tableau 26 représente la méthode de sélection des 40 personnes interviewées :

Tableau 26 : Description de l'échantillon de l'étude

	Avoir un baccalauréat obtenu à l'extérieur du Canada lors de l'arrivée		Ne pas avoir au moins un baccalauréat lors de l'arrivée		Total des individus
	Années 1980	Années 1990	Années 1980	Années 1990	
Propriétaire	5	5	5	5	20
Non-propriétaire	5	5	5	5	20
Total	10	10	10	10	40

7.6. Quel type d'échantillon?

Dans la deuxième partie, après avoir déterminé les lignes de fragmentation et le schéma, nous avons essayé de colliger, de catégoriser et de sous-catégoriser les renseignements concernant ces groupes d'après le numéro de taxi des chauffeurs. Il y avait deux possibilités : premièrement, aborder le terrain à travers une recension générale à l'intérieur de la Société Atlas et demander à chacun de ses membres de révéler ses caractéristiques en fonction du schéma; deuxièmement, colliger ces

renseignements à l'aide d'informateurs clés plus anciens et expérimentés chez Atlas. Il nous semblait que le recours à la deuxième option et l'utilisation du conseil des plus vieux d'Atlas (une acquisition indirecte des informations) étaient suffisants pour les renseignements initiaux sur la population à échantillonner. Il est évident qu'il y avait différents groupes, différents arrêts de taxi et évidemment différents rapports d'amitié et professionnels entre les chauffeurs. Il était primordial de les découvrir, soit directement, soit indirectement à travers des amis, des réseaux d'amis et, le cas échéant, des familles, pour être en mesure de classer les réponses dans les catégories concernées. Les informations ont été collectées et, pour les cas manquants, il n'y avait pas d'autre choix que de se référer individuellement aux membres.

Nous ne pouvons pas nier qu'en nous référant à certains cas déjà catégorisés, nous avons constaté que l'information sur les caractéristiques de certains chauffeurs n'était pas exacte. Par exemple, on pouvait penser auparavant qu'une certaine personne avait obtenu un baccalauréat ou qu'elle était arrivée durant telle décennie, alors que cela n'était pas vrai. De même, il est arrivé que l'un des chauffeurs ait étudié hors de l'Iran dans un pays européen ou ailleurs et qu'il ne l'ait jamais mentionné et, donc, personne ne le savait. C'était le cas pour des personnes assez tranquilles et qui n'avaient pas d'amis. Cela s'explique par les représentations sociales que ces immigrants construisent d'eux-mêmes et leurs caractéristiques individuelles, culturelles et politiques, etc., sur lesquelles nous reviendrons plus tard. De toute manière, cette recherche avait comme but de positionner tous les membres non administratifs de cette société dans les boîtes déjà prévues; et ensuite, faire la sélection des échantillons.

La technique d'échantillonnage en recherche qualitative est le plus souvent de type non probabiliste ou théorique, par exemple « l'échantillon accidentel, intentionnel, par quotas, typique, de volontaires ou l'échantillon en « cascades » dit aussi par « boule de neige » (Mayer et Ouellet, 1991 : 386). Patton (1980 : 105) ajoute à cette liste l'échantillon de cas déviants, typiques, critiques, politiquement

importants ou tout simplement les plus accessibles (repris dans Deslauriers et Kérisit, 1997 : 97). Cependant, tenant compte des catégorisations déjà basées tant sur les théories visées que la référence aux informateurs clés de cette industrie et de cette société, nous avons essayé de sélectionner les individus au hasard afin qu'ils puissent représenter autant que possible ce groupe d'immigrants travaillant comme chauffeurs de taxi à Montréal d'une part; et qu'ils nous racontent le récit de leur intégration professionnelle depuis le pays d'origine jusqu'à maintenant, d'autre part. L'expérience sur le terrain a révélé que le nombre d'immigrants arrivant durant les années 1980 ou avant qui travaillaient dans cette société de taxi a été plus élevé que ceux qui sont arrivés pendant les décennies suivantes. Ainsi, il n'y avait pas une grande difficulté à recourir à une sélection au hasard pour les catégories du premier groupe. Par contre, le choix était très limité pour certaines catégories arrivées pendant la décennie 1990 et la suivante.

7.7. Les entrevues semi-directives

Il va de soi qu'obtenir la coopération de l'interviewé n'est pas chose simple. Après avoir sélectionné les individus, il faut communiquer avec eux, obtenir leur consentement à l'entrevue et fixer un rendez-vous. D'abord, comment faire en sorte que l'interviewé accepte d'être interrogé; et comment pourrait-on lever ses résistances telles que le manque de temps et d'intérêt? Ensuite, si l'individu accepte de participer à l'entretien, comment peut-on vérifier qu'il dit la vérité? Comment peut-on gagner sa confiance afin qu'il parle sans contraintes? Dans cette partie, nous tentons de présenter quelques éléments expérimentés avant et au cours des entretiens.

7.7.1. Accepter d'être interrogé

Les sujets de cette recherche sont choisis parmi des membres d'un groupe ethnique. L'étude des trajectoires de l'intégration professionnelle de ces derniers s'effectue donc à travers des entrevues ethnographiques. Pour Flick (2002), la

possibilité de faire ces entretiens arrive souvent spontanément et par surprise lors de contacts réguliers sur le terrain. Spradley (1979) les décrit comme une série de conversations amicales au fil desquelles le chercheur introduit lentement de nouveaux éléments pour obtenir l'assistance de l'informateur. Cela doit s'effectuer délicatement afin de recevoir une réponse positive de l'informateur visé. Pour cet auteur, ces éléments incluent une demande spécifique d'entrevue, l'explication du but du projet et des questions ethnographiques, par exemple descriptives, structurelles (pour démontrer la façon de formuler la réponse par l'interviewé) et contrastées (pour procurer des informations sur des mesures conceptuelles utilisées par l'informateur) (*ibid.* : 58-60).

Dans la présente démarche et avec les individus sélectionnés, il y a eu des personnes qui ont refusé les entrevues sur leur histoire de vie, soit professionnelle, soit non professionnelle; et certaines qui ont accepté au début et qui ont refusé après deux ou trois conversations téléphoniques et même après avoir pris un rendez-vous. Ce comportement est conséquent avec une caractéristique culturelle très forte chez les Iraniens, selon une expression farsi « *Rudarbâyesi* » ou « *Rudarvâsi* ». Cette dernière fait référence à la gêne ou à la timidité que l'on éprouve devant quelqu'un ou au sentiment des égards qu'on lui doit. En fait, les gens ne se sentent pas à l'aise de rejeter immédiatement ou dans un court laps de temps un demande qu'on vient de leur faire. C'était donc assez difficile pour certaines personnes de donner tout de suite une réponse négative à ma demande d'entrevue, et ce, pour plusieurs raisons : certains d'eux me connaissaient ou, au moins, ils me rencontraient dans ce milieu depuis quelques années. Pour certains, il était difficile de me donner une réponse négative immédiate, même s'ils ne me connaissaient pas auparavant, parce que je provenais de la même origine et aussi dû à mon statut de collègue de travail. D'autres encore tentaient de réfléchir davantage ou de consulter leurs camarades à propos des motifs possibles de cette demande ou pour en apprendre davantage à mon sujet. Tout cela était prévisible, considérant l'histoire de la diaspora iranienne au Canada comme dans d'autres pays, particulièrement après la révolution de 1979. Tenant compte des différents motifs politiques économiques et sociaux occasionnant

le départ de ces individus, je pouvais m'attendre à de telles attitudes assez prudentes par rapport aux entretiens.

De toute façon, je devais employer toutes mes ressources pour obtenir la meilleure collaboration possible des interviewés, gagner leur confiance, les mettre plus à l'aise lors de l'entretien, les faire accepter de s'engager et de parler spontanément. Mon statut indigène, soit un compatriote travaillant comme eux en tant que chauffeur de taxi et la reconnaissance des égards culturels de ce groupe comme *Rudarvâsi* me permettait d'insister sur leur soutien. Tel que mentionné plus tôt, ce dernier ne s'obtenait pas seulement à travers le recours à ces égards, s'ajoutaient aussi des tactiques de familiarisation initiale pour les convaincre de coopérer. Ainsi, les places réservées aux taxis étaient de bons endroits pour rencontrer les individus. Alors que le recours au téléphone cellulaire était un moyen de communiquer avec ces immigrants, je préférais au début me présenter personnellement, autant pour leur expliquer le but de ma recherche que pour les intéresser davantage. Cependant, je ne pouvais pas être certain de rencontrer des chauffeurs dans ces arrêts, parce qu'ils pouvaient à tout moment recevoir un appel pour aller chercher des clients. Le premier accès à ces individus, particulièrement lorsqu'ils n'avaient pas un endroit fixe, exigeait beaucoup de patience. Je devais parfois essayer pendant plusieurs jours, différents horaires et arrêts de taxi pour réussir à rencontrer certains chauffeurs. En fait, si le scénario prévu marchait bien, je pouvais trouver les bonnes personnes, dire quelques mots et attirer leur attention et, ainsi, obtenir un numéro de téléphone pour ensuite parler davantage et fixer un rendez-vous. Je leur demandais le jour et l'heure où ils seraient disponibles pour l'entrevue.

7.7.2. Question du manque de temps

En ce qui a trait à la disponibilité de ce groupe, celle-ci n'était pas souvent identique chez les deux catégories de cette étude : les propriétaires et les non-propriétaires de taxi. Ces derniers travaillant dans un quart de jour ou de soir, à

condition de ne pas travailler individuellement, préféraient donner du temps hors de leurs périodes de travail. Par contre, ayant la possibilité d'organiser leurs horaires de travail, les propriétaires de taxi étaient plus disponibles et à l'aise les fins de semaine. En général, j'étais conscient qu'il ne fallait pas les déranger lors des périodes d'achalandage où ils sont susceptibles d'être occupés. Parler avec moi en conduisant des clients n'était pas facile, parce que ces derniers auraient eu des raisons de s'opposer et de protester contre le chauffeur. Également, consacrer du temps de travail à participer à une telle entrevue signifiait pour eux une perte de revenu du taxi, tandis que cette recherche ne leur apportait aucune ressource financière compensant au moins une partie de cette perte. Ces individus parfois ne répondaient pas à leur cellulaire même pendant les périodes où ils avaient pourtant indiqué qu'ils seraient disponibles. Il était évident qu'ils avaient fait monter des clients dans leur voiture. C'est pourquoi cette période exigeait d'être patient, persévérant, mais aussi insistant.

De même, certains étaient très occupés avec leur famille, de sorte qu'ils ne pouvaient pas préciser une date de rendez-vous. Quelques-uns ont donc proposé d'effectuer ces entretiens lors de conversations téléphoniques. Ces entrevues s'effectuaient en plusieurs étapes pendant que les chauffeurs travaillaient : en attendant dans les arrêts, en roulant dans les rues, ou en se rendant chez des clients. En fait, il semble que cette manière de faire avait l'avantage de rassurer les interviewés pour qu'ils soient à l'aise de parler sans avoir besoin de préparer, selon la formule de Goffman (1973), les éléments de mise en scène de l'entretien. L'interviewé était déjà mis au centre du déroulement de son métier actuel. Autrement dit, il n'avait plus besoin que l'intervieweur lui procure ce contexte artificiellement.

7.7.3. Comment gagner leur confiance?

Pour amener les personnes sollicitées à collaborer à cette étude, il fallait recourir à diverses stratégies. Bien que l'art de bien faire parler ait trait

théoriquement à l'importance d'obtenir la collaboration de l'interviewé, cela n'est pas simple en pratique (Poupart, 1997). À propos de la psychologie sociale des Iraniens, Moallem (1989 : 87) a déjà signalé l'existence de deux contre-méthodes empêchant l'accès à l'information. Il s'agit de la *Tagiyya*⁴⁹ et de l'*Abé-ru-dari*⁵⁰. Pour cette chercheuse, ces deux éléments socioculturel et sociohistorique pourraient contribuer à dissimuler la réalité de la vie de ces interviewés.

7.7.3.1. Appartenance au groupe et caractère personnel

J'avais l'avantage au départ de connaître ce groupe, avec son histoire, sa langue et sa culture : d'une part, j'étais moi-même issu du même groupe ethnique et j'avais exercé le métier de statisticien, d'économiste et de d'analyste des problèmes socioéconomiques à différents niveaux administratifs pendant des années après la révolution 1979 en Iran; d'autre part, j'avais déjà une bonne connaissance des habitudes, de la morale, la de culture et, en particulier, des divers motifs ayant poussé les membres de ce groupe à quitter leur pays d'origine. Mon bureau en Iran, en particulier durant plusieurs années jusqu'à avant mon départ, était toujours le lieu de référence des différentes catégories de ce peuple provenant de tous les coins du pays. En effet, certains amis, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur du travail, m'avaient nommé en farsi *Sangeh Sabour*, signifiant littéralement la « pierre patiente »; cette expression se réfère à l'histoire ancienne d'une pierre à laquelle font confiance ceux qui ont souffert de problèmes graves et à laquelle ils racontent le récit de cette souffrance. Bien que franchement je n'étais pas sûr d'avoir à ce point la dignité

⁴⁹ « Une pratique qui a joué un rôle essentiel pour la sauvegarde de la communauté chiite sous la gouverne sunnite. Pour se préserver de la persécution arabo-musulmane, les chiïtes, par la 'Taqiyya' avaient le droit de cacher et même de renier leur croyance en temps de détresse. » (Enayat, 1982 : 175 cité dans Moallem, 1989 : 87) Il ne concerne pas seulement « la simple dissimulation de la pensée, il constitue une pratique, une procédure appliquée par les Imams chiïtes pour contourner une des difficultés majeures du dogme chiite en matière de pouvoir politique [...] En effet, en utilisant la méthode de la Taqiyya, les dirigeants chiïtes faisaient croire que collaborer avec le pouvoir était une manière d'affirmer en secret la légitimité politique et spirituelle des membres de la maison d'Ali. » (Mourin, 1986 : 23-24)

⁵⁰ « Il est systématiquement lié à l'opposition et à la tension existant entre le « privé » et le « public », l'« intérieur » et l'« extérieur », l'« individualité » et la « communalité », et l'accommodation à la norme. » (Moallem, 1989 : 87)

attribuée par cette caractéristique, je pouvais en profiter au moins pour attirer la confiance des immigrants dans cette recherche.

7.7.3.2. Premiers entretiens avec les individus clés

Néanmoins, cette mesure n'était pas suffisante à elle seule. J'avais besoin de me familiariser avec les individus qui ne me connaissaient pas, et cela ne se faisait qu'à travers un bavardage pour implicitement me présenter moi-même ainsi que mon projet. Il va de soi que le premier contact faisait allusion à la problématique de ces immigrants travaillant comme chauffeurs de taxi et que je leur expliquais brièvement le projet. Le succès de cette étape débouchait à fixer la date de la prochaine communication, du coup de fil et éventuellement la date et le lieu de l'entretien et, si les étapes avançaient bien, le déroulement des entrevues. Ainsi, ma stratégie était au début d'interviewer les personnes qui comptaient parmi les leaders dans ce milieu. Par exemple, les premières entrevues ont eu lieu avec des gens comme le directeur de la société de taxi Atlas, le chef des inspecteurs d'Atlas, certains membres du conseil d'administration d'Atlas, etc. Cette pratique m'a bien aidé pour encourager d'autres chauffeurs à participer à l'étude. Lorsque ces derniers entendaient que telle ou telle personne y avait déjà participé, le tabou de la non-participation existant à cause de doutes et de la prudence se cassait et de plus en plus d'immigrants commençaient à coopérer. Il semble que cette tactique était assez efficace pour les mettre davantage à l'aise et pour qu'ils parlent. Je prenais soin de demander à ces individus clés de parler aux amis soit dans leur groupe politique, soit ceux travaillant dans leur propre arrondissement, pour les encourager à participer à cette étude qui serait susceptible de révéler et d'analyser des réalités survenues au cours du processus de leur immigration.

7.7.3.3. Présentations réciproques

Avant de commencer les entrevues, je précisais évidemment les objectifs de la recherche, le nom de l'université où j'étudie et la confidentialité de l'entrevue. Un

grand nombre des interviewés étaient étonnés d’entendre le nom d’une université francophone. En fait, ils étaient très surpris d’entendre que l’un de leurs camarades appartenant à leur génération entreprenait des études universitaires en français au Québec. Cela est dû notamment à la tendance générale des Iraniens à aller vers l’anglais et des centres collégiaux et universitaires anglophones, parce que l’anglais est souvent enseigné comme langue étrangère dans les écoles et les universités iraniennes. À leurs yeux, ce recours au français au niveau universitaire devient un point positif chez un collègue et exige du courage. Lorsque j’abordais mes questions sur leur statut, réciproquement, j’ai eu plusieurs fois des questions concernant mon état matrimonial, la profession de mon épouse, le nombre d’enfants que j’ai, leur âge et leur genre, mon statut d’immigration, mes activités universitaires et professionnelles ici et en Iran, ainsi que le nombre d’années vécues au Canada, au Québec et à Montréal. Je soulignais encore qu’il était à tout moment possible pour les interviewés de me poser des questions de même nature s’ils le désiraient. Plusieurs parmi eux le retenaient et me posaient souvent des questions plus ou moins similaires à celles que je leur posais. Cette démarche augmentait la confiance et l’empathie.

7.7.3.4. Confidentialité des informations

Les immigrants avaient besoin de s’assurer que dans ces entrevues n’existait aucun motif politique et financier de malhonnêteté et d’espionnage. Ce dernier point était très important considérant deux éléments essentiels dans la vie de ce groupe. Le premier a trait au statut de réfugié de la plupart de ces immigrants, tel qu’on verra plus tard, lors de leur arrivée au Canada. Alors que cet élément ne les dérangeait plus au Canada parce qu’ils avaient régularisé leur statut et avaient obtenu le statut résident permanent, ils pouvaient toujours garder la suspicion à l’égard de l’État de leur pays d’origine, tenant compte du désir de certains d’entre eux et des membres de leur famille de voyager en Iran pour leur rendre visite. Il va de soi que cela concerne seulement ceux qui devaient encore obtenir une autorisation pour ce voyage. Sinon, cela n’était pas un enjeu chez des activistes politiques de gauche

n'ayant plus l'espoir de retour sous le régime actuel. En revanche, cette inquiétude s'intensifiait s'ils avaient la crainte que cette étude ou le chercheur ait un lien quelconque avec cet État⁵¹. Le deuxième élément concerne la suspicion liée aux motifs fiscaux d'indiquer le montant des gains de ce métier. D'une part, être chauffeur ou propriétaire de taxi fait partie des travaux dit d'entrepreneuriat. Les travailleurs dans ce domaine ont donc la responsabilité de déclarer leur revenu basé sur leurs calculs personnels qui seront utilisés pour fixer leurs impôts annuels. D'autre part, les interviewés qui racontaient leur histoire étaient susceptibles d'avoir recours à différents emplois et donc différents revenus. Par conséquent, le rôle de l'intervieweur dans ce cas n'était que de rassurer les interviewés tout d'abord sur ces enjeux : les résultats de cette étude ne seraient utilisés que pour des objectifs scientifiques, la confidentialité serait préservée jusqu'à la fin de cette recherche, et aucun vrai nom ne serait mentionné sauf en cas de consentement des personnes concernées.

7.7.3.5. Temps, lieu, durée et déroulement des entretiens

Les entrevues se déroulaient en farsi, soit la langue que maîtrisent la plupart des Iraniens. La durée des entrevues, dans tous les cas, était variable : entre deux heures et deux heures et demie. Il y avait des entrevues qui s'effectuaient à plusieurs moments, à plusieurs endroits et par divers moyens. Je demandais aux interviewés de choisir le lieu de l'entretien. Au centre-ville, il y avait toujours le problème du stationnement autour des restaurants comme Tim Hortons ou Dunkin Donuts. C'est pourquoi la plupart des entrevues se sont déroulées soit au restaurant Dunkin Donuts localisé à l'angle des rues Sherbrooke Ouest et Beaconsfield, soit au Tim Hortons à l'angle des rues Saint-Jacques et Cavendish. Les deux sont dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce (NDG) à l'ouest du Centre-ville de Montréal. Plusieurs raisons justifient ce choix : l'espace de stationnement disponible pour ces deux restaurants,

⁵¹ Hormis des rumeurs entre les Iraniens hors du pays sur des activités d'informations de l'État pour connaître des caractéristiques politiques des membres des groupes d'opposition, il y a aussi une vision souvent pessimiste contre les étudiants boursiers étant envoyés par l'État pour continuer leurs études.

leur localisation dans le quartier d'où proviennent une grande partie des appels d'Atlas, la concentration d'un nombre élevé des membres de la communauté iranienne ainsi que celle de leurs marchés et restaurants dans cet arrondissement. Ces endroits où se déroulait un grand nombre des entretiens étaient assez populaires auprès des chauffeurs d'Atlas et représentaient souvent un lieu de repos et de circulation. Durant les premières interviews, l'arrivée d'un camarade iranien, qui disait quelques mots gentils comme *Salaam va Taârof*, ce qui fait partie des rapports chaleureux de la culture persane lors d'une rencontre avec quelqu'un déjà connu, occasionnait l'interruption des entretiens pour quelques instants. Par contre, au fur et à mesure que ces immigrants devenaient conscients de ces entretiens, ils essayaient de ne pas nous approcher et couper court à la conversation. Parmi ces rendez-vous, il est arrivé juste trois fois que je sois invité chez les interviewés. Deux de ces immigrants étaient séparés et un autre était marié, mais son épouse et son fils habitaient à Toronto. Cependant, au moment des entrevues, tous les trois habitaient seuls à Montréal. Également, certaines interviews s'effectuaient le midi pendant la pause du dîner où les chauffeurs se reposaient souvent en mangeant et bavardant avec leurs collègues dans les restaurants iraniens de NDG ou du centre-ville.

D'ailleurs, la question du temps, tel que déjà mentionné, ne permettait pas à certains interviewés de fixer un rendez-vous dans un endroit prédéterminé. C'est pourquoi ils m'avaient demandé de les appeler le soir lors de périodes plus tranquilles où ils pourraient me parler au téléphone cellulaire. Cela menait souvent à plusieurs interruptions de communication lors de la conversation et à des rappels à cause de l'embarquement et du débarquement des passagers, du passage à des points morts, d'entrée dans les tunnels, etc. Enfin, une série d'entretiens ont eu lieu à l'intérieur des voitures de taxi, lorsque des chauffeurs étaient en attente aux arrêts pour prendre les appels. Débutant de cette manière, ces interviews ne se terminaient pas souvent pendant cette même rencontre et il fallait les continuer lors des sessions suivantes, soit de la même façon, soit à travers une ou maintes conversations téléphoniques. Ainsi, avec leur accord, je les appelais le soir chez eux à l'heure où ils m'autorisaient à le faire. Au début de ces appels, je présentais mes excuses à

toute la famille pour le temps qu'ils m'avaient consacré pendant cette période du repos après une longue journée de travail. Je leur répétais que s'ils n'étaient pas à l'aise pour n'importe quelle raison, je pourrais rappeler plus tard ou un autre jour.

7.7.3.6. Enregistrement des entretiens

Dans la même veine, il me fallait réduire l'effet possiblement négatif des appareils d'enregistrement et m'arranger pour que ces immigrants puissent dans la mesure du possible oublier leur présence. J'enregistrais les entrevues – si les interviewés étaient d'accord – et je prenais des notes quand cela ne m'était pas permis. Je souhaitais que l'utilisation du magnétophone n'entrave pas le déroulement de l'entretien. En posant l'appareil d'enregistrement sur la table, au début de l'entretien, je laissais entendre qu'étant donné l'existence de différentes réserves possibles, économiquement ou politiquement, pour ces immigrants chauffeurs de taxi, il n'y avait aucune obligation à utiliser cet appareil sans leur accord. Le doute quant à l'utilisation de cet appareil m'amenait par ailleurs à leur expliquer que l'entretien pourrait durer plus longtemps si je devais prendre des notes manuscrites détaillées. Il me semble que ce geste contribuait davantage à gagner leur confiance et les encourageait à parler sans contraintes.

7.7.4. Comment gagner la confiance?

Après avoir souligné l'importance de gagner la confiance de l'interviewé pour l'amener à participer à la recherche, comment savoir s'il veut véritablement collaborer? Les paragraphes qui précèdent montrent que nous avons tenté par plusieurs moyens de créer un milieu où les personnes sollicitées se sentent à l'aise pour parler.

7.7.4.1. Expliquer l'importance de cette recherche

Tout d'abord, il faut les convaincre de l'intérêt et de l'utilité de l'entretien. À ce propos, j'insistais sur le fait que c'était la première fois qu'une étude universitaire s'intéressait à l'histoire de la vie professionnelle de ce groupe iranien travaillant dans cette ville. En mettant l'accent sur la scolarité, l'expérience et les connaissances sociales assez élevées de ce groupe, je leur rappelais l'importance de chercher les raisons de leurs difficultés. Je soulignais que le but de cette recherche était d'entendre les paroles de ces chauffeurs de taxi pour connaître le processus et les difficultés qu'ils ont rencontrées du début de leur voyage jusqu'à maintenant. Étant donné qu'il y a peu de travaux sur les conditions de la vie de ces immigrants hors de leur pays d'origine et au Canada et en particulier au Québec, cette étude portant directement sur l'expérience vécue et les points de vue de ce groupe pouvait s'attendre, d'une part, à mieux connaître les difficultés de ce groupe et, d'autre part, permettre de faire avancer les connaissances des politiques pour améliorer celles concernant l'accès à l'emploi chez des immigrants. Je leur donnais aussi mon exemple qui était un visage familier depuis quelques années, en rappelant une partie de l'histoire de mes études et de mes expériences académiques et professionnelles.

Comme je faisais partie du groupe, j'avais le privilège d'accéder à une population qui me connaissait depuis plusieurs années. Étant Iranien et chauffeur de taxi, j'étais plus en mesure de produire une analyse qui ne présente pas ces immigrants comme les objets passifs à partir d'un déterminisme migratoire. Ma position professionnelle (un chercheur d'origine iranienne travaillant avec eux comme chauffeur de taxi) m'aidait à les faire parler. Étant donné que ces personnes me considéraient comme un des leurs qui va présenter la réalité de leur vie et qui, dans une certaine mesure, démystifiera les images stéréotypées projetées sur les Iraniens, certains parmi eux m'ont parlé de cette motivation.

À ce sujet, Poupart (1997) souligne que « les intérêts et les enjeux chez les interviewés et chez les intervieweurs (sont) rarement identiques » (p. 187).

7.7.4.2. Recours au réseau social et le problème de « contre-méthodes »

Tel que mentionné précédemment, j'ai aussi essayé de faire intervenir le réseau social pour m'assurer de la collaboration efficace des interviewés. Il s'agit notamment de commencer l'enquête avec des individus qui semblent être des personnages clés dans ce milieu. Ces leaders ayant de l'influence sur les autres interviewés, ils me présentaient d'autres membres de leur société que je n'avais pas réussi à aborder. En plus de leur demander de me les présenter et de me donner leur numéro de téléphone cellulaire, je leur demandais de les encourager à me parler ouvertement. Il faut avouer que cette manière était très efficace, particulièrement pour les membres des groupes de gauche adhérant au socialisme et au communisme et qui avaient habité en Inde juste avant leur départ pour le Canada. La plupart de ces personnes m'ont donné explicitement des descriptions de leur vie et de leur statut lors de l'arrivée sans aucune réserve. Par contre, d'autres étaient beaucoup plus réticents à aborder le sujet.

À cet égard, on peut faire encore allusion à deux contre-méthodes déjà citées de la thèse de Moallem (1989) : la *Taqiyya* et l'*Abé-ru-dari*. Par exemple, certains interviewés n'étaient pas à l'aise de parler explicitement de leur statut de réfugié lors de leur arrivée au Canada. Ils avaient honte de le dire à cause du prestige qu'ils avaient de la classe sociale à laquelle ils appartenaient dans le pays d'origine ainsi que de l'existence d'une perception négative par rapport à ce statut aux yeux de leur peuple. En fait, la séparation du privé et du public et le recours à ces deux éléments de leur environnement immédiat exigent de ne pas révéler la réalité de la vie privée à ceux qui ne font pas partie du groupe. Ainsi, en influençant la psychologie sociale de ce peuple, « la réticence, l'insécurité et la méfiance des autres – et surtout des étrangers – font partie de ce mécanisme de défense » (*ibid.* : 89). De même, ceux qui étaient retournés en Iran en visite préféraient dissimuler ce statut, se référant plutôt à leurs activités politiques ou sociales contre le régime à un moment donné.

À ce propos, lorsqu'une question portait sur le statut à l'arrivée, certains interviewés réagissaient et l'estimaient comme personnelle et ils n'aimaient pas répondre. Dans ce cas, j'étais obligé d'expliquer les motifs de ce genre de question en faisant référence aux points de vue théorique de l'intégration professionnelle des immigrants. En fait, je soulignais que cette question cherchait à vérifier si ce statut pourrait avoir une influence négative à la fois sur l'accès à un emploi qualifié et le suivi des études chez ces immigrants. Ces explications contribuaient, jusqu'à un certain point, à diminuer la subjectivité négative de cette question chez ce groupe. Une fois, en début d'entretien, quand j'ai posé à un interviewé des questions sur son nom, sa date de naissance et son état matrimonial, celui-ci les a interprétées comme si je franchissais les frontières de son intimité. Par conséquent, je lui ai présenté mes excuses tout de suite et je lui ai encore rappelé que ces informations me servaient seulement à différencier entre des interviewés avant de leur attribuer un code et d'analyser des données en termes d'âge à l'arrivée et d'autres renseignements. Donc, je n'avais aucune intention à les publier. En fait, j'essayais de les convaincre de ne pas avoir peur d'éventuelles conséquences de leur témoignage.

7.7.4.3. Atmosphère amicale, tenue vestimentaire, repas

Les entrevues se déroulaient dans une atmosphère tout à fait amicale et pleine d'attentions où ces immigrants avaient l'occasion de retourner dans leurs souvenirs et leurs expériences passées et actuelles. Pendant les entretiens, je me devais de respecter certaines règles liées à la discrétion au niveau de la conversation, du vêtement et de la gestuelle. Tout cela contribuait à susciter la confiance de l'interviewé. Alors que notre conversation était parfois pleine de blagues et de compliments, elle encourageait l'interviewé à parler en observant l'empathie, l'intérêt et le maximum d'écoute de l'intervieweur. En ce qui a trait à la tenue vestimentaire, j'étais conscient que les interviewés s'engageaient dans cet entretien, à l'exception des propriétaires de taxi travaillant les fins de semaine, souvent au milieu ou à la fin de leur période de travail. Leur tenue était donc celle qu'ils portaient habituellement pour le travail, sauf lors des entrevues effectuées à la

maison alors que ces individus portaient des vêtements plus confortables. Je portais donc moi-même les vêtements qu'ils me voyaient ordinairement porter au travail.

Durant les rencontres, je prenais le temps de bavarder de différents sujets comme le temps, la neige, la chaleur, les embouteillages, etc. Également, me pliant aux règles élémentaires de courtoisie, si nous étions dans un café-restaurant, je leur offrais un café ou un café glacé avec un muffin ou un croissant; si nous mangions au restaurant, chacun commandait pour lui-même. Par contre, je dois avouer franchement que plusieurs interviewés ne m'ont pas permis de payer, ce qu'on peut attribuer à la chaleur et à l'hospitalité coutumières de la culture iranienne. De même, certains immigrants me servaient du thé, du chocolat, des fruits, des pistaches, etc. J'étais gêné de toutes ces attentions, mais je les évaluais comme un capital social très précieux qui pourrait contribuer à la réussite de ma recherche.

7.7.4.4. Émotions ressenties en évoquant le passé

La référence aux souvenirs de ces immigrants occasionnait souvent des moments pleins d'émotion et d'empathie, de sorte qu'ils ne pouvaient plus poursuivre la conversation, ils l'interrompaient et sortaient fumer une cigarette. En écoutant leurs histoires, il m'arrivait parfois de ne pouvoir retenir des larmes. Plusieurs récits étaient assez semblables, mais certains étaient uniques. En fait, je voyais dans plusieurs récits des similarités avec ma propre expérience. À la fin de l'entretien, je leur demandais pardon de leur faire tourner les pages de l'histoire de leur immigration et des étapes de leur parcours. Par contre, certains d'entre eux me remerciaient de leur donner l'occasion de confier leurs peines ou *Dardede-Del-Kardan*. Cela leur permettait, tel qu'ils le mentionnaient, de se vider de la douleur qu'ils portaient dans leur cœur depuis longtemps.

8. Analyse des données

Comme la démarche de ce projet est basée sur l'application d'une méthode qualitative, l'analyse s'est faite de manière progressive. Si les conditions de réalisation de l'enquête le permettaient, nous avons recours à une analyse par étape des entrevues. On peut faire une distinction entre trois périodes d'analyse dans cette recherche :

- 1— Afin de tester la stratégie de cueillette des données, les premiers récits récoltés étaient immédiatement analysés.
- 2— Une fois un tiers des récits obtenus, la deuxième série des récits était analysée. Cela permettait d'introduire toute modification nécessaire.
- 3— Finalement, l'analyse principale et synthétique s'est faite à la fin du terrain. Il est évident qu'un aller-retour vers les éléments théoriques a été constant durant toute la procédure de cette étude.

D'après Huberman et Miles (1991; 1994), à propos de la procédure d'analyse, cette recherche a utilisé deux méthodes d'analyse verticale et horizontale ou inter-cas. En ce qui a trait à la première, chaque récit des interviewés est examiné à lui seul et dans sa totalité. Quant au vécu de ces individus, cette analyse permet de suivre leurs études, leurs expériences et leur trajectoire par rapport à leur intégration professionnelle avant et après l'immigration. En outre, une représentation schématique et une synthèse détaillée de chaque récit occasionnent la possibilité de faire ressortir ce qui est susceptible d'être les moments et les éléments marquants de leur expérience. En contribuant à une meilleure compréhension des cas, les représentations schématiques facilitent une meilleure comparaison entre ceux-ci. D'ailleurs, le progrès des travaux ainsi que l'examen de chaque récit ont dégagé des thèmes et des dimensions qui permettent la production de synthèses. La codification et le traitement des récits ont simplifié cette procédure. En fait, cette démarche est le début d'une analyse horizontale à partir de laquelle les récits seront comparés entre eux. Cette comparaison fera ressortir différents cheminements aussi bien que les

conditions et les processus qui les produisent. Cette comparaison sera susceptible de révéler, d'une part, les éléments de ressemblance ou de divergence entre les immigrants iraniens travaillant comme chauffeurs de taxi et, d'autre part, les cas atypiques dont l'importance est assez grande en raison de certains aspects de leur réalité.

Il faut ajouter que, dans l'ethnographie des immigrants provenant d'autres cultures et la tentative de les faire connaître aux lecteurs qui n'en ont pas d'expérience directe, la part de la présentation des résultats sera aussi très importante. En fait,

« Ethnography always has to struggle with the misrelation of limited personal experience, on which the process of knowledge is based, and the claim for an authoritative knowledge about a whole culture, which it makes with its product, i.e. the texts. » (Fuchs et Berg, 1993 : 64)

9. Éthique de la recherche

La base de la méthodologie de cette étude est fondée sur l'approche du récit de vie. Ce dernier tente d'intégrer le profil avant et après la migration des sujets de recherche. Certaines questions posées à ces immigrants concernent la vérification tant des raisons de ces migrations que du statut de cette population lors de l'arrivée dans le pays d'accueil. Certains avaient le courage de révéler tous leurs gains pendant leur période de résidence au Canada. Tel que mentionné précédemment, à partir du début des entretiens, nous avons essayé de gagner la confiance des interviewés, leur assurant qu'ils ne couraient aucun risque en participant à cette recherche. Il s'agit des possibilités autant de pressions politiques dans leur pays d'origine que des punitions financières ou politiques dans celui d'accueil. D'ailleurs, les mêmes caractéristiques de ce peuple, comme la *Taqiyya* et l'*Abé-ru-dari*, ne leur permettent pas de révéler une partie de leur vie privée à tous. C'est pourquoi nous présentons nos résultats de manière à ce que les interviewés ne puissent être reconnus. À ce propos, des pseudonymes seront utilisés sauf dans certains cas, avec l'accord et la permission explicite des interviewés.

Deuxième Partie – Les résultats

La première partie de l'analyse des résultats a trait aux motifs des immigrants pour venir au Canada et au Québec. Cette étude donne la priorité à l'identification des différentes étapes de la trajectoire de l'intégration professionnelle d'un groupe ethnique travaillant dans un métier précis et la connaissance des motifs amenant les membres de cette communauté à émigrer.

Chapitre 5 - Les motifs du départ

La migration internationale, c'est-à-dire voyager vers un pays plus ou moins lointain afin de s'y installer et d'y travailler provient d'une décision majeure individuelle ou familiale qui souvent ne se prend pas facilement. À cet égard, Widgren et Martin (2002 : 215) divisent en deux groupes principaux les migrants : économiques et non économiques. À ces deux catégories principales, ces chercheurs attribuent trois autres facteurs qui contribuent à inciter un individu ou une famille à émigrer. Premièrement, la demande de main-d'œuvre dans le pays d'accueil l'attire (l'effet de la demande). Deuxièmement, des éléments comme le manque de travail dans le pays d'origine ou la souffrance de la perte de la culture pourraient le mener à émigrer (l'effet de l'offre). Troisièmement, le départ se réalise par un paiement à un recruteur dans le pays d'accueil ou à un passeur (l'effet de réseau). De plus, pour un migrant non économique, le désir de rejoindre le conjoint habitant dans un autre pays (l'effet de la demande), la guerre ou la persécution dans le pays d'origine (l'effet de l'offre) et des communications avec la famille, des amis ou des organisations établis dans le pays d'accueil (l'effet de réseau) contribuent à encourager une personne à émigrer. Les catégories énumérées sont synthétisées au tableau 27.

Tableau 27 : Motifs d'émigration (selon Widgren et Martin)

Type de migrant	L'effet de la demande	L'effet de l'offre	L'effet du réseau ou d'autres
Économique	Recrutement de la main-d'œuvre dans le pays d'accueil	Chômage, sous-emploi, bas salaire, perte de culture dans le pays d'origine	Circulation de l'information économique
Non économique	Regroupement familial	Fuir la guerre ou la persécution	Communications, désir de vivre de nouvelles expériences, aventure, etc.

Ajoutons que ces éléments n'ont pas un poids égal et qu'il est probable qu'ils évoluent avec le temps. Alors que les effets de la demande et de l'offre peuvent être très forts au début d'un flux d'émigration, la part de l'effet de réseaux se révèle plus importante après l'établissement des premières cohortes d'immigrants dans le pays d'accueil, il en va de même de la connaissance des caractéristiques du marché du travail et des échanges d'informations avec des compatriotes. Après avoir jeté un coup d'œil sur la catégorisation des motifs de l'émigration, commençons l'analyse proprement dite des résultats de notre étude.

1. La fièvre du départ

Un certain nombre de personnes interviewées dans le cadre de cette recherche ont précisé, au cours de leur récit, l'existence d'une sorte de fièvre de sortir de l'Iran au sein de différentes catégories de la société. La répétition de cet élément comme celui constituant le motif de l'émigration chez plusieurs cas se reflète à travers des thèmes que nous aborderons successivement.

1.1. Le rôle des femmes et de la famille

Dans cette étude, les deux catégories principales incluent les chauffeurs possédant ou non au moins un diplôme d'études secondaires lors de leur arrivée au Canada. Quelques-uns étaient mariés. Bon nombre de ces personnes parlent de l'influence de la fièvre du départ sur les femmes et de sa pression pour émigrer au Canada.

1.1.1. Les épouses

Par exemple, Jamal, né à Téhéran, a 57 ans. Marié, provenant de la classe moyenne, il a deux enfants. Il possède une maîtrise en langue et littérature persanes obtenue à l'Université de Téhéran et un baccalauréat en traduction et en littérature anglaise obtenu à l'Université des sciences de communications sociales en Iran. Il a donc complété toutes ses études dans des universités iraniennes connues. Commenant par un poste de réceptionniste dans un hôtel, il devient gestionnaire et directeur du personnel du prestigieux Hôtel Intercontinental à Téhéran, durant trois ans. De plus, il travaille comme directeur administratif à l'hôpital Saassan (des Américains) pendant deux ans et directeur des commandes étrangères d'une société d'importation d'acier d'Autriche pendant huit ans, en plus d'enseigner l'anglais à temps partiel. Il vient au Canada en 1985, tenant en main le visa de résident permanent dans la catégorie d'immigrant-investisseur. Jamal attribue le motif principal de sa prise de décision à émigrer de l'Iran vers le Canada à l'insistance de son épouse à la suite d'une sorte d'épidémie, de fièvre, poussant les gens à quitter l'Iran pour habiter dans les pays industrialisés d'Occident, phénomène qui a touché différentes catégories de la population après la révolution :

« En fait, la raison principale de notre voyage n'était que l'insistance de ma femme. Sa sœur était déjà partie en France et nous entendions dire chaque jour que plusieurs personnes que nous connaissions sortaient du pays. Elle pensait qu'elle ne devait pas manquer ce Ghafeleh⁵², un genre de jalousie et de compétition. »

⁵² C'est-à-dire la caravane des individus et des familles qui sortent du pays.

L'autre exemple démontrant un motif similaire est le cas de Saman, né en 1958 dans une ville près de la mer Caspienne. Marié, il a trois enfants; il provient d'une famille de la classe supérieure et travaille comme ingénieur électrique dans une société hydroélectrique iranienne. Étant donné ses qualifications sportives dans le domaine de la lutte, Saman dirige aussi le club sportif de lutte de sa société. Cet Iranien, qui s'est rendu illégalement au Québec comme requérant d'asile, explique son départ :

« Je peux dire que 70 % du motif de notre voyage était lié à la famille de ma femme. Mon beau-frère (le frère de ma femme) était ici et il ne pouvait pas retourner en Iran. C'est lui qui nous a attirés ici. De plus, lorsqu'un de nos amis proches a tenté d'émigrer à Montréal, je lui ai demandé de vérifier le marché de ma profession et le club sportif. Malheureusement, il nous a oubliés après être arrivé ici. Par contre, son épouse a écrit une lettre à la mienne en lui demandant de venir à Montréal à condition de reconnaître que son mari était un vrai homme. À cette époque, nous avons imaginé qu'elle voulait nous aviser de la probabilité d'une corruption sexuelle dans notre famille. C'est pourquoi j'ai dit à ma femme que ça n'avait pas d'importance pour nous, parce qu'elle était certaine que je lui étais fidèle. Nous n'avons jamais pensé que son propos ne pouvait être qu'un conseil sur la nécessité de nous préparer à recourir à n'importe quel travail de bas niveau. Ainsi, alors qu'aucun membre de ma famille n'approuvait notre décision, nous avons décidé d'émigrer pour un meilleur futur concernant l'éducation de nos enfants. En fait, la fièvre du départ avait touché tout le monde. »

On constate, dans ces deux cas, que l'épouse de ces immigrants joue un rôle primordial pour convaincre leur mari d'émigrer. Étant donné les conditions familiales favorables en plus d'avoir des emplois qualifiés et prestigieux en Iran, l'espoir d'améliorer leur situation économique ne contribue pas à les inciter à émigrer. Pourtant, à cette époque, l'épidémie d'émigration et la perspective d'un meilleur futur pour les enfants sont les principales raisons expliquant leur décision. Il y a une manière cachée de vérifier les raisons logiques et assez connues de la migration, soit des raisons économiques et non économiques. Il s'agit de l'intensité des critères de la jalousie et de la compétition entre les femmes à propos du lieu de résidence, surtout le fait d'habiter dans des pays comme les États-Unis ou le Canada. Cependant, rappelons que le voyage précédent d'un membre de la famille, comme

un frère ou une sœur, dans le pays d'accueil ou même dans un autre pays a tenu un rôle important dans cette action. De plus, d'après les récits rapportés ici, il nous semble que le désir d'améliorer l'avenir des enfants peut se voir plutôt comme une préoccupation secondaire pour le départ de ces types d'immigrants. En fait, ils étaient déjà convaincus de partir et le futur des enfants n'était qu'une raison additionnelle contribuant à renforcer cette volonté.

Les motifs des femmes des émigrants à émigrer ne se limitent pas seulement à ce que nous avons mentionné. À preuve, l'exemple de Behzad. Marié, il est né à Téhéran en 1945 dans une famille de la classe moyenne; Behzad a une fille. Il a fait ses études en génie chimique en Grande-Bretagne. Il a une assez longue expérience de travail à la Banque iranienne de l'industrie et des mines ainsi que dans la gestion de l'usine chimique de son frère en Iran. Son frère, qui a étudié en génie chimique et s'est marié à Montréal, revient en Iran avec sa famille après la révolution et commence à travailler. Cependant, les difficultés d'après-guerre causent leur retour à Montréal. Dorénavant, alors que son frère les encourage fortement à émigrer, Behzad et sa femme résistent. À cette époque, ce qui convainc la femme de Behzad de partir découle de l'observation d'un manque de soins médicaux dans les hôpitaux de son pays natal. En effet, cette femme tente de protéger sa famille contre la possibilité de ne pouvoir assurer les besoins minimaux pour des conditions de vie normale. Behzad, immigrant légal, arrivant ici à 50 ans, explique le motif qui les a menés lui et sa famille à émigrer :

« C'était la période de la guerre. Un grand nombre de gens allaient quitter le pays. Mon épouse n'avait pas du tout d'intérêt à partir jusqu'à l'avènement d'un accident : la fille de mon cousin est tombée malade, mais on ne l'a pas bien soignée à l'hôpital, de sorte qu'elle ne s'est pas rétablie et qu'elle est morte. Après cela, mon épouse m'a dit qu'il ne faisait plus bon vivre là-bas. »

Dans ce deuxième cas, qui a trait au rôle des femmes comme épouses, nous observons une autre facette de l'importance de ce rôle : il ne s'agit pas que de la jalousie et de la compétition entre les femmes; il s'agit de la sensibilité face à la situation sociale et au désir de maintenir les bases d'une vie normale. Alors que,

dans ce cas, les parents de l'époux encouragent le départ, la femme n'y est pas favorable jusqu'à ce qu'elle constate de près le manque de soins qui existe en Iran et qui cause la mort dans sa famille proche. Il est évident que, pour une famille provenant d'une classe privilégiée et scolarisée de la société, une telle situation est inacceptable.

1.1.2. Les mères

En plus des exemples portant sur le rôle des femmes dans l'émigration de la société iranienne, voici un autre cas où les femmes, au-delà de leur rôle d'épouse, ont un rôle de mère. Il s'agit de l'histoire de Cyrus, un Iranien possédant un diplôme secondaire d'une bonne école de Téhéran avant son arrivée à Montréal. Il est né à Téhéran en 1962 dans une famille favorisée. Son père a été propriétaire de plusieurs restaurants, magasins et bâtiments. Ses parents sont divorcés; il a un frère et une sœur ainsi qu'un demi-frère et une demi-sœur. En supervisant l'achat et la comptabilité, Cyrus travaille dans le restaurant et le magasin de son père en Iran pendant cinq ans, jusqu'à son départ. Pour fuir le service militaire, il a un seul choix, sortir illégalement. À l'aide de passeurs, il quitte son pays secrètement, sans même le dire à son père qui a toujours été contre ce geste. Il arrive à Montréal illégalement en 1986 comme requérant d'asile à l'âge de 28 ans. Actuellement, Cyrus est propriétaire de quatre taxis au sein de la Société de taxi Atlas; il attribue son départ au conseil de sa mère d'émigrer :

« À cette époque, j'avais de bonnes conditions de vie, des parties et de belles filles autour moi. Cependant, certains enfants des amies de ma mère, qui habitaient au Canada, donnaient de magnifiques descriptions de leur vie dans ce pays. C'est pourquoi ma mère, puisqu'elle ne prévoyait pas un bon futur pour moi en Iran, m'a demandé de ne pas y rester en me disant : 'dans la situation actuelle du pays après la révolution, tu n'auras pas d'avenir même si tu deviens docteur ou ingénieur, va au Canada ou aux États-Unis si tu cherches une meilleure vie'. C'est pourquoi j'ai décidé de venir au Canada. Mon père ne m'aurait pas permis de venir parce qu'il avait promis de tout me donner. Même le dernier soir avant mon départ, alors que je le regardais directement dans les yeux, il m'a prévenu que je ne devais pas être en retard le lendemain. En fait, ce fut notre dernière rencontre : je ne l'ai plus revu,

pas même avant sa mort. Par ailleurs, je désirais voir un endroit nouveau, continuer mes études, me tenir sur mes pieds sans l'appui de mon père. »

Dans cet exemple, comme dans les précédents, si l'on tient compte des conditions favorables et de la richesse du père de Cyrus, les besoins matériels ne contribuent pas à motiver son départ. Par contre, l'efficacité de la parole de sa mère face à celle de son père et le goût d'être autonome sans l'appui de son père sont les raisons principales expliquant la décision de Cyrus. À cet égard, ce jeune homme, comme tous ses camarades, tente de vivre dans un endroit plus libre socialement. Ajoutons qu'à l'été 1979, alors qu'il a habité en Grande-Bretagne pendant quelques mois, Cyrus a appris l'anglais. Au cours de la rencontre, il met l'accent sur les paroles de sa mère qui lui dit que les études en Iran ont perdu de la valeur durant cette période⁵³. N'oublions pas que, en dépit des conditions de vie favorables dans son pays de naissance, les parents de ce jeune homme étaient divorcés et, étant donné les conditions sociales et culturelles de l'Iran, cela ne signifie pas nécessairement une vie aisée pour les enfants qui grandissent dans ces milieux. Le frère et la sœur de Cyrus le rejoindront à Montréal et son frère deviendra chauffeur de taxi avant même Cyrus.

1.2. La pression sur les jeunes

L'épidémie de départs de l'Iran après la révolution ne se limite pas seulement aux femmes; elle touche aussi des jeunes gens qui travaillent ou qui étudient. En effet, les conditions sociales de l'Iran poussent un certain nombre de jeunes à quitter leur pays de naissance. Par exemple Hassan, né à Téhéran, a 44 ans. Il provient d'une famille de la classe moyenne. Il a un baccalauréat en sciences infirmières de

⁵³ À ce propos, tel que nous l'avons abordé brièvement au chapitre consacré à l'immigration des Iraniens après la révolution, afin de pourvoir aux postes dans les secteurs publics et semi-publics, le gouvernement a engagé beaucoup de personnes en accord avec les visées de la révolution plutôt qu'en prenant en compte leurs compétences. D'ailleurs, les difficultés politiques et économiques lors de la guerre, la fuite des propriétaires des principales usines ou la nationalisation de ces dernières, ainsi que les hésitations sur la manière de gérer des entreprises économiques ont déchiré l'ordre normal de la société. De plus, la tendance de donner la priorité aux *Maktatabiboodan*, c'est-à-dire aux musulmans purs qui ont accepté l'islam comme une idéologie, désespère un grand nombre de spécialistes issus des familles des classes supérieure et moyenne demeurés au pays.

l'Université Shahid Beheshti en Iran. Il a une expérience de travail dans son domaine d'environ huit ans avant son départ. Hassan arrive illégalement à Montréal comme requérant d'asile en 1993. L'exemple de cet émigrant est celui d'un détenteur de baccalauréat qui n'était pas marié au moment de sa sortie. Il explique le motif de son départ :

« Le milieu social était dur : soit les conditions générales de la société, soit le milieu du travail à l'hôpital. Je ne savais rien du Canada; je savais seulement qu'il y avait la liberté. Je savais qu'on avait besoin d'infirmiers, mais je serais venu même si je ne l'avais pas su. À une période il y avait la fièvre de fuir l'Iran et le fait que plusieurs personnes soient parties nous faisait dire : 'nous allons, nous aussi, voir ce qui arrivera'. Si je veux catégoriser mes motifs, ils avaient trait à l'empêchement de l'État des relations entre filles et garçons, la gouvernance des Hezbollahiha⁵⁴ à l'hôpital, l'autorité plus élevée du chef idéologique, mais son impact peu important sur l'organisation du travail et la prohibition de porter des chemises à manches courtes. J'avais un bon salaire; cependant, j'étais fatigué. »

Alors que la pression sociale et la discrimination sociopolitique à l'intérieur du milieu du travail motivent Hassan à suivre la vague et fuir son pays, la fièvre de partir atteint Morad d'une autre manière. Né à Téhéran en 1965, il provient d'une famille aisée de la classe moyenne artisanale. Il est étudiant de première année en éducation physique lorsqu'il quitte l'Iran. Morad a été membre de l'équipe nationale de judo en Iran pendant plusieurs années. Lui et certains de ses amis sportifs arrivent à Montréal en 1988, un visa d'immigration en main. Morad explique la raison de son départ :

« Lorsque nous étions au Japon pour les compétitions, en protestant contre l'activité financière et discriminatoire du superviseur de notre équipe, nous avons eu une dispute avec lui. C'est pourquoi quatre d'entre nous, moi compris, avons été privés d'aller aux Jeux olympiques de Séoul. Du Japon, nous avons demandé un visa au Canada et nous sommes retournés en Iran. À cette époque, la fièvre de quitter l'Iran était en hausse. J'avais juste 20 ans. Nous avons décidé d'aller en Turquie parce que nous avons entendu qu'un championnat professionnel y était organisé. En prenant part aux compétitions, nous sommes restés en Turquie pendant un an et demi. Cependant, la paie n'était pas bonne, c'est pourquoi nous avons décidé de vérifier les pays qui admettaient des immigrants, comme le Canada et l'Australie.

⁵⁴ Hezbollahiha : membres du Parti de Dieu connus comme des partisans extrémistes de l'État islamique iranien après la révolution de 1979.

Ainsi, après avoir rempli le formulaire à l'ambassade du Canada, les autorités nous ont dit : 'vous l'aviez déjà demandé et votre demande a été acceptée'. Il ne nous manquait que certains documents. Après six mois, nous avons obtenu notre visa de résident permanent et sommes arrivés à Montréal. »

Dans ces deux cas, les interviewés mettent l'accent sur certains motifs de la fièvre du départ comme le phénomène de l'après-révolution. Un jeune infirmier, profitant d'un bon salaire, trouve son milieu de travail très lourd à cause de l'autorité de gens incompetents adoptant des apparences dites islamiques qui imposaient des règlements exagérés comparés aux préceptes de l'islam⁵⁵. En effet, les postes plus élevés dans le cadre de la hiérarchie organisationnelle étaient obtenus plutôt grâce à leur position extrémiste islamique plutôt que leurs vraies compétences mesurées par des caractéristiques telles que la scolarité, l'expérience, etc. Cependant, ces groupes incompetents tentaient non seulement d'intervenir dans toutes les étapes des travaux du cadre professionnel, mais aussi dans les petites parts de la vie personnelle qui touchent les droits fondamentaux des êtres humains. On peut remarquer une autre forme de cette intervention dans le cas d'un championnat sportif. Alors que ces groupes au pouvoir ne sont pas même prêts à accepter les critiques de leurs camarades, ils réagissent à leurs protestations en les privant de participer aux compétitions sportives mondiales sans être conscients des effets néfastes de ces initiatives sur le déclin du niveau du sport iranien à l'échelle mondiale⁵⁶. Tous ces facteurs ont contribué à inciter certains à quitter leur pays pendant les années suivant la révolution islamique de 1979.

1.3. Le goût de l'aventure

Une autre représentation de la fièvre de quitter le pays est associée au désir de vivre une aventure. Le cas de Rahman est significatif. Né en 1960 à Bushehr, une ville du sud de l'Iran, Rahman provient d'une famille de la classe moyenne. Il est le

⁵⁵ Par exemple, les principes de la Charia ne demandent pas aux femmes de se couvrir les mains ou aux hommes de porter des chemises à manches longues.

⁵⁶ À ce propos, rappelons que la nomination des chefs des fédérations sportives en Iran a été toujours faite sur des bases politiques plutôt que professionnelles, même depuis l'ancien régime royal de Pahlavi.

seul immigrant parmi les personnes sélectionnées pour cette étude qui exerçait le métier de chauffeur de taxi juste avant son départ. Rahman raconte son histoire :

« Après avoir terminé mes études secondaires, j'ai été chauffeur de taxi pendant trois ou quatre ans. Le taxi m'appartenait et ma situation financière était excellente. Je n'avais aucune dette et tout mon revenu me restait; je pouvais prendre des vacances et voyager. De peur du service militaire, les frères de mes beaux-frères s'étaient déjà enfuis de l'Iran illégalement. Moi, j'avais un problème avec la gendarmerie. Ce n'était pas un problème grave. En fait, quelques sergents avaient comploté contre mes amis et moi en disant que nous avions fait certaines blagues sur l'imam. J'aurais pu régler ce dossier, mais ça demandait du temps. Je n'avais aucun problème politique particulier, seulement je voulais aller voir ce qui se passait ailleurs. J'étais curieux et je désirais partir à l'aventure, voir ce qui se passait à l'autre bout du monde. C'est pourquoi, sans aucun plan et sans destination, j'ai vendu mon taxi et, à l'aide des passeurs, j'ai traversé les dangereuses montagnes frontalières pour passer en Turquie. »

Ce goût de l'aventure révèle un autre côté de la fièvre de fuir le pays. Cela confirme un des aspects du tableau de Widgren et Martin (2002 : 215) présenté au début de ce chapitre. Tel qu'on le constate, cet immigrant n'a pas vraiment eu de problèmes économiques ni même politiques ou sociaux. Pourtant, sa famille (son propre réseau) ainsi que son désir d'aventure l'amènent à partir.

1.4. Fascination pour la culture occidentale

Enfin, le dernier aspect de la propagation de la fièvre du départ après les années 1980 chez les interviewés de cette étude concerne la fascination de certains jeunes Iraniens pour la culture occidentale. Le cas de Mehran est typique. Né en 1962 à Téhéran, Mehran est issu d'une famille aisée de la classe moyenne. Après avoir terminé ses études secondaires et son service militaire obligatoire, cet émigrant, en partageant les frais avec ses frères, achète un autobus et commence à transporter des passagers et des touristes étrangers entre les villes. En même temps, il se met à faire des petites affaires dans les villes frontalières et les grandes villes. Arrivé à Montréal clandestinement comme demandeur d'asile en 1992, Mehran raconte les raisons de son départ :

« En rencontrant des visiteurs étrangers, je suis venu à connaître la culture occidentale. J'ai senti graduellement que notre culture n'était pas attrayante pour moi; la culture occidentale, la politesse et la discipline des Occidentaux et, bien sûr, celles des Européens, m'ont attiré. À cette époque, j'ai rencontré quelqu'un qui avait habité à Montréal pendant plusieurs années et qui avait un lien assez lointain avec notre famille. Il m'a dit que les chauffeurs de véhicules lourds étaient très en demande au Canada. Je lui ai parlé de mon intérêt de conduire des autobus et des véhicules lourds, tandis que ce genre de travail était loin de mon statut. Cependant, il me semble que la fréquentation de gens provenant de différentes catégories m'a inspiré l'intérêt de ce métier. Ainsi, en s'assurant de ma capacité à vivre à l'étranger, cet homme m'a donné un faux passeport canadien contre 3000 dollars. Ensuite, après avoir suivi un cours d'anglais pendant trois mois, tout en rêvant d'une vie meilleure, je suis parti pour Montréal. »

De ce qui précède, on peut conclure que la fièvre de la fuite de l'Iran, comme le motif du départ, s'est présentée chez certaines catégories interviewées de la société iranienne travaillant comme chauffeur de taxi à Montréal. Alors que quelques interviewés attribuent ce fort goût aux femmes, dans certains cas l'épouse et d'autres la mère, le raisonnement chez chacune est différent. Bien que pour le premier groupe, la jalousie, l'envie, la compétition ainsi que la présence d'une famille proche au Canada accentuent la pression à émigrer, la sensibilité plus forte de certaines autres face aux problèmes sociaux et médicaux, en particulier après la révolution et le début de la guerre contre l'Iraq, ne sont pas négligeables. De plus, dans les conseils que les femmes donnent à leurs enfants concernant la migration, malgré le fait de ne pas être les bénéficiaires directes de ce projet, elles imaginent une meilleure vie pour leurs propres descendants. Par contre, cette fièvre n'a pas seulement contaminé les femmes, elle a aussi atteint les jeunes individus bien scolarisés et détenant de bons emplois qui ont souffert des pressions sociales et discriminatoires sous différents aspects. Cette fièvre a également touché ceux qui avaient le goût de partir à l'aventure sans but précis.

À propos du dernier élément catégorisé sous le titre de la fièvre du départ qui a trait à l'intérêt des jeunes Iraniens pour la culture occidentale, rappelons que l'origine de cette attitude réside dans la familiarisation des Iraniens avec la culture

de l'Occident lors de la révolution constitutionnelle iranienne, durant la dynastie Qâdjâr. Cette attitude est devenue tellement forte que certains comme Hassan Taghizadeh⁵⁷, ex-religieux et militant politique et social de cette ère, relie la prospérité des Iraniens à leur occidentalisation pure et simple. Cependant, tel que déjà mentionné au chapitre sur l'histoire de l'immigration des Iraniens, l'occidentalisation du pays arrive à son paroxysme avec le début de la modernisation sous le règne des Pahlavi et la mise en œuvre de réformes économiques et sociales. Comme suite aux réformes agraires et sociales du shah au début des années 1960, l'ayatollah Khomeiny proteste contre ce qu'il a appelé la domination des Occidentaux dans le pays. Durant les années suivantes, le mouvement culturel contre la présence culturelle des Occidentaux provient d'intellectuels comme Jalal Al-Ahmad⁵⁸ et Ali Shariati⁵⁹. Ces derniers soulignent l'importance du retour à la foi islamique du peuple. Cette foi devient le mot de passe de la révolution de 1979 et des manifestations contre le shah. Après la victoire de la révolution, le nouveau régime commence la désoccidentalisation et l'islamisation à tous les niveaux. Par contre, le cas de Mehran fait ressortir l'efficacité des mesures adoptées par un État idéologique. À ce propos, au long de trois décennies après la révolution, les dirigeants du nouveau régime accusent la contribution destructrice de l'invasion culturelle des ennemis ou des pays occidentaux. L'apport des satellites et de l'accès à l'Internet est très significatif. Dans ces conditions, il va de soi que la fermeture sociale ne fonctionne pas. En effet, tel que constaté, au cours d'un processus naïf et simple, en séduisant ce jeune homme, les fréquentations très ordinaires avec les étrangers le poussent à quitter son pays.

⁵⁷ Selon le discours de Taghizadeh, « on doit s'occidentaliser de la tête au pied ».

⁵⁸ À propos de la suite de la question de l'occidentalisation des Iraniens, citons le discours prononcé par Eveleila Pesaran, intitulé « From Al-e Ahmad to Ahmadinejad: Tracing Discourses of Anti-Westernization in Iran 77 », à l'occasion du colloque international *The Seventh Iranian Studies Biennial*, du 31 juillet au 3 août 2008, à Toronto.

⁵⁹ À ce propos, on peut souligner les livres *Gharbzadegi* [L'occidentalisation] et *Khedmat va Khiyanat-É-Roshanfekran* [Loyauté et trahison des intellectuels], écrits par Jalal Al Ahmad, et *Bazgasht Be Khishtan É Khish* [Le retour à soi-même], écrit par Ali Shariati.

2. Fuir le service militaire

Après l'avènement de la révolution islamique de 1979 en Iran et l'occupation simultanée de grandes parties de plusieurs provinces du pays par l'Iraq, le service militaire devenant obligatoire, les conscrits forment l'élément essentiel du corps des forces armées iraniennes. D'autres unités armées comme les *Pasdarans*⁶⁰ et le *Basij*⁶¹ – des groupes armés populaires – constituent un autre élément important de ces forces, face aux agresseurs irakiens, lesquels jouent un rôle important dans le dénouement de cette guerre de huit ans. Alors que les membres de ces deux derniers groupes sont volontaires et motivés par les visées islamiques, les membres du service militaire ne le sont pas nécessairement. La connaissance progressive des informations concernant les obsèques des martyrs de guerre ainsi que les nouvelles relatives aux prisonniers de guerre poussent certains jeunes à fuir le service militaire obligatoire. Voyons quelques récits de personnes qui ont fui pour ces raisons.

L'histoire de Nima est le cas typique du jeune fuyant le service militaire obligatoire. Né en 1964 à Yazd, ville ancienne au centre de l'Iran, Nima provient d'une famille de la classe moyenne relativement riche. Son père a été le gouverneur d'une province iranienne durant le régime royal. À 14 ans, pendant la révolution, il a étudié aux États-Unis pendant un an. Il raconte le motif de son départ :

« Après avoir terminé mes études secondaires, mon seul motif de départ était la fuite du service militaire obligatoire. C'était au milieu de la guerre et on ne pouvait rien faire si on n'avait pas l'attestation de l'achèvement de ce service. Au début, je suis allé illégalement en Turquie continuer mes études, mais les gars me disaient que ce n'était pas bon, parce que la possibilité de trouver un travail était rare; on devrait apprendre la langue et la régularisation du statut était difficile. Certains camarades sont venus au Canada et ils m'ont dit 'ça va ici, viens-t'en.' Alors que je ne connaissais pas le marché du travail du Canada, mais que j'avais observé la possibilité du travail aux États-Unis, je pensais que le Canada devait être

⁶⁰ Ils font partie des membres du groupe armé des Gardiens de la révolution islamique, organisation créée au lendemain de la révolution de 1979, après l'affaiblissement et l'effondrement des armées militaires iraniennes durant la révolution.

⁶¹ Ce groupe a été créé sur l'ordre de l'ayatollah Khomeiny après la révolution, en rassemblant des groupes diversifiés d'Iraniens et en leur donnant des formations militaires afin de les préparer à résister aux « ennemis de la révolution et du pays ».

semblable. Mes camarades disaient même que le Canada était mieux pour être réfugié et pour travailler. »

L'autre exemple est celui de Dara, né en 1965 à Abadan, ville localisée à côté du Golfe persique. Il est issu d'une famille assez favorisée. Après avoir terminé ses études secondaires, Dara réussit la première étape du concours scientifique de l'entrée des étudiants au système universitaire, mais il échoue la deuxième étape qui concerne les pratiques religieuses du candidat. Il explique son expérience :

« On m'avait exigé d'obtenir une lettre de la part de la mosquée de notre quartier alors que j'avais déménagé à Téhéran après le début de la guerre et que personne ne me connaissait. C'est pourquoi les autorités de la mosquée m'ont répondu : 'tu n'as jamais fréquenté cette mosquée et nous ne pouvons témoigner pour toi'. Alors que j'étais à Abadan au premier jour de l'attaque de l'Iraq, le changement de milieu de vie avait aussi changé ma manière de penser. Quand même, je n'avais pas la possibilité de continuer mes études et je devrais partir au service militaire obligatoire durant la guerre. Je n'avais pas peur, mais j'étais inquiet à l'idée de me faire tuer pour rien. Lorsque je suis venu à Téhéran, afin de me battre contre l'Iraq, j'ai tenté d'y revenir trois fois pour défendre mon pays. Pourtant, le changement de la situation plus tard, l'observation des réalités et de l'indifférence du peuple, ainsi que les conseil de membres de ma famille, même ceux qui étaient en train de combattre, m'ont poussé à sortir illégalement vers le Pakistan, la Thaïlande, Singapour, la Pologne, la France puis le Canada. »

Le dernier exemple des motifs mentionnés au cours de cette étude a trait au cas d'un Iranien diplômé universitaire avant son départ. Né en 1958 à Abadan et ayant grandi à Téhéran, Mohammad provient de la classe moyenne. Avant la révolution et juste après avoir terminé ses études secondaires, il va en France et obtient une maîtrise⁶² en architecture. Après l'application de la politique de l'État révolutionnaire encourageant les personnes formées à l'étranger à revenir travailler dans les centres universitaires du pays, il revient en Iran en 1984, juste après avoir terminé ses études en France. Mohammad explique cette expérience :

« Je reviens pour entrer dans le système éducatif des études supérieures. Alors que le stade de l'attrance des élites nous a invités, étant donné le commencement de la guerre, il a été fermé en annulant tous ses recrutements. De plus, il nous a demandé

⁶² Ancienne maîtrise française.

d'aller au service militaire obligatoire pour participer à la guerre. Je n'avais pas de problèmes politiques parce que j'étais revenu pour y habiter. En effet, on observait l'existence d'un genre de répression générale : on est venu suivant un contrat, mais il a été annulé. En outre, je voyais une différence culturelle, particulièrement après avoir habité quelque temps en France. L'atmosphère était devenue fortement révolutionnaire et, par exemple, on ne pouvait pas porter de chemise à manches courtes. J'avais commencé à travailler dans le secteur privé à Ispahan pendant un an, cependant, je ne pouvais pas travailler sans passer par le service militaire obligatoire. Par hasard, la première bombe a frappé Ispahan et les conditions se sont dégradées. C'est pourquoi, après m'être marié, à l'aide des passeurs, je suis sorti illégalement du pays vers la Turquie, au début seul et plus tard ma femme m'a rejoint. À ce moment-là, j'avais de bonnes informations sur le Canada et le Québec. Je savais que les meilleurs endroits du monde du point de vue de la protection des droits de citoyenneté pour les immigrants étaient les États-Unis et ensuite le Canada. Évidemment, si j'avais pu, j'aurais préféré partir aux États-Unis. »

Ces histoires, bien que centrées sur la peur du service militaire, comportent des similarités et des différences. Alors qu'ils proviennent des classes favorisées et assez riches de la société, ils préfèrent ne pas participer à la guerre et décident de partir pour cette raison. Nima et Mohammad ont l'expérience de la vie dans les pays occidentaux, tandis que Dara a déménagé d'Abadan, ville occupée par les agresseurs irakiens, à Téhéran, grande capitale caractérisée par une diversité évidente comparativement à sa ville de naissance. Ils souffrent de deux manières différentes de la répression qui suit la révolution : l'impossibilité de poursuivre des études universitaires s'ils ne présentent pas les caractéristiques d'un musulman actif au sein de la société et le non-respect des promesses d'une institution constituée après la révolution.

À propos du dernier point, on ne peut nier que l'avènement de la guerre fut sans prévisions et, par conséquent, il est imaginable que plusieurs plans de l'État révolutionnaire aient changé. Au début, selon le plan annoncé dans ce témoignage, les gouverneurs révolutionnaires avaient comme but d'attirer des élites iraniennes étudiant et habitant en dehors du pays, tandis que la guerre a fait dévier la révolution dans une autre direction. De plus, ce cas est révélateur du tableau présenté par Widgren et Martin (2002 : 215) sur deux points : le motif non économique de la fuite de la guerre et de la répression politique ou sociale, d'une part, et la connaissance

des pays de réception des réfugiés comme les États-Unis et le Canada, d'autre part. En effet, ces personnes, par l'intermédiaire de leur famille et de leurs amis déjà installés au Canada et s'appuyant sur d'autres sources d'informations, sont conscientisées aux programmes de réception des réfugiés et des requérants d'asile dans ces pays.

3. Souffrance des habitants des villes frontalières lors de la guerre

Le tableau présenté au début de ce chapitre, extrait de l'article de Widgren et Martin (2002 : 215), catégorisait comme une des raisons du départ des émigrants non économiques la fuite de la guerre. L'agression des Irakiens en Iran peu après l'avènement de la révolution a causé des troubles surtout aux populations habitant dans les villes situées aux frontières des deux pays. C'est pourquoi nous présentons maintenant deux différentes conséquences de cette souffrance sur les motifs d'émigration.

3.1. Chercher un lieu de paix

Le premier exemple a trait au cas d'un individu qui, au début de la guerre, habitait dans une des premières régions attaquées et qui en a beaucoup souffert. Né en 1962 à Abadan, situé à la province frontalière de Khuzestân, Jahanshah provient d'une famille de la classe moyenne d'avant-guerre. Son père, propriétaire de deux minibus, perd ses véhicules et sa maison dans un bombardement. Cette famille, comprenant neuf personnes, est contrainte à s'installer dans une autre ville de la province et s'appauvrit après la guerre. Après avoir terminé ses études secondaires, Jahanshah part faire son service militaire obligatoire dans le Kurdistan iranien. Arrivé à Montréal en 1986 comme demandeur d'asile, Jahanshah explique la raison de son départ :

« Je suis resté 20 mois au Kurdistan. Juste trois mois avant de terminer mon service, frappé par le souffle d'une explosion, j'ai été contaminé par un bombardement chimique. Je suis donc resté six mois à la maison. Puis, j'ai eu quelques boulots

dans l'hélicoptère Bell, dans le soudage et dans l'interprétation simultanée en arabe et en anglais. En 1985, en raison de la confiance qu'il avait en moi, un de nos amis m'a demandé d'emmener sa femme et ses enfants en Allemagne. Dans ce pays, grâce à mon bon niveau en boxe, on m'a offert de commencer à travailler. Compte tenu de l'interdiction de ce sport en Iran après la révolution, j'ai accepté cette offre en abordant simultanément l'entraînement et l'étude de la langue allemande. À cette époque, m'y rencontrant par hasard, mon frère m'a proposé d'émigrer au Canada pour avoir accès aux meilleurs avantages sociaux et à un meilleur avenir. J'entendais dire que le Canada était un vrai paradis : petite population et bons soins. C'était donc parfait. En fait, comme toute ma vie n'était que révolution, guerre et massacre, j'avais toujours eu envie de sortir de l'Iran et de vivre en paix. En Allemagne, tout le monde était gentil et l'État et le peuple m'aidaient. Je travaillais et j'aidais ma famille tout à la fois. Pourtant, ce rêve s'est brisé en arrivant au Canada... »

3.2. L'aide économique à la famille

Le deuxième exemple de ceux dont la vie a été touchée directement par la guerre est le cas de Maani. Né à Ahwaz en 1961, il provient d'une famille de la classe ouvrière travaillant pour la Société du pétrole iranienne. Après avoir terminé ses études secondaires, il part faire son service militaire obligatoire lors de la guerre. Arrivant au Canada à la fin de l'année 1990 comme demandeur d'asile, Maani parle de son expérience :

« Tout le temps, le Khuzestân était en guerre. Pendant trois ans, j'ai travaillé comme commis de bureau pour la Ville. Les autorités ne régularisaient pas le statut de notre emploi. Je subvenais aux besoins de ma mère et de mes sœurs. Un jour, dans le but ultime d'émigrer au Canada, quelqu'un m'a proposé le visa argentin contre 1500 tomans. Je ne savais rien du Canada, seulement que les gens disaient qu'on pouvait y travailler. Ainsi, avec trois autres personnes, nous avons voyagé en Argentine par Aeroflot. Dans ce pays, nous avons rencontré une personne prétendant connaître quelqu'un à l'ambassade du Canada qui pouvait nous délivrer un visa canadien. Nous avons payé 1000 dollars, mais l'ambassade a refusé notre demande, à jamais. Enfin, nous avons réussi à arriver au Canada illégalement. Je ne tenais pas à rester en Argentine parce qu'on m'avait fait une meilleure description du Canada. Mon motif principal pour émigrer était d'ordre économique, car je voulais subvenir aux besoins de ma famille. »

Ces deux exemples représentent la situation économique et sociale de la population habitant dans les régions frappées de près par la guerre. Alors qu'un pays

souffre en général des troubles résultant d'une guerre, il va de soi que les dommages que subit la population située aux premières lignes sont plus graves encore. Tel qu'on le constate dans ces deux cas, l'appauvrissement général des familles touchées (les difficultés économiques) ainsi que les souffrances physiques et psychiques du peuple contribuent à l'émigration de certains. Ainsi, on constate qu'un groupe qui cherche un endroit tranquille et un autre groupe qui cherche un lieu digne de confiance pouvant résoudre les souffrances économiques de leur famille choisissent d'émigrer. L'analyse future du profil de ces groupes révélera jusqu'à quel point ces objectifs peuvent être atteints.

4. L'appartenance à une minorité religieuse illégale

Après la révolution islamique de 1979 en Iran, d'après la loi constitutionnelle de la République islamique de l'Iran, comme avant, l'islam chiite redevient la religion officielle du nouveau système; les membres de trois autres religions s'identifient comme des minorités religieuses officielles : les chrétiens, les juifs et les zoroastriens. L'appartenance à n'importe quel autre groupe religieux n'est pas acceptable sous ce nouveau système. Parmi ces groupes, la minorité bahaïe forme le groupe majeur dont les droits de citoyenneté des membres sont niés; ils commencent donc à sortir du pays. Le cas de Kamran est l'exemple type de l'émigration des bahaïs. Né à Téhéran en 1965, Kamran est issu d'une famille bahaïe de la classe moyenne assez favorisée. Il sort de l'Iran juste après la révolution à l'âge de 14 ans. Il raconte :

« Ma famille, ma tante et ses enfants habitaient ici, à Montréal. Je suis venu avec un visa d'étudiant. Puis, ma tante m'a parrainé. Mes parents aussi tentaient d'émigrer, sauf qu'on ne leur permettait pas de sortir; cela a pris 17 ans avant qu'ils obtiennent l'autorisation de quitter. »

Le bahaïsme, né en Iran, s'enracine dans une croyance principale de la religion de l'islam chiite Jaafari⁶³ sur le retour du dernier imam issu de la famille du prophète de l'islam. Alors que la situation des religions officielles en Iran est identique avant et après la révolution, il n'y avait pas de répressions contre les Bahaïs pendant le régime précédent en Iran. Par contre, il était connu de tous que certains dirigeants principaux du pays appartenaient à cette minorité. En général, les religieux ont toujours eu des positions rigides contre ce groupe et, afin de les combattre, certaines associations s'étaient formées. Cependant, ces activités étaient davantage fondées sur des bases religieuses et idéologiques. Au lendemain de la révolution, la prise du pouvoir par les religieux mettant en péril la vie normale des Bahaïs, ces derniers prennent la décision de sortir du pays. Dorénavant, ce prétexte devient une raison majeure pour les membres de ce groupe qui font des demandes de statut de réfugié ou des demandes d'asile. De plus, le cas des Bahaïs en Iran et leur émigration massive partout dans le monde est l'exemple flagrant de la répression religieuse, tel que représenté dans le tableau de Widgren et Martin (2002 : 215).

5. Destruction de la vie familiale

Dans cette recherche, nous avons observé certains exemples qui attribuaient les motifs du départ directement ou indirectement aux conditions instables de la vie familiale. En effet, la part de ces dernières dans la construction des caractéristiques d'un individu a été tellement importante qu'elles pouvaient pousser les gens à quitter leur pays natal sans avoir nécessairement une image très claire de ce qui les attendait à l'étranger. À ce propos, les deux exemples suivants soulignent l'influence de ces situations sur la décision d'émigrer.

Barzin, né en 1964 à Téhéran, provient d'une famille favorisée. Son père a été propriétaire de plusieurs immeubles et magasins. Lors de son départ, il a terminé

⁶³ Cela provient du nom du sixième imam chiite, Jafar Sadegh, dont les activités culturelles fondent les bases principales des croyances chiites. Cette doctrine croit aux douze imams, dont le premier est Ali Ibn Abi Talib, et au Mahdi qui est, d'après cette croyance, absent et qui apparaîtra selon la volonté de Dieu afin d'apporter la justice dans le monde.

ses études secondaires en comptabilité ainsi que le service militaire obligatoire en Iran. Il est le frère cadet de Cyrus interviewé un peu plus tôt. Rappelons que les parents de ces deux frères étaient divorcés et que ceux-ci habitaient chez leur mère avec leur sœur. Barzin arrive à Montréal à la fin de 1988 comme demandeur d'asile. Il explique les raisons qui l'ont poussé à partir :

« Les problèmes familiaux et le démantèlement familial étaient le motif de ma sortie du pays. La formation de l'enfant s'enracine dans le milieu familial. Par ailleurs, je m'intéressais beaucoup à la connaissance d'autres cultures. En fait, ce que je voulais étudier, ou devenir, n'avait pas beaucoup d'importance pour moi. Je n'étais ni religieux, ni politique, ni intellectuel; j'étais juste une personne ordinaire qui voulait vivre. J'avais des amis de différentes catégories, mais je ne me sentais pas proche d'eux; je n'avais pas de place dans une telle société. Ainsi, à peine trois mois après la fin de mon service militaire obligatoire, que j'avais passé sur les premières lignes du front, je suis sorti vers la Turquie et j'ai commencé mes études en génie électronique. Pourquoi ce domaine? Tout simplement à cause d'un ami qui faisait ses études dans ce domaine. Je ne l'aimais pas, c'était juste un prétexte pour rester à l'étranger. Pourtant, je suis retourné au pays après un an et demi et finalement, après quatre mois, ma sœur et moi sommes repartis vers la Turquie, puis vers l'Espagne et finalement vers le Canada. Durant cette période, mon frère Cyrus avait réussi, lui aussi, à arriver au Canada. Je ne pensais pas du tout à l'argent, au travail et aux problèmes linguistiques lors du départ. En Iran, tel un enfant illégitime, j'avais l'impression que personne ne voulait de moi. Pour moi, la langue commune ne constituait pas un lien suffisant qui me rattachait à ce peuple. Je n'avais aucun plan, je voulais juste changer de milieu. »

Alors que Barzin attribue explicitement le motif principal de son départ à l'instabilité de sa vie familiale, un autre exemple illustre la même dynamique. Heydar, né en 1967 à Téhéran, provient d'une famille plutôt défavorisée. Sa mère travaillait comme aide soignante dans un hôpital et son père, chauffeur pour une société pharmaceutique. Sa mère est décédée lorsqu'il avait 14 ans; son père s'est remarié; sa sœur et lui habitaient dans la famille de leur mère. Heydar est la seule personne de cette étude qui n'a pas terminé ses études secondaires. Avant son départ, il avait eu des petits boulots comme vendeur de crème glacée, mécanicien de voiture, réparateur et serveur de thé au ministère de l'Éducation. Il arrive à Montréal en 1992 comme demandeur d'asile. Passons en revue les motifs de son départ :

« Je n'aimais pas rester en Iran, il n'y avait pas de liberté pour sortir avec des filles, pour mettre de beaux vêtements et pour danser; par exemple, même le Basij⁶⁴ m'a arrêté une fois. Après avoir terminé mon service militaire obligatoire, j'ai constaté que je n'avais pas d'argent. Je tentais de partir à l'étranger parce que mes amis étaient partis. Je pensais venir au Canada. Je ne savais rien de ce qui se passait ici, je savais seulement qu'il faisait froid, mais j'ignorais que le pays était aussi francophone. Je pensais qu'il était anglophone partout, comme aux États-Unis. La fièvre du départ à l'étranger avait envahi mon esprit. Mon cousin était à Montréal. Je n'avais ni spécialité ni emploi ni liberté personnelle; je n'avais pas une vie normale. Je devais prendre un risque. En empruntant de l'argent à mon demi-frère, je suis parti en Turquie avec 9000 dollars et, après avoir payé 7000 dollars à un passeur turc, je suis venu à Montréal. »

Dans ces deux exemples, il s'agit de jeunes provenant de deux classes presque opposées et qui possèdent des compétences inégales⁶⁵ (Tubergen et coll., 2004 : 707). Par contre, l'élément pivot qui les rapproche réside dans la désintégration de leur vie familiale. Alors que l'un profite de la vie dans une situation aisée, l'autre manque des choses élémentaires d'une vie ordinaire. En dépit de cette divergence de classe, tous les deux ne désirent plus vivre dans leur pays de naissance parce que chacun, l'un dans un langage plus élégant et l'autre dans un langage plus populaire, avouent ne pas avoir une vie normale. Barzin compare sa vie à celle des enfants illégitimes, sans aucune communication avec son milieu, privé ou social; Heydar souligne qu'il n'avait rien à perdre et qu'il était prêt à prendre un risque. Compte tenu de la présence continue de la fièvre du départ et de la pression sociale sur tout le monde, en particulier sur les jeunes, la désintégration de la vie familiale et l'impression négative de la vie publique contribuent à aggraver les conditions de vie pour les enfants de ces familles. Ce motif de départ n'a pas de place dans le tableau de Widgern et Martin (2002 : 215) que nous avons présenté au début de ce chapitre.

⁶⁴ Un groupe volontaire faisant partie de différentes catégories et en particulier des jeunes fidèles à la révolution islamique de 1979, qui avait été fondé par l'ayatollah Khomeiny pour protéger la révolution contre ses ennemis.

⁶⁵ Les compétences observables incluent le niveau d'éducation, la connaissance de la langue du pays d'accueil et l'expérience du marché du travail. Les compétences non observables s'interprètent souvent comme les aptitudes, les motifs et le talent.

6. Mauvaises fréquentations et souhait des parents

Un des éléments mentionnés dans certains cas de cette étude a trait aux mauvaises fréquentations des jeunes gens et, par conséquent, au souhait de leurs parents de les envoyer à l'étranger. Cela est compréhensible quand on constate la part de l'autorité des parents dans la vie des jeunes Iraniens, leur vie commune pendant longtemps et au cours des dernières décennies, presque jusqu'à leur mariage. À ce propos, deux exemples sont présentés. Le premier concerne Kourosh, né en 1968 à Téhéran, qui provient d'une famille de la classe moyenne. Après avoir terminé ses études secondaires et le service militaire obligatoire, il commence à faire l'achat et la vente de voitures chez un concessionnaire pendant deux ans. Grâce à ses relations, il réussit à gagner très bien sa vie. Kourosh arrive à Montréal en 1991 comme demandeur d'asile. Il explique le motif de son départ :

« Cela faisait six ans que mon frère était ici. Il était venu difficilement après un an de prison en Turquie. Il m'a ensuite appelé et encouragé, en me disant : 'c'est bon, tu dois venir'. Lorsque j'étais en Iran, je faisais beaucoup de bêtises et je fréquentais des voyous. Mes parents voulaient à tout prix que je parte. Ils ont économisé beaucoup d'argent pour mon départ. C'est bien que je sois venu, mes parents sont maintenant tranquilles et j'ai vu qu'ici c'est différent de l'Iran, on doit travailler durement pour survivre. La raison de mon départ n'était pas économique du tout, j'étais très bête, la discipline n'avait pas de place dans ma vie, j'étais une autre personne. Je pensais juste sortir du pays en considérant que le Canada était comme le Japon où les Iraniens se rendaient pour y travailler. En outre, j'étais tranquille parce que mon frère était ici avec moi et qu'il pouvait chercher du boulot pour moi. »

L'exemple suivant présente certaines similarités. Né à Téhéran en 1974, Shahram provient d'une famille de classe moyenne. Le père de Shahram perd la vie durant la guerre alors que Shahram a six ans et demi. Sa mère, titulaire d'un baccalauréat en sciences infirmières, pour mieux s'occuper de son fils unique, préfère quitter son emploi et rester à la maison. Après avoir terminé ses études secondaires, bénéficiant du privilège réservé aux familles des martyrs de la guerre, Shahram réussit ses études universitaires en sciences physiques. Il a en outre des expériences comme maître nageur, entraîneur de natation, ainsi que comme

réparateur de tapis. Il arrive à Montréal comme demandeur d'asile. Voici le récit de son départ :

« Ma cousine habitait à Montréal depuis six ans. Je passais la dernière année de l'université en profitant de l'exonération du service militaire obligatoire. L'expérience de ma cousine m'a encouragé à émigrer au Canada par l'intermédiaire des passeurs. En donnant une description idyllique du Canada, elle me présentait toutes les bonnes choses comme l'amour, les sorties avec des filles, le bien-être, l'étude, le travail. C'était tout ce que je savais du Canada avant mon départ. Je rêvais d'un paradis, de ce dont l'esprit des Iraniens est imprégné : personne ne savait ce qui se passait ici en réalité. Cependant, la raison principale de mon départ était l'inquiétude de ma mère au sujet de mes mauvaises fréquentations. Les gens autour de moi n'étaient pas fréquentables et, si j'étais resté, je serais devenu un voyou toxicomane comme eux. En fait, comme j'étais enfant unique, j'étais gâté et un fils à papa qui ne faisait rien. C'est pourquoi ma mère était d'accord pour ce voyage, en dépit de ses incertitudes : elle souhaitait que je devienne un homme bon et vrai. Alors, je suis sorti après avoir obtenu l'autorisation de la faculté pour un congé de deux ans... Enfin, juste trois mois après mon arrivée à Montréal, ma cousine m'a laissé ici seul et est partie vers Vancouver avant de finalement retourner en Iran. »

Ces deux exemples démontrent plusieurs faits. En plus de souligner l'importance de la contribution des parents iraniens dans la vie présente et future de leurs enfants même après qu'ils aient atteint 18 ans, ces exemples témoignent du fait que les gens, plus ou moins jeunes, sont convaincus de l'existence de meilleures conditions de vie au Canada. La source des informations des familles des personnes citées est celle donnée par des membres de la famille très proches qui ne sont pas eux-mêmes, tel qu'on le verra dans les comparaisons suivantes, bien informés sur les différentes conditions sociales et économiques de leur pays d'accueil. De plus, ces parents font partir leurs enfants à l'étranger à cause des risques liés à leurs mauvaises fréquentations dans leur pays de naissance, sans avoir identifié la situation de ces risques dans le nouveau milieu de vie de leurs enfants. L'exemple de Shahram est révélateur de l'intérêt de l'émigration même pour les familles des martyrs de la guerre, qui s'attendent d'être plus compatibles aux nouvelles conditions de vie en Iran après la révolution, et ce, malgré tous les privilèges et les attentions que l'État théocratique leur accorde. Ce motif n'est pas non plus inclus dans le tableau présenté au début de ce chapitre.

7. Représentations idylliques, pas toujours vraies

Un des éléments qui a contribué à attirer certains interviewés a trait aux propagandes positives des compatriotes habitant déjà au Canada. En effet, ces témoignages n'ont fait que souligner des bons côtés de la vie au Canada sans soulever les difficultés éventuelles. À ce propos, nous présentons l'exemple de Sanjar, né en 1961 à Sanandaj, ville centrale de la province du Kurdistan iranien. Cet émigrant provient d'une famille de la classe moyenne et ses parents ont travaillé au sein du système éducatif de cette région. Enseignant dans une école primaire et jouant au théâtre, Sanjar et son frère cadet rejoignent leur frère aîné, un pharmacien, aux Philippines. Après avoir terminé ses études en 1992, son frère cadet retourne en Iran pour travailler. Par contre, désirant entreprendre la maîtrise, Sanjar continue ses études, mais il se fracture un coude dans un accident, ce qui l'oblige à interrompre ses études pendant près de deux ans. Cet émigrant, arrivé comme résident permanent en 2000 à Montréal, explique son expérience :

« Après avoir eu plusieurs opérations chirurgicales sur ma main paralysée et le traitement final, j'ai recommencé mes études. Par contre, vous savez que le Canada a une perspective très tentante à l'étranger, mais 'Avaz-É-Dohol Shenidan Az Door Khosh Ast'⁶⁶. Un de mes amis proches habitait à Montréal. Celui-ci et d'autres personnes au Canada parlaient seulement des caractéristiques positives. En ce qui concerne les informations sur mon champ d'études, ces individus disaient que même en étant un simple technicien, on pouvait faire un salaire de 35 dollars de l'heure. Sans doute, de telles descriptions ont eu une influence positive. Donc, comme je n'ai pas non plus beaucoup d'intérêt pour retourner en Iran, j'ai commencé le processus de demande du visa de résident permanent pour le Canada. D'ailleurs, à cause de problèmes financiers, les Philippines n'allaient pas renouveler mon visa d'étudiant. Compte tenu de mon expérience dans le passé comme acteur, j'ai réussi à jouer dans cinq films aux Philippines jusqu'à l'obtention de mon visa canadien en 2000. J'ai gagné très bien ma vie en ayant une excellente situation financière, ce qui n'est pas comparable du tout avec celle que j'ai eue ici au Canada dès mon arrivée. Toutefois, ne demandant beaucoup de temps, ma profession d'acteur ne m'a pas permis de terminer mes études. Donc, alors qu'il ne me restait que quatre mois pour terminer mes études, je suis venu au Canada. »

⁶⁶ Un proverbe persan qui veut dire « il y a des choses qui ne sont belles que de loin ».

Le cas de Sanjar fait ressortir le fait que la confiance en des dires sans une recherche pour distinguer le vrai du faux peut aboutir à des résultats inattendus. Si certaines personnes provenant de milieux aisés peuvent cacher certaines réalités par crainte de reproches de leur famille, de tels agissements venant de personnes issues de milieux pauvres sont plus étonnants. Or, cette prétention peut être consciente ou non. Recourir à cette mascarade est compatible avec la propagation du goût de la fuite du pays durant les deux dernières décennies en question. En effet, l'existence de *rudarvâsi* ou de la timidité que l'on puisse éprouver devant des compatriotes, des amis, de la famille, du fait d'avoir commis une erreur n'est pas facile, en particulier lorsque l'émigration se transforme en tabou du prestige et de l'honneur chez certaines familles. Si elle est inconsciente, cette mascarade découle du désir de bien faire, quoique les conseils donnés ne soient pas adaptés à la réalité de la personne qui demande de l'information à propos du Canada.

De plus, le récit de Sanjar attire notre attention sur un autre élément important de l'analyse logique de l'émigration. Il s'agit de la comparaison que cet émigrant fait par rapport au salaire d'un simple technicien; il tire la conclusion qu'une personne au même niveau scolaire que lui aura au moins accès à un emploi et à un salaire décent. Cela semble être la grande question du parcours professionnel des immigrants au Canada, à savoir dans quelle mesure cette attente marginale fonctionne. Ajoutons que ce motif n'est pas inclus dans le tableau de références primaires.

8. Allégation des accusations

Parmi ces interviewés, se trouvent certaines personnes qui disent avoir subi des pressions politiques et professionnelles qui les ont forcées à quitter le pays. Firouz, né en 1967 à Mahabad, situé au Kurdistan de l'Iran, marié et père de deux enfants, provient d'une famille de la classe moyenne assez favorisée. Son père a été officier dans l'armée. Avant son départ, il possédait deux entreprises, une d'impression de T-shirts et l'autre de fabrication de portes et fenêtres en aluminium.

Arrivé à Montréal en 1996 comme demandeur d'asile, Firouz parle du motif de sa sortie :

« Ma situation économique était bonne. J'avais ma propre voiture et une maison. Je gagnais aisément ma vie. Mes problèmes n'étaient pas politiques, mais on pouvait alléguer mille accusations, comme propagateur de la culture décadente de l'Occident. Mon départ était motivé par les difficultés que je rencontrais avec le gouvernement et ses représentants. C'est pourquoi nous sommes sortis illégalement et que nous sommes arrivés au Canada alors que ma femme était enceinte de notre deuxième enfant. »

Le deuxième exemple concerne le cas de Soheil. Né en 1975 à Abadan, il provient d'une famille de la classe moyenne. Médecins et ingénieurs, ses frères et sœurs habitaient à l'étranger. Faisant beaucoup de sacrifices pendant la période de la guerre Iran-Irak, Soheil reste à Abadan aux côtés de son père. Après avoir terminé ses études secondaires, lui et son père ouvrent une société privée de taxi. Arrivé à Montréal en 1995 comme demandeur d'asile, Soheil explique le motif de son départ :

« Ma situation économique était bonne, j'avais une voiture, une maison, un travail. Je n'étais pas membre d'un groupe politique. Contrairement à ma famille, j'habitais en Iran lors de mes études, je ne détestais pas le système non plus. Par contre, j'adorais piloter des avions. J'ai donc passé le concours de pilotage sous la direction de l'armée et je l'ai réussi. Pourtant, on m'a refusé parce que des membres de ma famille habitaient à l'étranger. Ce n'était pas ma faute et, à partir de là, j'ai été contre le régime et j'ai décidé d'émigrer au Canada. Je n'avais aucune information sur le Canada sauf quelques clichés qui circulaient. J'ai tenté de sortir en conduisant. J'avais appris à conduire en faisant mon service militaire sur les lignes de front. »

Dans ces deux exemples, alors qu'ils n'avaient pas de problèmes sérieux avec le gouvernement, les accusations au niveau commercial et quelques autres prétextes reliés au niveau d'éducation ont provoqué une attitude de peur et de désespoir dans l'esprit de ces deux jeunes Iraniens. Il va de soi que ces prétextes empêchant de jeunes Iraniens de poursuivre leurs études ou de travailler dans le domaine de leur choix les amènent à quitter le pays. Alors que le choix d'habiter à l'intérieur ou à l'extérieur d'un pays est une décision personnelle que chaque membre d'une famille

prend, ces jeunes ne pouvaient pas accepter d'être punis parce qu'un membre de leur famille vivait à l'étranger. Ces circonstances ont poussé ces individus à prendre une des décisions les plus importantes de leur vie sans savoir ce qui les attendait de l'autre côté de la frontière de leur pays natal. Rappelons que ce motif n'est pas non plus présent dans le tableau présenté au début du chapitre.

9. La volonté de poursuivre les études

On a déjà vu, dans le chapitre consacré à l'immigration des Iraniens, que l'intérêt de ces derniers pour les études dans les pays développés occidentaux n'est pas nouveau. Cela renvoie à la période des réformes de modernisation et d'industrialisation engagées par l'ancien régime iranien qui exigeaient la formation des spécialistes et des scientifiques dans différents domaines, en particulier dans les domaines technologiques⁶⁷. Alors que la capacité éducative du pays, à cette époque, ne pouvait répondre aux besoins de la société en voie de développement, de nombreuses familles de la classe moyenne émergente envoyaient leurs enfants à l'étranger. Ainsi, compte tenu du caractère des relations développées entre les États-Unis et l'Iran, les familles avaient une nette préférence pour l'envoi de leurs enfants en Amérique. Le début de la révolution, la fermeture des centres d'enseignement supérieur, au nom de la « révolution culturelle », ainsi que le refus de certains sous prétexte d'une sélection islamique et idéologique ont occasionné la sortie de certaines personnes cherchant à poursuivre leurs études universitaires. Alors que les

⁶⁷ À ce propos, il faut rappeler la période du mandat du premier ministre Mahmood Djam (1935-1939) pendant laquelle, grâce aux efforts des deux ministres de l'Éducation, Ali Asghar Hekmat et Ismail Meraat, l'école des élites se construit à Téhéran afin de former des élites politiques pour la future gouvernance du pays. Ainsi, à partir de ce moment, l'acquisition d'un diplôme aux niveaux supérieurs devient une des conditions requises pour monter les échelles administratives du pouvoir et pour accroître son prestige social et politique. Cependant, alors que les diplômés de l'Université de Téhéran, ouverte en 1934, entrent dans le système administratif et éducatif, les diplômés des universités étrangères sont mieux considérés. De plus, les signes manifestes de la modernité du début des années 1970 fascinent les familles de la classe moyenne et les poussent à envoyer leurs enfants à l'étranger. En effet, l'acquisition d'un diplôme étranger devient la preuve du progrès de cette classe dans le classement social. (Tiré de l'article de Reza Alavi, paru dans l'hebdomadaire *Shahrvand*, n° 1200, jeudi 23 octobre 2008, intitulé « Kalbodshekafi- é – Madraktalabi » [Analyse des racines du désir des diplômés éducatifs], p. 35-36, publié à Toronto en persan). On ajoute que suivant la révolution de 1979, la Daneshgah-é-Imam Sadegh (Université d'Imam Sadegh), université fondée sur les bases islamiques chiites et sur l'apprentissage des sciences humaines, a été en charge de la formation des élites et des cadres supérieurs pour l'avenir du système politique et éducatif de l'Iran.

circonstances ne permettaient plus le départ vers les États-Unis, d'autres pays, dont le Canada, ont remplacé cette destination privilégiée.

9.1. La folie de quitter pour le Canada

Sattar, né en 1964 à Rasht, dans la région de la mer Caspienne, provient d'une famille marchande assez riche. Après avoir terminé ses études secondaires et son service militaire obligatoire, il travaille comme commerçant d'or. Sattar entre à Montréal en 1995 comme demandeur d'asile. Il raconte la motivation de son départ :

« Mon frère était ici depuis sept ans. Nous sommes tous deux venus afin d'étudier, mais nous sommes condamnés à être chauffeurs de taxi. Mon frère nous disait toujours que le Canada n'est pas un endroit magique; qu'il fallait beaucoup travailler. Cependant, nous ne pouvions pas comprendre ce qu'il voulait dire avant de l'avoir vécu. Je voulais juste sortir de mon pays et continuer mes études. Ce n'était pas pour des raisons économiques : nous étions riches et n'étions pas beaucoup touchés par la révolution, mais la voie vers le progrès n'était pas ouverte. Les universités étaient fermées à cause de la révolution culturelle et, si on y était admis, la question de la sélection idéologique avait cours, donc la réussite n'était pas facile. J'ai été rejeté deux fois au concours. »

L'autre exemple, malgré la déception de ne pas trouver un emploi stable même après la poursuite d'études au Canada, souligne à quel point la manière incorrecte de l'orientation des études supérieures initiales contribue à la détérioration de la vie d'un jeune Iranien. Cela concerne le cas de Mojtaba, né en 1961 à Abadan, ville frontalière au sud de l'Iran. Marié, il a deux enfants. Il provient d'une famille assez favorisée. Son père a été employé dans la Société iranienne du pétrole. Avant d'obtenir son diplôme d'études secondaires en électricité, il avait l'expérience d'emplois occasionnels dans ce champ d'activité pour la Société du pétrole. Lors de la première année après la révolution, issu d'une famille travaillant dans l'industrie du pétrole, il s'engage dans l'Organisation de navigation iranienne et part ensuite en Grande-Bretagne afin de compléter le programme spécialisé des officiers de communication. Cet emploi exigeait quatre mois de travail sur la mer et deux mois sur la terre. Après quatre ans, diplômé comme ingénieur d'électronique, il reste huit mois en mer. Mojtaba raconte le motif de son départ :

« Cette période m'a fait comprendre que je ne suis plus capable de survivre sur la mer, j'ai donc démissionné de mon emploi, mais ma demande a été refusée à cause de l'engagement obligatoire des étudiants de travailler six ans après la fin des études. Alors que mon frère a accepté de payer mon amende en diminuant son salaire, les autorités ne m'ont pas permis de sortir du pays. Donc, en 1985, souhaitant toujours continuer mes études, je suis sorti illégalement du pays pour me rendre au Pakistan et en Inde. En dépit de mon diplôme d'un programme spécialisé en communications en Grande-Bretagne, je ne pouvais travailler dans ce domaine en Iran. Alors, j'ai essayé de rester en Inde, mais la dette précédente ne me permettait pas de bénéficier du support financier du gouvernement iranien. D'ailleurs, étudier à l'Université de York à Toronto avait toujours été mon rêve, si bien que j'avais correspondu avec les responsables de cette université. De plus, le réseau d'étudiants iraniens en Inde qui étaient en train de déménager au Canada m'a permis, par l'intermédiaire d'un passeur, de partir vers Montréal. J'y suis arrivé en 1987 comme demandeur d'asile, sans aucune connaissance du Québec et de la langue française. À cette époque, mon seul but était de continuer mes études. »

9.2. L'étouffement de la société

Morteza, né en 1963 à Ahwaz, au sud de l'Iran, provient d'une famille de la classe moyenne. Après avoir terminé ses études secondaires, il obtient un diplôme d'études collégiales en électricité. Arrivé en 1987 comme demandeur d'asile à Montréal, Morteza explique ce qu'il a vécu :

« Dans les années 1980, il y avait une ambiance d'étouffement. J'étais tellement dégoûté de l'Iran que je ne pouvais rien faire. J'avais d'excellentes performances scolaires, de sorte que j'avais passé les deux années de la période préparatoire aux études secondaires en une seule année. En fait, on ne pouvait pas étudier avec l'esprit tranquille à cette époque en Iran à cause de l'ambiance d'étouffement. Pour satisfaire mon père, j'ai cherché un boulot dans les sociétés de communication et de pétrole iraniennes. Cependant, les questions posées par le groupe idéologique et politique ne m'ont pas permis de réussir. C'est pourquoi mon père a donné son accord pour que je parte. Dès mon arrivée ici, je n'avais rien d'autre à l'esprit qu'étudier. »

9.3. Certitude relative à la demande de la profession de l'épouse

Le troisième exemple est le cas d'un ingénieur en minéralogie ayant étudié à l'Université de Téhéran en Iran. Né à Téhéran en 1968, Emad, marié, provient d'une

famille de la classe moyenne. Il possède une expérience de travail assez remarquable dans les secteurs privé, public et semi-public de son pays de naissance. Il a occupé des postes tels que directeur des ventes, expert de l'exportation et directeur d'une société publique de minéralogie. Arrivé à Montréal en 1998 avec un visa commercial, Emad devient un demandeur d'asile après son arrivée. Il explique les raisons de son départ :

« J'avais déjà visité certains pays européens. J'aurais beaucoup aimé continuer mes études. Le plus grand motif de mon départ était d'ailleurs mes études, l'obtention de mon doctorat et d'une position basée sur mes études. C'est pourquoi mon épouse et moi avons décidé de venir ici. Il y avait une société dont j'avais déjà visité la branche belge. L'autre branche de cette société était localisée à Montréal. De plus, il y avait un membre de notre famille lointaine ici qui nous encourageait à émigrer. À propos du métier de mon épouse, infirmière, celui-ci soulignait le besoin du Canada pour cette profession. En dépit du fait qu'il ne connaissait rien sur mon métier, sa présentation positive sur le futur de la profession de ma femme a contribué à ma prise de décision. Il disait qu'on peut entrer sur le marché du travail à condition d'avoir l'équivalent du diplôme. C'est ainsi que par l'intermédiaire d'un visa commercial, nous sommes arrivés ici. »

9.4. Immigration planifiée

Le quatrième exemple concerne le cas de Sahand, né en 1975 à Téhéran. Issu de la classe sociale supérieure, sa mère a été professeure d'université et son père général de l'armée. Il possède un baccalauréat iranien en génie informatique et cinq ans d'expérience en enseignement au collège. Sa tante, retraitée, résidait déjà à Montréal. Arrivé à Montréal en 2002 avec un visa de résident permanent en main, Sahand explique le motif de son départ :

« J'étais conscient du besoin du Canada en informaticiens. Je vérifiais les sites Internet d'Immigration Canada et des sites particuliers de recherche d'emploi comme Monster. Je savais que les besoins dans ce champ étaient très élevés. Ces informations m'avaient donné une perspective positive. Par contre, j'ai dû apprendre la manière dont il faut écrire un CV et le fonctionnement du système de l'emploi d'ici. Alors que ma situation financière était pas mal en Iran, le début de la vie pour un jeune en Iran, en tenant compte du niveau des loyers, est pourtant dur. Voyageant beaucoup et ayant habité en Allemagne pendant quelque temps, je connaissais quelques pays étrangers; pourtant les conditions plus faciles du Canada

pour la réception des immigrants et les avantages tels que l'assurance-maladie m'ont poussé à y émigrer. Une meilleure vie, une vie plus confortable avec moins de combats avec des gens. Toutefois, ma priorité était de continuer mes études. »

À partir de ces cinq exemples, on constate que le désir d'atteindre une certaine prospérité ne fait pas partie des raisons principales justifiant l'arrivée au Canada. L'image du Canada dans l'esprit de ces jeunes émigrants est tellement onirique qu'ils ne croient pas les membres de leur famille qui les avertissent de leur erreur. Les entraves qui empêchent certains de poursuivre leurs études supérieures jumelées à la valorisation des diplômes étrangers ne peuvent expliquer à elles seules le départ de tous les jeunes; dans le cas d'Emad et de Sahand, bien qu'il ne semble pas exister de problèmes les empêchant de poursuivre leurs études et d'obtenir un emploi prestigieux, ils essaient de poursuivre leurs buts au Canada. Dans le cas d'Emad, croire dans la réussite d'au moins un des deux dans son couple le motive à déménager au Canada. Par contre, dans le cas de Sahand, on constate davantage les caractéristiques d'une émigration assez planifiée basée sur la connaissance du besoin du marché de l'emploi canadien vis-à-vis de la spécialité de l'émigrant. Ce type d'immigrant indépendant, qui tient compte d'éléments tels que le marché de l'emploi, l'existence d'un régime d'assurance-maladie, la possibilité de vivre tranquillement loin de la guerre, est de plus en plus commun depuis les années 2000; les Iraniens commencent à s'informer davantage avant de déménager. De même, la présence de membres de la famille au Canada encourage les Iraniens à quitter l'Iran. Dans le cas de Mojtaba, c'est un réseau d'amis étudiants qui l'incitera à aller au Canada.

La mauvaise orientation dans le choix de carrière de certains jeunes Iraniens ou l'obligation de prendre un emploi qui ne correspond pas à leurs goûts jouent un rôle important dans leur désir de quitter le pays. Comme Mojtaba qui a accepté de travailler comme officier de télécommunication, poste exigeant de passer quelques mois par année en mer, sans qu'il ne possède d'expérience dans ce domaine, et qui a dû prendre cet emploi uniquement à cause de son milieu familial et de la proximité de son domicile avec le Golfe persique, ce qui le motivera à poursuivre ses études et

sa carrière à l'étranger. Soulignons que ce motif de poursuivre des études à l'étranger n'est pas catégorisé non plus dans le tableau présenté au début du présent chapitre.

10. Suspension de l'envoi d'argent à l'étranger pour les étudiants

Un des motifs de l'émigration mentionnés par certains interviewés concerne la suspension de l'envoi d'argent pour les étudiants à l'étranger. Cela fait partie des cas d'étudiants partis à l'étranger en général sans attachement au gouvernement ou littéralement contre le régime. Mahmoud, né en 1959 à Tabriz, au centre de la province d'Azerbaïdjan-Est au nord-ouest de l'Iran, provient d'une famille de la classe moyenne. Après avoir terminé ses études secondaires, Mahmoud entre dans le programme spécialisé offert à l'Institut des chemins et des transports. En terminant ce programme, il commence à travailler à la mairie comme technicien. Après la révolution, il travaille pour quelque temps en cartographie dans la nouvelle institution de Jihad-É-Sazandegi⁶⁸. À cette époque, à la suite de la fermeture des universités lors de la « révolution culturelle », le désir de continuer ses études le pousse à quitter l'Iran pour la France en 1980. Bien qu'il aurait préféré aller aux États-Unis, les limitations dues aux relations entre les deux pays l'en empêchent. Mahmoud raconte son expérience :

« Je suis resté cinq ans en France pour obtenir mon DEUG. Ma famille m'a envoyé de l'argent jusqu'à la suspension de cette possibilité. Puis, un des amis qui avait déjà été en France et qui avait émigré à Montréal et travaillait dans une pâtisserie, m'a dit : 'Allez, viens ici, il est possible de travailler ici'. Alors, ne recevant plus d'argent, et compte tenu de la pénurie d'emplois en France, la guerre qui avait commencé en Iran, l'inscription aux universités françaises qui exigeait un permis de séjour et qui coûtait beaucoup d'argent, sans compter que le même ami m'a précisé qu'on pouvait continuer ses études et que, contrairement au système annuel des universités françaises, celui du Canada, tout comme le système universitaire iranien, était basé sur un système d'unités de valeurs, on pouvait résoudre le problème financier, c'était la raison la plus importante pour moi et l'information sur le

⁶⁸ C'est-à-dire l'Effort pour le développement, qui fait partie des institutions créées après la révolution et qui visent le développement des villages et des endroits démunis du pays.

marché du travail n'avait plus aucune importance. Donc, à l'aide des passeurs, je suis arrivé en 1985 à Montréal comme demandeur d'asile. »

L'exemple de Mahmoud représente le désir d'un autre jeune Iranien tentant de continuer ses études même pendant la période de l'arrêt du système universitaire iranien sous prétexte de la purification des universités. L'anglais était utilisé comme première langue étrangère en Iran, mais le coût moins élevé des études en France attirait un certain nombre d'étudiants vers ce pays dont la langue d'enseignement n'est pourtant pas l'anglais. Alors que l'inscription dans un centre d'enseignement à l'étranger était déjà la seule condition du gouvernement iranien pour autoriser l'envoi d'argent par les parents, les opinions révolutionnaires et l'avènement de la guerre provoquent la suspension de cette initiative. Ainsi, le manque d'argent, la difficulté de trouver un travail, les difficultés liées au renouvellement de la carte de séjour poussent les étudiants à chercher un endroit sûr pour poursuivre leurs études. La francophonie du Canada, et en particulier du Québec, ainsi que l'existence de règlements concernant la demande d'asile encouragent ces étudiants à quitter la France pour le Canada. De plus, contrairement au système universitaire annuel, le système des unités des valeurs en vigueur en Amérique du Nord permet une meilleure compatibilité entre les études et le travail par rapport à des pays comme la France. Ce motif n'apparaît pas non plus dans le tableau catégorisé des motifs d'émigration au début du chapitre.

11. Difficultés politiques avec l'État iranien

Parmi les personnes interviewées dans notre étude, nous avons rencontré un groupe de militants politiques provenant de l'Inde et qui est au Québec depuis les années 1980. Appartenant à l'école de pensée de la gauche socialiste, ces militants étaient des étudiants sortis de l'Iran pour continuer leurs études en Inde. Compte tenu du fait que ces étudiants étaient opposés au régime monarchique iranien et aux politiques de l'ère de l'ex-shah, on pourrait croire que la révolution de 1979 a amélioré leurs conditions de vie; pourtant, c'est le contraire qui est arrivé. Combattant ensemble l'ancien régime, les différents groupes religieux, musulmans

ou non, laïcs et communistes, n'avaient pas un projet commun pour le lendemain du renversement du shah. C'est ainsi que les religieux réussissant à diriger le mouvement de 1979 ont pris le pouvoir en expulsant graduellement les groupes de gauche. En effet, les partisans des groupes communistes ont vu, les premiers, leurs activités interdites, ce qui amena des persécutions à leur endroit et ils commencèrent à craindre pour leur vie. Tel que nous l'avons vu au début de ce chapitre, la persécution politique fait partie des éléments non économiques contribuant à l'émigration de certaines personnes (Widgren et Martin, 2002 : 215). À ce propos, en divisant cette raison en trois sous catégories, nous présentons les cas de certains Iraniens qui étudiaient déjà en Inde en 1979.

11.1. Identification de l'ouverture sociopolitique du Québec au Canada

Mehryar, né à Rasht, au nord de l'Iran, a 55 ans. Marié, il a un enfant. Il est issu d'une famille favorisée de la bourgeoisie traditionnelle de propriétaires fonciers. Ses ancêtres avaient fait partie des ayatollahs et des grands religieux. Ses huit frères et sœurs ont fait des études universitaires. Il se décrit comme étant, depuis sa jeunesse, très courageux, partisan des droits des opprimés et des pauvres, intéressé par les études et contre l'emploi de la force. C'est pourquoi chez lui il se portait toujours à la défense des domestiques. Après avoir obtenu son diplôme d'études secondaires et avant son service militaire obligatoire, Mehryar a une expérience assez courte de travail comme gestionnaire de deux hôtels à Téhéran. À cette époque, alors que son père l'encourage à faire ses études aux États-Unis, il préfère voyager en Inde; sa position politique de gauche, le départ de son ami en Inde ainsi que le coût moins cher de la vie dans ce pays motivent ce choix. Donc, en 1976, il part pour l'Inde pour y poursuivre ses études. Mehryar attribue sa tendance vers la gauche au « quartier intellectuel » dans lequel il habitait dans sa ville. Néanmoins, malgré sa base précédente, il commence ses activités politiques en Inde. Possédant une maîtrise en économie obtenue en Inde, Mehryar arrive à Montréal en 1984 comme demandeur d'asile. Examinons son expérience et son motif de départ :

« Pendant l'été 1977, lors de vacances en Iran, à cause de mes activités politiques en Inde, j'ai été arrêté pour un temps par la SAVAK⁶⁹, la police de sécurité de l'ancien régime de l'Iran. Après la révolution, durant mes vacances d'été en 1980, je me suis marié. Je suis devenu militant d'un groupe politique communiste appelé Cherikhhay-E-Fadaye-E-Khalgh⁷⁰ dont le but idéologique était de combattre par les armes le nouveau régime. D'une part, mon nom est apparu sur la liste noire du régime; d'autre part, mon groupe a commencé à combattre les partisans de l'État islamique en Inde. Ainsi, les conditions devenaient inconfortables pour nos activités politiques. Donc, mes camarades et moi avons décidé de partir pour le Canada. À cette époque, nous accusant d'appartenir aux groupes antirévolutionnaires, l'Iran avait interdit l'envoi d'argent à nos membres. Un groupe de nos camarades, partis à Montréal avant nous, nous avait avisés de la différence d'atmosphère politique au Québec par rapport à celle des autres provinces. Les gens d'ici possèdent une bonne base politique et ses intellectuels ont un bon goût de collaboration. C'est ainsi que nous avons payé un passeur et lui, en nous faisant un faux passeport, nous a amenés ici. Mon épouse et mon enfant étaient déjà sur place. Ma femme était aussi une militante politique. »

11.2. Conflits entre les militants iraniens à l'étranger

Similaire au cas précédent, on peut présenter l'exemple de Javid. Né à Abadan, au sud de l'Iran, il a 54 ans, est marié et a deux enfants. Il provient d'une famille de la classe moyenne et son père a été employé dans la Société du pétrole iranienne. Après avoir obtenu son diplôme d'études secondaires, Javid va à la faculté de pilotage. Il y rencontre une personne qui l'initie aux débats politiques et qui lui conseille de quitter ce programme, ce qu'il fera après avoir été victime d'un accident. Après son service militaire obligatoire, à cause du coût moins cher de la vie et des études en Inde, il s'y rend pour continuer ses études avant la révolution. Son penchant politique pour la gauche et le fait qu'il connaisse l'un des fondateurs de la Confédération des étudiants à l'extérieur du pays⁷¹ qui habite en Inde

⁶⁹ Ce nom provient des capitales initiales du nom de l'organisation de l'information et de la sécurité du pays.

⁷⁰ C'est-à-dire *guérilleros*, combattants du peuple. Fondé avant la révolution, ce groupe a une idéologie communiste et croit à un combat armé contre le régime du shah.

⁷¹ Ce groupe actif de gauche vivant à l'extérieur de l'Iran ne se limitait pas à une zone géographique particulière. On retrouvait certains de ses membres dans différentes régions des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'Inde et partout où se trouvaient des étudiants iraniens à l'étranger. Pourtant, les branches actives de ce groupe étaient situées dans des villes comme Berlin et Francfort en Allemagne. (Tiré de l'article de Reza Alavi, paru dans l'hebdomadaire *Shahrvand*, n° 1200, jeudi 23 octobre 2008, intitulé « Kalbodshekafi- é – Madrakhtalabi » [Analyse des racines du désir des diplômes éducatifs], p. 35-37, publié à Toronto en persan).

contribuent à confirmer son choix. À cette époque, Javid n'a que quelques mois d'expérience de travail dans un bureau de transport en Iran. En 1984, possédant une maîtrise en économie et un baccalauréat en gestion, Javid arrive à Montréal comme demandeur d'asile. Cet émigrant raconte le motif de son départ :

« En Inde, en plus de continuer mes études, je me suis engagé dans des activités politiques. Après la révolution, notre combat contre les groupes des partisans du régime islamiste a augmenté de sorte qu'on m'a battu et blessé à l'arme blanche. Alors, avec ma femme et mon groupe, nous avons décidé de quitter l'Inde en émigrant au Canada. Le départ précédent de Mehryar et de ses camarades à Montréal m'a encouragé à faire ce voyage. Puis, par l'intermédiaire d'un passeur et muni d'un faux passeport, je suis arrivé illégalement. À cette époque, ma connaissance du Canada se limitait au fait que c'est un grand pays avec peu de population, un climat froid et un État qui s'occupe du bien-être de son peuple. »

11.3. Rester ensemble dans le cercle du réseau politique

Le dernier exemple est celui de Hamed. Né en 1952 à Masjed Soleimaan, ville pétrolière au sud de l'Iran, Hamed est marié et a un enfant. Il provient d'une famille de la classe moyenne assez aisée. Son père était ouvrier de la Société iranienne du pétrole et ses frères sont des hommes d'affaires. À la fin de ses études secondaires, Hamed étudie en sciences du pétrole, en génie des boues, un cours très spécialisé. Il commence à travailler dans le département d'excavation de la société déjà mentionnée, comme technicien supérieur, pendant trois ans, jusqu'à son départ pour l'Inde en 1977. Le motif de ce départ est lié à son désir d'étudier la médecine, inspiré par son cousin qui y étudiait également cette discipline. Pourtant, en Inde, n'ayant pas réussi à commencer la médecine, Hamed entreprend des études en génie mécanique. Une maladie l'oblige à arrêter après deux ans et à rentrer en Iran. De retour en Inde, en changeant son champ d'études, il obtient un baccalauréat en science et commence une maîtrise en mathématiques. En Inde, il s'engage dans des activités politiques de gauche contre le régime islamiste de l'Iran après la révolution de 1979. Les combats politiques, l'augmentation de la pression du gouvernement iranien, l'arrêt de l'envoi d'argent de l'Iran à cause de sa position politique et le

départ de son cousin et des étudiants de gauche de l'Inde vers le Canada font partie des facteurs qui l'amènent à arrêter ses études et à quitter l'Inde pour le Canada. Ses connaissances du Canada se limitent aux dires sur la bonne situation sociale et la prise en charge des réfugiés par l'État. Il relate son histoire en ces termes :

« Nous ne pensions jamais au travail parce que nous habitions dans une atmosphère politique. Nous avons juste besoin d'un endroit afin de pouvoir parler librement. Il n'y avait pas de plan établi. La raison n'était pas les difficultés économiques. Nous avions de mauvaises conditions en Inde, nous étions certains que ce n'était pas pire ici que là-bas. Tous nos amis perdaient et nous perdions notre appui. La plupart des amis de l'Inde venaient ici, nous sommes aussi venus ici. Nous cherchions juste à rester ensemble. »

Tel que le montrent ces témoignages, en plus du départ vers les pays américains et européens, un groupe de jeunes Iraniens a tenté de faire des études universitaires en Inde. Il faut souligner que les relations politiques et culturelles entre les deux pays s'enracinent dans une histoire ancienne de milliers d'années. Ces relations sont renforcées même après l'arrivée de l'islam en Iran. En effet, suivant l'attaque des Arabes contre l'Empire perse, l'exode de la communauté zoroastrienne vers l'Inde a formé les Parsis de l'Inde. C'est pourquoi une communauté constituée de plusieurs centaines de familles iraniennes existe toujours dans ce pays. Durant l'ère contemporaine, certains éléments ont poussé les jeunes Iraniens à choisir ce pays afin de continuer leurs études. Il s'agit du coût moins cher de la vie et des études par rapport aux pays américains ou européens; du bon niveau d'éducation, en particulier dans certains domaines comme les mathématiques, la statistique, la médecine; de l'anglophonie des universités indiennes; de la distance assez courte qui sépare les deux pays. Rappelons que les limitations du système universitaire iranien pour l'admission des étudiants, compte tenu de la modernisation et de l'industrialisation de l'Iran pendant le régime Pahlavi, créaient le besoin d'études supérieures. Alors que la majorité des interviewés de cette étude formés en Inde appartiennent aux groupes politiques de gauche, on ne peut pas ignorer l'existence d'autres groupes, y compris un grand nombre d'étudiants musulmans partisans du

nouveau régime islamique, comme le témoignent aussi les récits de quelques interviewés de notre recherche.

Alors que Mehryar est issu d'une famille religieuse de la classe bourgeoise d'une des villes situées au bord de la mer Caspienne, il souligne le rôle du quartier intellectuel qu'il fréquentait dans son orientation socialiste. À ce propos, on doit remarquer que les provinces iraniennes de Mazandéran et Gillan couvertes de bois ont été parmi les lieux principaux du combat politique et armé des Iraniens depuis longtemps. Par exemple, la première dynastie chiite iranienne des Bouyides (ou Bwayhides) se formant dans cette région s'empare de Bagdad (la capitale des Arabes sunnites)⁷². De plus, dans l'histoire contemporaine, on peut rappeler le mouvement révolutionnaire *Djanggal* (Forêt) de Mirza Kutchak Khan, basé dans les forêts du Gillan au début du 20^e siècle ainsi que le mouvement *Siahkal* des guérillas communistes du début des années 1970. De toute façon, en plus des limitations éducatives, les difficultés causées par le régime du shah pour les activités politiques ont contribué à inciter ces jeunes à sortir du pays. Ainsi, leur intérêt commun pour l'idéologie socialiste les focalise dans des réseaux comme la confédération des étudiants iraniens à l'étranger. La victoire de la révolution, la prise du pouvoir par les religieux et l'expulsion des autres opposants, y compris les groupes communistes, aggravent les conflits de leurs partisans à l'étranger. Tel que nous l'avons vu, d'une part l'envoi de l'argent pour les étudiants, en particulier pour les opposants, s'arrête, d'autre part ces derniers sont menacés par des conflits agressifs.

Light et coll. (1993) mettent l'accent sur le rôle des réseaux dans le soutien de l'immigration, qui a pour effet de réduire les coûts émotionnels, sociaux et économiques de l'immigration. En fait, ces réseaux contribuent à organiser le voyage, à trouver un logement et un travail, et à soulager les difficultés matérielles et culturelles. Par conséquent, ces avantages facilitent et encouragent la migration d'individus qui auraient toujours l'option de demeurer à l'intérieur de leur pays. Il va

⁷² La délégation de la République islamique de l'Iran en Algérie : <http://www.mfa.gov.ir/cms/cms/algeria/fr/Toursim/Historique.html>.

de soi que cela n'inclut pas les gens dont le seul choix se résume à quitter leur pays natal (p. 26-27). C'est ainsi que les membres du réseau d'étudiants formés en Inde de cette étude commencent à identifier le pays où ils peuvent continuer leurs activités en paix et en sécurité. À ce propos, autant la caractéristique globale du Canada comme pays respectant les droits des êtres humains que ses politiques généreuses d'accueil des réfugiés et des demandeurs d'asile poussent ces individus à émigrer au Canada.

Cependant, ce qui se révèle à travers cette étude concerne l'identification du Québec, en premier lieu, comme la province canadienne dont l'esprit ouvert des intellectuels assure un milieu assez confortable pour les immigrants et en particulier pour les militants politiques qui tentent de continuer leur combat politique sans danger. Cette information se transmet par l'intermédiaire du réseau. L'importance de ce dernier est tellement grande que l'exode graduel des membres laisse les autres dans un sentiment de solitude, de sorte qu'ils imaginent avoir perdu leur appui principal. En effet, ils ne pensent qu'à se regrouper à l'intérieur de leur réseau.

Dans ce chapitre, en identifiant les motifs de départ des immigrants iraniens travaillant comme chauffeurs de taxi à Montréal, nous avons essayé de les classer et d'analyser leurs différences. Nous avons constaté la propagation d'une certaine fièvre du départ vers le Canada parmi plusieurs catégories dans la société iranienne au cours des années 1980 et 1990 touchant deux catégories principales : les femmes, soit comme épouse, soit comme mère, et les jeunes gens. Alors que la jalousie, la rivalité et l'espoir d'un meilleur avenir pour les enfants forment les motifs du premier groupe, les motifs des jeunes concernent surtout les pressions sociales, professionnelles, le goût de l'aventure et la fascination pour la culture occidentale. Nous ne pouvons pas nier que les représentations idylliques loin de la réalité exercées par la famille, les amis et même les propagandes internationales contribuent souvent à créer cette ambiance. En effet, les jeunes se trouvent contraints de sortir du pays sous des prétextes différents. Entre autres raisons, les parents qui s'inquiètent des mauvaises fréquentations de leurs jeunes enfants, l'attaque de l'Irak contre l'Iran

et la guerre qui s'éternise poussent certains à s'enfuir; la fermeture des universités au nom de la révolution culturelle amène aussi les étudiants à aller étudier ailleurs. De plus, le manque d'aide des conseillers éducatifs pour guider les jeunes engendre de mauvaises orientations et les difficultés qui s'ensuivent provoquent l'exode de ces jeunes. Ce désir de faire des études, même lors de l'arrêt de l'envoi de l'argent à l'étranger pour les étudiants, contribue à leur émigration au Canada. D'ailleurs, la dégradation de la vie familiale crée des circonstances défavorables pour les jeunes issus de ces milieux et certains sont tentés de s'échapper.

Par ailleurs, la guerre a un effet néfaste sur les résidents des villes frontalières qui sont sous l'attaque directe des agresseurs. Le peuple, dont l'habitat et le métier sont détruits, veut compenser ce grand dommage par la recherche d'un endroit sûr où les gens pourront travailler et subvenir aux besoins de leur famille et trouver un lieu paisible pour vivre en paix. D'ailleurs, l'atmosphère sociopolitique postrévolutionnaire fournit des prétextes supplémentaires aux Iraniens qui souhaitent sortir de leur pays. Par exemple, la répression contre les membres des minorités religieuses illégales, surtout contre les Bahaïs, pousse ces minorités à sortir; certaines accusations professionnelles ou politiques rendent la vie des accusés extrêmement difficile et les obligent à sortir du pays. De même, les accusations politiques des étudiants opposants et de gauche à l'étranger mettent leur vie en danger s'ils retournent dans leur pays. En Inde, les conflits entre des groupes d'étudiants iraniens partisans du nouvel État révolutionnaire et des groupes iraniens de gauche créent un milieu non sécuritaire pour vivre et étudier. C'est ainsi qu'en identifiant les avantages intellectuels du Québec et son ouverture politique par rapport aux autres provinces du Canada, les membres du réseau d'étudiants iraniens en Inde émigrent progressivement au Québec.

Chapitre 6 - Début du parcours des immigrants au Canada

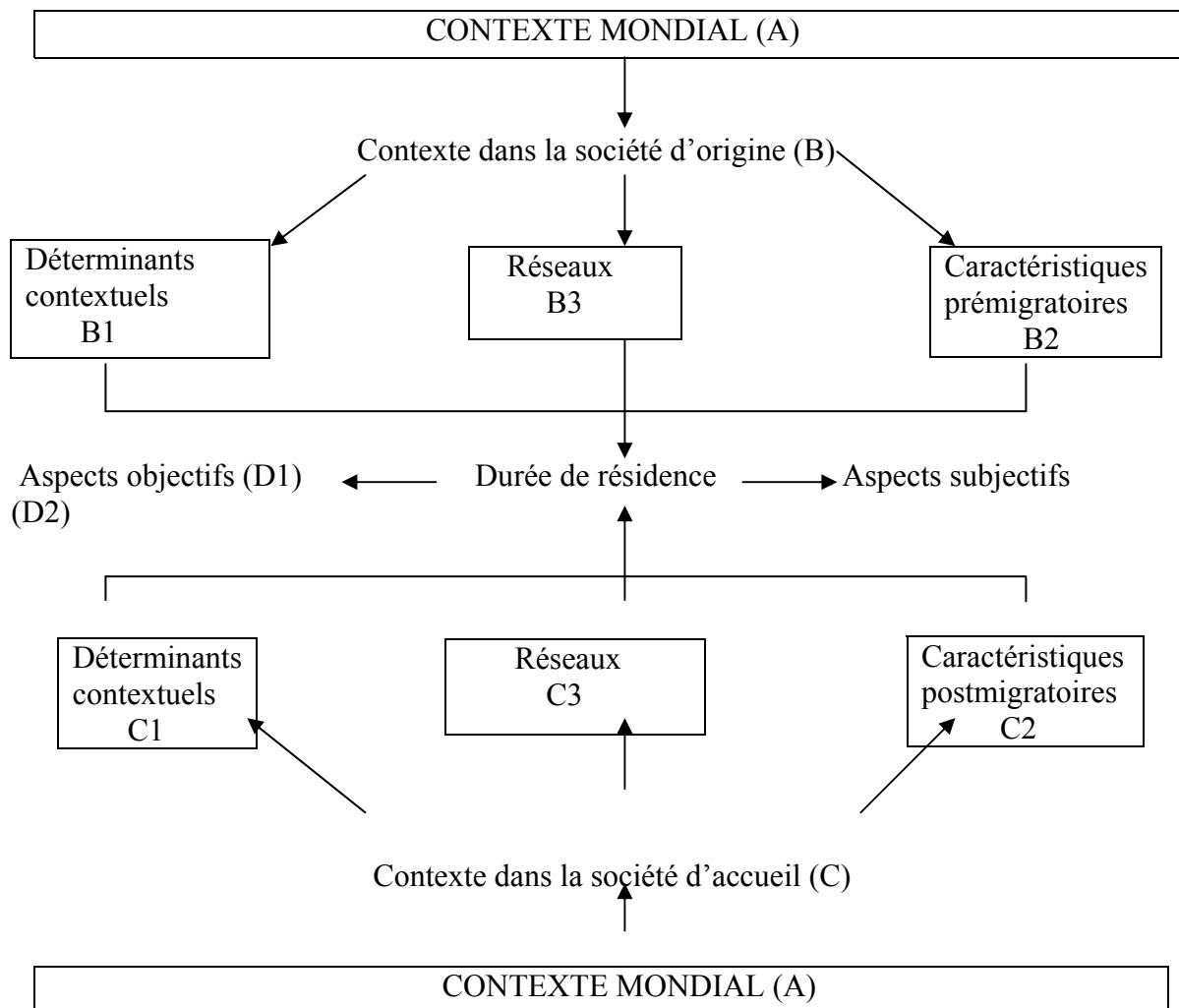
Dans notre analyse des résultats sur les motifs de départ des immigrants, nous avons présenté la typologie tirée de l'étude de Widgren et Martin (2002 : 215). En divisant les immigrants en deux groupes principaux, économiques et non économiques, ces chercheurs les subdivisent aussi en trois sous-catégories : la demande, l'offre et le réseau de l'immigrant contribuant à encourager des individus ou des familles à émigrer. Lors de l'analyse de nos résultats, nous avons essayé de comparer les réalités de certains immigrants iraniens au Canada par rapport au cadre conceptuel de Widgren et Martin.

Ainsi, après avoir étudié, au chapitre précédent, la trajectoire de la migration de ces Iraniens travaillant comme chauffeurs de taxi à Montréal, en analysant les motifs de départ, nous tentons de poursuivre l'analyse dans le présent chapitre en nous penchant sur l'intégration professionnelle de ces immigrants dès leur arrivée au Canada. L'intégration professionnelle est un des fondements majeurs du concept plus large qu'est l'intégration économique; l'intégration professionnelle se calcule par la comparaison de la performance des immigrants (essentiellement sur le marché du travail) avec celle des natifs. « *Une intégration réussie est réalisée lorsque les différences entre groupes d'immigrants et natifs s'estompent.* » (Piché, 2004 : 161-162)

Afin de reconnaître le caractère multidimensionnel de ce processus, en proposant un cadre conceptuel pour l'étude des facteurs d'intégration économique des immigrants, Piché et coll. (1995, 1999) identifient trois grands groupes de facteurs; Piché et Bélanger (1995) et Piché (2004) les développent dans le cadre plus général des facteurs d'intégration. Le cadre présenté par Piché procure, à notre avis, des éléments utiles pour notre étude. Tout d'abord, les facteurs macrostructureaux reliés aux contextes mondiaux (facteurs A), tels que la mondialisation, les rapports entre pays du Nord et du Sud et les relations internationales, contribuent souvent à influencer simultanément les conditions de départ dans la société d'origine

(facteurs B) plus que les politiques de sélection et d'intégration des sociétés d'accueil (facteurs C). Les variables symétriques reconnues dans ces deux sociétés font partie des éléments contextuels (B1 et C1), des caractéristiques micro-individuelles avant et après la migration (B2 et C2) et des réseaux (B3 et C3). De plus, en isolant le facteur « durée de la résidence », Piché reconnaît le rôle déterminant de cette variable, par rapport aux autres caractéristiques individuelles, durant le processus d'intégration. Il propose deux dimensions, l'une objective (emploi, chômage, revenu), l'autre subjective (la satisfaction de la vie post-migratoire) pour l'intégration économique. Ces éléments sont schématisés à la figure 5.

Figure 5 : Éléments influençant l'intégration professionnelle des immigrants



Source : Tiré principalement du cadre conceptuel présenté par Piché (2004)

À propos du contexte mondial (A), certains éléments contribuent à défavoriser l'intégration économique des immigrants : les difficultés de la conjoncture économique mondiale, les limitations sur le marché du travail, le renforcement des identités locales par l'exacerbation de l'impression qu'il plane une menace sur les États souverains, la montée des conflits ethniques, ainsi que la diminution des programmes sociaux. Par contre, des facteurs comme la mondialisation des échanges économiques, le débat international sur le soutien des droits de la personne et des immigrants ayant comme but la propagation des politiques non discriminatoires et antiracistes et l'augmentation du nombre de réseaux et de revendications identitaires des immigrants favorisent l'intégration de ces derniers (*ibid.* : 165-166).

Quant aux déterminants contextuels, ils vont influencer le choix du pays d'accueil des immigrants dépendant de leur pays d'origine. Le niveau de richesse des pays a un effet positif sur l'intégration économique des immigrants dans les sociétés d'accueil. Ainsi, dans le contexte des sociétés de réception (C1), trois facteurs majeurs jouent des rôles importants dans l'intégration des immigrants : l'ouverture ou la fermeture des politiques de sélection et d'accueil, la structure du marché du travail et les caractéristiques des communautés ethniques. Cependant, des éléments comme la segmentation du marché du travail et la focalisation de certaines catégories d'immigrants dans certains emplois précaires, les difficultés d'accès à certains secteurs privilégiés ou même l'exclusion du marché du travail peuvent former une structure discriminatoire de ce marché. De plus, les réseaux jouent des rôles importants dans l'émigration et l'installation des immigrants. À l'intérieur du pays d'origine, il s'agit de l'aide à la sortie des individus et pour les faire arriver au pays de destination (B3). À l'intérieur des pays d'accueil, les communautés ethniques structurées ou en voie de formation (C3) facilitent la recherche d'emploi, de logement et d'informations nécessaires. Néanmoins, certaines études suggèrent que la résidence dans des enclaves ethniques peut limiter ou retarder l'intégration, tant économique que sociale, des immigrants (*ibid.* : 167-169).

À propos des facteurs micro-individuels, le cadre proposé a trait aux variables de capital humain des immigrants (B2) lors de leur arrivée. Ceux qui facilitent leur intégration économique sont la jeunesse, la masculinité, la scolarité, la connaissance de la (ou des) langue(s) officielle(s) et le statut migratoire (*ibid.* : 169). En réponse aux études soulignant la détérioration de la situation économique des immigrants récents dans la plupart des pays de réception, compte tenu de la discrimination contre certains groupes selon leur pays d'origine, l'examen de Renaud, Piché et Godin au Québec (2003) est révélateur de la disparition des différences de revenu et de statut de l'emploi parmi ces immigrants et des natifs à long terme. Piché (2004 : 171) l'explique par la probabilité de certaines caractéristiques postmigratoires (C2) comme la requalification, l'apprentissage de la culture du marché du travail de la société d'accueil et la réduction de la discrimination sur ce marché.

1. Contexte statuaire des arrivants : Immigrants ou réfugiés?

Dans le survol du cadre théorique présenté ci-dessus, nous avons constaté que le statut migratoire de ne pas être réfugié ou demandeur d'asile contribue à faciliter l'intégration professionnelle des immigrants dans leur pays d'accueil. Cependant, tel que nous l'avons vu au début du chapitre précédent, le statut de la majorité des groupes de notre étude n'était que des demandeurs d'asile, sauf dans le cas de la majorité de la cohorte catégorisée comme détenant au moins un diplôme de baccalauréat qui était arrivée après les années 1990. Il va de soi que les conditions des immigrants entrant dans leur pays d'accueil en ayant déjà leur résidence permanente sont différentes de celles des requérants d'asile. Ces derniers ont fait souvent de leur mieux pour sortir de leur pays d'origine et arriver à leur pays de destination. Ces conditions provoquent plusieurs difficultés autant pour leur immigration que leur intégration. À ce propos, abordons certaines des différences parmi les immigrants et les demandeurs d'asile ou réfugiés.

A : Les conditions de vie des réfugiés dans les pays d'origine sont souvent mauvaises et ils sont forcés à quitter leur pays contre leur gré. En raison de la peur d'être arrêtés et emprisonnés, la période de départ des réfugiés de leur pays d'origine se fait sous le stress et l'angoisse. L'obligation de quitter dans des conditions imprévues ne permet pas à un réfugié de se préparer, ni objectivement, ni subjectivement. Au contraire, le dépôt de la demande d'un visa d'immigration est lié à la volonté et au choix de l'immigrant, et le processus prend souvent un minimum de deux à trois ans⁷³. Durant cette période, cette personne sera capable de régler ses différentes affaires et, tenant compte du délai précis de son visa, de sortir de son pays selon un plan prévu.

B : Si les étapes de demande du statut de réfugié ne sont pas régularisées à l'extérieur du pays d'accueil, malgré de nombreuses difficultés débutant dans le pays d'origine jusqu'au pays d'accueil, le requérant d'asile n'est pas certain qu'il obtiendra une réponse positive à sa demande. Le rejet de sa demande lui crée de nouvelles complications. Dans certains cas, même après avoir reçu une réponse positive, les réfugiés n'obtiennent pas les documents de leur résidence dans un délai précis. Par conséquent, obligés de rester loin de leur pays natal, de leur culture et de leurs coutumes, ces individus n'ont même pas la possibilité d'inviter les membres proches de leur famille. Cela entraîne la détérioration de leur vie non matérielle avec le statut de réfugié. Au contraire, un immigrant arrivé avec le statut de résident permanent et tenant un passeport valide en main sera capable de voyager et de visiter sans problème et à n'importe quel moment son pays d'origine.

Au chapitre précédent, au fil des récits des immigrants, nous avons constaté que les motifs et les contextes de départ de la plupart des demandeurs d'asile de ce groupe des immigrants iraniens à Montréal n'étaient pas aussi tragiques que ceux mentionnés ci-dessus. Pourtant, en ce qui a trait au départ des différentes catégories

⁷³ Il y a actuellement un délai de cinq à six ans pour le processus de demande des immigrants iraniens.

d'Iraniens, un psychologue (Azadian : 2008⁷⁴) raconte l'histoire d'un de ses clients iraniens, dans la quarantaine, obligé de quitter son pays natal à 17 ans. Engagé dans les activités politiques contre le régime iranien, à cause de la suspicion de sa détention suite à celle de son cousin, cet homme se cache dans la boîte d'un camion pour sortir du pays. Le camion est immobilisé à plusieurs postes de vérification par des agents concernés. Selon lui, il est même arrivé une fois que les agents étaient très proche de sa tête; son cœur battait tellement fort qu'il avait peur que les agents l'entendent et le découvrent. À l'étape suivante, afin d'arriver au pays voisin, cet individu a été obligé d'escalader la montagne à pied. Pendant cette période, il a rencontré d'autres personnes en fuite et ils ont continué leur voyage ensemble pendant un certain temps, pour se séparer par la suite. Une vingtaine de minutes plus tard, deux coups de fusil ont attiré leur attention. Leur guide, utilisant une lunette d'approche, a vu que les personnes qui les accompagnaient venaient d'être tuées par des agents. Après avoir souffert toutes ces peurs et ces difficultés, cet individu a enfin réussi à traverser la frontière, à habiter dans un pays voisin, errant et sans but pendant deux à trois ans. Sa demande de réfugié finalement acceptée, il est arrivé au Canada avec l'aide des Nations Unies.

Rappelons que dans les cas que nous avons étudiés, des motifs comme la fuite du service militaire lors de la guerre entre l'Iran et l'Irak et l'allégation d'accusations menaient certains à traverser illégalement les frontières, et cette manière de sortir du pays comportait plein de risques similaires à l'exemple ci-dessus. Cependant, ces cas n'étaient pas nombreux. De plus, des difficultés politiques des étudiants iraniens en Inde avec le régime révolutionnaire gouvernant dans leur pays ou leurs conflits avec les militants de ce dernier à l'étranger pouvaient menacer leur vie. D'ailleurs, tous ces réfugiés ou demandeurs d'asile ont souffert des risques de l'errance dans les pays voisins et même parfois dans plusieurs autres pays à travers le monde, pendant quelques mois ou même quelques années, en attendant le traitement de leur demande de réfugié pour venir au Canada. Les résultats de notre recherche révèlent par contre que les motifs provoquant le départ de la majorité des

⁷⁴ Azadian, Abbas, *Immigration et l'état de réfugié*, 8 décembre 2008, <http://www.ashena.com>.

individus ont trait à la perspective d'un meilleur avenir plutôt qu'à la fuite parce que leur vie est menacée. À ce sujet, voir les résultats du chapitre précédent.

2. L'arrivée au Canada comme requérants d'asile

Malgré les différences et les similarités parmi les motifs de départ des membres du groupe des requérants d'asile, une grande partie des interviewés de notre étude sont arrivés comme réfugiés requérants d'asile. Comme nous l'avons expliqué, le cadre théorique prévoit que cet état de statut ou plus exactement celui de non-statut influence l'intégration professionnelle de ces requérants à l'intérieur de leur pays de réception. Ainsi, en plus d'examiner la validité de cette hypothèse, nous souhaitons comprendre dans quelle mesure et à quel point ces conditions pouvaient contribuer au parcours professionnel du groupe étudié. À ce propos, afin d'introduire le contexte du temps dans notre analyse, compte tenu de la catégorisation principale de cet examen qui était basée sur deux cohortes des immigrants arrivés pendant les années 1980 ainsi que celles arrivées dans les 1990 et après, la présentation, la comparaison et l'analyse des résultats seront effectuées suivant cette catégorisation. En même temps, notre analyse sera complétée en introduisant le facteur des qualifications acquises en matière des diplômes obtenus dans le pays d'origine de ces immigrants lors de leur arrivée au Canada. Bien que la question d'être ou ne pas être propriétaire de taxi lors du déroulement des entrevues ait été un des critères de sélection des immigrants visés, le rôle de cet élément sera vu lors de l'analyse générale des parcours.

3. Mise en contexte des années 1980

La question de l'examen des demandes des requérants d'asile à l'intérieur du pays est un nouveau phénomène apparu à partir du début des années 1980. Alors que le Canada reçoit 500 demandes en 1977, celles-ci montent rapidement et atteignent 6100 en 1983 (Hawkins, 1988 : 388). À cause de difficultés existantes dans le processus de traitement de ces demandes et, en partie, de la non-capacité du système

d'accueil canadien de traiter les demandes au cours de la période à l'étude, le nombre des demandes en attente monte en flèche.

Tel que nous l'avons expliqué au chapitre précédent, il y a certaines catégories parmi les requérants d'asile dans notre recherche qui sont arrivés durant la décennie 1980. En ce qui a trait au cas des immigrants détenant au moins un baccalauréat lors de l'arrivée, un groupe majeur fait partie des activistes politiques de gauche diplômés en Inde. Rappelons cependant l'existence d'un des cas qui, bien qu'il n'ait pas de diplôme d'une université indienne, est aussi arrivé de ce pays. Dans cette catégorie, il y a aussi ceux qui proviennent de la France et des Philippines. N'oublions pas l'histoire d'un réfugié régularisé avant le départ dans cette catégorie et un autre dans la catégorie des immigrants qui n'ont pas au moins un baccalauréat en main lors de l'arrivée. Il est évident que les conditions du départ pour ceux qui ont déjà, lors de leur arrivée, un visa de résident permanent en main, même admis comme réfugiés, ne sont pas identiques à celles de demandeurs d'asile en attente de traitement de leur demande. En fait, ils ont déjà toléré cette attente, parfois dans des conditions inadéquates dans un camp de réfugiés dans un autre pays, durant plus d'un an.

3.1. La problématique de la période d'attente pour les demandeurs des années 1980

3.1.1. Le cas des détenteurs d'au moins un baccalauréat

Un bon nombre des immigrants interviewés de cette cohorte attribuent leurs futures difficultés pour intégrer le marché du travail de leur pays d'accueil à la durée assez longue du traitement de leur demande d'asile. C'est pourquoi le point de départ de cette analyse portera sur cette période primaire reflétée dans la parole des interviewés arrivant durant la décennie 1980. À ce propos, le cas des détenteurs d'au moins un baccalauréat arrivant dans cette cohorte sera analysé, et comparé avec l'autre groupe.

3.1.1.1 Le cas des immigrants arrivés de l'Inde

Dans l'analyse des motifs du départ des immigrants, cette recherche a révélé l'existence d'un groupe des immigrants iraniens diplômés des universités indiennes. La plupart de ces personnes étaient sorties avant l'avènement de la révolution islamique de 1979 durant la fin de la période de l'ex-régime royal. Adoptant des positions politiques de gauche, les membres de ce groupe ont pu y retrouver d'autres camarades socialistes. Ces étudiants avaient commencé leurs activités politiques dans le cadre de la Confédération d'étudiants iraniens à l'extérieur du pays, le groupe politique de gauche combattant le régime Pahlavi. En dépit de leur accord et même de la participation de certains d'eux dans les mouvements de la révolution, les événements tels que l'installation d'un régime théocratique, la prise du pouvoir par les religieux, les changements politiques en particulier contre les groupes de gauche, l'accroissement de la pression du gouvernement iranien, l'arrêt de l'envoi de l'argent de l'Iran, et les combats politiques avec les partisans de l'islamisme mettent en péril les conditions de vie de ces étudiants en Inde. Ainsi, la réputation du Canada de respect pour le bien-être social, de liberté de la société et de la possibilité de recourir à des activités politiques, incite ces individus à venir au Canada clandestinement à l'aide des passeurs. De plus, parmi les provinces du Canada, la position du Québec se distingue à cause des perceptions de leurs camarades à propos du milieu plus à gauche de cette province, du respect des intellectuels pour les activistes politiques d'autres pays et, donc, de la possibilité de reprendre aisément les initiatives politiques précédentes au sein de cette nouvelle société d'accueil.

Au chapitre précédent, nous avons vu le cas du départ de Mehryar, actif dans la gauche iranienne, ayant obtenu une maîtrise en économie d'une université de l'Inde. Après avoir terminé la première année de doctorat en Inde, en 1984, celui-ci arrive à Montréal comme requérant d'asile lorsqu'il a 31 ans. Compte tenu de ses attentes avant son départ de l'Inde quant à l'atmosphère politique du Québec et de

Montréal, en s'associant à ses camarades, Mehryar reprend ses activités politiques. Entendons ses souvenirs :

« Le peuple d'ici était plus illuminé qu'ailleurs et en fondant notre association nous avons recommencé nos activités. D'après nos analyses, nous imaginions qu'une autre révolution arriverait bientôt et que nous retournerions en Iran. Ainsi, nous n'avons eu aucun plan défini sauf participer dans les manifestations contre l'Amérique. Le traitement de notre demande d'asile a pris plusieurs années. Peu importe où nous allions pour chercher un travail ou faire des études, à cause du manque de documents, les réponses étaient négatives. Sans documents, pas d'argent! Cette période a duré jusqu'en 1990, année où nous avons obtenu le papier de résidence permanente. Cela est arrivé après un gros volume de protestations de notre part. Nous étions, d'après les policiers, dangereux à cause de notre présence à toutes les manifestations. »

La description de Mehryar, compte tenu de ses motifs avant le départ soit en Iran soit en Inde, présente les caractéristiques complètes d'un activiste politique de gauche même après son arrivée à Montréal. Ces dernières sont normales pour une personne comme lui qui jouait presque un rôle de leader parmi les partisans d'un parti politique ou d'une association politique dans un autre pays que le sien. Autrement dit, il est l'exemple concret d'un individu ayant des intérêts politiques qui vont contre l'idéologie et le fonctionnement de l'État gouvernant son propre pays. C'est en effet en raison des menaces basées sur ses croyances et ses activités qu'il est requérant d'asile au Canada. Il est donc facile de comprendre son envie de continuer les mêmes initiatives politiques au Canada. Cependant, sa persistance dans ces activités provoquant les doutes et les suspicions des autorités canadiennes retarde le traitement de sa demande pendant presque six ans. D'ailleurs, tel que le montre l'histoire de Mehryar, cette période lui apporte un sentiment d'inutilité parce que toutes les portes menant à un travail sérieux dans son domaine d'étude ou à la continuation de ses études restent fermées.

Le cas d'Ahmad est aussi typique des requérants de cette cohorte. Détenant un baccalauréat en chimie de l'Inde, Ahmad arrive en 1984 comme requérant d'asile lorsqu'il a 26 ans. Quand il décrit cette période, il parle d'une récession forte où la possibilité de trouver un travail était difficile.

« Trouver un boulot était difficile. Si tu pouvais laver la vaisselle quelque part, tu étais très chanceux. Il y avait un bureau d'aide qui payait à chacun 120 dollars. Nous avons fait une grève de la faim pour accélérer le traitement de nos demandes d'asile afin de pouvoir devenir bénéficiaires de l'aide sociale. Cependant, ne recevant pas de réponse, nous sommes allés protester devant d'autres bureaux et enfin nous avons campé devant le bureau des réfugiés. Les policiers nous ont emprisonnés, mais nous avons fait une grève de la faim. Nous avons été libérés de la prison sans avoir de dossier criminel. Le processus du traitement de ma demande a pris trois ans parce que le représentant du ministre ne se présentait pas aux audiences. À cette époque, ceux qui avaient moins de 30 ans n'avaient pas le droit de bénéficier de l'aide sociale. »

Javid, détenteur d'une maîtrise en économie de l'Inde, un autre membre de ce groupe, arrivé en 1984, confirme le dernier commentaire d'Ahmad :

« Comme je n'avais que 29 ans, je n'étais pas admissible à l'aide sociale. L'Armée du Salut payait 300 dollars à un couple par mois. Je payais 250 dollars pour le loyer, 10 dollars pour le téléphone et j'empruntais pour payer l'électricité. Tout ce qui restait pour moi et ma femme n'était que 45 dollars. Nous mangions souvent des saucisses. Nous ne prenions ni déjeuner ni souper. De plus, il n'y avait pas de travail. C'était une période de récession. Comme boulot, je rangeais les chaussures à l'Armée du Salut et en compensation celle-ci nous permettait d'utiliser gratuitement des chaussures ou des vêtements. L'attente de ma réponse pour obtenir la résidence permanente a pris près de trois ans. »

Nous constatons que la période de la crise économique du début des années 1980, les conditions dures de cette époque pour des personnes de ce niveau de scolarité et, en particulier, les premiers mois de leur arrivée, n'ont pas été faciles; soulignons par exemple l'obligation d'avoir au moins 30 ans pour bénéficier de l'aide sociale. Cependant, lorsque ces conditions s'accompagnent de l'incertitude d'avoir un statut vague ou de ne pas avoir de statut en attendant de recevoir la réponse à la demande d'asile, tout comme la prolongation de la période d'attente, tout cela précarise la situation. Ces individus n'ont pas suffisamment d'argent pour bien survivre et pour continuer leurs études universitaires. Il va de soi que cette situation ne leur permet pas de payer les frais de scolarité élevés prévus pour les étudiants étrangers.

3.1.1.2. Le cas des immigrants arrivés des Philippines et de la France

Similaires au cas des demandeurs d'asile iraniens gradués des universités indiennes arrivant durant la décennie 1980, il y a d'autres requérants gradués des Philippines et de France. Marié, Mehdi, ingénieur en électronique diplômé des Philippines, arrive à Montréal en 1983, alors qu'il a 32 ans. Il explique son expérience de la période d'attente de traitement des demandes d'asile :

« Nous avons reçu une réponse positive à notre demande d'asile après plus de trois ans. Nous sommes entrés en 1983 et nous avons reçu nos papiers en 1987. Il me semble que le gouvernement ne faisait pas d'effort pour nous remettre nos papiers et nous permettre de profiter de ses avantages, dont le plus important était de continuer nos études. De plus, d'après moi, la raison principale réfèrait aux documents que les autorités avaient trouvés dans mes bagages lors de mon arrivée au Canada. Après avoir bien fouillé toutes mes affaires très attentivement, ils ont photocopié tous mes documents et les lettres que j'avais écrites à mes amis politiques membres de la Confédération des étudiants iraniens à l'étranger. »

À propos de l'exemple des immigrants ayant étudié en France, le cas de Javad est patent. Après avoir terminé un DOG en géologie en France, Javad arrive à Montréal en 1985 comme requérant d'asile à 27 ans. Il décrit la période d'attente du traitement de sa demande :

« Ma première demande a été rejetée. Trois mois environ après ma deuxième demande, j'ai reçu mes papiers. Je pouvais travailler, mais je ne pouvais pas étudier. Je me suis quand même inscrit à l'université en payant les frais élevés des étrangers, mais, après un an et demi, ne pouvant plus supporter ce fardeau lourd, j'ai dû abandonner. N'oublions pas que je me suis aussi marié et que j'ai eu un enfant. »

La révision de ces deux exemples détenant au moins un baccalauréat lors de leur arrivée est aussi révélatrice du fait que la prolongation de la durée du traitement des demandes de réfugiés à l'intérieur du Canada a influencé négativement la performance, au moins celle désirée, des immigrants de cette étude. Parmi eux, certains attribuent la raison de ce retard à la sensibilité des autorités de l'immigration canadienne aux activités politiques de ces individus avant et après leur arrivée au

Canada. Paradoxalement la menace à leur vie dans leur pays d'origine, en raison de leurs activités politiques, qui était une raison de traiter leur demande, devient un frein pour la régularisation de leur situation lorsque les autorités canadiennes craignent qu'ils poursuivent les mêmes activités au Canada. De toute manière, ce qui est important et évident dans les dires de ces individus a trait à l'effet négatif de ce retard de traitement sur leur intégration professionnelle en raison de l'obstacle qu'il crée pour leur entrée dans le système éducatif du pays d'accueil. Examinons maintenant cette question chez une autre catégorie arrivée pendant la même décennie.

3.1.2. Le cas des immigrants qui n'ont pas au moins un baccalauréat

L'autre groupe de cette étude, inclus dans la cohorte des années 1980, a trait au cas des immigrants n'ayant pas au moins un baccalauréat lors de leur arrivée. Parmi les individus classés dans ce groupe, le nombre des gens dont la période de traitement de demande d'asile a été relativement longue n'est pas aussi nombreux que dans le groupe précédent, mais pas dans tous les cas. Ainsi, cette question sera examinée à partir de certains exemples.

3.1.2.1. Retard de traitement comme l'élément poussant vers des travaux autonomes

Le premier de ces cas est celui de Dara, d'une classe favorisée iranienne, qui arrive à Montréal le 30 décembre 1985 alors qu'il n'a que 20 ans. En raison du conseil d'un de ses amis (qui a voyagé un mois auparavant) sur la francophonie à Montréal, il part pour Toronto juste après son arrivée à l'aéroport de Montréal. Dara explique son expérience :

« Dès mon arrivée, à la réponse de l'agent canadien qui m'a demandé la raison de mon départ, j'ai mentionné pour continuer mes études, tandis que je ne savais pas qu'ils ne cherchaient qu'une main-d'œuvre bon marché. Je suis parti à Toronto et je me suis inscrit immédiatement à un cours d'anglais. J'y suis resté jusqu'en

septembre et puis je suis venu à Montréal. Un de mes amis habitant en Thaïlande m'avait dit que les gens dans une telle situation présentant leur demande d'asile aux bureaux de Toronto n'avaient pas encore reçu de réponse. De plus, j'avais reçu une réponse négative une fois. Mon avocat m'a avisé que la mise en avant d'un projet d'affaires pourrait accélérer le traitement de ma demande. À ce propos, l'ami habitant à Montréal m'a conseillé cette ville. Durant cette période, comparant à Toronto, j'avais cherché des renseignements sur le coût moins cher des études, des logements et de la vie à Montréal. Alors que le gouvernement avait déjà annoncé une amnistie pour tous les requérants arrivés avant le 21 mai 1986, l'envoi de mon dossier à Ottawa l'avait retardé de dix mois. »

En expliquant les motifs de son départ, Dara avait déjà attribué ces derniers seulement aux éléments de fuite de la guerre et de poursuite de ses études. Dans cette étape d'entrée au Canada afin d'apprendre l'anglais pour pouvoir s'inscrire à l'université, il aborde son parcours par l'inscription dans un collège de langue à Toronto. L'obstacle de l'accès aux papiers de résidence permanente l'amène sur le marché du travail par le démarrage d'une entreprise. Bien que nous examinerons plus en détail l'expérience de ce jeune immigrant plus loin, il nous semble important de mettre ici l'accent sur un élément qui joue un rôle déterminant dans la trajectoire de l'intégration professionnelle des immigrants. Il s'agit de la prolongation de la période d'incertitude et d'hésitation avant d'obtenir le statut d'immigrant qui contribue, d'une part, à sortir ces groupes du courant des activités éducatives et, d'autre part, à les mener à différents aspects du travail autonome. Cet immigrant entre ainsi dans une direction non désirée, ce qui s'accompagne parfois d'une non-connaissance et non-expérience dans le domaine visé. À l'instar de cet immigrant, un autre exemple dévoile une autre conséquence de ce retard de traitement.

3.1.2.2. Augmentation des coûts en raison du changement d'orientation scolaire

Suivant son frère venu en 1986, Barzin, 23 ans, arrive à Montréal en 1988. La période due traitement de sa demande d'asile jusqu'à la régularisation prend autour de cinq ans. Ayant un esprit très délicat et réfléchi, Barzin démontre beaucoup d'intérêt pour continuer ses études dans différents domaines artistiques. Entendons ses interprétations sur l'effet de cette période d'attente sur sa vie :

« Cette situation a influencé ma vie. J'avais comme but de commencer mes études universitaires, mais je n'avais pas d'argent. Si j'étais entré à 23 ans au lieu de 28 ans, j'aurais pu changer mon champ d'études sans aucun problème. Pourtant, une fois plus âgé, mes responsabilités ne me le permettaient plus. »

Le témoignage de Barzin met l'accent sur un élément important qui est possible dans le parcours de vie d'un jeune individu, en particulier dans les pays développés comme le Canada. Il y a plusieurs qui, en raison de n'importe quel intérêt, choisissent un champ d'étude et, après l'avoir terminé, décident de changer de domaine. Cela peut être attribuable à des éléments comme un changement d'intérêt, les besoins du marché du travail, les bénéfices concurrentiels, etc. Néanmoins, cela ne fonctionnera pas bien pour un jeune immigrant avec un diplôme secondaire non ancré au Canada dont le seul grand capital est sa jeunesse. Comme les paroles de Barzin le font voir, la prolongation de la période de traitement de demande d'asile peut se faire au détriment de ces requérants. Autrement dit, le coût du changement de l'orientation scolaire à un âge plus avancé sera assez élevé.

La représentation des cas mentionnés ci-dessus avait trait à l'opinion de certains individus du groupe n'ayant pas au moins un baccalauréat lors de leur arrivée pendant la décennie 1980. Ils attribuaient leur mauvaise orientation et les difficultés de leur intégration professionnelle au retard de traitement de leur demande d'asile qui ne permettait pas leur entrée dans les activités éducatives durant cette période. Néanmoins, nous devons ajouter que ce retard n'a pas été nécessairement le seul obstacle pour poursuivre ces activités. Par exemple Jahanshah, habitant dans les régions contaminées directement par la guerre avant son arrivée au Canada à 24 ans, parle de la nécessité du recours au travail afin d'envoyer de l'argent à sa famille assez nombreuse. De même Morteza, arrivé à 21 ans, parle de l'existence d'un membre de sa famille à Montréal qui s'est occupé de lui lors de son arrivée. Cependant, il perd la vie dans un accident et son père, lui aussi, décède par la suite. Ainsi, ce jeune requérant d'asile est obligé d'abandonner ses études et de s'occuper des besoins de sa mère et de ses sœurs en Iran. Sans ignorer l'impact

négalif de ce retard de traitement sur le parcours scolaire et professionnel d'un bon nombre de ces nouveaux arrivants, ce genre de cas suggère que ce retard n'a pas été nécessairement la raison principale expliquant la non-orientation éducative de ce groupe. À ce propos, le cas de ceux qui, bien qu'ils n'aient pas subi de tels délais, ont suivi d'autres chemins est aussi significatif. Suivons l'histoire depuis la fin des années 1980.

4. Mise en contexte des années 1990

Tel que nous l'avons expliqué au chapitre consacré à l'immigration au Canada, comme suite aux retards accrus du traitement des demandes de plus en plus nombreuses des requérants d'asile à l'intérieur du pays, à partir du janvier 1989, la Commission d'appel de l'immigration (CAI) sera remplacée par la Commission de l'immigration et du statut de réfugiés du Canada (CISR) se composant de trois secteurs : celle de protection des réfugiés (SPR), celle d'appel de l'immigration (SAI) et celle de l'immigration (SI). Conséquence du recours à certaines initiatives (que nous avons présentées au chapitre sur les lois d'immigration), la situation s'améliore de sorte que la période moyenne de la procédure d'une demande est réduite à neuf mois en septembre 1991 (Refugee Determination, juillet 1991 : 14).

4.1. Examen de l'influence des délais du traitement sur les interviewés après 1990

Comme nous l'avons montré au chapitre consacré à l'immigration des Iraniens, après l'établissement de la Commission de l'immigration et du statut de réfugiés du Canada (CISR) en 1989, pendant les deux premières années de travail de cette dernière, il y a une acceptation des proportions de 92 % et 89 % respectivement des cas déferés des requérants d'asile iraniens à la SPR. Ainsi, l'information transmise sur les avantages de règlements reliés à la réception des requérants à l'intérieur du Canada contribue à augmenter, entre autres, le nombre des requérants iraniens. Au sommet du nombre des demandes d'asile déferées, durant la première

moitié des années 1990, en 1995, une proportion de 72 % des demandes est acceptée, proportion qui reste la plus élevée durant presque une décennie. Dorénavant, à l'exception de l'année 1999, outre la tendance à la diminution du nombre des cas déferés, la proportion acceptée des demandes ne dépasse pas la proportion de presque 60 %, ce qui pourrait être relié à l'atmosphère relativement ouverte du début de l'ère du président Khatami. Au contraire, la fin de cette période, les éléments comme la réaction des fondamentalistes et l'accroissement des pressions sur plusieurs groupes, dont des journalistes et des réformistes, procurent des conditions où ces proportions dépassent encore la frontière de 70 % (tableau 19).

En ce qui a trait aux interviewés de cette étude après 1990, le nombre des requérants d'asile dans la catégorie des détenteurs d'au moins un baccalauréat n'est que de trois personnes à leur arrivée. Parmi ces individus, à l'exception de Saman, la période de la régularisation a été moins d'un an. Dans le cas de ce dernier, arrivé à 29 ans au début de la décennie avec son épouse et ses trois enfants, cette période a pris près de deux ans. Après son arrivée, Saman prend conscience de la nécessité d'étudier ici pour entrer sur le marché de l'emploi. Cependant, à part la contingence de faire des études durant le délai du traitement de sa demande, d'après cet immigrant, subvenir aux besoins de sa famille assez nombreuse ne lui permet pas de le faire. Mentionnons aussi le cas de Hassan, infirmier arrivé en 1993 à 28 ans, dont la régularisation n'a pris que trois mois. Alors que dès son arrivée il part à Toronto, grâce à un ami et vu ses perceptions sur la probabilité plus élevée d'obtenir le statut de réfugié et son traitement accéléré à Montréal, il revient dans cette ville.

En ce qui concerne la catégorie des interviewés qui n'ont pas au moins un baccalauréat lors de leur arrivée depuis 1990, le statut de tous ces individus n'a pas été que requérant d'asile. Parmi ce groupe, la période de régularisation de la majorité – huit sur dix – a pris entre six à douze mois. Dans un cas dont le délai a pris cependant près de deux ans, le requérant l'attribue à son dossier perdu à Vancouver, le lieu où il a soumis sa demande. Dans ce cas, son avocat lui conseille de venir à Montréal pour faire le suivi. À Montréal, en utilisant la mesure accélérée pour ce

dossier, cet individu réussit à obtenir une réponse positive. Dans un autre cas, la période de la régularisation de Firooz, arrivé en 1997 à 29 ans avec sa femme et un enfant, prend cinq à six ans, ce qui est une exception au cours de cette décennie. Ce requérant attribue la raison de ce délai au mauvais avocat et mauvais interprète. Ajoutons que parmi ce groupe, Mehran, arrivé à 31 ans en 1993, souligne que dans son cas la réponse positive du tribunal après six mois sera suivie d'un long délai d'environ deux ans avant de recevoir le document de la résidence permanente. Développons certains des éléments mentionnés.

4.1.1. Popularité de Montréal pour un meilleur traitement des demandes

Un des facteurs qui se dégage des paroles des interviewés arrivant depuis 1990 positionnés dans les deux catégories détenant un baccalauréat ou non à leur arrivée concerne la popularité de Montréal pour obtenir une réponse positive et rapide. Dans les deux exemples examinés, les revendicateurs du statut d'asile qui avaient déposé au début leur demande aux succursales de la CISR d'autres grandes villes comme Toronto et Vancouver, afin de suivre leur demande, arrivent enfin à la décision de revenir à Montréal. Alors qu'il s'agit du conseil des amis ayant déjà expérimenté ce processus pour certains, les avocats d'autres réfugiés donnent le même conseil. Ce qui ressort des paroles et des parcours des interviewés de cette étude, comparativement aux autres villes canadiennes, c'est une sorte de préférence pour cette ville eu égard à la perception d'un meilleur traitement des demandes ou la rapidité pour un bon nombre des requérants d'asile pendant cette période⁷⁵. Rappelons qu'au chapitre consacré aux motifs du départ des interviewés, nous avons déjà parlé de la réputation de Montréal chez certains détenteurs d'au moins un baccalauréat des requérants gradués de l'Inde durant les années 1980, grâce à son ouverture intellectuelle face aux nouveaux immigrants et aux activités politiques de gauche.

⁷⁵ À ce propos, selon notre conversation avec M. Stéphane Malépart, agent principal ou porte-parole de la CISR, celui-ci ne pouvait pas confirmer officiellement l'existence de cette différence entre le traitement des demandes dans différentes villes du Canada.

À ce propos, malgré les limites des années étudiées, les résultats de la recherche quantitative de Renaud et Gingras (1998) semblent éloquentes. En plus de l'examen de certains éléments contribuant à l'intégration professionnelle des requérants d'asile à Montréal, cette étude est similaire à la nôtre en ce qui a trait à la population examinée de demandeurs dont le processus de demande a débouché tant sur la reconnaissance du statut de réfugié que sur l'obtention de celui de résident permanent. Leur étude a examiné les cas de 407 personnes, habitant dans la grande région métropolitaine de Montréal, choisis parmi les 2034 adultes requérants d'asile arrivés au Québec en 1994 et devenus résidents permanents (régularisés) avant le 31 mars 1997. Alors qu'une très grande majorité des requérants de cette étude ont déposé leur demande de statut au Québec (96,1 %), des différences entre les niveaux de scolarité ne sont pas négligeables. Par exemple, tous les universitaires ont déposé leur demande dans la province du Québec, tandis que cette proportion tombe à 89,9 % pour les immigrants de niveau secondaire (*ibid.* : 31). N'oublions pas que la population interviewée de cette recherche a été sélectionnée parmi tous les requérants diversifiés d'asile habitant à Montréal, les demandeurs iraniens y compris.

En plus de ce qui précède sur l'existence de certaines préférences pour Montréal lors du dépôt de la demande d'asile, précisons que nous discuterons des raisons de résidence, de déménagement et même de retour des interviewés, le cas échéant, au long de leur intégration professionnelle un peu plus loin.

4.1.2. Délai entre l'obtention du statut de réfugié et celui de résident permanent

Nous venons de démontrer qu'il y avait dans les paroles des interviewés, entre autres, des références à des éléments comme un mauvais avocat ou interprète, un dossier perdu et des délais administratifs entre la reconnaissance du statut de réfugié et l'acquisition du papier de résidence permanente. À propos des problèmes bureaucratiques et du dernier élément en particulier, les résultats de l'étude de Renaud et Gingras (1998) semblent pertinents. Attribuant des délais de traitement au

système de gestion des demandes, ils estiment que 50 % des requérants ont obtenu leur statut au bout de sept mois et 75 % au bout de onze mois. L'accroissement de l'âge a accéléré la durée médiane d'accès à ce statut. Alors que celle-ci pour les 18-40 ans a été de huit mois, elle tombe à six mois pour les 41 ans et plus. Après être reconnu comme réfugié, le délai pour obtenir des papiers de résidence permanente est de 13 mois pour la moitié de ce groupe. En outre, le délai est un peu moins long pour les catégories des niveaux postsecondaires et universitaires (13 mois les deux) que celles de niveau primaire (15 mois). En fin de compte, leur étude estime une durée médiane de 22 mois pour le processus de régularisation (*ibid.* : 34).

Les résultats de cette étude, effectuée sur les résidents permanents qui ont parcouru le processus des requérants d'asile au Québec pendant la période 1994-1997, confirment les effets néfastes des statuts précaires de ces groupes à cause des deux délais du traitement mentionnés quand au processus d'établissement de ces immigrants. Cependant, malgré certaines exceptions, cela n'est pas difficile de voir que la durée moyenne du traitement des demandes pour le groupe visé des immigrants iraniens de notre étude a été plus courte que celle de l'étude mentionnée qui inclut tous les requérants d'asile pendant une période spécifique au cours des années 1990. À propos du cas de Mehran se plaignant du délai assez long entre la reconnaissance de son statut et l'obtention de son papier de résident permanent, ce délai n'est pas plus long que la moyenne de la majorité de l'étude comparée. De plus, le profil de cet immigrant depuis avant son départ jusqu'ici ne représente pas d'autres démarches que des métiers dans le domaine du transport. Dès son arrivée, les trajectoires où il s'engageait, en réalité et non seulement dans ses rêves, n'ont pas été bloquées.

4.1.3. Contraintes de l'engagement familial

Pour confirmer l'hypothèse de l'impact négatif des délais sur le cheminement d'établissement, l'examen de Renaud et Gingras (1998 : 18) exige une analyse plus approfondie des données. À ce propos, tel que nous l'explicitons au chapitre

consacré à la méthodologie de recherche, notre étude avait comme but de suivre le même critère pour le parcours des immigrants. Ainsi, en plus de l'appartenance d'un type d'intérêt personnel, basé sur le capital humain et l'expérience acquise avant, pour continuer d'étudier au Canada et l'accès aux emplois aux niveaux supérieurs, un autre élément qui peut se dégager de cette étude est associé à l'engagement familial d'immigrants lors de l'arrivée au pays de réception. En effet, les cas de Saman et de Firooz, situés dans deux catégories différentes de détenteurs de scolarité, universitaire et non universitaire, montrent bien que l'existence ou l'absence de tels délais ne change pas beaucoup les situations des immigrants dont le premier effort n'est que de subvenir aux besoins de leur famille. Autrement dit, ce genre de responsabilités ne permet pas à un nouvel immigrant, avec ou sans statut, de se concentrer nécessairement à son arrivée sur la poursuite d'études universitaires ou collégiales. Il va de soi que le fait de subvenir aux besoins de la famille ne se répercute pas seulement au niveau de coûts financiers. Il y a aussi bon nombre de problèmes physiques et psychiques chez les membres d'une famille. L'analyse de ces trajectoires sera révélatrice.

5. Comment commencent-ils leur parcours?

Lors de l'arrivée au pays de réception, la première fonction des requérants d'asile est censée être la régularisation de leur statut. Cette dernière se fait souvent à l'aide des avocats spécialisés dans ce type de demandes. Si les demandeurs ne sont pas en mesure de défrayer cette procédure, elle sera à la charge du gouvernement. Compte tenu de l'appartenance de la majorité des interviewés de cette étude aux requérants d'asile au Canada, au début, certains éléments mentionnés à propos de la durée de l'accès à leur statut de réfugié jusqu'à l'acquisition du papier de résidence permanente par ces groupes sont discutés. Il est évident que ces arrivants ont besoin de communiquer avec les membres de leur société de réception. Il s'agit du recours de ces demandeurs à l'apprentissage des langues officielles du pays ou de la langue dominante de la province concernée. Pourtant, cet apprentissage ne se limite pas seulement à ces groupes, mais il inclut souvent même les immigrants ou les réfugiés

qui, visa en main, arrivent officiellement dans leur pays d'accueil. Il est entendu qu'à leur arrivée, toutes ces catégories n'ont pas déjà le même niveau de connaissance des langues officielles du Canada. À ce propos, la province de Québec, en raison de sa distinction en matière de francophonie, a une situation différente des autres provinces canadiennes. Nous réviserons premièrement le niveau de connaissance de la langue primaire de ces groupes et ensuite, le cas échéant, leur recours à son apprentissage.

5.1. Niveau de connaissance de la langue lors de l'arrivée

Les Iraniens proviennent d'un pays dont la langue officielle n'est ni le français, ni l'anglais, les deux langues officielles du Canada. Ainsi, en dépit de l'existence de différents dialectes et accents dans différentes villes iraniennes, la langue officielle, parlée et écrite, dans le système éducatif, du niveau primaire jusqu'à celui universitaire et administratif, est le farsi. Par contre, à partir du niveau secondaire, les étudiants commencent à apprendre une langue étrangère qui est souvent l'anglais. Le niveau de cette connaissance peut dépendre des écoles, privées ou publiques, et de la classe sociale de la famille des étudiants. Nous l'avons vu au chapitre consacré à l'immigration des Iraniens, depuis l'ère du shah, les classes moyenne et supérieure avaient de grosses motivations pour envoyer leurs enfants étudier à l'étranger, en particulier aux États-Unis.

À ce propos, des institutions privées d'enseignement de langue seconde ont été créées. Ainsi, dans le but d'améliorer le niveau de langue, les membres des classes mentionnées et même parfois des classes inférieures envoyaient leurs enfants suivre les cours dispensés par ces institutions. Ajoutons qu'il y a eu quand même certaines écoles à Téhéran comme celles de Razzie, Jeanne-d'Arc, Internationale et des Allemands, dont la langue maternelle était le français, l'anglais ou l'allemand. L'existence de ces types d'écoles et d'institutions d'enseignement de langues secondes contribuait à l'apprentissage des langues étrangères. Cependant, l'hégémonie des Américains après le coup d'État contre Mohammad Mossadegh, le

retour de shah en Iran en 1953 et les relations économiques et politiques avec les pays occidentaux, surtout les États-Unis, contribuent à populariser l'anglais plus que les autres langues.

Ce résumé permet de supposer qu'on s'attendrait à au moins une connaissance de base de l'anglais chez la majorité des interviewés de cette étude lors de leur arrivée au Canada. Néanmoins, il y a quelques différences chez certains d'entre eux. En ce qui a trait aux gens qui n'avaient pas d'études universitaires ou ne les avaient pas complétées, le niveau de connaissance langagière en matière de conversation pour ceux qui ont déjà passé une résidence ou un séjour d'étude, même pour une courte durée, aux États-Unis ou en Angleterre a été assez élevé : par exemple, Nima et Cyrus qui sont arrivés dans les années 1984 et 1986. De plus, il y a certains qui, pour une bonne période de temps, ont résidé dans un ou plus d'un pays européen juste avant leur départ pour le Canada. Ils ont réussi à apprendre, parfois juste un peu, la langue de ce pays intermédiaire : les exemples de Mehrdad et de Jahanshah en France et en Allemagne qui sont arrivés en 1984 et en 1986. Parmi ces groupes, il y a aussi l'exemple de Morad, étudiant et champion sportif arrivé avec un visa de résident permanent en main en 1988, qui évalue sa connaissance de l'anglais comme étant assez bonne.

À propos de la connaissance langagière des interviewés universitaires possédant au moins un baccalauréat lors de leur arrivée au Canada, quelques résultats ressortent. Rappelons que la majorité des interviewés des années 1980 étaient des requérants d'asile diplômés de l'Inde. Ainsi, compte tenu de l'anglophonie du système éducatif de ce pays, les immigrants diplômés de ce pays connaissaient l'anglais et l'indien. De plus, pour les Philippines, les immigrants diplômés de ce pays connaissaient l'anglais et la langue parlée dans ce pays. Le pays de référence d'étude joue un rôle primordial dans la connaissance de la langue seconde. Si ce dernier a été l'Angleterre et les États-Unis, le niveau de connaissance de l'anglais des diplômés de ces pays était assez fort lors de leur arrivée. Par contre, si ces immigrants avaient étudié en France, leur connaissance du français était forte.

Il y a par ailleurs les cas des réfugiés dont la demande de statut a été déjà régularisée dans le pays intermédiaire où ils habitaient avant leur départ. Ainsi, ces individus avaient aussi la chance d'apprendre la langue de ce pays intermédiaire : l'exemple de Mohammad en Turquie.

En général, le niveau langagier des membres du groupe universitaire est plus élevé que celui de l'autre groupe. Dans le cas de Jamal, arrivé en 1985 comme investisseur, il avait une bonne connaissance de trois langues : l'anglais, le français et l'italien. Pourtant, il y a des exemples qui avaient une connaissance très faible : les cas de Saman, Hassan et Nader. En ce qui a trait à la connaissance à la fois des deux langues officielles du Canada, il y a certains immigrants indépendants qui avaient pu planifier leur départ et dont la province de destination était déjà déterminée. Donc, outre la connaissance de l'anglais, ces individus avaient commencé à apprendre le français en Iran : les exemples de Hooman et de Hooshang. Au contraire, certains autres ont retardé leur apprentissage jusqu'à leur arrivée au Canada : les exemples d'Ehsan et de Sahand. Nous présentons à la section suivante les opinions quant à l'apprentissage de la langue chez cette population au Canada.

5.2. Apprentissage de la langue au Québec

L'acquisition des compétences linguistiques joue un rôle important dans l'intégration professionnelle des immigrants parce qu'elle accroît les chances d'accéder autant aux opportunités d'emploi qu'à des gains plus élevés. Aux États-Unis, les gains des immigrants hispaniques parlant anglais sont 17 % plus élevés que ceux qui ne le parlent pas. Cette proportion ne change pas même après l'introduction des différences reliées aux caractéristiques socioéconomiques et à l'éducation. De plus, la diminution des écarts après 20 ans entre les gains des immigrants et des natifs pourrait être attribuée à l'apprentissage de l'anglais (Borjas, 2003 : 2). Au Québec, l'enquête de Constantinides (1983 : 196) auprès de la population grecque de Montréal en 1982 attribue l'intégration d'un groupe principalement à la

connaissance de l'une des langues officielles du Canada et met l'accent sur le fait que la connaissance du français est le seul indice valable de l'intégration d'un groupe.

À ce propos, tel que mentionné, la révision des résultats de l'examen quantitatif de Renaud et Gingras (1998) sur les requérants d'asile arrivés au Québec en 1994 et devenus résidents permanents jusqu'en 1997 est utile pour notre étude. D'après ces auteurs, parmi 485 périodes de formation qui ont été suivies à temps plein ou à temps partiel par ce groupe d'immigrants, le tiers de l'ensemble de ces périodes débute avant la reconnaissance du statut de réfugié; 35,1 % entre la date de reconnaissance et l'acquisition de la résidence permanente; et 31,9 % après cet événement. Néanmoins, ces résultats révèlent aussi que la majorité de ces activités de formation étaient des cours de langues secondes répartis entre les cours du COFI (20 %), des cours de français langue seconde (30,9 %) et des cours d'anglais langue seconde (11,5 %) (*ibid.* : 45).

5.2.1. Groupe non universitaire

De ce qui précède, au moins dans le cadre de la population examinée dans l'étude de Renaud et Gingras, nous pouvons conclure que l'apprentissage d'une langue seconde est une des premières étapes du parcours de ces groupes à l'intérieur de leur pays d'accueil, soit à temps partiel, soit à temps plein (*ibid.* : 53). Nous avons soulevé à la section précédente que, à leur arrivée au Canada, la majorité des immigrants de la population de l'étude actuelle possédaient au moins une faible connaissance de l'anglais. De plus, un grand nombre de ces personnes étaient entrées comme demandeurs d'asile, sauf la majorité du groupe universitaire arrivant depuis 1990. En ce qui concerne les groupes non universitaires, une proportion de 80 % de ce groupe a suivi à la fois les cours d'anglais et de français à Montréal. Cependant, nous ne pouvons ignorer qu'il y a une préférence pour l'apprentissage de l'anglais, en particulier parmi les membres de ce groupe arrivant pendant les années 1980.

Cela a mené parfois même au mépris de la langue française. Révisons quelques raisons mentionnées pour éviter ou apprécier d'apprendre le français.

5.2.1.1. Retard de l'admissibilité pour l'accès aux cours du COFI

Le gouvernement du Québec a créé les centres d'orientation et de formation des immigrants (COFI) pour l'apprentissage de la langue française par les nouveaux immigrants. Les nouveaux arrivants au Québec souvent ne parlent pas un mot de français quand ils commencent les cours. Ils se dirigent vers les COFI pour l'apprentissage de base. Les requérants d'asile ont des restrictions pour suivre ces cours à temps plein, parce que l'acquisition du papier de résidence permanente est nécessaire. À ce propos, le rappel encore de certains résultats de l'étude effectuée par Renaud et Gingras (1998) sur les demandeurs d'asile sera révélateur. Selon ces résultats, seulement 19,4 % de tous les interviewés de son étude sont inscrits dans au moins un cours du COFI à temps plein ou à temps partiel. Il est à noter qu'après 14 mois, une proportion de 10 % des répondants de son étude ont eu accès aux cours du COFI à temps plein tandis que cette proportion n'est pas modifiée même après trois ans pour le programme du COFI à temps partiel (*ibid.* : 59).

Malgré le fait que l'étude mentionnée ci-dessus a eu lieu pendant les années 1994-1997, le cas de Nima, arrivé en 1984 à l'âge de 19 ans, confirme l'impact négatif de ce retard sur l'apprentissage du français pendant cette période. Il raconte :

« Je n'ai jamais commencé de cours de français. Pour participer aux cours du COFI, tu devais attendre ton tour. En effet, tu avais besoin de recevoir, au début, la réponse de ton statut de réfugié pour que tu aies la possibilité de participer à ces cours. À propos des autres cours, alors qu'ils n'étaient pas gratuits, leur qualité n'était pas bonne non plus. Pendant cette période-là, je pensais principalement à chercher un travail. »

L'expérience de Nima sur le retard de la réception des papiers de réfugié pour profiter des cours gratuits de français du COFI, offerts par le gouvernement québécois, est révélatrice des quelques obstacles vécus. Au début, ce retard a

contribué à désespérer des nouveaux arrivants à commencer l'apprentissage élémentaire de la langue qui ne leur était pas familière. En fait, les personnes similaires au cas de Nima, compte tenu à la fois de l'internationalisation de l'anglais et de l'atmosphère dans leur pays de provenance, avaient une motivation forte pour négliger cette formation une fois devant de telles difficultés. De plus, ce jeune immigrant avait l'impression que les cours de français donnés dans les institutions de la langue seconde autres que le COFI étaient de faible niveau. Le dernier élément qui nous semble jouer un rôle essentiel concerne la recherche d'un travail, ce qui est vital pour les jeunes individus vivant dans de telles situations de précarité. L'examen des autres cas nous aide dans cette analyse.

5.2.1.2. Ne jamais prendre le français au sérieux

Parmi les jeunes requérants d'asile arrivant au Québec dans les années 1980 se trouvent les gens qui n'étaient pas au courant de la francophonie d'une partie du Canada ou qui l'ont appris peu avant leur départ d'un pays intermédiaire. Cependant, habiter dans une province francophone ne les a pas convaincus d'apprendre cette langue. À ce propos, deux exemples des jeunes requérants d'asile arrivant pendant les années mentionnées sont typiques. Provenant d'une famille riche, Dara, arrivé en 1985 à l'âge de 20 ans, est un de ces exemples. Depuis son arrivée, alors qu'il a commencé à exécuter des travaux autonomes et d'entrepreneuriat diversifiés, il n'a jamais pensé à apprendre le français. Au long de son parcours professionnel, tel que nous l'apprendrons plus loin, cet immigrant a bien souffert du manque de connaissance de cette langue, pourtant, il n'a jamais suivi de cours de français. Dara attribue ses difficultés de vie à cette langue ainsi qu'à la mentalité des Québécois qui, comparés aux immigrants, accordent la préférence aux compatriotes natifs.

L'autre exemple est celui de Barzin, arrivant en 1988 comme demandeur d'asile. À la suite de la désintégration de sa vie familiale, ayant comme but le changement de milieu, il arrive ici à 23 ans sans avoir aucun plan de vie particulier. La principale raison du choix de Montréal n'est que le départ de son frère pour cette

ville deux ans auparavant. Bien que Barzin commence le cours du COFI, il ne le continue pas.

« Je n'avais jamais pensé que l'apprentissage de la langue française augmentait sérieusement mon efficacité. Cependant, on doit voir s'il y a une base ou non. Il semble qu'ils [le système] veulent que tu restes isolé. Je suis allé quand même au COFI un trimestre, mais, en raison des besoins financiers, j'ai abandonné mon cours. Après avoir commencé à travailler, j'ai commencé à apprendre l'anglais en utilisant la carte d'une autre personne pendant cinq à six trimestres. »

Tel qu'on peut comprendre de ces paroles, ni Dara, ni Barzin ne connaissent bien l'importance de la langue française au Québec. À ce propos, l'examen de certaines études effectuées à cette période semble utile. Par exemple, d'après Mangère (1993), la méconnaissance ou la maîtrise insuffisante du français est une des principales barrières de l'intégration des nouveaux immigrants à la société québécoise. Ce point est souligné également par les recherches de Deschamps (1985), chez les réfugiés indochinois, et celles de Chung et Yim (1993), chez les immigrants coréens de Montréal. Par contre, parmi les éléments de l'éducation, le statut économique, la compétence en français et l'âge de l'immigrant, Pham-Nguyen (1987) présente la connaissance de la langue comme le facteur majeur contribuant à l'adaptation des Vietnamiens au Québec. L'importance de ce facteur est telle que même dans l'étude de l'évolution de la localisation résidentielle de 26 groupes ethniques et immigrants durant 1971-1981, Veltman, Polèse et Leblanc (1986) donnent leur priorité à la dimension linguistique plutôt qu'à celle de la couleur de la peau.

De plus, les nouveaux jeunes arrivants provenant des classes assez favorisées sans avoir aucune expérience sérieuse d'un boulot auparavant n'ont pas eu accès à une personne pour les conseiller. En effet, les individus provenant de la même origine ethnique, qui étaient arrivés depuis un ou deux ans, ne possédaient pas eux-mêmes la connaissance suffisante sur l'importance de l'apprentissage sérieux de cette langue pour leur avenir professionnel. Ainsi, ils ont été conseillés par des amis dans le cas de Dara, et la famille proche dans le cas de Barzin (son frère), qui étaient

aussi de nouveaux immigrants qui ne connaissaient pas bien ce qui se passait dans leur nouvelle société de réception. Il ne faut pas non plus négliger les besoins financiers. Barzin démontre son goût d'apprendre les deux langues, même à l'aide de triches, mais la précarité financière de son statut pendant les années 1980 ne lui permet pas de poursuivre son effort.

À propos de l'opinion de Barzin sur la volonté du système social du Québec d'isoler des immigrants comme lui, ou d'après Dara, la discrimination des Québécois contre les immigrants, en particulier non francophones, reprenons les paroles du Dr Amir Khadir, député d'origine iranienne du parti politique de gauche Québec solidaire, élu dans la circonscription de Mercier lors de l'élection générale québécoise de 2008. Parmi les membres de sa communauté d'origine, dans le discours relié au départ de la marginalité vers le centre, Khadir fait allusion à cette habitude de la diaspora iranienne qui, en s'identifiant eux-mêmes toujours comme des invités temporaires et loin de leur pays, ne tentent pas de s'identifier comme des citoyens de leur société de réception. Il s'agit de pratiques comme rester étranger à sa culture et sa politique, ne pas suivre les nouvelles concernant cette société et, ainsi, la non-connaissance de leur droit de citoyenneté. De plus, pour indiquer une des voies pour sortir de la marginalité, il souligne l'importance de briser des barrières individuelles, ethniques, et de participer à la vie publique. Enfin, en réponse aux commentaires sur la fermeture de la société et les barrières à l'entrée des immigrants, Khadir insiste à répétition sur l'apprentissage et l'amélioration de la langue française⁷⁶.

5.2.1.3. Accent québécois et peur d'une langue difficile

Un des éléments qui est souligné par les interviewés de notre étude concerne l'accent québécois auquel ces immigrants sont assez étrangers. En dépit de la dominance des relations économiques avec les pays occidentaux anglophones

⁷⁶ Hebdomadaire *Hafteh* pour la communauté iranienne de Montréal, le rapport de Pasha Javadi du discours d'Amir Khadir au CaféLitt, vol. 1, n° 38, 27 février 2009, p. 21.

comme la Grande-Bretagne et les États-Unis durant l'ancien régime royal de l'Iran et, donc, la popularité de l'anglais chez la majorité du peuple, tel que mentionné déjà, il y avait des cours de langues étrangères, par exemple à l'Institut français de Téhéran, relié à l'ambassade française en Iran. De plus, les vastes fréquentations des visiteurs français, compte tenu des études de l'ancienne reine du pays en France, les émissions de chansons françaises et même la graduation de plusieurs parents de la nouvelle génération des écoles francophones des pays européens faisaient partie des éléments qui contribuaient à la familiarité des Iraniens à l'accent français. Par contre, la nouveauté relative de l'arrivée de ce monde au Québec ne leur a pas encore permis de se familiariser avec la langue de la province et son accent. C'est pourquoi certains la rejettent en raison de son accent et d'autres à cause de la difficulté à l'apprendre. À ce propos, deux exemples sont révélateurs. Au début, reprenons le cas de Cyrus. Provenant d'une famille favorisée, Cyrus arrive à Montréal en 1986 à l'âge de 23 ans. Son frère Barzin et sa sœur le rejoignent deux ans plus tard. Cyrus explique son expérience de l'apprentissage de la langue :

« À mon arrivée, je suis allé suivre un cours d'anglais pendant trois à quatre mois. Je n'ai pas abordé l'apprentissage du français parce que les gens disaient que leur accent est mauvais, et je dois avouer que j'ai commis une grande erreur. Je n'ai jamais pensé à continuer mes études pour aller à l'université parce que je ne pensais qu'à gagner de l'argent et à l'investir. Et je savais comment faire ça. »

L'autre exemple a trait au cas de Shahram. Étudiant de dernière année des sciences sportives en Iran et fils d'un officier martyr des armées iraniennes, il arrive à Montréal en 1997 à l'âge de 23 ans. Shahram, fils unique, décide de venir au Canada parce que sa cousine est supposée l'aider à Montréal. En fait, c'est elle qui a incité ce jeune étudiant à venir au Canada par ses descriptions merveilleuses et exagérées de ce pays. Révisons son expérience de l'apprentissage du français :

« Je n'ai pas commencé un cours de langue française parce que ma cousine m'a dit que c'était très difficile et je ne pourrais pas l'apprendre. Je la blâme toujours parce qu'elle m'a empêché de l'apprendre. Si je l'avais appris, je ferais de bons progrès. Elle avait suivi un cours de français pendant deux à trois mois et l'avait laissé pour suivre un cours d'anglais. Elle, une assistante dentaire, pour accréditer son

diplôme, m'a laissé ici juste trois mois après mon arrivée et est partie à Vancouver. Après avoir reçu mon papier de statut, j'ai suivi un cours d'anglais qui n'était pas très utile. Par contre, j'ai connu une fille anglophone et c'était grâce à elle que j'ai appris l'anglais. »

Tel que nous le déduisons des cas précédents, le rôle des gens présentant les informations essentielles sur l'intégration dans la société d'accueil est très important. D'après les paroles de Cyrus, il est un jeune Iranien qui ne connaît personne à Montréal à son arrivée. Cependant, dès les premiers jours de son arrivée dans son nouveau pays, il commence son parcours de vie sur la base des dires des gens. Nous verrons bientôt, à l'analyse de son histoire, jusqu'à quel point l'apprentissage de cette langue aurait pu améliorer l'intégration professionnelle de cet immigrant. Cependant, Cyrus explique sa négligence d'apprendre le français par les commentaires de sa communauté sur le « mauvais accent » des Québécois. Ce qui est pire concerne le moment où lui ou les gens comme lui deviennent les conseillers des cohortes suivantes, soit les membres de leur famille, soit d'autres compatriotes. Le cas de Shahram représente un autre aspect de la même problématique, une décennie plus tard. La cousine d'un jeune Iranien qui l'a encouragé à venir ici en racontant des histoires clandestines, plus similaires à celles des rêves d'enfance, lui conseille aussi de ne pas apprendre le français parce que c'est difficile. Aujourd'hui Shahram lui-même est bien conscient du mauvais chemin qu'il a parcouru en écoutant sa cousine qui, elle aussi, était hésitante après l'échec qu'elle avait expérimenté dans son cours de français. L'analyse de ces cas est révélatrice du manque tant d'institutions appropriées que d'une communauté bien informée conseillant bien ces nouveaux requérants d'asile et, même, les immigrants.

5.2.1.4. Apprécier l'apprentissage du français

À l'encontre des catégories observées jusqu'ici, à l'exception d'un cas, arrivant principalement pendant les années 1980, nous tentons de présenter dans cette sous-section deux exemples qui donnent une évaluation positive explicite de leur processus d'apprentissage du français. Le premier est le cas de Rahman, arrivé

en 1988 à l'âge de 28 ans. Ce cas est différent des autres parce qu'il a obtenu son statut de réfugié avant d'arriver à Montréal. Ainsi, compte tenu de son statut officiel et des privilèges attribués par le gouvernement à ces groupes, il peut faire ce qu'il désire sans restriction. C'est ainsi que, trois mois après son arrivée, il commence des cours de français les après-midis pendant cinq mois. En même temps, il suit un autre cours de français les soirs et, ainsi, fait de bons progrès. Le deuxième exemple a trait au cas de Soheil, arrivé en 1995 à Montréal, à l'âge de 20 ans. Grâce à plusieurs membres de sa famille qui habitent dans cette ville et qui connaissent bien son bilinguisme, il s'intéresse à l'apprentissage de plusieurs langues. Chanceux dès son arrivée et profitant du règlement accéléré de son cas, il obtient son statut après deux mois. Ainsi, il apprend le français en s'inscrivant à un cours de cinq mois.

En parallèle de la sous-section précédente, ces deux exemples, arrivés également durant deux années consécutives, malgré leur plus petit nombre, représentent l'intérêt de certains parmi ce groupe pour la langue française. Cependant, n'oublions pas que Rahman avait déjà été régularisé en Turquie avant son départ pour le Canada. Il n'avait qu'une connaissance très faible de l'anglais et il n'avait pas de préférence pour l'apprentissage de l'une ou l'autre des langues officielles. À ce propos, mentionnons l'étude de Veltman et Panneton (1989 : 333) sur les communautés arménienne, chinoise, arabe et portugaise de Montréal. Selon eux, la connaissance de l'anglais à l'arrivée au Québec jouerait un rôle négatif dans l'intégration au groupe francophone. Monnier (1993) confirme la validité des résultats de l'étude précédente pour les travailleurs immigrants arrivés au Québec entre 1976 et 1991. Pour ce dernier, la méconnaissance de l'anglais et du français à l'arrivée de ces travailleurs occasionne l'apprentissage de l'anglais dans 57 % des cas et du français dans 65 % des cas.

D'ailleurs, à propos du cas de Soheil, il a un intérêt personnel pour apprendre autant la langue française que les autres. De plus, la rapidité pour obtenir le statut n'est pas fréquente pour les requérants interviewés dans cette étude. Il semble que la

coïncidence de plusieurs éléments positifs lors de leur accueil a contribué à procurer les conditions favorables à l'apprentissage des langues.

5.2.2. Groupe universitaire

Rappelons que la majorité des interviewés universitaires de cette étude arrivant durant les années 1980, à l'exception de deux personnes, sont demandeurs d'asile. Au contraire, la plupart de ceux arrivant après cette période, sauf trois, sont des immigrants économiques. Alors que la majorité de ce groupe a tenté aussi d'apprendre le français, à l'inverse du groupe précédent, l'apprentissage à la fois des deux langues a été moins fréquent. De plus, le problème de l'accès aux cours du COFI pour les demandeurs d'asile a été majeur, de sorte que Mehdi, arrivé en 1983 à 32 ans, a pu commencer ses cours seulement trois ans après son arrivée, immédiatement après avoir obtenu ses papiers d'immigration. Hormis ce cas discuté lors de l'analyse de l'autre groupe, révisons le parcours de ce groupe en matière d'apprentissage ou de perfectionnement des langues.

5.2.2.1. Pourquoi aucune démarche pour apprendre le français?

Outre le cas de Jamal, immigrant investisseur, qui, à son arrivée en 1985 connaît trois langues, anglais, français, et italien, et qui n'a suivi aucun cours de langue depuis son départ jusqu'ici, il y a d'autres cas qui ne l'ont pas fait. À ce propos, deux exemples des requérants d'asile diplômés de l'Inde sont présentés. Le premier a trait au cas d'Ahmad arrivé ici en 1984. La période pour obtenir son statut a aussi été de trois ans. Il se blâme lui-même d'avoir travaillé plutôt que d'apprendre le français :

« Je ne suis pas allé apprendre le français. Je n'ai pas trouvé le temps. Seulement, je suis allé pendant un mois à un cours ordinaire. Je n'y suis pas retourné parce que je travaillais. Je n'avais pas le temps. Ça arrivait des arrêts encore et encore. Oon Mogheha, Kalamaan Boyeh Ghormeh Sabzi Midad⁷⁷, c'est-à-dire, j'étais fou à cette époque. »

⁷⁷ Une expression iranienne qui signifie « à cette époque j'étais une tête brûlée ».

L'autre exemple a trait au cas de Javid, marié, qui est arrivé à Montréal en 1984. Comme dans le cas précédent, le processus de sa régularisation a pris trois ans. Il n'a pas appris le français. Par contre, ce diplômé de l'Inde a suivi des cours d'anglais :

« À mon arrivée, j'ai suivi un cours d'anglais de six mois. C'est parce que l'usage des mots et des expressions est différent là-bas et ici. De plus, je me suis révolté contre le système de ne pas exiger l'apprentissage du français. Parce que l'agent de l'immigration m'a dit 'ici c'est bilingue, et si tu connais une des langues, tu n'auras pas besoin d'apprendre l'autre'. C'est l'immigration qui m'a menti. Si à cette période on m'avait dit que je devais seulement apprendre le français, je l'aurais appris. Ils ne me l'ont pas dit parce qu'ils ont vu que je connaissais l'anglais. C'était l'époque des libéraux, avant Parizeau, et le français n'était pas obligatoire. »

Pour analyser ces deux exemples, l'attention à la période de l'entrée est importante. Comme nous avons pu le constater lors de l'étude de la problématique de la période d'attente pour les demandeurs des années 1980, le paiement de l'assistance sociale aux jeunes demandeurs d'asile avant l'âge de 30 ans était très bas, en particulier pour les « sans statut »; ils n'avaient pas d'autre choix que de recourir à un boulot quelconque. De plus, le manque d'une communauté déjà formée faisait que personne ne leur montrait l'importance d'apprendre la deuxième langue officielle s'ils connaissaient bien l'autre. Quant à l'apprentissage du français à cette époque, tant la parole explicite de Javid que le comportement implicite d'Ahmad témoignent que, dans une certaine mesure, le gouvernement le prenait à la légère. Cela est attribué soit à la croissance non planifiée du nombre des demandeurs d'asile, soit à la politique générale de la non-insistance sur la nécessité de la connaissance du français au Québec. Ces nouveaux arrivants n'ont pas été capables de reconnaître à quel point ils devaient s'investir dans l'apprentissage de cette langue, puisqu'il n'y a pas eu d'institution, d'organisation, ou de personne qui le déclare explicitement. C'est pourquoi, après toutes ces années, ces deux immigrants, comme d'autres cas similaires, sont désolés de ne pas connaître cette langue.

5.2.2.2. Pas grand chose à apprendre dans les cours de français

Parmi les interviewés de cette catégorie, il y en a certains qui mettent le système de l'apprentissage de français pour les immigrants au Québec entre parenthèses. Dans les deux exemples suivants, l'un est requérant d'asile des années 1980 et l'autre un immigrant économique arrivé dans les années 1990. En ce qui concerne le premier, Mehryar, diplômé de l'Inde, est arrivé à Montréal en 1984. La période de sa régularisation a été très longue, six ans. Un an après, il a commencé le cours du COFI. Pour l'empêcher de se présenter à toutes les sessions des cours de français, il révèle l'échange qu'il a eu avec sa professeure :

« Le mari de ma professeure était étudiant de sciences économiques. À chaque fois qu'il avait besoin d'un devoir de recherche, je l'écrivais pour lui. C'est pourquoi elle m'avait exempté de la présence au cours. Je suis allé à un cours du COFI pendant six mois et je n'ai appris que des choses très élémentaires. Leur méthode ne m'a pas plu parce qu'ils ne désiraient pas enseigner la langue aux immigrants; ils tentaient de les exploiter pour une main-d'œuvre bon marché. Ce cours nous faisait seulement perdre notre temps. Leur méthode d'enseignement n'était pas bien, elle était utile seulement pour la manière de vivre ici : danse, disco, alcool, etc. »

Le deuxième exemple est le cas de Behzad qui est arrivé en 1994 avec sa famille à l'âge de 50 ans. Malgré la connaissance de deux langues, allemand et anglais, il commence à apprendre le français. Il explique : « Alors que pour une période de sept mois, je suis allé au COFI, je n'ai pas beaucoup appris. Même maintenant, le niveau de ma compréhension n'est que celui de conversations très simples. Je ne comprends pas l'accent québécois. »

Dans les récits de ces deux interviewés, selon nous, il y a quelques éléments importants. Premièrement, ce qui est mentionné par Mehryar sur l'échange qu'il a eu avec sa professeure du cours de français pour recevoir l'autorisation de s'absenter des cours indique, au moins à cette époque, le manque de contrôle du système éducatif du gouvernement sur la performance de ses enseignants dans les cours offerts comme tels. Deuxièmement, cela représente la compréhension de la valeur et de la nécessité de l'apprentissage du français chez des immigrants comme Mehryar.

En effet, d'après les paroles de ce dernier, la présence dans ces cours n'a pas eu comme but l'apprentissage de la langue aux immigrants, pour leur donner des compétences qui leur permettraient d'entrer sur le marché du travail. Autrement dit, cela pourrait s'interpréter comme un spectacle, mis en scène par les enseignants où les immigrants apparaissent dans les rôles d'étudiants, dont le but n'est pas défini. Alors que le gouvernement tente, par ces cours, d'aider les nouveaux immigrants à s'intégrer dans leur nouvelle société d'accueil, le niveau et la manière de cette intégration ne sont pas évidents. De même, le cas de Behzad est révélateur du fait que l'apprentissage dans ce cours ne l'a pas amené à bien comprendre ce que disent les Québécois après plusieurs années de résidence et de travail au Québec. Rappelons que nous analyserons aussi les raisons renforçant cet élément au chapitre du rôle des économies ethniques.

Néanmoins, à propos des buts de cette intégration, nous pourrions poser plusieurs questions. Est-ce que les immigrants ont besoin d'apprendre le français pour faciliter leurs communications dans les centres commerciaux, les concerts, au cinéma, au théâtre? Est-ce qu'ils tentent de s'insérer dans des petits boulots? Est-ce qu'ils désirent reprendre des positions correspondant à leurs études et leurs expériences précédentes, ou continuer leurs études aux écoles, cegeps et universités pour devenir qualifiés selon les critères québécois? Est-ce que le niveau de cet apprentissage doit rester le même pour toutes les catégories d'immigrants en matière du niveau de scolarité et d'expérience professionnelle? Est-ce que ce niveau élémentaire général du français pour tous les immigrants les aide à continuer leurs études ou à faire concurrence aux Québécois sur le marché du travail?

En effet, ce qui n'est pas négligeable est le fait que cette façon d'apprendre le français à des immigrants non francophones à ce niveau très général débouche sur une connaissance du français faible, qui ne sera pas suffisante pour les emplois qualifiés sur le marché du travail québécois. À ce niveau, cette probabilité peut facilement amener l'employeur québécois à préférer son compatriote de souche à un

étranger, d'origine iranienne ou autre. À ce propos, la sous-section suivante est aussi révélatrice.

5.2.2.3. Étudier le français au COFI en vue de recevoir une assistance financière

Dans cette sous section, nous présentons deux exemples d'immigrants arrivés à Montréal avec un visa de résident permanent en main dans les années 1990 et 2000. Ces deux personnes connaissaient les langues française et anglaise avant de quitter leur pays natal. Le premier a trait au cas de Hooshang, diplômé des États-Unis, arrivé avec sa famille en 1992 à l'âge de 42 ans. En intégrant les Français et les Québécois dans le même groupe, Hooshang critique leurs caractéristiques :

« Avant d'arriver ici, je connaissais le programme et la francophonie d'ici. Mon père avait travaillé avec les Français. Ceux-ci ne sont pas honnêtes, ils te gardent dans une situation ne sachant que faire comme ça. J'avais vu la corruption à Paris et je savais que je ne pourrais pas trouver un emploi dans mon domaine. À notre arrivée ici comme résidents permanents, nous sommes partis au COFI pendant six mois. En fait, nous recevions un salaire pendant cette période. »

L'autre exemple est le cas de Hooman, arrivé en 2001 à l'âge de 27 ans. Comte tenu de la résidence de ses frères ici, il savait que les langues au Québec étaient le français et l'anglais. C'est pourquoi suivant un plan précis, il avait bien appris les deux langues avant son départ. Néanmoins, il explique la raison de sa participation dans les cours du COFI à Montréal : « Comme je connaissais le plan d'assistance monétaire du gouvernement pour apprendre le français, je suis allé à ce cours pendant deux mois, c'était seulement pour profiter de cette assistance. »

Ces deux exemples montrent l'autre face des questions posées dans la sous-section précédente. Alors que les cas de Mehryar ou Behzad mentionnés dans cette dernière mettaient en doute l'efficacité du système éducatif de l'enseignement du français aux immigrants, la raison de l'inscription du premier et son échange avec son enseignante n'était que de rester dans le cours pour bénéficier du montant, même

petit, de l'assistance financière du gouvernement pour les bénéficiaires des cours du COFI. De plus, les exemples de Hooshang et de Hooman montrent que l'intérêt principal de la fréquentation au cours du COFI n'était que de bénéficier de l'aide monétaire du gouvernement. C'est parce qu'en connaissant déjà bien le français ils n'avaient pas besoin de l'apprendre. Le même scénario se répète, sauf que le rôle des immigrants est joué cette fois par ceux ayant déjà appris la langue avant leur arrivée au Québec. Mehryar critique la manière et les faux buts de ce système de formation, tandis que Hooshang met en question, d'une façon générale, les caractéristiques sociales des Français et des Québécois en amalgamant ces derniers, les uns avec les autres. En fin de compte, étant donné la base antérieure ainsi que la préférence pour l'anglais, le niveau de la langue apprise, tel que nous l'avons montré à l'aide de certains exemples, n'a pas aidé ces immigrants à réussir dans leur démarche de trouver un emploi correspondant à ce qu'ils attendaient avant leur départ. Il semble que, dans une certaine mesure, cela est devenu un élément de pessimisme envers tant le français que le système social du Québec.

5.2.2.4. Intérêt pour apprendre l'anglais

Les conclusions de l'analyse de Renaud et Gingras (1998 : 57) sur les requérants d'asile confirment la croissance de la fréquentation des cours à temps partiel pendant les six premiers mois suivant la demande de résidence. Cependant, les taux de fréquentation commencent à baisser après la première année. Parmi ces cours, la fréquentation aux cours d'anglais augmente de sorte que, « pendant les deux premières années, ils dépassent de loin les cours de français ». De plus, ces résultats correspondent au parcours de l'apprentissage de l'anglais comme langue seconde par certains interviewés de notre étude qui sont positionnés dans le groupe universitaire arrivant comme demandeurs d'asile dans les années 1980. Par exemple Mahmood, qui a étudié en France, suit deux cours d'anglais à son arrivée, tandis que Javad, l'autre exemple, qui travaille jusqu'à son déménagement à Vancouver, apprend l'anglais sur le terrain. De même, Mohammad, diplômé de la France,

réfugié régularisé avant son départ, suit un cours d'anglais au YMCA pendant les quatre premiers mois de son arrivée.

Alors que ce geste semble normal de la part de celui qui a étudié en France, cela se constate même chez les deux diplômés de l'Inde, Javid et Hamed. Tel que nous venons de voir, alors qu'en se révoltant contre la parole de l'agent de l'immigration, Javid refuse d'étudier le français, Hamed, requérant d'asile régularisé dans un délai relativement court de six à huit mois, prend au début les cours au COFI et ensuite des cours d'anglais au collège Dawson. Cependant, le cas de Hamed se répète pour les deux exemples arrivant en 1998 et 2001. Le premier, Émad, demandeur d'asile, étudie le français et ensuite l'anglais. Le deuxième, Sahand, résident permanent dès son arrivée, prend le cours du COFI pendant neuf mois et puis celui d'anglais. Ces deux derniers exemples démontrent une connaissance plus élevée des nouveaux arrivants quant aux conditions socioéconomiques du Québec et au marché du travail, compte tenu de la formation plus solide de la communauté iranienne pouvant transmettre les informations relativement mieux que pendant les années 1980.

Les bases théoriques de la littérature de l'immigration soulignent le rôle principal de l'apprentissage de la langue ou des langues du pays d'accueil par les immigrants comme l'étape initiale de leur intégration. Cependant, l'arrivée croissante de groupes nombreux de requérants d'asile au Canada comme des invités venus sans avoir reçu d'invitation ne donne pas au gouvernement les possibilités d'offrir des conditions optimales pour cet apprentissage. D'une part, ces requérants, souffrant souvent de mauvaises conditions financières, ne se qualifient pas pour suivre ces cours avant leur régularisation qui fort probablement prendra beaucoup de temps, en particulier pour les revendicateurs des années 1980. D'autre part, les sujets de cette étude provenaient de pays dont la langue seconde préférée était l'anglais. Certains dans ce groupe ne comprenaient pas jusqu'à quel point la connaissance de langue française au Québec pourrait contribuer à leur intégration professionnelle. Le

manque d'une communauté bien structurée et les malentendus de la part des autres compatriotes arrivés précédemment à cause de leur propre méconnaissance ont fait en sorte que certains ont négligé d'apprendre le français sous différents prétextes. Néanmoins, en plus de l'arrêt de l'accès aux cours du COFI, le contenu de ces cours et le niveau du français enseigné sont assez problématiques. Malgré l'existence de certaines corruptions, il s'agit, en principe, d'un niveau fonctionnel d'apprentissage du français pour tout le monde, tandis que cela ne semble pas être suffisant pour l'accès de ces nouveaux arrivants aux emplois qualifiés correspondant à leurs compétences et à leur expérience professionnelle passée.

Chapitre 7 - Formation au Canada et au Québec

Une des premières activités des immigrants de différents statuts, une fois les étapes de la régularisation franchies dans le cas des requérants d'asile, est censée être l'apprentissage de l'une des deux langues officielles du Canada. Compte tenu du fait que la présente étude porte sur un groupe d'immigrants iraniens qui résident au Québec, les entrevues réalisées ont permis d'identifier quelques éléments qui peuvent contribuer à faciliter l'apprentissage de la langue française. Outre l'apprentissage de la langue de la société d'accueil, le cadre conceptuel de l'étude mettait l'accent sur le rôle important que la formation des immigrants joue dans leur intégration professionnelle au sein de cette société.

Dans ce chapitre, à travers les trajectoires des immigrants iraniens, nous tentons de connaître les raisons pour lesquelles plusieurs individus n'ont pas suivi de formation et nous analysons les parcours et les difficultés des individus qui ont suivi différents types de formation au Canada.

Tel que nous l'avons vu au chapitre consacré au cadre théorique, selon la théorie du capital humain proposée initialement par Becker (1964), les salaires dépendent des efforts investis par les travailleurs pour acquérir des compétences et des qualifications ainsi que de leur état de santé. Dans le modèle basé sur cette théorie, la formation postsecondaire fait partie d'une série de décisions d'investissement prises par une personne pendant le cycle de vie (Blinder et Weiss, 1976; Weiss, 1986; Polachek et Siebert, 1993). Également, d'après le modèle économique de l'analyse coûts-avantages découlant de l'acquisition d'un niveau donné de scolarité formelle, une personne aura le désir d'investir dans une formation additionnelle à condition que son profit marginal soit plus élevé que son coût marginal, sinon elle ne sera pas tentée de poursuivre son activité éducative. Dans ce cas, y compris les gains additionnels provenant des compétences acquises, le profit marginal de la formation se réduit au fur et à mesure que l'âge augmente. En effet, les profits prévus près de l'âge de la retraite deviennent si petits que le bénéfice de

formation, pendant cette période, est presque nul. Ainsi, on pourrait s'attendre à ce que ceux qui ont déjà atteint un niveau d'aptitudes plus élevé investissent encore plus dans leur formation, comparativement à ceux qui doivent payer un coût beaucoup plus grand pour atteindre le même niveau. (Hum et Simpson, 2003).

Outre l'analyse coûts-avantages des différents programmes postsecondaires de formation, les économistes néoclassiques suggèrent que la réussite économique des immigrants, mesurée souvent par le montant de leurs gains moyens, se détermine par les caractéristiques de leur capital humain. L'accumulation de ce dernier découle des années additionnelles de scolarité, de l'expérience de travail et d'autres compétences liées au marché du travail (Chiswick 1978, 1979; Borjas, 1987). À ce propos, une plus longue durée de résidence des immigrants dans la société de réception est une variable importante qui pourrait contribuer, d'après Chiswick (1978), à l'amélioration de leur connaissance langagière et à l'accumulation des compétences exigées sur le marché du travail de la société visée. Ce chercheur, dans une autre étude (1979), met par ailleurs l'accent sur la contribution de deux facteurs essentiels du progrès économique de ces groupes : la contingence du transfert des compétences au pays d'accueil et la sélection délibérée des immigrants basée sur leur habileté innée et leur motivation pour l'avancement économique.

When immigrants first arrive they have lower earnings than the native born with similar demographic characteristics because of the less than perfect transferability of skills. The disadvantage is greatest for refugees from countries with a different language and economy and least for economic migrants from countries with a language and economy similar to the destination. With the passage of time, however, immigrants acquire knowledge of the language and customs of the country of destination and adjust their skills and credentials to the new environment. (Chiswick, 1979 : 358)

Toujours d'après Chiswick, il y a plusieurs difficultés à l'intégration professionnelle des immigrants, dont : le statut à l'arrivée des immigrants, la mesure de validité de la scolarité et de l'expérience professionnelle acquises dans le pays d'origine, la similarité de la langue, de la culture et du niveau de progrès économique des sociétés d'origine et d'accueil. Par contre, le temps serait l'élément

primordial pour surmonter ces difficultés grâce à l'apprentissage des compétences liées au marché du travail du pays d'accueil et pour les ajuster aux exigences du nouveau milieu. Afin d'entrer sur le marché du travail, tenant compte du débat théorique, entre autres sur certaines barrières mentionnées, comment les immigrants perçoivent la question de la formation dans leur nouvelle société d'accueil sera une des mesures examinées dans le groupe sélectionné pour notre étude. Nous abordons l'analyse des résultats de cette section en les divisant en deux parties principales : les cas des gens qui n'ont pas réussi à obtenir au moins un baccalauréat au Canada, et le cas des interviewés qui l'ont acquis.

1. Ceux qui n'ont pas obtenu un baccalauréat

Certains interviewés n'ont pas entrepris d'activités scolaires et, s'ils l'ont fait, ils n'ont pas réussi à les poursuivre jusqu'à l'obtention d'au moins un baccalauréat dans une institution éducative canadienne. Nous avons catégorisé les raisons mentionnées par les immigrants interviewés selon les sous-sections qui suivent.

1.1. Aucun intérêt pour les études

Kamran est le seul interviewé de cette recherche mentionnant explicitement son non-intérêt pour continuer ses études après avoir obtenu son diplôme secondaire de la Colombie-Britannique. Arrivé à Montréal à l'âge de 14 ans en 1979, juste deux mois après la révolution, Kamran, provenant d'une famille bahaïe, était parrainé par sa tante. La famille de cette dernière était déménagée en Colombie-Britannique et il l'avait rejointe; il y est resté pendant les années 1980-1984; puis en 1985 ils sont retournés à Montréal. Il a donc appris l'anglais en Colombie-Britannique sans aucun intérêt pour apprendre le français. Révisons son récit :

« Après avoir terminé mes études secondaires en Colombie-Britannique, je n'ai suivi aucun cours professionnel ou collégial parce que je ne m'intéressais pas aux études. Pourtant, au contraire, j'étais censé le faire, le désir d'étudier était, en effet, le but

principal de mes parents lorsqu'ils m'ont envoyé ici. Alors que tous les membres de la famille avaient beaucoup d'intérêt pour les études, j'avais choisi un autre chemin. Tout le monde me demandait de continuer mes études et je refusais. Enfin, après quelques chicanes au sujet des finances entre les membres de ma famille, ils sont retournés en Colombie-Britannique et je suis resté ici. Après une aventure amoureuse et un mariage à 24 ans, j'ai eu un enfant deux ans plus tard. Surtout, j'avais commencé à aider ma famille en Iran. Afin de subvenir à mes besoins, j'ai ainsi eu des petits boulots. Néanmoins, en ce moment, j'aurais souhaité avoir continué mes études à cette époque; mais je ne pensais pas comme ça auparavant. En fait, c'est mon histoire d'amour qui m'a poussé à travailler. »

Le cas de cet interviewé – en raison de son jeune âge lors de l'immigration – est unique dans notre étude. Tel que nous l'avons déjà expliqué au chapitre consacré à l'immigration des Iraniens et à la section sur les motifs du départ, le départ des bahaïs fait partie de la vaste émigration des Iraniens alors que les parents pratiquant cette foi, officiellement non admise en Iran, particulièrement après la révolution de 1979 et la prise de pouvoir par les religieux musulmans, envoyaient leurs enfants à l'étranger pour qu'ils continuent leurs études, mêmes s'ils n'étaient pas autorisés à le faire⁷⁸. Dans ce cas, malgré le parrainage de cet adolescent par le réseau familial, ce jeune immigrant ne désirait plus continuer ses études après l'obtention de son diplôme secondaire.

D'après Hum et Simpson (2003), chaque immigrant aura certaines difficultés face aux différences associées à la langue, à la culture et aux réseaux du marché du travail. Cependant, la jeunesse des immigrants serait un élément puissant pour les surmonter (p. 471). À ce propos, ces chercheurs suggèrent que si quelques arrangements sont faits durant l'éducation officielle, les enfants immigrants seraient censés obtenir des compétences comparables à celles des enfants du pays d'accueil (p. 487).

⁷⁸ Cela réfère au fait que les autorités iraniennes interdisent aux bahaïs de poursuivre des études supérieures. Également, elles les privent de l'accès aux filières techniques et professionnelles afin de « se cultiver, de se former et d'accéder au marché du travail ». Au moment de remplir le formulaire d'inscription aux examens d'entrée dans ces champs, comme ils ne sont pas identifiés comme zoroastrien, juif, ou chrétien, ils se considèrent, automatiquement, comme des musulmans. (Tiré du site des Bahaïs de France : <http://www.bahai.fr/Iran-nouvelle-violation-du-droit-a.html>.)

Par contre, le cas de Kamran est révélateur du fait que le seul facteur du départ des immigrants à l'âge de l'enfance ne garantit pas leur succès en matière d'éducation. Dans ce cas, certains éléments interviennent. Premièrement, il est issu d'une famille minoritaire, donc même dans son pays d'origine il n'avait pas les droits réguliers d'un citoyen. Deuxièmement, cet adolescent n'était pas accompagné de ses parents dans ce voyage, ce qui aurait été un grand capital du soutien. Troisièmement, à la suite d'une chicane d'ordre financier avec ses cousins et de leur retour en Colombie-Britannique, il a manqué le soutien de ceux qui formaient son réseau familial. Quatrièmement, son mariage à 24 ans et le fardeau de soutenir une famille ne lui permettaient plus de penser à une meilleure formation ouvrant à de meilleures opportunités d'emploi. Enfin, on ne peut pas s'attendre à ce que tous les êtres humains aient le goût de poursuivre des études postsecondaires. Le cas de Kamran peut en conséquence se voir comme l'exemple évident des jeunes dont l'orientation éducative va contre la volonté de leurs parents et de leur famille, quoiqu'ils puissent regretter ce choix des années plus tard.

1.2. Volonté de faire de l'argent immédiatement

En plus du cas précédent dans lequel l'interviewé ne souhaitait pas continuer ses études postsecondaires, certains n'ont pas du tout pensé à le faire. Ils avaient d'autres priorités que de faire des études supérieures après avoir obtenu un diplôme secondaire; ils voulaient avoir les moyens de subvenir à leurs besoins rapidement. Cette priorité pourrait être de faire de l'argent rapidement.

À ce propos, provenant d'une famille assez favorisée et de parents divorcés, Cyrus a quitté l'Iran parce qu'il souhaitait faire une meilleure vie au Canada. Tel que nous l'avons vu à la section des motifs du départ, à son arrivée à Montréal en 1986, ce jeune requérant d'asile avait le goût de s'investir dans un projet qui lui procurerait de l'argent très vite. C'est ainsi qu'il a tenté d'atteindre son but par n'importe quel moyen possible. Il l'explique : « Je n'ai jamais pensé aux études universitaires parce que je voulais seulement faire de l'argent. Ainsi, en précisant mon investissement, je

tentais d'arriver à mon but. » Cependant, après avoir acheté quatre taxis pour pouvoir ultimement travailler comme agent immobilier à Montréal, Cyrus a suivi et réussi le cours professionnel exigé.

D'autres exemples pertinents ont trait aux cas de Rahman et de Morad qui sont arrivés en 1988. Rahman est un cas presque unique, puisqu'il avait auparavant conduit un taxi en Iran pendant quelques années. Le départ de l'Iran et l'arrivée antérieure de certains membres de sa famille au Canada, ainsi que le goût de l'aventure l'ont poussé à venir au Canada comme réfugié, déjà régularisé durant sa résidence temporaire en Turquie. D'après lui, quelques éléments l'ont empêché de penser aux études : les membres de sa famille habitant déjà au Canada lui ont permis de travailler dans le même métier qu'eux, c'est-à-dire dans la filière de l'industrie de la couture, en profitant d'un bon revenu pendant cette période. Quant à Morad, étudiant en éducation physique et membre de l'équipe nationale iranienne du judo avant son départ, il est arrivé à Montréal comme résident permanent. Après avoir appris le français et l'anglais, il a commencé à travailler dans les clubs et les bars. Malgré son diplôme universitaire obtenu avant son départ, cet immigrant n'a jamais pensé non plus à faire des études dans son nouveau pays.

L'analyse de ces exemples nous apprend que la poursuite d'études postsecondaires n'est pas considérée par ces immigrants comme le seul moyen d'entrer sur le marché du travail canadien. N'oublions pas que la régularisation de Cyrus s'est faite très vite et que Rahman et Morad sont arrivés avec un statut de résident permanent. Étant donné leur plan précis pour gagner de l'argent, ils ont essayé différents travaux autonomes. Chanceux de rejoindre un réseau familial déjà assez installé, Rahman a réussi à profiter de ce capital, y compris de l'expérience et de ses connexions, pour entrer dans l'industrie de la couture et apprendre les trucs de ce métier. Compte tenu des motifs financiers de ces personnes, à l'exception de l'apprentissage de la langue du pays d'accueil, ils n'ont pas eu le goût de suivre d'autres formations dans leur société d'accueil. Comme ils n'ont jamais pensé à un apprentissage particulier au Canada, ils ne semblent pas être insatisfaits de leur

situation. Autrement dit, compte tenu des motifs de ces personnes avant leur départ, ils sont près d'avoir atteint leur but.

1.3. Retard de régularisation

La problématique du retard de régularisation des requérants d'asile, particulièrement pour les arrivants des années 1980, a contribué à dévier l'orientation de vie de plusieurs d'entre eux. Nous venons de parler de l'impact de ce retard sur l'apprentissage de la langue française et l'impossibilité d'accès aux cours gratuits du COFI proposés par le gouvernement du Québec. Également, au cours de la longue période de traitement des demandes pour obtenir le statut de réfugié et la résidence permanente, ces requérants ne pouvaient pas entrer dans le système collégial ou universitaire en raison des frais de scolarité beaucoup plus élevés que ceux des étudiants canadiens. Notre analyse a révélé que la majorité du groupe des requérants d'asile n'avait pas les moyens de payer de tels frais pendant l'attente de leur statut légitime de résidence au Canada.

La précarité de leur situation statutaire ainsi que l'incapacité financière des nouveaux arrivants, particulièrement durant la décennie 1980, en ont dissuadé plusieurs de commencer leurs études au Canada ou les ont obligés à les retarder. Tel que nous l'avons déjà vu, Mehdi, arrivé en 1983, avait interprété ce retard de régularisation comme une volonté des autorités canadiennes de décourager les requérants d'asile d'étudier au Canada. Cependant, malgré le fardeau financier des études, des personnes ont réussi à poursuivre leurs études même durant cette période. Le cas de Javad en est un exemple. Arrivé célibataire à Montréal en 1985, avec un DOG de la France, il est devenu requérant d'asile à l'âge de 27 ans. Compte tenu de la connaissance de français, Javad a commencé ses études en géologie à Montréal avant d'avoir reçu son statut. Détenteur d'un permis de travail pendant cette période, travaillant et payant les frais de scolarité parallèlement, Javad n'a pu continuer au-delà d'un an et demi à deux ans.

Cette situation a été évidemment plus lourde pour les gens qui sont entrés au Canada avec une conjointe plutôt que seul, et c'était encore plus difficile avec des enfants. Même si les requérants célibataires acceptaient de travailler durant la période d'attente de statut pour payer leurs frais de scolarité très lourds, chez eux également, cette période ne pouvait durer longtemps. Ajoutons que l'étude de Hum et Simpson (2003) basée sur l'enquête de 1998 sur l'Éducation et la formation des adultes qui a examiné la formation des immigrants et des Canadiens de souche a expliqué le désavantage des immigrants en partie par les contraintes financières. En insistant sur les problèmes découlant du long délai d'attente de régularisation des demandeurs d'asile, la présente étude contribue à souligner ce facteur comme une des principales contraintes durant certaines périodes récentes de l'immigration au Canada.

1.4. Sous-évaluation des diplômes obtenus à l'extérieur du Canada

Un autre élément contribuant au découragement des immigrants interviewés à continuer leurs études au Canada a trait à la sous-évaluation des diplômes étrangers. Certaines études suggèrent la diminution croissante au Canada de la valeur des qualifications obtenues à l'étranger (Reitz, 2001), tendance qui signifie un changement institutionnel. Il s'agit d'une baisse considérable de l'avantage des immigrants récents eu égard à la valeur de leur diplôme par rapport aux Canadiens d'origine (*ibid.* : 596-601). D'après Grondin (2007), la non-reconnaissance des titres de compétence des immigrants très récents fait partie des obstacles à leur intégration au marché du travail canadien. Plusieurs chercheurs se sont penchés sur la sous-reconnaissance des hauts niveaux de scolarité obtenus dans certains pays non canadiens (Reitz, 2005, Sweetman, 2004, Bauder, 2003, Li, 2001). Alors que cette problématique est aussi observée dans d'autres pays d'accueil des immigrants, notamment les États-Unis et des pays européens (Gilmore et Le Petit, 2008 : 6), en suggérant le besoin de plus de recherches sur cette question, Lochhead (2002) se concentre en particulier sur un problème qui est aussi souligné par certains groupes

dans notre étude en posant cette question clé : « *Does lack of credentials recognition act as a barrier to further training?* » (p. 11).

Nos résultats font ressortir que la question de la non-évaluation ou de la sous-évaluation des diplômes acquis à l'extérieur du Canada est un problème essentiellement chez les détenteurs d'au moins un baccalauréat. Nous donnons ici certains exemples qui reflètent le découragement de ces immigrants. Ils se divisent en deux groupes : ceux qui devaient recommencer la presque totalité de leurs études universitaires, et ceux qui étaient obligés de passer environ deux années supplémentaires pour acquérir l'équivalent canadien de leur diplôme déjà obtenu dans leur pays d'origine ou un autre pays comme l'Inde ou les Philippines.

1.4.1. Recommencer à zéro

Trois exemples sont révélateurs du premier groupe d'immigrants, obligés de recommencer à zéro. Arrivé en 1990 à l'âge de 29 ans comme requérant d'asile, Saman a commencé avant tout à chercher un travail lié à ses études et à son expérience en génie électrique à Hydro-Québec. À ce propos, ce requérant avait demandé de l'information à un ami iranien qui travaillait déjà à Hydro-Québec. Saman comprenait qu'il devait apprendre le français, reprendre le programme déjà passé en Iran et chercher un travail dans cette organisation. Il avait trois enfants et, compte tenu de son fardeau financier, il n'a pas pu suivre des études mais a dû plutôt s'intégrer au marché du travail. Sanjar, pour sa part, pharmacien diplômé des Philippines, est arrivé en 2000 comme résident permanent. L'agent d'Emploi Québec l'a avisé que le Canada ne considérerait que l'équivalent d'une année de ses études, ce qui signifiait qu'il devait recommencer à zéro. Le dernier exemple de ce groupe est celui de Hooman, détenteur d'un baccalauréat en sciences de laboratoire obtenu en Iran. Il est arrivé en 2001 comme résident permanent à l'âge de 27 ans. Voici la réponse qu'il a reçue lors de sa recherche d'emploi dans son champ :

« Les agents m'ont dit que je devrais aller à l'Ordre des techniciens et quand j'y suis allé, leur réponse était négative parce que j'avais terminé mes études depuis trop longtemps. Ils me proposaient de recommencer à zéro. Néanmoins, comme ce programme se donnait au cégep, je devais y commencer et puis le continuer à l'université dans les différents domaines spécialisés. Ça signifiait que mon baccalauréat n'avait aucune valeur, ce que j'ignorais totalement avant de partir de l'Iran. »

1.4.2. Exigences de suivre des cours supplémentaires

En ce qui a trait au deuxième groupe, on y trouve les catégories des requérants d'asile gradués de l'Inde arrivés pendant les années 1980 et celles arrivées après cette période, y compris des requérants et des résidents permanents. À propos de la première catégorie, les exemples d'Ahmad et de Hamed sont révélateurs. Ahmad, détenteur d'un baccalauréat en chimie, est arrivé en 1984 à l'âge de 26 ans. Son diplôme évalué au niveau d'un diplôme de cégep et le retard dans la régularisation de son statut l'ont découragé de continuer ses études dans son champ de spécialisation. Hamed, détenteur d'un baccalauréat en sciences, est arrivé en 1983 à 31 ans. Malgré la courte période requise pour sa régularisation, il a été déçu du traitement de sa demande d'admission à la maîtrise à l'Université Concordia. L'université a exigé l'envoi direct de tous les documents par l'université indienne. Cependant, à la fin du processus et après avoir passé un examen, son nom a été inscrit sur la liste d'attente. Après près de trois ans, déçu du résultat, il a abandonné et décidé de chercher une alternative. Cette histoire est similaire à celles d'autres immigrants arrivés dans les années 1990. Pour Nader par exemple, ingénieur en agriculture, et Emad, ingénieur en minéralogie, arrivés respectivement en 1997 et en 1998, l'exigence d'une formation d'au moins deux ans supplémentaires pour l'obtention du diplôme qu'ils avaient déjà obtenu en Iran a été décourageante. Révisons l'expérience d'Emad :

« J'aurais pu avoir mon propre emploi, cependant il y avait deux problèmes : la durée des cours pour recevoir une équivalence prenait deux ans, puis j'étais obligé de passer un examen pour revenir au point zéro. Puis, compte tenu de mon champ d'études, je devrais partir dans des petites villes éloignées pour travailler. C'est pour quoi, en somme, j'ai abandonné l'obtention de l'équivalence de mon diplôme. »

L'exigence de suivre un programme de deux ans ou plus pour recevoir l'équivalent canadien d'un diplôme déjà obtenu soulève une question : est-ce que les immigrants, y compris les demandeurs d'asile ou les résidents permanents, connaissaient ces conditions avant leur départ? De ce qu'on peut comprendre des témoignages sur les motifs de départ et le niveau de la familiarité avec les exigences du marché du travail canadien, les réponses de la majorité des groupes étudiés étaient négatives. En effet, outre les problèmes politiques, les attentes avant le départ étaient basées sur un utopisme imaginaire et les dires des gens plutôt que sur une recherche attentive de ces exigences.

La nécessité de l'obtention de l'équivalent du diplôme du pays d'accueil et la longue durée exigée ont également contribué au découragement de ces immigrants face au marché de l'emploi canadien et au système éducatif. Tel que nous venons de le démontrer, le manque d'information ne se limite pas seulement aux requérants d'asile. Il touche aussi les immigrants indépendants, visa d'immigration en main à l'arrivée, qui sont censés avoir bien planifié leur départ. En effet, parmi ce groupe, bien que des membres très proches de leur famille habitaient déjà à Toronto ou à Montréal, certains n'étaient pas conscients que l'équivalent de leur diplôme n'existait pas au niveau universitaire canadien, mais au niveau collégial. Il va de soi que tant le manque de renseignements que la pression du fardeau financier de subvenir aux besoins d'une famille contribuent à décourager ces immigrants de poursuivre leurs études.

Par conséquent, ces nouveaux arrivants devaient colliger toutes ces informations juste après leur arrivée et leur installation. Les entrevues ont été assez révélatrices : les informateurs, se limitant souvent à certains amis provenant de la même origine avec une expérience personnelle assez courte, n'ont pas été de bonnes sources d'information. En outre, les renseignements obtenus sur la situation du champ de travail visé au Canada – les lieux du travail, les caractéristiques géographiques et sociales ainsi que la sous-évaluation des diplômes déjà acquis,

notamment – ont contribué soit à encourager soit à décourager certains de poursuivre dans leur domaine. Chacun fait donc une analyse coûts-avantages selon ses priorités. D’ailleurs, n’oublions pas que les immigrants provenant des grandes villes comme Téhéran ou de famille favorisée rêvaient de conditions socioéconomiques au moins similaires à celles qu’ils avaient en Iran. C’est ainsi qu’en examinant les différents aspects de l’avenir des emplois existant dans leur champ spécialisé, certains immigrants ont négligé de poursuivre leurs études. Par contre, des interviewés ont préféré choisir d’autres voies.

1.5. Poursuite de quelques cours

Un des impacts du retard de la régularisation des requérants d’asile arrivés dans les années 1980 a trait aux activités éducatives des immigrants. Après ce retard, certains se sont contentés de suivre seulement quelques cours, et ce, pour différents motifs expliqués ci-dessous.

1.5.1. Goût pour les études universitaires

Certains avaient toujours eu envie de recommencer leurs études universitaires. Par exemple, en suivant quelques cours à l’université, Mehryar et Ahmad, deux requérants diplômés de l’Inde, ont essayé de réaliser leur rêve. Cependant, ils ont confirmé que certains éléments les ont empêchés de terminer ce parcours : le temps écoulé depuis leur graduation, la différence du système éducatif des deux pays et les pressions d’ordre financier. L’histoire de Mehryar est désolante : un agent d’Emploi-Québec lui avait conseillé de suivre un cours en informatique, mais en raison de sa peine après le suicide politique par feu d’un de ses amis proches, il n’a pas réussi à s’y présenter.

Durant les années 1980, il est évident par ailleurs que la longue période nécessaire pour la régularisation a rendu désuètes les études complétées par les nouveaux diplômés en attente d’asile, parce qu’après un tel retard les diplômes, en

particulier ceux obtenus dans certains pays, n'étaient plus à jour, même s'ils n'étaient pas sous-évalués par les instituts officiels concernés dans le pays d'accueil. Ici aussi les paroles d'Ahmad et de Mehryar, deux demandeurs d'asile diplômés de l'Inde, sont révélatrices du fait que les systèmes d'éducation sont très différents. En effet, alors que l'impact principal de ce retard dans les études n'est pas négligeable, la différence des matières enseignées dans les programmes de cours et les manières d'enseigner dans les deux pays, au moins dans les domaines d'études de ces immigrants, ont été décevantes eu égard à la poursuite de leurs études. De plus, l'accent mis par Mehryar sur la tristesse provoquée par le suicide politique de son ami proche, ce qui l'a amené à quitter le cours d'informatique déjà commencé, représente le genre de complication qui peut influencer le parcours éducatif des combattants politiques qui arrivent dans un nouveau pays et y demandent asile.

1.5.2. Autres motifs

À part le retard dû à la régularisation, des éléments comme la perception discriminatoire du marché du travail et la dégradation des diplômes déjà acquis ont déçu certains immigrants, les empêchant de suivre des études universitaires pour trouver un emploi dans leur champ de spécialisation. Ces personnes pouvaient être motivées pour suivre certaines cours. Par exemple Mehdi, requérant d'asile, diplômé en génie électrique des Philippines arrivé en 1983, a suivi un cours d'électronique au collège Dawson uniquement pour mettre à jour ses connaissances. Jamal également, immigrant investisseur arrivé en 1985, après avoir occupé plusieurs emplois liés à sa spécialité (gestion des auberges et autres), a commencé un cours au même cégep anglophone. Il explique :

« Ils avaient réduit la valeur de mes diplômes, baccalauréat à la place de maîtrise, et le diplôme collégial au lieu du baccalauréat. En fait, ils tentaient de présenter leurs priorités. Ainsi, grâce à mon intérêt pour les beaux-arts, j'ai suivi un cours extraordinaire au collège Dawson. Après un an, j'ai dû abandonner à cause des dépenses trop élevées pour vivre. Et j'avais l'impression que même en acquérant un diplôme ici, la façon de faire de ce peuple à mon égard ne changerait pas. »

Notre dernier exemple dans cette catégorie a trait au cas d'Hassan. Arrivé en 1993 comme requérant d'asile régularisé depuis trois mois, celui-ci détenait un baccalauréat en infirmerie de l'Iran. Après avoir demandé à l'Ordre des infirmiers de l'aider dans son orientation, il a trouvé leurs réponses insuffisantes. Hassan croit que des facteurs comme sa faiblesse en langue et le fait qu'il ne connaissait personne dans son milieu d'études qui aurait pu l'orienter ont contribué au changement de son orientation professionnelle :

« Pendant cinq ans, j'ai étudié en programmation informatique au collège Dawson. J'ai finalement abandonné sans obtenir le diplôme pour deux raisons : j'ai échoué deux fois l'examen final de langue, d'une part, et après l'avènement du 11 septembre 2001, un grand nombre de travailleurs en informatique ont été licenciés, d'autre part. Je ne croyais plus à la possibilité de trouver un emploi dans ce domaine. »

Nous devons souligner encore la contribution de la sous-évaluation des diplômes acquis dans des pays comme l'Inde, les Philippines et l'Iran. Ce facteur a donné aux détenteurs de ces diplômes une perception négative de l'évaluation de la valeur de leurs études, de sorte qu'ils ont interprété cela comme une preuve d'une sorte de priorité donnée à ceux qui ont obtenu leur diplôme au Canada. Cette perception négative a touché les immigrants économiques et les demandeurs d'asile. Les résultats d'une recherche de Lochhead (2002 : 8) illustrent cette sous-qualification des immigrants sur le marché du travail canadien. Alors que près de 50 % des immigrants récents sont détenteurs de diplômes surpassant le minimum exigé de leur métier, cette proportion a été de seulement 35 % pour les employés canadiens d'origine. Ce mauvais appariement entre les compétences éducatives et professionnelles des immigrants proviendrait, au moins en partie, des difficultés de la reconnaissance des diplômes et des expériences du travail obtenus à l'extérieur du Canada.

Ces récits témoignent également des effets négatifs de la catastrophe du 11 septembre 2001 aux États-Unis, qui a accentué les pratiques discriminatoires

contre certains groupes provenant souvent des pays du Moyen-Orient. Ajoutons que le statut des demandeurs d'asile les a empêchés de fréquenter des centres éducatifs et a ainsi contribué à les sortir d'un environnement académique.

1.6. Poursuite de cours professionnels

L'arrivée des immigrants au Canada et leur conscience de la non-évaluation ou de la sous-évaluation des diplômes obtenus dans certains pays dits en voie de développement, tel que nous l'avons démontré, les ont amenés à réagir en choisissant certaines façons de préparer leur entrée sur le marché du travail. Un bon nombre de ces groupes ont tenté de suivre les programmes professionnels offerts dans les collèges professionnels, les cégeps ou ailleurs. En ce qui a trait à la période d'inscription dans ces programmes chez les immigrants que nous avons étudiés, deux époques sont observées : avant et après avoir commencé à travailler comme chauffeur du taxi.

1.6.1. Poursuite des cours avant de commencer le travail de chauffeur de taxi

Dans cette catégorie, les récits de deux diplômés de l'Inde, Javid et Hamed, arrivés respectivement en 1984 et en 1983, sont typiques. Javid, après avoir occupé plusieurs emplois, a suivi le programme de soudage sans pouvoir trouver un emploi dans cette discipline. Hamed, désespéré de ne pas avoir de réponse à sa demande d'admission à l'Université Concordia, a suivi le cours de réparation de microordinateurs au collège Hertzing et est devenu technicien; malgré la demande pour ce type de spécialistes dans plusieurs entreprises, il n'a pas réussi à trouver un emploi. Dans la même catégorie, soulignons les cas de Jamal et de Mohammad, arrivés en 1985 et en 1988, détenteurs de visa de résident permanent à l'arrivée, diplômés respectivement de l'Iran et de la France. Fatigués d'avoir essayé différents boulots tout en suivant des cours, le premier d'agent immobilier et le second en imprimerie, ils ont travaillé dans ces domaines pendant près de deux ans. L'insuffisance d'argent, comme nous le verrons au chapitre consacré aux emplois

expérimentés, les a amenés à quitter leur métier. Toutefois, alors que certains groupes similaires arrivés dans les années 1990 ont vécu des situations assez semblables, le cas de Sahand, arrivé en 2002 avec le statut de résident permanent et détenteur d'un baccalauréat en informatique de l'Iran, est différent. Pour s'intégrer au marché du travail canadien, cet immigrant a commencé sa démarche à partir des programmes d'informatique offerts par le collège LaSalle. Il décrit son expérience :

« Dans le programme d'analyste professionnel, j'ai appris tous les programmes informatiques disponibles au Canada. Avec le stage, cela a pris deux ans. Puis, je suis allé chez l'agent d'Emploi-Québec qui m'a présenté à plusieurs sociétés pour une entrevue. Je comprends de ces entrevues d'emploi qu'elles recherchaient une personne avec l'expérience d'un sénior, tandis que j'avais celle d'un junior. J'avais besoin d'autres stages pour combler mes faiblesses. »

L'étude des exemples présentés est révélatrice du fait que bon nombre des immigrants, y compris plusieurs des détenteurs de diplôme universitaire à l'arrivée, n'ont pas été découragés devant les difficultés liées aux exigences du marché de l'emploi canadien, et qu'ils ont suivi sérieusement les programmes professionnels. En effet, après avoir parcouru les étapes premières de l'installation, ces immigrants tentaient de contrer les difficultés de leur intégration professionnelle par la poursuite de n'importe quel cours spécialisé, relié ou non à leur formation et à leurs expériences précédentes. Pour certaines personnes qui ont même réussi à trouver un emploi dans leur domaine d'étude, comme ceux travaillant comme ouvriers dans une imprimerie ou une plomberie, le fardeau financier de subvenir aux besoins de leur famille et la comparaison de leurs revenus et de leurs difficultés avec ceux des chauffeurs de taxi les ont poussés à quitter leur emploi. Autrement dit, compte tenu des attentes de ces groupes, les emplois de cols bleus n'ont été ni prestigieux ni bénéfiques, et ces immigrants n'ont donc pas eu peur de les abandonner.

Par contre, la situation de Sahand est différente pour plusieurs raisons : le statut d'immigrant indépendant basé sur ses qualifications à l'arrivée, l'entrée dans les années 2000, sa spécialité en informatique, l'aide généreuse de l'agent d'Emploi-Québec, la formation relative d'une communauté iranienne à Montréal pendant les

décennies récentes, le soutien des membres de sa famille proche et son âge. En effet, cet exemple démontre plutôt le cas des immigrants sélectionnés par le Canada et la planification de ces groupes basée sur les renseignements déjà acquis avant leur départ. Ces éléments ont procuré un haut niveau d'optimisme sur le futur de ces initiatives pour cet immigrant. Il ne faut pas oublier que le niveau de connaissance de la langue pour prendre les informations de la structure du marché du travail de la nouvelle société visée est important.

1.6.2. Poursuite des cours après avoir commencé le travail de chauffeur de taxi

La deuxième catégorie a trait au cas des immigrants qui ont commencé un programme professionnel après avoir travaillé comme chauffeur de taxi. Les exemples de Shahram et de Hooman sont typiques. Arrivé en 1997 comme requérant d'asile, Shahram a commencé par de petits boulots jusqu'à ce qu'il devienne chauffeur de taxi. Cependant les confrontations et les chicanes avec les clients l'ont amené à abandonner ce métier après deux ans pour poursuivre des études. Après avoir cherché un programme qui serait avantageux dans un très court délai, compte tenu de ses intérêts et de ses études antérieures, il a trouvé un programme en construction sous-marine en Ontario où il serait admis à la condition de suivre auparavant le cours de plongée en profondeur. Il a suivi ce cours qui lui a coûté 6000 dollars, pour ensuite entrer dans son programme principal. Cependant son parcours s'est arrêté en raison d'un voyage en Iran, ce dont nous discuterons un peu plus loin. Similairement, Hooman, arrivé en 2001 avec son visa de résident permanent, comme nous l'avons déjà vu, a été obligé de recommencer toutes ses études. Lui aussi, après avoir essayé quelques boulots, a travaillé comme chauffeur de taxi. Néanmoins, après avoir reconnu très tôt que ce métier ne lui plaisait pas, il a commencé un cours spécialisé d'agent immobilier pour en faire son métier principal, tout en travaillant à temps partiel comme chauffeur de taxi.

En ce qui a trait à la raison de suivre des cours spécialisés pour certains immigrants après avoir travaillé comme chauffeurs du taxi, nous pouvons constater

que le désespoir résultant de ce métier a été si grand que ceux-ci ont préféré, pour une courte durée, prendre une distance de cette industrie et suivre un programme de spécialisation. Un travail qui les amène à traiter directement avec des clients qui ont différents goûts ainsi que les difficultés particulières de cette industrie contribuent à décourager plusieurs dès le début.

Mais, quelles étaient leurs motivations pour poursuivre des études ou pour retourner faire du taxi ?

1.7. Donner la priorité aux autres éléments en dépit de l'intérêt pour les études

En réponse à la question précédente à propos des raisons du retour à un travail autonome comme chauffeur de taxi, rappelons qu'au début de ce chapitre nous avons présenté des individus qui, en raison de facteurs tels que la perception du marché du travail, des difficultés mentionnées dans la trajectoire des études et des motifs personnels, étaient prêts à faire même des petits boulots sans cibler la poursuite des études comme point de départ de leur intégration sur le marché. Par contre, il y a eu des personnes dont les conditions de vie, malgré leur grand intérêt pour continuer des études au Canada, ne leur ont pas permis de poursuivre. Il s'agit de priorités liées à des engagements familiaux, autant en Iran que dans le pays d'accueil. Dans les sous-sections suivantes, nous tenterons d'identifier et d'analyser ces priorités.

1.7.1. Le parrainage

Parmi les motifs du retard ou du non-commencement des études, le récit de certains immigrants a porté sur le parrainage de la mère ou de l'épouse. En ce qui concerne celui de mère, nous venons de parler du récit de Shahram concernant l'exigence de passer un cours probatoire de plongée en profondeur pour être admis au programme de construction sous-marine. Par contre, la solitude de sa mère et sa demande de le revoir ont amené ce jeune Iranien à retourner en Iran pour soigner

cette dernière, alors qu'il aurait été prêt à commencer le programme prévu. Or, il n'a pas non plus toléré les conditions sociales dans sa société d'origine. Il explique :

« Durant cette période, j'ai remarqué que je ne pouvais plus rester là-bas. J'observais le non-respect des uns pour les autres, l'accroissement des mauvais comportements, de la corruption et du nombre des prostituées partout dans la ville, ainsi que la nécessité du recours au partibazi⁷⁹ partout, même pour les petites choses quotidiennes. J'ai décidé de revenir au Canada et ma mère a demandé de m'accompagner. Bien qu'elle avait demandé plusieurs fois un visa de visiteur à l'ambassade du Canada à Téhéran, à cause de mon revenu bas, non seulement elle n'a pas réussi à l'obtenir, mais son passeport a été apposé d'un seau noir. L'achat d'un taxi était alors le seul moyen de la parrainer et je n'avais pas d'argent. Ma mère m'a donc donné l'argent qu'elle avait épargné pour mon mariage. Deux semaines après mon retour au Canada, ma mère a eu une attaque cardiaque. Alors, j'ai acheté le taxi pour amasser l'argent nécessaire pour l'amener ici. Je vous assure qu'une fois qu'elle arrivera ici, je poursuivrai mon programme d'études. Mon rêve est de plonger dans l'eau. »

Outre l'exemple de donner la priorité au parrainage de la mère dans le cas de Shahram, ce genre de motif est aussi donné par certains immigrants dont le parrainage de l'épouse est l'élément qui les empêche de poursuivre des études. À ce propos, les exemples de Jahan ou de Hooman sont probants. Arrivés à Montréal en 1995 et en 2001 respectivement, le premier sans et le deuxième avec un diplôme universitaire, requérant d'asile et résident permanent, ces deux nouveaux immigrants, étant donné leur statut de nouveaux mariés, n'avaient en tête que l'idée de faire venir leur épouse. Ainsi, malgré un grand intérêt pour suivre des études, des cours professionnels ou universitaires, leur priorité était focalisée sur la recherche d'un boulot qui leur permettrait de parrainer leur épouse.

1.7.2. Subvenir aux besoins de la famille en Iran

Un autre élément entravant la poursuite des études des immigrants est lié à la nécessité d'envoyer de l'argent en Iran pour subvenir aux besoins financiers de leur famille. N'oublions pas que la tradition pour les immigrants d'envoyer des fonds aux

⁷⁹ *Partibazi* veut dire l'« exigence de connexion »; c'est le mot populaire utilisé en farsi pour expliquer le besoin d'une connexion pour transiger non officiellement une affaire.

membres de leur famille dans leur pays d'origine n'est pas nouvelle. D'après l'estimation de la Banque mondiale, en 2005, 167 milliards de dollars américains ont été envoyés vers les pays en développement (Banque mondiale, 2006). Compte tenu du revenu inférieur des immigrants récents, il est important de vérifier à quel point cette initiative pourrait imposer un fardeau financier aux nouveaux immigrants. Selon la recherche de Houle et Schellenberg (2008 : 13), l'impact de chaque statut d'immigrants sur la probabilité prévue d'envoyer des fonds n'est pas négligeable : regroupement familial (27 %), immigrants économiques (23 %) et réfugiés (28 %). Également, la probabilité d'envoyer des fonds pouvait varier de moins de 10 % à presque 60 % pour les immigrants de différents pays : alors que le rôle des immigrants de l'Asie orientale a été le plus important, la part des immigrants provenant de l'Asie occidentale, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord a été la plus faible (*ibid.* : 14). À ce propos, l'exemple de Jahanshah est éloquent. Provenant d'une famille très nombreuse, il a été bien frappé par la guerre parce qu'il habitait dans une ville du sud près de la frontière de l'Irak. Ainsi, à cause de l'âge avancé de son père, malgré son grand intérêt pour les études, il n'a pas eu d'autre choix que de travailler fort pour envoyer de l'argent à sa famille en Iran.

Le chapitre consacré aux parcours des immigrants au Canada présente un schéma théorique qui démontre dans quelle mesure trois contextes différents font pression sur l'intégration économique des immigrants dans leur société d'accueil. Il s'agit notamment du contexte mondial, de la société d'origine et de la société d'accueil. Ce schéma avait prévu que l'influence du contexte dans la société d'origine passe surtout par trois éléments : les caractéristiques socioéconomiques de cette société, le capital humain des immigrants avant leur arrivée et la facilité procurée par les réseaux de faire venir les immigrants au pays de destination. Cependant, les deux éléments mentionnés par les interviewés dans ces deux sous-sections représentent un apport important d'autres facteurs associés à la société d'origine qui peuvent toujours influencer le parcours professionnel des immigrants, dont l'introduction de leurs responsabilités familiales dans le pays d'origine. Autrement dit, malgré la présence de ces groupes dans une nouvelle société où ils

désirent construire leur nouvelle vie, ils ne peuvent pas rester indifférents face aux conditions de vie des membres de leur famille dans leur pays d'origine. Rappelons que pour certains, tel que nous l'avons vu dans l'analyse des motifs du départ, la raison principale de l'émigration portait d'ailleurs sur leur engagement à améliorer les conditions de vie de leur famille.

Les deux exemples présentés dans le cas du parrainage et celui de subvenir aux besoins familiaux sont révélateurs de telles responsabilités par rapport à la mère, à l'épouse et aux membres de la famille proche. Dans le premier cas, alors que l'engagement de Jahan d'obtenir les moyens de parrainer sa jeune épouse et de fonder une famille au Canada est évident, la responsabilité de Shahram face à sa mère qui joue à la fois le rôle de la mère et du père n'est pas négligeable. Il va de soi que, pour sa mère, vivre sans son enfant ou loin de lui était difficile. Et comment justifier la décision de l'ambassade canadienne à Téhéran qui non seulement a rejeté la demande de visite de cette mère, mais aussi, par un sceau noir, l'a privée indéfiniment de ce droit humain minimal? Le résultat de ce processus basé sur les sentiments d'une mère et de son fils unique et l'engagement de ce dernier envers sa mère ont poussé ce jeune immigrant à abandonner son programme d'études préféré pour acheter un taxi, ce qui lui devait lui permettre de parrainer sa mère en démontrant qu'il avait le revenu annuel exigé par la Loi de l'immigration. Ce deuxième cas fait ressortir aussi que l'inquiétude de certains immigrants quant à la situation économique de leurs proches ne leur permet pas, malgré leur désir principal de poursuivre leurs études ou de suivre au moins un cours professionnel, de réaliser leur rêve. Cependant, d'après certaines statistiques, cet engagement varie selon les circonstances familiales des immigrants et leur statut à leur arrivée. Par contre, il faut distinguer les différents motifs pour envoyer de l'argent dans leur pays d'origine. Ces motifs ne découlent pas toujours de leur engagement, ce que nous analyserons plus loin.

1.7.3. Études des épouses

Un autre élément identifié par les interviewés qui les a empêchés de poursuivre leurs propres études est le retour de leur épouse aux études, au niveau universitaire ou professionnel. Parmi ces immigrants, se trouvent les deux catégories des universitaires et des non-universitaires, demandeurs d'asile et résidents permanents à l'arrivée au Canada. L'exemple de Firooz est typique de ces groupes d'immigrants. Étudiant de dernière année de génie mécanique en Iran, il est arrivé en 1997 alors que sa femme était enceinte de leur deuxième enfant. Il explique :

« Je n'ai pas suivi les cours universitaires ou professionnels parce que j'ai vu qu'en tant qu'étudiant je ne pourrais pas subvenir aux besoins de ma famille. En comparant l'argent que je pourrais gagner à la fin des études, j'ai vu que je pourrais gagner autant dans le domaine du taxi. J'ai donc pris mon temps pour construire une vie pour ma famille. Ma femme de son côté a suivi des cours de spécialité de coupe des cheveux. C'était impossible que tous les deux nous étudiions simultanément. »

D'ailleurs, parmi les détenteurs d'un baccalauréat à l'arrivée, alors que l'exemple de Javid, arrivé en 1984, est assez similaire à celui de Firooz, son épouse a été admise à un programme universitaire de MBA à l'Université Concordia. Désolé du fait que les besoins financiers ne lui aient pas permis de continuer ses études universitaires, cet immigrant affirme avec véhémence : *« si les conditions financières me le permettent, même aujourd'hui, j'irai à l'université pour démontrer que je peux très bien réussir mes études »*.

Désespérés de ne pas pouvoir poursuivre des études dans la spécialité acquise en Iran, certains dans ce groupe ont préféré laisser la place à leur épouse. Par exemple, tel que nous l'avons vu, des facteurs comme les difficultés à obtenir la reconnaissance au Canada du diplôme obtenu en Iran, d'une part, et les contraintes anticipées, particulièrement dans certains domaines, pour le travail dans les villes lointaines, d'autre part, ont mené Emad à abandonner l'idée de poursuivre ses études au profit de celles de son épouse, détentrice d'un baccalauréat en sciences

infirmières de l'Iran. En effet, n'étant pas certain si le fait de suivre des études pourrait garantir sa prospérité, Emad admet : *« j'ai quelques amis qui, malgré l'obtention d'un doctorat ici, ont peur d'être mis à la porte. C'est pourquoi ils ont décidé de retourner en Iran en raison du manque de sécurité d'emploi ici. »*

Enfin, le dernier exemple de cette catégorie concerne le cas de Hooman, résident permanent arrivé en 2001. Compte tenu de l'obligation de recommencer à zéro ses études en sciences de laboratoire, il a oublié ses propres études et a basé son avenir sur l'effort de son épouse pour obtenir la reconnaissance canadienne de son diplôme en pharmacie. Celle-ci, après plusieurs échecs au Québec, a planifié de passer l'examen final à Toronto. Hooman attribue ces échecs plutôt au déroulement des entrevues qu'aux examens.

1.7.4. Problèmes familiaux (séparations ou divorces)

Le dernier élément empêchant le retour aux études des immigrants concerne les problèmes familiaux. À ce propos, l'exemple de Sahand est significatif. Arrivé en 2002 comme résident permanent avec sa famille, après avoir terminé le programme d'analyste professionnel au collège LaSalle, il s'est inscrit à la maîtrise à l'Université Concordia. Néanmoins, ses problèmes familiaux qui ont abouti à un divorce ne lui ont pas permis de passer les examens. Ces problèmes ainsi que sa faible connaissance du fonctionnement du système universitaire l'ont empêché, à ce moment-là, de poursuivre ses études.

Les deux derniers éléments importants qui ont empêché certains des interviewés de reprendre des études au Canada ont trait à leurs relations conjugales. Une partie de ces relations est révélatrice de l'engagement de ces immigrants face à leur famille, parce qu'ils désirent construire une forte base pour l'installation qui pourrait contribuer à leur future prospérité dans la société d'accueil. Le fait que les bases principales d'une famille soient fondées sur les épaules d'un homme et d'une femme, le retour simultané de ces deux personnes aux études, compte tenu du temps,

du coût et de l'attention exigés, signifient parfois le démantèlement de cette nouvelle vie dans un milieu assez distinct du pays d'origine, souvent sans le soutien des familles et des amis proches. Il va de soi qu'à un certain point le fait d'avoir des enfants pourrait même aggraver cette situation. Dans ce cas, on rencontre des exemples comme ceux de Javid et de Firooz qui, malgré qu'ils avaient un niveau plus élevé d'études que leur femme à leur arrivée, ont préféré laisser à ces dernières la chance de poursuivre des études. Alors, il est logique d'imaginer que ce parcours éducatif pourrait bien ouvrir les portes de l'intégration professionnelle pour ces femmes. Selon le témoignage de ces deux immigrants, les études de l'épouse de Javid sont toujours en cours et la conjointe de Firooz, après avoir terminé son programme, a réussi à démarrer sa propre entreprise.

Nous observons une autre façon de céder la place aux épouses. Dans certains cas, le niveau du diplôme des épouses est le même que celui des hommes ou même plus élevé. À ce propos, les exemples d'Emad et de Hooman sont explicites. Dans les deux cas, les épouses ont une spécialisation liée au domaine de la santé – un énorme besoin de leur société de réception. Compte tenu de l'arrivée de ces deux immigrants à la fin des années 1990 et au début des années 2000 et de leur niveau d'études, ils étaient certainement informés de ce besoin au Canada et au Québec. Par ailleurs, la considération d'éléments tels que la perception du marché du travail, les difficultés de la reconnaissance de leurs diplômes et les lieux prévus du travail après avoir terminé les études ont fait perdre espoir à ces immigrants eu égard à leurs propres études. Par contre, selon une analyse coûts-avantages, suivant des économistes néoclassiques (présentés au début de ce chapitre), ces immigrants ont choisi, en soutenant bien leur femme, de les laisser tenter leur chance. Au vu des résultats, cet investissement a été positif, puisque celles-ci ont finalement réussi à terminer leurs études et à obtenir un poste sur le marché du travail canadien.

En résumé, l'investissement en matière de travail des hommes immigrants, qui n'obtiennent souvent que des petits boulots loin de leur spécialité et de leurs expériences acquises passées, n'a pas pu leur donner la satisfaction prévue avant le

départ de leur pays. Par contre, les épouses ont été relativement contentes d'avoir obtenu un diplôme canadien qui puisse faciliter leur intégration professionnelle et sociale. À ce propos, certains chercheurs confirment qu'en matière d'adaptation et d'intégration dans la société d'accueil, le succès des femmes iraniennes a été meilleur que celui de leurs compatriotes masculins. Par exemple, au moyen d'une recherche documentaire, Ahmadi Lewin (2001) a examiné les attitudes divergentes des hommes et des femmes iraniennes en matière d'intégration dans la société suédoise. Dans le cadre de ces perspectives féministes, basées sur une analyse identitaire, cette auteure met en avant l'effet des statuts professionnel et social des femmes sur leur image de soi. Exclues de certains domaines dans leur pays d'origine, selon Ahmadi Lewin, compte tenu du changement de la situation au moins théoriquement dans leur société de réception, ces femmes bien protégées par la loi acceptent des emplois moins qualifiés. En effet, alors que plusieurs hommes iraniens rejettent les emplois moins qualifiés, leurs compatriotes féminines les acceptent et entrent sur le marché du travail plus rapidement. La familiarité avec ce marché donne à ces femmes accès à de futurs emplois avantageux, à l'amélioration de leur position dans la famille et entre amies. En fait, ce statut améliore non seulement leur image de soi, mais aussi l'idée que leur propre milieu, leur famille et les membres de leur pays d'accueil se font d'elles. Par conséquent, ce progrès dans le statut et la position sociale leur donne une attitude positive envers la nouvelle société et augmente leur désir d'intégration.

Ce processus a fonctionné inversement chez les hommes iraniens. Alors que les discriminations sur le marché, entre autres, ne leur permettent pas de travailler dans les champs liés à leur spécialité, leur rôle se substitue par celui des femmes. Cette nouvelle position dégrade l'image que ces hommes ont de leur place dominante dans la famille ainsi que dans la société. Cette dégradation de leur position leur donne une perspective négative et passive par rapport à leur estime de soi et à la société d'accueil.

Par ailleurs, Ahmadi Lewin (2001) a discuté la problématique de soi et d'autrui. D'après elle, dans son pays d'origine, si l'homme iranien est vu comme soi et la femme comme autrui, la société d'accueil voit les deux comme autrui. N'oublions pas que l'Iran n'a jamais été une colonie et que les Iraniens n'ont pas eu l'expérience d'être perçus comme autrui. C'est la première fois que l'homme iranien se voit inférieur aux autres. Toutefois, selon cette auteure, la situation des femmes n'a pas beaucoup changé : elles se retrouvent en tant qu'autrui dans les deux sociétés. Elles ont obtenu seulement la possibilité de compenser leur manque de pouvoir, au moins dans le cadre familial. Ainsi, les femmes sentent avoir gagné sur le plan de l'intégration dans le pays d'accueil alors que les hommes ont le sentiment d'avoir perdu ce qu'ils avaient.

Il nous semble que la recherche approfondie d'Ahmadi Lewin (2001) sur la société immigrante iranienne de la Suède est éclairante, dans une certaine mesure, quant aux positions sociales, économiques et psychologiques des hommes et des femmes provenant de cette origine dans les pays avancés comme la Suède ou le Canada. Cependant, nous croyons que l'analyse d'Ahmadi Lewin sur la position des femmes iraniennes avant leur départ semble assez exagérée. D'après elle, la majorité de ce groupe avait un niveau d'éducation relativement élevé en Suède. Surtout, les femmes pouvaient travailler en Iran, même après la révolution, dans la plupart des secteurs d'emploi à l'exception de ceux judiciaires (plus précisément comme juge). De plus, la nouvelle forme du travail rémunéré de deux membres du couple n'est pas nouvelle en Iran et date au moins de l'ère de la modernisation et l'occidentalisation du pays parmi les résidents des grandes villes du pays. Cela est particulièrement évident parmi les femmes bien scolarisées comme l'épouse de Hooman et celle d'Emad. Pourtant, n'oublions pas que les hommes, comme responsables principaux des familles, sont prêts à travailler à n'importe quelles conditions pour subvenir aux besoins de leur famille. En effet, malgré le travail des femmes à l'extérieur, les hommes restent souvent les pourvoyeurs principaux de la famille. Ainsi, il est évident qu'à l'extérieur du pays l'émancipation de contraintes socioculturelles et les exigences de bénéficier d'une vie confortable nécessitent le travail à la fois des deux

membres du couple. À ce propos, si l'un veut monter dans l'échelle sociale grâce à des études, un des conjoints doit subvenir aux besoins de la famille pour que l'autre soit capable de poursuivre dans cette voie. En conséquence, suivant les normes culturelles ou les calculs socioéconomiques des perspectives du futur, comme cette étude le révèle, en soutenant leur femme, les hommes ont pris en charge le travail.

Enfin, l'analyse d'Ahmadi Lewin (2001) fait le lien chez les hommes iraniens entre la faible intégration dans la société suédoise et le fait de ne pas récupérer les positions sociales et professionnelles acquises avant leur départ. Cette problématique dissuadait donc ces groupes d'accepter des emplois moins qualifiés. Par contre, tel que nous le démontrerons davantage au prochain chapitre, notre étude ne peut accepter ces résultats parce que nous avons démontré à quel point les immigrants iraniens ont été dévoués pour soutenir leur famille et les études de leur épouse, même au détriment de leurs propres études. Ils ont eu recours à n'importe quel boulot, ce qui exigeait beaucoup de temps et d'énergie sans procurer le même prestige qu'ils avaient dans leur pays d'origine. Bien sûr, tel qu'Ahmadi Lewin le souligne, ces conditions dégradantes pour les hommes causent quelquefois des conflits familiaux et même le divorce. Par conséquent, cet événement influence la performance éducative de l'immigrant de deux manières : perte de temps pour le suivi des étapes judiciaires et pour la constitution d'une nouvelle vie, et effets néfastes des impacts émotionnels parce que patience et concentration sont nécessaires pour réussir avec succès toute activité éducative. À ce propos, comme nous l'avons mentionné précédemment, l'impact négatif du divorce de Sahand sur la poursuite de ses études à Concordia est patent.

2. Ceux qui ont obtenu un baccalauréat

Dans la section précédente, nous avons tenté d'analyser les différents aspects associés au parcours éducatif des immigrants qui n'avaient pas suivi de cours ou dont les études n'avaient pas résulté en l'obtention d'un baccalauréat au Canada. Parmi les cas présentés, nous avons identifié quelques motifs, barrières et initiatives,

le cas échéant, pour la poursuite des études. La présente section quant à elle se concentrera sur le parcours éducatif des immigrants dont l'effort a abouti à l'obtention d'un baccalauréat au Canada. Compte tenu du critère de la sélection des immigrants parmi les détenteurs ou non-détenteurs d'au moins un baccalauréat à l'arrivée, nous avons observé, dans les deux groupes, des exemples d'immigrants qui ont continué leurs études postsecondaires jusqu'à l'obtention d'un baccalauréat au Canada. À ce propos, deux exemples seront présentés pour les non-détenteurs d'un baccalauréat à leur arrivée et trois pour le deuxième groupe, les détenteurs d'un baccalauréat à l'arrivée.

2.1. Non-détenteurs d'un baccalauréat à l'arrivée

Nima et Barzin, les deux exemples de cette catégorie, sont arrivés respectivement en 1984 et en 1988 comme demandeurs d'asile. Provenant de familles assez favorisées, ils sont issus de deux classes sociales différentes eu égard à l'éducation et à la profession des parents. Alors que le père de Nima, bien scolarisé, a été le gouverneur d'une province iranienne durant le régime précédent du pays, le père de Barzin, sans avoir étudié longtemps, est un marchand qui a bien réussi. Cependant, la vie déchirée des parents de cet immigrant l'a amené à émigrer. En ce qui a trait à Nima, déçu énormément à la suite de sa participation dans différentes affaires avec des amis et des compatriotes iraniens, il a tenté de continuer ses études dès son arrivée dans son pays d'accueil. Pourtant, le motif de son recours au marché du travail n'avait qu'un seul but : faire venir ses parents au Canada. C'est pour cela, dit-il, qu'il a pris plusieurs années de retard avant de commencer ses études. Nima explique son cas :

« ...puis, j'ai essayé d'arranger le voyage de mes parents ici. Après leur arrivée, j'ai été encouragé à commencer mes études. En 1997, au début, j'ai commencé à temps partiel comme étudiant indépendant, et puis à temps plein. Ça faisait des années que j'étais loin des études, le milieu était plaisant pour moi malgré beaucoup de peur au début. Les amis et les gens aussi étaient différents. Mes amis iraniens m'avaient heurté d'une manière ou d'une autre, mais là-bas, la situation était différente. J'étudiais en informatique et science économique parallèlement. Je travaillais

comme chauffeur de taxi les fins de semaines et à temps partiel. J'étais chez mes parents pour une période, et j'avais leur soutien. Après septembre 2001, le marché du travail a été détruit et je me suis découragé à force d'envoyer des CV sans avoir de réponse. »

Pour Nima, ses études au Canada non seulement ne l'ont pas aidé dans son parcours professionnel, mais aussi elles ne lui ont pas permis d'avoir son propre taxi et sa maison. Toutefois, il précise : « si je n'avais pas étudié, je ne me pardonnerais pas moi-même, parce que c'était la raison principale de mon départ ». À ce propos, n'oublions pas que le processus de demande du statut de résident permanent chez ce requérant d'asile a pris autour d'un an. Cette même procédure a pris presque cinq ans dans le cas de Barzin. Après avoir expérimenté différents boulots, y compris le taxi, il a commencé son baccalauréat en beaux-arts et en tournage de films dès l'acquisition de son statut. Durant cette période, subvenir à ses besoins l'a poussé à travailler quand même les fins de semaine et pendant les vacances d'été. À sa première année, ses notes n'étaient pas très élevées, tandis qu'elles ont augmenté à A et A+ dans les années suivantes. Quant à ses expériences, elles se sont limitées au tournage de quelques films au cours de ses études à l'université. Il explique son expérience :

« Je cherchais un travail et on exigeait une expérience professionnelle, mais j'étais toujours aux études, comment aurais-je pu en avoir? Les parents de nos collègues universitaires, plutôt Québécois, travaillaient souvent dans des activités artistiques et leurs enfants avaient même déjà une expérience de tournage de films. De plus, ils étaient presque dix ans plus jeunes que moi. L'étude dans ce programme représentait pour eux un loisir tandis qu'elle était comme une question de vie et de mort pour moi. L'étude et le travail dans ce domaine exigent argent et temps, et ce n'est pas évident qu'après tout ce soit bénéfique pour toi... Pourtant, bien que mes études ici ne m'aient pas aidé à trouver un travail, j'ai connu la culture de l'Occident et de l'Amérique du Nord ainsi que la musique, la peinture, le cinéma et le livre, tout ce qui faisait déjà partie de ma vie. »

Bref, on peut comprendre que, malgré des conditions économiques familiales assez favorables, les deux immigrants dans ces exemples n'ont pas eu de bonnes conditions en ce qui concerne leur vie « non économique ». Dans le cas de Nima, il s'agit de la pression politique et sociale sur ses parents comme membres de l'ancien

régime royal de l'Iran après la révolution de 1979 et du sentiment de responsabilité de ce jeune homme face à ces derniers pour faire de son mieux pour les protéger. Afin de trouver les moyens de faire venir ses parents, sans avoir aucune expérience et avec l'aide de ses compatriotes, ce jeune immigrant a essayé différents travaux autonomes. À ce propos, alors qu'il a perdu un grand capital, ses parents ont finalement réussi à venir au Canada. En dépit de son grand désir de commencer ses études immédiatement après avoir obtenu son statut, Nima les a retardées pour une raison similaire à ce que nous avons déjà analysé dans le cas de Shahram (qui a arrêté ses études professionnelles pour trouver les moyens de faire venir sa mère). Nous analysons ci-après quelques éléments essentiels de ces deux récits.

2.1.1. Rôle positif des parents à l'incitation aux études

Outre sa tranquillité d'esprit après l'arrivée de ses parents, Nima souligne la part que les encouragements de ces derniers a eu pour l'inciter à commencer et à continuer ses études. Rappelons que le recours aux études supérieures trouvait une place particulière dans les familles des classes supérieures, moyennes et même inférieures iraniennes depuis les dernières années de l'ancien régime. On pourrait s'attendre à ce que les parents de cet immigrant, provenant de la classe supérieure sous l'ancien régime, aient poussé leur fils aux études. D'ailleurs, la contribution positive de la présence des parents à la mise en avant des activités éducatives des immigrants est comparable à la position des épouses des immigrants interviewés dans notre étude. Les analyses passées ont révélé le fait que ces épouses ont bénéficié du travail de leur époux pour poursuivre leurs propres projets d'études, tandis que le cas des parents de Nima représente leur fort soutien pour que leur jeune fils poursuive ses études. En effet, on peut voir l'impact plutôt positif de la présence des parents sur la performance éducative des immigrants, rôle plus positif que celui de leur épouse. Or cela a parfois été, quoique non volontairement, un obstacle.

2.1.2. Poursuite des études changeant la perception et l'estime de soi des immigrants

Le dernier aspect de l'analyse du parcours éducatif de Nima concerne son appréciation du milieu universitaire, comparativement à celui du travail. Cet exemple représente le cas des immigrants appartenant aux classes supérieures dans leur pays d'origine qui non seulement sont obligés de faire de petits boulots, mais aussi de fréquenter des gens peu scolarisés de classe inférieure à la leur, leur donnant une impression négative de leur société d'accueil. Par contre, les éléments comme leur retour dans les milieux éducatifs et la socialisation contribuent au changement de cette perception. Également, malgré le fait que la détérioration du contexte économique, politique et social après septembre 2001 n'ait pas permis à cet immigrant, même avec son diplôme d'une université canadienne, de travailler dans son champ de spécialisation, celui-ci a regagné son estime de soi pour atteindre le but qu'il s'était fixé dès son arrivée au Canada et il a pu prouver qu'il n'était pas inférieur à ses homologues canadiens de souche. Rappelons que ces exemples sont comparables aux cas des immigrants, tels que nous l'avons déjà expliqué, qui ont eu certaines difficultés qui ne leur ont pas permis de réaliser leur rêve.

2.1.3. Travail comme chauffeur de taxi à temps partiel pour financer les études

Dans le cas de Barzin, l'engagement familial concernant l'aide financière à sa mère divorcée s'est ajouté à un retard de cinq ans pour obtenir son statut et ainsi avoir la possibilité de continuer ses études. Cette longue période d'attente non volontaire, à l'inverse du cas de Nima, ainsi que le manque de ressources financières, l'ont poussé à faire différents boulots pour subvenir à ses propres besoins et à ceux de sa mère en Iran. On constate que le travail à temps partiel comme chauffeur de taxi a permis à ces deux jeunes immigrants d'étudier en compensant une partie des coûts.

2.1.4. Difficultés de réussite de nouveaux immigrants aux études artistiques

L'élément frappant du cas de Barzin concerne son intérêt pour un champ d'études artistiques qui souvent n'est retenu que par les gens qui ont un état d'esprit très « élégant », donc loin des motifs d'une grande partie des gens dont le choix porte sur des gains monétaires prévisibles dans un délai le plus court possible après leur graduation. Ainsi, tel que nous avons déjà vu dans l'histoire de l'immigration des Iraniens, compte tenu des besoins d'industrialisation de ce pays, en particulier depuis les années 1970, les familles préféraient que leurs enfants étudient dans les domaines d'ingénierie dans les pays occidentaux. Cette tendance se confirme même dans l'attitude de certains immigrants interviewés qui ont opté pour l'apprentissage des sciences informatiques et les divers champs de l'ingénierie. Cependant, en ce qui concerne la performance éducative et la comparaison avec ses collègues à l'université, Barzin a mis l'accent sur certains éléments importants. Au début, il a admis sa performance plus faible en termes de résultats scolaires, puis il s'est amélioré de façon impressionnante. Ce changement n'est pas étrange si l'on tient compte des difficultés pour les immigrants d'étudier dans une langue autre que leur langue maternelle pour la première fois de leur vie et de leur ignorance du nouveau système éducatif. Par contre, malgré que Barzin était de dix ans plus âgé que ses collègues, son amélioration assez rapide est représentative de sa grande capacité et de son intérêt pour s'adapter et rattraper les étudiants québécois. Pourtant, le domaine spécialisé de cet immigrant nécessite un fort appui de deux types de capital dans le langage de Bourdieu (1979) : le capital économique et le capital culturel. C'est dans ces deux capitaux résultant du milieu familial que se trouvent les deux facteurs qui faisaient défaut à ce jeune immigrant à la période donnée. Malgré son grand intérêt pour des activités artistiques, il ne venait pas d'une famille artistique et ne recevait pas de soutien financier dans son pays d'accueil. Sans compter que son retour aux études universitaires, même dans un champ artistique, n'était certes pas facile parce qu'après une attente d'environ cinq ans, il a enfin réussi à s'y consacrer, en négligeant le travail et donc l'argent, et en demandant un prêt d'étudiant. Pour leur part, adaptés au même système éducatif sans avoir besoin d'apprendre la langue

officielle de la société de réception, les étudiants canadiens de souche sont favorisés par le soutien économique et l'expérience de leur famille. Il va de soi que l'écart entre les conditions de compétition des natifs et des nouveaux arrivants est grand.

2.1.5. Les études universitaires facilitent l'intégration

Comme Nima, alors que les études universitaires de Barzin au Canada ne l'ont pas aidé à trouver un emploi dans son domaine de spécialisation, il dit qu'il a saisi la possibilité d'apprendre la culture de l'Occident et de l'Amérique du Nord. L'élément souligné par cet immigrant représente à quel point la fréquentation des centres éducatifs dans le pays d'accueil peut contribuer à l'intégration des immigrants. En effet, même si cette fréquentation n'aide pas directement à l'insertion professionnelle des immigrants, elle peut contribuer davantage à la connaissance de leur société de réception. Si les résultats de certaines études suggèrent que la performance des immigrants qui arrivent dès le tout jeune âge est meilleure que celle des natifs (Hum et Simpson, 2003 : 471), peut-on considérer que l'attitude d'un grand nombre des immigrants adultes à leur arrivée, sur les plans de la faible connaissance de la culture et des éléments qui composent la société d'accueil, est souvent similaire à celle des enfants ? S'ils rencontraient moins de contraintes pour être admis dans les grands centres d'éducation, particulièrement dans le cas des demandeurs d'asile, pourraient-ils davantage se familiariser avec les peuples bien cultivés et connaître les bases de la culture et du système éducatif de leur nouvelle société ? En fait, les témoignages des interviewés de notre étude ont révélé les raisons pour lesquelles les cours de langue française du Québec, soit gouvernementaux, soit privés, n'ont pas réussi à bien jouer ce rôle d'intégration pour ces nouveaux arrivants. Par contre, la perception des individus qui ont commencé leurs études universitaires (même plusieurs années après leur entrée) sur leur estime de soi ou leur meilleure connaissance de la société d'accueil n'est pas négligeable. Est-ce que le Canada et le Québec devraient aider ces jeunes arrivants à entrer dans les milieux universitaires ou les laisser trouver des petits boulots situés souvent au bas de l'échelle sociale durant le traitement de leur demande d'asile ? Il semble que

la réponse à ces questions sera vitale pour n'importe quelle modification future aux politiques de l'immigration.

2.2. Détenteurs d'un baccalauréat à l'arrivée

Dans la dernière section de ce chapitre, nous présentons trois exemples de détenteurs d'un baccalauréat à leur arrivée dont les études universitaires au Canada ont débouché sur l'obtention d'un baccalauréat. Les deux premiers, arrivés dans les années 1980, avaient le statut de requérant d'asile et le troisième est arrivé comme immigrant indépendant en 1996. Après un coup d'œil sur les éléments mentionnés concernant le parcours éducatif de ces groupes, nous en analyserons certains.

Mohmood et Mojtaba, arrivés en 1985 et en 1987, qui rêvaient de faire leurs études au Canada avant leur départ, sont deux exemples de demandeurs d'asile qui ont réussi à commencer et compléter leurs études au Canada jusqu'à l'obtention d'un baccalauréat. Alors que la période de régularisation de son statut a pris près de quatre ans, Mahmood a commencé ses études en 1987, deux ans avant même d'obtenir ses papiers d'immigration. Son travail de chauffeur de taxi les fins de semaine l'a aidé à payer ses frais de scolarité. Inscrit à l'UQAM au baccalauréat en physique, spécialité météorologie, il a obtenu son diplôme en 1991. Regardons son expérience :

« Avant d'avoir obtenu mes papiers d'immigration, j'ai payé 7000 dollars pour mes frais de scolarité. Puis, je devais faire un stage; j'ai fait une demande mais je n'ai pas été recruté parce que je n'étais pas encore citoyen canadien. Le seul recruteur dans ma spécialité était le gouvernement fédéral. Ensuite je me suis marié en restant dans la liste d'attente des météorologistes pour recommencer la procédure. Lorsque j'ai demandé de commencer ma maîtrise, on m'a dit que le changement des programmes exigeait de reprendre des cours en « numérique ». Ça ne concordait pas avec ma nouvelle vie. Puis, afin de pouvoir enseigner, je me suis inscrit au programme du certificat en éducation. Cependant, la pression de la vie conjugale m'a obligé à abandonner après six mois. Ensuite, à l'Université de Montréal, en passant les cours d'informatique et de télécommunication, j'ai obtenu le diplôme de technicien en fibre optique... En ce moment, mon retour aux études nécessite du temps et des dépenses. Qu'est-ce qui arrivera à ma famille? Si je n'étais pas marié

j'aurais réussi, même si ce n'est pas non plus très évident. Il est possible des fois d'obtenir certaines choses, mais il faut en laisser tomber certaines autres. »

Mojtaba a été chanceux dans ses démarches pour régulariser son statut, car cela lui a pris moins d'un an. Au cours de cette période, il a appris l'existence de l'Université Concordia et y a fait une demande d'admission. Malgré son diplôme en communication qu'il avait obtenu en Angleterre et qui l'avait limité à travailler exclusivement en Iran, l'Université a accepté sa demande. Après l'obtention de son statut, tenant compte de son engagement à son travail, Mojtaba a commencé à suivre certains cours de façon intermittente. Ainsi, remettant en question la détermination de cet immigrant pour compléter ses études, sa manière de mener ses études a finalement poussé les autorités universitaires à l'exclure du programme. Voyons la suite de son récit :

« En 1991, une forte récession est arrivée et nous sommes devenus chômeurs. Au début, nous avons été mis à la porte. J'ai conclu que c'était une opportunité pour commencer mes études en bénéficiant du programme de prêts et bourses d'étudiants. Je me suis inscrit à Concordia en génie électrique et j'y suis resté pendant quatre ans. Suivant l'expérience d'amis, j'ai commencé également à travailler comme chauffeur de taxi seulement pendant les vacances d'été. Trois mois plus tard, après ma graduation en 1996, j'ai trouvé un emploi dans une usine comme ingénieur et puis dans deux autres jusqu'en septembre 2001, mais après je n'ai plus rien trouvé. Dans une usine, malgré que je satisfasse toutes les exigences, le directeur m'a répondu : 'je ne peux pas te faire confiance à cause de ton origine étrangère iranienne. Bien que tous les directeurs t'aient approuvé et que tu connais bien le travail, j'ai peur de toi, c'est tout, je ne peux t'expliquer davantage.' En ce moment, même si je suis marié et que j'ai deux enfants, je tiens toujours à étudier, mais hélas! mon âge et la réalité du coût de la vie m'imposent un autre chemin. »

Notre dernier exemple, Ehsan, ingénieur en agriculture, arrivé en 1996 avec sa famille et après avoir passé un cours de français, a commencé son parcours professionnel. Ayant obtenu son visa de résident permanent à Téhéran, il n'a pas eu de problèmes à travailler ou à étudier dès son entrée au Canada. Pourtant, les prétextes des employeurs l'ont poussé à tenter sa chance dans quelques provinces anglophones. Fatigué et déçu de ses vains efforts pour obtenir un diplôme canadien, ce résident permanent a quand même décidé de continuer ses études. Grâce aux

avantages universitaires de Montréal et au coût de la vie moins cher pour lui dans cette ville, puisque la famille de son épouse y habitait, il y est retourné et a entamé des études au collège Vanier ; il a obtenu un certificat en électricité, tout en faisant parallèlement un stage dans ce domaine. Ensuite, faute de trouver un emploi dans ce domaine spécialisé, il s'est convaincu de poursuivre des études universitaires. Révisons l'expérience de cet immigrant dans ses mots :

« J'ai continué mes études à l'Université Concordia en génie informatique et j'ai obtenu mon baccalauréat en 2002. Pourtant, contrairement au temps de ma graduation du collège, je n'ai pas pu trouver un stage dans mon domaine. Lorsque je suis allé chez les agents d'Emploi-Québec, ils ont posé cette fois le problème du manque d'expérience canadienne. J'étais fatigué de ces activités inutiles de recherche d'emploi tandis que je devais subvenir aux besoins de ma famille. Je voyais le niveau de vie des autres Iraniens travaillant comme chauffeurs de taxi et je ne pouvais plus perdre de temps. Étant le responsable de ma famille, j'étais sous une forte pression durant mes études. Ces problèmes étaient la cause de chicanes familiales et je devais tolérer cette pression. Malheureusement, les effets de ces chicanes ne disparaissent jamais. »

2.2.1. Impact du pays de graduation

Tel que nous l'avons vu dans le cas de Mojtaba, ses études en communication, effectuées en Angleterre, le limitaient à travailler exclusivement dans le secteur de la navigation iranienne. Pourtant, comme cet immigrant avait étudié dans un pays industrialisé avancé comme la Grande-Bretagne, l'Université Concordia a accepté sa demande d'admission facilement. En guise de comparaison, rappelons le cas de la demande d'admission de Hamed, un autre requérant d'asile gradué de l'Inde, à cette université anglophone située à Montréal. Afin de donner suite à sa demande, cette institution avait exigé une communication directe de l'université indienne pour vérifier l'authenticité du diplôme. Cependant, une fois cette confirmation obtenue et après lui avoir fait passer un examen, selon cet immigrant, l'université prétendant l'avoir mis sur la liste d'attente ne l'a pas admis même après deux ou trois ans suivant sa demande. Ce long processus a déçu Hamed et a poussé cet immigrant à délaisser son projet d'études dans une université canadienne.

À ce propos, n'oublions pas le cas des réfugiés et des demandeurs d'asile. Ayant vécu souvent des conditions difficiles, ils n'ont pas eu le temps d'obtenir leurs preuves d'études officielles et parfois ils n'ont pas de moyens de communiquer avec leur établissement d'enseignement. Ainsi, l'émission d'attestation des études passées de ces groupes était sans doute et sera toujours difficile pour les institutions en charge (Rosalie, 2000). Cependant, selon les témoignages des interviewés, tel que nous en avons discuté dans les motifs du départ et, en particulier, ceux des exemples mentionnés ci-dessus, cela n'a pas été le cas. Arrivés comme requérants d'asile de l'Inde, ils avaient leur diplôme d'études en main, sauf que ces derniers étaient émis dans un pays différent. Dans ce cas, on peut discuter de la probabilité de modification des manières d'évaluation des demandes d'admission par cette université. Alors que la demande de Hamed a été faite durant la première partie des années 1980, celle de Mojtaba a été effectuée au début des années 1990. Sans compter que Hamed a tenté de continuer ses études à la maîtrise tandis que Mojtaba a demandé une admission au baccalauréat.

2.2.2. Éléments encourageant les études

Outre l'intérêt général d'un grand nombre d'immigrants de notre étude pour augmenter ou compléter le niveau de leurs études postsecondaires, l'étude analytique du Statistique Canada effectuée par Gilmore et Le Petit (2008) confirme la multiplication des études complémentaires non seulement chez les immigrants très récents qui arrivent avec un diplôme universitaire, mais aussi chez ceux qui avaient déjà obtenu un diplôme canadien. En fait, en 2007, ces immigrants étaient trois fois plus susceptibles de poursuivre des études que les Canadiens de souche dans des conditions similaires (*ibid.* : 15). Dans cette section, hormis le motif fort de continuer les études à leur arrivée, nous dégagerons certains éléments dans les sous-sections suivantes.

2.2.2.1. Période de récession et de chômage

Le témoignage de Mojtaba fait ressortir deux points importants. Le premier a trait à l'hésitation entre le travail ou les études à l'arrivée. Dans le cas des requérants d'asile, tel que nous l'avons déjà fait remarquer, la période de la régularisation du statut et leur accès aux papiers de résident permanent contribuent souvent à limiter chez ces groupes la poursuite des études. L'insuffisance du montant de l'aide sociale les pousse donc à travailler. Cependant, la connaissance du marché du travail et la manière de trouver les moyens de faire de l'argent dans le pays d'accueil pour les individus de la catégorie de Mojtaba (arrivé sans argent) ne semblent pas être faciles à ignorer. C'est ainsi que malgré sa régularisation rapide, Mojtaba n'a pas été capable de succomber à son désir de laisser son travail pour retourner aux études. Pourtant, l'élément convaincant est le deuxième point du récit de cet immigrant : les circonstances économiques du début des années 1990 et le chômage. En fait, cet événement a mis fin à son hésitation entre le travail et les études. Mis à la porte de l'usine où il travaillait, Mojtaba a reconnu cette période comme le meilleur moment de retourner aux études, puisqu'il n'avait plus la tentation du travail et de d'argent. Ajoutons que la possibilité de profiter des prêts et bourses étudiants aussi devient attractive pour aider les immigrants à prendre ce genre d'initiative.

2.2.2.2. Échec en recherche d'emploi

Alors que le licenciement d'un des individus durant une récession économique est identifié comme un des facteurs encourageant les études, notre autre exemple concerne le cas d'Ehsan, un immigrant indépendant qui n'a pas eu de difficulté à chercher un emploi ou à commencer ses études dès son arrivée, mais qui, ayant la responsabilité d'une famille, a préféré trouver un boulot. Toutefois, en attribuant son échec à la recherche d'emploi et aux caractéristiques discriminatoires de la francophonie du Québec, bien que sa famille habite à Montréal, il a quitté pour des provinces anglophones comme la Colombie-Britannique, l'Alberta et l'Ontario, qui sont reconnues pour offrir de meilleurs emplois. Malgré son recours à des

travaux de très bas niveaux, insatisfait de son échec de trouver l'emploi satisfaisant qu'il imaginait avant son départ, Ehsan est revenu à Montréal plus déterminé à chercher une spécialité académique aux centres d'éducation canadiens en espérant qu'il recevrait de l'aide dans son parcours professionnel. À ce propos, l'étude de Gilmore et Le Petit (2008 : 19) confirme le taux plus élevé d'emploi des immigrants titulaires d'un diplôme d'une université canadienne en Ontario et en Colombie-Britannique, mais pas au Québec.

2.2.2.3. Attractivité du Québec et de Montréal pour les études

Hormis Mahmood, qui a étudié en France avant son arrivée au Québec, l'anglais a été la seule langue étrangère connue de deux autres immigrants de ce groupe de notre étude. Pourtant, ceux-ci ont choisi Montréal pour continuer leurs études. Dans le cas des requérants d'asile, le rôle de l'arrangement primaire des passeurs pour l'achat de billets d'avion à destination de Montréal, la période d'installation et d'intégration transitoire jusqu'à la réception de la réponse à la demande du statut de réfugié ainsi que l'existence à la fois des universités francophones et anglophones à Montréal ont contribué à les inciter à y rester pour faire leurs études. Cependant, dans le cas d'Ehsan, en dépit de sa recherche d'emploi dans trois provinces anglophones, il a souligné trois éléments qui l'ont amené à retourner à Montréal et à y faire ses études : la famille de son épouse, le coût moins cher des études et la bonne qualité d'une ville universitaire.

À propos de l'attirance universitaire du Québec pour les immigrants, les résultats de l'étude de Gilmore et Le Petit (2008) sont ici aussi éloquentes. D'après cette étude, parmi les trois provinces les plus populaires des immigrants, soit l'Ontario, la Colombie-Britannique et le Québec, le Québec avait la proportion la plus élevée d'immigrants avec un diplôme universitaire (*ibid.* : 19). Parmi ces provinces, en 2007, le Québec avait la proportion la plus forte (32 %) d'immigrants

très récents⁸⁰ détenteurs d'un diplôme d'une université non canadienne qui ont fréquenté l'école pour faire des études complémentaires. Cette proportion était de 15 % pour l'Ontario et de 17 % pour la Colombie-Britannique. « ...[C]es étudiants immigrants étaient de près de moitié aussi susceptibles d'être actifs sur le marché canadien du travail que les étudiants nés au Canada ayant étudié à l'université » (*ibid.* : 21). De plus, cette étude témoigne que l'acquisition d'un diplôme canadien n'a pas été suffisante pour donner accès au marché des emplois qualifiés, de sorte qu'une proportion de 30 % des immigrants très récents ayant obtenu un diplôme canadien ont recommencé leurs études. Cette proportion était 39 % pour le Québec (p. 20).

À l'examen des résultats de l'étude de Glimore et Le Petit, qui a été effectuée suivant une méthodologie quantitative, nous pouvons comprendre que la situation critique de non-intégration des immigrants dans les emplois spécialisés de leur domaine se prête davantage à la généralisation que celle des immigrants de notre propre étude avec un échantillon réduit. Néanmoins, il est grave de constater qu'en 2007, en dépit d'avoir la plus forte proportion d'immigrants détenteurs d'un diplôme universitaire obtenu au Canada, le Québec n'ait pas pu satisfaire les attentes d'intégration professionnelle de ces immigrants diplômés eu égard à leur spécialisation, de sorte qu'ils ont souffert du taux d'emploi le moins élevé au Québec par rapport aux deux autres provinces (*ibid.* : 19). Le cas d'Ehsan a révélé que ses efforts pour fréquenter le cégep et obtenir une nouvelle spécialité et le stage suivant n'ont pas été suffisants pour trouver un emploi. Attribuant cette faiblesse au niveau de ses études, il a essayé de les compléter par l'obtention d'un baccalauréat. Cependant, même après avoir obtenu son diplôme, il n'a pas réussi à trouver un bon emploi. Cela signifie donc pour lui une autre requalification sans résultats. La raison a été attribuée tant par Ehsan que son agent d'emploi à son manque d'expérience

⁸⁰ L'Enquête sur la population active a défini ces catégories d'immigrants : - Immigrants très récents : les personnes qui ont obtenu le droit d'établissement au Canada il y a cinq ans ou moins, c'est-à-dire ceux arrivés au Canada de 2002 à 2007 dans cette étude; - Immigrants récents : les personnes qui ont obtenu le droit d'établissement au Canada il y a 5 à 10 ans, c'est-à-dire les immigrants arrivés au Canada de 1997 à 2002 dans cette étude; - Immigrants de longue date : les personnes qui ont obtenu le droit d'établissement au Canada il y a plus de 10 ans, c'est-à-dire les immigrants arrivés au Canada avant 1997 dans cette étude.

canadienne. En effet, durant d'assez longues périodes d'études, ces immigrants ne peuvent pas être actifs sur le marché du travail et, en conséquence, « ils étaient moins susceptibles que leurs pairs nés au Canada d'avoir acquis une expérience de travail significative au Canada » (*ibid.* : 6). Mais jusqu'où le recours aux études des immigrants peut-il se poursuivre? La dernière sous-section de ce chapitre sera éloquente à cet égard.

2.2.2.4. Rester aux études jusqu'à quand?

L'étude de Gilmore et Le Petit (2008 : 6) a conclu que le taux d'emploi des immigrants récents et de longue date, détenteurs de diplômes universitaires du Canada ou de l'Europe, a été comparable à celui des canadiens de souche. Cependant, bon nombre des immigrants dont les études ont été effectuées en Amérique latine, en Asie ou en Afrique, ont démontré des taux d'emploi inférieurs. Cette condition inférieure de ces groupes d'immigrants sur le marché de l'emploi démontre que le temps passé dans le pays d'accueil ainsi que des études canadiennes a été insuffisant pour compenser leurs difficultés en matière d'intégration professionnelle. Toutefois, en ce qui concerne notre étude, dans cette section nous pourrions faire allusion aux catégories des immigrants à l'arrivée au Canada : célibataire et marié. Dans le premier groupe, Mahmood et Mojtaba sont des exemples d'immigrants jeunes dont le but principal était focalisé sur le recours aux études pour intégrer le marché du travail. Donc, ils étaient même prêts à tolérer, les premières années de leur arrivée, beaucoup de difficultés comme le paiement des frais de scolarité élevés des non-Canadiens (comme nous l'avons vu dans le cas de Mahmood). Par contre, le mariage a donné à ces individus la responsabilité de subvenir aux besoins d'une famille. Outre cette pression, leur déception à la suite des réponses négatives des employeurs et leur recours à des métiers comme chauffeurs de taxi et leurs revenus les ont mis dans une position d'hésiter quant à la poursuite de leurs études. En effet, alors qu'un étudiant a besoin d'avoir l'esprit relativement tranquille sans trop penser aux différentes difficultés d'ordre financier

et autres, les nombreux engagements des immigrants étudiants après leur mariage et la naissance de leurs enfants ne les mettent souvent pas dans cette situation optimale.

Par contre, les conditions sont différentes pour les immigrants qui étaient mariés à leur arrivée. Pour eux, la priorité n'était que de subvenir aux besoins de la famille. Le choix d'étudier, dont le cas d'Ehsan est typique, est observé seulement comme un moyen d'avoir accès au marché du travail après avoir eu recours à plusieurs boulots tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Québec. Pourtant, dans ce cas, l'engagement aux études au moyen duquel l'immigrant a tenté d'améliorer sa vie a en réalité contribué à menacer sa vie conjugale en raison des chicanes familiales que cela a engendré. Rappelons que les hommes iraniens, en général, jouent le rôle de principal responsable d'une famille, même si leur femme travaille. C'est pourquoi ces immigrants se sont sentis obligés finalement d'abandonner les études supplémentaires au profit de leur vie familiale. En fait, cette étude nous a appris que le mariage et le statut qui en découle ont eu une contribution plutôt négative dans la vie « éducative » des immigrants.

Pour analyser le parcours éducatif des immigrants, nous les avons divisés en deux groupes en termes de leur succès à obtenir un baccalauréat au Canada ou non. Hormis les cas de certains immigrants qui n'ont jamais pensé à fonder leur intégration professionnelle sur la poursuite des études dans leur pays d'accueil, les résultats ont révélé plusieurs faits. Le retard de traitement des demandes des requérants d'asile, particulièrement durant les années 1980, est considéré comme la cause majeure de déviation éducative et professionnelle de ce groupe, puisque cela les a empêchés de bénéficier du paiement des frais de scolarité canadiens au cours de cette période. D'après les résultats, certaines raisons ont convaincu un bon nombre des immigrants de se contenter de suivre seulement quelques cours, soit pour le plaisir, soit pour une mise à jour des études antérieures. Il s'agit de facteurs comme la sous-évaluation des diplômes obtenus de certains pays comme l'Inde, l'Iran et les Philippines, le sentiment de méprise de cette sous-évaluation, les attentes non réalistes avant le départ basées sur des paroles entendues, la faiblesse en français,

l'évaluation de l'avenir du champ d'études spécialisé, la connaissance des aspects discriminatoires du marché du travail, la désuétude des diplômes à cause de la longue période depuis les études et la différence des systèmes éducatifs entre le Canada et le pays d'obtention du diplôme. Toutes ces difficultés ont poussé un groupe de nos interviewés à s'inscrire à des cours professionnels. Cependant, le revenu et le prestige moins élevés de ces métiers les ont poussés à les abandonner pour travailler comme chauffeur de taxi. Si certains ont commencé des cours professionnels après avoir travaillé comme chauffeur de taxi, c'est parce que les difficultés associées à ce métier étaient en cause.

Nous avons par ailleurs remarqué que les parents ont joué un rôle positif sur le plan de l'encouragement des immigrants à poursuivre des études dans leur pays d'accueil. L'importance de l'accompagnement des parents est même très forte dans le cas de l'entrée des immigrants avant l'âge adulte, et le défaut de support pourrait avoir un impact négatif sur le succès scolaire. Au contraire, la vie conjugale des immigrants n'a pas favorisé leur parcours éducatif. Le mariage, fonder une famille et avoir des enfants, les études de l'épouse, la période de conflits familiaux, la séparation ou le divorce et le fardeau des responsabilités d'une vie familiale, compte tenu du rôle des hommes dans la famille, ont souvent été à l'encontre des activités éducatives de ces groupes. En comparaison des Québécois de souche, les analyses ont présenté les difficultés des immigrants, eu égard au manque de capitaux économique et culturel particulièrement, aussi bien pour les études que pour travailler dans les champs artistiques. Cependant, la fréquentation des milieux universitaires a contribué au moins à une meilleure estime de soi des immigrants, à une connaissance approfondie de leur société d'accueil et, conséquemment, à une meilleure intégration.

Enfin, à propos des difficultés du marché de l'emploi qui ont poussé les diplômés universitaires à obtenir un autre baccalauréat canadien, en ayant recours aux dernières recherches sur la question, nous avons analysé la contribution de certains éléments : la période de récession et le chômage qui annihilent le besoin de

choisir entre le travail et l'étude, l'échec des immigrants à trouver un emploi qualifié, les attractivités éducatives du Québec et de Montréal et le travail à temps partiel comme chauffeur de taxi. Par contre, en réponse à la question de retourner aux études ou de les abandonner, en conclusion nous avons constaté deux profils : les célibataires qui se sont mariés et les immigrants déjà mariés qui subissaient des difficultés familiales. Nous avons constaté que durant la période de l'intégration, la résistance des familles immigrantes aux problèmes de la société d'accueil a exigé le sacrifice des hommes qui ont dû abandonner leurs études au profit du travail.

Chapitre 8 - Barrières et facilités des parcours professionnels

La première partie de l'analyse des résultats consacrée aux parcours des immigrants au Canada a commencé par la présentation d'un cadre conceptuel composant des facteurs d'intégration économique qui a été proposé par Piché (2004). Ainsi, après avoir rappelé brièvement le contexte politique et législatif, ainsi que le statut des groupes arrivés durant les années 1980 et 1990, nous avons analysé deux éléments dans la littérature spécialisée qui sont censés jouer des rôles importants tant pour l'amélioration que pour l'accélération de l'intégration professionnelle des immigrants. Il s'agit notamment de l'examen de différentes mesures d'apprentissage de la langue française ainsi que des manières diversifiées pour que les immigrants puissent se former ou recommencer des études pour obtenir des diplômes déjà acquis mais non reconnus dans la société d'accueil qui, dans le schéma présenté au chapitre 6 (voir figure 5), sont apparus comme les caractéristiques postmigratoires (C2). Dans le présent chapitre, nous poursuivrons l'analyse des trajectoires professionnelles de ces groupes d'immigrants à travers les barrières et les facilités liées aux emplois qu'ils ont occupés.

Pour aborder cette analyse, il semble utile de rappeler quelques éléments majeurs du contexte des années étudiées et de l'expérience des groupes examinés, particulièrement les demandeurs d'asile. À ce propos, nous avons déjà mentionné que la Loi de l'immigration de 1976 avait permis d'accueillir des classes désignées du peuple déplacé et persécuté malgré que ces immigrants n'aient pas satisfait aux critères ordinaires de sélection. Cependant, le traitement des demandes des requérants d'asile à l'intérieur du Canada est devenu un nouveau phénomène au début des années 1980. Les demandes sont alors montées en flèche et l'incapacité du système d'accueil canadien a débouché sur l'augmentation des demandes en attente. En outre, le jugement Singh sur l'obligation de l'audience des demandes de ces requérants et l'adoption de lois, de même que l'amnistie annoncée en 1986 ont encouragé l'entrée d'un bon nombre de requérants, ce qui a encore accru le délai de traitement des demandes. D'après les témoignages des interviewés, ce retard a joué

un rôle contraignant majeur pour les empêcher d'accéder aux études. En fait, n'ayant pas obtenu une réponse positive à leur demande de statut ni le document de résidence permanente, ces requérants d'asile n'étaient pas admissibles ni aux cours gratuits de langue française proposés par le gouvernement du Québec ni au programme universitaire qui leur aurait permis de payer les mêmes frais de scolarité que les Canadiens. Toutefois, l'établissement de la Commission de l'immigration et du statut de réfugiés du Canada (CISR) en 1989 et le traitement des demandes par sa Section de la protection des réfugiés ont eu pour effet, depuis le début des années 1990, de diminuer la période moyenne d'attente de traitement des demandes à environ un an (maximum).

1. Contexte économique

Un bon nombre des interviewés ont parlé d'une récession économique au cours des premières années de leur arrivée au Canada, ou par après. Une telle conjoncture économique, comme ils l'ont confirmé, a influencé leur insertion professionnelle. C'est pourquoi, à côté de la considération des situations du statut des nouveaux arrivants et des politiques d'admission du pays d'accueil, nous nous intéressons également à examiner certains indices des conditions économiques du Canada et du Québec comme un autre type de déterminant contextuel (C1) de la société d'accueil des immigrants qui nous permettra de mieux comprendre les conditions de l'intégration professionnelle à l'arrivée et après l'arrivée de ces derniers.

1.1. Au Canada

Contrairement aux années 1970, les décennies 1980 et 1990 ont été marquées par une récession (en 1982 et en 1991 plus précisément). La croissance du PIB réel par habitant⁸¹ est souvent la mesure qui représente l'évolution générale du niveau de

⁸¹ Pour voir l'impact de la croissance de la population, le produit intérieur brut (PIB) réel par habitant se calcule en divisant le PIB réel par la population totale.

vie de la population d'un pays. D'après Statistique Canada, la baisse de cette mesure, au début des années 1990, n'a pu rejoindre la tendance observée pendant trois années qu'au cours de 1999. Autrement dit, la croissance économique survenue après la récession du début de cette décennie n'était pas même capable de maintenir le niveau de vie des habitants du Canada. Le tableau 28 représente la croissance du PIB réel par habitant et sa moyenne annuelle de 1970 à 2000.

Tableau 28 : Croissance du PIB réel par habitant – 1970 à 2000

Période	Croissance du PIB réel par habitant	Moyenne annuelle
Années 1970	33,8	3,0
Années 1980	18,4	1,7
Années 1990	11,0	1,0

Source : Statistique Canada

En ce qui concerne le marché du travail, des transformations majeures dans l'organisation du travail depuis les années 1960 ont eu pour effet la présence plus fréquente de la conjointe à côté du chef de famille au sein de ce marché. La participation accrue des femmes sur le marché du travail n'est pas négligeable. D'après Statistique Canada, alors que les heures moyennes hebdomadaires allouées au marché du travail de l'ensemble d'une famille ont été 53,1 en 1971, elles ont atteint 63,7 heures en 1994. Cependant, en dollars de 1992, le revenu moyen du travail est resté assez stable au cours des années 1980 et 1990, passant de 16,04 dollars l'heure en 1979 à seulement 16,84 dollars en 1999. Par ailleurs, la comparaison de la croissance des heures totales travaillées et de la population démontre que non seulement le taux de croissance des heures des années 1990 est moins de la moitié de celui des années précédentes, mais il est aussi moins que le taux de croissance de la population pendant cette période. Le tableau 29 illustre cette comparaison.

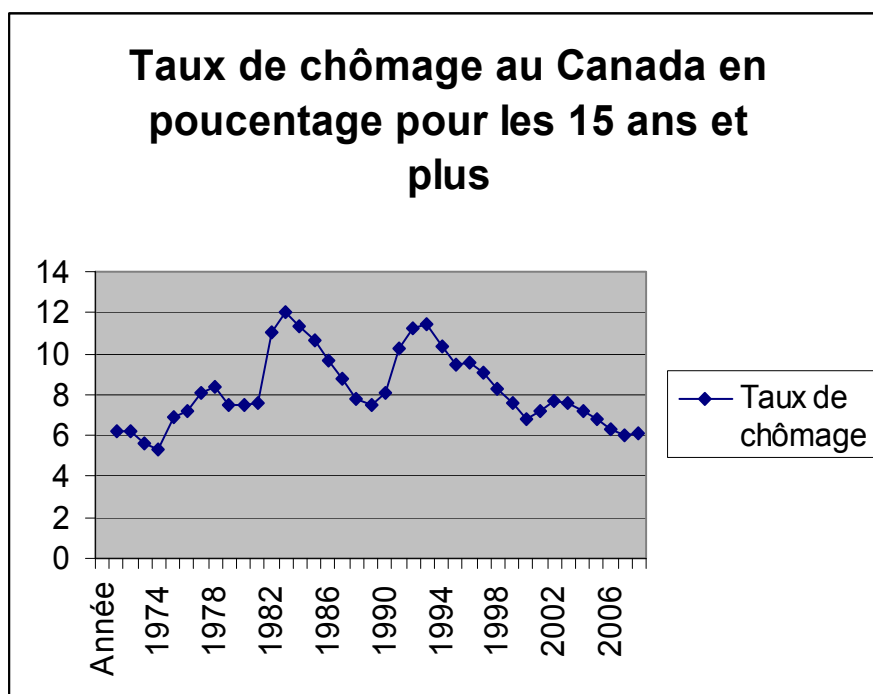
Tableau 29 : Augmentation des heures totales travaillées et de la population (%)

Période	Heures travaillées	Population
Années 1970	21,8	15,1
Années 1980	21,5	12,6
Années 1990	10,4	11,9

Source : Statistique Canada

Enfin, les variations du taux de chômage canadien durant cette période décrivent bien la conjoncture. Alors que ce dernier a été 6,2 % pour les gens âgés de 15 ans et plus en 1971, il a atteint 7,6 % en 1999. Durant les récessions du début des années 1980 et 1990, le taux de chômage a dépassé légèrement le niveau de 11 %. En fait, l'augmentation du chômage au cours des périodes mentionnées représente « un accroissement des ressources humaines inutilisées sur une longue période, et un niveau de production en deçà de la capacité de l'ensemble des travailleurs » (Laurin et Soucy, 2000 : 6). Ainsi, la récession des années 1981-1982, « considérée comme la pire période de ralentissement économique depuis la Grande Crise des années 30 », a entraîné le ralentissement de la croissance du revenu personnel disponible par habitant qui a commencé à la fin des années 1970, de sorte que même l'impact positif de la reprise suivante a aussi été éliminé par la récession des premières années de la décennie 1990. La valeur réelle de ce revenu en 1999 sans considération des transferts gouvernementaux aux ménages a donc été moins élevée que le sommet atteint dix ans auparavant (*ibid.* : 8).

Figure 6



Source : Statistique Canada

1.2. Au Québec

D'après Statistique Canada, au cours des années 1981-1999, le produit intérieur brut (PIB) réel du Québec s'est accru de 45,2 % à un taux annuel de 2,1 %, soit 2,2 % en 1981-1990 et 2,0 % en 1990-1999. Pendant la période mentionnée, cette province a été frappée par deux périodes de récession majeure, respectivement en 1981-1982 et en 1990-1991. Ces deux périodes ont montré les caractéristiques des récessions classiques dans lesquelles le PIB se contracte pendant deux trimestres consécutifs. La première récession a commencé en mai 1981 pour se terminer en juillet 1982; malgré le déclin fort du PIB, la période avant la reprise des activités économiques n'a pas été longue. Par contre, en 1991-1992, quoique la récession ait été moins forte que la précédente, la période pour la régularisation de l'économie a été plus longue. En effet, six ans après ces deux récessions, les croissances du PIB ont été de 23,9 % de 1982 à 1988 et de 13,4 % de 1991 à 1997. L'expérience du Québec ne s'est pas limitée à une récession de type classique, mais aussi technique.

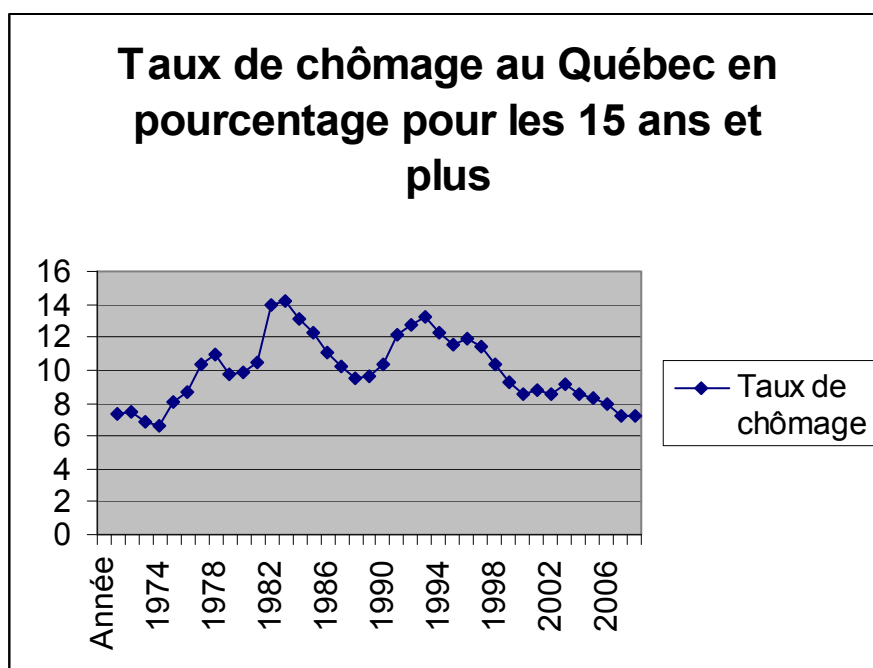
Ce modèle de récession est défini par Hélène Bégin, économiste principale au Mouvement Desjardins (10 décembre 2008), comme « un recul de l'activité dont l'ampleur et la durée ne sont pas suffisantes pour être qualifiées de véritables récessions ». Par exemple, la durée des récessions de 1995 et de 2001 s'est limitée seulement à sept mois. Pour la première, l'appréciation du dollar canadien et l'instabilité politique du Québec faisaient partie des éléments mentionnés, tandis que la raison de la deuxième a été attribuée à la récession aux États-Unis (*ibid.*).

En ce qui a trait au revenu personnel réel disponible, les taux de croissance annuels ont été de 2,0 % en 1981-1990 et de 0,8 % en 1990-1999. En considérant le facteur de la population, le revenu personnel disponible réel par habitant a crû de 12,0 % pendant les années 1980 tandis que la croissance s'est limitée à 2,8 % en 1990-1999. Cela s'explique par une plus faible création d'emplois, les compressions budgétaires qui ont touché les paiements de transferts par les secteurs publics et la croissance modérée des revenus de placement à cause du niveau inférieur des taux d'intérêt (Gagnon : 72). Néanmoins, n'oublions pas que dans les années 1990, alors que toutes les composantes de la demande intérieure ont ralenti, l'accélération des importations et des exportations internationales était élevée. La contribution de certains facteurs à l'amplification des échanges extérieurs est importante : les accords de libre-échange comme l'ALE en 1989 et l'ALENA en 1994, la dévaluation du dollar canadien au cours des années 1990 et l'expansion de l'économie américaine (*ibid.* : 77).

En ce qui concerne le marché du travail, la moyenne du taux d'activité des Québécois sur ce marché estimé à 60,02 % vers la fin des années 1970 a augmenté à 62,61 % au cours des années suivantes et est resté assez stable à 62,56 % pendant les années 1990 (Statistique Canada). Le taux de chômage devenu à deux chiffres depuis 1981 a varié de 10,2 % à 14,2 % durant les années 1980 et de 10,3 % à 13,2 % pendant les années 1990. Au cours des périodes de récessions classiques, le taux de chômage a atteint 15,8 % en août 1982 et 14,2 % en novembre 1991. La fin des années 1980 a été caractérisée par des taux d'intérêt, d'inflation et de chômage à

la hausse, des augmentations d'impôts, des restrictions budgétaires et le ralentissement de la croissance des dépenses de consommation, représentant presque 60 % du PIB, diminuant de 2,7 % en 1981-1990 à 2,2 % en 1990-1999 (Gagnon : 74). Par contre, la reprise économique a corrigé les indices mentionnés, de sorte que la fin des années 1990 s'est accompagnée d'un taux de chômage à la baisse.

Figure 7



Source : Statistique Canada

1.3. Impact du contexte économique sur les provinces et les villes

D'après le rapport de Tapp (2009 : 12), économiste principal du Bureau du directeur parlementaire du budget canadien, durant la récession des années 1980, les provinces de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de l'Ontario et de la Saskatchewan ont démontré une augmentation du chômage au-dessus de la moyenne nationale. La répétition de cette tendance pendant la récession de 1990 a même été observée en Ontario « surtout à cause de sa part relativement importante de l'emploi dans le secteur de la fabrication » (*ibid.* : 11). Quant à la comparaison entre la reprise

économique des années 1980 et celle des années 1990, soulignons que, au cours des deux périodes, l'Ontario avait une croissance économique et des emplois plus élevés que le Québec et que le Québec avait un taux de chômage plus élevé que l'Ontario. En revanche, l'écart de la croissance du PIB, de l'emploi et du chômage entre les deux provinces a diminué respectivement de 2,4, 0,6 et 4,1 points en 1982-1989 à 0,5, 0,4 et 2,7 points en 1992-1997.

Tableau 30 : Comparaison du taux de croissance de l'emploi, du chômage et du PIB au Québec et en Ontario, 1982-1989 et 1992-1997

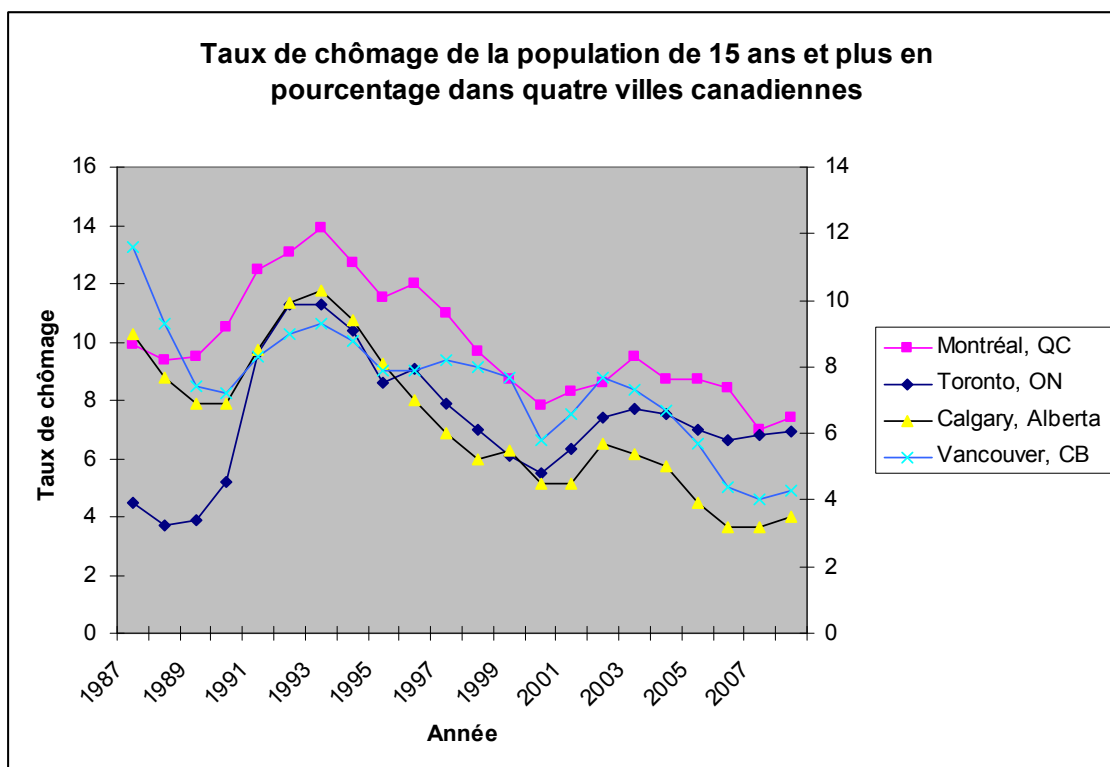
Année	1982-1989			1992-1997		
	Québec	Ontario	Écart	Québec	Ontario	Écart
PIB nominal	8,3	10,7	2,4	2,8	3,3	0,5
Croissance d'emploi	2,5	3,1	0,6	1,2	1,6	0,4
Taux de Chômage	11,3	7,2	4,1	12,0	9,3	2,7

Source : Bureau de la statistique du Québec

À propos de la comparaison du taux de chômage à Montréal avec trois grandes villes du Canada, tel que présenté à la figure 8, au moins à partir de 1987 jusqu'à aujourd'hui et à l'exception de la première année pour Vancouver, ce taux a été plus élevé à Montréal qu'à Toronto, Calgary et Vancouver. Alors qu'à la fin des années 1980 l'écart entre Montréal et Toronto était de plus de 5 points, le début de la récession des années 1990 a réduit cet écart de plus de 50 %. Durant la reprise à la fin de cette décennie, cet écart a fluctué de 2 à 3,1 points. Après 2001, l'écart a même diminué à moins de 2 points. Quant à l'écart du taux de chômage de Montréal avec Calgary, malgré sa petite taille à la fin des années 1980, il a été en hausse au cours et après la récession du début des années 1990. Alors que la récession classique des années 1990 a creusé l'écart entre les taux de chômage de Montréal et

de Vancouver, il a diminué à partir de 1997. Toutefois, la tendance à la hausse de cet écart a repris depuis 2005.

Figure 8



Source : Statistique Canada

En somme, au début des années 1980 et 1990 (en 1981-1982 et en 1990-1991), deux récessions majeures ont touché l'économie canadienne. Au contraire de la reprise économique durant les années 1980, celle des années 1990 est arrivée en retard. Les récessions ont ralenti la croissance du PIB et ont augmenté le taux de chômage partout au Canada. Compte tenu du niveau plus élevé de ce taux à Montréal par rapport aux autres villes comparées, l'écart entre Montréal et Toronto a été relativement en baisse. Nous appuyant sur ces informations, révisons maintenant certaines perceptions des interviewés à propos de l'impact de ces périodes sur leur qualité de vie et leur recherche d'emploi.

2. Expérience des récessions

Les dates les plus anciennes d'arrivée de nos interviewés adultes se situent en 1983 et 1984. Arrivé en 1984 à l'âge de 19 ans, Nima, diplômé du secondaire, malgré l'obtention de son statut de réfugié depuis un an, précise : « J'avais au début le permis de travail et je pouvais travailler. Pourtant, au cours de ces années, trouver un emploi était très dur, de sorte que je n'ai rien trouvé pendant les six premiers mois. » Parmi les détenteurs d'au moins un baccalauréat à l'arrivée, la procédure de la régularisation de Hamed, arrivé en 1983, a pris moins d'un an. Selon lui : « Il n'y avait pas d'emploi, il y avait un bureau qui nous payait 140 dollars par mois. Après avoir fait une grève, nous avons été détenus dans des cellules individuelles pendant trois jours. Au tribunal, nous avons plaidé coupables, ce qui nous a permis d'être libérés. Ensuite, notre assistance s'est accrue à 400 dollars par mois. » Ahmad, arrivé en 1984, en confirmant les événements mentionnés précédemment, insiste sur le fait qu'il n'y avait pas d'emploi : « si quelqu'un pouvait trouver un emploi pour laver de la vaisselle quelque part, il était très adroit. Il y avait une récession en 1984, la reprise a commencé à la fin de 1985 et l'économie allait bien jusqu'en 1990. La récession a recommencé en 1991 ». À ce propos, rappelons le cas de Javid, arrivé à cette date avec son épouse; les deux vivaient avec 300 dollars par mois, se divisant le paiement du loyer, de l'électricité, des repas, etc. Il a été content de finalement réussir à convaincre un ami de partager avec lui le lavage de voitures dans un garage.

La récession du début des années 1990 est perçue par Morteza, diplômé du secondaire arrivé en 1987, comme une très mauvaise conjoncture pour chercher du boulot. Parmi les détenteurs d'au moins un baccalauréat, Mojtaba, arrivé en 1987, décrit cette période : « J'ai travaillé jusqu'en 1991, année où la forte récession économique est arrivée et nous avons été les premiers mis à la porte, je recevais un salaire de 12 dollars de l'heure. » Mohammad, diplômé d'architecture de France, arrivé en 1988 comme réfugié légal avec un visa de résident permanent en main, explique cette période : « J'ai trouvé enfin un emploi dans mon domaine. Cependant,

en 1990, juste après deux mois de travail, l'entreprise a fermé. La récession était très forte et longue et a frappé fortement les emplois en architecture. Un bon nombre de personnes ont vendu leur maison à perte. Dans cette situation, la seule façon de travailler sans limite d'horaires était le taxi. » Enfin, Hooshang, ingénieur arrivé en 1992, en attribuant la cause de la faillite de plusieurs travaux de production débutés à cette période, rappelle également de gros montants d'argent qu'il a alors perdus. Comme dans le cas précédent, la conjoncture l'a poussé vers le taxi.

En résumé, on peut comprendre que les années de récession ont détérioré les conditions de recherche d'emploi des immigrants. En effet, outre les difficultés déjà discutées, comme la barrière de la langue ou la non-reconnaissance des diplômes universitaires obtenus dans certains pays en voie de développement, et d'autres raisons mentionnées dans la littérature sur l'immigration qui limitent l'intégration professionnelle des immigrants, dont certaines seront analysées un peu plus loin, les ralentissements économiques des pays d'accueil ont contribué à aggraver cette situation. N'oublions pas que si ces années faisaient partie des premières années de l'arrivée de certains immigrants, compte tenu des conditions de « sans statut » de demandeurs d'asile d'un grand nombre de ceux-ci, non seulement ils ont fait face aux difficultés de continuer leurs études et d'apprendre la langue, mais aussi, comme tout le monde, ils ont souffert des aléas d'un marché de l'emploi ralenti. Ainsi, selon les différentes conditions civiques des immigrants, certains ont eu recours à n'importe quel boulot disponible pour subvenir aux besoins de leur famille et ceux qui ont réussi à obtenir leur statut ont profité de cette opportunité pour retourner aux études, puisqu'en fait ils n'avaient plus la tentation de travailler et de faire de l'argent.

3. Rôle des réseaux ethniques

Outre la structure et le contexte économique de la société de réception, d'après le modèle proposé par Piché (2004), les caractéristiques de la communauté ethnique des immigrants font partie des déterminants contextuels de la société

d'accueil pouvant influencer l'intégration professionnelle de ces individus. La contribution de cet élément devient fondamentale, du fait qu'il crée une base sur laquelle se fondent des réseaux ethniques (C3) (voir chapitre 6, figure 5) qui sont censés être des facteurs importants d'intégration – économique et non économique – de différents groupes d'immigrants. Les réseaux ethniques, étant des unités efficaces de migration, ne sont ni des individus ni des ménages, mais un ensemble des personnes associées par la connaissance, la parenté ou l'expérience du travail, qui jouent souvent des rôles importants autant dans l'émigration que l'intégration des immigrants une fois qu'ils sont arrivés dans leur société d'accueil (Tilly, 1990 : 84). Ces réseaux peuvent en effet faciliter différents aspects de la migration, depuis la prise de décision initiale de départ des immigrants jusqu'aux procédures d'établissement (Boyd, 1989; Tilly, 1990; Portes, 1995).

Les concepts de l'*embeddedness* et du capital social ont été utilisés dans le domaine de la sociologie économique depuis les années 1980 (Granovetter, 1985, 1990; Bourdieu, 1986; Coleman, 1988). En mettant en question plutôt l'approche individualiste des économistes, l'*embeddedness* prévoit que l'action économique se cache dans les relations sociales. L'histoire de l'utilisation de ce concept démontre que les travaux de Polanyi (1944) et ses associés (Polanyi, Arensberg et Pearson, 1957) ont contribué à motiver Granovetter à l'appliquer dans ses recherches. Toutefois, pour Polanyi (1944), qui a observé l'*embeddedness* dans la contribution des forces sociales à la structuration des économies précapitalistes, ces forces n'avaient plus rien à faire au sein des économies capitalistes modernes. Granovetter (1985 : 482-483), pour sa part, a cru que ce niveau de l'*embeddedness* du comportement économique a toujours été et qu'il n'a pas changé, même après l'ère de modernisation. Pour cet auteur, puisque « *most behavior is closely embedded in networks of interpersonal relations* » (*ibid.* : 504), « *economic action is [also] embedded in structure of social relations* » (*ibid.* : 481).

Le concept du capital social est reconnu par Portes (1995) comme le produit de l'*embeddedness*. Présenté au début par Bourdieu et Coleman, le capital social est

défini par le premier sociologue comme « *social obligations* (« *connections* ») *which is convertible, in certain conditions, into economic capital and may be institutionalized in the form of a title of nobility* » (Bourdieu, 1986 : 243). Ainsi, alors que ce capital est constaté comme le bénéfice provenant des ressources potentielles et actuelles d'un groupe grâce à l'adhésion de chaque agent à ce dernier, le volume de son capital est relié à deux éléments : la grandeur du réseau de connexions qu'il est capable de mobiliser, d'une part, et le volume du capital (économique, culturel ou symbolique) en possession de ceux avec qui cet agent est connecté, d'autre part (*ibid.* : 248-249). Ce capital est vu par Coleman (1988) comme la variété de différentes entités qui ont des similarités de structures sociales, facilitant ainsi les relations sociales (p. S98). En facilitant l'obtention des buts économiques et non économiques, d'après ce penseur, le capital social se présente sous trois formes : les obligations et les attentes, les canaux d'information et les normes sociales.

Inspiré par Bourdieu et Coleman, Portes (1995) a aussi appliqué le concept du capital social dans les études de l'immigration. Il le définit comme la « *capacity of individuals to command scarce resources by virtue of their membership in networks or broader social structures* » (*ibid.* : 13). Ces ressources comprennent souvent des éléments tels que des prêts sans ou à bas intérêt, des conseils en affaires, des rabais sur les prix, l'offre d'emplois ou d'affaires. À ce propos, Portes et Sensenbrenner (1993) ont aussi discuté quatre types de capital social : l'intériorisation des valeurs, la solidarité, la réciprocité et la confiance très forte. Cependant, malgré la contribution de la grandeur des réseaux dans une communauté d'immigrants à l'augmentation du capital social (Portes, 1995a), Mouw a fait remarquer la présence d'un volume considérable d'ambiguïté pour le définir précisément (2006 :1).

Compte tenu de cette révision rapide du débat théorique en matière de l'impact des relations sociales – présenté par certains auteurs comme le capital social – sur la performance économique des individus en général, et de la mesure

dans laquelle ce rôle pourrait se réaliser par des communautés d'immigrants particulières, rappelons brièvement ce que nous avons déjà expliqué au chapitre consacré à l'immigration des Iraniens au Canada pour analyser les conditions de la formation de la communauté de cette population, le cas échéant, en considérant les périodes d'arrivée, les différences des cohortes et des lieux de leur établissement dans diverses provinces canadiennes.

3.1. Formation d'une communauté iranienne?

Parmi tous les documents que nous avons consultés, nous avons trouvé de très grandes divergences des données. Si nous nous fions aux chiffres de Statistique Canada, le nombre total des Iraniens immigrants au Canada est estimé à plus de 750 personnes jusqu'à la fin des années 1970. La part du Québec n'est que 95 personnes ou près de 13 % de cette cohorte. Les changements à la Loi de l'immigration canadienne pendant les années 1970, le goût assez élevé des jeunes Iraniens pour les études universitaires et le niveau de vie passablement aisé de la classe moyenne ont encouragé plusieurs groupes à émigrer au Canada. Cependant, l'avènement de la révolution islamique à la fin de cette même année en Iran a ajouté à ces groupes des partisans du régime monarchique, des membres des minorités religieuses, des bahaïs en particulier. Ainsi, le nombre des nouveaux résidents permanents a augmenté à 3455, tandis que la part du Québec était de 610 personnes ou une proportion de près de 18 % seulement. Nous avons déjà tiré la conclusion que, compte tenu des conditions matérielles et éducatives des immigrants iraniens relativement peu nombreux ayant la possibilité de retourner souvent en Iran jusqu'à la révolution, la population n'avait pas vraiment senti le besoin de fonder une organisation ou une communauté dans son pays d'accueil.

Néanmoins, des éléments comme l'attaque de l'Irak en Iran après la victoire de la révolution de 1979, les conflits ethniques et politiques dans les provinces frontières, la répression politique contre les groupes d'opposition, les limitations sociales et l'obligation de porter le hijab pour les femmes, le rejet du droit social et

même de vivre de certaines minorités religieuses comme les bahaïs, et la fermeture des universités sous le prétexte de la « révolution culturelle » contribuaient dans les années 1980 au départ de différents groupes politiques, ethniques, éducatifs. Les femmes et en particulier les jeunes hommes s'enfuyaient pour échapper au service militaire obligatoire durant la guerre. L'arrivée des réfugiés et des demandeurs d'asile est devenu un facteur important de l'immigration des Iraniens, de sorte que ce groupe et les immigrants indépendants se retrouvent dans des proportions égales. Durant les années 1981-1990, ce volume d'entrée a fait augmenter le nombre des immigrants iraniens admis au Canada à environ 20 700 individus, tandis que la part du Québec n'était que 12,5 %, donc plus basse que pendant les années précédentes. Nous pouvons donc en conclure que même avec l'accroissement des immigrants d'origine iranienne, la nouveauté, la disparité, les différences ethniques, politiques et religieuses, en dépit des besoins économiques d'un bon nombre des nouveaux arrivants, ont été des facteurs qui ont empêché la formation d'une communauté forte, y compris dans les provinces qui ont attiré des volumes plus élevés de ces groupes.

En outre, la fin de la guerre, la mort du fondateur de la République islamique à la fin des années 1980 et l'absence d'un plan économique et social précis pour la période d'après-guerre sont les éléments qui ont fait entrer l'Iran dans une nouvelle ère. Dans un pays où 36 % de la population a entre 19 à 29 ans, l'information transmise sur les avantages de règlements reliés à la réception des requérants d'asile au Canada a fait augmenter le nombre de ces derniers dans la première moitié des années 1990. Cependant, l'identification des réseaux de passeurs et les politiques assez libérales et démocratiques de Khatami ont probablement contribué à la diminution subséquente de cette tendance. Parallèlement, la fuite des cerveaux, le départ tant des élites et des professionnels que des investisseurs y compris même des membres des familles de fonctionnaires de la République islamique ont augmenté. Alors qu'un total de 15 535 personnes ont été admises dans la première moitié de cette période, ce nombre a augmenté de 1,6 fois pendant la seconde moitié. Cette tendance s'est même accélérée au cours des années 2001-2006, touchant 27 600 personnes. La part du Québec de ces immigrants en 1991-2000 et en 2001-2006 a

été de seulement 8,9 % et 7,9 % respectivement. Ainsi, depuis au moins une décennie, l'Iran se trouve parmi les dix premiers pays qui envoient des immigrants au Canada, devant les pays africains et du Moyen-Orient.

À partir des années 1990, la présence plus marquée de ces immigrants au Canada ainsi que les motifs – tels que les circonstances sociales, économiques et politiques en Iran et au Canada, les contraintes liées à l'accès au marché du travail, l'expérience de la discrimination et la politique de multiculturalisme du Canada – ont été les éléments qui ont contribué aux efforts continus de fondation d'une communauté iranienne au Canada. En dépit des diversités ethniques, culturelles, religieuses, politiques et économiques intergroupes de cette population limitant leur unité, des entreprises, des journaux, des périodiques, des livres, des médias et des écoles ethniques se sont développés. À ce propos, les villes de Toronto, de Vancouver et de Montréal ont joué des rôles majeurs. À l'inverse de la deuxième moitié des années 1990, la proportion majoritaire des réfugiés au Québec sont des immigrants économiques depuis le début des années 2000. Cette nouvelle communauté vient de réussir à faire élire deux membres aux parlements de l'Ontario et du Québec. Nous pouvons donc constater que graduellement, à partir des années 1990, les bases d'une communauté iranienne, dans au moins trois provinces principales d'accueil des immigrants, ont commencé à se mettre en place pour une assistance autant aux immigrants déjà installés qu'aux nouveaux arrivants.

3.2. Quel rôle dans l'intégration professionnelle des immigrants?

Compte tenu du rappel des étapes de l'histoire de la présence des Iraniens au Canada et Québec jusqu'à la constitution graduelle d'une communauté indépendante, les résultats de cette étude sont révélateurs de la disparité des perceptions des interviewés en ce qui touche la contribution de cette communauté à leur intégration professionnelle. Ainsi, étant donné leur interdépendance, après avoir démontré les perceptions négatives et positives, nous les analyserons dans leur ensemble.

3.2.1. Aide inutile

Certains immigrants n'ont pas eu une perception positive de la contribution de la communauté iranienne à leur intégration professionnelle. Par exemple, Dara, demandeur d'asile arrivé en 1985, en se référant aux travaux qu'il a effectués dans la restauration, l'organisation de spectacles musicaux iraniens et le taxi où il avait l'aide et la collaboration de ses compatriotes, se rappelle cette période comme une triste expérience : « Dans le fond, ces aides étaient négatives pour moi parce que nos compatriotes eux-mêmes ne connaissaient pas les métiers qu'ils avaient commencé à exercer et auxquels ils conduisaient les autres; c'aurait été préférable que je poursuive dans mon propre domaine. La plupart des immigrants souffraient du manque d'informations et il n'y avait pas d'endroits où l'on pouvait en obtenir. En fait, ça prend au moins dix ans pour qu'un immigrant soit bien informé. » Comme Dara, arrivé plus d'un an après, en 1997, en mettant aussi l'accent sur la contribution de ses compatriotes dans toutes ses expériences professionnelles, Shahram croit que ce groupe a abusé de lui dans tous les travaux effectués dans les restaurants, le lavage de voitures, quoique, parmi eux, il y avait de bons individus : « Ma cousine m'a aidé à venir ici, pourtant elle et ses amis, sous-informés, n'ont pas été de bons guides. »

Également arrivé en 1986, soulignant la non-existence d'un réseau iranien même aujourd'hui, Jahanshah en refusant l'aide de ses compatriotes critique la non-tendance de ceux-ci pour une action collective positive : « Dans les spectacles musicaux, tous viennent, mais ils ne s'intéressent pas à organiser une action collective pour améliorer leur vie commune. » De même, parmi les détenteurs d'au moins un baccalauréat, Javad, un immigrant arrivé comme demandeur d'asile en 1985, confirme : « Nous, Iraniens, ne sommes pas intéressés au progrès de nos amis et même si nous connaissons quelque chose, nous ne permettons pas que les autres l'apprenne. Personnellement, même ma famille ne m'a pas aidé ici. » Parmi les immigrants indépendants, Ehsan, arrivé onze ans plus tard, en 1996, rappelle l'expérience des villes de Calgary et de Vancouver où il s'était rendu pour chercher

un travail. Toutefois, certains de ses compatriotes ont refusé de l'embaucher en raison d'une suspicion, non fondée, de son adhésion aux groupes de gauche et communiste. Le motif de ce genre d'attitude est expliqué par Hooshang, arrivé en 1992, de la manière suivante :

« En général, la communauté iranienne, dans son ensemble, avait besoin d'aide, et ceux qui n'en avaient pas besoin ne se présentaient pas. C'est pourquoi les uns ne pouvaient pas aider les autres. À notre arrivée, nous avons obtenu l'aide d'une famille assez éloignée, qui nous a offert de loger chez elle pendant la première semaine, mais on doit rappeler que ce geste tenait compte aussi d'une compensation réciproque, puisqu'ils devaient habiter chez nous trois semaines durant leur résidence en Iran. »

3.2.2. Exploitation et déception

À propos de l'exploitation des immigrants par les membres de leur communauté, certains exemples sont aussi révélateurs. Par exemple, arrivé en 1987, après avoir reçu l'aide de sa famille qui habitait déjà ici durant les premiers six mois de son arrivée, Morteza critique l'attitude de non-solidarité de ses compatriotes assez favorisés.

« Je travaillais dans un restaurant iranien dont le propriétaire ne m'a pas payé pour la première semaine sous prétexte que c'était une période d'apprentissage; après il m'a payé le salaire minimum. Lorsque j'ai commencé mon travail dans un autre restaurant iranien, le nouveau propriétaire appréciait mes habiletés. Cependant, après avoir été informé de mon nouvel emploi, mon ancien employeur avait rappelé le propriétaire du nouveau restaurant pour lui dire que je n'avais été chez lui qu'un simple ouvrier. Mon nouvel employeur a alors diminué mon salaire de deux dollars de l'heure. »

À ce même propos, Saman, arrivé en 1990 avec sa famille, raconte son expérience :

« Mon beau-frère m'a présenté un compatriote qui travaillait dans la rénovation des immeubles. Pendant ces années, nous avons entendu que les emplois étaient rares. Dès le premier jour, après deux heures, il m'a dit que je n'étais pas bon pour ce genre de travail. Il est revenu le soir et a dit qu'il ne pouvait pas croire que j'avais détruit tout l'immeuble. Je suis tombé sur mon lit comme un cadavre et le lendemain, tandis qu'un gros clou était enfoncé dans mon pied, sans aucune

attention pour moi, cette personne m'a demandé de retourner chez moi. Et pour tout ce lourd travail, il ne m'a payé que 50 dollars. »

En ce qui a trait à la déception des compatriotes, certains cas sont aussi révélateurs. Emad par exemple, entré en 1998, à son arrivée à Montréal parlait d'habiter deux semaines chez une famille qui devait aussi l'aider à trouver un avocat pour préparer une demande d'asile. Celui-ci attribue un rôle dissuasif à cette famille qui voulait lui vendre sa voiture à un prix plus cher que ce qu'elle avait payé. Dans un autre exemple, Javid, arrivé en 1984, raconte son expérience négative en ce qui concerne l'engagement des étudiants iraniens dans le garage de lave-auto (de l'hôpital) dont il a été responsable. Cependant, la mauvaise performance de ces individus s'est terminée à leurs dépens, de sorte que le chef du garage les a mis à la porte (mais a gardé Javid). Javid parle aussi du vol de 100 000 dollars dont il a été victime de la part de son partenaire iranien dans leur club de billard ainsi que la volonté de ce dernier de violer une serveuse qui travaillait dans ce club et, enfin, de sa fuite en Allemagne. Une autre histoire, celle de Jamal, arrivé comme immigrant investisseur en 1985, est choquante quand il parle de la trahison de son compatriote :

« J'avais un ami émigré au Canada depuis dix ans. Connaissant bien trois langues, anglais, français, et espagnol, il était économiste et investisseur. Suivant ma consultation avec lui, j'ai commencé le processus de mon émigration. C'est ainsi que nous sommes arrivés à Montréal pour investir avec lui. Au début, il nous disait que nous n'avions pas besoin de travailler; cependant, plus tard, nous avons compris que son but n'était que de recevoir nos 70 000 dollars américains pour renflouer ses comptes, et de nous faire perdre notre temps à son profit et retarder notre activité économique pour quatre ans. Après cette période, cet individu nous a avisés qu'il n'avait plus besoin de partenaires. En fin de compte, cela a pris beaucoup de temps pour que nous réussissions à reprendre petit à petit notre capital. Au début de notre arrivée, ce premier piège tendu par notre ami compatriote a eu un impact négatif sur nous. »

Arrivé en 1984 à 19 ans, Nima raconte trois histoires d'abus de la part de ses compatriotes. Dans la première, un ami qu'il avait connu alors qu'il habitait temporairement – deux ou trois mois – en Turquie juste avant son départ pour le Canada l'a floué : « Je voulais démarrer en affaires. Alors que je voulais ouvrir un restaurant, j'ai changé d'idée à cause de l'expérience qu'avait cet ami dans le

vidéoclub; j'ai donc ouvert ce genre de club et ce même ami m'a trompé. J'ai perdu mes 10 000 dollars. » Dans la deuxième, Nima raconte une autre expérience de partenariat avec quelques compatriotes pour l'achat d'une maison. À cause de leur non-coopération, il a payé tous les coûts et enfin, en compensation de l'hypothèque, la banque s'est emparée de la maison. Finalement, prétextant la perte de son capital au casino, un autre ami, qui était vendeur d'automobiles, lui a emprunté en pleurant 45 000 dollars. Au lieu de rembourser ce montant, il est retourné jouer au casino et a perdu. Nima a ainsi perdu tout ce qu'il possédait pour la troisième fois. En plus d'être malchanceux en amitiés, il s'accuse lui-même d'avoir approché des gens alors qu'il ne connaissait pas bien leur origine.

3.2.3. Manque d'aide

Certains immigrants ont insisté sur le manque d'aide de la part de leurs compatriotes depuis leur arrivée au Canada. Cependant, leurs perceptions à ce sujet ne sont pas identiques.

3.2.3.1. Confiance en soi

Arrivé en 1986, Cyrus, provenant d'une famille avec une base en affaires, a rejeté l'aide de ses compatriotes à cause de sa confiance en lui-même et parce qu'il voulait faire sa propre expérience. Cependant, son entrée dans l'industrie du taxi s'est faite grâce à son frère qui travaillait déjà dans ce domaine et à la transmission des renseignements sur ses revenus.

3.2.3.2. Négation de l'aide reçue de la famille

Alors que le plan d'arrivée de certains était basé sur l'aide de leur famille, ils ne s'attendaient à recevoir aucune aide de leur communauté. Par exemple, arrivé en 1991, Kurosh a refusé l'aide des autres Iraniens. Il avoue par ailleurs : « 80 % de mes problèmes était résolus parce que j'habitais chez mon frère et il connaissait les coutumes, traduisait pour moi et s'occupait de toutes mes affaires. Je n'avais aucun problème. » Cependant, il arrive que parfois, selon le cas, le rôle des familles se

limite à donner seulement de l'information générale ou à offrir un logement, comme pour Hooshang et Sahand, deux immigrants indépendants.

3.2.3.3. Aider au lieu d'être aidé

Même s'ils ont eux-mêmes refusé l'aide de leurs compatriotes, certains ont souligné qu'ils ont aidé des nouveaux arrivants et d'autres personnes. Par exemple, Mehdi, arrivé en 1983, met l'accent sur son aide aux nouveaux arrivants qui ont une faiblesse en langue. D'après lui, au contraire de Toronto, il n'y avait pas de communauté iranienne à Montréal. Tout comme Mehdi, Mojtaba confirme qu'il a apporté son aide à ses compatriotes pour les faire embaucher. Néanmoins, ces deux exemples ont aussi reconnu la contribution de leurs compatriotes pour les orienter vers l'industrie du taxi.

3.2.3.4. Besoin d'un sauveur

L'exemple de Behzad, arrivé en 1994 à l'âge de 50 ans, est typique des attentes des immigrants ayant grand besoin des conseils des autres. Selon ses propres mots :

« Lorsque l'immigration dépend trop de l'appui de quelqu'un d'autre, la possibilité de réussite est rare. J'avais besoin de l'aide d'un guide; cependant, il n'y a eu personne pour me guider. Par exemple, nos amis et même mon frère, malgré son travail dans un champ technique, n'étaient pas capables de me conseiller pour acheter un permis de taxi au moment où il était moins cher. De même, personne ne m'a guidé vers un cours professionnel. »

Cependant, Behzad, de son côté, confirme l'encouragement de ses amis à commencer le métier de chauffeur de taxi.

3.2.3.5. Adhésion à une communauté religieuse

Malgré l'espoir d'une coopération plus grande entre les membres des minorités religieuses iraniennes⁸² à l'extérieur du pays en matière de solidarité

⁸² En dépit d'une diversité religieuse et ethnique parmi les immigrants iraniens, les recherches de Bozorgmehr (1997, 1992) présentent les quatre sous-groupes les plus larges : Arméniens et juifs

professionnelle et non professionnelle, le seul interviewé qui est né dans une famille bahaïe la rejette. D'après lui,

« Je n'ai jamais été moi-même enclin à participer aux rencontres religieuses de mon groupe (Mahfel). Bien que j'habitais avec la famille de ma tante, je ne les avais jamais accompagnés dans leurs rencontres religieuses. Ainsi, je n'avais pas leur aide. Peut-être que si j'avais été prêt à les accompagner à ces rencontres, j'aurais pu bénéficier de leur aide professionnelle. Plusieurs fois ils m'ont demandé de participer à certaines célébrations, réceptions ou rencontres, et je répondais toujours que j'étais occupé. »

3.2.4. Aides positives

Étant moins nombreux que les partisans des catégories précédentes, les immigrants qui avaient une perception positive de la contribution de leurs compatriotes à leur intégration professionnelle sont quand même porteurs de certaines différences, ce que nous expliquons ci-dessous.

3.2.4.1. Aide principale des familles

La contribution majeure des compatriotes pour ce groupe est attribuée aux familles habitant déjà au Canada. À ce propos, l'exemple de Rahman, arrivé en 1988 à Montréal comme réfugié avec un visa de résident permanent en main, est révélateur. Habitant à son arrivée chez son beau-frère qui travaillait dans le secteur du repassage, de l'aiguillage et de la couture de Montréal, il a appris ces métiers et a commencé lui-même à travailler dans ce domaine. Il dit à ce propos : « travailler avec mon beau-frère a contribué fortement à la familiarité des autres avec moi ». Des cas similaires, Soheil et Jahan, arrivés en 1995, et Hooman, arrivé en 2001, sont les exemples d'immigrants dont toutes les démarches ont été basées sur l'expérience de leur famille.

comme deux groupes ethnoreligieux, bahaïs comme une minorité religieuse, et musulmans d'où provient la majorité de la population iranienne.

3.2.4.2. Aides précieuses

À propos de l'aide précieuse reçue des compatriotes, voyons le cas d'Ahmad, arrivé en 1984. Il est un des immigrants qui ont expliqué les relations professionnelles vécues pendant les années 1980. « En prenant une rue, je commençais à faire du porte-à-porte dans tous les magasins pour demander un boulot. Si j'étais chanceux et que j'en trouvais un quelque part, j'y amenais les autres. Compte tenu de la non-existence d'une communauté, les Iraniens s'entraidaient. » Sattar, arrivé en 1995, a vécu une expérience similaire : « Un restaurant persan, bien qu'il avait une main-d'œuvre suffisante, m'a engagé pour un apprentissage de travail; même dans le taxi, les gars m'ont appris les formules du travail et j'ai bien profité de leur expérience. »

3.2.4.3. Aide pour des emplois qualifiés

Parmi les interviewés, malgré la confirmation de l'aide impressionnante reçue des membres de leur communauté pour tous les boulots effectués depuis leur arrivée, certains n'en sont pas satisfaits à cause de leur niveau relativement bas. Par exemple, arrivé en 1988, Barzin, malgré l'intervention de son frère et des amis de ce dernier dans tous les travaux qu'il a exercés, n'est pas satisfait. De même, Hassan, arrivé en 1993, a trouvé du travail dans la restauration, les garages de lave-auto et le taxi par l'intermédiaire des Iraniens. Cependant « ces travaux n'étaient pas positifs », souligne-t-il.

3.2.4.4. Adhésion à des groupes politiques

L'étude des récits des immigrants a révélé que certains requérants d'asile étaient membres de groupes politiques de gauche qui avaient étudié en Inde. Ce cercle a joué un rôle positif tant pour faire venir des membres au Canada que pendant les différentes étapes de leur intégration. Cependant, cela ne veut pas dire qu'ils ont travaillé ensemble dans tous les métiers effectués. À ce sujet, Mehryar, arrivé en 1984, raconte : « Je n'avais pas du tout épargné d'argent. Tous mes camarades vivant à Toronto et ailleurs m'ont aidé à payer comptant la contribution exigée pour l'achat du taxi. Ainsi, après le paiement de 8000 dollars comptant et la

consigne d'un de mes camarades, la banque a prêté le reste. À cette époque, toutes les affaires étaient plus simples qu'aujourd'hui. » Arrivé la même année, en soulignant l'essence politique de son réseau, Javid explique un autre aspect de l'aide obtenue : « Lorsque je cherchais du travail dans le taxi, les autres camarades m'ont fourni les réponses de l'examen du Bureau de taxi et à mon tour je les ai données aux autres et enfin nous avons réussi à passer l'examen. C'est parce que nous ne connaissions pas le français. Également, quand je travaillais dans un stationnement, j'arrangeais l'accouchement gratuit des femmes de nos camarades ainsi que des services de traduction. »

3.2.4.5. Liens non communautaires

Hormis des liens communautaires des immigrants lors de la recherche d'emploi, un autre aspect de la vie de Javid démontre l'importance de la contribution de ces liens aux réseaux, même non communautaires, pour faciliter l'intégration professionnelle des immigrants. Suivons ce récit : « Lors de mon travail au garage de lave-auto, j'avais un chef d'origine grecque. Plus tard, il a loué le stationnement d'un hôpital et m'a nommé comme son directeur. J'y suis resté durant neuf ans et j'y ai fait la connaissance du directeur de l'hôpital; j'ai réussi à y obtenir une position après quatre ans. J'ai également obtenu un autre travail à temps partiel dans la division du service alimentaire de l'hôpital. Même si je travaillais dur de 6 à 22 heures, je recevais seulement 5000 dollars par mois en salaire. »

Étant donné l'arrivée assez récente des immigrants iraniens au Canada, cette présentation fait ressortir la formation graduelle de la communauté à partir de la fin des années 1990. En effet, les premières indications de la création des organisations, des médias et des journaux ethniques sont observées essentiellement au sein des grandes villes de Toronto, de Vancouver et de Montréal. En outre, les récessions économiques des années 1980 et 1990 ont provoqué de mauvaises conjonctures touchant les emplois, non seulement pour les nouveaux immigrants mais aussi pour les Canadiens de souche. Par ailleurs, alors que certains chercheurs qui ont étudié l'intégration des immigrants avaient suggéré que l'ampleur des réseaux dans une

communauté d'immigrants pourrait augmenter le volume du capital social, les commentaires obtenus dans notre étude ont mis en doute l'existence de telles communautés et de tels réseaux pour aider les nouveaux arrivants d'origine iranienne. Ainsi, on pourrait s'attendre à ce que les membres des familles ou des amis d'une même ethnie jouent des rôles importants pour subvenir aux besoins élémentaires d'intégration de ces groupes. Comparons maintenant le rôle des familles et des communautés.

En ce qui a trait à la contribution des familles déjà au Canada dans l'immigration des nouveaux arrivants quelques résultats ressortent. 1- Un membre de la famille arrivé récemment au Canada n'a pas toujours une bonne connaissance de langue ou du milieu professionnel de sa société d'accueil. Ce membre pouvait parfois être au Canada comme requérant d'asile depuis moins d'un ou deux ans (les exemples de Barzin, Cyrus et Shahram). 2- Si la famille assez proche travaillait déjà dans certains métiers comme ceux de la couture, elle pouvait être utile à l'intégration professionnelle initiale des nouveaux immigrants dans des emplois de même niveau (l'exemple de Rahman). Étant donné l'établissement graduel d'un bon nombre de ces groupes, les arrivants de la deuxième moitié des années 1990 ont été plus favorisés pour recevoir ce genre d'aide (les exemples de Soheil, Jahan et Sattar). 3- Quand le champ de travail de la famille était différent de celui du nouvel immigrant, cela ne favorisait pas l'intégration professionnelle de ce dernier dans son propre champ. Ce genre de famille n'était d'aucune utilité, même pour transmettre des informations sur les emplois non qualifiés (les exemples de Behzad et Ehsan). 4- Hormis l'offre initiale de résidence, les nouveaux immigrants ne pouvaient pas s'attendre à ce que la famille éloignée joue un rôle important dans leur insertion professionnelle (les exemples de Hooshang et Emad).

Ainsi, compte tenu du statut de demandeur d'asile d'un bon nombre des interviewés qui n'avaient pas de racines familiales au Canada, au moins dans les années 1980 et la première moitié des années 1990, on pourrait supposer que la contribution du réseau des amis soit plus marquée dans l'intégration professionnelle

de ces groupes. Un exemple typique est observé dans le réseau politique des étudiants de gauche qui ont étudié en Inde. Le cas de l'achat d'un taxi par Mehryar est un bon exemple du fonctionnement de ce type de réseaux basé sur la solidarité et la confiance des membres (Portes et Sensenbrenner, 1993). Cependant, n'oublions pas que la présence de la plupart des membres de ce réseau au Canada était aussi récente et que, parmi eux, il n'y avait pas de grande différence en ce qui touche les renseignements pour le marché de l'emploi, la richesse matérielle ainsi que la connaissance des langues officielles, particulièrement le français au Québec. C'est pourquoi, à l'exception du travail comme chauffeur de taxi, tenant compte de toutes les conditions socioéconomiques, les membres de ce réseau n'ont pas été capables de conduire leurs compatriotes aux métiers plus qualifiés à cause de leurs connaissances lacunaires.

Pourtant, à propos de l'impact de ces réseaux sur la qualité des emplois trouvés par les immigrants, en analysant les liens forts et les liens faibles en général, Granovetter (1974, 1995) a montré la prépondérance des liens faibles lors la recherche d'emploi de tels groupes. Alors que la contribution des liens forts particulièrement durant la période initiale de leur établissement est non négligeable, selon cet auteur, la part des liens faibles est plus marquée parce qu'ils procurent de meilleurs renseignements à travers des connexions aux cercles plus grands que ceux des amis ou des familles proches (1995 : 7). En effet, durant la recherche du premier emploi d'un immigrant, bien que la famille et les amis proches soient plus intéressés à procurer de l'aide que des gens moins connus, la fréquentation de ces derniers contribue à faciliter l'accès aux autres cercles (1974 : 52). Ainsi, les liens faibles résultent en de meilleures ressources sociales et des emplois plus qualifiés (*ibid.* : 398). Autrement dit, ces liens peuvent faciliter l'accès à des emplois de cols blancs ou plus prestigieux (Lin et Dumin, 1986 : 365).

Le récit de Javid concernant son accès à un emploi plus avantageux est un exemple d'immigrant qui a réussi à étendre l'appui à son réseau politique et ethnique en créant d'autres réseaux. Cela est arrivé grâce à l'appréciation de son supérieur

immédiat au garage où il travaillait et aussi au fait que ce dernier lui ait permis de trouver un autre emploi dans le stationnement d'un hôpital connu de Montréal. Il a par la suite créé des liens avec le directeur de l'hôpital et, grâce à lui, a trouvé d'autres emplois dans ce secteur. En fait, cette performance démontre jusqu'à quel point les contacts dans les milieux de travail peuvent améliorer les chances d'obtenir de meilleurs emplois (Granovetter, 1995 : 44). Par contre, les immigrants qui sont demeurés toujours à l'intérieur des cercles de leurs compatriotes et de leurs amis (les liens forts), malgré l'accès aux travaux généraux (dans des lave-auto, comme agents de stationnement, livreurs, chauffeurs de taxi, etc.), n'ont pas été satisfaits de cette contribution de leur propre communauté (les exemples de Barzin et Hassan). Malgré la confirmation de l'aide de leurs compatriotes dans tous les emplois occupés, ces immigrants l'apprécient peu. Certains comme Behzad cherchaient parmi les membres de leur famille et des amis un sauveur, et ils n'ont pas essayé souvent de sortir de ce cercle caractérisé par des possibilités très limitées. Rappelons le niveau assez faible de connaissance du français de plusieurs. Malgré cela, Javid par exemple a réussi à s'intégrer dans un hôpital largement anglophone de Montréal et à créer des liens dans son milieu de travail.

Un des résultats des études faisait allusion à la possibilité d'aides ethniques découlant des réseaux religieux auxquels adhéraient les immigrants. Un bon nombre d'études sur les immigrants iraniens aux États-Unis avancent que malgré l'interaction des sous-groupes iraniens les uns avec les autres, c'est à l'intérieur de leurs propres sous-groupes que se forment essentiellement les réseaux iraniens (Bozorgmehr, Sabagh et Der-Martirosian, 1993; Light, Sabagh, Bozorgmehr et Der-Martirozian, 1993; Bozorgmehr, 1992; Der-Martirozian, 2008). Ainsi, ces différences dans les modèles du lien social à l'intérieur de ces sous-groupes ne sont pas un nouvel événement survenu nécessairement après leur immigration, mais elles sont aussi enracinées en Iran (Bozorgmehr, 1997 : 403). Cependant, malgré les attentes de telles relations de solidarité parmi les membres d'une minorité religieuse, le cas de Kamran est moins représentatif, ce qu'on peut observer sous deux aspects différents. D'une part, l'expérience de l'immigrant bahaï nous indique que la

solidarité entre les membres d'une minorité religieuse pourrait se limiter aux individus qui participent activement aux pratiques de la communauté. En effet, la présence sociale des membres dans ces activités pourrait fonctionner comme critère de leur fidélité aux principes de cette foi. D'autre part, tel que nous l'avons déjà mentionné à la section du débat théorique sur le capital social, Bourdieu (1986 : 248-249) précise que le volume de ce capital dépend de la taille du réseau de connexions qu'un agent est capable de mobiliser. Toutefois, sous le prétexte de ne pas être un croyant dans le vrai sens du terme, Kamran a rejeté la mobilisation de ce capital sur sa non-participation aux pratiques religieuses. Autrement dit, le fait d'adhérer à un groupe, à une association ou à une religion n'est pas à lui seul une raison suffisante qui puisse garantir certains avantages sociaux comme la présence dans les meilleurs cercles et, par le fait même, avoir un impact positif sur la qualité des emplois futurs. De plus, n'oublions pas que tenant compte de la faiblesse de la communauté iranienne dans son ensemble, particulièrement pendant les années 1980, on pourrait s'attendre à des situations similaires à l'intérieur des sous-groupes de cette origine. Sans doute, toute étude indépendante sur les types de solidarité professionnelle chez chacun de ces sous-groupes serait éclairante.

Au contraire des différentes formes d'aides communautaires, prenons un autre aspect des résultats concernant la critique et la plainte de bon nombre des interviewés contre « l'assistance » de leurs compatriotes. Le contexte de la période de l'arrivée des immigrants est la récession économique du début des années 1980 et 1990, une population peu nombreuse d'origine iranienne, une connaissance limitée de ces habitants relativement nouveaux dans leur société et leur milieu professionnel, et peu ou pas de connaissance des nouveaux arrivants (détenteurs de visa de résident permanent ou demandeurs d'asile) du marché du travail de la société d'accueil. Ces conditions ont créé un environnement favorisant la déception et l'exploitation de ces groupes par ceux qui cherchent à exploiter les autres. Ainsi, tel que nous venons de le discuter, pour un bon nombre des immigrants, les compatriotes déjà installés devraient être les premières sources d'informations. Il s'agit des membres de la famille, des amis proches ou éloignés et même n'importe

quel autre compatriote. Par ailleurs, des éléments comme les conditions socioéconomiques de la société d'accueil, la discrimination probable contre ces groupes, les hostilités provoquées par les politiques antioccidentales du régime iranien après la révolution, y compris l'occupation de l'ambassade américaine et la détention des 52 Américains en 1980, ainsi que le rôle amplificateur des médias qui provoque des sentiments anti-Iraniens, pouvaient tous contribuer à l'intensification de la solidarité parmi les individus de cette origine. À ce propos, la théorie développée par le sociologue allemand Simmel (1955) et popularisée par le sociologue américain Coser (1964) suggère qu'une hostilité à l'extérieur d'un groupe débouche sur la solidarité à l'intérieur de celui-ci. Certaines études empiriques sur les Juifs (Lewin, 1948; Helmreich, 1992), les Japonais (Bonacich et Modell, 1980), les Coréens (Min, 1996), et les Cubains (Portes, 1984) ont aussi confirmé ce concept.

Par contre, étudiant ce concept chez les Iraniens qui habitent aux États-Unis, Bozorgmehr (2000) ne remarque pas beaucoup de solidarité dans ces groupes. Selon lui, malgré l'existence de l'hostilité continue et considérable d'environ deux décennies contre ce groupe ethnique, il n'a pas été capable de bénéficier de l'un des rares avantages de ce conflit pour accroître sa solidarité ethnique. Comme dans notre recherche, en remarquant le manque de solidarité de la communauté iranienne et en l'attribuant à ses caractéristiques personnelles, Bozorgmehr (2000) a tenté de faire ressortir quelques raisons sociologiques : la diversité ethno-religieuse, les ressources élevées des immigrants iraniens qui encouragent l'individualisme contre le collectivisme et une dispersion forte d'idéologies politiques entre les exilés, particulièrement parmi les musulmans. Par contre, cet auteur a donné l'exemple de la ville de Los Angeles où les minorités ethno-religieuses iraniennes ont été plus organisées que leurs compatriotes musulmans grâce à l'expérience de leur statut de minorité avant la migration. D'après ce chercheur, cette non-expérience des immigrants iraniens musulmans s'enracine aussi dans les politiques de l'ex-régime du shah qui décourageait les activités organisationnelles afin de bloquer les initiatives de ses opposants.

Ainsi, si les études effectuées sur les Iraniens habitant aux États-Unis ont proposé quelques raisons pour expliquer leur attitude non solidaire, nous basant sur nos résultats, nous tentons, à notre tour, quelques explications.

1- Si les motifs mentionnés ont affaibli les liens de solidarité parmi ceux qui s'identifient comme Iraniens, l'avènement de la révolution de 1979 a eu une contribution remarquable dans cette détérioration. À l'exception de la courte période après la révolution, les divisions politiques très vastes, non seulement parmi les croyants et les non-croyants, mais aussi parmi les différentes interprétations et perceptions de l'Islam chiite, sont apparues, de sorte qu'un groupe a essayé d'expulser d'autres groupes de la scène politique et même religieuse. Cet écart a divisé plusieurs amis, familles et même des membres très proches d'une famille⁸³. Alors que durant l'ère du régime du shah il y avait essentiellement la suspicion de l'adhésion au SAVAK⁸⁴, après la révolution, les titres tels que révolutionnaires et non-révolutionnaires, Hesbollahi⁸⁵ et libéraux, Maktabi et non-Maktabi⁸⁶ ont causé une division de plus en plus profonde de la population. La situation était pire à l'extérieur du pays, tenant compte autant de l'actualité de l'intérieur de l'Iran que de la présence de plusieurs groupes diversifiés en termes de leurs différentes classes sociales et économiques, motifs de départ et statuts. Ainsi, pour un bon nombre des gens formant ces différents groupes, le nom des groupes politiques de gauche, appelés les communistes en général, n'est pas apprécié. C'est pourquoi certains compatriotes d'Ehsan ne l'avaient pas embauché simplement sous le prétexte, non fondé, de suspicion de son adhésion à ces groupes. L'étiquette de communiste est effectivement assez forte pour distinguer ces partisans des autres.

⁸³ On pourrait faire allusion aux exemples de la période présidentielle d'Abolhassan Banissadre ou la demande du fondateur de la République islamique du peuple à présenter les membres (même très proches de famille) de l'organisation de Mojahedin Khalgh après son recours au combat armé contre le régime.

⁸⁴ L'Organisation d'information et de sécurité du pays, reconnue comme le service d'intelligence iranien.

⁸⁵ C'est-à-dire les membres du parti de Dieu, mais vulgairement appelés les partisans du régime croyant à la gouvernance de Faghih.

⁸⁶ C'est-à-dire les croyants purs d'Islam obéissant totalement au guide suprême Faghih.

2- Les critiques ne sont pas limitées au manque de solidarité, mais à la déception, l'exploitation et même l'ennemi. Rappelons également que les recherches sur l'immigration ont confirmé le bas niveau des salaires des travailleurs de même nationalité dans les enclaves ethniques. Par contre, elles ont souligné en retour l'apport des employeurs pour répondre aux besoins urgents de leurs employés, l'apprentissage à l'emploi et l'aide pour leur recours au travail autonome (Portes et Manning, 1986 : 62). Tel que nous en avons déjà discuté, la plupart des cas renvoient aux années 1980 ou au début des années 1990 où les Iraniens ont été peu nombreux au Canada et particulièrement au Québec, comparativement à l'Ontario et à la Colombie-Britannique. Ainsi, la non-formation d'une communauté bien établie, les faiblesses mentionnées relatives aux actions collectives et la non-existence d'entreprises ethniques assez importantes et développées au moins dans le milieu fréquenté par les interviewés ont fait en sorte que certains Iraniens ont été manipulés par leurs compatriotes. Les actions de ces manipulateurs contre leurs propres compatriotes se sont déroulées dans les circonstances suivantes : l'absence d'une communauté qui pourrait surveiller les comportements des Iraniens dans la société d'accueil, le peu de connaissances des nouveaux immigrants concernant les caractéristiques du marché du travail et la prévalence de non-confiance, de suspicion, d'individualisme au sein de ce groupe. Autrement dit, dans de telles situations, certains immigrants ont préféré un profit à court terme à celui à plus long terme, même au prix de décevoir ou d'exploiter leurs compatriotes. Ajoutons la perception d'un sentiment de jalousie chez certains membres de cette origine comme étant l'élément qui empêchait leurs compatriotes de progresser. À ce propos, Morteza est un bon exemple : son employeur précédent l'a empêché d'obtenir une augmentation de salaire dans une autre entreprise. En fait, avant la concentration des membres de cette origine dans un métier comme celui de chauffeur de taxi qui exigeait la coopération de tous vers des bénéfices communs, les membres de cette communauté avaient souffert des difficultés interrelationnelles.

3- La majorité des immigrants arrivés avec les papiers de résidence permanente en main ou comme demandeur d'asile étaient des jeunes sans aucune expérience de travail et encore moins en tant que travailleur autonome. Ils ont ainsi fait confiance au premier venu de la même origine pour établir un partenariat en affaires. En d'autres mots, certains étaient incapables de comprendre si une personne, compatriote ou non, avait les compétences requises pour se lancer en affaires conjointement. Cet optimisme a abouti à plusieurs expériences d'échec, comme l'exemple de Nima.

4- Nima a aussi fait allusion à une autre expérience où il a prêté de l'argent à un de ses compatriotes après que ce dernier ait perdu au casino. Hormis ses doutes pour refaire confiance à ce compatriote, on pourrait conclure sur un point mineur de la vie des immigrants : l'attrance de jouer au casino pour compenser leurs échecs professionnels dans l'espoir d'améliorer leur intégration professionnelle. Cependant, ce recours comportant plein de risques a débouché, dans l'exemple de Nima, à un autre échec et à la perte des 45 000 dollars prêtés à son compatriote. Cette réaction des immigrants face aux difficultés du marché du travail dans le pays d'accueil et à leurs conséquences sur leur propre communauté et le rôle solidaire que pourrait jouer cette dernière mérite une étude indépendante.

Nous constatons en résumé que l'absence d'une communauté iranienne en plus des problèmes économiques du début de deux décennies (1980 et 1990) a laissé un rôle important aux familles et aux amis. Pourtant, la courte durée depuis leur arrivée et leur faible connaissance de la langue et du milieu n'ont pas vraiment contribué à l'intégration professionnelle des nouveaux arrivants. Malgré l'importance des liens faibles dans l'accès aux meilleurs emplois, un seul immigrant a réussi à en bénéficier. De même, l'adhésion aux sous-groupes n'a pas été utile parce que notre seul exemple n'a pas essayé de mobiliser ce capital. D'ailleurs, à propos du manque de solidarité entre les Iraniens, en plus des éléments mentionnés dans les études américaines – comme l'inexpérience des travaux organisationnels et les divisions ethno-religieuses –, d'autres facteurs comme les divisions politiques et

religieuses après la révolution et leur intensification à l'extérieur du pays, la faiblesse des travaux collectifs, le manque d'entreprises ethniques bien établies et, plus important, l'absence d'une communauté pour surveiller les actions des compatriotes, ont préparé les bases de la déception et de l'exploitation des uns par les autres.

4. Rôle des agents d'emploi

Nous avons émis l'hypothèse que les agents d'emploi contribuent à l'intégration professionnelle des immigrants. Cette attente pourrait être en hausse lorsque la majorité des nouveaux arrivants sont des requérants d'asile : souvent jeunes, arrivés sans plan particulier et sans grande connaissance du marché du travail de la société d'accueil.

4.1. Refus d'aide des agents

Cependant, les résultats de notre recherche révèlent que la majorité des interviewés ont refusé de se présenter chez un agent pour leur insertion au travail. Rappelons quelques raisons mentionnées.

4.1.1. Pas besoin d'aide : Certains ont réussi à trouver un boulot sans l'aide d'un agent. Cela s'est fait pour certains grâce à l'embauche dans un métier déjà pratiqué par un autre membre de la famille (exemple de Rahman). D'autres ne connaissaient pas la possibilité de consulter de tels agents ou, en ouvrant leur propre entreprise, ils étaient tellement occupés qu'ils n'avaient pas le temps de les consulter (exemple de Jahanshah). Dans le premier cas, le lien familial se substituait à l'aide des agents d'emploi, jouant le rôle principal dans l'intégration professionnelle à l'arrivée de l'immigrant, tandis que le dernier n'a pas eu ce genre d'aide.

4.1.2. Suivre un plan : Ayant dès le début le désir de pratiquer un métier particulier, certains immigrants n'ont pas mis la priorité sur la consultation des agents d'emploi.

Il semble que les discussions avec leurs compatriotes avant et après leur arrivée ont davantage contribué à la prise de cette décision. À ce propos, le plan d'ouvrir un club et un bar, dans l'exemple de Morad, est révélateur.

4.1.3. Ne pas vouloir un patron : Bien qu'étant informé de la présence de ces agents, un autre groupe des immigrants ont rejeté l'idée de les consulter. Ceux-ci préféraient un travail autonome dans lequel ils n'auraient pas de supérieur immédiat (les exemples de Satter et Hamed). En effet, ce groupe n'était pas intéressé à travailler sous le contrôle et les ordres d'une autre personne. L'expérience d'autres compatriotes leur avait donné cette perception que le type d'emplois offerts par ces agents exigeait une obéissance stricte dans des boulots de bas niveau, ce qui allait à l'encontre de leur besoin d'indépendance.

4.1.4. Coupure de l'aide sociale : Heydar est un bon exemple d'un requérant d'asile qui n'a pas demandé l'aide des agents d'emploi pour deux raisons : premièrement, il ne pensait pas qu'ils étaient sérieux; deuxièmement, les emplois offerts par ces agents débouchaient sur un travail où les employés étaient payés par chèque, tandis que cet immigrant voulait des boulots où il était payé en argent comptant afin de pouvoir bénéficier simultanément de l'aide sociale.

4.1.5. Utile pour les épouses : Malgré la non-utilisation par certains interviewés des services offerts par les agents d'emploi, les épouses de certains immigrants ont profité de cette aide. Par exemple, l'épouse de Firooz a suivi un cours de coiffure et a ensuite ouvert son entreprise; l'épouse d'Emad a suivi les conseils d'un de ces agents et a réussi à passer les cours et les examens exigés pour travailler comme infirmière et elle a trouvé un emploi dans ce domaine. Tel que nous l'avons vu à la section de la formation, les boulots des immigrants ont été importants pour soutenir la carrière de leur épouse.

4.2. Accepter l'aide des agents

Il y a aussi quelques expériences d'immigrants qui ont demandé l'aide des agents.

4.2.1. Emplois sans prestige : N'étant pas satisfaits des emplois trouvés par les agents d'emploi, certains immigrants croient que ces types d'emplois étaient inférieurs à la classe sociale des Iraniens. À ce propos, Mehrdad donne quelques exemples de ces emplois : chauffeur de camion, travail dans une usine, vente de fruits, arracher la peau des animaux, donc, dit-il, des emplois à bas salaire loin du niveau de la classe sociale des immigrants iraniens. Dans un cas similaire, évaluant les travaux manuels exténuants offerts par les agents d'emploi, Mojtaba souligne ses expériences antérieures comme superviseur plutôt que simple ouvrier.

4.2.2. Importance de l'agent : Pour certains, le caractère de l'agent a aussi contribué à la manière d'offrir des services. D'après Sanjar, pharmacien diplômé des Philippines, son agent d'emploi l'avait convaincu qu'il pouvait chercher un emploi sans être obligé de suivre des cours supplémentaires. Pourtant, un nouvel agent lui a donné un avis différent.

4.2.3. Utile pour les bénéficiaires de l'aide sociale : Parmi les interviewés, Mahmood croit que ces agents sont utiles seulement pour ceux qui bénéficient de l'aide sociale. Selon lui, « si tu bénéficies d'aide sociale, ils t'aident, sinon, ils te conseillent d'aller consulter les banques d'emplois, qui exigent une expérience de travail canadienne ». Le statut de bénéficiaire de l'aide sociale donne l'avantage de participer aux cours et aux programmes particuliers offerts par le gouvernement, ce qui les prépare à s'intégrer au marché du travail.

4.2.4. Agents privés : À l'inverse des exemples précédents portant sur des agents d'emploi gouvernementaux, l'exemple de Hooman, résident permanent arrivé en 2001, a trait à l'aide d'un agent d'emploi privé qui lui a trouvé un premier placement en télémarketing. À ce propos, on peut aussi faire allusion à l'expérience d'Ehsan qui, en dépit d'avoir un diplôme universitaire d'Iran et un autre canadien, à cause de son manque d'expérience canadienne, l'agent d'Emploi-Québec lui a conseillé de rencontrer un agent privé.

4.2.5. Difficulté de communication avec l'agent : Un des interviewés a avoué ses difficultés à comprendre l'agent d'emploi. Mehran a précisé qu'à son arrivée un agent lui avait offert un programme d'apprentissage. Comme il n'était arrivé que depuis une semaine, il ne pouvait malheureusement pas comprendre les explications de l'agent et a refusé d'y participer.

4.2.6. Rôle positif des agents : Notre dernier cas dans cette catégorie concerne un jeune résident permanent diplômé universitaire en informatique arrivé en 2002. Sahand a été satisfait de l'aide de l'agent du gouvernement qui l'envoyait à trois entrevues d'embauche par semaine. Résultat : il a reconnu ses faiblesses quant à l'expérience exigée pour les emplois proposés, ce qu'il pourrait améliorer par un stage.

Outre l'intérêt des groupes tentant de bénéficier des avantages de l'assistance sociale en essayant des boulots payés en argent comptant, ou en entreprenant des travaux autonomes sans avoir de patron direct, il nous semble que le pivot central des perceptions des immigrants eu égard à leur recours aux agents d'emploi concerne la mesure dans laquelle ces aides pouvaient contribuer à l'intégration professionnelle des immigrants. Il est évident que la question ne se limite pas seulement à la révision quotidienne des listes des travaux disponibles sur le marché offerts aux nouveaux arrivants. En effet, les travaux au bas de l'échelle se trouvent partout et si le but est l'accès à ce type d'emploi, l'aide des agents n'est pas vraiment nécessaire. À ce propos, l'expérience des immigrants ayant recours à ce type d'aide n'est sans doute pas absente des perceptions d'autrui. Malgré les divers statuts ou motifs d'arrivée, les Iraniens proviennent d'un pays assez riche et favorisé en ressources naturelles précieuses. De plus, tel que nous l'avons déjà expliqué, l'importance des habitudes comme *Aberoodari*, c'est-à-dire donner une meilleure impression de soi, même contrefaite, fait partie de l'attitude d'un bon nombre de personnes de cette origine. Conséquemment, si les emplois présentés par les agents

n'ont ni le salaire ni le prestige suffisants, ces immigrants n'ont pas d'intérêt à demander leur aide.

À ce propos, on peut discuter également des clients potentiels de ces agents. Les requérants d'asile vivant la barrière de la langue et d'un diplôme étranger sous-évalué étaient censés être leurs premiers clients, au moins au cours des années 1980 et au début des années 1990. Toutefois, la manière des immigrants de communiquer avec l'agent et leur degré de compréhension des instructions sont essentiels. Cela est même plus important chez les non-détenteurs de diplômes universitaires qui ont souvent une plus faible connaissance des deux langues officielles. On se rappelle que Mehran est désolé de ne pas avoir participé au cours, et ce, parce qu'il a été incapable de comprendre l'agent. Par ailleurs, l'efficacité des agents a pu contribuer à gagner la confiance de certains immigrants, de sorte que ceux-ci en ont eu une perception plutôt personnelle qu'organisationnelle. Sanjar a à ce sujet mentionné les informations différentes reçues d'un nouvel agent et Ehsan a pour sa part apprécié le conseil de l'agent de rencontrer un agent privé. Néanmoins, il semble que le succès de la démarche de Sahand en matière d'aide reçue d'un agent d'emploi est relié autant aux caractéristiques personnelles et au statut de cet immigrant qu'au contexte récent de son arrivée. De plus, alors que cet immigrant n'a pas été prestataire de l'assistance sociale, à cette période, les agents ont été capables de jouer un rôle actif et positif dans son intégration aux emplois liés à ses études et à ses expériences acquises dans son pays d'origine.

Nous pouvons donc conclure que la faiblesse en langue et l'offre d'emplois peu prestigieux et durs font partie des éléments principaux qui expliquent que les immigrants n'ont pas tenté de demander l'aide des agents du gouvernement dans leurs démarches de recherche d'emploi. Autrement dit, l'égalité des nouveaux arrivants face aux emplois offerts par les agents sans considération du pays d'origine a fait qu'un bon nombre d'immigrants iraniens ont négligé ce service ou n'étaient pas satisfaits de l'efficacité de ce plan.

5. Discrimination à l'encontre des immigrants

Dans le chapitre consacré à l'histoire de l'immigration au Canada nous avons expliqué l'accent mis sur le « Canada Blanc » et la discrimination contre les Asiatiques. À ce propos, dans son livre *The Vertical Mosaic* publié en 1965, Porter avait aussi classifié les Canadiens selon trois catégories : les groupes fondateurs comme les Britanniques et les Français, les prochains immigrants comme les groupes issus des autres vagues d'immigration et des autochtones comme les groupes issus des divers traités. Certains événements ont par la suite contribué à l'ouverture des portes pour laisser entrer de plus en plus de minorités visibles au Canada : la Révolution tranquille au Québec en 1963, l'établissement de la Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme en 1965, le changement de la Loi de l'immigration en ce qui concerne l'admission des immigrants indépendants peu importe leur pays d'origine, la reconnaissance d'autres cultures officielles que britannique et française, la déclaration du premier ministre Trudeau sur le bilinguisme officiel et le multiculturalisme du pays en 1971 et l'adoption de la Charte canadienne des droits et des libertés en 1982. C'est ainsi que, d'après Statistique Canada, de 1981 à 2001, la proportion des immigrants provenant d'Amérique, de l'Europe du Nord et du Sud, de la Caraïbe et de l'Asie du Sud-Est a diminué de 65 % à 28 %, remplacée par celle des arrivants de l'Europe orientale, de l'Asie du Sud, de l'Est et de l'Ouest, et de l'Afrique (35 % à 72 %). Toutefois, il semble que la problématique de la discrimination contre les races non européennes n'est pas complètement terminée.

Driedger et Palmer ont défini la discrimination comme « l'exclusion d'individus ou de groupes d'une participation entière en raison de leur origine ethnique, de leur race ou de leur religion ». À ce propos, ces auteurs ont aussi défini le terme « préjugé » comme « un jugement négatif non confirmé, porté *a priori* sur des gens ou des groupes en raison de leur identité ethnique, de leur race ou de leur religion ». Ainsi, dans un processus, les préjugés débouchent sur un comportement discriminatoire et ce dernier renforcera ces préjugés pour créer ou souligner des

inégalités économiques et sociales (*L'Encyclopédie canadienne*). À ce propos, alors que pour certains le racisme est un phénomène passé du Canada (Schick et Verma, 2005), en soulignant son rôle institutionnalisé et intériorisé, Khan (2006 : 71) a confirmé qu'il « fait partie de l'histoire du Canada et est toujours répandu dans nos milieux de travail ». Plusieurs rapports témoignent du racisme systémique contre les membres des minorités visibles (Alboim, 2002; Reitz, 2001) et de leurs plus faibles revenus (Li, 2000; 1988; Pendakur et Pendakur, 1996). De plus, selon l'Enquête sur la diversité ethnique de Statistique Canada (2003), « une personne sur cinq faisant partie d'une 'minorité visible' déclare avoir parfois ou souvent subi de la discrimination ou un traitement injuste, que la 'race' et la couleur de la peau sont les raisons les plus fréquentes de la discrimination ou des traitements injustes qui sont plus susceptibles de se produire en milieu de travail » (Labelle, 2005 : 94-95). Enfin, rappelons les études de chercheurs comme Baker et Benjamin (1994), Frenette et Morissette (2003), Aydemir et Skuterd (2005), et Picot et Sweetman (2005), qui ont attribué autour d'un tiers de la décroissance des gains « à l'évolution de la composition de l'immigration selon les pays d'origine et d'autres caractéristiques » (*ibid.* : 18). Ainsi, le rappel de quelques éléments issus de certaines études effectuées sur la discrimination au Canada nous permet d'approfondir l'analyse des expériences des interviewés.

5.1. Noms étrangers

Un groupe des interviewés ont mis en avant la problématique de leurs noms différents des noms habituels dans les pays occidentaux. Selon leur perception, la consonance étrangère de ces noms témoignant de l'origine non européenne du demandeur de travail a fonctionné contre leur engagement par les employeurs canadiens. Par exemple, Mahdi, arrivé en 1983, croit en la possibilité de réaction des employeurs en raison de son nom. De façon similaire, Mehrnaz, arrivé en 1992, souligne : « on ne trouvait pas de boulot parce qu'on était immigrant. Si ton nom n'est pas Jean-François, on ne t'engage pas. Je connaissais des gens qui avaient besoin d'employés et me demandaient de leur envoyer mon CV; pourtant, en

entendant mon nom, ils changeaient de ton et tout était fini. » Un autre exemple est le cas de Hooman, immigrant indépendant arrivé en 2001. D'après lui, qui travaille comme agent immobilier, « le nom est très important. Ils ne le disent pas directement, mais tu comprends de leur comportement. Lorsque tu travailles dans un quartier pendant six mois et que personne ne t'appelle, est-ce que ce n'est pas une bonne preuve? » Enfin, en dehors du milieu de travail, Firooz, arrivé en 1997, a senti que lors de l'inscription de son fils au collège Brébeuf, malgré la réussite de l'examen d'entrée, le nom de son fils a été mis sur la liste d'attente. Il a attribué ce geste à son nom étranger.

5.2. Exigence de la langue française

Un des problèmes discriminatoires au Québec, mentionné souvent parmi les immigrants, concerne l'exigence de la connaissance du français par certains Québécois. Pourtant, elle ne se limite pas seulement aux conditions des employeurs pour l'engagement dans certains travaux et lors du travail, mais à l'attitude courante de certains Québécois. À ce propos, les expériences de trois interviewés sont, dans une certaine mesure, révélatrices. Pour Mehran, arrivé en 1993, malgré l'obtention d'un permis de conduire des véhicules lourds, la nécessité de perfectionner le français a été une barrière à son recrutement à la STCUM⁸⁷. Dans un autre exemple, Hooshang, ingénieur diplômé des États-Unis arrivé en 1992, raconte son expérience concernant son embauche à Laval, dans un emploi relié à sa spécialité : « Dans la deuxième semaine de mon travail, je n'ai pas compris le propos de mon patron et je lui ai donc demandé de me l'expliquer en anglais. Puis l'employeur, en me disant que le projet avait changé, m'a mis à la porte. » L'exemple de Dara, requérant d'asile arrivé en 1985, concerne son expérience de la manière dont des clients québécois se comportaient avec lui quand il travaillait comme livreur de pizza : « Lorsque j'ai répondu au client en anglais, il m'a demandé de parler français et, en prenant la facture, il m'a jeté l'argent à la figure. »

⁸⁷ Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal.

5.3. Exclue de bons emplois

Certains interviewés avaient l'impression que les Québécois ne voulaient pas leur donner la chance d'être embauchés dans les emplois à bon salaire avec de bonnes conditions de travail. Par exemple, Javad, arrivé en 1985, parle de l'existence d'une règle générale il y a 15 à 20 ans à l'effet ne pas recruter des immigrants comme lui dans les postes offerts dans les sociétés publiques comme Poste Canada, la STCUM, le Service de police, etc. Mehrdad, arrivé en 1984, confirme ce même point de vue, insistant sur le fait que « la discrimination est cachée ici, on ne le mentionne pas devant toi, mais on cherche des moyens de te barrer le chemin, comme la condition d'avoir de l'expérience canadienne ». Mehraz est un autre immigrant qui a développé la même opinion :

« Dans les emplois bien sécurisés où des employés sont favorisés par les syndicats, comme les transports publics au Québec, quel pourcentage de leurs employés se trouve parmi les immigrants? Ce n'est pas pareil en Ontario et en Colombie-Britannique. À quel niveau un chauffeur d'autobus ou de métro doit-il parler français pour satisfaire ses employeurs? Tous ces emplois sont sous le monopole des locaux, sous n'importe quel prétexte. En pratique, ils sont racistes. »

Rappelons aussi qu'un bon nombre des immigrants ont fait des demandes pour ce type d'emplois sans jamais recevoir de nouvelles. Et encore, au début de la récession économique, Morteza, arrivé en 1987, et son ami ont été les premiers mis à porte, avant leurs collègues québécois qui pourtant étaient moins qualifiés. La réponse de l'employeur à la protestation de ces immigrants a été : « Ce n'est pas vos affaires, c'est tout. »

5.4. Non-reconnaissance du diplôme canadien

La non-reconnaissance des diplômes obtenus dans certains pays est reconnue comme un des éléments importants de discrimination envers les immigrants au Canada comme dans d'autres pays qui accueillent des immigrants. Cela a amené certains détenteurs de tels diplômes à chercher à en obtenir un autre, canadien.

Toutefois, cela n'a pas débouché sur un emploi dans la discipline concernée. Prenons l'exemple de Mojtaba, arrivé en 1987, qui rappelle avoir souffert de deux types de discrimination : non-reconnaissance de son diplôme obtenu en Grande-Bretagne et non-recrutement après l'obtention de son diplôme canadien :

« J'avais accepté la discrimination de non-reconnaissance de mon diplôme, je ne me battais pas contre elle, je ne pouvais jamais changer un Québécois, je ne permettais pas que cette émotion crée une barrière dans mon travail parce qu'elle m'endommagerait davantage à travers la dépression, etc. Pourtant, au moment où j'ai obtenu leur diplôme, ils ne m'ont pas engagé davantage. Y a-t-il discrimination plus grande que ça? »

Dans un exemple similaire, Ehsan, arrivé en 1996 comme résident permanent, malgré l'obtention de deux diplômes canadiens de niveau du cégep et du baccalauréat, n'a pas réussi à trouver un emploi dans son domaine, cette fois, sous le prétexte d'un manque d'expérience canadienne. Parmi les immigrants qui sont arrivés ici avec un diplôme du secondaire comme diplôme le plus élevé se trouvent des immigrants qui ont obtenu leur diplôme universitaire du Canada et n'ont pas réussi à trouver un emploi dans leur domaine. Par exemple, Nima, arrivé en 1984, a attribué cela à l'impossibilité d'obtenir un stage pour acquérir de l'expérience pratique reliée au travail.

5.5. Non-compensation d'accident de travail

Un des interviewés a soulevé un autre élément discriminatoire qui peut toucher les immigrants; compte tenu du type d'emplois qu'ils occupent, ceux-ci risquent souvent d'être victimes d'accidents de travail. Et ils peuvent aussi subir une forme de discrimination sur ce plan. Mani, arrivé en 1990 comme requérant d'asile, victime de ce type d'accident, raconte :

« Avec mon travail de livreur de pizza, en économisant de l'argent j'ai réussi à acheter un restaurant de pizza. Je l'ai vendu en 1998 parce que je me suis blessé à une main dans un accident de travail causé par une machine. La CSST⁸⁸ a refusé de compenser ma perte même si tous mes papiers étaient en règle. Les agents de cette Commission m'ont demandé ce que je voulais faire avec l'argent de l'indemnisation

⁸⁸ Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec.

et j'ai répondu acheter une maison. Ils ont demandé à l'hôpital la confirmation du pourcentage (qui était très élevé) de mon incapacité. Cependant, après avoir accepté au début de me payer une indemnisation, sous prétexte que je n'ai pas répondu à leur lettre dans le délai prévu, ils ont refusé par la suite. Ils n'ont pas tenu compte du fait que, lors de la période mentionnée, je n'avais pas reçu cette lettre à cause de mon hospitalisation pour une autre chirurgie. Compte tenu de mes grandes épreuves, j'ai engagé un autre avocat de Toronto et j'ai porté ma plainte au Tribunal des droits de la personne. Mais l'organisation responsable a parlé à mon avocat et lui a fait changer d'avis, de sorte qu'en fin de compte il m'a conseillé d'abandonner les procédures. »

5.6. Discrimination non ressentie

Parmi les interviewés, il y en a certains qui n'ont pas perçu la discrimination dans le milieu de travail. Néanmoins, les perceptions au sein de ces immigrants divergent. Un groupe l'attribue aux caractéristiques de certains travaux généraux dans lesquels les immigrants sont nombreux. D'après Rahman, arrivé en 1988, « Avant 1993-1994, la profession de couturier était populaire et il y avait plein de travail. La plupart des gens à Chabanel étaient immigrants. Donc, la question de la discrimination n'avait pas de sens du tout. Au moins, je n'en ai pas été victime. » En confirmant cette perception, Karim, arrivé en 1986, rappelle également que les emplois autonomes et certains types de comportements empêchent des conflits probables. Cyrus, arrivé en 1986, estime que la non-exigence d'un certificat spécifique explique le recours à ces types de métiers et réduit les risques de discrimination. D'ailleurs, un groupe a été assez optimiste en matière de la perception de non-discrimination. Selon Mohammad, arrivé en 1988 : « C'est un grand avantage ici que ce peuple n'est pas du tout raciste. Je pense que ce sont les anglophones qui, dans leur propre intérêt, attribuent le racisme aux Québécois ». Comme lui, Sahand, arrivé en 2002, ne croit pas à la discrimination. Saman, arrivé en 1990, se plaignant de sa communauté, apprécie l'aide reçue du gouvernement du Québec. Dans un autre groupe, on peut observer Soheil, arrivé en 1995, qui poursuit ses études à l'Université de Montréal. Selon ses propres paroles, « il n'y a pas eu de discrimination contre moi. En fait, grâce à ma spécialité dans mes études, ils peuvent apprendre de moi. »

Les éléments évoqués au début de cette sous-section à propos de l'histoire du Canada ainsi que plusieurs études récentes mentionnées, entre autres, ont révélé, d'une part, l'existence de discrimination contre les origines non européennes et, d'autre part et paradoxalement, la tendance générale de faire disparaître cette « attitude » depuis les dernières décennies en ouvrant les portes vers le monde entier. Toutefois, on pourrait s'attendre à ce que ce phénomène enraciné dans l'histoire des ancêtres de la population de ce pays ne soit pas disparu seulement à la suite des changements aux lois et règlements de l'immigration durant cette période assez courte. Notre étude a identifié trois aspects de cette attitude : premièrement lors de la recherche d'emplois, qualifiés ou non, deuxièmement les relations en milieu de travail, et enfin la perception des interviewés concernant ce phénomène même en dehors de ce milieu. À ce propos, une partie de nos résultats fait état de traits communs plus ou moins observés partout au Canada, et une autre partie concerne les caractéristiques particulières du marché du travail québécois.

À propos de la première série de résultats, tel que nous l'avons expliqué au chapitre consacré au cadre conceptuel, Sadiq (2005 : 106) a relevé des éléments qui contribuent à la formation d'un étiquetage ethnique : l'origine, la race, la religion, le sexe, la langue, etc. Nos propres résultats ont fait apparaître le nom comme un facteur important d'accès à l'emploi. En effet, le nom se trouve souvent parmi les indicateurs principaux pouvant présenter les similarités et les différences entre deux individus avant de considérer d'autres caractéristiques. Mehrnaz a bien fait allusion à l'exemple imaginaire de la mesure de distinction des employeurs lors de l'étude du profil de deux chercheurs d'emploi, les nommant Jean-François et Mohammed. La présentation de ces derniers ne se limite pas nécessairement aux personnes provenant de deux endroits géographiques différents, mais témoigne davantage de leur distance culturelle. Un nom comme Mohammed représente une culture islamique avec toutes ses caractéristiques positives et négatives aux yeux et selon le jugement des Occidentaux, dont les natifs canadiens. Selon Tadlaoui, chercheur à la Table de concertation des réfugiés et immigrants (TCRI), « après les événements du

11 septembre, les musulmans se sont terrés chez eux. Lorsqu'ils sont ressortis, certains ont dit qu'ils étaient même prêts à changer leur nom pour trouver un emploi⁸⁹. » À ce propos, la contribution des médias est primordiale quant à la manière de présenter l'islam comme une religion associée à des actes de terrorisme et de violence ainsi qu'à la manière de propager les nouvelles et les événements des pays musulmans⁹⁰.

En ce qui a trait à la discrimination contre les Iraniens au Canada, analysons les éléments qui pourraient provoquer la sensibilité des Canadiens. En partant de l'apparence physique, nous observons que la couleur de la peau et du visage d'un bon nombre des Iraniens, malgré la variation ethnique et géographique à l'intérieur de ce pays, souvent n'est pas très différente de celle des Canadiens d'origine européenne. Par contre, n'oublions pas qu'après la révolution islamique de 1979, l'Iran a joué un rôle central dans la présentation d'un état théocratique basé sur les règles islamiques, qui tentait de négliger et de rendre illégitime l'existence d'Israël en l'appelant exclusivement le régime sioniste occupant le Palestine, d'une part, et elle a appliqué plusieurs règlements dits islamiques contre sa population, étant contre les valeurs de l'Occident et de la Déclaration des droits de l'homme, d'autre part. Ainsi, les immigrants iraniens musulmans, quoique séculiers majoritairement, proviennent du pays dont le régime politique a été accusé de soutenir le terrorisme et a été reconnu comme un des leaders principaux du fondamentalisme islamique particulièrement au sein de propagandes des médias occidentaux. Donc, durant cette

⁸⁹ Gélinas, G. (1^{er} avril 2002). « Pas de cv d'Arabes ou de musulmans », *Journal Alternatives*, vol. 8, n° 7, http://formulaire.alternatives.ca/article348.html?debut_articles_rubrique=15.

⁹⁰ Par exemple, en janvier et février 2006, les caricatures du prophète de l'islam sont publiées dans la presse danoise et, ensuite, ces images sont publiées dans plusieurs journaux à travers le monde sous prétexte de la liberté d'expression. Également, 17 journaux danois ont démontré leur solidarité en publiant une caricature de ce prophète. Par conséquent, en mars 2008, la résolution du Conseil des droits de l'homme de l'ONU a déploré « la discrimination de l'islam dans les médias ». Cette résolution a reproché « l'utilisation de la presse écrite, des médias audiovisuels et électroniques » pour inciter « à des actes de violence, à la xénophobie ou à l'intolérance » ainsi qu'à « la discrimination à l'égard de l'islam ou de toute autre religion ». Le Conseil a mentionné ses inquiétudes de « l'intensification de la campagne de diffamation des religions et le profilage ethnique et religieux des minorités musulmanes depuis les événements tragiques du 11 septembre 2001 ». Le Conseil est aussi soucieux des « tentatives ayant pour objet d'assimiler l'islam au terrorisme, à la violence et aux violations des droits de l'homme. » (Tiré du site de l'islamophobie en France : http://www.islamophobie.net/art_read.php?ai=104.)

période, les différentes catégories de cette population n'ont pas eu le choix, comme tous les autres musulmans et immigrants de certaines régions, de tolérer les difficultés de l'intégration professionnelle dans la société canadienne. En effet, les facteurs comme la poursuite des études et l'obtention d'un ou deux diplômes canadiens, le cas échéant, n'ont pas été suffisants à cause de l'insistance des employeurs sur l'expérience canadienne. Dans cette situation, alors que les stages auraient pu compenser cette exigence, pourtant, l'accès à ces derniers a été difficile. En effet, les employeurs n'ont pas voulu prêter attention au fait que « c'est à force de travailler avec des personnes de cultures différentes que les milieux de travail réaliseront leurs compétences et la richesse qu'elles peuvent apporter à l'entreprise » (Chicha dans Gélinas, 2002).

Néanmoins, l'avènement de la catastrophe de septembre 2001 à New York, bien qu'aucune accusation d'assistance de l'Iran n'ait été portée dans ces attentats, a contribué à la détérioration des conditions d'accès à emploi de ce groupe. En dépit de l'analyse quantitative de Renaud et Goldmann (2005) basée sur l'accès au premier travail des immigrants, outre les expériences de Mojtaba et de certains autres, les témoignages des conseillers en emploi réunis le 20 mars 2002 à Montréal ont fait ressortir les difficultés accrues de placement des immigrants d'origine arabe ou de confession musulmane depuis cette date. Selon ces conseillers, certains employeurs ont mentionné explicitement leur désintérêt à recevoir les curriculum vitae de personnes de ces catégories. D'après le témoignage de Roxanne Hojjat, une de ces conseillères : « ce sont des candidats à qui on ne serre pas la main, à qui on n'offre pas de sièges, à qui on ne donne pas de rendez-vous alors qu'on l'avait fait pour tous les autres » (*ibid.*). Le retour du racisme et l'accroissement de la discrimination résulteraient à la mise à pied, au non-recrutement des immigrants qualifiés, et pourraient avoir de mauvaises conséquences sur la santé mentale et psychique de ces victimes. En fait, l'incompréhension et la résolution du paradoxe de la non-reconnaissance d'études et d'expériences antérieures de travail sont difficiles pour les immigrants des catégories de Mojtaba ou d'Ehsan. À l'arrivée, ces immigrants avaient accepté les exigences du marché du travail canadien parce que,

« pour le nouvel arrivant en terre canadienne, le premier réflexe, c'est de sauver sa peau. Il craint d'avoir encore plus de difficulté à trouver un emploi s'il dénonce l'injustice dont il est victime » (*ibid.*). Cependant, cela devient intolérable lorsque le recours à ces deux solutions classiques n'est plus suffisant pour faire face aux exigences du marché de l'emploi.

Revenons sur les mesures particulières de discrimination au Québec. Parmi les résultats mentionnés, deux traits principaux ressortent : l'obligation de la connaissance de la langue française pour avoir accès à plusieurs métiers, le comportement des employeurs ou des clients dans le milieu de travail. L'adoption de la Charte de la langue française a exigé l'application du français dans toutes les communications officielles du Québec. Tel que nous l'avons déjà expliqué, la popularité de l'anglais comme la deuxième langue étrangère souvent enseignée dans les écoles secondaires en Iran et le rôle majeur joué par celle-ci dans le monde entier constituent les éléments qui ont orienté la préférence de la majorité des Iraniens pour cette langue plutôt que les autres. Cependant, la majorité des interviewés ont appris le français en suivant des cours du COFI ou au privé. Pourtant, le niveau de connaissance de cette langue n'a pas été suffisant à leur intégration socioéconomique. Cet apprentissage ne les a pas rendus même admissibles à des emplois de cols bleus syndiqués à la Ville de Montréal, ni comme chauffeurs d'autobus ou de métro, ou même des emplois d'échelle inférieure. Cela explique pourquoi des questions viennent à l'esprit de plusieurs de ces immigrants : Quel est le niveau de connaissance du français qui serait suffisant pour exercer ces métiers? Si les cours donnés ne sont pas assez efficaces pour que les diplômés puissent s'intégrer dans de tels emplois, à quoi servent-ils? Et s'ils sont suffisants pour ces métiers, quel autre motif justifie le non-recrutement de ces immigrants, caché sous le motif du manque de connaissances du français? Pour répondre, comme nous l'avons démontré au chapitre consacré au cadre conceptuel, Ulysse (2003), entre autres, a identifié la discrimination directe et indirecte contre les membres des minorités visibles et certaines races comme un obstacle à leur intégration économique et sociale. Germain (1997) pour sa part a confirmé le fait que les emplois dans la

fonction publique sont quasiment réservés aux francophones d'origine non immigrante.

Outre la barrière du français pour l'accès aux emplois qualifiés au Québec, les expériences de Hooshang et de Dara ont aussi révélé les réactions extrémistes de la part d'un employeur ou d'un client. Ce type de réaction des Québécois a donné une impression négative à ces immigrants en ce qui concerne le comportement discriminatoire des membres de cette société d'accueil. Rappelons qu'annuellement le gouvernement québécois, en vue d'attirer les immigrants au Québec et de les y installer, dépense un montant assez élevé pour mettre en avant les politiques d'apprentissage de la langue française. Il s'agit, entre autres, d'offrir des cours de français gratuits et d'autres avantages aux nouveaux immigrants afin d'assurer leur meilleure intégration. Au contraire, il va de soi que les gestes rapportés ici, de la part de certains Québécois de souche, vont neutraliser ces efforts. On ne peut pas nier non plus la contribution importante des médias dans la sensibilisation des natifs par rapport au pays d'origine ou la race des différents groupes d'immigrants. En outre, l'expérience de Mani a révélé que les traits discriminatoires ont affecté même l'organisme auquel le gouvernement a confié la gestion du régime québécois de santé et de sécurité du travail. Ayant comme but de fournir un service d'assurance essentiel aux entreprises établies au Québec, la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) indemnise les travailleurs à la suite d'un accident ou d'une maladie professionnelle⁹¹. Toutefois, au lieu de faire de son mieux pour aider la victime d'un accident de travail, cet organisme gouvernemental a réagi inversement en le privant de son droit d'indemnisation en prétextant ne pas avoir reçu sa réponse dans le délai prévu. Est-ce que les institutions créées dans le but de servir la société québécoise peuvent recourir à un prétexte administratif sans attention au contexte? Est-ce que cet exercice des règlements se limite seulement à certains groupes d'immigrants ou est-ce la même chose pour tout le monde? Puisque ces questions concernent la confiance des immigrants quant à la sécurité des milieux professionnels garantie par des organismes gouvernementaux, elles exigent, d'après

⁹¹ Tiré du site de la CSST, le 20 octobre 2009 : <http://www.csst.qc.ca/asp/visiteguide/index.asp>.

nous, des recherches plus approfondies et détaillées. À ce propos, rappelons la critique de Chicha concernant la focalisation de la commission Bouchard-Taylor sur les différences culturelles, religieuses et les accommodements raisonnables⁹² : « ce n'est pas ça le principal obstacle, le vrai problème, c'est la discrimination au travail » (Galipeau, 2009).

Enfin, la perception rejetant la discrimination nous permet de discuter certains éléments mentionnés. Parmi les immigrants, entrés souvent comme réfugiés ou demandeurs d'asile, et qui étaient détenteurs ou non d'une spécialité ou d'une scolarité postsecondaire, il y en a plusieurs qui se sont intégrés dans un travail autonome ou des secteurs qui n'exigent pas une grande spécialisation. Germain (1997) a aussi conclu que les immigrants récents avaient occupé les emplois aux niveaux inférieurs de la hiérarchie occupationnelle. Ainsi, compte tenu de la présence plus nombreuse des immigrants dans certains secteurs d'emploi, la discussion à propos de la discrimination dans ces milieux semble peu significative. Cependant, Karim a mis l'accent sur l'importance des traits individuels des immigrants dans les milieux de travail. Il s'agit du comportement de ces groupes en ce qui a trait à l'incitation ou la diminution des conflits discriminatoires. Autrement dit, outre l'effort pour améliorer les politiques étatiques ou le comportement des employeurs ou des collègues québécois, les immigrants, eux-mêmes, pourraient jouer un rôle effectif à ce propos. En fait, ce regard pourrait changer le rapport unilatéral de la discrimination en milieu de travail de la part des natifs contre les immigrants à un rapport bilatéral où les deux côtés pourraient collaborer. Rappelons

⁹² Un an et demi après le rapport Bouchard-Taylor, les 21 et 22 octobre 2009, Angus Reid Strategies a mené un sondage en ligne auprès d'un échantillon représentatif de 1046 adultes québécois. D'après les résultats, plus que 70 % des répondants ne sont pas d'accord avec la permission du port d'un signe religieux à l'école, à l'hôpital et au travail, et près de 60 % de ce groupe ne le sont pas dans les endroits publics. Également, plus que 55 % des répondants jugent inacceptables les éléments comme un menu différent à la garderie, la présence d'une femme médecin pour une patiente, et un congé religieux autre que ceux qui sont prévus au calendrier chrétien. De même, les questions de la séparation des garçons et des filles à la piscine, de la présence d'un instructeur pour un homme suivant un cours de conduite et de l'obtention d'un espace spécifique (au cégep, à l'université ou sur son lieu de travail) pour pratiquer sa religion ont été jugées inacceptables dans les proportions, respectivement, de 90 %, 81 % et 76 %. (*La Presse*, 27 octobre 2009, p. A2-A3.)

quand même que ce rapport ne s'applique pas aux immigrants qui sont toujours à la recherche d'un emploi.

Par ailleurs, à partir de l'analyse des caractéristiques de certains interviewés, on peut comprendre que des éléments comme le niveau de connaissance de la langue française avant l'arrivée, la scolarité et, en particulier, la période d'entrée ont contribué à donner une perception assez optimiste à certains eu égard à l'absence de discrimination au Québec (l'exemple de Sahand). Cependant, le raisonnement de Soheil, basé sur le besoin des employeurs Québécois d'employés ayant sa spécialité, confirme indirectement l'existence de la discrimination, sauf qu'il a identifié le remède à ce problème par la spécialisation très élevée des immigrants afin de minimiser cette attitude des natifs. En fait, il s'agit de l'exploitation des cerveaux plutôt que l'exercice d'un comportement égalitaire envers n'importe quel immigrant. Par contre, il y a un type de regard à ce concept qui n'a plus trait aux souffrances individuelles, mais qui implique plutôt les éléments globaux et comparatifs. Par exemple, Mohammad identifie la discrimination comme une accusation politique non raisonnable qu'il attribue aux anglophones; et Saman apprécie l'amitié des Québécois en la comparant avec la malveillance de sa propre communauté. Ces deux interviewés bien scolarisés n'ont pas vu la problématique de la discrimination au Québec sans évoquer les éléments historiques entre les peuples canadiens ainsi que l'existence des traits discriminatoires même parmi les membres de la communauté en voie de formation des Iraniens au Québec.

L'analyse des résultats de la discrimination professionnelle contre les immigrants a révélé que les Iraniens au Canada sont à la fois les victimes d'une discrimination associée à un étiquetage religieux et des politiques contre les valeurs occidentales du régime de leur pays d'origine. Exclu d'emplois qualifiés, le groupe concerné n'a pas pu améliorer sa position même à la suite d'études postsecondaires. L'attentat du 11 septembre 2001 a réduit les chances d'emplois sur lesquels comptait ce groupe, de sorte que cette situation pourrait les affecter par la dépression ou des maladies psychiques. Au Québec, l'accent mis sur la connaissance du français a

privé les immigrants non francophones de l'accès à des postes syndiqués au profit des Québécois. D'où vient ce problème? La qualité des cours ou l'insistance sur la discrimination? Cette dernière a même influencé le comportement des organismes gouvernementaux créés pour l'indemnisation aux travailleurs victimes d'accidents de travail et celui des employeurs et des collègues de travail. Les médias peuvent contrôler ou aggraver cette attitude. Par contre, la concentration des immigrants dans certains secteurs, les qualifications rares et élevées, la cohorte d'arrivée et la manière d'analyser la discrimination ont réduit les perceptions concernées.

Chapitre 9 - Emplois occupés

Au cours de l'étude de la trajectoire de l'intégration professionnelle des immigrants au Canada, après avoir étudié leur expérience d'apprentissage de la langue et de l'acquisition de compétences canadiennes, nous avons analysé la contribution d'éléments comme le contexte économique de la période visée, le réseau ethnique, le rôle des agents d'emploi et la discrimination. Le présent chapitre s'attarde à analyser les emplois occupés par le groupe des interviewés. Comme le secteur tertiaire est plus présent dans les emplois de nos interviewés, nous abordons ce chapitre en jetant un coup d'œil aux circonstances de l'essor de ce secteur, ainsi qu'à la croissance des emplois atypiques au Canada et au Québec.

Fondés sur les phases du développement historique ou le rythme des gains de productivité reliés au progrès technique, trois secteurs d'activité sont définis. Alors que le secteur primaire regroupe les activités d'agriculture, de pêche, d'exploitation forestière, des mines et des métaux, le regroupement du secteur secondaire comprend les activités de transformation des matières premières et celles de la construction. Quant au secteur tertiaire, il comprend un vaste champ d'activités de services contribuant à la satisfaction de besoins individuels ou collectifs. Cela inclut le commerce, l'administration, les transports, les activités financières et immobilières, les services aux entreprises⁹³, les services aux particuliers⁹⁴, l'éducation, la santé, et l'action sociale⁹⁵. S'étant développé dans les pays industrialisés durant le 20^e siècle, ce secteur a pris une place importante dans l'économie de ces pays : « au Canada où les services représentaient moins de la

⁹³ Ces activités correspondent par exemple à : postes et télécommunications, conseils et assistance, services opérationnels, recherche et développement. (INSEE, <http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/services-aux-entreprises.htm>.)

⁹⁴ Ces activités correspondent à : hôtels et restaurants, activités récréatives, culturelles et sportives, services personnels et domestiques. (INSEE, <http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/services-aux-particuliers.htm>.)

⁹⁵ Elle désigne l'ensemble des moyens par lesquels une société agit sur elle-même pour préserver sa cohésion, notamment par des dispositifs législatifs ou réglementaires et par des actions visant à aider les personnes ou les groupes les plus fragiles à mieux vivre, à acquérir ou à préserver leur autonomie et à s'adapter au milieu social environnant. (Wikipédia, http://fr.wikipedia.org/wiki/Action_sociale.)

moitié de la production et de l'emploi en 1931, [ils] avaient progressé jusqu'à 73 % de l'emploi en 1995 » (Tremblay, 1997 : 84).

Deux raisons expliquent le développement de ce secteur : les changements structurels dans l'ordre socioéconomique et la conjoncture du début des années 1980 et 1990. La première est attribuable aux éléments comme la croissance des revenus des ménages, la diminution du temps de travail et la participation plus élevée des femmes sur le marché du travail. Ces éléments ont encouragé la consommation des services comme l'hébergement, la restauration, les services personnels, les divertissements et les loisirs, le commerce de détail, ainsi que les services après-vente. De 1977 à 1995, la part de l'emploi des services sociaux, culturels, commerciaux et personnels dans l'emploi total des services est passée de 42,7 % à près de 51 % (*ibid.* : 86-87). Les récessions du début des décennies 1980 et 1990 ont amené plusieurs entreprises à recourir à diverses stratégies : restructuration et rationalisation des activités, introduction de nouvelles technologies, réorganisation du processus de production et modernisation des installations. Parmi les conséquences de ces initiatives soulignons des fermetures d'entreprises, l'utilisation de moins de main-d'œuvre ou leur licenciement. C'est ainsi que « de 1981 à 1995, l'emploi dans le secteur des biens a diminué de 5 % tandis que celui dans le secteur des services s'est accru de 30 % » (*ibid.* : 88).

Similairement à la vaste variation des champs d'activités existant dans le secteur tertiaire, la rémunération au sein de ce secteur a aussi été variée. Par exemple, le salaire des travailleurs dans les services aux consommateurs, y compris services personnels, hébergement et restauration, en général, a été moins élevé que celui des travailleurs des services publics et sociaux, des finances et des commerces. D'après l'étude effectuée par le Centre canadien du marché du travail et de la productivité (CCMTP) en 1988, « plus de la moitié des nouveaux emplois apparus dans les services de 1983 à 1987 ont été des emplois créés dans les sous-secteurs où les gains hebdomadaires moyens étaient inférieurs à 300 \$ ». En outre, « les gains hebdomadaires moyens dans les services sont généralement inférieurs à ceux du

secteur des biens, soit respectivement 409,66 \$ et 537,22 \$ en 1987 ». La même étude souligne le fait que « les nouveaux emplois seraient majoritairement des emplois rémunérés à l'heure dans des sous-secteurs où à la fois le nombre moyen d'heures travaillées et les taux horaires sont nettement inférieurs à la moyenne » (*ibid.* : 101-102). Cette étude a de plus précisé que même lors de la période de croissance qui a suivi la récession du début des années 1980, 90 % des nouveaux emplois ont été créés dans le secteur tertiaire (*ibid.* : 103).

Par ailleurs, l'augmentation du nombre d'emplois atypiques⁹⁶ et la diminution de la durée des emplois ont modifié les conditions et l'accès à un emploi stable et bon n'était plus aussi facile (Paugam, 2000). De 1989 à 1994 au Canada, les catégories du travail à son propre compte et du cumul d'emplois ont augmenté respectivement de 7 % à 9 % et de 5 % à 7 % chez les travailleurs de 15 à 64 ans (Krahn, 1995 : 39-47). D'après une enquête effectuée par Statistique Canada sur l'évolution de la durée et de la stabilité de l'emploi au Canada, la proportion des emplois durant de 6 mois à 5 ans est passée de 34 % au début des années 1980 à 26 % au début des années 1990. Au contraire, au cours de cette même période, la proportion d'emplois de 6 mois ou moins a augmenté de 46 % à 54 % (Heisz : 1996).

Au Québec, l'emploi dans le secteur des services a commencé à augmenter à partir des dernières années de 1980 et depuis il a suivi une progression assez constante, sauf durant les années 2000 où l'augmentation a été plus lente. Par contre, la croissance de l'emploi dans le secteur de la fabrication est tombée à la fin des années 1980, sauf dans la deuxième moitié des années 1990, et a même dépassé celle de l'emploi dans les services avant de chuter encore dans les années subséquentes. Quant à la proportion de l'emploi dans la haute technologie, elle a doublé entre 1987 et 2000, passant de 2,7 % à 5,4 %. À la fin des années 1980, autour de 3 emplois sur 10 étaient de niveau hautement qualifié tandis que ce ratio est monté à 4 emplois sur

⁹⁶ Un emploi atypique est une situation de travail à temps partiel, temporaire, autonome à compte propre, ou en cumul d'emplois (Vosko et coll., 2003 : 18-19).

10 en 2005. Alors qu'avant 1990 les femmes n'occupaient pas une proportion plus élevée que 44 % de ces derniers emplois, elles ont obtenu plus de la moitié des emplois hautement qualifiés en 2005. Dans la catégorie des diplômés universitaires de 25-44 ans, le nombre des femmes en emploi a dépassé celui des hommes après 1999. Rappelons que durant les dernières décennies, l'écart du taux d'emploi des femmes par rapport aux hommes a bien diminué (Arrache, 2006). De plus, alors qu'en 1951 près de 70 % des travailleurs avaient un emploi à temps plein, cette proportion a diminué à 54 % en 1971 et est descendue à 50 % en 1981 (Brossard et Simard, 1986).

Toutes ces données nous offrent une perspective générale des changements sur le marché du travail au Canada et au Québec, du moins pendant les décennies 1980 et 1990. L'avènement des changements structurels et conjoncturels dans les économies des pays développés a engendré l'essor du secteur tertiaire au détriment des secteurs primaire et secondaire. Le fait que plusieurs personnes ont quitté ces derniers secteurs ajouté à la croissance des travaux atypiques a créé un marché d'emploi caractérisé par l'instabilité et la précarité des emplois et la faiblesse des avantages matériels et non matériels par rapport aux années précédentes. Compte tenu des conditions mentionnées du marché, abordons l'analyse du récit des immigrants concernant les emplois occupés, en commençant avec l'industrie de la restauration.

1. Restauration

Bon nombre des immigrants ont travaillé dans différentes branches de la restauration. Ils ont occupé des postes comme laveur de vaisselle, livreur de pizzas ou travailleur dans les cuisines. Dans ce groupe, certains ont eu recours à deux ou trois de ces emplois. Pour la majorité de ceux travaillant dans ce secteur, le recours à ces travaux s'est déroulé durant les premières années de leur arrivée. Pour mieux comprendre les expériences, nous les avons divisées selon leur statut : simple travailleur et démarreur de restaurant.

1.1. Simple travailleur

La livraison de pizzas a été le boulot de plusieurs immigrants arrivés au cours différentes périodes des décennies 1980 et 1990. À ce propos, les exemples de Firooz, Mehran, Cyrus, Mehrdad et Ahmad sont pertinents. Arrivés comme demandeurs d'asile et souvent avant l'obtention de leur résidence permanente, ils ont reconnu que la meilleure solution à leur intégration professionnelle a été l'achat d'une voiture et le recours à la livraison de pizzas pour un restaurant.

Le lavage de vaisselle fait aussi partie des emplois occupés dans cette industrie. Mehryar, détenteur d'une maîtrise en économie, arrivé en 1984, est un bon exemple d'un immigrant qui a fait ce boulot dans un restaurant. Il raconte :

« Grâce à mon goût politique de gauche, j'étais très sociable et partisan des ouvriers. J'ai commencé mon boulot dans un restaurant. Fidèle à mon idéologie de gauche, j'étais prudent de ne pas me faire exploiter. C'est la raison pour laquelle je prenais du temps à effectuer mon travail. C'est pourquoi les employeurs me mettaient à pied. Quand je cherchais un boulot, au début les employeurs m'admiraient en disant que j'étais surqualifié et puis ils me demandaient une expérience canadienne. Je leur demandais alors comment je pourrais en avoir sans être recruté ici. Ils répondaient en un mot : désolé. Pourtant, pour subvenir aux besoins de ma famille, j'ai aussi livré des pizzas. Puis, le propriétaire m'a donné la gestion de son restaurant. Cependant, il l'a plus tard vendu et le nouveau propriétaire m'a mis à pied sans attendre. »

À ce propos, quelques autres éléments sont aussi mentionnés par les interviewés. Par exemple, Morteza, arrivé en 1987, a souligné la volonté de bénéficier des avantages de l'assurance-chômage ou de l'aide sociale en travaillant illégalement dans des restaurants comme cuisinier au salaire minimum pendant la période où il était sans statut. De la même façon, pour d'autres immigrants, le fait de travailler dans cette industrie les fins de semaine ou à temps partiel en étant payés en argent comptant leur procurait un revenu complémentaire pendant leur apprentissage de la langue (Sattar, Emad, Soheil) ou s'ajoutait à un travail « déclaré » durant la semaine (Mehraz). Parmi les immigrants, l'exemple de Barzin, arrivé en 1988, deux ans après son frère Cyrus, est éloquent :

« Cyrus avait un ami qui, lui, m'avait trouvé un boulot de montage de pièces dans un magasin de vente d'appareils bureautiques. Pourtant, à cause de leur 'francophonie', ils m'ont mis à pied après deux semaines. Puis j'ai fait des livraisons de pizzas durant un peu moins de six mois. J'étais endetté et les conditions étaient difficiles : sans statut, sans vêtements. J'utilisais la voiture de mon frère (qui n'avait pas de chauffage) pour travailler. Mon frère, lui aussi, n'avait rien. Donc, je suis devenu cuisinier dans un restaurant, ce qui me permettait de rester près de four qui était chaud, plutôt que de faire des livraisons en hiver à Montréal dans une voiture froide. »

Plusieurs éléments peuvent être retenus pour l'étude des récits des groupes de cette catégorie. Tel que nous l'avons constaté, l'ambiguïté de leur situation de réfugié et l'attente de la résidence permanente les empêchaient de poursuivre leurs études. Également, les réponses négatives des employeurs qui insistaient sur des facteurs comme l'expérience canadienne, ainsi que les besoins matériels de ces immigrants, les ont poussés vers les travaux généraux qui souvent n'exigeaient pas une compétence particulière. Cependant, nous ne pouvons pas ignorer le fait que l'absence de statut de ces demandeurs d'asile donnait un prétexte aux employeurs pour refuser ce type de chercheurs d'emploi, prétextant la précarité de leur statut de résidence. Le recrutement d'un nouvel employé exige en effet d'une entreprise une certaine période pour le former en vue de l'atteinte de buts administratifs ou liés à la productivité. Et le retard de l'accès au statut non seulement a établi une distance avec le milieu des études, mais a aussi fait en sorte que les employeurs ne leur donnaient pas la chance d'acquérir une expérience canadienne dans des emplois qualifiés.

L'expérience de Mehryar et sa position dans son milieu de travail ont été influencées par ses idées politiques. Ainsi, une perception négative envers les propriétaires concernant les moyens de production, découlant de ses enseignements marxistes, a amené cet immigrant à perdre du temps lors de la réalisation de ses tâches. Hormis la réaction de l'employeur concerné, ce point rappelle le fait que l'entrée des immigrants de cultures et de races diverses ne se limite pas à l'importation de différentes façons de vivre en matière de repas, de religion, de

vêtement, etc., mais aussi à celle des idéologies politiques ayant trait aux manières ontologiques, dont professionnelles. Cela est sans doute plus marqué chez les réfugiés et les demandeurs d'asile dont la raison principale de leur présence est liée au suivi de leurs croyances politiques. En fait, si cette manière de réaliser des dogmes marxistes existait chez les camarades de cet immigrant, nous pourrions justifier un des éléments de l'intérêt de ce groupe pour le travail autonome.

Par ailleurs, l'industrie de la restauration peut attirer les groupes qui tentent de travailler sans payer d'impôt sur le revenu. D'une part les individus sans statut comme demandeurs d'asile, souvent bénéficiaires de l'aide sociale, ont occupé des emplois dans l'économie souterraine dans cette industrie qui étaient parfois plus intéressants que les emplois offerts par les agents d'emploi. Nous avons vu précédemment que les immigrants n'avaient pas d'intérêt pour ces types d'emplois à cause des difficultés, du salaire et du peu de prestige. D'autre part les employeurs pouvaient exploiter ces groupes en payant un salaire plus bas que le salaire habituel sans avoir aucune autre responsabilité face à eux. En effet, la position inférieure de ces immigrants les rend vulnérables en raison de la discrimination sur le marché du travail, de la faible connaissance de la langue française et de la conjoncture économique. Surtout, alors que les changements structurels exigeaient des études continuellement mises à jour, ces groupes étaient incapables de poursuivre leurs études. L'expérience de Barzin à propos de sa préférence pour travailler comme cuisinier plutôt que livreur de pizzas est un autre exemple de la vulnérabilité de ces individus durant cette période. Son frère déjà immigré ne pouvait pas l'aider à cause de ses propres conditions de vie qui étaient encore pires. Ainsi, l'arrivée récente d'un membre très proche de la famille dans le pays d'accueil ne peut suffire à elle seule à aplanir les difficultés d'intégration des nouveaux arrivants.

1.2. Démarreur de restaurant

À la différence du premier groupe, dans le but de mieux s'intégrer sur le marché du travail, certains immigrants ont opté pour la substitution du statut de simple employé

dans l'industrie de la restauration par celui de propriétaire ou de partenaire. Ces expériences n'ont pas été pareilles pour tous les immigrants concernés. Examinons-en certaines plus en détail.

Comme nous l'avons vu, l'avocat de Dara, arrivé en 1985, lui avait conseillé de démarrer une entreprise pour accélérer le traitement de sa demande d'asile. Ainsi, en 1987, en partenariat avec un de ses compatriotes, ce jeune homme de 22 ans a ouvert un restaurant iranien au centre-ville de Montréal sans avoir aucune expérience dans ce domaine. À ce propos, son père, un homme d'affaires assez riche faisant des affaires à Dubaï, lui a envoyé un montant de 72 000 dollars. Non seulement Dara n'a pas pu financer les coûts de son entreprise, mais son père devait aussi subvenir à ses besoins personnels à l'extérieur du Canada. Ainsi, après l'accumulation des dettes et le départ de son partenaire vers les États-Unis, Dara est resté avec 20 000 dollars de dettes, ce qui l'a finalement obligé à abandonner cette affaire. Écoutons-le :

« Alors que je n'avais plus le soutien de mon père, je n'aimais pas être prestataire de l'aide sociale non plus. C'est pourquoi j'ai commencé la livraison de pizzas, mais après dix mois, comme ça ne m'a pas plu, je laissé ce travail et je suis devenu le cuisinier de Pizza Mikes. Mais, après une chicane avec le propriétaire grec, j'ai aussi abandonné ce travail. »

Jahanshah, un autre demandeur d'asile arrivé en 1986, a commencé à travailler en lavant la vaisselle, en faisant la cuisine, et puis a ouvert un restaurant en partenariat avec d'autres compatriotes. Ensuite, les conflits entre ces derniers lors de son hospitalisation pour une chirurgie de son nez l'ont incité à vendre le restaurant. Entre-temps, après avoir suivi le cours de nettoyage et de réparation des tapis, il a acheté les équipements nécessaires et il a travaillé comme affilié d'une société. Il a acheté un autre restaurant, sans partenaire cette fois, mais la fatigue l'a obligé à le vendre après deux ans. Dans une situation assez similaire, Mani, arrivé en 1990, après avoir fait des petits boulots de court terme en rénovation et en distribution de matériels publicitaires, a acheté une voiture et a fait la livraison de pizzas pendant deux ans. Il a économisé de l'argent et a ouvert son propre restaurant. En 1998,

malgré de bons progrès, il a été obligé de le vendre à cause d'un accident de travail à la main.

Les derniers exemples représentent deux demandeurs d'asile ayant déjà un baccalauréat avant leur arrivée et qui ont réussi à devenir résident permanent quelques mois après leur entrée. Hamed, arrivé en 1983, a commencé sa carrière par la distribution de journaux, des travaux de courte durée dans deux usines, la livraison de pizzas, les études collégiales et l'achat d'un taxi. Après avoir vendu 50 % de la propriété de son permis de son taxi, il a été partenaire dans un restaurant iranien pendant un an et demi. Toutefois, la fatigue l'a obligé à vendre sa portion et à retourner au taxi. Ensuite, l'aller-retour entre le taxi et le restaurant s'est répété deux autres fois. Enfin, la différence d'opinion avec son partenaire et le départ de ce dernier l'ont poussé à vendre son taxi pour payer ses dettes et à déclarer faillite. Dix ans après l'entrée de Hamed, en 1993, Hassan est arrivé. Commenant sa carrière comme ouvrier de déménagement durant quelques mois, il a fait la livraison de pizzas, la cuisine, des études collégiales et du taxi. Pourtant, comme ce dernier emploi ne lui a pas plu, Hassan l'a laissé après trois mois et, en partenariat avec un de ses compatriotes, cet immigrant a acheté un restaurant. Il explique cette expérience : « ça n'a pas bien marché et j'ai perdu tout mon argent. Le loyer était haut à cause de notre emplacement sur la rue Queen-Mary. Nous n'avions pas de clients, la coopération avec mon partenaire était difficile et nous n'avions aucuns gains. En six mois de travail, je n'ai rien gagné; autrement dit, j'ai travaillé bénévolement. »

Plusieurs éléments de l'étude de l'expérience des immigrants en matière de travail autonome dans l'industrie de la restauration méritent d'être discutés. L'analyse du recours à ce type de travaux est différente chez les économistes et les sociologues. Alors que la focalisation du premier groupe porte sur des facteurs comme les récompenses monétaires de l'entrepreneuriat (Light et Karageorgis, 1994 : 655) et la comparaison entre l'utilité attendue du travail autonome et celle provenant du travail salarié (Farlie et Meyer, 1993 : 10), certains sociologues

suggèrent d'autres facteurs comme le statut de résidence, les désavantages du marché du travail et les ressources de classe et ethniques (Bonancich, 1973; Waldinger, 1992). À propos du statut de résidence, à cause du risque plus élevé associé à la possession d'une entreprise plutôt que de rester simple travailleur, Waldinger (1986) suggère le statut de résident permanent plutôt que temporaire comme un élément sous-tendant ce recours. Parmi bon nombre des exemples étudiés d'immigrants arrivés comme demandeurs d'asile, certains n'ont réussi à obtenir le statut de résident permanent qu'après quelques années, malgré leur grand désir de l'avoir. Dans ces cas, les conditions sociopolitiques particulières de leur pays d'origine qui justifiaient les motifs de leur présence au Canada ne leur permettaient pas d'imaginer la possibilité de retourner dans leur pays, en tout cas dans un avenir proche. Cependant, à cause de l'incertitude concernant leur admission, ces groupes étaient dans une situation précaire et instable pendant cette période. Parmi ces groupes, l'expérience de Dara a présenté un nouvel élément du recours à l'entrepreneuriat qui concerne l'accélération du traitement de sa demande de réfugié. Malgré la non-prévision de ce facteur comme contribuant à l'admission des réfugiés, cet immigrant a obtenu son statut en quelques mois.

En ce qui a trait aux désavantages des immigrants sur le marché du travail qui pourraient contribuer à les pousser vers le travail autonome, nous venons de montrer que, dans des conditions assez similaires, certaines personnes dans ce groupe étaient restées de simples travailleurs. À ce propos, Light et Rosenstein (1995 : 152) indiquent que le facteur de désavantage n'a pas à lui seul le pouvoir de pousser les immigrants vers l'entrepreneuriat. C'est pourquoi ils ont suggéré de considérer à la fois l'ensemble des éléments de désavantages et de ressources de classe. Ces chercheurs ont fait deux catégories : matérielle et culturelle (*ibid.* : 23). Un des éléments des ressources matérielles est l'argent à investir. Au long de l'étude de la trajectoire des immigrants, nous avons constaté que la majorité des personnes de ce groupe étaient de jeunes individus, provenant souvent de la classe moyenne de la société iranienne, sans un gros montant d'argent lors de leur départ et que la majeure partie de ce montant avait été dépensée pour subvenir à leurs besoins et

payer les passeurs jusqu'à leur arrivée au Canada. En fait, un exemple comme Dara, bénéficiant du support financier de son père, un homme d'affaires assez riche travaillant à Dubaï, était rare parmi ce groupe. Et si l'immigrant vient d'une famille favorisée cela ne veut pas automatiquement dire qu'il comptera sur la richesse de sa famille; prenons ici l'exemple de Cyrus, qui est parti sans même prévenir son père.

Le capital de ces immigrants pouvait provenir soit des ressources ethniques soit des épargnes pendant la période où ils ont travaillé au Canada. Comme exemples des ressources ethniques, notons le patrimoine ou les attitudes entrepreneuriales, les réseaux sociaux, les solidarités réciproques et les bas coûts de transactions (*ibid.* : 22). Cependant, les récits des immigrants ont confirmé que l'arrivée assez récente des Iraniens au Canada et en particulier au Québec pendant les décennies 1980 et 1990, même malgré la présence antérieure d'un membre de la famille, n'était pas suffisante pour contribuer au désir de se lancer en affaires de ces nouveaux arrivants. Par contre, les expériences de ces derniers montrent leur dépendance aux épargnes, qui résultent en de petits boulots effectués dans l'industrie de la restauration ou ailleurs depuis leur arrivée au Canada. Sur le plan du recours à l'entrepreneuriat dans ce secteur, la période de leur résidence assez courte ne permettait pas à ces personnes d'avoir gagné assez et les emplois trouvés étaient de toute façon dans des secteurs peu payants. À ce propos, certaines études de ces périodes ont affiché des taux de croissance inférieurs des petites entreprises des secteurs du commerce de détail et des services personnels par rapport aux autres (Reynolds, 1987, Cooper et coll., 1994). Il ne faut pas oublier non plus la conjoncture économique et le travail souterrain qui faisaient que les immigrants étaient payés parfois à un bas salaire, même inférieur au salaire minimum. Cependant, le statut de célibataire de bon nombre d'entre eux à leur arrivée leur permettait d'économiser en partageant leur logement et en consommant moins. Ainsi, autant les difficultés du marché du travail canadien que l'objectif de la fondation des bases d'une carrière ont mené certains immigrants à utiliser de petits capitaux épargnés durant leur courte résidence pour créer de petites entreprises, ce qui les empêchaient d'être exploités par d'autres.

Mani, ayant ouvert sa petite pizzeria seul sans partenaire, représente l'exemple d'un entrepreneur qui s'appuie sur ses épargnes pour ouvrir une petite entreprise. Par contre, en raison de la taille de leur projet et du niveau des services à offrir, le montant de leurs épargnes n'a pas suffi à libérer certains immigrants de la nécessité de s'associer à d'autres pour ouvrir un restaurant. D'ailleurs, la peur des risques probables de cette initiative exigeait souvent la présence d'un partenaire. Les résultats de l'étude de Der-Martirosian (2008 : 95-96) sur l'entrepreneuriat des immigrants iraniens à Los Angeles durant les années de 1980 ont aussi confirmé que seulement moins de 21 % de ces groupes ont travaillé seuls et 47 % ont travaillé en partenariat, majoritairement avec des compatriotes. Les expériences des immigrants de notre étude à propos de leur désir de créer un partenariat avec des compatriotes confirment la similarité avec le groupe de Los Angeles. Cependant, ces groupes n'ont pas porté attention au fait que le rôle des partenaires ne se limite pas seulement à l'apport de capital, mais aussi à la compétence fonctionnelle et à l'expérience de gestion (Eisenhardt et Schoonhoven, 1990). En fait, l'unique familiarité entre deux compatriotes a débouché sur un entrepreneuriat sans expérience du travail dans ce domaine.

Notons que le destin de ces individus n'est pas supposé être très différent : les membres d'une communauté en voie de formation au Canada, reflétant les caractéristiques de leur société d'origine, y compris les distinctions politique, ethnique et religieuse, et qui souffrent de plusieurs difficultés relationnelles exacerbées notamment après la révolution de 1979. La période de résidence de la majorité a été assez courte, ce qui fait que la connaissance de la langue, du milieu du travail, de la société d'accueil et des métiers a été faible. Malgré le manque d'expérience des travaux collectifs chez la majorité, la présence récente des Iraniens au Canada en général a fait que les membres des sous-groupes politiques ou religieux n'ont pas pu bénéficier d'échanges intergroupes. En effet, ces éléments, tel que nous l'avons expliqué antérieurement, n'ont pas permis à ce groupe de partager des ressources culturelles de classe : « *occupationally relevant and supportive*

values, attitudes, knowledge, and skills transmitted in the course of socialization » (Light et Rosenstein, 1995 : 23).

Certains autres facteurs sont intéressants à propos de difficultés de gestion des restaurants. Premièrement, pour pallier le manque de compétences du gestionnaire d'une entreprise, l'embauche de personnel qualifié pourrait contribuer au partage des responsabilités. Pourtant, les contraintes financières ne le leur permettaient pas. Deuxièmement, le démarrage d'un restaurant peut sembler assez facile, mais l'attention portée à certains éléments explique les chances de survie : la localisation de l'entreprise, les besoins des clients⁹⁷, la présence tant de concurrents bien établis offrant des services similaires que de nouveaux arrivants. Soulignons que ces éléments deviennent plus importants si le restaurant offre des repas qui correspondent aux goûts d'un petit groupe d'immigrants. À ce propos, le volume total et la dispersion de ce groupe dans le quartier ou la ville sont vitaux pour la survie de ce genre d'entreprise. En effet, les facteurs de formation ou d'expérience antérieure, en facilitant la considération de ces variables, augmentent le rendement de l'entreprise (Teach et coll., 1986). Au contraire, l'apprentissage des éléments clés de la gestion d'une entreprise uniquement après son démarrage accroît les risques et la possibilité de perdre le capital investi, et le récupérer souvent n'est pas simple pour les nouveaux immigrants.

Enfin, les récits des exemples de démarrage d'un ou plus d'un restaurant ainsi que les allers-retours entre ce métier et d'autres décrivent l'hésitation de certains à propos de ce qu'ils tentaient de faire dans la société d'accueil. Compte tenu du motif et du statut de la présence au Canada, les emplois occupés démontrent que ces groupes étaient prêts à essayer différents travaux, peu importe l'effort exigé, en ignorant leur profil éducatif, familial ou professionnel. Rappelons que l'intérêt de ces individus pour la restauration résultait des difficultés sur le marché du travail, sinon, comment justifier le recours d'un infirmier ou d'un ingénieur au démarrage

⁹⁷ Selon Dara, « notre repas n'est pas compatible avec les goûts des Québécois parce qu'il est trop copieux. Une fois, mon partenaire avait invité les employés d'une des banques de notre quartier. Ils se sont bien amusés du repas, mais ils ont dit qu'il était trop lourd. »

d'un restaurant? En effet, le but d'atteindre une stabilité d'emploi ainsi que la l'insatisfaction de ce qu'ils faisaient ont mené ces immigrants à vivre un aller-retour entre quelques métiers, en particulier au cours des premières années de leur arrivée. D'une part l'expérience de partenariat ethnique n'a pas été positive chez ces immigrants; d'autre part la gestion d'un restaurant sans l'aide de partenaires était épuisante. Toutefois, l'idée de démarrer un restaurant est demeurée parmi les choix les plus probables.

En résumé, pour faciliter l'étude de l'expérience des immigrants qui travaillent dans la restauration, nous les avons divisés entre les simples travailleurs et les démarreurs de restaurants. Les différents éléments de vulnérabilité des immigrants sur le marché du travail ont contribué à les pousser vers des petits boulots dans ce secteur. Cette situation a favorisé les conditions pour l'exploitation de ces groupes par les propriétaires de ces entreprises. Nous appuyant sur ces expériences et sur certains débats théoriques, nous avons conclu que l'ensemble de cette vulnérabilité et des ressources matérielles pouvaient permettre le démarrage de restaurants. Vu la situation financière et le statut à l'arrivée des interviewés ainsi que la non-formation d'une communauté, ce capital était souvent financé par le salaire reçu, de même que par des petits boulots effectués pendant la résidence au Canada. Cependant, des éléments comme la taille des projets qui demandait un investissement plus grand que le capital disponible, la recherche d'un partenariat sans considérer les compétences, le manque d'expérience et la fatigue résultant de ces boulots ont contribué à l'instabilité des immigrants, au moins durant les premières années de leur arrivée.

2. Divertissements

Reliés à l'industrie de la restauration, certains secteurs du divertissement font aussi partie des emplois que les immigrants ont occupés après leur arrivée. Parmi ces activités, certaines étaient exécutées dans un cadre ethnique d'autres dans un cadre non ethnique. Les deux groupes – universitaires et non universitaires – ont vécu ce

type d'expérience, celle des bars, des vidéoclubs, des clubs sportifs, des hôtels et des concerts.

2.1. Bar/club/vidéoclub

Dans cette sous-section, nous présentons trois exemples : le premier, arrivé en 1988, et les autres en 1984. En ce qui concerne le premier exemple, le septième mois suivant son arrivée, après avoir rencontré un ami qui possédait un bar, Morad est devenu portier dans une discothèque les fins de semaine et ensuite dans un bar de danseuses cinq jours par semaine. Après un an, cet immigrant est devenu le gestionnaire du club. En 1991, après avoir acheté un restaurant dans le quartier Saint-Henri de Montréal, il l'a transformé en bar et y a vendu de l'alcool sans permis. Après plusieurs interventions de la police, il l'a vendu et a en acheté un autre tout près. Après avoir vendu de dernier à un Marocain pour se rendre en Iran, Morad est parti. Il explique son expérience :

« Au début, les revenus étaient magnifiques. La machine à poker, la table et le bar rapportaient plein de profits. Après l'interdiction des machines par Loto-Québec, ça n'a plus marché. Au début, les machines ont été défendues et, après trois mois, leurs propres machines étaient remplacées. Alors que les anciennes machines fonctionnaient avec 25 cents, les nouvelles exigeaient un dollar. Sans compter que notre entreprise était localisée à la frontière de deux bandes de motards contrevenants et en chicane l'une contre l'autre. En vendant l'entreprise au Marocain, je l'ai avisé de la situation dangereuse du quartier. Trois mois plus tard, à mon retour d'Iran, j'ai appris l'incendie survenu dans ce bar à cause d'une bombe. Ce métier ne fonctionne plus depuis qu'il est interdit de fumer à l'intérieur des salons. Mais ce métier est simple et après que l'apprentissage est complété, la majorité des risques peuvent être évités à la porte. Au début, j'avais un partenaire québécois qui était connu du plusieurs dans ce secteur et j'en ai bien profité. Toutefois, à cause de l'argent comptant, on doit être toujours être présent et c'est fatigant. »

Le deuxième exemple a trait à l'expérience de Javid, dont nous avons discuté à la section du rôle des réseaux ethniques, à propos du démarrage d'un club de bar et billard ouvert en partenariat avec un de ses compatriotes, du vol par ce dernier de 100 000 dollars, ainsi que de son désir de violer la serveuse du bar. Cette histoire fut suivie d'une autre, tel que Javid l'a expliqué : « en partenariat avec quelqu'un

d'autre, j'avais déjà acheté deux maisons. Après les avoir vendues et retiré notre argent de la banque, nous avons déclaré faillite. En amenant 100 000 dollars au Mexique, nous avons démarré un club de bar et billard à Cancún. Je n'avais aucune connaissance des conditions économiques de ce pays et j'y suis resté deux ans. Cependant, ma famille étant à Montréal, c'était difficile. Alors que le travail n'était pas mal, les fortes fluctuations du taux de change réduisaient les gains et c'est pourquoi je suis revenu. »

Enfin, le troisième exemple est celui de Nima à propos du démarrage d'un vidéoclub et de l'abus de son partenaire; nous discutons aussi de cette expérience à la section du rôle des réseaux ethniques.

2.2. Club sportif

Un bon exemple des immigrants qui ont travaillé dans un centre sportif, Saman, ingénieur électrique, est arrivé avec sa famille en 1990 comme demandeur d'asile. Cet instructeur officiel de lutte en Iran a commencé sa carrière ici en lavant des voitures, comme portier dans un bar et a ouvert un club sportif grâce à l'aide gouvernementale. Il a réussi à attirer 26 élèves. La menace par couteau et l'attaque contre son fils dans le métro ont poussé ce dernier à la dépression. Cela a rendu l'épouse de Saman malade et a occasionné tellement de stress pour lui-même, qu'il en a aussi fait une profonde dépression.

2.3. Hôtel

L'expérience de Jamal est un bon exemple de travail dans un hôtel. Arrivé en 1985 dans la catégorie des investisseurs, détenteur d'une maîtrise en littérature persane et d'un baccalauréat en traduction de l'anglais, cet immigrant avait une expérience de gestion à l'hôtel Continental de Téhéran. Après un échec dans l'investissement immobilier, lors de la quatrième année de son établissement à Montréal et après avoir suivi une formation de deux mois, il a commencé à travailler

comme responsable de nuit dans un hôtel connu du centre-ville de Montréal. Il explique cette période :

« En fait, je faisais le boulot de trois personnes plutôt que d'une. Je manquais de temps même pour aller aux toilettes. Pour un salaire de 1600 dollars par mois, je faisais toutes ces opérations : répondre au téléphone, les réservations, la location des chambres, la vérification des rapports des ménages, des chambres, des cafés et des restaurants, la préparation des rapports des comptes pour la comptabilité à la fin de chaque jour, la vérification de la sécurité de tous les étages, la préparation des petits déjeuners à quatre heures du matin, et l'aide aux voyageurs pour porter leurs bagages. Ça veut dire une exploitation parfaite. Je suis sorti après trois ans parce que je n'en pouvais plus. »

2.4. Concerts

Parmi les répondants de notre étude, Dara, arrivé en 1985 comme demandeur d'asile, fait partie du très petit nombre des personnes, à l'intérieur de la communauté iranienne, qui ont organisé des concerts iraniens à Montréal. Le grand intérêt de cet immigrant pour la musique l'a motivé à présenter des concerts de chanteurs et de groupes de musique connus, iraniens et non iraniens. En comparant avec les concerts non iraniens, il a réagi contre la qualité inférieure du déroulement des concerts iraniens eu égard aux lieux, aux équipements et au respect des clients. Cela l'a amené, en 1991, assisté d'un de ses amis à Toronto, à envisager d'organiser des concerts iraniens à Montréal, même s'il travaillait comme chauffeur de taxi depuis deux ans. Ainsi, Dara a commencé son premier travail par la location d'un des salons de l'hôtel Sheraton au centre-ville de Montréal. Nonobstant la longueur de son récit, nous avons décidé de rapporter en détail son expérience relativement unique :

« Il y avait plusieurs difficultés. La première était la vente des billets. Les propriétaires des magasins iraniens demandaient 10 % du montant de la vente alors que la norme était de 5 %. Puis la télévision de la communauté à Montréal a créé des problèmes : alors qu'ils exigeaient habituellement 600-700 dollars par publicité, ils m'ont demandé plus de 2000 dollars. Il y avait aussi une série de problèmes avec les chanteurs. En plus de la demande du permis de travail pour tous les membres du groupe et le paiement des tarifs avant leur départ de Los Angeles, l'organisateur

doit couvrir tous les coûts de leur voyage. Cela résulte en une énorme dépense à l'hôtel, sans garantie de revenus. En outre, lorsque le chanteur observe une assistance plus nombreuse que ce à quoi il s'attendait, il demande le supplément de la vente. Par contre, en cas de perte, il ne prend aucune responsabilité. Par ailleurs, l'attitude sociale de certains n'est pas appropriée pendant leur séjour. Il y avait également des problèmes du côté des clients, comme la présence illégitime aux concerts de 100-150 personnes qui n'avaient pas acheté de billets, la consommation de drogues et d'alcool, le non-respect des règlements du concert, et des conflits au sein de certains groupes. Par ailleurs, les confrontations entre des concurrents sont parfois dures. J'ai par exemple assisté à un concert à Toronto où 4500 billets avaient été vendus et où les agents des concurrents avaient déclenché l'alarme-incendie. En arrêtant 200 participants, la police a empêché le déroulement du concert et l'organisateur a été obligé de le refaire, mais en vendant les billets moins chers. Comme je n'avais pas d'expérience ni d'expertise dans ce domaine, j'ai accusé de grosses pertes lors des trois premiers concerts. Par exemple, dans le deuxième, chacun de nous, trois partenaires, avons perdu 10 000 dollars américains. C'était surtout parce que le concert a eu lieu durant les examens de fin de session des universités. Et un autre est arrivé au milieu de la tempête de verglas à Montréal. Quand le concert était rentable, on pouvait en tirer autour de 10 000 dollars. En fait, je le faisais par plaisir parce que je travaillais à la fois comme chauffeur de taxi. J'étais très jeune et je le faisais pour ma propre satisfaction. Sans compter que le fait d'être en affaires donne un prestige particulier qui fait que ta communauté te regarde autrement. Tu n'es plus un chauffeur de taxi, même si c'est un travail qui exige de l'expérience. »

Les expériences des immigrants relatées dans cette section comportent plusieurs éléments de discussion. Morad et Saman proviennent tous les deux des milieux sportifs et universitaires. Le premier a été étudiant en éducation physique en Iran et un champion sportif au niveau mondial et le deuxième un ingénieur et sportif professionnel en Iran. Cependant, alors qu'un système efficace de l'orientation des immigrants aurait pu les diriger vers la formation de plusieurs jeunes élèves provenant de différentes origines, iranienne entre autres, ces immigrants ont commencé leur carrière comme portier de bars et de cabarets. À ce propos, le seul élément en cause était leur forte apparence physique. Pourtant, la honte et la peur de l'épouse et des enfants de Saman concernant ce type de travail l'ont poussé vers le taxi et l'ouverture d'un club sportif. Ce changement de travail vers ce domaine dans le cas de Morad est attribuable à des facteurs comme son statut de célibataire à l'époque, sa jeunesse, son goût de l'aventure, son désir de faire rapidement des

gains, le pouvoir physique à prendre des risques, et sa première rencontre avec la personne qui a orienté sa carrière vers les bars.

Le bénéfice, assez élevé, découlant de la vente d'alcool et des machines à sous est au nombre des éléments qui incitent plusieurs groupes, tant immigrants que non immigrants, à entrer dans cette industrie. Également, la fréquentation de certains clients avec leurs demandes illégales ainsi que la possibilité de faire des transactions interdites (comme la drogue dans ces endroits, entre autres), contribuent à créer des conditions pour apprendre et pour commettre des fautes et manipuler. À ce propos, l'exemple de Morad concernant la vente d'alcool sans permis ou la fausse faillite par Javid sont flagrants. En outre, l'attrait des bénéfices des activités de ce secteur ne se limite pas seulement aux entrepreneurs du secteur privé, mais aussi au secteur public. Des institutions comme la Société des casinos du Québec et Loto-Québec ressortent comme deux représentants de cet attrait. Par exemple, un des objectifs de cette société, parmi d'autres, est annoncé explicitement comme étant « de générer une source additionnelle de revenus pour l'État »⁹⁸. Ainsi, le récit de Morad à propos du recours par le gouvernement québécois à l'installation de machines à sous exigeant un prix plus élevé dans les bars se comprend mieux.

En ce qui a trait à la fréquentation de certains clients dans ces milieux et des résultats qui s'ensuivent, le récit de Morad à propos de l'explosion dans le bar comme suite au conflit de deux bandes de motards représente la contingence des risques de ce type de métier⁹⁹. Surtout, du fait que les croyances culturelles de la

⁹⁸ En 2008-2009, le chiffre d'affaires et le bénéfice net de cette société ont été respectivement de 915,4 et de près de 296,4 millions de dollars. (<http://www.casinosduquebec.com/lacleamy/fr/casinos-du-quebec>)

⁹⁹ À ce propos, le rapport publié dans le journal *La Presse* sur les activités récentes de ces bandes à Montréal est significatif. Ainsi, à la suite de l'arrestation de certains chefs de la mafia montréalaise, 12 cafés italiens en moins de deux mois ont été la cible de cocktails Molotov jusqu'en novembre 2009. Cela a soulevé la question de savoir quel café italien de Montréal serait le prochain sur la liste. Plusieurs hypothèses ont été émises : « profiter de la désorganisation [...] de la mafia, dont les assises ont été ébranlées par plusieurs rafles policières, pour se tailler une place dans le trafic de la drogue » ou des tensions entre des membres de clans italiens « à intimider les tenanciers de cafés italiens, dans l'espoir de profiter du jeu de chaises musicales observé ces derniers mois dans le milieu interlope, afin de créer de nouveaux points de vente de stupéfiants », ou encore s'emparer du territoire d'un

majorité des immigrants iraniens, notamment musulmans, sont contre ce qui se passe dans ces entreprises, et compte tenu de l'interdiction en Iran de les fréquenter, au moins depuis le début de la révolution islamique, nous pourrions supposer que la connaissance de ce groupe à propos des risques probables de tels milieux et des groupes qui les fréquentent ne sont pas aussi attrayantes que pour les Québécois de souche. Mais, dans le cas des immigrants, les difficultés de l'accès au marché du travail particulièrement lors de mauvaise conjoncture économique créent des situations où la tentation d'obtenir un gain rapide et la fréquentation de ces milieux pourraient résulter en l'engagement dans des gangs et le trafic de drogues. Précisons d'ailleurs que ce type de comportement a déjà fait plusieurs victimes au sein de la communauté iranienne de Montréal.

Morad a également avoué à quel point la réputation antérieure de son partenaire dans le milieu des bars et des clubs avait contribué à la réussite de sa carrière. En fait, cela prend la forme d'un grand capital social souvent nécessaire pour arriver survivre dans ces milieux. L'importance de cet élément devient même plus cruciale, comme nous l'avons remarqué aussi dans les métiers où la présence des gangs de rue et de la mafia est plus forte. Ce capital créé grâce au recours à un lien faible surpasse les relations familiales et ethniques en bénéficiant des connexions parmi les natifs enracinés dans le pays d'accueil. Les nouveaux immigrants ayant le désir d'entrer dans de tels secteurs auraient peu de chance de succès sans de tels soutiens. N'oublions pas que le succès dans tous les secteurs d'entrepreneuriat, ceux-ci en particulier, exige souvent ce genre de soutien, même pour les natifs. Cependant, en raison de leur enracinement dans cette société, ces derniers possèdent de meilleures chances de connaître des leaders et les groupes dominants de ces métiers que plusieurs nouveaux jeunes immigrants.

Un des éléments mentionnés dans le récit de Javid concerne le recours à l'investissement à l'extérieur du Canada. Alors que cet immigrant avait obtenu son

trafiquant de drogue assassiné qui contrôlait plusieurs cafés italiens. (Meunier, *La Presse*, 25 novembre 2009 : A 16.)

diplôme de maîtrise en économie de l'Inde, il n'avait jamais réussi à acquérir une expérience reliée à ses études à l'intérieur ou à l'extérieur du Canada. Cependant, après avoir échoué dans le démarrage du bar et du billard à Montréal et avoir été trahi par son partenaire, il avait recommencé cette expérience au Mexique sans avoir aucune connaissance et sans avoir analysé les conditions économiques de ce pays ni les résultats des investissements dans ce pays. Tel que mentionné à la section consacrée au contexte économique du Québec, en dépit du ralentissement de la demande intérieure pendant les années 1990, les éléments comme les accords de libre-échange ainsi que la dévaluation du dollar canadien au cours des années 1990 ont contribué à l'accroissement du commerce extérieur. Alors que ce contexte justifie le désir de tels investissements, la décision de cet immigrant ayant une formation d'économiste sans même avoir procédé à une analyse coûts-avantages de son projet commercial est étonnante. Mais nous pourrions supposer que les circonstances – dix ans après la fin de ses études, les difficultés de la période de demande d'asile et les emplois de niveau inférieur – ont fait en sorte que ce jeune immigrant responsable d'une famille ait oublié les bases minimales des connaissances académiques. En effet, cela représente non seulement le sens parfait de la désuétude des études pour ces catégories d'immigrants, mais aussi la perte des capitaux humains entrés au Canada.

Néanmoins, à propos des éléments qui jouent un rôle important dans la carrière des immigrants, les expériences de Javid et de Saman ont souligné l'apport des facteurs autant matériels que non matériels dans le suivi de leurs activités économiques. Le récit de Javid a ainsi révélé que le bénéfice commercial à lui seul n'est pas le seul déterminant de l'orientation des affaires des immigrants, mais d'autres valeurs, dont la vie familiale, pouvaient être tout aussi importantes. De son expérience, nous concluons que les déplacements de la personne responsable d'une famille immigrante pouvaient rendre plus compliquée la nouvelle vie qu'ils ont essayé de créer dans le pays d'accueil. Et c'est plus important encore lorsque les enfants sont plus jeunes. De même, l'exemple de Saman a représenté à quel point l'inquiétude des membres de sa famille pouvait menacer tant la poursuite des

affaires d'un immigrant que sa santé physique et mentale. Autrement dit, une famille immigrante, tenant compte de ses valeurs, est censée être considérée dans son ensemble. Ces expériences, comme les précédentes, au moins dans le cadre de notre étude, révèlent l'impact de l'attitude des membres de la famille sur l'intégration professionnelle de l'immigrant.

En ce qui a trait au récit de Jamal et son emploi dans l'hôtellerie, on peut comprendre que quatre ans après son arrivée cet immigrant investisseur a finalement réussi à trouver un emploi dans le secteur où il travaillait avant son départ. Malgré ses nombreuses qualifications, il n'a pas eu d'autre connaissance du marché de l'emploi canadien que la parole d'un de ses amis déjà immigré au Canada. L'abus de ce denier a abouti à quatre ans de perdues, sans aucun revenu. En conséquence, ces faits et la responsabilité d'une famille ont mis Jamal dans la situation de se satisfaire d'avoir obtenu un emploi dans le secteur correspondant à son expérience. Or, après avoir étudié le curriculum vitae de cet immigrant, son employeur a profité de cette occasion pour l'exploiter en l'obligeant à effectuer plusieurs tâches simultanément. Il va de soi que le recrutement d'un employé qui est capable de parler quatre langues avec une bonne base d'expérience de gestion dans le système hôtelier est un gros avantage pour un employeur. Tel que nous l'avons observé, cette exploitation était fondée autant sur le peu de connaissances des immigrants de leurs droits en matière de travail que sur leur insuccès à obtenir un emploi approprié, particulièrement les premières années après leur arrivée. Pour Jamal, alors dans la quarantaine, la fatigue de cette lourde fonction compensée par un salaire infime ne lui a pas permis de résister au-delà de trois ans.

L'intérêt de Dara pour la musique et l'organisation des concerts iraniens permet de discuter quelques éléments. La question de la musique est un débat qui oppose les théologiens de l'Islam chiite. Alors que bon nombre de ces derniers rejettent en général la légitimité religieuse de ce phénomène, il y en a certains qui l'acceptent dans un cadre non banal. En Iran, avant la révolution de 1979, une des critiques majeures des religieux contre les initiatives non islamiques du régime du

shah concernait la diffusion de la musique dans les médias et la danse. Après la révolution, malgré l'ordre d'arrêter la musique dans les médias, le fondateur de la révolution a changé d'avis par après et l'a permise à condition qu'elle soit originale. Cependant, accusés d'être associés à l'ex-régime royal dans la corruption, la majorité des chanteurs et chanteuses populaires ont été interdits de chanter, de sorte que plusieurs d'entre eux ont opté pour l'exil dans les pays européens ou essentiellement aux États-Unis. La retransmission de la voix des chanteuses était totalement défendue. Désormais, les cassettes et les disques enregistrés des chansons et des spectacles de ces artistes sont des moyens de rappeler à la mémoire les divertissements et la nostalgie du passé chez plusieurs groupes. De plus, la jeunesse de la population iranienne et son désir pour une musique différente de celle offerte officiellement dans le pays, dont la diffusion est défendue dans les médias, et pour la danse, incitent à désirer ce type de musique. Cela résume le contexte représentant les motifs de l'enthousiasme et l'accueil de bon nombre des immigrants iraniens concernant leur musique populaire et ses interprètes.

Cette envie parmi ces immigrants est accompagnée de leur désespoir quant à l'accès aux emplois qualifiés auxquels ils rêvaient avant leur départ. L'exemple de Dara, déçu et humilié dans son travail actuel, représente l'état de l'individu qui a tenté d'augmenter son estime de soi par le recours à cette tâche pour obtenir la réputation et le crédit autant au sein de sa communauté que de sa société d'accueil. Nous avons déjà abordé l'importance que les Iraniens accordent à l'opinion que les autres se font à propos d'eux, de sorte qu'ils sont prêts à dissimuler la réalité de leur vie privée, suivant le proverbe persan : *soorat-é-khod raa baa silie sorkh negaah daachtan*¹⁰⁰. Ainsi, donner une impression positive à sa communauté ethnique immédiate semble souvent même plus primordial que donner cette impression à une autre communauté. Ce motif peut être si fort que la prévision du montant à gagner n'a pas autant d'importance. À ce propos, rappelons Dara qui, provenant d'une classe sociale favorisée, avait aussi perdu un gros montant dans l'investissement initial lors du démarrage d'un restaurant de cuisine persane. D'ailleurs, cet individu

¹⁰⁰ C'est-à-dire qu'il faut sauver les apparences.

est l'exemple des immigrants qui sont à la recherche d'une voie pour faire comprendre à leur société que leur boulot actuel ne doit pas être considéré comme un critère de leur appréciation sociale. En effet, ils désirent transmettre le message aux membres de leur société d'accueil que leur métier actuel ne doit pas être le moyen par lequel les immigrants sont considérés.

Afin d'organiser un concert, outre le motif élémentaire, d'après un des experts de ce domaine depuis plusieurs années à Montréal et ailleurs¹⁰¹, la prise en compte de deux éléments est obligatoire : le choix de la date en termes de disponibilité des gens et la sélection du chanteur ou de la chanteuse en termes de sa popularité et de la publicité dans les médias. L'étape suivante concerne l'estimation du coût et du bénéfice du spectacle. Pour calculer le coût, la considération de tous les éléments est nécessaire, comme le salaire du chanteur et de sa troupe, les coûts de voyage et de location de la salle de concert, les équipements de son et de lumière, la distribution des billets par les magasins de la communauté, le recrutement d'une agence de sécurité, etc. Selon cet expert, les risques possibles de cette affaire exigent d'avoir un capital assez important avant le début du travail. Par exemple, il est fort possible qu'une perte soit compensée par un bénéfice ultérieur¹⁰².

Ainsi, il est évident que l'assistance d'une personne expérimentée dans ce domaine empêche d'avoir des coûts supplémentaires et inutiles et de faire des erreurs évitables. Tel que nous l'avons vu, diverses raisons n'ont pas permis à certains organisateurs de concerts d'utiliser l'expérience de leurs compatriotes : la prétention à une polyvalence parfois assez exagérée chez bon nombre des Iraniens, la communauté en voie de formation et ainsi la non-solidarité parmi ses membres, et la suspicion de jalousie de la part des concurrents. Nous venons aussi de remarquer que la combinaison de la manière autonome de vivre des groupes habitant avant la révolution à l'extérieur de l'Iran et les changements sociopolitiques arrivés au cours

¹⁰¹ Monsieur Farshad, propriétaire du vidéoclub Tapes Digital localisé sur la rue Sherbrooke dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce (NDG).

¹⁰² Il rappelle un exemple arrivé à Toronto où, après la perte de 60 000 dollars, l'organisateur l'a compensé par un bénéfice de 150 000 dollars lors du concert suivant.

de cet événement et par après ont tous été des facteurs qui ont contribué à exacerber autant les divisions entre le peuple que les suspicions des uns contre des autres¹⁰³. Pourtant, rappelons que, selon le témoignage de Dara quant aux initiatives antagonistes des concurrents à Toronto, nous avons pu observer comment cette suspicion devenant réalité n'est pas restée exclusivement une illusion.

Par contre, malgré les divisions mentionnées entre ces groupes d'immigrants qui ont résulté à leur non-solidarité, il est à noter qu'il n'est pas très facile d'entrer dans n'importe quel secteur de travail autonome sans en avoir appris les trucs et les contraintes. En effet, le grand avantage de la consultation avec des experts ou le partenariat avec des gens expérimentés dans le secteur visé ne se limite pas seulement à l'épargne de coûts inutiles, mais permet aussi de profiter tant de leurs connexions que de leur réputation afin de se faire présenter aux groupes ou individus clés. Autrement dit, malgré les reproches qu'ont faits certains immigrants contre leurs compatriotes à maintes reprises, ces groupes ont souvent négligé la contribution qu'ils auraient pu avoir dans le parcours de leur intégration professionnelle.

À partir des emplois effectués dans certaines branches du divertissement, nous avons conclu que les difficultés du marché du travail et des orientations non en lien avec les qualifications des immigrants les ont poussés vers certains métiers de ce secteur. Cependant, le peu de connaissance de ce milieu de certains parmi eux pouvait les pousser vers la corruption. En présentant quelques malheureux exemples de ce genre, nous avons analysé les éléments importants de l'investissement des immigrants en dehors du pays ainsi que l'impact de l'état de la famille immigrante sur la décision de l'individu responsable de se lancer en affaires. Nous avons par ailleurs abordé l'exploitation des immigrants en raison de leur précarité pendant les premières années de l'entrée et leur ignorance des droits du travail. De plus, nous

¹⁰³ Cette attitude existait même avant la révolution de 1979. À cause de la peur du SAVAK (Service d'intelligence du shah), les gens étaient prudents quand ils parlaient contre le régime, même à l'intérieur des maisons. Ils se rappelaient un proverbe persan : les souris sont dans les murs et les souris ont des oreilles.

avons démontré dans cette section comment l'organisation d'un concert ethnique a contribué à créer l'estime de soi d'un immigrant dans sa communauté. Enfin, outre l'analyse des désavantages provenant des conditions ethniques et sociales, nous avons remarqué la nécessité de faire attention à certaines exigences lors du recours à tout travail autonome.

3. Agent immobilier

Parmi les interviewés, trois personnes ont eu une expérience comme agent immobilier : Jamal et Hooman qui sont des diplômés universitaires et Cyrus qui détient un diplôme du secondaire. Après avoir laissé son emploi à l'hôtel, Jamal a travaillé comme agent immobilier (après l'obtention de son permis). Il explique son expérience : « Je l'ai fait pendant deux ans; pourtant, à cause de la hausse des taux d'intérêt, peu de gens avaient le goût d'acheter. J'ai remarqué qu'on devait dépenser beaucoup de sa propre poche, j'ai donc abandonné. » Au contraire de Jamal, les expériences de deux autres ont eu lieu après avoir travaillé comme chauffeur de taxi. Cyrus, arrivé en 1986, a reconnu qu'en raison de la hausse fulgurante du prix du taxi qu'il n'avait plus la possibilité d'investir. Cet immigrant voulait également changer de milieu de travail. Ainsi, après l'acquisition de son permis, il a commencé à travailler comme agent immobilier en 2005 (après avoir acheté quatre taxis). Reprenons son récit :

« Le style de ce travail me plaît beaucoup : il est propre. On ne peut pas le comprendre jusqu'à ce qu'on l'expérimente. Cependant, on doit avoir un soutien financier, connaître le marketing et ça ne se fait qu'une fois qu'on a commencé. On doit connaître les méthodes de conversation et de présentation. Comme j'ai appris ces trucs, tout est devenu facile pour moi. Cependant, on doit dépenser 12 000-15 000 dollars par année. »

Enfin, Hooman, arrivé en 2001, a commencé dans ce métier en 2004 après avoir conclu que le taxi ne lui plaisait pas. Celui-ci travaillait dans le taxi jusqu'à 11 heures seulement et après il pratiquait son métier d'agent immobilier.

Présentement, il se concentre sur ce métier qu'il considère comme son principal emploi. Écoutons-le :

« Comme nous ne connaissons personne dans cette industrie, au début au moins, nous avons besoin d'un revenu complémentaire, particulièrement lorsqu'on a une famille. Et on doit persister dans ce métier pour obtenir des clients. »

Bref, le niveau des matières enseignées dans les cours d'environ quatre mois d'agent immobilier ne nécessite pas la possession de diplômes postsecondaires. Comparé aux métiers de niveau inférieur dans la société, comme cuisinier, laveur de vaisselle ou livreur de pizzas, un agent immobilier est sans doute mieux perçu par les autres sur les plans de la propreté et de l'apparence. Sur ces points Cyrus se réfère à la comparaison qu'il a faite entre ce métier et ceux qu'il avait déjà occupés, dont le dernier, chauffeur de taxi. En outre, une seule transaction, variable en fonction du montant de la propriété, peut apporter un bénéfice impressionnant. Cependant, cette tentative comporte plusieurs risques. D'après l'expérience de Jamal, le marché de l'immobilier fait partie souvent des secteurs sur lesquels l'impact de la conjoncture économique est considérable. Selon la Fédération des chambres immobilières du Québec¹⁰⁴, quatre éléments stimulent le marché de l'immobilier résidentiel : la croissance de la population, les tendances sociodémographiques, les revenus et les taux d'intérêt. Et le rôle de ces derniers est très important. La hausse des taux d'intérêt débutée à la fin des années 1980 ainsi que les crises économique et politique du Québec pendant la première moitié des années 1990 ont nui à ce secteur. L'accroissement du chômage pourrait aussi amener plusieurs groupes, immigrants ou non immigrants, à rechercher ce type d'emploi. Au contraire des conditions économiques durant les années 1990, deux autres immigrants que nous avons rencontrés ont bénéficié des meilleures conditions économiques de la première moitié des années 2000 pour développer leurs affaires.

Néanmoins, tous les interviewés ont souligné l'importance de la possession d'un capital initial ou d'un revenu complémentaire pour les soutenir au début quand

¹⁰⁴ Tiré du site officiel de cette fédération : <http://www.fcic.ca/conseils-acheteurs.php>.

ils sont entrés dans cette industrie. Il ne s'agit quand même pas de l'achat et de la vente des immeubles, mais du paiement des coûts fixes de ce métier, dont l'affiliation dans une société d'agents immobiliers pour profiter de son nom et de ses services, de la publicité, des assurances, etc. En outre, un pourcentage de chaque transaction est payé à la société concernée. Compte tenu des coûts mentionnés, cela prend souvent du temps avant qu'un agent réussisse à se faire des clients par lui-même en se faisant connaître dans un ou plusieurs quartiers. Tous ces coûts pour Jamal, qui avait déjà souffert de grands dommages de son investissement initial, l'ont amené à délaisser cette profession. Par contre, le privilège d'être propriétaire de quatre taxis pour Cyrus et le revenu à temps partiel du taxi pour Hooman ont permis à ces deux immigrants de survivre dans cette industrie jusqu'à leur insertion.

N'oublions pas non plus que le nom et la compétence en langue jouent des rôles primordiaux. Comme nous l'avons déjà raconté, la perception de Hooman était négative quant à l'impact du nom des immigrants quand ils appellent des clients. Ajoutons que le niveau de connaissance de chacune des langues officielles dans les quartiers anglophones et francophones de Montréal est important. Cela est primordial tenant compte de l'intérêt moindre des immigrants iraniens pour le français que l'anglais. Par contre, les éléments de langue et de nom sont censés jouer des rôles positifs en incitant les clients ethniques à transiger avec des agents qui parlent la même langue qu'eux. Cyrus a mis l'accent sur la contribution des méthodes de conversation et de présentation pour réussir dans ce métier. En ce qui a trait aux matières spécialisées, on peut s'attendre à ce qu'elles soient enseignées et apprises durant les cours. Au contraire, Cyrus a noté l'importance de caractéristiques innées et familiales, par exemple provenir d'une famille d'entrepreneurs à l'intérieur de laquelle un individu est élevé et acquiert une base des connaissances nécessaires, y compris la manière de converser avec les clients et de bien se présenter. Cette base est expliquée pour cet immigrant au chapitre sur les motifs de l'immigration.

À propos du métier d'agent immobilier, certains avantages et risques sont discutés. Par exemple, l'apparence noble de ce boulot est supérieure comparée à

certaines métiers de niveau inférieur. Cependant, l'impact de certains risques est important : les crises économiques et politiques, la nécessité d'un revenu complémentaire au début, le nom des immigrants, la connaissance des langues officielles ainsi que les caractéristiques innées et familiales.

4. Stationnement et lavage de voitures

Ces deux types de travaux font aussi partie des métiers qui sont effectués par certains immigrants pendant les premières années de leur arrivée. À ce propos, l'expérience de trois immigrants est éloquent. Après avoir travaillé dans le secteur de la restauration, Morteza, arrivé en 1986, a commencé à travailler dans le stationnement MP comme caissier au début des années 1990. Il explique cette expérience :

« Je travaillais de 16 à 22 heures par jour. J'avais loué deux stationnements au centre-ville pour laver les voitures pendant qu'elles étaient stationnées. En payant 350 dollars à l'ouvrier, cela me permettait de gagner 2000-3000 dollars par mois. J'ai travaillé sans arrêt plusieurs années. Je gagnais beaucoup. Cependant, j'étais vraiment fatigué. Toujours travailler dans l'eau m'a rendu malade. J'allais au travail en vélo. S'il neigeait, c'était jour de repos pour moi. Enfin, une journée où j'étais malade, je n'ai pas pu ouvrir le stationnement; le lendemain, le gestionnaire m'a dit simplement qu'il n'avait plus besoin de moi, même si j'y avais beaucoup travaillé. »

Kurosh, arrivé en 1991 après son frère, a vécu son expérience quatre ans après son entrée. Il avait seulement 22 ans et n'avait pas à l'esprit que la nécessité d'avoir de l'argent pour s'amuser. Il a travaillé comme caissier dans un stationnement les fins de semaines au début et puis à temps plein. Selon lui, « c'était facile, les clients te payaient tandis que tu étais assis sur ta chaise ». Dans le dernier exemple, le premier boulot de Shahram, arrivé en 1997, était le lavage de voitures. Il explique qu'un ami de sa cousine l'avait poussé à travailler dans le garage où il était gestionnaire. Cependant, une fois qu'il a obtenu son papier de statut et commencé son cours de langue, Shahram travaillait seulement les fins de semaine. Mais la pression du propriétaire pour qu'il travaille les après-midi et la fatigue accumulée

ont amené cet immigrant à abandonner le cours. Enfin, à la suite d'une chicane avec le propriétaire, il a quitté son boulot après environ neuf mois. D'après Shahram, ce métier l'a empêché de progresser.

Ces trois exemples représentent les cas de jeunes Iraniens entrés au Canada comme demandeurs d'asile avec l'espoir d'une meilleure vie. Nous avons déjà développé un nombre d'éléments de ces expériences, comme la faiblesse des ressources de la communauté et de la famille et, parfois, leur contribution négative pour conseiller les nouveaux arrivants. Par contre, reliés aux analyses précédentes, ces récits semblent prégnants. Nous venons de conclure de l'analyse reliée à la section de la restauration que le petit capital des projets des immigrants pouvait être financé, en général, par les épargnes et les économies de leurs petits travaux effectués dans de tels secteurs. L'exemple de Morteza montre comment il a travaillé dans deux quarts de jour et de soir en économisant. D'une part, son statut de célibataire et le niveau moins élevé des coûts en particulier pour se loger durant les premières années des années 1990 lui ont permis d'économiser une bonne somme d'argent. D'autre part, ses revenus du lavage des voitures des gens qui avaient stationné leur voiture représentent le volume de revenu possible de tels métiers, malgré l'échelle basse de ces derniers aux yeux des gens. Ces récits ont par ailleurs fait ressortir le statut de précarité des ouvriers de ces secteurs, malgré la présence nombreuse de ces immigrants, face à la facilité des propriétaires de les licencier. Finalement, la fatigue et la maladie, conséquences de longues heures de travail et du milieu dur, ne leur ont pas permis de résister longtemps dans ces boulots.

5. Imprimerie, distribution, photographie

La dernière section sur les emplois occupés dans le secteur des services concerne trois métiers, dont le premier a trait à l'imprimerie. Deux exemples proviennent d'universitaires diplômés des Philippines et de la France. Arrivé en 1983, Mehdi a été obligé de cacher son diplôme afin de ne pas être marqué comme surqualifié. Ainsi, avec l'appui d'une connexion, il a été engagé dans une entreprise

d'imprimerie et de coupure par machine à un salaire de 4,50 dollars l'heure. Après trois mois, il a été promu superviseur d'une section au salaire de 5,50 dollars l'heure, puis de deux sections et ensuite de la nouvelle section de l'assemblage. Cependant, en raison du déménagement de la société à Toronto, il a préféré rester pour que son enfant puisse profiter du bilinguisme de Montréal. Le deuxième exemple, Mohammad, arrivé en 1988, a commencé son travail après un cours spécialisé en imprimerie. Il a poursuivi ce métier en travaillant comme répartiteur de taxi. Durant deux ans, il a travaillé dans quatre imprimeries différentes. Ses motifs pour laisser ces emplois sont les suivants : « le propriétaire du premier était un juif qui me faisait enrager; le commerce du deuxième ne fonctionnait pas bien et le propriétaire ne payait pas mon salaire; le troisième me payait 350 dollars par semaine, ce qui n'était pas beaucoup, et le dernier n'avait pas une affaire sérieuse. »

À propos du travail dans la distribution, on peut mentionner encore l'exemple de Mehdi. Après avoir appris un niveau élémentaire de communication en français, il a démarré une société de distribution des grains. Cela n'a pas fonctionné et il l'a fermé. Selon lui, « la concurrence était forte, l'offre a augmenté, les prix ont diminué. Quand les Libanais sont entrés, ils ont détruit le marché. » Ensuite, en utilisant le subside d'Emploi-Québec, Mehdi est devenu gestionnaire dans une société de tarification et de distribution de pistaches dont le propriétaire était un Iranien, avec un salaire de 25 000 dollars par année. Toutefois, après deux ans, il a essayé le taxi. Enfin, arrivé en 1985, Mahmoud a commencé son premier emploi comme photographe grâce à son expérience passée dans ce domaine. Pourtant, à cause du départ en voyage du propriétaire et de la volonté de cet immigrant de poursuivre ses études, il a abandonné ce métier après un an et demi.

À partir de ces récits, certains points ressortent. L'expérience de Mehdi est révélatrice du fait que l'embauche de cet immigrant, à son arrivée et même avant l'obtention d'un diplôme canadien, lui a permis de présenter ses capacités à son pays d'accueil. Alors que le niveau de cette profession était inférieur à celui de sa spécialisation, il l'a quand même obtenu grâce à une connexion, sinon il n'aurait

probablement pas pu avoir accès même à un emploi inférieur à ses qualifications. Et les promotions accélérées de cette personne témoignent à quel point l'entreprise a aussi profité de cette main-d'œuvre. En général, si les employeurs mettent en doute les diplômes obtenus dans certains pays comme preuve de l'efficacité des immigrants, il est bénéfique pour les deux côtés que les immigrants obtiennent la possibilité d'être embauchés au moins dans les postes inférieurs au niveau de leur diplôme à leur arrivée. Les employeurs n'ont alors rien à perdre, tandis qu'en obtenant l'expérience du milieu du travail de leur nouvelle société, les immigrants, eux-mêmes, peuvent reconnaître autant leurs faiblesses que leurs forces. S'ils ont des faiblesses, cela peut les pousser à compléter leurs compétences dans les centres éducatifs spécialisés. De plus, la contribution de la politique d'Emploi-Québec à propos du paiement de subsides à la société de pistaches démontre comment cette initiative peut encourager des employeurs à recruter des immigrants.¹⁰⁵

Quant aux emplois de Mohammad dans quatre imprimeries, deux éléments sont à signaler : le premier concerne la précarité des emplois dans la période de récession au début des années 1990. Le deuxième révèle que les gens du niveau d'études de cet immigrant ne sont pas capables d'accepter facilement des comportements malhonnêtes des propriétaires d'entreprises. Ce genre de boulot n'offre en effet aucun avantage particulier qui aurait permis à ces immigrants de s'obliger à tolérer n'importe quelles conditions de travail. C'est pourquoi ils ont comparé les avantages provenant de ce métier avec d'autres métiers similaires. Le travail comme répartiteur d'une des sociétés de taxis à Montréal avait familiarisé Mohammad avec différents aspects de ce travail. Autrement dit, tel que nous l'avons vu à la section sur la ségrégation des marchés du cadre conceptuel, tenant compte

¹⁰⁵ La ministre de l'Immigration du Québec, Yolande James, a aussi parlé de l'importance du fait qu'un employeur donne aux nouveaux arrivants la « chance d'acquérir une expérience de travail au Québec ». Le 15 décembre 2009, le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles a lancé le projet IPOP (Intégration en emploi des personnes formées à l'étranger référées par un ordre professionnel). Ainsi, les nouveaux arrivants admis à ce programme, ayant déjà obtenu le permis d'exercer délivré par l'un des ordres professionnels québécois, « bénéficieront d'un soutien pendant leur recherche d'emploi. Une subvention salariale sera aussi offerte à l'employeur pendant les 30 premières semaines. Elle représentera 50 % du salaire brut, jusqu'à concurrence du salaire minimum. » (Marchal, 16 décembre 2009, p. 8.)

des caractéristiques plus désavantageuses, tous ces emplois faisaient partie du marché secondaire.

En ce qui a trait au récit de Mehdi concernant le démarrage d'une société de distribution de pistaches durant les premières années de son arrivée, l'attention à la production et à l'exportation de ce produit est au début importante. D'après les rapports de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Iran est parmi les cinq premiers pays producteurs de pistaches. En 2002, ce pays était responsable de 53 % des pistaches produites dans le monde. Les quatre pays suivants étaient les États-Unis (24 %), la Syrie (9 %), la Turquie (7 %) et la Chine (5 %) (FAS, 2004). Alors que l'Iran était le principal producteur mondial de pistaches depuis plusieurs décennies, les États-Unis sont devenus le deuxième producteur à partir de 1977¹⁰⁶. Ainsi, avec une proportion de 54 % de l'exportation mondiale en 2002-2003, alors que l'Iran a été l'exportateur le plus important (FAS, 2004), la pistache a fait partie des produits majeurs des exportations non pétrolières de ce pays. Compte tenu de la situation mentionnée de ce produit sur le marché mondial, nous pourrions comprendre le grand intérêt pour importer ce produit, parmi d'autres, au Canada. Il est évident que la réussite de cette affaire dépend de plusieurs facteurs, dont la considération des difficultés liées aux étapes de l'importation, du traitement, du marketing et de la distribution de la pistache. Également, certains éléments comme l'embargo de l'Iran à différentes occasions après la révolution et les restrictions de l'Union européenne à propos de l'aflatoxine ont fragilisé son importation. Cependant, le recours à cette dernière n'est pas limité aux immigrants iraniens. Ils ont des concurrents natifs et non natifs. L'accroissement continu des immigrants des pays non traditionnels de l'immigration au Canada a contribué à pousser plusieurs groupes vers ce genre de commerce. Aussi, la concurrence pour ce

¹⁰⁶ « Pistachios were imported to America in the 1880s but did not become popular as a snack food until 50 years later. These nuts were dyed red to draw consumer attention and to cover stains from now obsolete harvesting techniques. The California pistachio industry can be traced back to 1930 with experimental plantings by American plant scientist William E. Whitehouse, who returned from a six-month trip to Persia (modern day Iran) with 20 pounds of the most distinctive seed he could find. The first commercial crop in California was not harvested until 1976, producing 1.5 million pounds of pistachios. » (Source : Commodity Fact Sheet: Pistachios, <http://www.cfaite.org/Commodity/pdf/Pistachios.pdf>.)

produit sur le marché est-elle parfois très rude. C'est pourquoi Mehdi a fait allusion au désordre après l'entrée des Libanais sur ce marché qui a abouti à l'arrêt des activités de sa société.

Dans cette section, nous avons discuté de l'importance de l'embauche des immigrants à leur arrivée, même dans les positions inférieures de leur spécialité, pour que les employeurs reconnaissent leurs capacités et, réciproquement, pour que ces immigrants puissent être conscients de leurs faiblesses. Par ailleurs, les immigrants bien scolarisés n'ont pas été disposés à tolérer n'importe quelles conditions de travail si les emplois appartenaient au marché secondaire. Enfin, nous avons abordé l'importance du rôle des concurrents, composés d'immigrants et de non-immigrants, sur le marché de la pistache iranienne.

6. Fabrication et couture

Alors que la majorité des travaux des immigrants étudiés est effectuée dans une variété d'activités du secteur des services, cette section nous donne également l'occasion de discuter d'exemples qui ont expérimenté le travail dans le secteur des biens, par exemple dans les industries manufacturières. À l'intérieur de ces dernières, la fabrication et la couture font partie des branches où nos immigrants interviewés ont travaillé.

Le premier exemple est Mojtaba, arrivé en 1987 comme demandeur d'asile, qui a étudié autant en Grande-Bretagne qu'au Canada. Compte tenu de l'impossibilité de payer le loyer de son appartement de 240 dollars avec l'aide sociale de 170 dollars qu'il recevait, cet individu a cherché un boulot dès la première semaine de son arrivée. Dans les mots de Mojtaba,

« Malgré que je n'avais pas encore mes papiers, grâce à ma connaissance de l'anglais, le propriétaire d'une compagnie de couture m'a engagé à 4,50 dollars de l'heure. Ma tâche était l'assistance technique au bon fonctionnement des bobines des machines. J'avais honte d'expliquer la situation à ma famille. J'y suis resté

pendant l'hiver; il faisait froid et je ne pouvais pas sortir parce que je n'avais pas de vêtements chauds. Après avoir obtenu ma carte d'assurance sociale, j'ai été embauché comme assembleur dans une usine fabriquant des machines de CNR. Mon salaire était 5-6 dollars et je n'ai plus cherché d'aide sociale. Simultanément, j'étudiais le français les soirs en cherchant à poursuivre mes études universitaires. Après avoir obtenu mon statut en janvier 1988, j'ai suivi des cours de génie électrique à Concordia, mais de temps en temps, c'est pourquoi les autorités m'ont avisé de recommencer le processus de l'admission. C'était la période où je travaillais beaucoup et mon salaire avait été augmenté à 12 dollars de l'heure. »

Tel que nous l'avons déjà expliqué, le licenciement de Mojtaba en 1991 l'a amené à poursuivre sérieusement ses études jusqu'à l'obtention de son baccalauréat en 1996. Quatre mois plus tard, il a été embauché dans une usine comme ingénieur de traitement où il a travaillé plus d'un an. Il recevait presque le même salaire qu'avant l'obtention de son diplôme. Il a aussi travaillé dans deux autres usines : dans la première, il s'occupait des problèmes des produits retournés au service à la clientèle et dans la seconde il s'occupait des tâches de documentation. Cependant, il a laissé la deuxième après un an à cause de sa non-compatibilité avec sa spécialisation. Le salaire à son dernier emploi était de 40 000 dollars par année. Comme il recevait de l'assurance chômage, il a pu se marier tout en travaillant comme chauffeur de taxi et en cherchant un autre emploi. Pourtant, après l'avènement de septembre 2001, il n'a pas été retenu pour les entrevues de recrutement. Le deuxième exemple d'universitaire travaillant dans ce secteur est Hooshang, ingénieur mécanique diplômé des États-Unis arrivé en 1992 avec le statut de résident permanent. À son arrivée, il n'a pas réussi à acheter l'usine tel qu'il l'avait planifié. Puis il a démarré une cartoucherie pour fabriquer les cartouches d'imprimantes. Alors qu'elle fonctionnait bien, il l'a vendue après un an et demi avec profit. Ensuite, il a travaillé en réfrigération. Cela fonctionnait bien au début, mais la récession avait provoqué des difficultés comme les paiements à terme, la faillite des débiteurs et leur incapacité de payer aux dates prévues. Il a ainsi perdu une grosse partie de son capital. Ces conditions l'ont obligé à laisser ces métiers et à devenir chauffeur de taxi.

Quant aux expériences dans le domaine de la couture, certains exemples sont révélateurs. Le premier a trait à Rahman, arrivé en 1988 comme réfugié ayant déjà obtenu la résidence permanente avant son entrée au Canada. Habitant avec un des membres de sa famille, il a commencé avec celui-ci à travailler dans le repassage. Il a ensuite travaillé chez Moores à 6,50 de l'heure et dans d'autres entreprises, exécutant différentes tâches liées à la couture. En 1995, il est devenu travailleur autonome. D'après lui,

« Je gagnais très bien, 25-30 dollars par heure. Je ne pensais pas à faire autre chose parce que cette tâche était devenue ma profession. Je connaissais tous les leaders de cette industrie. Sur la rue Chabanel, tout le monde me connaissait. L'association avec mon beau-frère a bien contribué à cette connaissance. À cette époque, il y avait tant de travail dans la couture que si une compagnie ne me plaisait pas, je partais immédiatement chez sa voisine. À partir de ta manière de repasser, les entrepreneurs évaluaient ton niveau d'efficacité. Durant une période, en faisant la distribution et la vente des vêtements, je gagnais 2000-3000 dollars par semaine. Comme maintenant, les biens importés n'avaient pas encore envahi le marché. C'était avant les années 1993-1994, puis la majorité des entreprises ont déménagé à Toronto. »

L'autre exemple est celui de Karim, arrivé en 1986. À Montréal, il a commencé comme ouvrier dans l'industrie du tissu et puis le tailleur. Après avoir appris les ficelles de ce métier et avoir connu ses leaders, il a démarré sa propre entreprise en achetant des tissus de gros vendeurs pour les revendre aux détaillants. En 1998, il a commencé un partenariat avec un Juif, mais il n'a pas réussi à travailler avec lui et l'a laissé. Karim raconte :

« Puis j'ai ouvert une petite entreprise où j'importais des tissus moins chers de Taiwan, mais le marché de la mode d'ici n'a pas pu résister et il s'est effondré. Autrefois des gens assez nombreux travaillaient dans ce marché; maintenant, le vendeur préfère importer les vêtements lui-même et le rôle des intermédiaires des tissus est aboli. J'ai donc tout vendu en subissant de grosses pertes. »

Enfin, le dernier exemple concerne le cas de Jahan, arrivé en 1995. Compte tenu de sa connaissance de la mode et de sa spécialité comme brodeur, il a poursuivi ce métier à Montréal dans deux entreprises durant un an. Il raconte : « j'ai senti que ce

boulot était difficile et le milieu de l'entreprise t'emprisonnait en son intérieur et ne te permettait pas d'en sortir. Ainsi, j'ai laissé ce métier complètement. »

Avant de discuter de certains éléments mentionnés par les interviewés, nous devons rappeler la surreprésentation assez forte des immigrants dans les professions de la fabrication de produits sur le marché du travail canadien. Alors que les immigrants formaient 18 % des travailleurs en 1986, une proportion majeure d'immigrants a été concentrée dans le groupe de la fabrication de produits. Deux tiers de ces immigrants ont été employés dans le secteur manufacturier tandis que cette proportion a été seulement de 49 % chez les non-immigrants. En effet, un travailleur immigrant sur dix entré au Canada en 1980-1987 obtenait un emploi dans le secteur de la fabrication selon Badets et McLaughlin (1989). Au Québec, d'après le recensement de 2001, un immigrant sur quatre travaillait dans le secteur manufacturier. Ainsi, moins d'immigrants ont été présents dans les secteurs primaires, de la construction et dans les services de l'administration publique. En fait, malgré la présence supérieure dans les emplois liés à la vente et à la fabrication, les immigrants, dont les minorités visibles, ont été moins présents dans les sciences sociales, l'enseignement ainsi que les affaires, les finances et l'administration (Arrache, 2008).

Parmi les récits des immigrants ayant travaillé dans la fabrication, voyons les exemples de deux immigrants diplômés de deux pays occidentaux industrialisés : la Grande-Bretagne et les États-Unis. Mojtaba est entré comme demandeur d'asile dont le diplôme, tenant compte du suivi d'un objectif presque militaire, était applicable exclusivement en Iran. Pourtant, il va de soi que cette difficulté de la forme émise de ce diplôme n'a pas eu d'impact sur les qualifications acquises de cet individu. Également, l'amende qu'il a dû payer à l'État iranien pour être libéré de leur service et la manière dont il a quitté ont fait qu'il est arrivé sans un sou. Hooshang de son côté présente l'exemple d'un immigrant, ayant déjà une famille, qui a travaillé en Iran après avoir obtenu son diplôme et qui, après sa visite à Montréal, a planifié le démarrage d'une entreprise après l'obtention du visa de résident permanent. Ainsi,

alors que Hooshang s'est appuyé dès le début sur son statut, ses études, ses expériences, ses épargnes et sa connaissance de la langue, Mojtaba, après avoir été avisé de la non-reconnaissance de son diplôme, a tenté de faire de son mieux pour acquérir ce qui lui manquait dans son pays d'accueil.

Ces conditions ont amené Mojtaba à travailler dans les entreprises manufacturières afin de subvenir à ses besoins et de s'intégrer au marché du travail, tandis que Hooshang, à l'appui des priorités mentionnées ci-haut, s'est intégré par le démarrage de ses propres entreprises. Cependant, l'impact de la conjoncture du début des années 1990 sur ces deux immigrants est intéressant. Pendant la période de la reprise, le progrès dans les emplois trouvés dans le secteur de fabrication sans un diplôme reconnu par les autorités canadiennes et faire de l'argent ont été des facteurs tellement séduisants que Mojtaba a préféré travailler plutôt que poursuivre ses études. Hooshang a de son côté profité de la vente avec profit de sa première entreprise et en a démarré une deuxième. Pourtant l'impact de la récession a entraîné la perte d'une grosse partie de son capital, de sorte qu'il a dû arrêter ses activités dans ce secteur. Bien que les petites entreprises soient toujours les premières victimes de telles conjonctures, la résistance de ces entreprises face à ces conditions est censée garantir souvent leur bénéfice à la reprise. Il va de soi que ces petites et jeunes entreprises de fabrication des produits par de nouveaux immigrants avaient besoin de soutien et de protection contre des pertes probables. Cela ne s'effectuait que par l'entremise d'organismes prévus à cet effet ou la présence d'une communauté forte, y compris la famille et les amis. Compte tenu de leur manque de connaissance quant à l'existence de tels organismes, ni Hooshang ni ses compatriotes n'ont pu y avoir recours. Rappelons que cet immigrant avait déjà des lunettes de pessimiste à propos autant des attitudes des francophones contre les non-francophones que de la solidarité parmi les membres de sa propre communauté et de leurs connaissances. D'après lui, « ceux qui avaient les connaissances dans cette communauté n'étaient pas disponibles ».

En ce qui concerne Mojtaba, la récession et son congédiement lui ont permis de reprendre ses études et d'obtenir son baccalauréat en génie électrique. Ainsi, les éléments de l'expérience et les diplômes canadiens lui ont donné ses propres moyens d'embauche et l'ont assuré qu'il pourrait chercher un autre emploi correspondant davantage à sa spécialité. C'est pourquoi il a choisi cette même période pour se marier et stabiliser sa vie. Toutefois, à l'inverse de l'exemple de Hooshang, la conjoncture pour certains groupes d'immigrants travaillant comme simples employés non entrepreneurs ne se limite pas à la conjoncture économique, mais aussi aux conjonctures politique et sociale telles que nous avons pu le voir avec l'impact négatif de l'événement de septembre 2001 sur l'embauche de Mojtaba. L'effet de ces contextes peut être très fort et faire échouer la contribution des facteurs soulignés du capital humain et du contexte économique.

Différent des deux exemples ci-dessus, Rahman, comme non-universitaire et réfugié détenant le visa de résident permanent à son arrivée, a bénéficié de l'aide d'un membre de sa famille pour son insertion dans l'industrie de la couture. En effet, ce lien fort a joué le rôle principal dans la présentation de cet immigrant aux travailleurs de cette industrie et dans sa réussite. Les témoignages des immigrants ayant travaillé dans la couture à propos de l'importance de ce genre d'aide dans l'intégration professionnelle de ces groupes permettent de rappeler une étude effectuée dans les années 1980. S'appuyant sur les résultats du recensement du Canada de 1986, Badets et McLaughlin (1989) ont alors conclu que les immigrants, hommes et femmes, représentaient près de 50 % des travailleurs de la fabrication de produits textiles. Ils étaient distribués selon leurs tâches : opérateurs de machine à coudre (25 %), rembourreurs (19 %), modeleurs, traceurs, coupeurs (16 %), contremaîtres (11 %). Ainsi, alors que 80 % des travailleurs de la fabrication de produits travaillaient dans quatre sous-groupes de fabrication (de produits métalliques, d'appareils électroniques et matériel connexe, de produits en textile, en fourrure et en cuir, et mécaniciens et réparateurs), le revenu moyen des travailleurs dans le domaine du textile était moins élevé que celui des travailleurs dans les autres

sous-groupes. Cependant, le revenu moyen des hommes immigrants était supérieur à celui des natifs dans tous les sous-groupes.

Ces données démontrent la forte présence des immigrants sur le marché du textile pendant les années 1980. Les témoignages de Rahman et de Karim sont également révélateurs des revenus assez impressionnants des travailleurs dans cette industrie, en dépit de leur infériorité par rapport à ceux de leurs homologues des trois autres secteurs. Cependant, les changements économiques survenus au milieu des années 1990 ont résulté au transfert de la production des biens comme la chaussure et le textile dans les pays du tiers-monde où le coût de la main-d'œuvre est moins élevé (Magali, 2002 : 21). Ainsi, la confection des vêtements à l'extérieur du Canada et leur importation à un prix moindre concurrence fortement les produits fabriqués à l'intérieur du pays. La rue Chabanel n'avait plus autant la capacité d'attirer ou même de garder les immigrants dans l'industrie du textile. Cette industrie lui étant déjà familière, Jahan a souligné la faible compétitivité du marché de la mode de Montréal. Conséquemment, en plus des éléments comme la récession des années 1990 et la crise politique au Québec, la région métropolitaine de Toronto où les immigrants formaient 94 % des tailleurs et des opérateurs de machine à coudre était plus séduisante (Badets et McLaughlin, 1989).

L'analyse des expériences des immigrants de notre étude qui avaient déjà travaillé dans le secteur de la fabrication a révélé que le statut de résident permanent et le capital des ingénieurs à l'arrivée pouvaient contribuer au démarrage de petites entreprises spécialisées dans cette industrie. Pourtant, lors de récessions, la survie sur ce marché serait ardue sans l'aide d'une communauté forte ou des organismes créés à cet effet. Également, l'expérience et les diplômes canadiens de certains groupes d'immigrants n'ont pas été suffisants pour garantir leur emploi dans ce secteur lors de la vague discriminatoire de septembre 2001. D'ailleurs, alors que l'industrie de la couture jouait un rôle important pour l'emploi de nouveaux immigrants dans les années 1980, l'exploitation de la main-d'œuvre nombreuse des pays en voie de développement a débouché sur l'importation à moindre coûts de

vêtements de ces pays. Ce secteur n'était en conséquence plus intéressé à embaucher parmi les différents groupes d'immigrants.

7. Emplois occupés hors du Québec

À la recherche d'emploi, certains immigrants ont quitté le Québec vers d'autres provinces canadiennes ou d'autres pays. Nous avons déjà discuté de l'expérience de Javid et son départ au Mexique pour démarrer un bar et un restaurant. Dans la présente section, les motifs et les travaux effectués par ces groupes déménageant dans les autres provinces ou retournant dans leur pays d'origine après leur établissement à Montréal seront discutés.

Après avoir travaillé dans la boulangerie et le taxi, Javad est arrivé à la décision de vendre toutes ses affaires et de déménager à Vancouver en 1994. Il raconte :

« La décision comme telle exige de l'expérience, en particulier après un long travail dans le domaine du taxi. J'ai échoué parce que j'ai déménagé sans aucun plan. J'ai regardé juste les belles vues de Vancouver sans réfléchir. J'ai travaillé dans une forge mais je me suis blessé au dos. Puis, après avoir démarré un café, j'ai échoué parce qu'il était mal situé. J'ai ensuite travaillé comme chauffeur de taxi pendant huit mois, mais à un revenu inférieur à celui que je faisais à Montréal et qui ne couvrait pas mes dépenses. Ainsi, en 1999, je suis revenu avec seulement 100 dollars en poche. »

Dans un autre exemple, inquiet de ne pas avoir réussi à trouver un emploi même après avoir obtenu un diplôme universitaire canadien, Barzin est retourné en Iran en 2006 pour investir dans l'industrie du vêtement. Selon lui,

« Dans le milieu fermé après l'arrivée du nouveau président, moi, j'ai perdu 30 000 dollars pour comprendre quels types de vêtements je devais offrir. Après avoir perdu autour de 45 000 dollars, je suis revenu à Montréal avec d'énormes sommes dues à mes cartes de crédit. »

Rahman pour sa part avait de l'expérience dans les autres provinces. Il était donc au courant de la petite population et du chômage à Edmonton et à Winnipeg ainsi que des prix plus élevés pour se loger à Ottawa puisqu'il avait visité ces villes en 1998. Après son mariage, cet immigrant est parti en 2003 vers Toronto afin de se distancer des amis de la période pendant laquelle il était célibataire à Montréal. Pourtant, après avoir travaillé comme ouvrier dans le domaine des climatiseurs et comme chauffeur de taxi durant quelques mois, il a préféré revenir à Montréal en raison d'une meilleure sécurité et du coût de la vie. Quant à Sattar, après une visite d'une semaine à Calgary, fatigué de son métier de chauffeur de taxi, il a vendu son taxi et a déménagé à Calgary. D'après lui, plusieurs éléments l'ont attiré : les rues propres, la disponibilité d'emplois partout, le monolinguisme, la présence de cliniques dans chaque quartier et leur ouverture même les fins de semaine, le prix moins cher de l'essence, les meilleures conditions de vie des Iraniens occupant des emplois plus prestigieux et une meilleure vie sociale pour la famille. Toutefois, rendu sur place, il a pris conscience de certaines difficultés : les règlements plus compliqués qu'à Montréal concernant, entre autres, le permis de chauffeur de taxi, une population plus nombreuse que la capacité de la ville, les services et les frais de garderie plus chers, les prix plus élevés du logement et le peu de divertissements offerts. Sattar explique : « Alors que je n'avais pas déménagé pour travailler pour quelqu'un d'autre, j'ai remarqué que les prix de location pour démarrer un commerce étaient onéreux. Ceux qui étaient déjà en affaires étaient gagnants parce que tout a augmenté maintenant. Je n'avais pas remarqué ces éléments lors de ma première visite. Ces informations m'avaient fait défaut. On a donc préféré retourner à Montréal. »

Nous avons déjà discuté la majorité des éléments mentionnés dans les sections précédentes et nous ne rappellerons ici que certains facteurs. Avant de quitter le Québec, tous nos exemples avaient travaillé comme chauffeur de taxi durant plusieurs années. La fatigue causée par ce métier ainsi que l'angoisse découlant de l'inadéquation de ce dernier avec leurs désirs les ont amenés à rechercher un meilleur emploi. Parmi ces motifs, celui de Rahman – fuir les amis

célibataires qu'il avait avant son mariage pour solidifier de sa nouvelle vie commune – était assez différent. Il a laissé son travail et son milieu habituel, ce qui représente l'importance que cet immigrant accordait à sa vie familiale, et ce que nous avons aussi observé de diverses façons. Ces motifs ont été associés à des raisons contextuelles : la comparaison du climat, des routes, de la langue et de la beauté naturelle.

Barzin quant à lui, poursuivant ses études ici et obtenant son diplôme universitaire, n'avait pas réussi à travailler dans sa spécialité. Le travail comme chauffeur de taxi n'a pas été satisfaisant ni pour lui ni pour sa famille. C'est ainsi qu'il a décidé de reprendre sa fierté en retournant dans son pays d'origine et de se présenter lui-même comme un investisseur.

Néanmoins, ces immigrants n'ont pas eu de succès dans leur initiative en raison du manque de connaissance du nouveau lieu. Cette faiblesse ne s'est pas limitée à l'intérieur du Canada, mais aussi à leur pays d'origine. La majorité de ces immigrants étant très jeunes n'avaient aucune expérience des affaires lorsqu'ils ont quitté leur pays. Et même pour ceux qui en avaient, les règlements et le milieu socioéconomique de l'Iran, tenant compte des différentes situations sociopolitiques, étaient très différents. Ainsi, pour un immigrant qui avait un intérêt pour les arts et qui est resté loin de l'Iran durant plus qu'une décennie, il est normal que ses affaires immédiates résultent en une grosse perte. De même, en ce qui concerne les éléments considérés comme étant à la base de la prise de décision de déménager à Calgary ou à Vancouver, l'expérience de ces immigrants a révélé leur confiance aux perceptions et aux apparences plutôt qu'à une analyse approfondie des réalités socioéconomiques de ces villes. Ainsi, tel que nous l'avons discuté quand nous avons abordé le démarrage des bars dans d'autres pays, ces témoignages ont souligné encore qu'une analyse économique considère autant les bénéfices que les coûts d'un projet. Compte tenu de l'importance de la qualité de vie pour les immigrants avec une famille, l'attention aux facteurs sociaux dans une ville ne peut pas être négligée.

Compte tenu de la réalisation du nombre de travaux effectués par ces immigrants dans le secteur tertiaire, dans ce chapitre nous avons d'abord expliqué l'impact de l'accroissement de ce secteur et des travaux atypiques sur le marché du travail. Catégorisant entre travailleurs simples et démarreurs de restaurants, nous avons analysé le parcours des immigrants qui travaillaient dans la restauration. En ce qui concerne les éléments de la vulnérabilité de ces groupes sur le marché du travail, nous avons constaté par exemple que la réaction d'un des membres scolarisés des groupes de gauche, à travers la prolongation de la durée du travail, basée sur son idéologie, est interprétée comme une des raisons de leur recours à de telles catégories de travail autonome. De plus, le démarrage de différentes entreprises, tenant compte de la faiblesse de la communauté et du capital primaire, est attribuable essentiellement aux revenus de petits boulots et des économies réalisées depuis l'arrivée au Canada. Pourtant, l'ignorance de l'échelle de l'entreprise, le recours au partenariat souvent ethnique sans attention à l'importance de l'expérience et de la connaissance du secteur ainsi que la fatigue dans ces emplois non reliés à leur spécialité ont débouché à un échec. Dans le secteur du divertissement, nous avons analysé les risques évidents et cachés menaçant les travailleurs dans ce secteur, la perte ou la désuétude des capitaux humains des immigrants ainsi que l'exploitation de nouveaux arrivants à cause du manque de connaissance de leurs droits. Cependant, en plus de l'étude des difficultés liées à l'organisation des concerts ethniques, le motif principal de ce recours est attribué à l'acquisition de l'estime de soi parmi les compatriotes et les natifs. Quant au métier d'agent immobilier, alors qu'il avait une apparence plus « propre » que celui de chauffeur de taxi, il n'était pas suffisant pour compenser les dépenses afférentes, au moins à court terme, et une autre source de revenu était nécessaire. Les facteurs comme le nom et la faiblesse du français pouvaient contraindre les immigrants à aller vers ce marché. Dans les travaux effectués dans le stationnement et le lavage de voitures, malgré les critiques concernant le peu d'encouragement des proches à faire de tels travaux, certains ont réussi à réaliser de bons gains. Mais ces immigrants n'ont pas pu résister longtemps

dans ce métier à cause de la fatigue et des maladies qu'ils peuvent engendrer. En ce qui concerne l'imprimerie, la distribution et la photographie, nous avons discuté l'avantage de l'embauche des nouveaux immigrants tant du côté des employeurs que des immigrants. Nous avons relevé que les métiers de la catégorie du marché secondaire n'empêchaient pas les immigrants bien scolarisés de tolérer n'importe quelle attitude des employeurs. De plus, nous avons souligné que la présence plus nombreuse des différents groupes d'immigrants a accru leur demande pour aller vers l'importation et la distribution de certains produits, notamment la pistache, ce qui a contribué à resserrer la concurrence dans ce type de commerce. À propos du secteur de la fabrication, en plus de l'impact du statut à l'entrée des immigrants, nous avons mis l'accent sur la nécessité de soutenir les petites entreprises créées par les nouveaux immigrants lors de crises ainsi que le fait que les études et l'expérience canadiennes devenaient insuffisantes dans la foulée de la crise de septembre 2001. Puis, nous avons analysé pourquoi l'industrie de la couture n'a plus attiré les immigrants à partir de la deuxième moitié des années 1990. Enfin, la fatigue du travail de chauffeur de taxi en a amené certains à déménager dans leur pays d'origine ou d'autres provinces pour travailler. Cependant, l'ignorance du contexte socioéconomique du lieu, de même que le fait qu'ils soient partis en se basant sur certaines apparences – liées au panorama ou au niveau de vie – plutôt que sur une analyse économique et sociale approfondie des villes visées ou même du pays d'origine ont résulté en leur retour à Montréal.

Chapitre 10 - Métier du taxi

Au chapitre précédent, nous avons discuté des emplois occupés par les immigrants. Cependant, compte tenu du choix fréquent de ces derniers de travailler dans l'industrie du taxi à Montréal, ce chapitre est consacré exclusivement à l'étude de leurs perceptions concernant le travail dans ce domaine. À cet effet, après avoir jeté un coup d'œil sur la définition de travailleur indépendant et l'histoire de l'industrie du taxi à Montréal, nous analyserons des éléments comme les motifs et les incitations à pratiquer ce métier, les avantages, les désavantages, les raisons pour travailler dans une entreprise ethnique, le niveau de satisfaction et les perspectives d'avenir.

Nous avons déjà expliqué les changements économiques et socioéconomiques des années 1980 et 1990. La contribution du travail indépendant ou autonome a augmenté parmi les emplois créés au Canada pendant cette période : plus du quart en 1976-1994 (Cohen, 1996) et presque la moitié en 1990-1997 (Baldwin et Chowhan, 2003 :1). Selon la définition de Service Canada¹⁰⁷, un travailleur indépendant travaille en vertu d'un contrat pour services plutôt qu'un contrat de louage de service; cela veut donc dire que les heures de travail sont fixées par cet individu. Dans cette catégorie se trouvent les gens de métiers, les camionneurs, les chauffeurs de taxi, les agents d'immeubles, les vendeurs, les maires et échevins ainsi que les professionnels. Cependant, en précisant six indicateurs du travailleur indépendant au Québec¹⁰⁸, l'Agence du revenu du Canada a établi des règles spéciales concernant le Régime de pension du Canada (RPC), l'Assurance-

¹⁰⁷ <http://www.servicecanada.gc.ca/fra/ae/renseignements/autonome.shtml>.

¹⁰⁸ 1- Le travailleur est habituellement libre de travailler au moment où il le désire et pour qui il le désire, et il peut offrir ses services à différents payeurs en même temps.

2- Le travailleur ne doit pas rendre les services lui-même. Il peut engager une tierce personne, soit pour effectuer le travail soit pour l'aider à effectuer le travail.

3- Le travailleur peut généralement choisir le moment et la façon dont il exécutera les travaux.

4- Le travailleur n'a pas à se présenter à l'établissement du payeur.

5- Le travailleur a le choix d'accepter ou de refuser le travail offert par le payeur.

6- La relation de travail entre le payeur et le travailleur ne présente aucun degré de continuité, de loyauté, de sécurité, de subordination ou d'intégration; ces composantes font habituellement partie d'une relation employeur-employé. (Tiré du guide « Employé ou travailleur indépendant? » de l'Agence du revenu du Canada : <http://www.cra-arc.gc.ca/F/pub/tg/rc4110/rc4110-08f.pdf>.)

emploi (AE) et l'impôt sur le revenu de certains métiers, dont celui de chauffeur de taxi ou d'un autre véhicule utilisé pour transporter des passagers. Soulignons que chauffeur et chauffeur-proprétaire de taxi ne sont pas pareils. À Montréal, le premier a besoin d'obtenir un permis de conduire avec la classe taxi et celui de chauffeur de taxi émis par le Bureau du taxi. Ainsi, il reçoit son salaire de base déterminé par le Bureau du taxi en plus de ses pourboires. Outre qu'il soit tenu d'obtenir les mêmes permis, le second est un travailleur autonome qui doit payer un permis de propriétaire. Il reçoit un salaire plus les pourboires, ainsi que des parts dans les revenus de son ou ses véhicules taxis. Ajoutons que la condition de l'obtention du permis de chauffeur de taxi n'est pas obligatoire pour être propriétaire d'un permis de taxi. Cela a permis à certains d'investir dans le domaine en achetant un permis sans être qualifié comme chauffeur de taxi.

1. Survol historique du taxi à Montréal

En 1941, le nombre de permis de taxis émis à Montréal n'a été que de 765 et cette industrie du taxi était contrôlée par le gouvernement fédéral. La fin de la Seconde Guerre mondiale a entraîné deux difficultés majeures : les plaintes du public concernant l'insuffisance de taxis et la nécessité de trouver du travail aux vétérans rentrant d'Europe. Le gouvernement provincial a alors repris la responsabilité de l'industrie et éliminé le plafond à l'émission de permis. Il en est résulté un accroissement du nombre de taxis, de sorte qu'en 1952, 4978 véhicules de taxi circulaient sur l'ensemble de l'île de Montréal. La hausse inhérente de la valeur marchande des permis et certaines transactions spéculatives ont créé des affrontements violents en 1969. En vérifiant les motifs de ces derniers, un comité mandaté par le gouvernement a conclu à « la surabondance de permis de taxis et [au] manque de rentabilité dans l'industrie ». Ces facteurs ont engendré « des services diminués au chapitre de l'éthique du chauffeur et de la sécurité de la clientèle » (*Un peu d'histoire*, été 2009 : 10).

En 1973, le gouvernement du Québec prend en charge l'ensemble de la réglementation de l'industrie du taxi. Il devient le seul État en Amérique du Nord qui contrôle l'ensemble de cette activité de transport local. Également, en créant les agglomérations de taxis, le gouvernement donne à la Commission des transports du Québec le mandat de l'émission, du transfert, de la suspension, de l'annulation et du renouvellement des permis de taxis et de la détermination des tarifs du transport par taxi. De plus, chargée de la vérification et de l'immatriculation des véhicules taxis, la Régie de l'assurance automobile délivre les permis de chauffeur après l'examen des habiletés et de la connaissance du milieu du candidat. Cependant, au début des années 1980, alors que la centralisation de la gestion du taxi engendre un encadrement serré, une lourdeur administrative et un contrôle difficile à exercer, la situation économique pour les exploitants de taxi se dégrade. Cette situation est attribuée à des éléments comme l'augmentation du taux de motorisation, le développement périurbain et l'extension des services de transport collectif (L'industrie du taxi au Québec, 1985 : 2). Un document de travail démontre par ailleurs l'importance de cette industrie des points de vue de l'emploi et des revenus générés : il y a environ 18 000 détenteurs de permis de chauffeur et 5921 permis de véhicule taxi sur l'île de Montréal (Major, 1981 : 10).

Ce contexte aboutit à une réforme en profondeur de l'industrie par l'adoption de la Loi sur le transport par taxi en décembre 1983. Elle a comme objectif de permettre la décentralisation du contrôle de l'industrie du taxi et l'ouverture de nouveaux marchés. Outre la possibilité pour les autorités régionales de contrôler certains aspects des services de taxis, les chauffeurs de taxi obtiennent le droit d'offrir des services de transport collectif, de transport adapté aux personnes handicapées, de transport scolaire, de livraison d'épicerie, de transport par contrat, etc. Dans le but de réduire le nombre de permis et de rentabiliser l'industrie, un plan de rachat des permis est mis en application. Après l'échec de la première tentative en 1984 en raison de la spéculation sur les permis en dehors du fonds de rachat, un deuxième plan prévoit le rachat d'un maximum de 2000 permis sur les 5222 existants au prix de 10 000 dollars chacun. L'emprunt nécessaire à cette opération

provient des cotisations perçues pour chacun des permis auprès des propriétaires qui poursuivent leurs opérations. Ainsi, du mois de juin 1985 jusqu'en mars 1987, le fiduciaire reçoit 782 offres de vente de permis, dont 776 sont retirés de la circulation après rachat. Malgré ces bons résultats, certains éléments ralentissent l'application du plan : la reprise économique, la réduction de l'offre de service à cause du retrait de près de 15 % des permis en circulation, l'ouverture de nouveaux marchés pour cette industrie, l'accroissement de la valeur marchande des permis de taxis (Bissonnet, 1987 : 8-9). En effet, le prix des permis grimpe à 18 000 dollars en juin 1987 (*Un peu d'histoire*, été 2009 : 11).

L'École du taxi du Québec inc., détentrice d'un permis d'enseignement professionnel, est créée en février 1985. Elle a parmi ses objectifs : la rentabilité du taxi, le professionnalisme du chauffeur, l'amélioration du service et de l'image de l'industrie du taxi et la sélection efficace des candidats chauffeurs. Le programme de formation de l'École comprend trois cours : techniques d'accueil et éthique professionnelle (60 heures), connaissance du territoire ou toponymie (80 heures) et réglementation et code de sécurité routière (60 heures) (Bissonnet, 1987 : 13-14).

1.1. L'état récent de l'industrie du taxi à Montréal

Afin de décentraliser les responsabilités visant le contrôle de l'industrie du taxi, le Bureau du taxi, créé en 1986, ouvre ses portes officiellement le 30 novembre 1987. Étendant sa juridiction en encadrant les activités de dépannage et de remorquage à Montréal, il change son nom en 2003 pour Bureau du taxi et du remorquage. Alors qu'à partir du premier septembre de cette année les nouveaux règlements stipulent que l'âge de tout véhicule entré dans l'industrie ne doit pas être de plus de cinq ans, les véhicules en service obtiennent un délai de dix ans d'âge à compter du 31 mai 2004. Ainsi, au début de cette année, seulement une proportion d'environ 12 % des voitures taxis ont plus de 10 ans d'âge. D'après le rapport 2004 de ce Bureau, en plus des 4445 permis d'exploitation de taxi réguliers sur le territoire de Montréal, il y a 83 permis de limousine grand luxe, 46 permis de

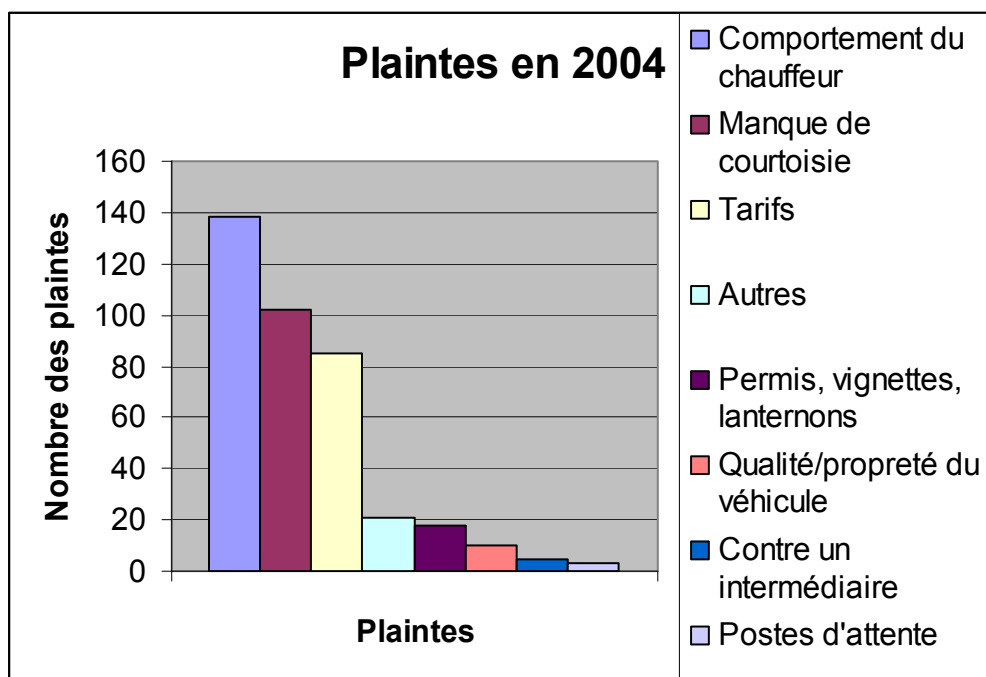
berline, 75 permis réguliers reconvertis en limousine (TXLM) et 65 permis restreints valides uniquement pour le transport des personnes à mobilité réduite. Également, parmi les 9699 détenteurs du permis de travail sur le territoire, la proportion de chacun des permis est la suivante : 51 % de permis ambassadeurs¹⁰⁹, 47 % de permis réguliers et 1,2 % de permis restreints¹¹⁰.

D'après la Loi des services de transport par taxi, Montréal se divise en trois agglomérations : centre (A-11), ouest (A-12), et est (A-5). En 2004, alors qu'une proportion de 87 % des permis d'exploitation de taxi est concentrée dans l'agglomération du centre (A-11), la part de l'est et de l'ouest n'est qu'environ 7 % et 6 %. Parmi 3888 fiches d'inspection à des propriétaires de taxis à Montréal, la majorité des infractions découlent de deux non-conformités : surfaces extérieures endommagées (32 %) et rapport de vérification manquant dans le véhicule (18 %). Ainsi, parmi les 382 plaintes contre des chauffeurs et des propriétaires de taxis en 2004, les proportions les plus importantes ont trait au comportement du chauffeur (36 %), au manque de courtoisie (27 %) et aux tarifs (22 %) (Rapport d'activités 2004 du BTR).

¹⁰⁹ « Un type de permis exclusif aux chauffeurs ayant suivi une formation particulière sur le service à la clientèle et les attraits touristiques et aptes à offrir les services de taxi au Casino de Montréal ainsi qu'à l'aéroport de Dorval. » (Rapport d'activités 2004 du BTR : 4.)

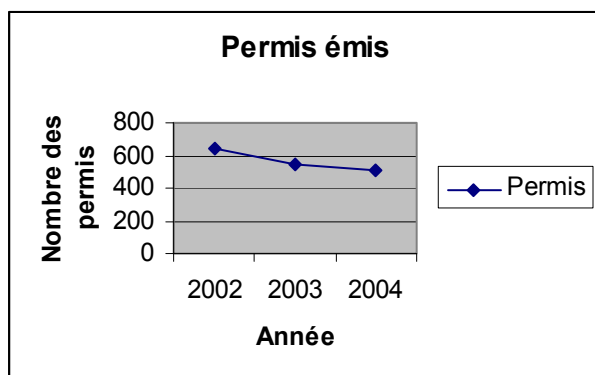
¹¹⁰ « Valides uniquement pour les limousines de grand luxe. » (*Ibid.*)

Figure 9



Enfin, la baisse du nombre de permis de chauffeur émis reflète la diminution du taux de réussite aux examens (Rapports d'activités 2003 et 2004 du BTR).

Figure 10



Rapports d'activités 2003 et 2004 du Bureau du taxi et du remorquage (BTR)

Après avoir jeté un coup d'œil sur l'histoire du métier du taxi à Montréal et nous être familiarisé avec l'état actuel de cette industrie, nous allons poursuivre l'expérience des immigrants concernant le travail dans cette industrie. La première étape s'attache aux motifs pour débiter dans ce métier.

2. Intérêts pour aborder le taxi

Au chapitre consacré aux parcours professionnels, nous avons développé la contribution de plusieurs facteurs dans ces parcours. À partir du modèle proposé par Piché (2004) soulignant l'impact des caractéristiques de la communauté ethnique des immigrants sur leur intégration professionnelle, nous avons analysé les éléments comme la circonstance de la formation de la communauté iranienne au Canada ainsi que sa capacité à jouer ce rôle. En raison de la dépendance profonde pour débiter dans ce métier basée sur les liens ethniques, nous évoquerons aussi dans la présente section certaines expériences dont nous avons déjà discuté au chapitre sur les parcours professionnels.

2.1. Appui des familles proches

L'exemple de Cyrus, arrivé en 1986, présente le motif de l'immigrant qui a commencé dans l'industrie du taxi après avoir obtenu de son frère qui pratiquait déjà ce métier des renseignements quant aux revenus possibles dans ce métier. Il a aussi été attiré vers le taxi grâce aux encouragements de ses compatriotes. À noter que Cyrus a négligé l'aide du réseau ethnique dans son parcours professionnel. Tout comme Cyrus, Jahan, arrivé en 1995, confirme que le travail de son frère comme chauffeur de taxi à Montréal et le réseau de ses amis de la même origine l'ont attiré vers cette industrie. Jahan a continué ce métier même après que son frère soit déménagé à Vancouver pour y travailler comme chauffeur d'autobus.

2.2. Support des amis

La contribution des amis pour encourager leurs compatriotes à se diriger vers le taxi a été importante. Par exemple, arrivé en 1985, Jamal, après des déceptions vécues dans différents emplois, a été encouragé par un de ses amis à aller chercher un permis pour travailler dans l'industrie du taxi. C'est le même type d'encouragement qui a attiré Karim, arrivé en 1986, vers cette industrie après la

détérioration du marché du vêtement à Montréal. Et ce même motif a amené Mohammad, arrivé en 1988, à laisser d'autres travaux après avoir comparé leurs revenus avec celui du taxi. Au contraire, Shahram, arrivé en 1997, parle des ruses répétées de son ami pour l'amener vers le taxi. D'après cet immigrant : « Je l'ai vu travailler comme chauffeur de taxi. Il m'a demandé d'y travailler. Il a dit que je mettrais de côté 300 dollars par jour, que je serais mon propre patron et, enfin, il m'a donné les réponses aux questions de l'examen. » Arrivé en 1997, Firooz aussi parle de la présentation des chauffeurs de taxi qui fréquentaient le garage de lave-auto où il travaillait et qui lui disaient : « Viens faire du taxi, c'est plus rentable. ». Selon lui, le taxi était plus profitable que le lavage de voitures.

2.3. Aide du réseau politique

Comme nous l'avons vu, l'adhésion aux groupes politiques de gauche, commencée pendant les études de certains immigrants en Inde, a contribué à leur travail au Canada, en particulier dans l'industrie du taxi. Mehryar, arrivé en 1984, après avoir travaillé dans la restauration et après une période de chômage en 1991-1992, a été encouragé par ses amis à commencer le taxi. Cet immigrant dit : « cependant, ces amis ne m'ont pas donné les questions de l'examen de taxi parce que nos relations n'étaient alors pas très bonnes, mais elles ont changé par la suite. » Par contre, son camarade Javid, arrivé la même année, a reçu les questions et les a distribuées aux autres. La faiblesse majeure de ce groupe, à cette époque, était leur peu de connaissance de la langue française.

2.4. Peine judiciaire

Parmi les motifs du recours au travail dans le domaine du taxi, un des interviewés a fait allusion à une condition dans un jugement qui a contribué à le familiariser avec ce métier. Il s'agit de l'exemple de Morad, arrivé en 1988, qui avait commencé son parcours professionnel par les travaux dans les bars et les clubs. D'après l'expérience de cet immigrant : « Suite à la participation dans un conflit, j'ai

été condamné à la prison. Après trois mois, les autorités de la prison m'ont obligé à travailler comme chauffeur de taxi pendant six mois. Comme je n'avais jamais exercé ce métier et que je n'avais pas de *Pocket* (permis de chauffeur de taxi), j'ai été obligé d'aller le chercher. C'était la première fois qu'une telle punition était imposée à un contrevenant. J'étais par ailleurs soumis à une vérification continue des agents de probation. » Après la fin de cette période, Morad a laissé ce travail et est allé en Iran. À son retour, alors qu'il connaissait davantage ses compatriotes et qu'il habitait dans un milieu iranien, il a poursuivi dans ce métier.

2.5. Métier de la majorité de l'entourage

À propos de l'impact du milieu d'habitation de l'immigrant sur son parcours professionnel, l'exemple d'Emad, arrivé en 1998, est significatif : « Depuis mon entrée, presque 80 % des gens autour de moi étaient chauffeurs de taxi. Ceux qui nous fréquentaient m'encourageaient en insistant sur le fait que ce métier était meilleur que d'autres. Ces mêmes amis qui ont maintenant un avis différent me conseillent de changer de métier. » Comme ce dernier, Sahand, arrivé en 2002, a reçu le même conseil de la part de ses compatriotes travaillant comme chauffeurs de taxi; en comparant le revenu avec d'autres boulots, par exemple dans la restauration, ce métier était plus lucratif et lui permettait de rembourser ses dettes.

2.6. Argent comptant

L'expérience de Hooshang est ici pertinente. Arrivé en 1992, cet immigrant avance que les immigrants ont deux choix : la poursuite d'études supérieures ou la recherche d'argent comptant. Alors qu'il a parlé de compatriotes ayant poursuivi les étapes de la première option, la poursuite des études, il attribue son impuissance au non-appui de son épouse qui l'obligeait à subvenir à ses besoins. Il explique : « Un des Iraniens, qui était propriétaire de taxi, qui avait une voiture et la richesse, m'a dit que si je voulais aussi avoir de l'argent comptant et cette richesse, je devais faire du taxi ».

Tel que nous l'avons souligné antérieurement, la contribution des membres de la famille proche, expliquée comme un lien fort, était importante pour guider les immigrants vers le taxi et tout métier similaire. Les exemples de Cyrus et de Jahan pendant les deux décennies qui ont suivi leur arrivée sont typiques. Ils démontrent jusqu'à quel point le travail dans cette industrie peut s'enraciner dans la vie de certains immigrants qui le poursuivent et y progressent, même après que le premier membre de leur famille à avoir pratiqué ce métier l'ait abandonné ou soit parti ailleurs. Cependant, l'encouragement à conduire le taxi n'est pas limité aux familles proches; les amis de la même origine ont joué un rôle similaire. Rappelons qu'un bon nombre des immigrants de ce groupe critiquaient la contribution presque neutre et parfois négative de leurs compatriotes dans les emplois qu'ils ont occupés. Toutefois, presque tous les interviewés ont attribué leur engagement dans le taxi à l'aide de leur famille ou de leurs compatriotes, qu'ils soient ou non membres de leur famille, directement ou indirectement (l'exemple de Cyrus). À ce propos, une question se pose : compte tenu de l'expérience des Iraniens aux États-Unis (Bozorgmehr, 2000) et des témoignages des interviewés au sujet de la faiblesse de la solidarité parmi les membres de cette communauté, comment peut-on analyser leur générosité concernant l'invitation des compatriotes à travailler dans l'industrie du taxi?

Nous croyons qu'il faut ici considérer l'apport de plusieurs éléments. La majorité des interviewés ont déjà eu recours à certains emplois peu qualifiés. Alors que ce groupe a été déçu des difficultés d'accès au marché du travail sous divers prétextes – récession, conjoncture économique, expérience canadienne, non-reconnaissance de diplômes –, il a souffert autant de l'absence d'une véritable communauté que de la non-solidarité parmi ses membres. Le résultat de ces souffrances pourrait contribuer à la consolidation des liens dans ce groupe. Compte tenu de la présence antérieure de certains groupes ethniques comme les Grecs, les Haïtiens et les Arabes dans cette industrie, les nouveaux arrivants iraniens voulaient renforcer leur nombre en encourageant leurs compatriotes à venir dans ce métier.

Selon la présentation du début du présent chapitre, tenant compte de la limitation des permis de taxis émis à Montréal, la présence plus nombreuse des membres d'une communauté n'est pas susceptible de diminuer le revenu des autres. De plus, il est à noter que la valeur sociale de ce métier aux yeux de cette population est si basse qu'elle cherche de plus en plus de complices afin de pouvoir mieux justifier la pratique de ce métier. Ainsi, le travail de chauffeur de taxi d'un bon nombre de ces individus réduit la honte ressentie face à leur famille et à leur communauté.

Deux facteurs majeurs incitaient les immigrants à recourir à ce métier plutôt qu'à des emplois similaires : le revenu et le travail autonome. Les témoignages des interviewés ont montré que, pour inciter leurs compatriotes, certains chauffeurs avaient même exagéré les revenus résultant de ce travail. Il va de soi que la comparaison avec les travaux déjà effectués dans des secteurs comme la restauration ou le lavage d'autos avantageait le taxi, sans oublier que le niveau de solidarité pour exercer ce métier était si élevé que les immigrants distribuaient parfois les réponses aux questions d'examen de taxi parmi les nouveaux candidats de la même origine. La faiblesse de ces groupes à l'examen concernait essentiellement l'exigence du Bureau du taxi pour qu'ils le passent en français. Ainsi, la faible connaissance de cette langue de certains immigrants iraniens les a incités non seulement à aller contre les règlements en sortant avec les questionnaires, mais ensuite à les donner à des proches qui voulaient passer cet examen.

À propos de ce soutien, les partisans des sous-groupes politiques de gauche ont été plus actifs. Cependant, cela n'a pas été au bénéfice de tous ces partisans. Le témoignage de Mehryar a ainsi révélé que les relations à l'intérieur de ces sous-groupes des nouveaux arrivants au Canada ont été si strictes que les membres de classe inférieure avaient honte de proposer les questions à d'autres de classe supérieure. Par ailleurs, le passage du temps et la poursuite d'un boulot commun ont changé la subjectivité plutôt idéologique de la période d'études universitaires du début des années 1980. En effet, en plus de la vie dans un environnement canadien, la manière dont ils avaient choisi leur emploi, soit comme une obligation pour

subvenir aux besoins de leur famille, a aussi contribué à changer, dans une certaine mesure, leur mentalité en matière de politique, d'économie et, surtout, d'idéologie.

Parmi les caractéristiques mentionnées afin d'encourager leurs compatriotes à travailler dans l'industrie du taxi, certains ont souligné l'argent comptant. Cet élément a été bénéfique pour plusieurs. Par exemple, Sahand en a eu besoin pour payer les dettes résultant de son divorce et Hooshang pour payer les dettes découlant de son échec dans divers investissements. Ce dernier immigrant a aussi insisté sur le statut de sans-emploi de son épouse qui l'a obligé à commencer ce travail. Alors que son rêve était de faire comme ses compatriotes qui réussissaient à poursuivre leurs études canadiennes et à travailler dans leur domaine, l'impuissance résultant de son devoir de subvenir aux besoins de sa famille l'a obligé à travailler comme chauffeur de taxi. Certains parmi ces immigrants ont de plus remarqué la bonne situation économique de propriétaires de taxi qui avaient accumulé des richesses, sans évoquer la période de leur entrée dans cette industrie. La conclusion de ce chapitre révélera le niveau de satisfaction des nouveaux arrivants dans cette industrie bien que les allusions de Shahram (la trahison d'ami) et d'Emad (changement d'opinion de ceux qui l'avaient d'abord encouragé) soient plus ou moins révélatrices.

Enfin, Morad a parlé de sa condamnation à six mois de travail comme chauffeur de taxi. Bien que nous ne connaissions pas les raisons et les motifs du juge dans ce dossier, la première question qui vient à l'esprit concerne la catégorisation de ce métier même chez les autorités canadiennes. Le fait que les gens ayant commis un acte criminel sont supposés être condamnés à faire un travail difficile dans un endroit médiocre, l'inclusion du métier de chauffeur de taxi comme une punition pour des prisonniers condamnés non seulement détériore davantage les caractéristiques de cette industrie, mais stigmatise¹¹¹ les travailleurs de cette industrie. De toute façon, la familiarisation de cet immigrant avec le taxi l'a amené à retourner dans ce métier tandis que, considérant son profil sportif avant

¹¹¹ D'après Goffman (1963 : 26), « un individu est dit stigmatisé lorsqu'il présente un attribut qui le disqualifie lors de ses interactions avec autrui. Cet attribut constitue un écart par rapport aux attentes normatives des autres à propos de son identité. »

l'immigration, il aurait pu passer cette période dans un milieu sportif contribuant totalement à changer son avenir professionnel.

Au fil de cette section, nous avons conclu que l'hypothèse de la non-solidarité des immigrants iraniens n'a pas eu d'impact dans leur recours au métier du taxi. Les raisons se trouvent dans les éléments tels que la déception provenant des difficultés sur le marché du travail, la tendance à rechercher une présentation forte dans cette industrie face aux autres groupes et la justification de leur recours à ce métier autant dans leur famille que leur communauté. Cependant, nous avons évoqué les facteurs de comparaison du revenu et des conditions de travail avec les métiers similaires, la considération de bonne situation financière de certains travailleurs sans attention aux autres conditions et au besoin d'argent comptant. À ce propos, alors que nous avons analysé le motif de certaines activités illégitimes pour obtenir le permis de chauffeur, nous avons discuté à quel point certaines initiatives comme la condamnation des prisonniers au travail de taxi pourraient contribuer tant à la stigmatisation des chauffeurs de taxi qu'à la plus grande dévalorisation du prestige social de ce métier.

3. Avantages du taxi

Après avoir analysé les motifs des immigrants pour entreprendre le métier de chauffeur de taxi, nous tentons de comprendre comment ces individus ont perçu les caractéristiques de ce travail. Il est à noter que la section précédente se limitait aux perceptions de ce groupe avant d'entrer dans cette industrie, tandis que les sections suivantes présenteront les résultats de leur expérience. Commençons par les éléments mentionnés comme les avantages du taxi, avant de poursuivre avec les désavantages.

3.1. Flexibilité des horaires, autonomie, argent comptant

Ces éléments se trouvent en tête des avantages qui sont répétés par la majorité des travailleurs de cette industrie. Bon nombre des immigrants ont mentionné leur désir personnel de ne pas travailler pour quelqu'un d'autre. D'après Kamran, arrivé en 1979, « dans le cas du travail pour quelqu'un, on doit travailler quelque part durant des horaires précis, et en tolérant certaines insultes, et n'importe quand il y a le risque d'être mis à la porte. Cependant, dans le taxi tes horaires de travail ne regardent personne. Ma mère a été malade récemment, j'étais avec elle à l'hôpital tous les jours. Si j'avais travaillé pour quelqu'un d'autre, je n'aurais pas pu le faire. » Morteza, arrivé en 1987, même s'il souligne les difficultés du métier de taxi, est content de son revenu comptant et de ne pas avoir un *aghaa baalaa sar*, c'est-à-dire, un patron à qui il doit rendre des comptes. Rahman, arrivé en 1988, est le seul interviewé qui avait pratiqué officiellement ce métier avant de quitter son pays natal. Il n'avait aucun intérêt pour un travail salarié exigeant de répondre aux ordres d'un patron ou d'un superviseur.

3.2. Bons avantages matériels

Le revenu résultant du taxi est un autre avantage mentionné par les immigrants. À ce propos, Morteza apprécie ces avantages : « Tout ce que j'ai gagné provient de ce travail. Chaque métier comporte ses propres difficultés, c'est la patience qui est importante pour que quelqu'un puisse voir les résultats de son travail. » Tel que nous l'avons observé à la section précédente, certains, même en pratique, ont préféré avoir un regard comparatif du revenu de ce métier. Par exemple, en soulignant son travail au quart du soir, Jahan compare le revenu du taxi avec les travaux similaires en évoquant cependant les horaires plus longs : « Pour un revenu de 200 dollars par jour, après la diminution de 80 dollars pour la location, on peut toucher 120 dollars. » Pour Shahram, il n'y a pas d'autre emploi où il pourrait gagner autant. Mehdi, arrivé en 1983, et Mehraz, en 1992, associent cependant ce revenu privilégié aux propriétaires de taxis. Enfin, comparant au salaire moyen de la

société, le revenu de ce métier est acceptable selon Morad, sauf que sa forte variation selon les bons et les mauvais jours rend toute planification difficile.

3.3. Horaires non limités du travail

Certains immigrants ont fait allusion aux avantages matériels du taxi. Toutefois, ceux-ci sont attribués à la possibilité d'allonger les horaires de travail. D'après Kurosh, arrivé en 1991, « on peut travailler jusqu'à ce qu'on ait amassé l'argent dont on a besoin ». La crise économique du début des années 1990 a démontré à Mohammad que le taxi était le seul métier qui lui permettait de travailler sans limites : « C'était extraordinaire si quelqu'un avait gagné 140 dollars bruts par jour. En moyenne, on touchait 60 dollars nets par jour. » Par contre, cet avantage est limité selon Saman, entre autres, aux propriétaires de taxis : « Tu n'as pas cette chance si tu travailles pour quelqu'un d'autre. » À ce propos, Mani, propriétaire d'un taxi, apprécie la non-limitation des horaires dans ce métier grâce à la possibilité d'échanger entre les périodes de repos et de travail.

3.4. Possibilité de travailler à temps partiel

Ce métier a procuré à certains interviewés l'occasion de travailler à temps partiel, mais ce n'est pas pareil pour tout le monde. Par exemple, Cyrus, après avoir essayé d'acheter les permis pour quatre taxis, a choisi le métier d'agent immobilier et travaille seulement un ou deux jours la fin de semaine sur un de ses taxis. Par contre, Javid, détenteur de seulement un permis de taxi, travaille à la fois à l'hôpital et comme chauffeur pour arriver à payer l'hypothèque du taxi et ses autres dettes. En ce qui concerne les locataires de taxi, Hooman, travaillant comme chauffeur tôt le matin ou les fins de semaine, a choisi le métier d'agent immobilier comme son activité principale. Pour sa part, Mojtaba a travaillé dans ce domaine en été pendant la période de ses études à l'Université Concordia.

3.5. Promenade, connaissance de la société, communication

Les avantages matériels n'ont pas été les seuls éléments attrayants du taxi, il y avait aussi les éléments non matériels. Par exemple, Hassan, arrivé en 1993, en comparant ce travail avec d'autres qui s'exercent dans un environnement fermé comme les usines, confirme que les derniers transforment un individu en une machine et lui occasionnent beaucoup de fatigue, tandis qu'un chauffeur de taxi peut se promener dans la ville et a donc une liberté d'action. Tout comme lui, Karim aime rencontrer les gens et communiquer avec eux. À ce propos, Dara parle en termes d'anthropologie, de connaissance et de l'évaluation des individus. En soulignant le rôle du chauffeur, Hooshang croit à la possibilité de transformer ce métier en un établissement éducatif en changeant les rôles de chauffeur et de client. Basé sur ses études antérieures, Soheil aussi adore la communication et la connaissance des différentes catégories sociales. Son intérêt pour le taxi découle, dans une certaine mesure, de son désir d'aider les autres. Hamed est un autre exemple qui s'intéresse à la communication avec différents groupes. Il précise : « J'aidais les clients à résoudre des problèmes familiaux, à aller chez les médecins, et je ne chargeais rien aux pauvres. En me remerciant, ils disaient souhaiter que tous les chauffeurs soient comme moi. »

3.6. Possibilités d'étudier, d'avoir de l'autonomie et autres caractéristiques personnelles

Les immigrants ont aussi souligné d'autres avantages non matériels trouvés dans le métier de chauffeur de taxi. La majorité de ceux-ci se situent dans le groupe des universitaires. Mehryar, qui profite des temps morts dans son taxi pour dessiner, raconte son expérience : « Après une période, tu deviens paresseux de sorte que tu ne peux plus t'encadrer. Tu es seul, tu étudies quand tu veux, tu bois du café, tu voyages, c'est toi qui décides sans aucun patron et sans limitation. En fait, grâce à ta liberté, tu es confortable ». Un autre immigrant met surtout l'accent sur un des éléments mentionnés par Mehryar : la solitude. Compte tenu de nombreuses

difficultés rencontrées pour ses études à l'extérieur et l'intérieur du Canada, les emplois occupés après son entrée aussi bien que son métier actuel, Mojtaba a eu besoin de bons moments pour rester seul, réfléchir et étudier. Ainsi, il considère que ce boulot lui a procuré la solitude dont il avait besoin. Cependant, les points de vue d'Ehsan font ressortir d'autres facteurs : « Du fait que les clients ont besoin de nous, ils sont plus gentils. Ils parlent avec moins de distance et plus de tendresse. Comparé avec mes derniers emplois, ils sont plus sincères. Alors qu'on a toujours craint d'être contrôlé dans un bureau ou une usine, l'autonomie relative ici comme décideur final est préférable. »

4. Désavantages du taxi

Nous venons d'aborder les avantages recherchés; passons maintenant aux désavantages qui découlent de ce métier. Compte tenu de l'interdépendance de ces deux facteurs, nous les analyserons simultanément.

4.1. Salaire minimum, aucune assurance, pas de caisse de retraite, risque d'audit, aucun futur

Le revenu assez élevé comparé à des travaux similaires, selon Mehrnaz, propriétaire d'un taxi, est attribuable à la possibilité de faire de longs horaires de travail. Pour cet immigrant, l'augmentation des tarifs de la course aura souvent un effet négatif sur le revenu du taxi, en diminuant le nombre de clients. Il explique par ailleurs : « Après 10 à 15 ans tu n'as rien pour te protéger. » Comme lui, Ehsan, locataire de taxi, parle d'un travail de 70 heures par semaine : « Le revenu de ce travail est plus élevé que celui d'un simple travailleur journalier en raison des horaires. Sinon, on est comme tout autre travailleur ». À ce propos, Jamal, propriétaire de taxi, faisant allusion aux différentes dépenses comme les réparations, l'entretien de la voiture, les assurances et les autres paiements, estime le revenu horaire autour du salaire minimum. Shahram souligne qu'ils doivent dépenser au moins 100 dollars par jour : 60 dollars pour les frais de location, 30 dollars pour

l'essence et 10 dollars pour le dîner. Firooz ajoute à ce désavantage la non-augmentation du revenu malgré la croissance du taux d'inflation. Pour sa part, Morad, chauffeur, souligne l'impossibilité de planifier : « Comme tu ne gagnes pas la même chose chaque jour, tu ne peux pas planifier dans ta vie, tu as de bons jours et de mauvais jours. » Jamal mentionne pour sa part le facteur de l'incertitude qui existe quant à la validité des permis de taxis : une décision du Bureau du taxi peut invalider les permis. De plus, il remet en question un tel investissement : « Quel type d'investissement que celui-ci parce que si un jour tu t'absentes du travail pour cause de maladie, tu n'as rien pour survivre et aucune organisation ne te protège? »

4.2. Difficultés diverses : santé, police, garage, répartiteur, mauvais climat et routes

Parmi les interviewés, plusieurs ont mis l'accent sur les risques plus élevés parmi les chauffeurs de taxi de développer certaines maladies liées à ce métier. Par exemple, Mani a souffert d'un ulcère d'estomac, d'un lumbago et d'un mal à la main à cause de ce travail. D'après Firooz et Jahan, ils ne peuvent pratiquer longtemps ce travail à cause du fort stress et de la possibilité de développer des problèmes d'hémorroïdes. Pour Nima, « rester durant de longs horaires à l'intérieur de la voiture cause des milliers de maladies et si le chauffeur devient nerveux, il ne peut résister longtemps ». La nervosité causée par ce métier est attribuée par Mehrdad au trafic lourd et au mauvais comportement de certains clients. Également, alors que Hamed parle de la fatigue mentale dans ce travail, Mahmood considère que les besoins matériels ne permettent pas au chauffeur d'être malade. D'après Jahanshah et Mehrdad, une partie majeure du stress dans ce métier a trait aux exigences des agents de police et du Bureau du taxi et des amendes qui en découlent. À ce propos, Sattar, Jamal et Emad soulèvent les problèmes des mauvaises routes et du climat, des garagistes et des confrontations avec les répartiteurs. Par ailleurs, Mehran, propriétaire d'un taxi, met l'accent sur ses inquiétudes lors de la location du taxi à des chauffeurs.

4.3. Aucun progrès, fermeture cérébrale, expérience limitée à une ville

Les immigrants regrettent le manque de progrès dans ce métier. Selon Dara, « les points négatifs concernent le non-progrès dans ce travail, la non-croissance de connaissances et la non-validité de l'expérience acquise dans une ville pour une autre ville et donc l'obligation du chauffeur de recommencer à zéro ». Nader explique que les longs horaires et la responsabilité de sa famille ne lui ont pas permis de penser à poursuivre ses études ni même à changer de boulot. Hoochang soulève la « fermeture cérébrale » qui attend les chauffeurs de taxi : « D'après moi, le travail avec la radio affaiblit l'esprit. Comme le chauffeur entend en continu le nom d'une rue, il ne peut plus penser à autre chose. En fait, réfléchir à gagner davantage ne permet pas au chauffeur de penser autrement, tandis que c'est la lecture qui élève le cerveau. » Tout comme cet immigrant, Hooman, en comparant la fermeture de ce métier avec la concurrence dans les biens immobiliers, parle de « l'impact du milieu très fermé du taxi sur la pensée du chauffeur ». Enfin, selon Javad, « on peut tromper les chauffeurs facilement; c'est pourquoi la société ne les respecte pas; elle pense que ce groupe n'a pas de bon sens ».

4.4. Clients dangereux

Parmi les risques menaçant les chauffeurs de taxi, les interviewés ont raconté leur inquiétude continue à cause de nombreuses expériences de vols à main armée dont ont été victimes certains de leurs collègues. D'après Kamran, « il n'en tient qu'à toi d'empêcher certaines situations de dégénérer. Il est arrivé que certains clients disent qu'ils n'avaient pas d'argent pour me payer et je les ai laissés partir sans conflits. Ça ne vaut pas la peine de discuter pour 10-20 dollars. » À ce propos, alors que Mani parle de la nécessité d'être flexible avec les clients, Morteza souligne la contribution de l'expérience à la diminution de ce genre d'accidents. Similairement, Javid croit qu'une gentille conversation face au mauvais comportement d'un client est susceptible de le calmer. Cependant, il ne néglige pas le risque élevé que représente un client ivre à trois ou quatre heures du matin. Dans

ce cas, Rahman insiste sur la nécessité de certaines connaissances en psychologie pour les chauffeurs de taxi lorsqu'ils traitent avec des clients.

Certains interviewés ont été victimes d'une attaque par des clients dangereux et ils ont été blessés. Par exemple, Firooz a été battu et blessé avec un couteau par un client espagnol quand il lui a demandé s'il pouvait payer la course. À un autre moment, ce chauffeur a été battu dès qu'il a ouvert la porte du taxi. Cet immigrant demande : « Une erreur commise par un chauffeur de taxi a beaucoup plus de conséquences pour lui, comparativement à une erreur commise par un client qui est peu sanctionnée. » Jahanshah aussi a déjà eu sept à huit fois des conflits avec ses clients qui ont résulté à des bris de vitres et lumières, attaques physiques, insultes et blessures. Soheil a également parlé de deux vols à main armée par ses clients : « La première fois, je n'avais que 35 dollars, il avait une arme à feu et je lui ai dit : si tu as besoin de plus d'argent, je t'en amènerai demain. Il m'a laissé sans prendre l'argent. L'autre fois, comme j'avais déjà déposé mon argent au guichet automatique, le client a volé seulement mes CD. » L'expérience vécue par Saman est plus émouvante :

« Une fois, j'ai fait monter une fille sur la rue Côte-Ste-Catherine vers le carrefour Atwater et Maisonneuve. Elle n'était pas la cliente que j'allais chercher. Lorsque le répartiteur m'en a avisé, elle a refusé de descendre. Dans le carrefour visé, dès que je lui ai demandé encore sa destination, en sortant elle a répandu un vaporisateur à ma face. Je l'ai suivie et l'ai attrapée, mais elle a encore répandu le vaporisateur dans mes yeux. En même temps, un groupe de ses amis m'a attaqué en frappant ma main; elle a mordu ma main et s'est enfuie. »

Dans un cas similaire, Mohammad a été attaqué par un client qui voulait se rendre à Québec. Le comportement de celui-ci est devenu suspect au cours du voyage. Après une dispute avec le client, alors fortement perturbé, Mohammad a laissé le taxi et le client et s'est enfui. Il croit que c'est un « miracle » s'il est toujours vivant.

4.5. Manque de respect, mépris, isolement, classe inférieure, confusion avec les Arabes

En parlant des désavantages de ce métier, certains le comparent avec un autre métier qu'ils ont déjà exercé. Par exemple, Mani, ex-propriétaire d'un restaurant, compare le taxi avec la restauration. D'après ce propriétaire de taxi : « Dans ce travail, on est toujours en conflit avec les gens; par contre, dans le restaurant, on a un meilleur prestige, crédit, respect et popularité. » Mehdi attribue ce problème aux préjugés de la société. « Certains sont respectés juste parce qu'ils ont le statut de médecin et non en raison de leur comportement dans la société. Au contraire, dans le taxi, l'opinion se fait par préjugés, sans prêter attention au comportement du chauffeur. » Shahram abonde dans le même sens : « La société regarde les travailleurs de cette industrie avec une lunette, sans distinction. » À ce propos, Hooman met l'accent sur le manque du prestige social : « J'ai honte de mentionner que je suis chauffeur de taxi. » Barzin souligne pour sa part l'aspect de l'isolement sociale de ce métier : « Lorsque le chauffeur ne paie pas d'impôts, il semble qu'il n'existe pas : sans responsabilités et isolé. Alors qu'il est là, il n'existe pas. Cette isolation fait en sorte qu'il n'est plus reconnu comme un citoyen. Il prend l'attitude d'un citoyen secondaire et humilié. Il n'a pas de relation avec le monde extérieur. Malgré qu'il soit au Canada, il n'y vit pas. » Alors que Mehrnaz souligne l'appartenance de ce métier à la classe inférieure de la société, Ehsan se plaint du manque de distinction entre les Iraniens et les Arabes : « Les gens se moquent de nous en disant que nous aimons Saddam, et je leur explique que nous ne sommes pas Arabes. »

4.6. Manque de temps pour la famille, critique de la famille envers ce métier

Le peu de temps consacré à la famille est l'autre élément de non-satisfaction de certains interviewés dans ce métier. Selon Javad, les horaires de travail ne lui permettent pas de voir son enfant : « Ça fait deux jours que je n'ai pas vu mon enfant parce que je travaillais hier soir. » En qualifiant cet élément comme un des grands

désavantages de ce métier, Nima considère ce métier comme une obligation de laquelle ni lui ni son épouse sont satisfaits : « Ça ne plaît pas à la famille de mon épouse, c'est pourquoi nous ne lui avons rien dit sur mon travail. Alors que je n'aime pas dire de mensonges, je suis obligé de prétendre. » Cependant, les parents de certains immigrants ont réagi après avoir appris le recours de leur enfant à ce métier. Shahram explique : « Ma mère m'a dit : si tu voulais devenir chauffeur de taxi, pourquoi tu es parti au Canada. Au moins, si tu étais resté ici tu aurais pu devenir enseignant. Ma cousine et ma mère sont les seules personnes qui connaissent mon métier. » La mère de Cyrus, tenant compte de la classe familiale, a également crié sa tristesse quand elle a appris le métier de son fils.

4.7. Honte de révéler son métier, inquiétudes

Alors que certains immigrants ont révélé leur vrai métier en Iran, plusieurs ont refusé de le faire. Parmi les exemples du premier groupe, Mehraz a dit la vérité. Cependant, il admet : « Tout le monde était étonné et on me demandait pourquoi pratiquer ce métier au Canada? Ce travail en effet n'a aucun prestige en Iran. » Comme lui, Sattar souligne : « Malgré le fait que tout le monde connaisse mon métier, je ne le dis pas par honneur. Bien que je leur explique qu'avoir une telle profession n'est pas mauvais et que je ne vole pas, les gens n'ont pas une bonne perception de ce métier. » Toutefois, la manière de répondre de Hoochang est un peu différente : « Si quelqu'un demande ma profession, je dis que je possède un taxi et que j'occupe aussi d'autres emplois. Ceux qui ne se connaissent pas eux-mêmes s'enfuiraient de ce métier, moi je me connais et je ne m'enfuis pas. »

Différent du premier groupe, le deuxième cache son recours au taxi. Par exemple Mehran, en disant « je suis vendeur et investisseur », ne révèle pas du tout son métier en Iran parce que, tel qu'il le dit, « le nom de ce métier y est dégoûtant ». Pire que lui, Jamal, immigrant scolarisé, qualifie son emploi par un profond hélas! « Je n'avais jamais imaginé faire ce métier. Quand je le voulais, un chauffeur me conduisait et quand je conduisais moi-même, quand j'arrivais à mon bureau un

chauffeur allait stationner ma voiture. C'est pourquoi j'ai essayé de cacher mon métier à ma famille et mes amis ». À ce propos, Mehdi met l'accent sur son statut familial : « Je ne mentionne jamais mon métier parce que c'est inférieur à mon prestige familial ». Par ailleurs, Hamed, membre du réseau politique contre le régime iranien, parle du déterminisme des conditions de son arrivée : « Je ne suis pas à l'aise de dire que je suis chauffeur de taxi parce que je ne m'y attendais pas. Toutefois, ma famille comprend mes conditions; je n'ai pas choisi ce métier, il s'est imposé à moi. » Enfin, en rappelant les réactions familiales, Karim regrette la perte de temps : « Mon frère est médecin et lorsqu'il a entendu le nom de mon métier, il m'a fait des reproches. Tout le monde s'attendait à ce que mes études me servent. Les conséquences de ce métier sont comme une mort graduelle, une perte de temps et un sentiment d'absurdité. Étant donné mes études, je n'avais jamais pensé que je ferais ce genre de boulot dans ce coin du monde ».

Les réponses des interviewés quant aux caractéristiques du métier de taxi révèlent au début leur tendance à comparer ce métier avec les emplois occupés auparavant, tant sur le plan matériel que non matériel. Nous tentons d'analyser ces deux plans simultanément. Compte tenu des petits boulots qu'ils ont déjà occupés, souvent dans des secteurs comme la restauration et le stationnement, qui se sont déroulés souvent sous l'ordre d'un superviseur ou d'un patron, le taxi est avantageux pour donner une relative autonomie de travail au chauffeur. Après avoir essayé certains des travaux susmentionnés, ces individus rêvaient, par leur recours au taxi, à un métier plus stable où ils n'avaient plus la crainte d'être mis à la porte selon le bon vouloir des différents patrons ou des propriétaires. Au lieu de travailler dans des milieux où ils se seraient sentis enfermés, ils ont préféré voir les gens bouger, converser amicalement avec eux, connaître les différentes catégories de la société et aider les autres tout en gardant leur pleine autonomie.

Par contre, la comparaison de l'autonomie du chauffeur de taxi avec celle des emplois déjà occupés est plus significative si nous ajoutons l'élément du revenu. Alors que plusieurs ont insisté sur le revenu plus élevé dans ce métier lorsque

comparé avec les emplois similaires, cet avantage est attribué à la possibilité de travailler de longs horaires. Regardons quelques catégories du travail des chauffeurs de taxi à Montréal :

- propriétaire du taxi;
- locataire à 24 heures par semaine (individuel);
- locataire du permis de propriétaire du taxi;
- locataire hebdomadaire d'un poste de travail (12 heures le jour ou le soir);
- locataire à temps partiel (par exemple les fins de semaine).

Parmi ces cinq catégories, ceux qui sont capables de travailler des horaires plus longs que dans un autre poste régulier se limitent aux trois premières catégories où ils peuvent choisir parmi les différents horaires, journées et soirées. Travailler de soir les jeudis, vendredis et samedis est souvent plus lucratif, tout comme travailler à certaines occasions (par exemple la veille du Nouvel An). En ce qui a trait à la troisième catégorie, alors que le montant payé au locataire est moins cher qu'à celui d'individuel, le locataire, s'il décide d'acheter un véhicule, devra en assumer tous les coûts. Ainsi, afin de réduire les coûts, le permis est parfois loué par plus d'un chauffeur qui se partagent les horaires. Cela signifie, en pratique, la diminution des avantages des longs horaires des deux premières catégories.

D'après la Commission des normes du travail du Québec, la semaine normale de travail est de 40 heures. Cependant, ces horaires sont différents pour certaines catégories de salariés¹¹². Le paiement des heures supplémentaires se calcule « avec une majoration de 50 % (taux et demi) du salaire horaire habituel, sans compter les primes établies sur une base horaire comme les primes de nuit ». Compte tenu des normes mentionnées, prenons seulement l'exemple des chauffeurs de taxi travaillant dans un poste de travail : 12 heures par jour ou soir. Si ces individus travaillent 5 jours par semaine, ils travailleront alors 60 heures par

¹¹² Les salariés de l'industrie du vêtement : 39 heures;
 les gardiens qui surveillent une propriété pour le compte d'une entreprise de gardiennage : 44 heures;
 les salariés travaillant dans une exploitation forestière ou scierie : 47 heures;
 les salariés qui travaillent dans un endroit isolé ou sur le territoire de la Baie-James : 55 heures;
 les gardiens qui ne travaillent pas pour le compte d'une entreprise de gardiennage : 60 heures.
 (Tiré du site : <http://www.cnt.gouv.qc.ca/salaire-paie-et-travail/heures-supplementaires/index.html>.)

semaine. Dans ce meilleur cas, alors qu'ils ont travaillé 20 heures de plus que la norme québécoise, ils sont obligés de payer le loyer de deux jours de taxi sans avoir rien gagné. Par contre, s'ils veulent éviter ces pertes, l'ajout d'un et deux jours du travail augmente les horaires de travail respectivement à 72 et 84 heures par semaine. C'est là la difficulté paradoxale des chauffeurs de taxi non propriétaires : le choix de l'échange entre l'accroissement du revenu en travaillant des horaires plus longs que la norme d'une part, et la diminution des horaires donc des revenus en bénéficiant d'une meilleure qualité de vie avec la famille d'autre part. Il va de soi que la croissance continue du coût de la vie et la nécessité de subvenir aux besoins de la famille souvent ajoutent du poids au premier choix.

Les horaires plus longs dans ce métier ne produisent pas toujours plus d'argent. Les chauffeurs restent parfois dans leur taxi pendant plusieurs heures sans avoir de clients. Comme nous l'avons remarqué précédemment, des facteurs comme la conjoncture économique, certains jours ou soirs de la semaine et même les horaires influent sur le revenu. À ce propos, le quartier de travail, c'est-à-dire l'habitation ou la fréquentation des groupes ethniques ou religieux, leurs intérêts, leurs habitudes, les fêtes et les traditions, contribuent à la fluctuation des gains des chauffeurs. La popularité de la société de taxis dans certains quartiers a également un impact important sur les demandes de services des clients. Par contre, les chauffeurs de taxi indépendants qui travaillent sans être affiliés à une société de taxi n'ont pas le privilège des appels faits à la société, ce qui peut réduire leur revenu. Cela veut dire que pour avoir des clients, ce groupe n'a pas d'autre choix que d'attendre dans les postes de taxis ou de se promener dans les rues. Or, les différents groupes de ces travailleurs souffrent des rigueurs du climat du Québec, très froid en l'hiver et humide en été, et des mauvaises routes de Montréal. En plus de créer du stress et de la fatigue pour les chauffeurs, ces conditions obligent à faire vérifier ou réparer fréquemment les véhicules. En plus de la perte de temps de travail que ces conditions engendrent, elles augmentent les dépenses des propriétaires de taxis.

De toute façon, la nature de ce métier, actuellement au moins, exige que les travailleurs, propriétaires ou non-propriétaires, même en comparant avec les autres employés, consacrent des horaires assez longs à leur travail. S'ils veulent prendre du temps pour leur famille, cela se répercute par la diminution du revenu. Alors que les deux premières catégories mentionnées des travailleurs bénéficient davantage de la flexibilité des horaires pour favoriser les périodes lucratives, l'exemple de Javad, propriétaire d'un taxi, décrit sa tristesse de sa privation de voir son enfant deux jours de suite en raison de ses longs horaires de travail. Cette souffrance est exacerbée si l'on tient compte des relations chaleureuses à l'intérieur de l'unité familiale iranienne ainsi que de l'attention que les parents portent aux enfants. En fait, le soir, alors que les membres de la famille seraient censés se réunir à la maison, manger et parler ensemble, ces chauffeurs partent gagner leur vie. Et au cours des soirées de fins de semaine où tout le monde s'amuse avec la famille et les amis, ces immigrants sont au service des autres. La fatigue des longs horaires de travail ne permet pas à ces individus de jouer un rôle actif dans l'éducation et le divertissement de leurs enfants. Ils n'ont pas non plus la chance de participer aux activités de leur ville et de leur communauté, ce qui les fait se sentir encore plus isolés. Deux éléments contribuent à l'isolement des chauffeurs de taxi et à leur transformation en « citoyens secondaires » : le paiement de taxes moins élevées que leur niveau de revenu, de sorte que cette action ne leur permet plus de participer en leur nom à plusieurs transactions commerciales, et le manque de temps pour participer aux activités de la société.

Il convient d'expliquer les conditions liées à la propriété d'un taxi. L'individu qui achète un permis de taxi, en obtenant l'hypothèque d'une institution financière sur cinq ans, est obligé de payer hebdomadairement sa dette, dont le volume des paiements dépend du comptant initial versé. Le montant de ces paiements est parfois près de celui de la location d'un taxi. Sans doute, les conditions du travail de ce propriétaire sont différentes de celles d'un détenteur de quatre permis de taxis dont les dettes sont déjà payées, ce dernier ayant évidemment

l'occasion de louer ses taxis et de travailler dans un de ses véhicules seulement une partie des fins de semaine.

Comme nous l'avons déjà vu maintes fois, la poursuite des études était un des motifs importants de l'immigration d'un nombre des interviewés. Cependant, le statut de demandeur d'asile de plusieurs à l'arrivée et la longue période avant l'obtention du nouveau statut ont été les barrières à la réalisation de ce rêve. À ce propos, les jeunes immigrants détenteurs d'un diplôme secondaire partageaient ce désir avec les diplômés universitaires. L'obtention du statut a donné à certains l'occasion d'utiliser le métier de taxi comme un travail à temps partiel ou un emploi d'été pendant leur retour aux études. Pourtant, lorsque les résultats de ces études et des précédentes ne leur ont pas permis de trouver un emploi qualifié correspondant à leur spécialité, la perception de ces groupes dans cette industrie a changé. Non seulement le taxi n'est plus la base de leur avancement, mais se transforme en une fin annulant tous les efforts des immigrants intéressés aux études. Il n'y a alors pas de différence entre eux et n'importe quel chauffeur non scolarisé sans spécialité. Ces immigrants n'ont d'autre choix que de comparer ce métier avec les précédents et ils apprécient les moments libres sans clients pour se rappeler leur histoire et leurs épreuves, leurs études disparates, et faire du dessin au fusain dans leur voiture taxi en attendant les clients.

D'ailleurs, ces groupes craignent que la promenade continue sur la route dans l'espace limité d'un véhicule de taxi, où ils n'écotent que le bruit de la circulation des voitures et la voix des répartiteurs, non seulement ne contribue pas à élever leurs connaissances, mais paralyse leur cerveau, les rendant incapables de bien orienter leur avenir. Ces immigrants sont très inquiets parce qu'ils disent gaspiller leurs énergies à améliorer au maximum leur connaissance des noms de rues, ce qui n'est même pas applicable à une autre ville proche. Ces immigrants critiquent le jugement de la société sur les chauffeurs de taxi à cause de leur position en bas de la hiérarchie sociale sans faire attention à leurs valeurs personnelles, et ils ne rejettent pas quand même le caractère dégradant de ce métier. Conscients de ses défauts, ces immigrants

ont essayé cependant d'améliorer le milieu, par la communication avec leurs clients par l'échange de connaissances scientifiques, politiques, sociales et géographiques. Compte tenu de la rencontre avec différentes catégories sociales, les échanges comme tels dans le taxi sont susceptibles d'augmenter chez la société la connaissance des capacités de ces chauffeurs. Ainsi, il est probable que ces relations puissent contribuer au capital social et à une meilleure intégration professionnelle de ces immigrants.

En ce qui a trait aux points de vue des interviewés à propos de l'impact du métier de chauffeur de taxi sur la santé des chauffeurs, deux types de difficultés physiques et psychiques sont mentionnées. Une partie de ces difficultés concerne le grand stress que subissent les travailleurs de cette industrie, stress découlant de facteurs comme le climat, les routes, le trafic lourd, les mauvais clients, les menaces d'amendes des agents de police ou du Bureau du taxi. Également, ces facteurs de stress peuvent engendrer certaines difficultés physiques, par exemple des ulcères d'estomac (comme nous l'avons vu chez l'un de nos interviewés). Certaines maladies, comme les hémorroïdes ou le mal de dos, résultent des longs horaires de conduite dans un véhicule de taxi sans avoir l'occasion de faire des activités physiques à l'extérieur. Tel que nous l'avons mentionné, chaque décision d'un chauffeur de quitter son poste de travail, peu importe le prétexte, aboutira à passer son tour dans les postes d'attente de taxis, ce qui se répercute sur le revenu. Cet élément est plus sérieux chez les chauffeurs non propriétaires et les nouveaux propriétaires de taxi qui sont obligés de payer respectivement le frais de location et la dette de l'hypothèque de leur permis.

À propos des caractéristiques générales de ce métier et de ses impacts négatifs sur la santé des chauffeurs de taxi, soulignons que ceux-ci sont pires chez certains groupes d'immigrants, dont les Iraniens. D'une part, ils s'accompagnent de découragement après leur entrée au Canada lié au recours à des métiers non qualifiés. D'autre part, il s'agit de la recherche du moyen pouvant justifier leur engagement dans la position de chauffeur de taxi auprès de leurs parents et beaux-

parents, famille et amis. Alors que, depuis 30 ans après la révolution islamique de 1979 en Iran, les familles iraniennes sont assez familières avec les motifs de l'immigration de leurs compatriotes, ce groupe d'immigrants a honte de présenter précisément son métier. Même si certains ont le courage de le faire, ils essaient de le justifier en usant de toutes les ruses. La raison est claire; ce métier n'a pas bonne réputation dans leur pays d'origine. Ils font toujours face à cette question dérangeante de la part de leurs proches : si le résultat de votre immigration se résume au métier de bas niveau qu'est celui de chauffeur de taxi, pourquoi n'êtes-vous pas restés chez vous pour avoir accès à de meilleurs emplois?

Cette pression est particulièrement forte sur les immigrants bien scolarisés ayant occupé de bons postes avant leur départ de l'Iran. Alors que le parcours professionnel de chacun est censé s'être amélioré durant cette période de vie, cette direction pour ces immigrants, parmi d'autres, est devenue inverse : les détenteurs de diplômes postsecondaires, qui avaient leur propre chauffeur dans leur pays d'origine, sont devenus eux-mêmes chauffeurs dans le pays d'accueil bien industrialisé du Canada. Comment cette catégorie d'immigrants peut-elle justifier auprès de sa famille cette dégradation honteuse du niveau d'emploi? Quand la compétition entre les épouses était un motif important pour immigrer, fournir des explications à la famille des épouses pour justifier l'emploi dans le taxi est pénible. C'est pourquoi ce groupe est souvent forcé de cacher son occupation. Notons tout de même que cette préoccupation n'est pas limitée à cette catégorie; même ceux qui travaillaient comme chauffeur d'autobus en Iran refusent d'avouer leur emploi réel parce que les attentes de leurs compatriotes portent sur un changement de profession ascendant plutôt que descendant après l'immigration.

Ces immigrants ne sont pas satisfaits des conditions qui les ont obligés à travailler comme chauffeur de taxi au Canada. Cette inquiétude est relativement plus forte chez les groupes universitaires. Le sentiment d'inutilité résultant de la distance entre l'emploi actuel et leur spécialité acquise est le grand souci de ce groupe. Cependant, comparant aux occupations précédentes, ce dernier est à l'aise lorsqu'il

observe son autorité relative face à ses clients. Parce qu'ils offrent un service nécessaire, le regard des clients et les conversations sont empreints de tendresse, d'amitié et de sincérité. En effet, ce métier a donné à ces immigrants la chance de discuter avec les clients, de critiquer leur point de vue ou leur attitude et de mentionner franchement leurs perceptions sans avoir peur de se faire mettre à la porte par leur supérieur. Ce sont ces éléments qui aplanissent les soucis associés au recours à cette occupation.

Dans notre analyse des caractéristiques du métier de chauffeur de taxi, nous considérons simultanément la contribution des éléments matériels et non matériels. Le revenu plus élevé des chauffeurs comparativement aux métiers similaires est attribué aux horaires plus longs que la norme québécoise. Alors que nous avons démontré que toutes les catégories des chauffeurs n'ont pas la chance de choisir les meilleures périodes de travail pour eux, ils ont aussi le problème d'être obligés de s'absenter de chez eux. La non-participation aux activités sociales et le sous-paiement des impôts exacerbent l'isolement du chauffeur de taxi. Le recours à ce métier à temps partiel a cependant aidé les immigrants qui voulaient poursuivre leurs études; pourtant, ce groupe n'est pas satisfait de son obligation de rester dans ce métier même après avoir gradué. En faisant allusion aux impacts négatifs de ce métier sur la santé des chauffeurs, nous avons aussi discuté les raisons des pires conditions des immigrants iraniens ainsi que leurs moyens d'y faire face. Enfin, nous avons abordé la honte des interviewés à mentionner leur occupation dans leur pays d'origine en rappelant leur satisfaction relative de ce métier comparé à des métiers similaires, tenant compte de leur autonomie et des bonnes attitudes des clients.

5. Travail dans une société ethnique

Après l'analyse des résultats des caractéristiques du métier de chauffeur de taxi, nous tentons de discuter les différents aspects de l'intérêt des immigrants iraniens pour travailler dans une société du taxi dont la majorité des travailleurs sont de la même origine. Dans la littérature concernant l'immigration, la concentration

d'un groupe d'immigrants de même origine en milieu de travail ou dans les secteurs professionnels est interprétée par certains chercheurs (dont Portes, 1981) comme la formation d'une enclave ethnique. Par contre, d'autres ont observé cette forme particulière d'économie ethnique dans la concentration résidentielle à l'intérieur de régions métropolitaines ou entre elles (Hou, 2008 : 10). À ce propos, la définition donnée au début des années 1980 est révélatrice :

« Enclaves consist of immigrant groups which concentrate in a distinct spatial location and organize a variety of enterprises serving their own ethnic market and/or the general population. Their basic characteristic is that a significant proportion of the immigrant labour force works in enterprises owned by other immigrants. » (Portes, 1981 : 290-291)

Le chapitre consacré au cadre conceptuel basé sur les études effectuées dans quelques pays a présenté certaines caractéristiques de l'expérience des résidents à l'intérieur de ces milieux en comparant avec ceux habitant à l'extérieur de ces régions. Cependant, une étude assez récente confirme des profils limités de concentration sous forme d'enclaves au Canada : « le discours isolationniste voulant que les immigrants et les minorités gravitent vers des enclaves à forte ségrégation ne repose ni sur les faits, ni sur les données du recensement » (Dib et Sriraman, 2007 : 29). À ce propos, l'isolement des immigrants est moins élevé à Montréal qu'à Toronto et à Vancouver. Alors que dans les années 1980 et 1990 la ségrégation résidentielle des immigrants n'a pas augmenté à Montréal, les enclaves ethniques sont « davantage présentes à Toronto et Vancouver » (Apparicio et Séguin, 2008 : vii).

Néanmoins, outre le concept de l'économie d'une enclave ethnique basée sur la concentration résidentielle, la généralisation à d'autres formes de concentrations ethniques a aussi cours. Il s'agit de la localisation de plusieurs entreprises ethniques en dehors des ghettos ethniques. À ce propos, l'exemple de l'énorme économie ethnique non concentrée des Iraniens à Los Angeles est révélateur (Light et coll., 1994 : 77). D'après l'étude de Bozorgmehr (2007) sur ce groupe,

« Iranian businesses, like their residences, are typically not geographically concentrated. Iranians do not really have what sociologists call an 'ethnic enclave economy,' that is, a spatial clustering of enterprises. There are no Little Tehrans or Irantowns. Instead, Iranians call Los Angeles 'Irangelles' or 'Tehrangelles.' » (p. 474)

En ce qui concerne le Canada, à partir de l'Enquête sur la diversité ethnique de 2002 de Statistique Canada, Feng Hou (2008), analyste de cette organisation, a étudié la situation économique des immigrants travaillant avec des personnes appartenant à la même ethnie qu'eux. Ses recherches ont révélé, entre autres, que seulement un dixième des immigrants autres que britanniques ou français travaillent dans des milieux ethniquement homogènes et que malgré la présence plus marquée des Chinois (20 %) et des Portugais (18 %) dans de tels environnements, une proportion de seulement 5 % des minorités nées au Canada y travaillent. Alors que les immigrants et les personnes nées au Canada provenant de la Chine, des Philippines et des pays sud-asiatiques deviennent moins visibles dans ces milieux de travail, la tendance est inverse chez ceux d'origine italienne. Cette étude a également confirmé la connaissance plus faible des langues officielles chez les immigrants qui travaillent dans les milieux ethniquement homogènes comparativement à ceux qui n'y travaillent pas ou « qui ont peu ou pas de collègues de la même origine ethnique qu'eux » (p. 5).

Par ailleurs, ce dernier groupe a un niveau d'études et de revenus plus élevé que des immigrants travaillant dans les environnements ethniquement homogènes. En fait, la faiblesse relative des gains des immigrants travaillant dans ces milieux a trait tant aux différences du capital humain des travailleurs que de leur surreprésentation dans des professions et des industries qui paient de bas salaires. Par contre, le travail dans ces milieux n'a pas créé un écart significatif des gains parmi les femmes immigrantes et les personnes nées au Canada. Enfin, cette étude a révélé une satisfaction quant au niveau de vie plus élevé chez les immigrants travaillant dans les milieux ethniquement homogènes que les autres travailleurs immigrants (*ibid.* : 6).

Bref, le débat sur les enclaves ethnique ne se limite pas seulement aux concentrations résidentielles des immigrants ou de certaines minorités raciales dans certains quartiers connus. Il est possible même que les membres d'une communauté ethnique aident ceux qui travaillent à l'extérieur de ces régions. Ce qui est le plus important est l'entraide économique de ce groupe, soit à l'intérieur soit à l'extérieur des zones mentionnées.

5.1. Immigrants iraniens dans une société ethnique de taxi

Comme la majorité des travailleurs de la société de taxi Atlas à Montréal, les actionnaires, les propriétaires et les chauffeurs, sont d'origine iranienne, cette société est un bon exemple de la coopération des membres d'un groupe d'immigrants dans la société d'accueil pour améliorer leurs conditions de vie. Compte tenu du suivi de la trajectoire de l'intégration professionnelle de ce groupe jusqu'ici, nous tentons d'étudier leur récit tant à propos de la fondation de cette société que des motifs pour y travailler.

5.1.1. Motifs de création de la société Atlas

Les objectifs de fondation de la société de taxi Atlas se retrouvent dans les récits de deux exemples de diplômés universitaires de l'Inde arrivés à Montréal en 1984 comme demandeurs d'asile. À ce propos, le récit d'Ahmad est significatif :

« Les gens qui ont fait du taxi poursuivaient plusieurs buts. Au début, ils tentaient de fonder une entreprise qui profiterait à tous. Puis, les voitures sont propres, c'est parce que les véhicules de taxi à cette époque n'étaient pas propres. Également, nous aimions que les chauffeurs soient polis et offrent un service rapide à leurs clients. Afin d'arriver à cet objectif, après avoir fait une compétition forte à la société de taxi Diamond, nous avons réussi à expulser les taxis de cette société des quartiers Notre-Dame-de-Grâce (NDG) et Westmount. »

Le récit de Mehryar donne une bonne idée de ce qui a mené à la fondation de la société de taxi Atlas :

« Au début, le nom de cette société était Hemlock. En 1992, un Indien travaillant dans cette société m'a vendu son permis. À cette époque, 19 personnes étaient propriétaires de cette compagnie et le nombre a diminué plus tard à sept et à trois personnes. Ainsi, grâce à mon vaste réseau de connexions avec les Iraniens et parce qu'ils me connaissaient, ils m'ont demandé de suggérer une stratégie pour l'achat de la société et pour la sortir du monopole d'un petit groupe. Moi aussi, tenant compte de mon intérêt pour la socialisation des affaires, j'ai réussi, en collaboration avec tous mes collègues, à acheter la société, au début pour 200 actionnaires, mais ce nombre s'est depuis réduit à 100 et puis à 87 actionnaires. Et la valeur des actions a augmenté. »

5.1.2. Faiblesse en français ou l'avantage d'une langue commune?

Pour bon nombre des interviewés, la première présentation de leurs compatriotes a contribué à les encourager à travailler dans la société de taxi Atlas. Certains ont eu cet intérêt suivant l'embauche antérieure d'un membre de leur famille, principalement un frère ou un cousin (les exemples de Hooman et Soheil). À ce propos, Nader a parlé de sa faible connaissance de la langue à son arrivée, ce qu'il pouvait compenser par le travail dans cette société iranienne. Cependant, la majorité de ces immigrants en appréciant leur emploi dans un milieu iranien l'attribue souvent aux éléments de culture et de langue communes. Par exemple, en accordant peu d'importance à la faible connaissance de la langue, Hassan insiste sur l'importance des conversations en farsi avec un compatriote : « Je préfère travailler dans un milieu dont la langue est le farsi. Nous nous parlons et nous racontons des blagues, nous nous amusons bien entre nous. »

5.1.3. Oublier la nostalgie

En ce qui concerne l'absence du sentiment de nostalgie dans cette compagnie, les immigrants le mentionnent avec joie et honneur. Dans les mots de Kourosh : « Dans ce milieu iranien en parlant farsi avec mes compatriotes, je n'ai pas de nostalgie, la fatigue ne reste plus dans mon esprit, je ne me laisse pas abattre. Les samedis, comme je commence à travailler plus tard, je vais avant faire un tour

chez ces amis et après avoir parlé avec eux, je me sens bien et relaxé. » Javad a aussi le même sentiment : « Pendant qu'on travaille, on est moins fatigué parce qu'on s'imagine être dans notre propre pays. Cela apporte un plaisir particulier. J'ai travaillé dans d'autres milieux, ils étaient très ennuyeux et me fatiguaient davantage. » Emad est un autre exemple qui mentionne sa perception à cet égard : « Nous avons l'impression de vivre chez nous. Du fait que nous parlions la même langue, malgré l'existence de certains problèmes, nous avons créé une bonne équipe familiale. Si jamais il arrive quelque chose à un membre de notre groupe, tous les autres l'aident. »

5.1.4. Comparaison avec d'autres sociétés de taxi

Les interviewés ont tenté de comparer les caractéristiques du travail dans la société de taxi Atlas avec d'autres dont la majorité des travailleurs ne sont pas iraniens. Nous ferons ici un survol de ces caractéristiques.

5.1.4.1. Réputation de la compagnie, qualité du quartier, des répartiteurs et des clients

Mehdi et Sahand ont souligné la bonne réputation et le prestige de la société de taxi Atlas. Shahram a parlé du grand respect des travailleurs de cette société et de l'efficacité des répartiteurs. Confirmant ces éléments, Nima et Dara ajoutent que les quartiers principaux du travail d'Atlas sont assez tranquilles et moins problématiques. À ce même propos, écoutons l'expérience de Morteza :

« J'ai commencé ma carrière de taxi chez A11. Puis, je suis allé chez Unitaxi où bon nombre d'Iraniens travaillaient à cette époque. Après la baisse de cette société, je suis allé à Pontiac; j'y suis resté quatre ans, mais je m'en suis fatigué à cause de toutes les tricheries et des mauvais clients. Il y avait parmi eux des trafiquants de drogue. Je détestais ce genre de clients. De plus, il n'y avait pas de voyages à l'aéroport. C'est pour ces raisons que j'ai décidé de venir chez Atlas. Je connaissais des chauffeurs qui y travaillaient. Et ses clients ont un certain prestige et respectent les chauffeurs. Je suis fier de l'identité iranienne de la compagnie et que ses clients l'adorent. »

5.1.4.2. Meilleurs règlements, gestion, justice et milieu d'emploi

La discipline en vigueur chez Atlas est mentionnée comme un autre facteur qui différencie cette compagnie des autres. Mehraz raconte : « J'ai déjà travaillé chez Champlain; c'était très mauvais, les travailleurs étaient voleurs. Les bons appels n'étaient pas transmis à la radio. À ce propos, Atlas est très avantageux : le travail est plus adéquat et la gestion est plus juste. » Cette facilité du travail est aussi observée par Firooz, qui l'attribue à la localisation du milieu de travail près du lieu de résidence des chauffeurs. Cependant, pour Dara, la gestion plus juste en vigueur chez Atlas est attribuable à la culture des travailleurs de cette société : « Regardez seulement Atlas. Cela représente le niveau de la culture des Iraniens. Les règlements d'Atlas sont adoptés avant ceux du Bureau du taxi. » Hamed le confirme : « Il y a une série de règlements qui sont meilleurs chez Atlas que dans d'autres sociétés. De même, la part de discrimination est moindre qu'ailleurs, pour tout le monde, Iraniens et non-Iraniens ».

5.1.4.3. Anglophonie, solidarité et relations familiales

Pour plusieurs interviewés, le milieu de travail anglophone dans la société de taxi Atlas et la solidarité parmi les travailleurs représentent ses plus grands avantages. Heydar, par exemple, raconte : « J'ai commencé mon travail à la compagnie Hemlock, mais elle ne m'a pas plu à cause de sa forte francophonie. Le grand avantage d'Atlas est son anglophonie et la solidarité parmi les travailleurs. » Pour Mani, la présence des Iraniens chez Atlas a été un bon soutien au début de sa carrière de chauffeur. Cette solidarité, chez Mehryar et ses amis socialistes, est interprétée comme la participation des employés à la gestion de la société et l'effort au profit de tous les membres. Alors que Satter et Emad soulignent l'importance des relations familiales entre travailleurs, Emad rappelle la contribution touchante de ce groupe à la cérémonie lors du décès de son père en Iran. D'après Sattar, « bien que ça arrive rarement que les Iraniens se tolèrent les uns les autres, en fin de compte, ils sont meilleurs que les autres ».

5.1.4.4. Soulagement des souffrances

L'expérience de Mehdi démontre l'attitude de certaines catégories d'immigrants à l'égard de leur milieu de travail :

« Sur le plan de la gestion, l'atmosphère chez Diamond n'était pas bonne et les travailleurs étaient peu scolarisés. C'était le contraire chez Atlas et c'est pourquoi la compagnie avait bonne réputation. Comme les gens avaient reconnu la différence entre ces groupes, leur appréciation était différente. Cependant, ce qui est le plus important pour moi chez Atlas concerne le fait que les autres sont tous comme toi; tu comprends que tu n'es pas la seule personne à pratiquer ce métier; les autres sont aussi comme toi, et c'est un soulagement. »

5.1.4.5. Aucune différence

Enfin, nous ne pouvons ignorer la présence des immigrants qui sont indifférents à propos du travail chez Atlas ou dans une autre société : Jamal et Hooman sont deux exemples éloquentes ici. De même, en confirmant cette opinion, Barzin est un autre exemple qui ne nie pas les avantages d'Atlas, au moins à ses débuts dans ce travail : « Par nature, j'ai commencé ma carrière en taxi dans une société iranienne. Pourtant, ça m'est égal, je ne l'aime pas non plus. Alors que ce n'était pas mal pour moi au début, je n'ai plus aucun goût pour ce travail en ce moment. »

Tous ces récits font ressortir quelques éléments. Bon nombre des immigrants arrivés pendant la première moitié des années 1980, considérant la précarité de leur statut, ont effectué plusieurs emplois au bas de l'échelle sociale. Pourtant, les difficultés du marché de l'emploi, en particulier pendant les années qui ont suivi la récession, ont contribué à attirer l'attention de ces immigrants, entre autres, aux avantages relatifs du métier du taxi en comparaison avec les emplois qu'ils occupaient déjà. Cependant, au début de ce chapitre, l'histoire du taxi à Montréal a révélé que les changements dans les règlements régissant l'industrie du taxi, par exemple la possibilité d'offrir plusieurs services connexes et les initiatives comme le rachat des taxis, ont aussi contribué à rendre cette industrie plus lucrative qu'auparavant. La priorité des immigrants iraniens pour l'anglais basée sur leur

connaissance antérieure de cette langue les a amenés à travailler dans les quartiers principalement anglophones de Montréal, comme Westmount, Notre-Dame-de-Grâce (NDG), Hampstead et Côte-Saint-Luc. Cependant, ce groupe était sensible aux différences entre eux et d'autres groupes d'immigrants travaillant dans cette industrie en ce qui a trait aux caractéristiques sociales et éducatives qui pourraient contribuer effectivement aux services offerts par des chauffeurs à leurs clients. Au sein du groupe iranien, ce point s'éclaircit davantage en identifiant les groupes qui travaillaient à cette époque dans cette industrie. À ce propos, l'expérience d'un des vieux enseignants¹¹³ de l'École de taxi à Montréal semble être assez révélatrice :

« À la fin des années 1980, les élèves des cours se divisaient parmi les Haïtiens et les Libanais. Plus tard, les Marocains et les Algériens se sont ajoutés tandis que les Haïtiens représentaient toujours la moitié des participants aux cours. Graduellement, les Iraniens se sont ajoutés, deux ou trois dans chaque cours. Les Iraniens avaient de grosses difficultés pour comprendre le français. Le nombre des Libanais a diminué graduellement. La présence des Québécois était très rare tandis que pendant les années 1950 et 1960 ce groupe composait la majorité des chauffeurs de taxi. En fait, cette population a commencé à sortir de l'industrie parce qu'elle est paresseuse. La majorité était rendue vieille et les nouveaux n'étaient pas prêts à suivre les cours exigés. Par contre, la motivation à travailler chez les nouveaux immigrants était très forte. »

Ces renseignements témoignent de plusieurs réalités au sein de l'industrie du taxi, entre autres la présence de plus en plus d'immigrants d'origines haïtienne et africaine, la sortie des Québécois et l'entrée graduelle en plus petit nombre d'immigrants iraniens dans l'industrie du taxi. Compte tenu de cette combinaison des catégories présentes, les immigrants iraniens identifient les faiblesses et les besoins des services de taxi offerts dans les quartiers visés. Ce groupe est conscient que l'offre d'un service rapide et courtois dans des voitures propres est la clé de la réussite dans ces quartiers assez favorisés. L'influence de ces éléments sur la perception des clients du taxi est si forte que même en 2004, comme nous l'avons constaté, une proportion de près de 66 % des plaintes contre les chauffeurs de taxi concernait leur comportement et leur manque de courtoisie. À ce propos,

¹¹³ Tiré de l'interview de monsieur Armando, ancien enseignant de l'École de taxi, avec le chercheur de cette étude.

l'expérience de la forte humiliation tant lors de la recherche d'emploi que dans les emplois déjà occupés au Canada a contribué à rapprocher les membres du groupe iranien et les a incités à aplanir les difficultés de leur emploi en créant une entreprise ethnique.

Ainsi, la bonne perception des clients du caractère de ces chauffeurs aussi bien que la satisfaction de leur propre service ont amené ces immigrants à déployer leur plan : « chaque chauffeur a interrogé ses clients à propos des probabilités qu'ils fassent affaire avec une nouvelle société de taxi si elle est formée des membres de cette communauté ethnique »¹¹⁴. Et ce sondage est devenu la base du volume prévisible des clients avant de fonder une entreprise. D'ailleurs n'oublions pas que, compte tenu de la présence des autres groupes concurrents d'immigrants, la fondation d'une société ethnique à elle seule n'est pas garante de réussite. D'après les témoignages des interviewés, l'effort des travailleurs et le recours à leurs propres politiques pour la nouvelle société, visant à garder la qualité des services proposés, ont été les éléments primordiaux de cette concurrence dans les quartiers visés.

Rappelons par ailleurs que ces immigrants n'ont pas eu de succès en ouvrant des entreprises comme des restaurants ou des bars. Ils ont attribué les raisons, parmi d'autres, aux éléments comme le manque d'expérience, de connaissance de la profession visée et du capital ainsi que l'association avec un ou des partenaires non expérimentés. Pourtant, en ce qui a trait à la compagnie Atlas, la faiblesse antérieure a été compensée par la fondation d'une société anonyme de taxi à l'aide de différentes catégories de travailleurs iraniens, y compris des compatriotes bien scolarisés qui avaient l'expérience du taxi et d'un travail organisé. Par exemple, nous observons la collaboration des membres des groupes politiques de gauche qui étaient censés avoir davantage d'expérience des activités collectives pour atteindre leurs objectifs. Ajoutons que cette société avait été fondée pour profiter à ses travailleurs et actionnaires. La raison de sa popularité était aussi basée sur le

¹¹⁴ L'entrevue du chercheur de cette étude avec M. Kamal Mirazimi, un des directeurs précédents de l'Atlas.

meilleur service offert par ses chauffeurs et répartiteurs. Ainsi, la reconnaissance de ce facteur de réussite a mené les fondateurs à mettre de l'avant des règlements stricts, même avant ceux du Bureau du taxi, et à surveiller ses activités par le recours à des inspecteurs choisis parmi les chauffeurs. Ses règlements couvrent, entre autres, le comportement des chauffeurs avec les clients, la rapidité du service, la propreté des voitures et, surtout, la prévision de pénalités sérieuses pour les contrevenants.

Ainsi, la réputation de discipline imposée dans cette entreprise de taxi non seulement a créé un milieu adéquat pour ses travailleurs, mais elle a graduellement attiré de nouveaux travailleurs, à la fois des compatriotes et des non-compatriotes. D'après les témoignages des interviewés, le manque de discipline stricte dans plusieurs sociétés de taxi, plutôt en pratique qu'officiellement, a contribué à créer différentes corruptions dans ces entreprises aux dépens de la majorité des travailleurs. Ainsi, il serait pensable que, considérant la concentration de certains groupes ethniques ou raciaux d'immigrants dans certaines sociétés de taxi à Montréal, la mauvaise ou la faible gestion des sociétés ait abouti à une mesure de discrimination inter et intra-groupe parmi leurs travailleurs non natifs.

Ces règlements ont pu, dans une mesure assez remarquable, neutraliser certains problèmes professionnels entre les Iraniens, parfois basés sur certains rapports personnels comme la *Rudarvâsi*¹¹⁵. En effet, la timidité entre les individus ne permet pas qu'ils critiquent leurs collègues ou partenaires, de peur de les blesser. Ainsi, ce genre d'état d'esprit peut être considéré parmi les éléments qui ont contribué à l'échec des petits partenariats au sein de ce groupe. Par contre, ce caractère moral des Iraniens joue un rôle positif dans les activités de cette société dont les rapports entre les travailleurs sont bien définis, organisés et disciplinés. Par exemple, un chauffeur aura honte de faire face à ses compatriotes s'il commet une faute comme voler le client d'un autre chauffeur. Cela crée une attitude d'*Aberourizi*, c'est-à-dire la perte de réputation, non seulement auprès des membres

¹¹⁵ Timidité que l'on éprouve devant quelqu'un. (Dictionnaire persan-français par Gilbert Lazard, 1991.)

de l'entreprise mais aussi chez les membres de la communauté. À ce propos, rappelons que l'*Aberoudari* ou l'importance de conserver une bonne réputation face à la famille, aux amis et à autrui est parfois vitale chez les Iraniens. Autrement dit, la fonction de la même caractéristique culturelle jouant un rôle négatif dans les petites entreprises non organisées se transforme en protecteur de la discipline et consolidateur de la solidarité entre les travailleurs dans une société plus grande et bien organisée.

Outre l'existence de certaines concurrences, économique, sociale ou politique, entre groupes ethniques et raciaux (Olzak et Nagel, 1986), les interviewés ont attribué la réussite entrepreneuriale du taxi Atlas aux caractéristiques culturelles et matérielles de leur pays d'origine. À ce propos, nous avons remarqué à plusieurs reprises les raisons du manque de ressources ethniques pour ce groupe à cause de sa nouveauté. En ce qui concerne les ressources de classe, le statut à l'arrivée de la majorité de cette cohorte ne leur a pas permis d'avoir un gros capital financier. Pourtant, dans la constitution de cette entreprise, nous ne pouvons ignorer la coopération de deux ressources mentionnées, d'une part l'éducation et l'expérience du travail et d'autre part la solidarité ethnique. La collecte du capital de la société est prévue par la vente d'actions et la cotisation mensuelle des propriétaires de taxi.

En ce qui a trait à la langue, cet élément peut être observé selon deux points de vue différents : natifs et immigrants. À propos de l'intérêt des natifs, bon nombre des résidents des quartiers déjà mentionnés à l'ouest de Montréal sont anglophones. La période de l'entrée des immigrants iraniens dans l'industrie du taxi est la fin des années 1980 et le début de la décennie suivante. Ainsi, dans la mesure où le préjudice de dominance de la culture française et le débat de la souveraineté sont arrivés à leur sommet au Québec, les résidents du quartier le plus favorisé du Québec, Westmount, ainsi que ceux de certains autres étaient satisfaits de servir dans une société de taxi en principe anglophone, un fait assez étrange et parfois non acceptable pour une partie de la population de cette province. Également, il va de soi que les clients prestigieux préfèrent se faire conduire par un chauffeur qui a un

diplôme universitaire et dont le niveau d'études est, parfois, plus élevé que le leur. Ceux-ci n'apprécient pas la conversation ou le conflit avec les chauffeurs de classe sociale inférieure; mais pendant leur transport, ils s'amuse à parler, bavarder ou discuter avec cette catégorie de chauffeurs sur différents événements politiques, sociaux, naturels, etc.

Par contre, l'intérêt des immigrants iraniens pour la langue peut être analysé selon deux aspects : la préférence pour l'anglais plutôt que le français, le plaisir de la communication dans la langue maternelle avec d'autres travailleurs. Le premier aspect concerne la connaissance de l'anglais au moins au niveau élémentaire chez la majorité des membres de ce groupe. Bien qu'ils aient appris le français suffisamment pour se débrouiller, leur préférence va au perfectionnement de l'anglais, tenant compte de sa prédominance dans le reste du Canada et du monde entier. De plus, la majorité anglophone des clients dans leur milieu de travail a contribué à ne pas les inciter à améliorer leur français. Lorsque les lieux de travail sont dans des quartiers assez favorisés de la ville et que les clients proviennent des classes moyennes ou supérieures bien éduquées, et qu'il est alors possible de faire de l'argent avec moins de stress que dans d'autres sociétés, la question est : quel serait l'intérêt de ce groupe d'améliorer leur connaissance du français?

Toutefois, l'intérêt de ces immigrants pour l'anglais va de pair avec celui pour le farsi, la langue maternelle des Iraniens. La société Atlas, connue par les clients comme une entreprise iranienne, devient à elle seule une petite Iran. Les travailleurs ne sentent plus l'angoisse de rester loin de leur pays d'origine. La fonction des chauffeurs de taxi est de transporter une variété des clients dans des voyages courts ou longs. Par contre, dans les postes d'attente de taxi, ils se ressource par la rencontre de leurs collègues de travail, l'échange d'informations et le bavardage sur des sujets personnels, sociaux et politiques de leur pays d'origine et de leur pays d'accueil. Ils s'amuse en dînant ou en prenant un café ou un thé ensemble, souvent dans les restaurants iraniens au centre-ville ou dans Notre-Dame-

de-Grace. Compte tenu de la localisation de certains supermarchés¹¹⁶ et restaurants¹¹⁷ iraniens dans ce quartier, il est devenu le lieu de fréquentation habituel des membres de cette communauté et bon nombre des chauffeurs d'Atlas habitent dans ce quartier ou dans le quartier voisin, Côte-Saint-Luc. Ces relations amicales à l'intérieur du milieu du travail occasionnent les fréquentations plus vastes au niveau des familles de ces immigrants et leur participation dans les parties, les fêtes, les deuils, etc. Et tous ces éléments contribuent à diminuer la pression de la nostalgie de ce groupe éloigné de chez lui et la consolidation de la solidarité parmi les membres. La solidarité est d'ailleurs un facteur dont les Américains d'origine iranienne soulignent la faiblesse (Bozorgmehr, 2001).

Cette discussion montre bien que le milieu agréable d'un entrepreneuriat ethnique est bénéfique pour ses membres. Cependant, ce milieu chaleureux dans lequel les immigrants se sentent à l'aise ne les encourage pas vraiment à améliorer leur situation professionnelle par l'acquisition de la langue, de l'expérience de travail et des diplômes canadiens (Fong et Ooka, 2002). À propos de l'apprentissage de la langue, rappelons le but de l'entreprise iranienne à concentrer son offre de services à des clients non iraniens. Par ailleurs, la possibilité de converser en anglais et en français avec les clients améliore la connaissance de ces langues. Certains interviewés ont même appris le français uniquement par ces communications. Ce type d'entreprise avec des clients non ethniques, malgré le milieu homogène des travailleurs, n'empêche donc pas l'apprentissage des langues officielles du Canada. Toutefois, il empêche l'amélioration du français, au moins au niveau considéré souvent essentiel par les employeurs québécois pour permettre aux immigrants d'accéder aux emplois qualifiés.

En ce qui a trait au niveau de satisfaction des immigrants, l'étude de Hou (2008 : 4) avait conclu que « les travailleurs immigrants dans des environnements ethniquement homogènes sont moins susceptibles que les autres travailleurs

¹¹⁶ Comme Akhavan et St-Laurent, etc.

¹¹⁷ Comme Téhéran, Shiraz, Amoo Jamal, etc.

immigrants de déclarer de faibles niveaux de satisfaction à l'égard de la vie ». Par contre, notre étude peut suggérer la satisfaction plus élevée quand à leur niveau de vie chez les immigrants iraniens qui ont travaillé dans une entreprise ethnique de taxi en comparant avec l'expérience vécue avant l'entrée dans cette société. Alors que personne ne rejette la majorité des avantages mentionnés de cet environnement, bon nombre des interviewés considèrent que cette entreprise aide à aplanir les souffrances après l'immigration. À ce sujet, Mehdi a bien expliqué son expérience avec cette société qui est, d'après nous, révélatrice du profond ennui de plusieurs parmi ces immigrants. Le regard apaisant de Mahdi illustre le sentiment de ce groupe, exilé ou non exilé au Canada, qui n'a pas réussi à obtenir ce qu'il méritait. Autrement dit, alors qu'Atlas est le symbole d'une bonne gestion et de la moralité d'un groupe dans la fondation d'une entreprise et l'offre de services à ses clients, elle représente l'échec autant de ce groupe que du pays d'accueil à utiliser ces capitaux.

Dans cette section traitant du concept des enclaves ethniques, nous avons analysé les résultats liés aux circonstances de la fondation d'une société de taxi iranienne et des perceptions des immigrants à propos du travail dans cette entreprise. Compte tenu des difficultés de l'expérience passée d'emploi au Canada et des avantages comparatifs du taxi, en abordant ce métier, ces immigrants ont identifié la possibilité de l'offre de meilleurs services aux quelques quartiers favorisés anglophones de Montréal. À l'aide des compatriotes chauffeurs bien scolarisés, une société a été créée, basée sur une discipline rigide. Celle-ci a résulté en la réussite de la société par l'offre de meilleurs services à ses clients et par la constitution d'un milieu de travail moins discriminatoire pour les travailleurs, iraniens ou non iraniens. Considérée un petit pays d'origine, avec toutes ses caractéristiques, cette entreprise a réduit la nostalgie des immigrants. Ainsi, au contraire des emplois passés, la fonction de certains caractères culturels et l'association des ressources ethnique et de classe favorisent le meilleur fonctionnement de la société. Cependant, l'utilisation de l'anglais et du farsi se fait au détriment de l'amélioration du français et en conséquence de l'accès aux emplois qualifiés. Enfin, en soulageant les soucis

des immigrants qualifiés face au destin professionnel commun d'autres compatriotes, l'existence de ces enclaves avec cette combinaison de travailleurs soulève encore la question de la perte du capital des immigrants.

6. Perspectives d'avenir

La dernière question à laquelle les interviewés ont répondu concernait la façon dont ils entrevoient leur avenir professionnel. L'importance de leurs réponses démontre le niveau de satisfaction des immigrants quant à leur métier actuel ainsi que leur plan professionnel pour le futur. Les résultats ont révélé que la majorité des immigrants interviewés n'étaient pas satisfaits de leur emploi. Cependant, prendre la décision de changer n'est pas facile pour tout le monde.

6.1. Poursuite des études

Dans cette catégorie, il y a les étudiants postsecondaires ou des immigrants dont l'objectif porte sur la poursuite des études pour avoir accès à un emploi dans leur champ de spécialisation. À ce propos, Soheil est l'exemple de l'étudiant dont le but est l'obtention de son doctorat. Sahand, arrivé en 2002, dont le recours à ce métier est basé sur une obligation, poursuivra ses études ou occupera bientôt un autre emploi en informatique. Quant à Sanjar, il tente de vendre la propriété héritée en Iran et, en transférant son argent au Canada, d'acheter un permis de taxi. Ensuite, cet immigrant fera un dernier effort pour poursuivre ses études et faire reconnaître ses études non canadiennes. Par contre, il y a aussi Mojtaba et de Nima qui, ayant obtenu le diplôme canadien, en dépit de leur désir de poursuivre leurs études, sont désespérés de pouvoir y arriver, en raison de l'obligation de subvenir aux besoins de leur famille. C'est aussi le cas d'Hassan qui n'a pas réussi à obtenir son diplôme canadien même après avoir étudié pendant plusieurs années : « Malgré toutes mes études, je n'ai rien obtenu. » Enfin, en dépit de son intérêt de poursuivre ses études, Emad a peur de la concurrence des jeunes Québécois, considérant le grand écart entre ses études et la responsabilité d'une famille.

6.2. Chercher un nouvel emploi ou l'avoir déjà commencé

Bon nombre des interviewés ne veulent pas rester dans l'industrie du taxi. Pourtant, cela ne veut pas dire qu'ils quitteront leur emploi bientôt. Par exemple, identifiant les connexions comme la clé de l'accès aux emplois qualifiés, Jamal espère que les clients du taxi lui permettront de réaliser cet objectif. Le but de Hooshang est aussi focalisé sur « faire de l'argent » avant de quitter le taxi. Dara et Javad espèrent trouver l'occasion d'abandonner rapidement ce métier. Mehraz, Sattar et Mani, comme certains autres, cherchent l'alternative possible au taxi dans l'ouverture d'un restaurant. Quant à Jahan, il est l'exemple de l'immigrant qui rêve de retourner à sa spécialisation en design, sauf que le métier du taxi ne lui laisse pas le temps de le réaliser. Jahanshah et Behzad tentent d'investir en Iran. À l'opposé des exemples mentionnés, certains ont déjà créé leur emploi principal. Travaillant à l'hôpital, Javid quittera le taxi dès qu'il aura payé sa dette à la Caisse populaire. Cyrus et Hooman ont déjà commencé leur travail comme agents immobiliers. En exploitant un de ses taxis seulement les fins de semaines, Cyrus réfléchit à un projet d'investissement dans un restaurant Tim Hortons.

6.3. Métier de vie, Risque de nouvel emploi et planification du futur des enfants

Parmi les interviewés, certains ont quand même une satisfaction relative à continuer à travailler comme chauffeur de taxi. Mohammad, architecte diplômé de France, en soulignant l'élément de l'âge, pense que la poursuite des études et recommencer dans un autre métier ne pourront pas changer sa situation. Similairement, Mahmood et Morteza croient aux réalités de la vie plutôt qu'aux rêves. Le premier explique : « Ça fait plusieurs années que je compte les jours qui me restent avant de quitter ce métier; mais j'y suis encore maintenant. Il faut accepter les réalités ». Et Morteza dit : « Je ne veux pas me leurrer moi-même. Ce métier n'est plus temporaire. Tout ce que j'ai gagné je l'ai obtenu dans cet emploi. Il ne faut pas se déprimer avec des pensées négatives si l'on veut se sentir bien. » Heydar, habitué à ce métier, tente de ménager ses énergies pour pratiquer la

méditation plutôt que de chercher un nouveau emploi. Quant à Ehsan, il avance que les besoins de sa famille et le futur de ses enfants ne lui permettent plus de risquer d'entreprendre un nouvel emploi, parce qu'il a déjà bien souffert.

6.4. Désespoir et hésitation

Certains immigrants parlent de l'hésitation à décider de leur avenir. Par exemple, Saman, ayant souffert des difficultés liées à l'accident de son fils, la santé de sa femme et son emploi, est satisfait que sa situation actuelle ne se détériore pas. Mehryar ne veut plus poursuivre ses études parce qu'il pense que l'obtention d'un diplôme officiel n'a plus de valeur pour lui. C'est pourquoi il passe son temps à étudier dans les livres et à dessiner. À son instar, Barzin reprend son équilibre psychique dans les arts : musique, photographie, etc. Il souffre du regard humiliant et dégradant des autres sur lui à cause de son métier. Il ne sait pas ce qu'il doit faire : « Je ne sais pas encore à quoi penser : me marier, fonder une famille et avoir des enfants, changer d'emploi... » Mehdi explique les raisons de cet état : « Nous sommes devenus passifs. Les pressions de la révolution, de la guerre, la partisanerie à des partis politiques et les difficultés d'emploi d'ici nous ont désespérés. C'est une manière de se brouiller avec soi-même et la société. Nous sommes transformés en individus qui se satisfont d'un petit gain pour survivre. »

Ces récits montrent bien que les immigrants ne sont pas satisfaits de leur emploi actuel malgré les diverses opinions à l'égard de leur futur professionnel. Il y a trois différentes attitudes chez ces groupes : ceux qui tentent de changer de métier, ceux qui sont convaincus qu'il n'y a pas de meilleure alternative d'emploi et ceux qui hésitent à propos de ce qu'ils veulent faire dans la vie.

En ce qui concerne la première catégorie, le changement d'emploi pour certains se réalise par la poursuite des études. Ces immigrants peu nombreux se trouvent parmi les immigrants moins âgés dont l'engagement familial est moindre : divorcé, sans enfant ou avec un seul enfant. Leur jeune âge, leur vie familiale moins

remplie, les études moins obsolètes ainsi que la stabilité du statut résidentiel contribuent à encourager ces immigrants dans leur parcours. Alors que le désir de poursuivre des études a été assez fort chez bon nombre de ces immigrants, les difficultés d'obtenir leur statut et la reconnaissance de leur diplôme ont atténué cette volonté. Après avoir travaillé plusieurs années comme chauffeurs de taxi, plusieurs d'entre eux désirent toujours retourner aux études, même si leur statut familial ne leur permet plus de satisfaire ce rêve. N'oublions pas que dans ce groupe il y a des personnes qui avaient déjà l'expérience d'obtenir un diplôme postsecondaire canadien; mais que cela n'avait pas été suffisant pour ouvrir le chemin vers les emplois qualifiés.

Ce type d'expérience non seulement devient une autre épreuve négative pour certains, qui abandonnent leurs études sans obtenir leur diplôme, mais cela les décourage de réessayer ce moyen. Le passage de plusieurs années depuis l'arrivée, les éléments de la peur de la concurrence avec les autres groupes plus jeunes et bien scolarisés et avec les nouveaux diplômés des institutions éducatives canadiennes dissuadent ceux qui étaient intéressés à suivre un parcours éducatif. D'autant plus que les propos de certains théoriciens de l'immigration au Canada corroborent cette inquiétude : « ...we now have the educational facilities to meet our domestic needs for skilled workers in all but extreme circumstances. Immigration is not the panacea for all our problems » (Green, 2003 : 43). En effet, l'abandon du taxi et le retour aux études, malgré l'intérêt des immigrants, s'observent comme un investissement pour lequel ces groupes évaluent les coûts et les bénéfices. À ce propos, ils tiennent compte tant des expériences passées des compatriotes à l'égard de l'accès à un emploi qualifié après la fin des études que de leurs besoins familiaux.

Un autre groupe de la première catégorie comprend des immigrants dont les projets de quitter l'industrie du taxi sont subordonnés à la satisfaction d'une condition quelconque. Par exemple, Jamal tente de créer d'abord un type de capital social en communiquant avec les clients du taxi et en créant des liens d'amitié avec eux. Cependant, ajoutons qu'à la date de l'entrevue cela faisait plus de dix ans que cet immigrant travaillait comme chauffeur de taxi sans avoir atteint son objectif.

Alors que nous ne devons pas ignorer les relations amicales pouvant s'établir entre les chauffeurs et les clients, rappelons la perception d'Ehsan qu'une grande partie de la conversation chaleureuse quotidienne à l'intérieur du taxi pourrait également être attribuable aux besoins des clients à ce moment précis. Rappelons surtout d'autres expériences des interviewés à propos du regard dégradant de la part de certains clients des chauffeurs de taxi. Malgré l'appréciation positive des clients du caractère des immigrants iraniens et certaines aides, ce n'est pas évident que ce type de connexion puisse jouer un rôle effectif dans la meilleure intégration des immigrants. Dans un cas similaire, le souhait d'abandonner ce métier après avoir économisé beaucoup d'argent semble plutôt utopique. L'augmentation des coûts, la diminution des gains du taxi, le vieillissement ainsi que les circonstances économiques ne semblent pas être, en pratique, de bons signes de réalisation de ce rêve.

L'ouverture d'un restaurant est une autre alternative envisagée par plusieurs dans ce groupe. Compte tenu des échecs de certains qui avaient une expérience dans en entrepreneuriat, nous pourrions discuter encore des raisons rendant ce secteur attirant. À ce propos, l'attention aux caractéristiques de ce groupe semble être assez significative. La majorité n'a pas obtenu un diplôme canadien. L'expérience de travail est limitée aux petits boulots effectués en général dans la restauration. De même, la longue expérience dans le taxi n'est pas très utile dans d'autres emplois offrant de meilleures conditions de travail. D'ailleurs, l'augmentation de l'âge et la fatigue due aux longs horaires du taxi exigent de remplacer ce métier par un emploi physiquement moins exigeant. Le but de plusieurs en ouvrant un restaurant se limite à sa gestion sans s'engager dans les travaux physiquement lourds. Pourtant, tel que souligné au chapitre sur les emplois occupés, l'élément manquant à ce sujet se trouve dans la nécessité de séparer la gestion d'une entreprise commerciale et sa propreté, qui, parmi d'autres facteurs, joue un rôle essentiel dans la rentabilité d'une entreprise.

Dans la première catégorie se trouvent aussi les immigrants qui tentent de retourner en Iran pour y investir. Cependant, il faut distinguer ce type d'immigrants

de ceux dont l'objectif de leur l'immigration dès le début était d'envoyer une partie de leur revenu dans leur pays d'origine. La décision de ces Iraniens est prise après le désespoir résultant de leur non-intégration dans des emplois qualifiés. À ce propos, la question de l'âge et des sensibilités religieuse et nationale de certains sont aussi intervenues. Toutefois, cela est influencé par l'état actuel des conditions économiques, politiques et sociales, à la fois du pays d'origine et d'accueil de ces individus. Si celles-ci ne peuvent pas satisfaire les attentes des investisseurs, ils préfèrent revenir ou continuer comme avant. Par contre, parmi les groupes mentionnés, nous pouvons soupçonner que ceux qui exercent un autre emploi en même temps auraient plus de chance de quitter le taxi grâce à la connaissance suffisante du nouvel emploi. Pourtant, l'expérience des immigrants de la profession d'agent immobilier, tel que discuté au chapitre précédent, souligne le fort impact de certains éléments comme le nom des agents, la période assez longue pour connaître des clients et la conjoncture économique. En effet, ce groupe a parfois besoin de continuer à travailler dans l'industrie du taxi comme emploi secondaire. Il va de soi que, dans ce cas, les propriétaires d'un ou plus d'un permis de taxi auront une situation privilégiée leur permettant de continuer le taxi à temps partiel. Au contraire, la chance des travailleurs ayant expérimenté simultanément l'emploi dans différents domaines de la santé, comme Javid, serait meilleure après le changement de métier.

La deuxième catégorie a trait au cas des immigrants qui, ayant accepté leur métier actuel comme inévitable, ne tentent plus de penser à un autre. Ainsi, compte tenu de la situation actuelle du marché de l'emploi dans leur société d'accueil et, en particulier, de leur âge, ils ne s'attendent pas à obtenir un meilleur emploi. Depuis le premier jour de l'entrée dans cette industrie, ces personnes imaginaient que leur passage allait être très court et temporaire. Par contre, l'emploi que bon nombre des interviewés regardaient comme le moyen de transition vers un « vrai » emploi s'est transformé en métier où certains sont demeurés près de deux décennies, en le considérant toujours comme temporaire. Il ne s'agit pas seulement des groupes qui n'ont pas essayé d'acquérir les compétences pour entrer sur le marché des emplois

qualifiés, mais il comprend les immigrants comme Mahmoud qui n'ont pas réussi à travailler dans leur spécialité malgré l'obtention d'un baccalauréat d'une université canadienne. Cela a signifié pour certains que leur société d'accueil préfère les voir comme chauffeurs de taxi plutôt qu'ingénieurs. Ainsi, en acceptant la réalité qui se déroule à l'extérieur, ce groupe ne veut plus vivre avec ses rêves d'enfants. La réalité stipule qu'après avoir souffert nombre de difficultés dans certains boulots plus difficiles, ce groupe a réussi enfin à subvenir aux besoins de sa famille au moyen du travail de chauffeur de taxi. Ils tolèrent en conséquence tous les problèmes inhérents pour construire un meilleur avenir pour leurs enfants. Il ne faut certes pas oublier que, malgré tous les désavantages déjà mentionnés du métier, le taxi a pu procurer une certaine stabilité du statut d'emploi pouvant garantir le bien-être relatif de la famille. Ainsi, afin de ne pas compromettre ce bien-être, tenant compte de l'augmentation de l'âge, certains préfèrent oublier le désir de n'importe quel changement professionnel en préservant leur emploi actuel.

Enfin, les conditions de la troisième catégorie, ceux qui hésitent à propos de ce qu'ils veulent faire dans la vie, sont très similaires à celles de la deuxième, sauf que le groupe récent a perdu le contrôle de la prise de décision à l'égard de son futur professionnel. Il s'agit de deux types d'expériences qu'ils ont eues avant et après leur entrée au Canada. D'une part, ils ont toléré les difficultés après la révolution islamique de 1979 comme la guerre entre l'Iran et l'Iraq, être partisans des groupes de gauche, quitter le pays et poursuivre des études dans un autre pays ainsi que leur demande d'asile au Canada. D'autre part, en arrivant dans ce pays, ce groupe a fait face à d'autres problèmes : l'attente parfois assez longue pour obtenir le statut, le recours aux petits boulots en tolérant diverses formes de discrimination, l'acquisition de certaines formations ou diplômes canadiens et, en fin de compte, le travail comme chauffeur de taxi. Outre ces difficultés, les problèmes de santé des membres de la famille chez quelques-uns ont également contribué à rendre passifs certains immigrants à propos de leur orientation professionnelle. Cette attitude a fait que ce groupe est déçu et découragé, puis continue le métier de chauffeur de taxi pour subvenir à ses besoins et réagit de différentes façons pour oublier ses soucis : l'étude

dans des livres, la peinture, jouer de la musique, etc. Alors que certains ne savent pas comment entrevoir leur avenir, personnel et professionnel, pour d'autres c'est l'exigence des longs horaires de taxi qui ne le leur permet pas.

Dans cette section, nous avons discuté de la perception des immigrants à propos de leur futur professionnel. À l'exception des exemples d'immigrants travaillant simultanément dans les secteurs clés comme la santé ou les propriétaires de plusieurs permis de taxis, nous avons analysé les raisons pour lesquelles la chance de quitter ce métier serait faible pour la majorité des catégories visées. Certains éléments contribuent à les maintenir dans cette industrie du taxi : l'augmentation de l'âge, le temps écoulé depuis les études, l'engagement familial, les conjonctures économiques, l'expérience négative des compatriotes obtenant des diplômes canadiens à ne pas être engagés dans leur domaine de spécialité, etc. Alors que ces facteurs ont obligé certains à accepter leur travail de chauffeur de taxi comme étant leur métier, bon nombre dans ce groupe rêvent de le quitter sans y réussir, et certains autres hésitent à propos de leur futur.

Au cours des deux dernières décennies, la mise en œuvre des règlements visant le changement des fonctions du taxi et le rachat d'un nombre de permis de taxis à Montréal ont rendu cette industrie plus rentable qu'avant. Le recours à ce métier par les immigrants iraniens résulte de plusieurs raisons. En plus de l'argent comptant et de meilleurs revenus que dans les emplois similaires, l'élément de l'encouragement des compatriotes – comprenant la famille, les amis, les camarades politiques et l'entourage – éprouve la solidarité de ceux qui commencent dans ce métier. Nous avons attribué cet élément aux nouveaux soucis du marché du travail et à la recherche d'une plus forte présence par rapport à d'autres groupes ethniques dans l'industrie du taxi, ainsi que la justification de leur présence face à la famille et à la communauté. Cependant, nous avons remarqué que certaines initiatives, par exemple les autorités condamnant des prisonniers à ce métier, stigmatisent davantage les chauffeurs de taxi. Également, en énumérant les avantages et les désavantages de cet emploi, nous constatons que les gains supérieurs sont

attribuables aux horaires plus longs que la norme du travail, ce qui influence en conséquence la qualité de la vie familiale et l'isolement de ce groupe des activités de la société. En plus des difficultés liées à la santé et à la route, puisque le travail à temps partiel, visant la poursuite des études et l'obtention du diplôme canadien, n'a pas aidé à accéder aux emplois qualifiés, ce groupe compense cette souffrance en communiquant avec les clients, en poursuivant des études ou en s'adonnant au dessin au fusain à l'intérieur du véhicule. Pourtant les immigrants sont satisfaits de leur autonomie relative dans ce métier et de la gentillesse des clients, attribuée au fait qu'ils reçoivent des services dont ils ont besoin. D'ailleurs, nous avons analysé la société de taxi Atlas via la théorie des enclaves ethniques, en démontrant comment la fondation de cette société comblait les besoins de certains milieux anglophones pour un meilleur service de taxi. Contrairement aux activités précédentes, certaines caractéristiques culturelles reprochées à ce groupe deviennent les points forts du bon fonctionnement de cette société en comparaison aux autres groupes et à l'amélioration de leur solidarité. Alors que cet accompagnement des membres dans cette compagnie amenuise la nostalgie du pays d'origine de ces immigrants ainsi que leurs soucis en observant la situation similaire des autres compatriotes, cela ne contribue pas à l'amélioration de la langue française dont la maîtrise pourrait les amener à une meilleure intégration professionnelle. Enfin, l'analyse de la perception de ce groupe ne démontre pas beaucoup de chances de quitter le métier du chauffeur de taxi, en raison de facteurs comme le désespoir résultant de la poursuite des études, les engagements familiaux et l'augmentation de l'âge. Conséquence de la non-satisfaction générale liée à cet emploi, certains souhaitent toujours changer de métier, mais d'autres l'ont accepté et un dernier groupe hésite quant à ce qu'il voudrait faire.

Chapitre 11 - Quelques comparaisons

Dans les chapitres précédents, débutant avec les motifs de l'immigration des Iraniens, nous avons discuté les différentes dimensions de leur parcours professionnel après leur arrivée au Canada. Outre l'analyse des caractéristiques de leur métier actuel, celui de chauffeur de taxi, nous avons examiné la poursuite ou l'abandon de leur emploi. Dans ce dernier chapitre, nous appuyant sur quelques exemples parmi les interviewés comportant certaines caractéristiques homogènes, nous comparons les trajectoires de leur intégration professionnelle, en considérant les éléments de convergence ou de divergence révélés dans notre recherche. Les critères de sélection des catégories concernent des facteurs tels que : la relative similarité du statut à l'arrivée, l'affiliation à un réseau politique avant l'entrée, la présence simultanée de deux frères dans l'industrie du taxi, l'obtention d'un diplôme canadien et la priorité donnée aux études de l'épouse.

1. Similarité du statut à l'entrée

La première comparaison concerne deux exemples, Jamal et Mohammad. Arrivé au Canada avec le statut du résident permanent pendant les années 1980, Jamal est né au Téhéran en 1951. Marié, avec deux enfants, il a une maîtrise en langue et littérature persanes de l'Université de Téhéran et un baccalauréat en traduction et littérature anglaise obtenu à l'Université des sciences de communications sociales en Iran. Il a donc complété toutes ses études dans des universités iraniennes reconnues. Jamal commence sa carrière professionnelle en Iran dans l'industrie hôtelière dès sa jeunesse, à des tâches de bas niveau à la réception d'un hôtel; il progresse jusqu'à des postes de gestion et de direction du personnel au prestigieux Hôtel Intercontinental à Téhéran durant trois ans. Il occupe ensuite les postes de directeur administratif de l'hôpital Saassan (des Américains) pendant deux ans et de directeur des commandes étrangères d'une société importatrice d'acier de l'Autriche pendant huit ans. En même temps, il enseigne l'anglais. Malgré ces bonnes positions, Jamal attribue le motif de son émigration au

Canada à l'insistance de son épouse, jalouse à l'égard de membres de sa famille déjà émigrés. Quand il arrive à Montréal avec sa famille, Jamal a 34 ans.

Jamal		Mohammad
Arrivé au Canada en 1985, âgé de 34 ans		Arrivé au Canada en 1988, âgé de 30 ans
Avant l'immigration		
Études	MA en littérature persane et BA en traduction en Iran	MS en architecture de la France
Connaissance des langues	Anglais, français	Français, turc
Expérience de travail	Gérant d'hôtels, hôpitaux, sociétés	Un an en architecture en Iran
Motif de l'immigration	Insistance de l'épouse, fièvre de l'immigration	Annulation de l'engagement militaire, fuite de la guerre, problèmes sociaux
Après l'immigration		
Statut à l'arrivée	Immigrant économique, résident permanent	Réfugié déjà régularisé en Turquie, résident permanent
Apprentissage des langues	Aucun	Anglais
Reconnaissance du diplôme déjà obtenu	Sous-reconnaissance de tous les diplômes obtenus	Obligation de passer un examen de qualification pour pouvoir travailler

<p>Parcours professionnel au Canada</p>	<p><u>Jamal</u></p> <ul style="list-style-type: none"> — Investissement dans l’achat d’un immeuble à l’arrivée, en partenariat avec un compatriote; abus de ce dernier — Après quatre ans, superviseur de nuit dans un hôtel, un emploi lourd parce qu’il remplace plusieurs personnes, victime flagrante d’exploitation, abandon de ce travail après trois ans — Cours d’agent immobilier en travaillant simultanément dans une pâtisserie, obtention du permis, période de récession et diminution des transactions immobilières, travail occasionnant de grandes dépenses, abandon de cet emploi après deux ans — Directeur d’une école iranienne dans l’ouest de l’île comme bénévole — Encouragement d’un compatriote à travailler dans l’industrie du taxi, à se former et obtenir son permis, location d’un taxi, achat du permis après trois ans, et travail comme chauffeur de taxi jusqu’à maintenant 	<p><u>Mohammad</u></p> <ul style="list-style-type: none"> — Obtention d’un emploi en architecture deux mois après l’arrivée, jusqu’au début de la récession — Cours de taxi et obtention du permis de chauffeur de taxi — Cours d’anglais et d’informatique au YMCA — Cours en imprimerie et travail dans quatre imprimeries, travail dur sans discrimination, salaire de seulement 350 dollars par semaine; travail simultanément comme répartiteur de taxi — Vente de billets d’avion pour un salaire de 250 dollars par semaine; travail comme répartiteur de taxi les fins de semaine — Échec comme vendeur d’assurance-vie — Insistance des employeurs sur l’expérience canadienne — Comparaison des revenus et début dans le domaine du taxi, jusqu’à aujourd’hui
--	---	--

Au contraire Mohammad, né en 1958, quitte l'Iran pour continuer ses études postsecondaires en France deux ans avant la révolution de 1979. Après avoir obtenu sa maîtrise en architecture, attiré par les propagandes de l'État révolutionnaire à propos du besoin de diplômés des universités étrangères pour enseigner dans les universités du pays, Mohammad revient en Iran. Par contre, l'avènement de la guerre entrave ce plan en invitant les jeunes à défendre leur pays et à aller au front volontairement, sinon le service militaire leur est imposé. Ainsi, des éléments comme la rupture de ce plan étatique, les contraintes sociales forcées après la révolution et la nécessité du départ au service militaire obligatoire poussent cet immigrant et son épouse à quitter l'Iran clandestinement vers le Turquie en 1986. Cependant, malgré l'interdiction de l'embauche sans avoir le certificat de la fin du service militaire obligatoire, Mohammad réussit, après son retour au pays, à acquérir une courte expérience d'une année dans un emploi correspondant à sa spécialité. En Turquie, après avoir vécu de grandes difficultés, notamment l'emprisonnement et le travail forcé dans les camps frontaliers, il est identifié comme réfugié au début par les Nations Unies et puis il reçoit ses papiers de résident permanent des autorités canadiennes grâce à ses études et à la connaissance de la langue française. Mohammad a une trentaine d'années quand en 1988 il arrive à Montréal.

L'histoire du vécu de ces deux immigrants avant leur immigration représente deux types de motivations pour quitter le pays d'origine. Dans l'exemple de Jamal, tenant compte de son âge, il a eu tous les avantages d'une vie assez favorisée. Alors qu'il n'aurait pas eu de problèmes pour continuer à vivre dans son pays d'origine, la jalousie de son épouse à l'égard des femmes de membres de la famille et des amis qui avaient déjà émigré a été si forte qu'il s'est senti obligé d'émigrer au Canada. Il y avait alors une sorte de fièvre de quitter le pays vers les pays américains au sein de bon nombre des familles des classes moyenne et favorisée. Par contre, les conditions étaient différentes pour Mohammad, ingénieur nouvellement diplômé de la France, qui tentait de servir son pays après sa graduation. En effet, le contexte de l'attaque irakienne et l'augmentation de la pression sociale ont contribué à la décision d'émigrer. Pourtant, la crainte de perdre la vie durant la guerre a été le facteur pivot

pour se réfugier dans le pays voisin dans le but ultime d'émigrer aux États-Unis ou au Canada. Malgré la différence de contexte de départ, les deux immigrants arrivent à Montréal dans les années 1980, un visa de résident permanent en main.

À Montréal, faisant confiance aux recommandations d'un vieil ami résidant déjà dans cette ville, Jamal lui confie son capital comptant de 70 000 dollars américains afin de l'investir dans l'immobilier. Cependant, après avoir essuyé des pertes pendant les quatre premières années de son arrivée et le capital de cette famille immigrante, cet ne lui rembourse rien du montant principal, ni ne verse aucun intérêt. L'échec lors du premier recours au travail dans le pays d'accueil par un compatriote mène cet immigrant à chercher un emploi dans sa spécialité. Recruté dans un hôtel, il prend la responsabilité de toutes les fonctions de l'hôtel, du transport des bagages des clients à la comptabilité quotidienne, pour un salaire de 1600 dollars par mois. Ce lourd travail oblige Jamal à quitter l'hôtel après trois ans pour suivre le cours d'agent immobilier. En même temps, il travaille dans une pâtisserie. Toutefois, la hausse des taux d'intérêt, la faible demande et la nécessité de persister assez longtemps sur le marché l'amènent à quitter cet emploi. Pendant cette période, il suit un cours en beaux-arts au collège Dawson; pourtant, malgré son grand désir de poursuivre cette formation, la nécessité de subvenir aux besoins de sa famille ne le lui permet pas. Ainsi, outre la sous-reconnaissance de ses diplômes, ses recherches d'emploi après celui de l'hôtel sont inutiles à cause de l'exigence de l'expérience canadienne par les employeurs.

Les conditions de l'arrivée sont différentes pour Mohammad. Grâce à l'obtention du statut de réfugié du gouvernement canadien, cet immigrant et son épouse installés à Montréal reçoivent 1050 dollars par mois durant un an. Outre l'apprentissage de l'anglais et de l'informatique, Mohammad peut trouver un emploi dans le domaine de l'architecture. Cependant, le début de la récession met fin à cet emploi et il suit une formation pour travailler dans le domaine du taxi simultanément à un autre emploi dans l'imprimerie. Ses compétences en français lui permettent de compenser le bas salaire de son travail en imprimerie par un autre travail comme

répartiteur de taxi à temps partiel. Également, il essaie de travailler dans la vente de billets d'avion et d'assurance-vie sans être satisfait de ses gains. À l'instar de Jamal, Mohammad croit que les problèmes sont attribuables surtout à l'exigence d'expérience canadienne par les employeurs qu'au pays d'obtention du diplôme. Finalement, Mohammad préfère le Québec aux provinces anglophones car, dit-il, « les Québécois ne font pas de discrimination ».

La comparaison entre ces deux exemples démontre que les difficultés avant l'arrivée de Mohammad sont compensées par certaines mesures de soutien de l'État canadien, tandis que la facilité de l'immigration de Jamal comme immigrant économique est neutralisée par l'accueil décevant de ses compatriotes. Outre la naïveté de Jamal qui fonde son plan d'investissement seulement sur la parole d'un compatriote déjà émigré, la jeune communauté iranienne en voie de formation n'est pas assez forte pour transmettre la vraie information concernant l'intégration professionnelle des nouveaux immigrants. Dans cette situation, les sources de renseignements se limitent à certains amis peu nombreux déjà installés dans le pays d'accueil, ce qui comprend le risque de faire confiance à ces groupes. Par contre, Mohammad bénéficie à cette époque du soutien prévu de l'État au lieu de rechercher l'aide des membres de sa communauté pour les raisons déjà mentionnées. Ainsi, malgré qu'il ait entrepris sa recherche d'emploi dans sa spécialité, n'ayant pas réussi à travailler dans son domaine, il a suivi d'autres formations. La comparaison de ces exemples montre que des conseils d'une communauté faible ont fait perdre à Jamal les quatre premières années de sa vie dans son pays d'accueil.

Par ailleurs, alors que les deux immigrants ont réussi à obtenir un emploi proche de leur spécialité, la récession et l'exploitation ont eu sur eux des effets déplorables. En obligeant Jamal à effectuer plusieurs fonctions non homogènes simultanément, les gestionnaires de l'hôtel ont bénéficié de la fragilité du marché du travail pour exploiter ce nouvel arrivant. En raison de la perte de capital des premières années, il a toléré la pression anormale de son travail pour subvenir aux besoins de sa famille. Cependant, cette période n'a pas duré au-delà de trois ans. Les

fonctions et le prestige de cet emploi de superviseur de nuit étaient par ailleurs moindres en comparaison au poste occupé par Jamal comme directeur du personnel à l'Hôtel Continental de Téhéran. Compte tenu de leurs études, les deux immigrants ont opté pour certains emplois de cols blancs disponibles sauf que ces derniers, malgré qu'ils donnaient une assez bonne impression, ne rapportaient pas un revenu suffisant. Les emplois de cols bleus exercés, malgré qu'ils étaient physiquement difficiles, n'étaient pas assez lucratifs non plus. Cependant, en obtenant le permis de chauffeur de taxi, Mohammad avait toujours gardé ce métier en réserve. De plus, le travail de répartiteur à temps partiel le familiarisait avec le milieu du taxi et lui donnait la possibilité de gagner davantage grâce aux horaires plus longs durant la récession économique qui compensaient les gains plus faibles. Par contre, le recours à ce métier, grâce à l'encouragement d'un compatriote, a été le dernier emploi essayé par Jamal.

Malgré la non-satisfaction de ces deux exemples à propos de la condition contraignante de l'expérience canadienne pour obtenir des emplois qualifiés, Mohammad a l'air plus positif à l'égard de son intégration professionnelle que Jamal. Cette attitude est attribuable au milieu francophone de l'école primaire du premier en Iran jusqu'à ses études postsecondaires en France. Au contraire Jamal, plus âgé, ayant fait toutes ses études en Iran, a eu une assez longue expérience de travail dans des emplois de haut niveau. Pour cet immigrant, bénéficiant autrefois des services d'un chauffeur, il n'est pas facile de travailler aujourd'hui lui-même comme chauffeur de taxi. Alors que Mohammad est satisfait de son emploi dans une société iranienne, cette caractéristique n'est pas un avantage chez Jamal. Enfin, cette dualité de la perception à l'égard du processus de carrière dans le pays d'accueil basée sur le profil du passé encourage Mohammad à continuer ce métier à l'inverse de son compatriote.

2. L'affiliation à un réseau politique avant l'entrée

Javid et Karim sont deux exemples retenus pour la comparaison des membres d'un réseau politique avant l'arrivée à Montréal. Né en 1954, Javid entre à la faculté de pilotage afin de devenir pilote. Or, l'écrasement de son avion l'oblige à abandonner ce métier, à passer le service militaire obligatoire et à partir en Inde juste avant la révolution pour poursuivre ses études. À cause de ses tendances politiques de gauche, en devenant membre du groupe des étudiants iraniens socialistes, ce jeune étudiant entre en conflit avec les étudiants partisans de l'État islamique en Iran. Ainsi, compte tenu des menaces accrues de la part de ces derniers, des risques probables liés au retour dans son pays d'origine et du début des départs clandestins de ses camarades vers le Canada, lui aussi décide de prendre ce risque et a recours à des passeurs. Pendant sa résidence en Inde, il a réussi à obtenir un baccalauréat en gestion et une maîtrise en économique. L'expérience avant-immigration de Javid se limite à un emploi de quelques mois dans un bureau de transport. Cette période dans la vie de notre autre exemple, Karim, comporte des similitudes avec celle de Javid. Provenant d'une famille de neuf enfants, après avoir obtenu le diplôme secondaire, Karim quitte l'Iran vers l'Inde pour poursuivre ses études. Cependant, les pressions sur les étudiants iraniens à l'extérieur du pays à cause de la décision des autorités iraniennes d'arrêter l'envoi d'argent à l'étranger, les difficultés politiques du retour dans son pays ainsi que le voyage précédent d'amis de gauche au Canada contribuent à inciter cet individu à voyager clandestinement au Canada. Notons par ailleurs qu'il connaissait l'anglais et avait déjà obtenu un baccalauréat en sciences de l'Inde.

Javid		Karim
Arrivé au Canada en 1984		Arrivé au Canada en 1986
Avant l'immigration		
Études	MA en économique de l'Inde	BS en sciences de l'Inde
Connaissance des langues	Anglais, indien	Anglais
Expérience de travail	Pilotage	Quelques travaux pour son père qui faisait des affaires en Iran
Motif de l'immigration	Membre des groupes politiques de gauche contre le régime iranien	Membre des groupes politiques de gauche contre le régime iranien
Après l'immigration		
Statut à l'arrivée	Demandeur d'asile	Demandeur d'asile
Apprentissage des langues	Anglais	Français
Reconnaissance du diplôme déjà obtenu	Sous-reconnaissance du diplôme, exigence d'un an et demi d'études pour obtenir cette reconnaissance	Sous-reconnaissance du diplôme

<p>Parcours professionnel au Canada</p>	<p><u>Javid</u></p> <ul style="list-style-type: none"> — Faire l'aménagement paysager d'une maison à 40 dollars pour 3 jours de travail difficile, réparer les portes et tapis à 500 dollars pour deux semaines, ranger les chaussures à l'Armée du salut compensé par le droit d'utiliser des vêtements et des souliers gratuitement — Lavage des voitures 14 heures par jour pendant un an — Obtention du permis de chauffeur de taxi avec l'aide des membres du réseau politique — Le propriétaire d'un garage loue le stationnement de l'hôpital Royal Victoria et le nomme comme son superviseur; il y travaille 9 ans et fait connaissance avec les directeurs de l'hôpital, ce qui lui permet de trouver un autre travail à l'hôpital; il travaille beaucoup pour un salaire de 8000 dollars par mois — Achat de deux maisons avec ses partenaires — Ouverture d'un salon de bar et billard, vol du partenaire et sa fuite en Allemagne — Cours de soudage sans trouver un emploi sous le prétexte du manque d'expérience — Vente des maisons, déclaration de faillite, ouverture de bars au Mexique, perte des gains à cause des variations du taux de change — Retour à Montréal, l'achat d'un taxi, travail comme assistant dans l'alimentation 	<p><u>Karim</u></p> <ul style="list-style-type: none"> — Entrée à Vancouver — Commencer à travailler dans un supermarché de restauration rapide, couper la viande et les légumes, faire des gâteaux, caissier, agent de sécurité — Vu la relation avec le réseau politique de l'Inde, déménagement à Montréal — Apprentissage du français et travail comme ouvrier dans l'industrie du textile, apprentissage du fonctionnement des machines — Travail dans une autre entreprise, apprentissage de la coupe — À la suite des connaissances acquises et vu la connaissance des directeurs de cette industrie, travail autonome, achat d'une voiture, démarrage dans l'achat et la vente de tissus — Partenariat avec un Juif et séparation par la suite — Ouverture, seul, d'une petite entreprise — Effondrement de ce marché au Canada dû à l'entrée de biens déjà fabriqués moins chers de Taiwan — Grosses pertes, vente de toute la propriété, ouverture d'un salon de coiffure par son épouse — Début dans le taxi
--	---	---

Les deux diplômés de l'Inde, membres du même groupe politique de gauche, arrivent dans deux grandes villes canadiennes, Montréal et Vancouver, comme demandeurs d'asile pendant les années 1980. Le processus de la régularisation du statut est d'environ six ans pour Karim et prend deux fois moins de temps pour Javid. Plus tard, l'arrivée de bon nombre de ce groupe à Montréal incite Karim à déménager dans cette ville. Cependant, malgré leur âge (autour de la trentaine à leur arrivée), la longue période de régularisation n'a pas permis à ces deux individus de poursuivre leurs études les premières années de leur entrée. Alors que le déménagement à Montréal amène Karim à apprendre le français, Javid le néglige sous prétexte de l'avis de l'agent de l'immigration à propos du bilinguisme du Canada et du besoin de ne connaître qu'une seule langue. Déjà marié à son entrée, Javid, après l'apprentissage du soudage et l'obtention du permis de chauffeur de taxi, commence sa carrière comme manœuvre dans des petits boulots et puis, grâce à l'aide d'un de ses camarades, il devient laveur de voitures dans un garage. Toutefois, un an plus tard, son patron grec apprécie ses performances et il est promu superviseur du stationnement d'un hôpital surtout anglophone de Montréal. Il peut aussi obtenir un emploi à l'intérieur de l'hôpital après quatre ans de travail, parce qu'il est connu par le directeur de l'hôpital et qu'il s'est fait d'autres connexions. À ce propos, la contribution de quelques facteurs est importante : le rôle de son réseau politique ethnique (liens forts) dans le premier emploi, la bonne performance au début comme la clé de ses prochains succès, l'emploi dans le milieu au moyen duquel l'immigrant se met en connexion avec les différentes catégories de la société d'accueil, la connexion avec les leaders de l'organisation (liens faibles) et l'obtention d'une meilleure position grâce à ce capital social.

De son côté, Karim commence sa carrière à Montréal en travaillant dans le secteur du textile. Travaillant comme ouvrier de bas niveau au début, il apprend différentes fonctions dans ce milieu. Ce parcours l'aide à connaître les leaders dans le métier et il s'y fait des connexions, essentiellement sur la rue Chabanel. Cet immigrant commence à transiger les tissus à son compte. Après quatre ans, il ouvre sa propre entreprise, au début avec un partenaire. Cette expérience n'étant pas

positive pour lui, il est obligé de continuer son travail seul. Néanmoins, la nouvelle conjoncture économique nuit à son métier en raison de l'importation des produits déjà fabriqués des pays en voie de développement où la main-d'œuvre est nombreuse et moins chère que dans les pays industrialisés. Ces conditions forcent Karim à vendre toutes ses affaires et il subit une grosse perte. Et c'est cet échec qui occasionne son entrée dans l'industrie du taxi pour lui permettre de payer ses comptes.

Bien que ces immigrants travaillent souvent avec des non-Iraniens, ils ont des expériences avec des Iraniens. Il s'agit du recours au taxi pour Karim et des récriminations de Javid du comportement de ses compatriotes, ses employés ou ses partenaires. À ce propos, des abus de ces groupes au stationnement de l'hôpital, le vol par son partenaire dans leur salon de bar et billard et la fuite de ce dernier vers l'Allemagne sont révélateurs. Ensuite, en voyageant au Mexique, Javid redémarre un bar dans ce pays sans avoir réfléchi aux impacts des variations du taux de change sur ses gains. Toutefois, la responsabilité de sa famille à Montréal l'oblige à y revenir, fatigué de diverses activités et du travail avec des partenaires.

Javid achète donc un permis de taxi et commence ce métier en travaillant simultanément comme assistant nutritionniste à l'hôpital, tandis que Karim loue un taxi. Les deux détestent ce métier et vont le quitter. L'échéance pour Javid est la fin du remboursement de la dette de son taxi et, pour Karim, l'obtention d'un meilleur emploi. Les deux ont honte de faire ce métier au Canada, tenant compte de leurs études et de leurs rêves avant de quitter leur pays natal. Malgré leur grand désir de poursuivre des études, ces deux immigrants accordent la priorité à subvenir aux besoins de leur famille et de leurs enfants. Surtout, les deux s'intéressent à la réussite de leur épouse. Karim investit les gains de son entreprise pour ouvrir un salon de coiffure pour sa femme, d'une part, et Javid soutient son épouse dans l'obtention de son diplôme de MBA, d'autre part. D'après Javid, « considérant les horaires de travail à l'hôpital, les besoins des enfants et les études de ma femme, je ne peux plus penser à poursuivre mes études ». Notons finalement que Javid réussit à s'intégrer

dans le secteur de la santé sans apprendre le français. Cela révèle que, dans une ville bilingue comme Montréal du moins, l'importance d'éléments comme les connexions (liens faibles) avec les leaders de la société d'accueil comptent parfois davantage dans l'intégration professionnelle que la connaissance du français.

3. Deux frères dans l'industrie du taxi

Provenant d'une famille favorisée et démantelée, Cyrus et Barzin sont deux frères dont le père en Iran a été propriétaire de plusieurs restaurants, magasins et édifices. Avec les parents divorcés, la famille compte deux frères et une sœur ainsi qu'un demi-frère et une demi-sœur. Avant d'avoir terminé ses études secondaires en sciences naturelles en Iran, Cyrus a étudié un an en Grande-Bretagne. Il a étudié dans des écoles très connues de Téhéran.

	Cyrus	Barzin
Avant l'immigration	Arrivé en 1986, âgé 24 ans	Arrivée en 1988, âgé 24 ans
Études	Diplôme secondaire en Iran	Diplôme secondaire en Iran
Connaissance des langues	Anglais	Aucune
Expérience de travail	Gestion du restaurant et du supermarché du père	Aucun travail sérieux
Motif de l'immigration	Poursuite des études, conseil de la mère, indépendance du père, pas de possibilité d'avenir en Iran	Démantèlement de la famille, sentiment de non-appartenance à la société, intérêt de connaître les autres cultures, présence du frère déjà au Canada
Après l'immigration		
Statut à l'arrivée	Demandeur d'asile	Demandeur d'asile
Apprentissage des langues	Anglais, pas le français à cause du mauvais accent	Anglais et un peu le français, pas conscient de l'importance du français dans l'augmentation de l'efficacité
Reconnaissance du diplôme déjà obtenu	S.O.	S.O.

<p>Parcours professionnel au Canada</p>	<p><u>Cyrus</u></p> <ul style="list-style-type: none"> — Régularisation rapide du statut — Après 3 mois, premier emploi dans une pâtisserie, apprentissage rapide de tous les trucs d'un vieux Grec, augmentation du salaire de 4,20 \$ à 8 \$ après 5 mois, promotion à la gestion d'une section, conflit avec un employé italien, démission — Livraison de pizzas — Cuisinier — Gestion du restaurant d'un Iranien pendant un an et demi — Entrée du frère et de la sœur — Demande au frère de faire la livraison — Le frère commence dans le taxi, et en comparant ses gains de cuisinier avec ceux de son frère, il commence dans le taxi — Achat du premier permis de taxi en 1990 en payant 25 % comptant — Remboursement de la dette et achat du deuxième permis en 1993 — Remboursement du second en 1995, une autre dette, achat d'un condo pour sa mère en Iran — Achat du troisième permis en 1998 et remboursement en 2000 — Mariage, achat du quatrième permis et d'une maison — Cours d'agent immobilier en 2004 et début du travail dans ce domaine en 2005, travail à temps partiel dans le taxi — Songe à investir dans un Tim Hortons 	<p><u>Barzin</u></p> <ul style="list-style-type: none"> — Long processus de régularisation du statut — Impossibilité de poursuivre les études — Un semestre en français au COFI sans prendre conscience de son importance — Travail dans un restaurant de pizza le soir et 6 trimestres d'anglais le jour — Avec l'aide d'un ami du frère, trouver un emploi dans un magasin d'instruments de bureautique, licenciement à cause de la non-connaissance du français — Livraison de pizzas, mauvaises conditions financières — Cuisinier dans un autre restaurant, où il apprécie la chaleur à côté du four — Popularité du taxi parmi les livreurs iraniens et arabes — Cours de taxi, passer deux fois l'examen du Bureau — Commence le taxi en 1990-1991 — Obtention du statut, cours à l'université, travail les fins de semaine et l'été, obtention du baccalauréat après 4,5 ans — Exigence de l'expérience canadienne pour le travail — Recherche d'un emploi en Iran sans succès et retour au Canada — Retour en Iran, investissement dans l'industrie du vêtement et faillite — Retour au taxi pour compenser la grosse perte
--	---	--

En supervisant l'achat et la comptabilité, Cyrus avait travaillé dans le restaurant et le magasin de son père en Iran pendant presque cinq ans, jusqu'à son départ. La plupart des membres de sa famille y compris ses oncles et tantes étaient des hommes ou des femmes d'affaires. Cela a contribué à lui donner un bon sens des affaires et de l'entrepreneuriat. L'expérience familiale avait appris à Cyrus qu'il était possible de faire des profits en affaires. Par contre, son frère cadet, Barzin, particulièrement intéressé par les arts, voulait connaître les autres cultures. Alors que le démantèlement de la famille a contribué à l'émigration des deux frères, l'impact de l'intérêt artistique sur Barzin était plus important. Ainsi, au début, le frère aîné, déterminé à poursuivre ses études, à devenir indépendant de son père et à fuir le service militaire obligatoire, en rencontrant les passeurs illégaux, quitte le pays clandestinement vers le Turquie et puis vers le Canada, sans même le dire à son père qui était d'ailleurs contre cette décision. Au contraire, Barzin, après avoir fini son service militaire obligatoire pendant la guerre, tenant compte de l'arrivée réussie de son frère au Canada, part avec sa sœur vers le Turquie et l'Espagne, et puis, à l'aide d'un passeur, ils réussissent à se rendre au Canada.

À leur arrivée à Montréal, les frères ont le statut de demandeur d'asile, sauf que le plus jeune arrive deux ans plus tard. Le premier jour de son arrivée, en cherchant un logement, Cyrus rencontre deux compatriotes au centre-ville, mais ils refusent de l'aider. Afin d'explorer ce nouveau monde, Cyrus ne travaille pas au cours des trois premiers mois, mais ensuite, habillé correctement, il se rend à une pâtisserie juive. À l'entrée, l'un des propriétaires pense qu'il est le fils de son partenaire et l'accueille chaleureusement. Bien que cette rencontre permette son embauche dans des travaux généraux et son progrès rapide, une dispute avec un autre travailleur occasionne son départ. Désormais il effectue différents boulots dans le secteur de la restauration. Parallèlement, grâce à un programme spécial d'immigration, il obtient son certificat de résidence permanente en moins de deux ans. Deux ans après son arrivée, son frère Barzin et sa sœur le rejoignent. Les mauvaises conditions de vie et l'arrivée récente de Cyrus ne lui permettent pas d'aider son frère. Alors qu'à cette époque Cyrus lui-même ne saisit pas l'importance

de connaître le français au Québec, il ne peut pas le conseiller à son frère plus jeune. C'est ainsi que ce dernier ne continue pas à apprendre cette langue et commence à livrer des pizzas et à travailler comme cuisinier. Pourtant, les conversations entre Arabes et Iraniens travaillant dans ce secteur à propos des gains extraordinaires du taxi incitent Barzin à chercher à obtenir les questions de l'examen du permis de chauffeur au moyen de ce réseau et ainsi, de le réussir à sa deuxième reprise.

En 1990, Barzin commence dans l'industrie du taxi. En constatant le revenu considérable de son frère comme chauffeur de taxi, même s'il gagne bien sa vie comme cuisinier, Cyrus cherche lui aussi à obtenir son permis et commence son travail de chauffeur. Il loue une voiture pendant quatre mois et, en payant 25 % du comptant, il achète son premier permis de taxi à 61 500 dollars en 1990. En fait, grâce à ses économies, il avait pu à la fois épargner 25 000 dollars et aider régulièrement sa mère en Iran. Selon Cyrus, l'achat du premier taxi avait plutôt un aspect rassurant pour lui et sa famille. Il rembourse son hypothèque en deux ans et demi et achète un deuxième taxi en 1993. Par contre, Barzin continue son travail en louant un taxi jusqu'à l'obtention de son statut de résident permanent, cinq ans après son arrivée. Ainsi, en 1993-1994, il commence immédiatement ses études à temps plein en tournage de films à l'Université Concordia. Dès lors, il limite son travail de taxi aux fins de semaine et aux vacances d'été. Après quatre ans et demi, Barzin obtient son baccalauréat sans pouvoir trouver un emploi relié à ses études. L'expérience de travail pour accéder à un emploi est exigée par les employeurs, mais il n'avait tourné que quelques courts films durant ses études. Étant plus jeunes que lui, les autres étudiants venaient majoritairement de familles d'artistes québécoises. Alors que ce groupe d'étudiants considérait les études comme un divertissement, pour cet immigrant, la réussite dans ce parcours était une question de vie ou de mort. Après sa graduation, Barzin retourne en Iran dans l'espoir de se trouver un emploi. Cependant, les exigences des employeurs de son pays d'origine sont presque similaires à celles du Canada. Cet immigrant manque deux éléments importants : l'argent et l'expérience du travail. Désespéré, il revient au Canada.

Au contraire de Barzin, Cyrus continue son parcours dans le domaine des affaires. En remboursant son hypothèque en 1995, il décide de ne pas acheter pas un troisième taxi à cause des conditions politiques du Québec et du risque de sa séparation du Canada. Cependant, en hypothéquant son taxi dans une Caisse populaire, il achète un condo pour loger sa mère à Téhéran. En 1998, il achète son troisième taxi et rembourse son hypothèque en 2000. Dans la même année, en 2001, il se marie, achète sa quatrième voiture-taxi et sa maison. À cette époque, l'augmentation spectaculaire du coût du permis de taxi le convainc que l'achat de taxis n'est plus un bon investissement. C'est ainsi qu'il suit un cours sur le marché immobilier et entre dans ce domaine. Il travaille seulement un jour de fin de semaine sur un de ses taxis et loue ses voitures à d'autres chauffeurs. Son dernier projet concerne l'investissement dans une concession de Tim Hortons. Par contre, cela ne va pas bien pour son plus jeune frère qui a poursuivi ses études. Il ne sait pas comment répondre à sa famille et à ses amis quant à son parcours professionnel au Canada. Il décide alors de retourner en Iran pour faire un investissement en achat et vente de vêtements. Pourtant, le milieu fermé de la société après l'arrivée du nouveau président et le temps nécessaire à l'identification des propres besoins de la société causent son échec et la perte d'environ 45 000 dollars. Endetté, il retourne à Montréal pour reprendre son travail dans l'industrie du taxi, rembourser ses dettes et payer ses cartes de crédit.

L'étude de la trajectoire de ces deux frères démontre que le démantèlement de la famille a été un des éléments les plus importants pour quitter le pays d'origine. Elle révèle que le seul fait d'être issu d'une famille d'entrepreneurs ne provoque pas l'intérêt entrepreneurial chez tous les enfants. Les exemples de ces frères représentent deux caractéristiques innées divergentes avec deux orientations différentes pour leur avenir professionnel. Malgré le recours au taxi avant son frère, Barzin n'a pas d'intérêt pour ce type d'entrepreneuriat et pour l'achat de permis de taxi. À ce propos, l'argent comptant ne semble pas être la seule barrière, parce que malgré les gros efforts de Cyrus pour économiser de l'argent, autant le recours prochain de Barzin pour investir en Iran que son statut de célibataire comme son

frère témoignent que cet immigrant a eu aussi l'occasion d'acheter au moins un permis en demandant une hypothèque bancaire. Toutefois, la prolongation de la période de régularisation du statut contribue à retarder les projets envisagés par cet immigrant. Le fait de commencer un programme d'études à un âge plus jeune permet à un individu, immigrant ou non immigrant, d'essayer un autre programme si l'accès au marché de l'emploi du premier n'est pas facile. D'ailleurs, le recours au métier du taxi au Canada pour les familles et les amis en Iran, en particulier pour les familles de classe moyenne ou favorisée, n'est pas facile. La contribution de cet élément est si forte qu'afin d'améliorer sa performance, Barzin décide de retourner chez lui et d'y investir.

Enfin, alors que Cyrus, sérieux durant toute sa démarche de taxi (il acquiert quatre permis), choisit comme emploi principal celui d'agent immobilier à côté d'un emploi à temps partiel dans le taxi et un avenir en investissant dans un restaurant, son frère plus jeune, voyant le métier du taxi toujours temporaire et sans aucune satisfaction par rapport à cet emploi, reste hésitant à propos de ce qu'il veut faire : fonder une famille, poursuivre ses études, s'amuser à jouer de la guitare, etc. Barzin compare avec sa vie précédente : « Dans mon pays natal, je n'ai pas trouvé un emploi dans ma spécialité ni rien gagné, tandis qu'au Canada je peux au moins travailler et payer mes dettes. »

4. Obtention d'un diplôme canadien par les diplômés universitaires

Mojtaba		Ehsan
Arrivé au Canada en 1987 à l'âge de 26 ans		Arrivé au Canada en 1996 à l'âge de 36 ans
Avant l'immigration		
Études	Ingénieur en communication militaire de la Grande-Bretagne	Ingénieur en agriculture de l'Iran
Connaissance des langues	Anglais	Anglais
Expérience de travail	Électricité et fonctions de communication sur un bateau	Expert en agriculture à la Banque agricole iranienne
Motif de l'immigration	Poursuite des études	Meilleure vie, vie plus stable et plus confortable avec moins de stress
Après l'immigration		
Statut à l'arrivée	Demandeur d'asile	Immigrant qualifié, résident permanent
Apprentissage des langues	Français	Cours de français de 4 à 5 mois, toujours faible en français
Reconnaissance du diplôme	Non-reconnaissance du diplôme	Reconnaissance du diplôme

<p>Parcours professionnel au Canada</p>	<p><u>Moïtaba</u></p> <ul style="list-style-type: none"> — Régularisation du statut 9 mois après l'arrivée — Aide sociale de 171 dollars, mais loyer mensuel de 240 dollars — Travail dans une entreprise de couture sur la rue Chabanel pendant 3 mois — Connaissance de l'existence de l'Université Concordia — Montage des machines du CNR dans une usine, amélioration des conditions de vie, achat d'une voiture — Admission à Concordia, retard de l'inscription parce qu'il n'a pas obtenu le papier du statut — Étude simultanée du français — Obtention du statut en janvier 1988 — Suivi de cours universitaires de temps en temps en génie électrique — Admission annulée en 1990 à cause des études interrompues — Licenciement en 1991, récession, nouvelle demande d'admission et recommencement des études, travail du taxi en été — Graduation en 1996 — Offre de travaux durs par les agents d'emploi — Travail dans une usine comme ingénieur de transformation pendant un an et demi, même salaire qu'avant l'obtention du diplôme — Vérification des produits remboursés dans une autre usine — Travail dans une usine comme ingénieur de la qualité pour un an, travaux de documentation — Assurance chômage, mariage, retour au taxi — Après le 11 septembre, impossibilité de trouver un emploi à cause du pays d'origine, retour au taxi 	<p><u>Ehsan</u></p> <ul style="list-style-type: none"> — Résident permanent à l'arrivée — Avantage d'habiter dans la famille de son épouse à Montréal — Cours de français de 5 mois — Conseil de la famille de rester patient afin de bien s'installer et de mieux connaître le milieu — Recherche d'emploi dans sa spécialité — Mauvais accueil, prétextes du faible niveau du français et du manque d'expérience canadienne — Départ pour Calgary pour trouver un emploi, travail comme manœuvre journalier, non-assistance d'une dame iranienne — À Vancouver, visite chez un Iranien, accusation de communisme — Obtention d'un certificat en électricité au collège Vanier, stage dans ce domaine et études au baccalauréat en informatique — Responsabilité de la famille, pression des études, chicanes familiales, mauvais impact sur la relation familiale — Graduation en 2002 sans trouver un stage relié à la spécialité, insistance des agents d'emploi sur l'exigence d'expérience canadienne, leur conseil de consulter un agent privé — Imiter les Iraniens et commencer dans le taxi
--	---	--

Les exemples de Mojtaba et d'Ehsan représentent les parcours professionnels de deux diplômés universitaires ayant réussi à obtenir au moins un diplôme canadien. Afin de travailler comme officier de communication dans l'Organisation iranienne de navigation, après avoir obtenu son diplôme secondaire, Mojtaba voyage en Grande-Bretagne pour poursuivre ses études. Après sa graduation et après être resté huit mois en mer, il prend conscience de son intolérance à ce type d'emploi. Compte tenu du contrat entre deux parties exigeant au moins six ans de travail après la fin des études, malgré l'autorisation de la diminution mensuelle du montant de pénalité du salaire du frère de Mojtaba, l'Organisation n'émet pas le certificat de fin de service militaire obligatoire. Ainsi, afin de réaliser son long rêve de poursuivre ses études à l'Université York, il sort du pays clandestinement vers le Pakistan et l'Inde. Dans ce pays, parce qu'il connaît le réseau des étudiants iraniens quittant vers le Canada et des passeurs, il réalise son rêve. Par contre, diplômé en génie agricole de l'Université industrielle d'Ispahan, Ehsan, jamais sorti de son pays depuis sa naissance, a une vision très positive du Canada, acquise notamment dans les films, les livres et les médias. En fait, il compare seulement le niveau de développement économique entre les deux pays sans aucun renseignement sur la situation socioéconomique au Canada. Les motifs d'Ehsan pour émigrer portent sur une vie plus stable et plus confortable, un meilleur avenir ainsi que moins d'inquiétude et d'agitation. À cette époque, les conditions d'emploi étaient meilleures et le pouvoir d'achat supérieur à ce qu'ils sont aujourd'hui au Canada. Ainsi, en obtenant le visa de résident permanent et grâce à la connaissance de l'anglais et à sa spécialité, Ehsan et sa famille arrivent à Montréal une décennie après l'entrée de Mojtaba.

Malgré le statut de demandeur d'asile de ce dernier à l'arrivée, des éléments comme le recours au travail, l'arrêt du recours à l'aide sociale dans les trois mois et l'apprentissage du français entraînent l'obtention du visa de résident permanent dans les neuf mois après l'arrivée. Compte tenu des besoins financiers des premiers jours de résidence et de l'insuffisance de l'aide sociale, Mojtaba commence avec un boulot où son salaire est payé en argent comptant dans un atelier de couture sur

Chabanel et, après l'obtention de son numéro d'assurance sociale, il est embauché dans une usine d'assemblage des machines CNR. La tranquillité relative d'esprit quant aux problèmes d'argent l'amène à déposer une demande d'admission à l'Université Concordia. Ainsi, même si son diplôme obtenu en Grande-Bretagne a une application exclusive à l'Iran, il est néanmoins admis en ingénierie électrique. Il retarde son inscription en attendant son statut de résident permanent. Cependant, la prise occasionnelle de cours concurremment à l'amélioration de l'emploi amène les autorités universitaires à exclure cet immigrant du programme. Toutefois, la récession du début des années 1990 et la période du chômage créent pour lui l'occasion de retourner à temps plein à l'Université et de travailler dans le taxi en été. En 1996, à la fin de la dixième année depuis son entrée au Canada, il réussit à obtenir son diplôme canadien.

C'est cette année-là où Ehsan arrive au Canada sans avoir le souci du statut, la famille de son épouse y habitant déjà. Au début, il suit un cours de français pendant quatre mois et commence sa recherche d'emploi dans son domaine de spécialité. Pourtant, les employeurs n'apparaissent pas accueillants. Les prétextes sont souvent la faible connaissance de la langue, le manque d'expérience canadienne, la non-connaissance du milieu de travail, etc. Il s'en va donc à Calgary et à Vancouver pour chercher un emploi. À Calgary, il trouve un emploi comme travailleur journalier pendant un mois. Il rencontre une femme iranienne entrepreneure, mais celle-ci ne l'aide pas. À Vancouver aussi il va chez quelques entrepreneurs provenant de son pays natal, mais ces derniers le soupçonnent d'être communiste et ne l'aident pas. Selon Ehsan, les employeurs ne l'acceptaient même pas en tant que travailleur bénévole. C'est ainsi qu'il prend la décision de continuer ses études. Grâce aux avantages universitaires de Montréal, il y retourne, entame des études au collège Vanier et obtient un certificat en électricité, tout en effectuant, parallèlement, un stage dans ce domaine. Ensuite, il commence ses études à l'Université Concordia en ingénierie informatique et obtient son baccalauréat en 2002. Cependant, la période des études est plus difficile pour Ehsan que Mojtaba. Le premier est marié. Tenant compte du rôle plus marqué des hommes iraniens pour

subvenir aux besoins de la famille, le statut d'étudiant de l'homme de la famille crée des chicanes dont les mauvaises conséquences, d'après Ehsan, ne disparaissent jamais.

En obtenant des diplômes canadiens dans les sciences appliquées plutôt que les sciences sociales, après avoir déjà des diplômes d'universités non canadiennes, les deux immigrants imaginent que cette initiative devrait satisfaire l'exigence des employeurs. À ce propos, ils cherchent l'aide d'agents gouvernementaux d'emploi. Pourtant, les emplois qu'ils proposent à Mojtaba sont durs et ceux proposés à Ehsan exigent une expérience canadienne. Enfin, comme il est désespéré de trouver un emploi, l'agent conseille à Ehsan d'essayer les services des agents privés. Cela prouve la limitation du pouvoir de ces agents pour jouer un rôle efficace dans la meilleure intégration professionnelle des immigrants. Toutefois, nous pourrions croire que l'expérience d'emploi acquise avant la reprise des études, considérant la dépendance relative à sa spécialité, aurait contribué à aider Mojtaba à satisfaire, dans une certaine mesure, cette exigence. Cet immigrant réussit d'ailleurs à trouver un emploi dans une usine comme ingénieur de transformation juste quatre mois après sa graduation. Cependant, son salaire, autour de 32 000 dollars par année, est le même qu'avant l'obtention de son nouveau diplôme. Dans les travaux effectués pour deux autres entreprises, son salaire augmente jusqu'à 40 000 dollars par année, sauf que son dernier travail n'est pas du tout compatible avec sa spécialité. En fait, le diplôme canadien et les emplois exercés donnent à cet immigrant une confiance qu'il sera capable de trouver de meilleurs emplois après avoir quitté le dernier. Ainsi, en utilisant l'assurance chômage et le revenu comptant du taxi, il se marie et fonde une famille.

Néanmoins, la synchronisation de cette période avec l'avènement du 11 septembre 2001 change la situation du marché de l'emploi des pays occidentaux y compris au Canada. Il se développe une discrimination contre certains groupes d'immigrants, en particulier ceux originaires du Moyen-Orient. Bien que l'analyse de Renaud et de Goldmann (2005) basée sur l'enquête longitudinale de l'ELIC de Statistique Canada, rejette « la montée de la discrimination ou du racisme affectant

des origines ethniques particulières », l'expérience de Mojtaba est révélatrice d'un autre fait. Le point final de sa recherche d'emploi relié à sa spécialité après l'avènement du 11 septembre est sa demande d'emploi auprès d'une société dont les fonctions correspondaient totalement à ses compétences. Cependant, malgré la confirmation de sa compétence technique par les directeurs de niveau inférieur, le directeur principal a répondu négativement lors de l'entrevue finale en raison de la peur attribuée à son origine. Ainsi, tous ses envois de curriculum restent sans réponse et les employeurs à Vancouver et aux États-Unis le rejettent à cause de la distance. Tous ces événements influencent la recherche d'emploi d'Ehsan. Après avoir obtenu son deuxième diplôme canadien de niveau du baccalauréat, il commence ses démarches pour trouver un emploi correspondant à sa nouvelle spécialité. Toutefois, les efforts de cet immigrant sont tout aussi inutiles.

Pour subvenir aux besoins de leur famille, fatigués de leurs recherches d'emploi, ces deux immigrants s'obligent à commencer ou à continuer le métier de chauffeur de taxi. Alors que le motif d'Ehsan pour ce travail autonome s'enracine dans la carrière de plusieurs compatriotes habitant autour de lui, celui de Mojtaba concerne l'expérience d'emploi d'été durant ses études. Cependant, les deux sont désespérés du fait que même leur essai de requalification n'a pas débouché à l'obtention d'un emploi dans leur domaine de spécialité. La situation familiale, l'expérience précédente et l'augmentation de l'âge, malgré leur volonté, ne leur permettent plus de penser aux études. À cause d'un vol à main armée dont il a été victime une nuit où il travaillait pendant qu'il était étudiant, Mojtaba déteste ce métier. Les difficultés financières et les longs horaires de taxi ne donnent pas à cet individu la tranquillité d'esprit dont il aurait besoin pour chercher un autre emploi. Ces deux immigrants sont d'accord que ce sont les longs horaires de taxi qui créent l'illusion d'un plus gros gain que le travail général.

Sur le plan des avantages non matériels de ce métier, ces immigrants ont deux interprétations. Pour Ehsan, l'absence d'un patron direct crée un environnement plus confortable. En comparant avec les travaux déjà effectués, il

conclut à une certaine autonomie pour le chauffeur, au changement du regard des autres et aux rapports plus chaleureux et sincères des clients avec le chauffeur. En ce qui concerne Mojtaba, les périodes d'attente dans les véhicules pour les appels des clients occasionnent la solitude et la tranquillité d'esprit qui permettent à cet immigrant de se remémorer sa vie avant et après son immigration. Compte tenu de l'obtention d'un diplôme canadien, il attribue son non-recrutement par les employeurs québécois à l'existence d'une grande discrimination sur le marché de l'emploi de la part de sa société d'accueil. Pourtant, il ne veut pas se battre contre cette attitude parce que cela le heurterait davantage. Donc, il atténue ses problèmes en se tournant vers l'entraînement sportif et des études dispersées, ce qui l'aide à oublier son passé. À propos d'Ehsan, ayant subi toutes sortes de difficultés liées à son intégration professionnelle après l'immigration, il est resté ici, souhaitant un avenir plus confortable et prospère pour ses enfants. Cet immigrant, content du milieu ethnique dans la société de taxi Atlas et de l'anglophonie dominante dans cette société, travaille actuellement sur l'une des voitures de taxi de Cyrus dans un poste de travail (douze heures par jour).

5. Priorité aux études de l'épouse

La dernière comparaison concerne celle des immigrants qui donnent priorité aux études de leur épouse et leur meilleure intégration professionnelle au Canada. Emad et Hooman, arrivés respectivement en 1998 et en 2001, représentent deux tels exemples.

Emad		Hooman
Arrivé au Canada en 1998 à l'âge de 30 ans		Arrivé au Canada en 2001 à l'âge de 27 ans
Avant l'immigration		
Études	Ingénieur en minéralogie, diplômé de l'Université de Téhéran en Iran	BS en sciences microbiologiques de l'Iran
Connaissance des langues	Anglais de niveau intermédiaire	Anglais, français
Expérience de travail	Directeur des ventes, expert en exportation, directeur administratif d'une société, directeur d'une société pendant 5 ans	Travail dans un laboratoire et dans la construction et la vente de maisons
Motif de l'immigration	Poursuivre des études et trouver un emploi relié aux études	Social mais surtout économique : gagner davantage
Après l'immigration		
Statut à l'arrivée	Demandeur d'asile, régularisé en un an	Immigrant qualifié, résident permanent
Apprentissage des langues	Français et anglais	Cours de français de 2 mois pour avoir accès à l'aide financière
Reconnaissance du diplôme déjà obtenu	Sous-reconnaissance du diplôme	Non-reconnaissance du diplôme

<p>Parcours professionnel au Canada</p>	<p><u>Emad</u></p> <ul style="list-style-type: none"> — Arrivé avec un visa d'affaires — Demande d'asile suivant les conseils de l'avocat et obtention de la résidence permanente en un an — Aide initiale d'une famille éloignée et puis la vente plus chère de sa voiture — Étude du français et de l'anglais en travaillant les fins de semaine comme cuisinier de pizza — Quelques cours d'ordinateur, de géologie et d'exploitation de mines — Reconnaissance du diplôme exigeant de passer quelques cours pendant 2 ans et réussite de l'examen — Nécessité du travail dans les villages lointains dans le nord du Québec ou de l'Ontario — Abandon de l'idée de trouver un emploi dans sa spécialité — Priorité donnée aux études de l'épouse — À l'aide d'un agent d'emploi, passer les cours requis pour l'épouse, pour devenir membre de l'Ordre des infirmières et obtention d'un emploi par celle-ci — Étude parmi les travaux disponibles et début dans le taxi en raison de l'autonomie relative, des revenus assez bons, meilleure stabilité, flexibilité, prendre soin de la famille, moins difficile que cuisinier ou ouvrier de construction, encouragement de la majorité des groupes familiaux — Commence le taxi en 2000 — Déteste cet emploi — Achat d'un permis de taxi — Intérêt pour Atlas en raison de la langue commune, l'anglais, de la coopération pour résoudre les problèmes et la solidarité des chauffeurs — Volonté de laisser le taxi 	<p><u>Hooman</u></p> <ul style="list-style-type: none"> — Arrivé avec un visa de résident permanent de l'Iran — Apprentissage des deux langues avant l'arrivée — Habite avec ses deux frères à Montréal qui ont du succès dans leur travail dans l'industrie du taxi — Cours de français de 2 mois pour bénéficier de l'aide du gouvernement — Non-reconnaissance du diplôme, différence du système avec l'Iran, exigence du cégep et puis de l'université — Priorité donnée au travail pour réunir la famille et faire venir l'épouse de l'Iran — Travail de télémarketing obtenu deux mois après l'arrivée, grâce à l'aide d'un agent d'emploi privé — Afin d'ouvrir une pizzeria à Toronto, apprentissage de la restauration en travaillant dans un restaurant iranien comme cuisinier — Annulation du plan d'ouvrir un restaurant à Toronto, considérant le mariage et l'arrivée de l'épouse — Début dans l'industrie du taxi en 2003 — Cours d'agent immobilier et choix de travailler dans cette profession en 2004 en travaillant à temps partiel dans le taxi — Engagement à soutenir l'épouse qui est pharmacienne pour passer l'examen de qualification (elle a échoué au Québec plusieurs fois)
--	--	---

Emad, ingénieur minier, commence à travailler à la fin de ses études universitaires. Il a une expérience de près de dix ans aux différents niveaux administratifs et professionnels dans les secteurs privés, publics et parapublics. Dans sa dernière position, durant cinq ans, il supervise une société paragouvernementale dont l'activité est basée sur l'importation des minéraux des pays occidentaux et leur distribution à l'intérieur du pays. Ayant comme but la poursuite de ses études et étant appuyé par sa famille éloignée, cet Iranien et son épouse viennent à Montréal prétextant de visiter une société. Leur avocat à Montréal leur propose de faire leur demande d'asile. Le suivi de cette proposition aboutit à l'obtention du statut de résident permanent un an après leur arrivée. Le deuxième exemple concerne Hooman, détenteur d'un baccalauréat en sciences de laboratoire, qui émigre au Canada après deux ans d'expérience dans sa spécialité à l'hôpital. Cette immigration s'inspire de la résidence relativement réussie du point de vue financier de ses deux frères au Canada. D'ailleurs Hooman utilisait déjà l'argent de ces derniers pour la construction et la vente d'immeubles en Iran. L'immigration planifiée de cet individu se réalise par l'excellent apprentissage à la fois du français et de l'anglais. Après avoir obtenu ses documents de résident permanent, trois ans après Emad, Hooman arrive à Montréal comme immigrant indépendant sans connaître de difficulté de régularisation de son statut.

Alors qu'Emad est déjà marié à une infirmière, Hooman a une fiancée pharmacienne en Iran. La spécialité des deux femmes est dans les services de santé. Malgré l'avantage de ces immigrants d'avoir obtenu l'aide de leur famille à leur arrivée, cette condition est encore plus avantageuse pour Hooman en raison de l'existence des familles proches. En effet, la source de renseignement des deux à propos de la demande de leur spécialité sur le marché du travail se limite à ces familles. La famille d'Emad met l'accent sur le grand besoin du Canada des services d'infirmières tandis que la famille proche de Hooman ne lui transmet pas d'information sur les conditions d'emploi dans sa spécialité. Ainsi, compte tenu de la faible connaissance de leur famille de la réalité du marché de l'emploi, les deux

immigrants sont presque ignorants de leur propre futur professionnel lors de leur arrivée au Canada.

C'est après leur entrée que ces immigrants prennent conscience des mécanismes de reconnaissance des diplômes obtenus en Iran considérant les exigences du Québec. Dans l'exemple d'Emad, après l'apprentissage du français et l'obtention du statut, il prend note que la reconnaissance de son diplôme exige deux ans d'études et la réussite de l'examen. Également, après cette requalification, la nature de sa spécialité nécessite d'habiter dans des villes ou villages lointains au Québec et en Ontario. Donc, compte tenu de la condition privilégiée de l'emploi et de la qualité de vie en Iran ainsi que l'espoir d'amélioration de ces dernières au Canada, cet immigrant, en donnant la priorité à la poursuite de la spécialité de son épouse, oublie la sienne. Avec l'aide des agents d'emploi, son épouse réussit à suivre le programme de six mois du collège, le stage à l'hôpital juif, l'examen de qualification, et trouve un emploi dans le même hôpital.

En ce qui a trait à Hooman, il prend conscience que son programme se donne au cégep plutôt qu'à l'université. Également, tenant compte de l'exigence de l'Ordre des techniciens à propos de la reprise de bon nombre de cours déjà suivis, il vaut mieux que cet immigrant recommence à zéro, ce qu'il ignorait complètement avant son départ de l'Iran. Ainsi, il donne la priorité à trouver un emploi pour s'installer et donc à préparer la base d'entrée de son épouse. Le parcours de Hooman commence par le télémarketing. Puis, envisageant d'ouvrir un restaurant à Toronto, il apprend les techniques de la restauration en travaillant comme cuisinier dans un restaurant iranien à Montréal. Pendant cette période, il envoie son curriculum vitae dans les laboratoires sans recevoir aucune réponse. L'annulation de son projet de restauration, son mariage et le succès financier de son frère travaillant comme chauffeur de taxi l'incitent à commencer ce métier en 2003. Cependant, il comprend rapidement qu'il ne l'aime pas. Alors, en écoutant le conseil de son frère habitant à Toronto, il obtient le diplôme d'agent immobilier et choisit cet emploi comme principal. Pour compenser les coûts initiaux de cet emploi, il continue dans le taxi à temps partiel : considérant la tranquillité le matin dans le marché immobilier, il

travaille dans le taxi jusqu'à 10 heures et ensuite dans l'immobilier. Après l'arrivée de son épouse, celle-ci essaie de passer les étapes de requalification pour travailler comme pharmacienne. Subissant plusieurs échecs lors de l'entrevue de l'Ordre du Québec, elle passe finalement l'examen de l'Ontario. Hooman a comme objectif de soutenir son épouse avec son travail. Il préfère laisser ses études au profit de celles de sa femme. Cette dernière vient de réussir son examen.

Après son arrivée, Emad étudie le français et l'anglais en travaillant comme cuisinier dans un restaurant iranien de pizza. Il suit aussi quelques cours reliés à sa spécialité. Parmi les emplois disponibles, tenant compte que le taxi est le métier de la majorité des gens qu'il fréquente, Emad se motive à commencer ce métier et à acheter son permis de taxi en 2002. Les deux immigrants détestent ce métier et ont honte de le faire à cause de sa faible valeur sociale. Les deux le considèrent comme temporaire et souhaitent le quitter dès que possible. Alors que la femme d'Emad lui suggère l'étude de la médecine ou de la médecine dentaire, cet immigrant a peur de la concurrence avec les jeunes Québécois dont la langue maternelle est le français. Également, se basant sur l'expérience du licenciement de certains amis poursuivant leurs études au Canada, il n'a pas confiance aux conditions du marché du travail. Cependant, Emad est fier de travailler chez Atlas en raison de la domination de l'anglais et de la solidarité parmi les travailleurs. Par contre, la seule raison pour Hooman de travailler dans cette société ethnique découle du travail dans un des deux taxis que son frère possède dans cette compagnie de taxis. Il est aussi hésitant à propos de son futur, même après les études de son épouse, considérant plusieurs éléments : l'augmentation de l'âge, la désuétude des études, le démarrage d'une entreprise et l'acquisition de l'expérience. Dans ces deux cas, contrairement à ces deux immigrants, les conjointes sont satisfaites.

Dans ce chapitre, nous avons abordé les similarités et les différences des trajectoires de cinq catégories assez homogènes des immigrants. Au début, la comparaison des exemples de Jamal et de Mohammad représente la catégorie des immigrants qui arrivent comme résidents permanents sans aucun problème pour

travailler ou étudier. Les motifs de départ vont de la jalousie de l'épouse à la pression sociale après la révolution et à la fuite du service militaire obligatoire pendant la guerre. Le fait de faire confiance à un compatriote déjà connu, à cause de l'absence d'une communauté bien installée, aboutit à une perte de temps et de capital durant les premières années après l'arrivée. Par contre, le statut de réfugié de Mohammad, régularisé hors du Canada, est à la base d'un meilleur soutien gouvernemental à son entrée. En recherche d'emploi, alors que les deux confirment l'exigence des employeurs quant à l'expérience canadienne, la valeur du diplôme obtenu en France pour ces groupes est moins problématique que celle obtenue en Iran. De plus, l'exploitation et le peu de gains dans les emplois de cols blancs et cols blues orientent ces immigrants vers le taxi. Ainsi, la tolérance du métier actuel pour Jamal, ayant expérimenté des emplois de haut niveau avant l'immigration, est plus lourde que pour Mohammad.

Javid et Karim sont deux autres immigrants dont nous présentons les trajectoires découlant de leur affiliation dans un réseau politique de gauche en Inde. La longue période de la régularisation de ces demandeurs d'asile ne leur permet pas de poursuivre leurs études. Alors que les liens ethnique et politique (liens forts) de ces immigrants facilitent au début leur intégration dans des petits boulots, la bonne performance et la connexion avec les leaders de la société d'accueil (liens faibles) améliorent leur emploi. Notons ici que ce type de capital social peut même compenser le non-apprentissage du français de Javid. Bien que la nouveauté du réseau affilié n'aide pas cet immigrant dans le partenariat avec ses compatriotes et ses affaires à l'extérieur du Canada, la présence chez Atlas des membres de leur groupe dirige ces deux immigrants vers cette société après les échecs précédents ou la crise du marché du textile. Ayant honte de ce métier, les deux vont l'abandonner. Son deuxième emploi à l'hôpital aide Javid à réaliser ce désir après le paiement de la dette de son permis de taxi, ce qui lui permettra un investissement profitable pour lui dans le futur.

L'étude des parcours de Cyrus et de Barzin, deux frères arrivés comme demandeurs d'asile, révèle que les enfants d'une famille d'entrepreneur ne maîtrisent pas tous les bases nécessaires de l'entrepreneuriat, ni au Canada ni en Iran. Ainsi, l'arrivée récente d'un membre proche de la famille comme un frère, lors de la non-existence d'une communauté, peut ne pas vraiment aider à l'intégration professionnelle d'un immigrant. Même si Barzin ne renonce pas à poursuivre ses études après le long délai de la régularisation de son statut, la compétition des natifs et l'augmentation de l'âge ne permettent pas le nécessaire changement de son champ d'études. Cyrus doit son succès dans les commerces au fort travail, à la réduction des coûts et à l'achat des permis de taxis lorsque le prix n'était pas trop élevé. Pourtant, la perception de Barzin du métier du taxi comme étant temporaire, provenant de valeurs inférieures chez certaines familles iraniennes, le fait hésiter à propos de son état actuel et futur, tandis que la perception de Cyrus de ce métier dès le début comme un bon emploi et ses succès consécutifs lui donnent la confiance en un avenir clair et assuré.

À propos de la trajectoire des immigrants universitaires qui obtiennent un autre diplôme canadien, nous avons étudié les exemples de Mojtaba et d'Ehsan. En raison des limitations « militaires » des études effectuées en Grande-Bretagne, Mojtaba commence ses études canadiennes lors de la récession du début des années 1990 juste après avoir expérimenté certains emplois associés de près à son champ d'études. Par contre, la recherche d'emploi sans succès d'Ehsan, même dans d'autres provinces une décennie plus tard, lui fait comprendre que le problème se trouve dans son diplôme non canadien. La responsabilité d'une vie familiale impose à Ehsan des conditions d'études difficiles. Alors que l'expérience avant les études de Mojtaba l'aide à son engagement dans quelques entreprises après la fin de ses études, l'avènement de la discrimination après le 11 septembre 2001 termine cette période de travail pour lui et ne permet pas à Ehsan de commencer. Désespérés du non-fonctionnement de leur parcours, les deux travaillent comme chauffeurs de taxi. Conscients de toutes les difficultés liées à ce métier, les deux sont satisfaits d'eux-mêmes en raison de certains avantages non-matériels de ce métier lorsque comparés

à des emplois similaires. À ce propos, en essayant de subvenir aux besoins de leur famille, ils souhaitent un meilleur avenir pour leurs enfants.

La dernière comparaison a trait à l'étude de la trajectoire d'Emad et de Hooman qui ont donné la priorité aux études de leur épouse. Malgré la demande d'asile d'Emad, l'obtention de son statut ne prend pas plus d'un an à la fin des années 1990. N'étant pas conscients de la reconnaissance de diplôme de ces immigrants, les membres de leur famille n'avaient pas pu leur transmettre ces informations avant leur départ. Enfin, c'est au Québec que ces deux nouveaux immigrants arrivent en prenant note de l'exigence de recommencer les études à zéro ou à reprendre quelques années d'étude. La nature de la profession d'Emad nécessite d'habiter loin des grandes villes, ce qui est moins intéressant pour la vie familiale. Ainsi, renonçant à la poursuite de leurs études, ces immigrants préfèrent soutenir leur épouse pour que celle-ci puisse s'intégrer dans son champ de spécialité. Travaillant dans le secteur de la santé, les femmes réussissent à poursuivre leur but en obtenant leur propre profession, tandis que les hommes conduisent le taxi. Mécontent de ce métier, Hooman devient agent immobilier en continuant le taxi quelques heures par jour pour avoir un supplément de revenus. Emad veut aussi quitter le taxi, sauf qu'il est hésitant quant à ses chances de concurrencer les jeunes Québécois bien scolarisés sur le marché de l'emploi.

Conclusion

Cette étude tentait de contribuer à la clarification des étapes de l'intégration professionnelle des immigrants iraniens travaillant comme chauffeurs de taxi à Montréal. Effectuée dans le cadre des études sur l'intégration des immigrants en général et en particulier au Canada et au Québec, cette recherche a fait ressortir des résultats plus larges que les expériences de ce groupe après son arrivée dans le pays d'accueil en incluant les attentes et les motifs avant le départ. Ainsi, les lignes de convergence et de divergence avec les résultats de certaines études déjà réalisées dans ce domaine sont relevées. Il est à noter que les résultats de cette étude sont limités aux immigrants iraniens habitant à Montréal et travaillant comme chauffeurs dans la société de taxi Atlas. Ils n'incluent pas les autres chauffeurs de taxi de cette origine travaillant aussi dans cette ville et ailleurs au Québec ou au Canada. De plus, ces résultats ne tentent pas d'expliquer les trajectoires de l'intégration professionnelle des autres groupes d'immigrants iraniens ou non iraniens au Canada. En effet, cette étude se concentre sur un groupe spécifique d'immigrants et par conséquent les résultats sont interprétés dans le cadre de cet échantillon. En outre, les résultats de cette étude reflètent seulement les perceptions des immigrants iraniens. Par exemple, aucune femme de cette origine ne travaillait comme chauffeur de taxi lors du déroulement des entrevues.

Voyons le détail de nos conclusions, selon les thèmes analysés.

Motifs de départ – Nos résultats ont confirmé les éléments suggérés par Widgren et Martin (2002 : 215) à propos des motifs de départ des migrants non économiques. Il s'agit de la fuite de jeunes individus pour échapper au service militaire obligatoire pendant la guerre entre l'Iran et l'Irak, l'oppression politique et sociale contre certains groupes politiques et religieux déclarés illégaux, comme des groupes de gauche et les citoyens bahaïs en Iran, la souffrance économique et psychologique des habitants des villes frontalières lors de la guerre et leur recherche d'un lieu d'asile, les difficultés politiques avec le gouvernement iranien, la contribution des réseaux de contrebande à l'intérieur et à l'extérieur du pays à la sortie illégale des

migrants vers les pays voisins ainsi que leur transfert vers le Canada, et le désir de vivre de nouvelles expériences et l'aventure.

Par ailleurs, notre étude a fait ressortir plusieurs autres motifs : une forte fièvre d'émigration dans plusieurs catégories sociales à cause des éléments comme l'attraction de l'Occident, les angoisses et les pressions sociales et politiques après la révolution, le fort désir chez les jeunes de poursuivre des études après la fermeture des universités et les sélections idéologiques, la suspension de l'envoi d'argent à l'étranger pour les étudiants, la désintégration de la vie familiale, le souhait des parents de sauver leurs enfants des mauvaises fréquentations, des représentations idylliques de la part des membres des familles et des amis, l'identification de l'ouverture sociopolitique du Québec au Canada par les étudiants politiques de gauche et enfin, le rôle des femmes qui est vu indépendamment.

Statut à l'arrivée – Bon nombre de personnes dans le groupe à l'étude sont entrées au Canada comme demandeurs d'asile. Le processus de leur accueil comme réfugié a été souvent long, particulièrement durant les années 1980. En effet, à cette période, ce groupe n'avait pas accès à l'enseignement gratuit de la langue française par le gouvernement ni aux droits de scolarité canadiens. Ces conditions ont mené ce groupe à recourir aux petits boulots, ont favorisé son exploitation par des employeurs et retardé la poursuite des études jusqu'à l'obtention du statut. Cette longue période a contribué à décourager des immigrants de poursuivre leurs études, en raison entre autres de l'augmentation de leur âge, et a rendu la scolarité déjà effectuée en dehors du Canada désuète.

Niveau faible d'apprentissage de la langue officielle – Le modèle présenté par Piché (2004) à propos des facteurs influençant l'intégration des immigrants et les résultats de l'étude empirique de l'ELIC (2003), parmi d'autres, confirment la contribution de l'apprentissage de la langue officielle de la société d'accueil à une meilleure intégration des immigrants.

Notre propre étude a mis en cause tant la qualité des cours de français offerts aux immigrants que celle des enseignants et de leur performance. Cet enseignement ne permet pas d'augmenter les compétences linguistiques de ces immigrants non francophones jusqu'à un niveau qui leur permettrait de travailler dans leur domaine d'expertise, de poursuivre leurs études ou même de mieux communiquer avec les membres de la société d'accueil. En même temps, les employeurs conditionnent l'engagement dans les emplois qualifiés à des compétences assez élevées en français. Et ce niveau de connaissance ne peut même pas convaincre les organisations publiques comme la Ville de Montréal d'embaucher ces immigrants dans des emplois syndiqués, comme chauffeur d'autobus par exemple. Ainsi, étant donné l'intérêt de base de ces immigrants pour l'anglais, non seulement ce processus rend ce groupe plus pessimiste quant à l'amélioration du français, l'accent québécois et le comportement des Québécois, mais également il diminue leur espoir de trouver un emploi qualifié correspondant à leurs qualifications et à leurs ambitions dans cette société.

Éléments contraignant la poursuite des études – Les résultats des études de Hum et Simpson (2003) et de l'ELIC (2003) attribuent les difficultés des immigrants à la poursuite des études au Canada en partie à leurs difficultés financières. En confirmant ces résultats, tel que nous venons de le remarquer, notre étude a trouvé la raison de ces dernières dans la longue période de l'obtention du statut de résident permanent par les demandeurs d'asile. Malgré le grand désir de ce groupe d'immigrants de poursuivre leurs études au Canada, bon nombre d'entre eux sont incapables de payer les droits de scolarités réclamés aux étrangers pendant cette période. Parmi eux, même ceux qui commencent leurs études pendant cette période en finançant les frais par un travail à temps partiel, ne peuvent pas les terminer à cause du fardeau financier. Par contre, pour ceux qui commencent après avoir obtenu leur statut, les éléments comme l'obsolescence de la scolarité, l'âge, la différence du système éducatif et les responsabilités familiales arrêtent leur parcours éducatif.

Cependant, contrairement à la recherche de Hum et Simpson (2003), les résultats de notre étude ont démontré que le seul facteur du départ des immigrants à la période de l'enfance ne garantit pas leur succès scolaire. À ce propos, le rôle de certains autres facteurs est significatif : le manque d'intérêt, l'absence des parents et un mariage précoce. Également, des problèmes familiaux après l'arrivée comme les séparations ou divorces et la garde des enfants ont des impacts négatifs sur les initiatives éducatives des immigrants. D'ailleurs, notre étude a révélé l'existence de facteurs comme subvenir aux besoins de la famille résidant toujours dans le pays d'origine et le parrainage des parents. À propos de ce dernier, nos résultats ont aussi montré l'impact de politiques contradictoires des autorités canadiennes. Alors qu'elles acceptent quelqu'un comme résident permanent, elles ne donnent pas le visa de visiteur à sa mère ou son père. Cette situation contribue à empêcher l'immigrant de poursuivre son programme éducatif pour plutôt travailler et parrainer ses parents.

Le chômage et le Québec favorisent la poursuite des études – D'après les résultats de notre étude, la conjoncture économique difficile et le chômage ont contribué à encourager des immigrants à poursuivre leurs études. À ce propos, Québec et Montréal sont des villes attrayantes pour les immigrants. Toutefois, nos résultats ont confirmé ceux de Gilmore et Le petit (2008) à propos de la poursuite d'études additionnelles en raison de l'exclusion de la participation au marché du travail des immigrants très récents du Québec malgré l'obtention d'un diplôme canadien. Enfin, notre étude a souligné que le parcours scolaire des immigrants se termine en réalité après leur mariage et le début d'une vie familiale avec des enfants.

Comment agir contre les contraintes éducatives – Similairement à plusieurs études effectuées au Canada et au Québec comme celles de Reitz (2003), les rapports de Waterhouse (1993a, 1993 b), de Legault (février 2005) et de Bazergui (novembre 2005), notre étude a confirmé la non-reconnaissance ou la sous-reconnaissance des diplômes obtenus dans certains pays comme l'Iran, l'Inde, et les Philippines, ce dont ce groupe d'immigrant n'a pas été informé avant son arrivée. Ainsi, la reconnaissance des diplômes exige environ deux ans d'études

supplémentaires ou même de recommencer à zéro pour les immigrants ayant déjà au moins un baccalauréat. Face à cette situation, ils réagissent différemment : inscription à quelques cours universitaires ou collégiaux, obtention d'un certificat professionnel, travail comme de chauffeur de taxi. Pourtant, le découragement dans ce métier mène certains à chercher encore d'autres certificats professionnels pour changer d'emploi. Notre étude a montré également que la réussite des immigrants dans les domaines artistiques n'est pas aussi facile que dans d'autres domaines dans lesquels leur famille leur apporte un soutien économique et culturel.

Situation des femmes – Les femmes sont considérées comme mères ou épouses. Comme mères, inquiètes de l'impact négatif de la situation sociale en Iran après la révolution et pendant la guerre sur leurs enfants, elles les encouragent à partir au Canada pour accéder à une meilleure vie. Comme épouses, en raison d'un sentiment de jalousie, de compétition ou de l'existence d'un membre proche de la famille au Canada, elles poussent leur époux à émigrer. Après l'entrée au Canada, notre étude a confirmé le résultat de la recherche exhaustive de Lewin (2001) sur la société immigrante iranienne en Suède quant à une meilleure intégration et image de soi des femmes par rapport aux hommes. Cependant, elle n'a pas confirmé la thèse de cette chercheuse qui attribue la pire intégration des hommes au rejet d'emplois moins qualifiés que ceux qu'ils avaient avant leur départ. En effet, non seulement les hommes acceptent-ils plusieurs boulots non qualifiés exigeant beaucoup de temps et d'énergie, mais aussi, en abandonnant leurs études, ils concèdent à leur épouse la chance de poursuivre leur carrière. Par exemple, si pour l'homme compléter des études lui permettrait de trouver un emploi seulement dans une région lointaine et que les études de sa femme sont dans le secteur de la santé, tenant compte du niveau de vie et des emplois qualifiés dans le pays d'origine, cet immigrant peut prendre la décision de travailler et de financer les études de son épouse.

Aide des agents d'emploi – D'après notre étude, bon nombre de ce groupe d'immigrants n'a pas utilisé l'aide des agents du gouvernement dans sa recherche d'emploi. Il s'agit d'une offre d'emplois peu prestigieux, durs et à bas salaire, pour

lesquels il n'est pas nécessaire de recourir à un agent. Ainsi, les agents n'étaient pas efficaces et leur rapport avec des clients était plutôt personnel qu'organisationnel. Cependant, à l'inverse des immigrants qualifiés arrivant durant la dernière décennie, la faible maîtrise de la langue des demandeurs d'asile a fait qu'ils n'ont pas toujours bien compris les instructions de ces agents. S'appuyant sur ces résultats, notre étude a mis en cause l'efficacité de ces agents en questionnant leur raison d'être. S'ils veulent offrir essentiellement des emplois à bas niveaux auxquels ont accès de toute façon les nouveaux arrivants, comment ces agents pourraient-ils être efficaces en tenant compte de la diversité des catégories professionnelles de leurs clients?

Discrimination confirmée – Plusieurs résultats de notre étude ont confirmé ceux des études précédentes sur la discrimination au Canada en matière d'embauche dans les emplois de niveaux inférieurs de la hiérarchie occupationnelle (Germain, 1997), de même que des éléments contribuant à la formation d'un étiquetage ethnique, par exemple l'origine, la religion et la langue (Sadiq, 2005). Cependant, au contraire de l'analyse quantitative de Renaud et Goldmann (2005) basée sur l'accès au premier emploi des immigrants après les événements de septembre 2001 à New York, notre étude a souligné la détérioration de l'accès aux emplois assez qualifiés pour le groupe étudié après cette période. Ainsi, alors que la sous-reconnaissance des diplômes obtenus de certains pays est interprétée comme la confirmation de la supériorité des natifs, la non-embauche des immigrants même après l'obtention d'un diplôme canadien est considérée comme la discrimination contre ces groupes. Également, malgré l'examen de Tubergen et coll. (2004) qui en discutant des acteurs producteurs de la discrimination proposent que la participation des parties de gauche au gouvernement entraîne généralement des avantages pour des immigrants, notre étude a démontré que ce sont toujours les comportements discriminatoires de certaines organisations publiques qui provoquent des préjudices chez ces groupes. De plus, l'insistance de certains employeurs dans les secteurs privés et publics quant à l'importance d'une maîtrise parfaite de la langue française pour embaucher des immigrants neutralise les politiques et les dépenses du Québec pour attirer et accueillir ces groupes au Canada.

Regarder la discrimination différemment – Certains immigrants dans notre étude, en minimisant la discrimination au Québec, la perçoivent sous un autre angle. Celle-ci n'a plus trait aux souffrances personnelles, mais implique plutôt des éléments globaux et comparatifs : la discrimination comme une accusation politique non fondée véhiculée par les anglophones, la discrimination entre les groupes à l'intérieur de leur propre communauté, l'absence de discrimination lorsqu'il s'agit de travaux inférieurs souvent effectués par les immigrants, la nécessité d'avoir des spécialités très pointues pour obtenir des emplois prestigieux, et enfin la contribution des comportements des immigrants, eux-mêmes, dans la diminution de la discrimination.

Communauté ethnique inutile – La présence peu nombreuse de certaines catégories d'Iraniens au Canada avant la révolution de 1979 et la guerre entre l'Iran et l'Irak n'avait pas entraîné la formation d'une communauté. Désormais, les grosses vagues d'émigration de ce groupe vers le Canada créent graduellement les bases d'une communauté iranienne à partir de la deuxième moitié des années 1990. Cependant, alors que les études sur cette question (Light et coll., 1993, entre autres) mettent l'accent sur l'importance des services offerts aux membres par des réseaux de migration, notre étude a souligné les impacts négatifs d'une communauté dispersée et non structurée, y compris l'influence négative des amis et de la famille sur les nouveaux immigrants. N'ayant pas une bonne connaissance de la société d'accueil parce qu'elle est arrivée récemment, cette communauté a contribué pendant cette période à décourager l'apprentissage du français ainsi qu'à l'exploitation et à l'orientation vers les emplois non qualifiés. En effet, les actions d'opportunistes contre leurs compatriotes arrivés dans un contexte d'inexistence d'une communauté pour surveiller les comportements des Iraniens dans la société d'accueil, la faible connaissance de ces immigrants des caractéristiques du marché du travail et la prévalence de la méfiance et de la suspicion parmi plusieurs dans ce groupe, ont fait en sorte que la communauté n'a pas favorisé l'intégration professionnelle de ses membres.

Utilité de cette communauté ethnique – En ce qui a trait à la contribution des liens faibles et forts dans l'intégration professionnelle des immigrants, en démontrant l'importance des liens faibles, nos résultats ont confirmé ceux de Granovetter (1995) à propos de l'amélioration des chances d'obtenir de meilleurs emplois grâce aux contacts issus des milieux de travail, ainsi que les conclusions de Lin et Dumin (1986) quant à l'impact de ces liens sur le soutien à l'accès aux emplois de cols blancs ou plus prestigieux. Cependant, notre étude a souligné que la qualité du lien fort est aussi importante, comme les compétences, l'expérience et les réseaux établis par des amis et la famille proche de l'industrie vers laquelle ils dirigent le nouvel immigrant.

D'ailleurs, les études effectuées sur les immigrants iraniens aux États-Unis par Bozorgmehr, Sabagh et Der-Martirosian (1993), Light, Sabagh, Bozorgmehr et Der-Martirosian (1993), Bozorgmehr (1992) et Der-Martirosian (2008) soulignent la formation des réseaux iraniens à l'intérieur de leurs propres sous-groupes. Ces résultats convergent avec notre étude dans le sens de la généralisation de la solidarité entre les membres des groupes politiques de gauche. Rappelons que le niveau de cette assistance était limité considérant l'arrivée récente de ce groupe comme d'autres membres de cette communauté au Canada. Par contre, nos résultats ont bien montré que l'affiliation au sous-groupe religieux bahaïsme n'est pas à elle seule suffisante pour bénéficier des avantages du réseau. En effet, sous le prétexte de ne pas être un croyant pratiquant dans le vrai sens du terme, l'immigrant bahaï ne peut mobiliser ce capital social tel que défini par Bourdieu (1986). Précisons ici que l'analyse de la forme d'assistance professionnelle à l'intérieur de ces types de sous-groupes exigerait une recherche spécifique.

Expérience d'emplois – Tel que nous l'avons vu, la longue attente avant la régularisation du statut d'un bon nombre des immigrants les a empêchés de poursuivre leurs études. En outre, les réponses négatives des employeurs en insistant sur des facteurs comme le manque d'expérience canadienne, ainsi que les besoins matériels de ces immigrants, les ont poussés vers des travaux généraux qui souvent n'exigeaient pas une compétence particulière. Le but d'atteindre une stabilité

d'emploi ainsi que l'insatisfaction de ce que ces immigrants faisaient ont mené plusieurs dans ce groupe à vivre dans un état d'aller-retour parmi quelques métiers pendant les premières années de leur arrivée. Il va de soi que les employeurs ont aussi profité de cette occasion pour exploiter ces nouveaux arrivants sans assumer aucune responsabilité envers eux. Nos résultats ont fait ressortir le statut peu protégé des ouvriers de ces secteurs malgré la présence d'un bon nombre de ces immigrants quand les propriétaires veulent les congédier. L'approche économique à propos de la comparaison entre l'utilité attendue du travail autonome et du travail salarié (Farlie et Meyer, 1993) ne s'applique pas à la vie professionnelle de ce groupe.

Recours à certains boulots à cause des besoins financiers et de la température –

Souvent bénéficiaires d'aide sociale, plusieurs ont travaillé comme livreur et cuisinier dans le secteur de la restauration ou comme laveur de voitures dans des garages. D'une part, notre étude a montré l'impact de la mauvaise situation financière à l'arrivée des demandeurs d'asile et de la température froide à leur domicile en hiver sur la préférence de trouver un emploi dans la restauration : par exemple pour travailler près du four comme cuisinier. D'autre part, ces immigrants souffraient de la fatigue et de la maladie, conséquences de longues heures et d'un milieu dur de travail, par exemple laver des voitures, à long terme. Également, notre étude a souligné la possibilité de tirer un bon revenu dans un métier comme le lavage des voitures des clients ayant stationné leur voiture, malgré la perception négative de ces derniers aux yeux de la société. Ainsi, l'idéologie politique socialiste partagée par certains dans ce groupe, se référant au conflit entre la classe ouvrière et capitaliste, les a encouragés à dévaloriser la qualité de leur travail. Cette situation n'a pas duré longtemps et, en acceptant les conditions de la société d'accueil, plus tard, plusieurs parmi eux sont aussi devenus des entrepreneurs.

Motifs de l'ouverture d'une entreprise et son financement – En ce qui concerne les motifs du démarrage d'une entreprise par des immigrants, Waldinger (1986) donne la priorité plutôt au statut de résident permanent que temporaire. Par contre, notre étude a présenté l'exemple d'un requérant d'asile assez favorisé dont le recours

à l'entrepreneuriat s'est fait dans le but d'accélérer le traitement de sa demande. En effet, l'élément du statut à l'entrée des immigrants n'est pas à lui seul déterminant pour inciter ces groupes à démarrer une entreprise dans cette industrie ou dans le secteur des services, mais c'est leur capital à l'arrivée qui joue un rôle important. À ce propos, nous avons confirmé l'hypothèse de Light et Rosenstein (1995) reliée à la contribution à la fois des désavantages des immigrants sur le marché du travail et de leurs ressources comme le capital financier et les compétences professionnelles dans l'entrepreneuriat dans ce groupe. Cependant, à propos de la préparation de ces ressources, y compris les facteurs matériels et culturels, nos résultats ont fait ressortir certains faits.

Premièrement, tel que nous venons de le remarquer, un fort réseau ethnique pourrait faciliter la satisfaction des besoins matériels. Cependant, faute de l'existence d'une communauté iranienne bien établie à cette époque, ce groupe a manqué autant des aides économiques du réseau de cette communauté que de la transmission des facteurs culturels comme les valeurs, les connaissances et les compétences reliées à l'emploi. Deuxièmement, tenant compte de la jeunesse de la majorité de ces immigrants et du paiement des coûts de leur départ pour le Canada, nous avons constaté que le capital principal de ces entreprises pouvait provenir des épargnes issues tant des petits boulots effectués après l'arrivée dans les travaux souterrains et les secteurs moins payants que des grandes économies que ces personnes célibataires réalisaient en partageant leur logement ou en consommant moins.

Troisièmement, l'insuffisance de capitaux pour ouvrir des entreprises comme des restaurants ou des bars de grande taille et la peur des risques probables de telles initiatives ont poussé certains à conclure un partenariat avec des compatriotes qu'ils venaient tout juste de rencontrer et qui souvent ne possédaient pas de compétences liées à ce domaine d'affaires. Donc, les éléments comme la faible connaissance des partenaires, les compétences insuffisantes dans ce domaine chez les deux partenaires et la négligence des exigences commerciales de réussite d'un restaurant ont débouché parfois jusqu'à la perte du capital des nouveaux immigrants, et récupérer

ce capital n'est certes pas simple. Ainsi, alors que le fonctionnement de telles entreprises sans partenaires a été très exigeant, l'ouverture d'entreprises de petite taille par les immigrants avait une probabilité plus grande de survie. Sans oublier que les critères de réussite exigent de tenir compte tant des concurrents bien établis offrant des services similaires que des nouveaux arrivants, de la localisation de l'entreprise, des besoins des clients, etc.

Difficultés des fabricants lors des fluctuations économiques – Avant d'analyser les résultats de notre étude, nous devons rappeler la surreprésentation pendant longtemps des immigrants dans les professions de la fabrication sur le marché du travail canadien. Alors que la proportion des immigrants dans le secteur manufacturier a été plus grande que celle des non-immigrants durant les années 1980, d'après le recensement de 2001, un immigrant sur quatre travaillait dans le secteur manufacturier au Québec. Pourtant, notre étude a souligné l'impact réel des conjonctures économiques sur la vie des immigrants travaillant dans ce secteur. D'une part, alors que l'obtention d'un statut stable et d'un capital à l'arrivée durant la période de la reprise ont contribué à l'intégration d'un ingénieur expérimenté par le démarrage et le développement de ses propres entreprises, la récession du début des années 1990 a entraîné la perte d'une grosse partie de son capital. Lors de conditions difficiles, ces petites entreprises récentes de fabrication avaient besoin de soutien et de protection contre des pertes probables, soit par une communauté forte soit par l'existence d'organismes créés à cet effet. Cependant, d'une part, la communauté était largement inexistante et, d'autre part, les organismes spécialisés, bien qu'ils aient pu exister, étaient inconnus de ces immigrants. En effet, ce groupe manquait à la fois d'un système de transmission d'informations concernant les affaires et une organisation de soutien économique des nouvelles entreprises pendant les récessions.

Impact négatif du déclin de l'industrie de la couture sur les immigrants – En ce qui concerne la fabrication des produits du textile, l'étude de Badets et McLaughlin (1989) montre la forte concentration des immigrants : ceux-ci formaient près de

50 % des travailleurs de cette industrie au Canada pendant les années 1980. Alors que l'étude mentionnée souligne le revenu moyen moins élevé des travailleurs du textile que celui des autres sous-groupes de la fabrication, notre étude a révélé des revenus assez impressionnants des travailleurs dans cette industrie à cette époque. La forte localisation de travailleurs dans cette industrie autour de la rue Chabanel à Montréal contribuait en effet à l'intégration professionnelle des immigrants. À ce propos, à l'instar de l'étude de Der-Martirozian (2008) sur les immigrants iraniens habitant en Californie et tenant compte de la primauté des liens faibles par rapport aux liens forts pour l'accès aux emplois qualifiés, notre étude a confirmé la contribution du lien fort dans l'intégration de ce groupe dans les emplois de ce secteur et de secteurs similaires et connexes. Cependant, la connaissance de l'industrie et l'expérience dans le métier de représentant étaient nécessaires à la réussite des nouveaux immigrants. Également, les travailleurs de cette industrie, universitaires et non universitaires, étaient relativement satisfaits de leur emploi au moins quand ils comparaient avec leur travail actuel dans le taxi. Toutefois, à partir de la deuxième moitié des années 1990, les changements survenus dans l'économie mondiale touchant l'importation des vêtements fabriqués dans des pays où la main-d'œuvre était bon marché ont réduit l'attractivité de ce secteur sur le plan de l'insertion d'un grand nombre des immigrants.

Difficultés des immigrants pour importer certains produits de leur pays d'origine – Compte tenu de la contribution de l'Iran comme producteur et exportateur majeur de pistaches dans le monde, l'intérêt des immigrants iraniens pour l'importation de ce produit, parmi d'autres, est reconnu. Cependant, l'appartenance au pays d'origine de cette production ne garantit pas la réussite sur ce marché. Il faut tenir compte des éléments comme l'embargo des produits iraniens, les restrictions de l'Union européenne à propos de l'aflatoxine et l'entrée des concurrents natifs et non natifs sur le marché. Cette étude démontre que l'accroissement continu des immigrants des pays non traditionnels de l'immigration au Canada a contribué à resserrer la concurrence dans ce marché en poussant

plusieurs groupes vers de tels commerces, ce qui se fait au détriment des immigrants des pays traditionnels producteurs de ces biens.

Indifférence des immigrants pour quitter les emplois dans le secteur secondaire – Le groupe bien scolarisé des immigrants n’a pas toléré longtemps des comportements inacceptables des propriétaires des entreprises. En effet, d’après la ségrégation des marchés, tel que nous l’avons expliqué à la section du cadre conceptuel, les boulots dans le marché secondaire n’offrent pas des avantages particuliers qui inciteraient ces immigrants à tolérer n’importe quelles conditions de travail. C’est pourquoi, en comparant les bénéfices provenant de ce métier et de ceux similaires, ils le quittaient.

Comportements déviants dans les clubs et les bars – Certains individus démontrant de bonnes dispositions pour le sport et s’étant déjà entraînés ont eu recours aux emplois dans des bars et des clubs. Dans la présente étude, suivant leurs témoignages, nous avons discuté de l’existence plus fréquente de dangers dans ces milieux en raison de la présence de certains gangs de rue, de drogue et d’activités illégales. Ainsi, tenant compte des limites des normes culturelles liées à la vente de l’alcool, de drogue et du jeu à l’intérieur du pays d’origine de ces immigrants après la révolution islamique de 1979 et de leur faible connaissance de ces milieux, nous avons vu qu’ils ont un risque plus élevé d’être attirés par ces activités illégales que les natifs. Également, dans ce milieu propice, ils peuvent apprendre différents types de crimes. Pourtant, l’entrée dans de tels secteurs où le rôle de tels gangs ou de la mafia est bien implanté, le soutien d’un des individus bien installés dans ce milieu est essentiel à la réussite des immigrants. Il s’agit du renforcement des liens faibles avec les natifs bien enracinés dans le pays d’accueil, ce qui n’est pas facile pour plusieurs dans ce groupe. Enfin, cette trajectoire nous a conduit à critiquer les politiques d’insertion professionnelle des immigrants qui laissent ces groupes s’intégrer dans de tels milieux en raison de l’obligation de subvenir aux besoins familiaux ou de la tentation de gagner rapidement. En fait, l’exploitation optimale du potentiel de ces immigrants iraniens pourrait leur procurer au moins les moyens d’un

entraînement sportif pour que l'on n'entende pas parler, à l'occasion, de l'assassinat de ces derniers à la suite de transactions de drogue.

Importance de l'embauche des immigrants même dans des postes inférieurs à leur spécialité – Nous avons constaté que les immigrants qualifiés avaient besoin de connexions même pour accéder à un emploi inférieur à leurs qualifications. Cependant, compte tenu de promotions accélérées, nous avons démontré à quel point cette embauche pourrait bénéficier à la fois à l'immigrant et à l'entreprise canadienne. D'une part, le doute de l'employeur quant à la valeur du diplôme obtenu dans certains pays serait dissipé. D'autre part, en obtenant de l'expérience de travail dans leur nouvelle société, les immigrants, eux-mêmes, pourraient reconnaître autant leurs faiblesses que leurs forces. S'ils ont des faiblesses, cela peut pousser ces personnes à compléter leurs compétences dans les centres de formation spécialisés. À ce propos, nous pourrions suggérer la contribution des subventions salariales du gouvernement aux employeurs même avant que les immigrants aient obtenu le permis d'exercer délivré par l'un des ordres professionnels québécois. Cependant le niveau du poste offert ne devrait pas être très inférieur aux qualifications déjà obtenues de l'immigrant.

Démarches pour améliorer l'estime de soi

A : Organisation de concerts iraniens – Parmi les emplois occupés par ces immigrants, les résultats de notre étude ont montré la place particulière de l'organisation de concerts iraniens dans l'intégration professionnelle d'un des immigrants. Ce contexte représente les motifs de l'enthousiasme et de l'accueil de plusieurs des immigrants iraniens pour leur musique populaire et ses interprètes. Ce contexte s'enracine dans l'ordre de l'ayatollah Khomeiny concernant l'arrêt de la musique dans les médias après la victoire de la révolution de 1979. Étant compatible avec instructions de la majorité des autorités chiites, cet ordre s'est pourtant limité plus tard à la musique vulgaire¹¹⁸. Cependant, accusés d'être associés à l'ex-régime

¹¹⁸ Cette musique est nommée *mobtazel* dans la littérature des médias iraniens.

royal dans la corruption, la majorité des chanteurs ou chanteuses populaires ont été empêchés de chanter, de sorte que plusieurs ont opté pour l'exil dans les pays européens et les États-Unis essentiellement. En même temps, la jeunesse de la population iranienne et son goût pour une musique différente de celle offerte officiellement dans le pays, dont la diffusion est défendue dans les médias, ainsi que pour la danse, les attire vers ce type de musique.

Notre étude a montré qu'un immigrant iranien a été à la fois désespéré de ne pas accéder aux emplois qualifiés auxquels il rêvait avant son départ et déçu et humilié de son travail actuel, comme chauffeur de taxi. Il a tenté de construire une estime de soi par le recours à ce travail pour se créer une réputation et de la considération autant parmi sa communauté que la société d'accueil. Tenant compte de l'importance que les Iraniens accordent à l'opinion d'autrui sur eux-mêmes, basée sur le proverbe persan *soorat-é-khod raa baa silie sorkh negaah daachtan*¹¹⁹, nous avons analysé à quel point l'acquisition d'une perception positive de la part de la communauté ethnique immédiate a été importante chez ces immigrants. Ceux-ci désiraient transmettre le message aux membres de leur société d'accueil que leur métier actuel ne doit pas être le critère utilisé pour juger les immigrants.

Ainsi, alors que cette activité ethnique exigeait l'attention aux expériences de compatriotes ayant déjà organisé de tels concerts, certains éléments les en ont empêchés : une attitude ambivalente parfois assez exagérée chez bon nombre des Iraniens, la communauté en voie de formation, la non-solidarité parmi ses membres et la suspicion de jalousie de la part des concurrents. Ajoutons que les changements sociopolitiques pendant et après la révolution ont exacerbé les divisions au sein du peuple et ainsi les suspicions des uns contre les autres. Enfin, bien qu'en raison de l'insatisfaction des éléments mentionnés, le recours à cette organisation n'ait pas été avantageux pour l'immigrant iranien, ce dernier a quand même refait sa réputation auprès de sa communauté et de sa société d'accueil.

¹¹⁹ C'est-à-dire sauver les apparences.

B : Devenir agent immobilier – Notre étude a montré qu'un groupe d'immigrants s'est tourné vers cette profession. Considérant l'importance accordée à l'opinion d'autrui et comparé avec les métiers du niveau inférieur dans la société comme cuisinier, laveur de vaisselle, livreur de pizza, celui d'agent immobilier sans doute offre une meilleure image en termes de propreté et de perception d'autrui. Cependant, malgré cette apparence tentante et la possibilité d'un bénéfice impressionnant en fonction du montant de vente de la propriété, ce métier est sujet à plusieurs risques économiques et politiques : les impacts de la conjoncture économique, des changements des taux d'intérêt et l'accroissement de demandeurs de tels types de boulot en période de chômage élevé.

Dans ce métier il y a des coûts fixes, y compris le membership pour s'affilier à une société d'agents immobiliers afin de profiter de son nom et de ses services, la publicité, les assurances, etc. Surtout, c'est souvent assez long avant qu'un agent réussisse à se monter une clientèle en se faisant connaître dans un ou plusieurs quartiers. À ce propos, les éléments comme le nom, tel que nous l'avons déjà expliqué à la section sur la discrimination, et la compétence en langues jouent des rôles majeurs. Cette dernière est aussi importante tenant compte de l'intérêt moindre des immigrants iraniens pour le français que l'anglais. La considération de ces éléments, parmi d'autres, exige d'avoir un capital initial ou un revenu complémentaire pour le paiement des différents coûts. Ainsi, les immigrants sans autre source de revenus ont été obligés de délaisser ce métier tandis que ceux travaillant comme chauffeur taxi à temps partiel ou propriétaires de quelques taxis étaient capables de survivre dans cette profession.

C : Partir du Québec et y revenir par la suite – Les résultats de notre étude ont par ailleurs démontré que des immigrants partent à la recherche d'un meilleur emploi dans trois destinations : les autres provinces canadiennes, un autre pays ou leur pays d'origine. Avant leur départ, tous nos exemples avaient de l'expérience comme chauffeur de taxi. Des éléments comme la fatigue causée par ce métier, l'angoisse découlant de l'inadéquation de ce dernier avec leur désir avant le départ

ainsi que la trahison du partenaire lors de l'ouverture d'un commerce (bar et billard) à Montréal ont abouti à la recherche d'un meilleur boulot. Un individu déménagé à Toronto après son mariage en 2003 a admis un motif différent : se distancer des amis de la période de son célibat à Montréal afin de renforcer les bases de sa nouvelle vie familiale. Un autre immigrant iranien, inquiet de ne pas avoir réussi à trouver un emploi même après avoir obtenu un diplôme universitaire canadien, a décidé de reprendre sa fierté face à lui-même et à sa famille en retournant dans son pays natal et en se présentant lui-même comme un investisseur.

L'insatisfaction chez certains immigrants de leur nouveau départ professionnel a abouti à leur retour à Montréal après des pertes de temps et de capital. En fait, ceux-ci n'avaient pas fait une évaluation réaliste des caractéristiques professionnelles de leur ville de destination. Par exemple, en ce qui concerne le déménagement dans des villes canadiennes, le seul élément du choix du départ d'un des interviewés vers Vancouver était basé sur les beaux paysages. Une visite d'une semaine à Calgary a amené un autre immigrant à vendre son taxi et à déménager dans cette ville. Certains éléments l'attiraient : les rues propres, le monolinguisme, la présence des cliniques dans chaque quartier et leur ouverture même les fins de semaine, le prix moins cher de l'essence et les meilleures conditions de vie des Iraniens occupant des emplois plus prestigieux. Toutefois, à son arrivée, il a remarqué le coût de la vie généralement plus cher qu'à Montréal, dont les frais de garderie et les loyers des appartements et des magasins.

Cette absence d'analyse des coûts et des avantages a aussi causé des problèmes à un immigrant qui a ouvert un bar au Mexique. Malgré sa spécialisation en économie, il n'avait pas considéré la possibilité des variations du taux de change. Notre analyse a attribué cette faute à la désuétude de ses compétences puisqu'il n'a pas pratiqué dans sa spécialité. Cela signifie la perte de capitaux humains arrivés gratuitement au pays. D'ailleurs, la non-connaissance de la destination de départ s'applique aussi au pays de naissance de ces immigrants. Il va de soi qu'entre-temps les jeunes immigrants iraniens sans expérience des affaires ne connaissaient pas les règlements

et le milieu socioéconomique de l'Iran ni les variations des situations sociopolitiques.

Notre étude a entre autres souligné l'impact de la famille sur les décisions professionnelles des immigrants. Tant le choix du lieu de vie dans la société d'accueil que celui des affaires des immigrants dépendent des préférences de l'ensemble des membres de la famille. Tenant compte de l'importance de la famille chez ces groupes, les éléments comme les divertissements pour la famille dans une ville ou les progrès des enfants ont contribué à cette orientation.

Le travail de chauffeur de taxi

Soutien des compatriotes pour démarrer – Malgré la critique de bon nombre de ce groupe d'immigrants au sujet de la contribution presque neutre ou parfois négative de leurs compatriotes dans les emplois occupés et l'étude de Bozorgmehr (2000) à propos de l'expérience des Iraniens aux États-Unis, presque tous nos interviewés ont attribué leur travail, au moins dans le taxi, à l'aide directe ou indirecte de leurs compatriotes, membres ou non de leur famille. Dans le but d'attirer leurs compatriotes, certains chauffeurs avaient même exagéré le revenu provenant de ce métier. Pour faciliter leur entrée dans cette industrie, les immigrants distribuaient parfois les questions d'examen du taxi aux nouveaux candidats de la même origine qu'eux.

A : Recherche de collègues pour justifier le métier – Dans l'analyse de ce solide encouragement de la part de leur communauté pour entreprendre le métier de chauffeur de taxi, nous avons évoqué que plusieurs difficultés d'accès au marché du travail de ce groupe pouvaient contribuer à la consolidation de leurs liens : la récession, la conjoncture économique, l'expérience canadienne, la non-reconnaissance de diplômes, le statut de sans emploi de l'épouse, la solitude, la responsabilité de la famille, l'absence d'une véritable communauté et la non-solidarité parmi ses membres. Également, compte tenu de la présence antérieure de

certains groupes ethniques dans ce métier, ce groupe tentait d'y renforcer la présence de sa communauté. Tenant compte de la limite du nombre de permis de taxi émis à Montréal, la présence plus nombreuse des membres d'une communauté n'est pas susceptible de faire diminuer le revenu des autres. De plus, la valeur sociale de ce métier aux yeux de cette population est si faible qu'elle a cherché de plus en plus de camarades afin de pouvoir mieux justifier qu'elle y travaille. Ainsi, l'arrivée dans le taxi d'un bon nombre de ces individus peut réduire la honte ressentie face à leur famille et leur communauté.

B : Condamnation à travailler comme chauffeur de taxi – Un de nos interviewés, un sportif, a été condamné par la justice à travailler comme chauffeur de taxi. Nous avons expliqué que les gens ayant commis un acte criminel sont supposés être condamnés à un travail dur dans un endroit difficile, mais que l'inclusion du métier de chauffeur de taxi comme un exil des prisonniers condamnés non seulement détériore davantage les caractéristiques de cette industrie, mais aussi stigmatise les personnes qui y travaillent. Ce jugement aurait pu obliger cet immigrant à passer cette période dans un milieu sportif, contribuant totalement à changer son avenir professionnel, tandis que la familiarisation de cet immigrant avec le taxi l'a amené à s'intégrer dans ce métier.

Avantages

En comparaison aux emplois déjà occupés souvent sous l'autorité d'un superviseur ou d'un patron, nos résultats ont montré l'avantage du taxi en termes d'autonomie relative du métier de chauffeur. Tout en travaillant, ces individus rêvaient d'un emploi plus stable où ils n'auraient plus le stress d'être mis à la porte suivant l'humeur du patron ou du propriétaire. Plutôt qu'un travail dans des milieux fermés, ils ont préféré voir les gens en mouvement, tenir une conversation amicale avec eux, connaître les différentes catégories de la société et les aider, en gardant leur pleine autonomie. Certains éléments, comme la tendresse, l'amitié et la sincérité de clients et les discussions sans peur de se faire mettre à la porte, atténuent les problèmes

associés à cette occupation. Les échanges dans le taxi sont susceptibles d'augmenter la connaissance de la société et les capacités de ces chauffeurs. Ainsi, il est probable que ces relations puissent jouer un rôle de capital social, contribuant à une meilleure intégration professionnelle de ces immigrants.

Désavantages

A : Longs horaires du taxi – En ce qui a trait au revenu plus élevé de ce métier par rapport aux emplois similaires, nous avons constaté que la raison est attribuable à la possibilité de travailler des horaires plus longs. À ce propos, en divisant les travailleurs du taxi à Montréal en cinq catégories, après avoir examiné les horaires de travail possibles, nous avons retracé ceux favorisant des horaires très longs dans les deux groupes propriétaires de taxi et de locataires uniques¹²⁰. Pour devenir propriétaire, la signature d'une hypothèque pour l'achat d'un permis de taxi obligera l'individu à rembourser hebdomadairement une dette dont le volume des paiements est parfois près de celui de la location d'un taxi. Évidemment, les conditions de travail de ce propriétaire sont différentes de celles d'un détenteur de plusieurs permis de taxi dont les dettes sont déjà remboursées. Dans le cas des chauffeurs de taxi non-propriétaires travaillant dans un poste du travail, malgré l'obligation du paiement d'une location, les horaires de travail sont limités à 12 heures par jour ou par soir. Toutefois, les propriétaires ou non-propriétaires du taxi travaillent au moins 20, 32 ou 44 heures de plus que la norme du travail du Québec.

B : Impact des longs horaires sur les relations parentales – Nous avons vu que la nature actuelle de ce métier exige que les travailleurs, soit propriétaires soit non-propriétaires, même en comparant avec les autres employés, consacrent des horaires assez longs à leur travail. Pourtant, l'accroissement des revenus dépend de facteurs comme la conjoncture économique, la possibilité de déterminer son horaire en choisissant les meilleurs jours ou soirs de la semaine, le quartier de travail, le niveau

¹²⁰ L'expression de location *single* dans cette industrie signifie la location du taxi 24 heures plutôt qu'une période de 12 heures par jour ou soir.

de popularité de la société de taxi, être membre d'une société de taxi, le climat et les mauvaises rues de Montréal, les réparations de la voiture, etc. En outre, si les chauffeurs veulent prendre du temps pour s'occuper de leur famille, cela se traduit par la diminution du revenu. Cet élément est important tenant compte des relations chaleureuses à l'intérieur de l'unité familiale iranienne ainsi que de l'attention que les parents portent aux enfants. Ainsi, la fatigue de longs horaires de travail non seulement ne permet pas à ces individus de jouer des rôles actifs dans l'éducation et le divertissement de leurs enfants, mais ils ne trouvent pas non plus le temps de participer aux activités de leur ville et de leur communauté, ce qui les fait se sentir encore plus isolés.

C : Impacts négatifs sur la santé physique et psychique – Dans le métier du taxi, la possibilité de travailler à temps partiel ou pendant l'été a permis à certains de poursuivre leurs études. Pourtant, nos entrevues ont révélé que si ce parcours n'a pas abouti à leur engagement dans un emploi qualifié correspondant à leur spécialité, ils regardent le taxi comme une fin annulant tous les efforts des immigrants pourtant intéressés aux études. Ainsi, ils apprécient les moments libres sans clients dans le taxi pour se remémorer leur histoire et leurs épreuves, leurs études diversifiées, ou pour faire du dessin au fusain. Également, ces immigrants s'inquiètent des effets négatifs de ce métier sur leur santé physique (ulcères d'estomac, hémorroïdes, maux de dos...) ou psychique (stress, paralysie du cerveau à cause de la voix continue de répartiteurs), ainsi que de l'acquisition d'une expérience qui est non transférable pour une autre ville, du caractère dégradant de ce métier, des conflits avec de mauvais clients, etc.

D : Comment justifier le métier auprès de la famille – Notre étude a dévoilé que ce qui est pire pour ce groupe d'immigrants concerne la recherche du moyen de justifier leur position de chauffeur du taxi aux parents et beaux-parents, à la famille et aux amis. Ce groupe a honte de présenter précisément son métier à cause de sa mauvaise réputation en Iran. Cette pression est particulièrement forte chez les immigrants bien scolarisés ayant occupé de bonnes positions avant leur départ de

l'Iran. Le souci d'expliquer ce métier est pire pour la famille des épouses, tenant compte du fait que leur désir de faire compétition à la famille ou à des amis, comme ils nous l'ont avoué, faisait partie des motifs principaux les poussant à immigrer. En conséquence, la majorité des interviewés de ce groupe cachent leur occupation.

Travail dans une société ethnique bien organisée et réglementée – À propos de la fondation de la société de taxi Atlas, notre étude a révélé qu'à la fin des années 1980, le travail comme chauffeur de taxi des immigrants iraniens dans certains quartiers favorisés et anglophones de Montréal avait mené ce groupe à identifier les faiblesses et les besoins des services de taxi offerts dans ces quartiers. Ce groupe a pris conscience que l'offre d'un service rapide et courtois dans des voitures propres serait la clé de la réussite chez les résidents de ces quartiers. Compte tenu des faiblesses précédentes dans l'ouverture des entreprises ethniques, ils ont décidé de ne pas répéter les erreurs passées. Ainsi, l'expérience de la forte humiliation tant lors de la recherche d'emploi que dans les emplois déjà occupés au Canada les rapproche et ils fondent une entreprise ethnique. Au début, en effectuant un sondage, ils s'assurent du volume prévisible de la demande des clients. La recherche du capital de cette société anonyme est prévue par la vente d'actions et la cotisation mensuelle des propriétaires de taxis, y compris des compatriotes bien scolarisés ayant l'expérience du taxi et d'un travail organisé. Afin d'offrir le meilleur service concurrentiel par les chauffeurs et les répartiteurs, les fondateurs mettent de l'avant des règlements stricts avant même ceux du Bureau du taxi, et surveillent leur application à l'aide d'inspecteurs choisis parmi les chauffeurs. Ainsi, la réputation de discipline dans cette entreprise de taxis non seulement crée un milieu assez confortable pour ses clients et ses travailleurs, mais elle attire graduellement de nouveaux travailleurs comprenant à la fois des compatriotes et des non-compatriotes.

A : Rôle positif des traits culturels dans le fonctionnement de la société – À l'opposé de l'étude de Moallem (1989), notre étude a conclu que certains rapports personnels des Iraniens contribuant à l'échec de petits partenariats simples de ce

groupe deviennent les éléments du bon fonctionnement à l'intérieur de cette société. Par exemple, la peur de l'*aberourizi*, c'est-à-dire la perte de réputation, non seulement dans le monde du travail mais aussi au sein de sa propre communauté, cause la honte d'un chauffeur face à ses compatriotes s'il commet une faute comme voler le client d'un autre chauffeur. Autrement dit, la fonction de la même caractéristique culturelle jouant un rôle négatif dans les petites entreprises non organisées se transforme en facteur de discipline et de consolidation de la solidarité entre les travailleurs dans une grande société bien organisée. Les rapports solidaires entre les membres à l'intérieur d'Atlas – devenue à elle seule une petite Iran – ne confirment pas les résultats de l'étude de Bozorgmehr (2001) sur la non-solidarité entre les Iraniens-Américains. Ces relations amicales occasionnent des fréquentations plus régulières au niveau des familles de ces immigrants et diminuent les effets de la nostalgie chez ce groupe.

B : Réconfort des immigrants en voyant de près le destin similaire des compatriotes – Alors que Hou (2008 : 4) conclut que « les travailleurs immigrants dans des environnements ethniquement homogènes sont moins susceptibles que les autres travailleurs immigrants de déclarer de faibles niveaux de satisfaction à l'égard de la vie », notre étude a suggéré la satisfaction plus élevée de vie des immigrants iraniens travaillant dans une entreprise ethnique de taxi en comparant avec leur expérience avant l'entrée dans cette société. D'une part, cette société console ce groupe lorsque ce dernier regarde le destin d'individus similaires; d'autre part, elle représente l'échec autant de ce groupe que du pays d'accueil à utiliser ces capitaux.

C : Impact négatif de la société sur l'apprentissage du français – Tenant compte des éléments comme l'intérêt général des immigrants iraniens pour la langue anglaise, le travail dans les quartiers majoritairement anglophones et favorisés de Montréal, et le milieu homogène des travailleurs, à l'instar des conclusions de Fong et Ooka (2002), notre étude a confirmé que la situation contraignante de ce milieu ne favorise pas l'amélioration du français, au moins au niveau considéré souvent

essentiel par les employeurs québécois pour l'accès des immigrants aux emplois qualifiés.

Perspectives d'avenir

Nos résultats ont révélé que malgré l'insatisfaction de la majorité de ces immigrants quant au travail de chauffeur de taxi, prendre la décision de changer de métier n'est pas facile. D'après leur attitude, nous les avons divisés en trois catégories : ceux qui tentent de changer de métier, ceux qui sont convaincus qu'il n'y a pas de meilleure alternative d'emploi et, enfin, ceux qui hésitent à propos de ce qu'ils veulent faire dans la vie.

Rêve de sortir – La première catégorie est subdivisée en différents groupes. Pour certains, alors que le but du changement d'emploi se réalise par la poursuite des études, dans ce groupe il y a aussi l'expérience de collègues dont l'obtention d'un diplôme postsecondaire canadien n'a pas ouvert le chemin vers les emplois qualifiés. Également, la peur de la compétition avec des groupes plus jeunes, bien scolarisés, et les nouveaux diplômés des institutions d'enseignement canadiennes décourage ceux qui sont pourtant intéressés à poursuivre leur parcours éducatif. Cependant, des éléments comme la jeunesse, ou le fait de ne pas avoir de responsabilités familiales, les études plus récentes ainsi que la stabilité du statut de résidence contribuent à encourager quelques-uns à suivre ce parcours. Le plan d'un autre groupe pour quitter ce métier est conditionnel d'abord à la création d'un type de capital social en communiquant et en se liant d'amitié avec les clients du taxi ou après avoir épargné beaucoup d'argent. Pourtant, compte tenu de l'expérience précédente de ces chauffeurs, des promesses non tenues des clients de même que de l'augmentation des coûts, la diminution des gains du taxi, l'augmentation de l'âge ainsi que les circonstances économiques font que ces projets restent des rêves.

De même, l'augmentation de l'âge et la fatigue des longs horaires de travail font que plusieurs songent toujours à ouvrir un restaurant, sans toutefois vouloir s'engager

dans des travaux physiquement lourds. Alors que ce projet semble plus probable que d'autres, il y a toujours la nécessité de faire la distinction entre gérer une entreprise commerciale et en être propriétaire. Également, le désespoir résultant de la non-intégration dans les emplois qualifiés incite certains à retourner en Iran dans le but d'y investir. Toutefois, cela est une question double sur laquelle influe aussi l'état actuel des conditions économiques, politiques et sociales du pays d'origine de ces individus. Enfin, dans la première catégorie, nous pouvons soupçonner que ceux qui occupent un autre emploi en même temps auraient plus de chance de quitter le taxi grâce à la connaissance suffisante du nouvel emploi. À ce propos, nous avons montré que la chance de travailler simultanément dans différents domaines, d'avoir un emploi dans le domaine de la santé ou d'être propriétaire d'un ou plusieurs taxis accroît ces chances.

Résignation – La deuxième catégorie a trait au cas des immigrants qui, acceptant le métier actuel comme inévitable, ne tentent plus de penser à un autre. Cela signifie pour certains que la société préfère les voir plutôt comme un chauffeur de taxi qu'un ingénieur. Ainsi, en acceptant cette perception qui se déroule à l'extérieur, ce groupe veut oublier ses rêves d'enfance. Cette catégorie ne peut cependant pas ignorer que, malgré tous les désavantages déjà mentionnés du métier, le taxi a procuré une certaine stabilité d'emploi pouvant garantir le bien-être relatif de la famille. Nous avons pu constater que, afin de ne pas prendre trop de risques, tenant compte du vieillissement, certains préfèrent oublier le désir de n'importe quel changement professionnel en préservant leur emploi actuel.

Hésitation à se projeter dans l'avenir – La troisième catégorie comprend ceux qui perdent la faculté de prendre des décisions à l'égard de leur futur professionnel et ne savent pas comment envisager l'avenir de leur vie individuelle et professionnelle. Nous avons vu que cela peut parfois être attribué à l'exigence des longs horaires de taxi.

Cette recherche, par son échantillon d'immigrants iraniens travaillant comme chauffeurs de taxi à Montréal, se concentrait sur un des exemples les plus connus d'immigrants ne parvenant pas à obtenir un emploi comparable à celui occupé avant leur départ de leur pays d'origine. Si les études quantitatives démontrent que la majorité des immigrants parviennent à rattraper leur retard après plusieurs années, nous avons cherché à expliquer pourquoi ce groupe n'y parvient pas. Les conclusions de notre thèse ont révélé que pour plusieurs dans ce groupe d'immigrants, le fait de ne pas avoir accès aux même frais de scolarité réduits que les résidents québécois avant la régularisation de leur demande d'asile a freiné leur grand désir de poursuivre des études au Canada. Ce blocage les a confinés dans des emplois de bas niveaux. Les cours peu avancés de français offerts aux immigrants ne les ont pas préparés à accéder aux bons emplois. Également, ce groupe a rejeté l'aide des agents d'emploi à cause des bas niveaux d'emplois qu'ils offraient. Alors que les périodes de chômage les ont encouragés à poursuivre leurs études, la discrimination après le 11 septembre 2001 les a empêchés d'accéder aux emplois qualifiés.

La communauté iranienne n'a pas contribué non plus à l'accès de ses membres aux emplois qualifiés à cause de son émergence récente au Canada. Ainsi, pour certains le partenariat avec des compatriotes qu'ils connaissaient à peine et non-experts dans l'ouverture d'entreprises (sans connaître non plus toutes les exigences du domaine) les a contraints à fermer. La comparaison entre les emplois déjà occupés et les avantages matériels et non matériels du taxi a mené ce groupe à recourir à ce métier. Pourtant, les désavantages de celui-ci ont causé le déménagement non réfléchi de certains du Québec et leur retour par la suite. Les traits culturels de ce groupe dans une société ethnique de taxi bien réglementée ont permis d'améliorer le fonctionnement de cette société. Enfin, malgré le désir de bon nombre de ces immigrants de changer d'emploi, notre analyse a fait ressortir que cette probabilité reste peu élevée pour la majorité.

Pistes de recherches futures

Nous appuyant sur les résultats de notre étude, nous pouvons suggérer plusieurs pistes pour les futures recherches :

— La première concerne l'étude des politiques gouvernementales aux niveaux fédéral et provincial à propos des éléments suivants : l'efficacité des cours de français du COFI et de ses enseignants dans l'apprentissage de cette langue par les immigrants et leur contribution à la satisfaction des exigences des employeurs québécois; l'efficacité des services de placement proposés par Emploi-Québec aux immigrants en termes de convergence des emplois offerts et des spécialités des immigrants; les attentes des immigrants provenant de différentes régions; l'empêchement de l'insertion des nouveaux immigrants dans les emplois dans les milieux comportant un grand risque de déviance; et les raisons normatives de la possibilité de poursuivre des études pour les requérants d'asile en acceptant de leur facturer, pendant le traitement de leur demande, les mêmes frais de scolarité que ceux des citoyens canadiens.

— Les modes de solidarité au sein de la communauté iranienne suscitent beaucoup de controverses aussi bien aux États-Unis qu'au Canada. À cet égard, les résultats de cette thèse sont aussi révélateurs. Tenant compte des multiples combinaisons, notamment politiques, religieuses et ethniques de cette communauté, un deuxième projet de recherche pourrait étudier les mécanismes de solidarité à l'intérieur de chacun de ces sous-groupes et leur impact sur l'accès au marché de l'emploi pour leurs membres.

— Un autre résultat de notre étude a trait au fait que même ceux qui ont réussi à obtenir leur diplôme d'une des universités canadiennes n'ont pas pu s'intégrer dans des emplois qualifiés compatibles avec leur domaine d'études. Ces immigrants ont attribué cela aux éléments comme le prétexte du manque d'expérience canadienne, les périodes de récession et de chômage, la nécessité d'avoir un capital minimal pour

investir dans certains champs comme ceux artistiques, et la discrimination contre les individus issus de certaines origines musulmanes, iraniennes et arabes, particulièrement après l'événement du 11 septembre 2001. Cependant, considérant que nos interviewés ont été choisis au sein d'un groupe d'immigrants iraniens de Montréal travaillant dans un corps de métier particulier, et arrivant majoritairement comme demandeurs d'asile, un troisième projet de recherche pourrait comparer l'incidence du recours à l'insertion professionnelle des différents groupes d'immigrants assez récents ayant suivi leurs études aux niveaux de la maîtrise et du doctorat avec leurs homologues nés au Canada.

— Alors que les limites de notre échantillon ne nous ont pas permis dans le cadre de cette thèse de comprendre les perceptions des immigrantes iraniennes à propos des trajectoires de leur intégration professionnelle, les résultats ont souligné l'importance des conditions familiales des immigrants sur ce parcours. Plusieurs de ces derniers avaient donné la chance de poursuivre les études à leur épouse en comparant avec leur éventuel futur professionnel. Il s'agit des domaines d'études des femmes situés souvent dans les secteurs de la santé. Tenant compte de certaines études effectuées à l'extérieur du Canada sur la meilleure intégration des immigrantes par rapport aux immigrants iraniens, une quatrième piste de recherche pourrait examiner cette hypothèse, au Québec et Canada.

Bibliographie

Adelman, H. (1990). *A survey of Post War Refugee Intakes and developments in Canadian Refugee Policy*, Toronto, Center for Refugee Studies, York University.

Ahmadi Lewin, F. (2001). « Identity crisis and integration: the divergent attitudes of Iranian immigrant men and women towards integration into Swedish society », *International Migration*; 39(3), pp. 121-135.

Ahmadi, N. & Ahmadi F. (1998). *Iranian Islam: The Concept of the Individual*, Macmillan Press, London.

Alnboim, N. (2002). *Fulfilling the Promise: Integrating Immigrant's Skills into the Canadian Economy*, Ottawa, Maytree foundation & Caledon Institute of Social Policy.

Antecol, H. (2000). "An Examination of Cross-Country Differences in the Gender Gap in Labor Force Participation Rates", *Labour Economics*, vol. 7, pp. 409-426.

Apparicio, P. & Séguin (2008). « Retour sur les notions de ségrégation et de ghetto ethniques et examen des cas de Montréal, Toronto et Vancouver », *Rapport de recherche réalisé pour la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles*, Institut national de la recherche scientifique, Urbanisation, Culture et Société, Montréal, QC.

Arrache, R. (19 août 2006). *Un regard sur le marché du travail au Québec*, Présentation de la part du Centre d'étude sur l'emploi et la technologie (CETECH) dans l'Institut du nouveau monde, Montréal.

Arrache, R. (28 mars 2008). *Population immigrante et marché du travail*, Présentation faite à la Fondation pour l'alphabétisation de la part du Centre d'étude sur l'emploi et la technologie (CETECH)/Emploi-Québec, Montréal.

Aydemir, A. & Skuterud, M. (mai 2005). « Explaining the deteriorating Entry Earnings of Canada Immigrant Cohorts, 1966 – 2000 », *Revue canadienne d'Economique*, Vol. 38, No. 2, Canadian Economics Association, pp. 641-672.

Azadian, Abbas (December 8th, 2008). *Immigration et l'état de réfugié*, <http://www.ashena.com>

Badet, J. & Chui, T. (1994). *Canada's Changing Immigrant Population*, Ottawa, Statistics Canada.

Badet, J. & McLaughlin, N. (Hiver 1989). « Les immigrants fabricateurs de produits », *Perspectives*, Vol. 1, No. 3, page consulté le 5 novembre 2010.
<http://www.statcan.gc.ca/studies-etudes/75-001/archive/f-pdf/2287-fra.pdf>

Baker, M. & Benjamin, D. (1994). « The performance of immigrants in the Canadian labour market », *Journal of Labour Economic*, 12, pp. 369-405.

Baldwin, J.R. & Chowhan, J. (2003). « Répercussions du travail autonome sur la croissance de la productivité du travail : Comparaison Canada-États-Unis », *Statistique Canada, Division de l'analyse microéconomique*, No 11F0027MIF au Catalogue, No. 16.

Banque Mondiale (2006). *Global Economic Prospects : Economic Implications of Remittances and Migration 2006*, Washington, D.C. La Banque mondiale, 157 p.

Bauder, H. (2003). « 'Brain Abuse', or the Devaluation of Immigrant Labour in Canada », *Antipode*, Vol. 35(4), pp. 669-717.

Bazergui, A. (novembre 2005). "Rapport de l'équipe de travail sur la reconnaissance des diplômes et des compétences des personnes formées à l'étranger", *MICC*.

Becker, Gary S. (1964). *Human Capital*, National Bureau of Economic Research, New York.

Beiser, M., et al. (1994). *The Mental Health of Southeast Asian Refugees Resettling in Canada*, Final Report to Canada Health and Welfare, Toronto, Clarke Institute of Psychiatry.

Benyounès, A. (2002). *Entre l'érable et le lys : immigrant à vie*, Boucherville, Centre de Promotion Artistique.

Bernard, P. & Boisjoly, J. (1991). "Le travail en segments : matrice des protagonistes et rémunération du travail", *Sociologie et Sociétés*, Vol. XXIII, no. 2, Montréal, pp. 151-168.

Bertaux, D. (1980). « L'approche biographique : sa validité méthodologique, ses potentialités », *Cahiers internationaux de sociologie*, LXIX, pp. 197-225.

Bissonnet, M. (1987). *Rapport du comité Bissonnet*, Ministère des transports, Gouvernement du Québec.

Blinder, A. & Weiss Y. (1976). « Human Capital and Labor Supply: A Synthesis », *Journal of Political Economy*, 84(3), pp.449-472.

Bonacich, E. (1973). "A Theory of Middleman Minorities", *American Sociological Review*, «Vol. 38, pp. 583-594.

Bonacich, E. & Modell J. (1980). *The Economic basis of ethnic solidarity*, Berkeley & Los Angeles, University of California Press.

Borjas, G.J. (1987). "Self-selection and the Earnings of Immigrants", *The American Economic Review*, 77, pp. 531-553.

Borjas, G. J. (1988). *International Differences in the Labor Market Performance of Immigrants*; Kalamazoo, MI: W.E., Upjohn Institute for Employment Research.

Borjas, G. J. (2003). « The Economic Integration of Immigrants in the United States: Lessons for Policy », *Discussion Paper No. 2003/78*, Presented at the UNU-WIDER development conference on 'Poverty, International Migration and Asylum' held on 27-28 September 2003 in Helsinki, Finland, UNU-WINDER 2003.

Bourdieu, P. (1979). *La distinction : critique sociale du jugement*, Paris, Éditions de Minuit.

Bourdieu, P. (1986). "The Forms of Capital", *Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education*, NY, Greenwood, pp. 241-258.

Boyd, M. (1989). "Family and Personal Networks in international Migration: recent developments and New Agendas", *International Migration Review* 23, pp. 638-670.

Bozorgmehr, M. (1992). "Internal Ethnicity: Armenian, Bahai, Jewish, and Muslim Iranians in Los Angeles", unpublished dissertation submitted in partial satisfaction of the requirements for the degree Doctor of philosophy in sociology, University of California, Los Angeles.

Bozorgmehr, M. (1997). "Internal Ethnicity: Iranians in Los Angeles", *Sociological Perspectives*, 41(3), pp. 387-408.

Bozorgmehr, M. (2000). "Does Host Hostility Create Ethnic Solidarity? The Experience of Iranians in the United States", *Bulletin of the Royal Institute for Inter-Faith Studies (BRIIFS)*, vol. 2, no. 1., USA.

Bozorgmehr, M. (2007). « Iran », *The New Americans: A Guide to Immigration Since 1965*, Edited by Mary C. Waters & Reed Ueda with Helen B. Marrow, Harvard University Press, pp.469-478.

Bozorgmehr M. & Sabagh G. (1991). "Iranian Exiles and Immigrants in Los Angeles", *Iranian Refugees and Exiles since Khomeini*, Ed. A. Fathi, Costa Mesa, Mazda, pp. 121-144.

Bozorgmehr M. & Sabagh G. (1988). "High Status Immigrants: A Statistical Profile of Iranians in the United States", *Iranian Studies*, 21, pp. 5-36.

Bozorgmehr, M. & Der-Martirosian C. & Sabagh G. (1996). "Middle easterners: A New Kind of Immigrant." In *Ethnic Los Angeles*, Ed. R. Waldinger and M. Bozorgmehr, New York, Russell Sage, pp. 345-378.

Bozorgmehr M. & Sabagh G. & Der-Martirosian C. (1993). "Beyond nationality: Religio-Ethnic Diversity", *Irangleles*, edited by Ron Kelley & Jonathan Friedlander, Berkeley, LA, University of California Press, pp.59-80.

Bradley D.E. (2004). "A second Look at Self-employment and the Earnings of Immigrants", *International Migration Review*, Vol. 38, No.2, pp. 547-583.

Bradwin, E.W. (1972). *The Bunkhouse Man : A Study of Work and Pay in the Camps of Canada 1903-1914*, Toronto, University of Toronto Press.

Bramadat; P.A. (2005). "Au-delà du cheval de Troie : religion, immigration et discours public canadien", *Thèmes canadiens*, Metropolis.

Brossard, M. & Simard, M. (1986). *Les statuts de travail. Une analyse socio institutionnelle de la population active québécoise*, Québec : Service de recherche de la Commission consultative sur le travail, Gouvernement du Québec.

Bryman, A. (1988). *Quantity and Quality in Social Research*, Londres, Unwin Hyman.

Burnet, J.R. & Palmer, H. (1991). *Les Canadiens de demain. Une introduction à l'histoire des peuples du Canada*, Ministre des Approvisionnements et Services.

Caldwell, G. (1993). "L'intégration des immigrants à Montréal dans les années 1970", *Recherches sociographiques*, Vol. 18, no. 3, pp. 487-508.

Canadian Annual Review, (1981). Toronto, University of Toronto Press.

Cannon, M. (1989). *China Tide: The Revealing Story of the Hong Kong Exodus to Canada*, Toronto, HarperCollins.

Chiswick, B.R. (1978). "The effects of Americanization on the Earnings of Foreign-born Men", *Journal of Political Economy*, 86(5), pp. 897-921.

Chiswick, B.R. (1979). "The Economic Progress of Immigrants: Some Apparently Universal Patterns", *Contemporary Economic Problems*, edited by William Fellner, Washington D.C., American Enterprise Institute, PP. 359-399.

Chiswick, B.R. (1999). "Are Immigrants Favorably Self-Selected", *American Economic Review*, Vol. 89, pp.181-185.

Chiswick, B.R. & Miller, P.W. (2001). "A Model of Destination-Language Acquisition: Application to Male Immigrants in Canada", *Demography*, vol. 38, pp.391-409.

Chiswick, B.R. & Miller, P.W. (2002). "Immigrant Earnings: Language Skills, Linguistic Concentrations and the Business Cycle", *Journal of Population Economics*, Vol. 15, pp.31-57.

Chung, J.H. et S. Yim (1993). *Initiation à la société québécoise pour un immigrant*, Communauté coréenne du Grand Montréal, 108 p.

CIA (Central Intelligence Agency), The World Factbook, Page consulté le 5 novembre 2010, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ir.html>

CIC. (2004). Page consulté le 11 décembre 2007, <http://www.cic.gc.ca/francais/pdf/pub/faits2004.pdf>.

CISR. (2008). Page consulté le 15 décembre 2007,
http://www.irb-cisr.gc.ca/fr/index_f.htm.

Cohen, G. L. (1996). « L'entrepreneuriat au féminin », *L'emploi et le revenu en perspective*, Statistique Canada, Ottawa, pp. 25-31.

Coleman, J. (1988). « The Social Capital in the Creation of Human Capital », *American Journal of Sociology*, 94, USA, pp. S95-S121.

Commission Gulbenkian (1996). *Ouvrir les sciences sociales*, Paris, Descartes et Cie.

Constantinides, S. (1983). *Les grecs du Québec. Analyse historique et sociologique*, Édition le Métèque, Collection identités ethno-culturelles, 248 p.

Cooper, A.C. & Gimeno-Gacson, F.J. & Woo, C.Y. (1994). "Initial Human and Financial Capital as Predictors of New Venture Performance", *Journal of Business Venturing*, No. 9, pp. 371-395.

Coser, L. A. (1964). *The Functions of social conflict*, 2nd edition, Glencoe, Free Press.

Dallalfar, A. (1996). « The Iranian Ethnic Economy: Armenian Iranians in Los Angeles », *Unpublished Masters paper*, University of California, Los Angeles.

Darvishpour, M. (1999). « Intensified gender conflicts within iranian families in Sweden », *Nordic journal of Women's Studies*, 7(1), pp. 20-33.

Davis, C.P. (2004). « Beyond Miami: The Ethnic Enclave and Personal Income in Various Cuban Communities in the United States », *International Migration Review*, Vol. 38, No.2, pp. 450-469.

Davis S. & Walman L. (March 1994). "The Quality of Mercy: A Study of the Processes Available to Persons Who Are Determined Not to Refugees and Who Seek Humanitarian and Compassionate Treatment" *Report commissioned by the Minister of Citizenship and Immigration Canada*.

Denzin, N.K., Lincoln, Y.S. (1994). « Introduction: Entering the Field of Qualitative Research », dans N.K. Denzin & Y.S. Lincoln (sous la dir. De), *Handbook of Qualitative Research*, Thousand Oaks (Calif.), Sage.

Der-Martirosian, C. (1996). « Economic Embeddedness and Social Capital of Immigrants: Iranians in Los Angeles », Unpublished ph.D. Dissertation, University of California, Los Angeles.

Der-Martirosian, C. (2008). *Iranian Immigrants in Los Angeles : The Role of Networks and Economic Integration*, LFB Scholarly Publishing LLC, NY.

Deschamps, G. (1985). *Étude longitudinale sur l'adaptation socioéconomique des réfugiés indochinois au Québec : la deuxième année de séjour*, Cahier no 3, MCCI, 122 p. et annexes.

Deslauriers, J.-P. & Kérisit, M. (1997). « Le devis de recherche qualitative », *La recherche qualitative Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal, QC, gaëtan morin, pp.85-111.

Dib, K. & Sriraman, B. (2007). « Le mythe de la ghettoïsation dans le Canada urbain et le ghetto français », *Plan : Édition spéciale*, Metropolis, pp. 25-29.

Dirks, G.E. (1995). *Controversy and Complexity: Canadian Immigration Policy during the 1980s*, Montreal, McGill-Queen's University Press.

Doeringer P.B. & Piore, M.J (1971). *Internal Labor Markets and Manpower Analysis*, Lexington, Mass.

Dreiszigler N.F. et al. (1982). *Struggle and Hope : The Hungarian-Canadian Experience*, Toronto, McClelland and Stewart.

Driedger, L. & Palmer, H., « Préjugés et discrimination », *L'Encyclopédie canadienne*,
<http://www.thecanadianencyclopedia.com/index.cfm?PgNm=TCE&Params=f1ARTf0006458>.

Durkheim, É. (1895). *Les Règles de la méthode sociologique*, Paris, F. Alcan, (12^e édition, PUF).

Durkheim, É. (1897). *Le Suicide. Étude de sociologie*, Paris, F. Alcan, (6^e édition PUF).

Economic Council of Canada, *Economic and Social Impacts of Immigration*, Cité dans Kelley et trebilcock (2000) pp. 427-429.

Eisenhardt, K.E. & Schoonhoven, C.B. (1990). "Organizational growth: linking founding team, strategy, environment and growth among U.S. semiconductor ventures, 1978-1988", *Administrative Science Quarterly*, No. 35, pp. 504-529.

ELIC, *Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada : Perspective régionale des expériences sur le marché du travail*, janvier 2006, Ministre de l'Industrie, No. 89-618-XIF au catalogue.

Enayat, H. (1982). *Modern Islamic Thought*, London and Basinstoke, The MacMillan Press.

Entekhaab (30 juin 2008). Nouvelle no. 63750, page consulté le 3 juillet 2008, <http://www.tiknews.net/display/?ID=63750&page=1>

Farlie, R. W. & Meyer, B. (1993). "The Ethnic and Racial Character of Employment", paper presented at the *Joint Business Organization and Applied Economics Workshop* on March 1993, University of California, LA.

FAS (2004). "World Pistachio Situation & Outlook", *United States Department of Agriculture (USDA)*, page consulted in November 5th, 2010, http://www.fas.usda.gov/http/Hort_Circular/2004/1-15-04%20Web%20Art.%20Update/01-04%20Pistachio%20Web%20Article.pdf.

Favreau O. & Sollogoub, M. & Zighera, J.A. (1991). "Une approche longitudinale de la segmentation du marché du travail", *Formation Emploi*, no 33.

Ferraroti, F. (1979). "Sur l'autonomie de la méthode biographique", dans *Sociologie de la connaissance*, sous la direction de J. Duvignaud, Paris, Payot.

Ferraroti, F. (1983). *Histoire et histoires de vie. La méthode biographique dans les sciences sociales*; Paris, Librairie des Méridiens.

Flick, U. (2002). *An Introduction to Qualitative Research*, London, Thousand Oaks, New Delhi, SAGE Publications.

Feng, H. & Garnett, P. (2003). "Enclaves de minorités visibles dans les quartiers et résultats sur le marché du travail des immigrants", *Statistiques Canada*, Direction des études analytiques de l'analyse des entreprises et du marché du travail.

Fong, E. & Ooka, E. (2002). "The social consequences of participating in the ethnic economy", *International Migration Review*, Vol. 36, no.1, pp. 125-146.

Frenette, M, Morissette R (spring 2005). « Will They Ever Converge? Earnings of Immigrant and Canadian-born Workers over the Last Decades », *IMR*, vol.39, no.1, Statistique Canada, pp. 228-258.

Frenette, M, Morissette R. (2003). « Convergeront-ils un jour? Les gains de travailleurs immigrants et de ceux nés au Canada au cours des deux dernières décennies », *Études analytiques, documents de recherche sur l'analyse économique*, No 11F0019MIF2003215 au catalogue, Ottawa, Statistique Canada.

Freyssinet, J. (1979). "La stratégie de structuration de l'emploi des grandes groupes industriels", *Emploi et système productif*, La Documentation Française; Paris, pp.129-157.

Fuchs, M. and BERG, e. (1993). "Phänomenologie der Differenz. Reflexionsstufen ethnographischer Repräsentation", in E. Berg and M. Fuchs (eds), *Kultur, soziale Praxis, Text : Die Krise der ethnographischen Repräsentation*, Frankfurt, Suhrkamp, pp.11-108 cité dans Flick, U. (2002). *An Introduction to Qualitative Research*, London, Thousand Oaks, New Delhi, SAGE Publications.

Gagnon, B. (2001). « La situation économique », *Portrait social du Québec Données et analyses*, Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques, Gouvernement du Québec.

Galarneau, D. & Morissette, R. (2008). « Scolarité des immigrants et compétences professionnelles requises », *Statistique Canada*, page consulté le 5 novembre 2010, <http://www.statcan.gc.ca/pub/75-001-x/2008112/pdf/10766-fra.pdf>.

Galipeau, S. (2009). « Les emplois de qualité sont rares », *La Presse Montréal*, Mercredi 16, P. A7.

Gautié J. (2002). "Déstabilisation des marchés internes et gestion des âges sur le marché du travail : quelques pistes", *Document de travail*, no.15, Centre d'Études de l'Emploi, cité dans Le Minez (2002).

Gazier, B. (1992). *Économie du travail et de l'emploi*, Paris, Précis Dalloz.

Gélinas, G. (2002). « Pas de cv d'Arabes ou de Musulmans », *Journal Alternatives*, Vol. 8, No. 7, page consulté le 5 novembre 2010, http://formulaire.alternatives.ca/article348.html?debut_articles_rubrique=15.

Germain, A. (1997). *Montréal : laboratoire de cosmopolitisme entre deux mondes*; Metropolis; juin; page consulté le 5 novembre 2010, http://international.metropolis.net/research-policy/montf/chapt4_f.html.

Gilmore, J. & Le petit, C. (2008). *Série d'analyses de la population active immigrante : Les immigrants sur le marché du travail canadien en 2007 : analyse selon la région d'obtention des études postsecondaires*, Division de la statistique du travail, Statistique Canada, Ottawa.

Gislain, J.J. (1986). "La segmentation du système d'emploi au Québec", *Politique et économie*, No. 3, GRETSE-ACFAS, Montréal, pp.101-143.

Glaser, B. G. & Strauss A. L. (1967). *The discovery of grounded theory. Strategies for qualitative research*, Chicago, Aldine.

Globe and Mail (6 May 1992). A6, quotation in Kelley, N. & Trebilcock, M. (2000). *The Making of The Mosaic: A History of Canadian Immigration Policy*, University of Toronto Press Incorporated, Toronto, P. 558.

Godin, J.-F. (2005). *Immigrants et travail à Montréal : la dynamique de l'établissement professionnel des dix premières années*, Thèse de Ph.D. en SHA, Université de Montréal.

Goffman, E. (1963). *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Traduction de l'anglais par Alain Kihm, Collection Le Sens commun, Éditions de Minuit, 1975.

Goffman, E. (1973). *La mise en scène de la vie quotidienne*, Paris, Minuit.

Gouvernement du Canada (1964). *Annuaire du Canada 1963-64*, Bureau fédéral de la statistique, Division de l'Annuaire du Canada, Du Canada et de la bibliothèque, Ottawa.

Granovetter, M. (1974). *Getting a Job*, Cambridge, MA, Harvard University Press.

Granovetter, M. (1985). « Economic Action and Social Structure: The Problem of Embeddedness » *American Journal of Sociology*, 91(3), pp. 481-510.

Granovetter, M. (1990). « The Old and the New Economic Sociology : A History and an Agenda » *Beyond the Marketplace*, NY : Aldine de Gruyter, pp. 89-112.

Granovetter, M. (1995). *Getting a Job*, Chicago and London, the University of Chicago Press.

Greene, P.G. & Butler J.S. (2004). "The Minority Community as a Natural Business Incubator", *Immigrant and Minority Entrepreneurship*, Westport, Connecticut, London, Praeger Publishers, pp. 107-122.

Griego, M.G.Y (1994). "Canada: Flexibility and Control in Immigration and Refugee Policy", in *Controlling Immigration; A Global Perspective* edited by Wayne A. Cornelius, Philip L. Martin & James F. Hollifield, Stanford University Press, California.

Grondin, C. (2007). *Connaissance des langues officielles chez les nouveaux immigrants: à quel point est-ce important sur le marché du travail?*, No 89-615-XIF au catalogue de Statistique Canada, Ottawa.

Guillon, R. (1979). "Le marché interne de l'emploi", *Sociologie du travail*, Éd. Du Seuil, Paris, pp. 209-213.

Gundara, J.S. (1993). "British Extraterritorial Jurisdiction, Imperial Enterprise and Indians in Nineteenth Century Zanzibar", l'article présenté dans *Indian Diaspora Conference à l'Université de Toronto*, cité dans Light et al. (1993).

Hakimzadeh, S. (2006). "A Vast Diaspora Abroad and Millions of Refugees at Home", *Migration Information Source*, Migration Policy Institute, Washington D.C.

Hakimzadeh, S. & Dixon, D. (2006). « Spotlight on the Iranian Foreign Born », *Migration Information Source*, Migration Policy Institute, Washington D.C.

Hansen, N.H. & Cardenas G.C. (1988). « Immigrant and Native Ethnic Enterprises in Mexican American Neighborhoods: Differing Perceptions of Mexican American workers », *International Migration Review*, vol.22, pp. 226-242.

Hawkins, F. (1988). *Canada and Immigration: Public Policy and Public Concern*. 2nd ed., Montreal, McGill-Queen's University Press.

Hawkins, F. (1991). *Critical Years in Immigration: Canada and Australia Compared*, Montreal & Kingston, McGill-Queen's University Press.

Hawkins, F. (1994-1995). "The Asylum-Seekers", *Behind the Headlines*, 52, 2, Toronto, Canadian Institute of International Affairs.

Hébdomadaire Haftah pour la communauté iranienne de Montréal, *le rapport de pasha Javadi du discours d'Amir Khadir au CaféLitt*, Vol. 1- No. 38, février 27, 2009, p.21.

Heisz, A. (1996). « Évolution de la durée et de la stabilité de l'emploi au Canada », *Statistique Canada*, Direction des études analytiques, no. 95, Ottawa, 20 p.

Helly, D. (1996). "Le Québec face à la pluralité culturelle 1977-1994", *Institut québécois de recherche sur la culture*, collection Document de recherche, no.36, cité dans Germain (1997).

Helmreich, W.B. (1992). *Against all odds: Holocaust survivors and the successful lives they made in America*, NY, Simon and Schuster.

Hjern, M. (2004). "Immigrant Entrepreneurship in the Swedish Welfare State", *Sociology*, Vol. 38(4), Sage Publications, pp. 739-756.

Histoire de CCR, *Conseil canadien pour les réfugiés*, site d'internet est révisé le 4 novembre 2010 : <http://www.ccrweb.ca/fra/apropos/apropos.htm>.

Horton, H.D. (2004). "Black Entrepreneurs, 1970-1990: A Demographic Perspective", *Immigrant and Minority Entrepreneurship*, Westport, Connecticut, London, Praeger Publishers, pp. 1-18.

Hosseini-Kladjahi, H. (1997). *Iranians in Sweden: Economic, Cultural and Social Integration*, Almqvist and Wiksell International, Stockholm.

Hou, F. (2008). « Les immigrants travaillant avec des personnes à la même ethnie qu'eux : qui sont-ils et quelle est leur situation économique? », *Statistique Canada*, Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail, 11F0019M, no.310, Ottawa.

Houle, G. (1997). « La sociologie comme science du vivant : l'approche biographique », *La recherche qualitative Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal, QC, gaëtan morin, pp.273-289.

Houle, R. & G. Schellenberg (2008). « Les envois de fonds par les immigrants récents », *Statistique Canada*, no 75-001-X au catalogue, Perspective.

Huberman, M.A. & Miles, M.B. (1994). "Data Management and Analysis Methods", dans N.K. Denzin & Y.S. Lincoln (Eds), *Handbook of Qualitative Research*, London/New Delhi, Sage Publications, pp. 428-444.

Huberman, M.A. & Miles, M.B. (1991). *Analyse des données quantitatives: recueil de nouvelles methods*, Bruxelles, De Boeck Université.

Hum, D. & W. Simpson (2003). « Job-Related Training Activity by Immigrants to Canada », *Canadian Public Policy – Analyse de Politiques*, Vol. XXIX, No. 4, pp. 469-490.

Industrie du taxi au Québec. Présentation générale, (1985). *Ministère des transports*, Direction générale du transport terrestre des personnes, Gouvernement du Québec.

James, Y. (7 octobre 2007). « La pensée magique du PQ : En matière d'immigration et d'intégration, Québec a déjà tous les pouvoirs dont il a besoin pour assurer son avenir », *La Presse*, Montréal, Canada.

Jasso, G. & Rosenzweig, M.R. (1990). *The New Chosen People: Immigrants in the United States*, New York, Russell Sage Foundation.

Jovanovic, B. (October 1979). "Job Matching and the theory of turnover", *Journal of Political Economy*, Vol. 87, no 5, Part. 1, pp. 972-990.

Kalbach, W.E. (1978). « Growth and Distribution of Canada's Ethnic Populations 1871 – 1971 », in Leo Driedger, ed., *The Canadian Ethnic Mosaic: A Quest for Identity*, Toronto, McClelland and Stewart.

Kazemipur, A. (2004). *An Economic Sociology of Immigrant Life in Canada*; Nova Science Publishers, Inc.; N.Y.

Kelley, N. & Trebilcock, M. (2000). *The Making of The Mosaic: A History of Canadian Immigration Policy*, University of Toronto Press Incorporated, Toronto.

Khan, C. (2006). « L'angle mort – racisme et discrimination au travail », *Nos diverses cités*, no. 2, Publications Metropolis, pp. 67-72.

King, G. & Keohane P.O. & Verba S. (1994). *Designing Social Inquiry Scientific Inference in Qualitative Research*, Princeton University Press, N.J.

Kohli, M. (1978). ““Offenes” und “geschlossenes” Interview: Neue Argumente zu einer alten Kontroverse”, *Soziale Welt*, 9: 1-25, dans Flick, U. (2002). *An Introduction to Qualitative Research*, London, Thousand Oaks, New Delhi, SAGE Publications.

Kossoudji, S.A. (1988). “English Language Ability and the Labour Market Opportunities of Hispanic and East Asian Immigrant Men”, *Journal of Labor Economics*, vol. 6, pp. 205-228.

Krahn, H. (1995). “Accroissement des régimes de travail atypiques”, *Statistique Canada*, No. 75-001F au catalogue.

Labelle, M. (2005). « Le défi de la diversité au Canada et au Québec », *Options Politiques*, Pp. 92-97.

Lamotte, A. (1992). *Situation socio-économique des femmes immigrées au Québec*, Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration.

La Presse (5 décembre 2007). *Des données « très encourageantes » : Québec se réjouit qu'un nombre croissant d'allophones parlent français à la maison*, Montréal, Canada.

La presse (27 octobre 2009). *Les Québécois restent opposés aux accommodements*, Montréal, Canada, PP. A2-A3.

Laurin, A. & Soucy J. (2000). *L'évolution économique et financière au Canada : les trois dernières décennies (1969-1999)*, Direction de la recherche parlementaire, Division de l'économie : PRB 01-5F, Ottawa.

leibowitz, A. & Klerman, J.A. (1995). “Explaining Changes in Married Mothers' Employment Over Time”, *Demography*, vol.32, pp. 365-378.

Le Minez, S. (2002). "Topographie des secteurs d'activité à partir des flux de mobilité intersectorielle des salariés", *Économie et Statistique*, No. 354, pp. 49-83.

Lenski, G. (1966). *Power and Privilege: A Theory of Social stratification*, New York; McGraw-Hill.

Les Bahaïs de France, page consulté le 5 novembre 2010,
<http://www.bahai.fr/Iran-nouvelle-violation-du-droit-a.html>.

Levenstein, M. (2004). "African American Entrepreneurship: The view from the 1910 Census", *Immigrant and Minority Entrepreneurship*, Westport, Connecticut, London, Praeger Publishers, pp.19-36.

Lewin, K. (1948). *Resolving social conflicts*, NY, Harper.

Lewis, B. (2001). *Iran in History*, moshe Dayan Center for Middle Eastern and African Studies, Université de Tel Aviv.

Li, P. S. (2001). "The Market Worth of Immigrants' Educational Credentials", *Analyse de politiques*, Vol. XXVII, no 1, PP. 23-38.

Li, P. S. (2000). « La diversité culturelle au Canada : la construction sociale des différences raciales », *Série sur les questions stratégiques Rp02-8*, Division de la recherche et de la statistique, ministère de la Justice, Ottawa.

Li, P. S. (1988). *Ethnic Inequality in a Class Society*, wall and Thompson, Toronto.

Light, I. & Bonacich, E. (1988). *Immigrant Entrepreneurs: Koreans in Los Angeles, 1965-1982*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press.

Light, I. & Gold, S. (2000), *Ethnic Economies*, San Diego, Academic Press.

Light, I. & Karageorgis, S. (1994). "The Ethnic Economy", *The Handbook of Economic Society*, Smelser, N.J. & Swedberg, R. (Editors), Princeton University Press, Princeton, NJ, pp. 647-671.

Light, I., & Bhachu, P. & Karageorgis, S. (1993). "Migration Networks and Immigrant Entrepreneurship", *Immigration and Entrepreneurship*, New Brunswick & London; Transaction Publishers, pp. 25-50.

Light, I. & Rosenstein, C. (1995). *Race, Ethnicity, and Entrepreneurship in Urban America*, NY, Aldine De Gruyter.

Light, I., Sabagh G., Bozorgmehr, M., Der-Martirosian, C. (1993). "Internal Ethnicity in the Ethnic Economy", *Ethnic and Racial Studies*, 16(4), Routledge, pp. 581-597.

Light, I., Sabagh G., Bozorgmehr, M., Der-Martirosian, C. (1994). "Beyond the Ethnic Enclave Economy", *Social Problems*, Vol. 41, No. 1, University of California Press.

Lin, N. & Dumin, M. (1986). "Access to Occupations Through Social Ties", *Social Networks*, (8), Elsevier B.V., pp. 365-385.

Lin, N. & Ensel, W. & Vaughn J. (1981). « Social Resources and Strength of Ties: Structural Factors in Occupational Status Attainment », *American Sociological Review*, (46), pp. 393-405.

Secrétariat du Conseil du trésor (2006). *L'effectif de la Fonction Publique du Québec 2004-2005, Analyse comparative des cinq dernières années*, Sous-secrétariat aux ressources humaines et aux relations de travail, Gouvernement du Québec.

Legault, D. (février 2005). "Les personnes immigrantes formées à l'étranger et l'accès aux professions et métiers réglementés ", *Des valeurs partagées, des intérêts communs*, MICC.

Lochhead, C. (2002). *Employment Sponsored Training among Recent Immigrants*, Canadian Labour and Business Center, September 30.

Lochhead, C. & Mackenzie, P. (2005). "Intégrer les nouveaux arrivants au marché du travail canadien", *Thèmes canadiens*, Metropolis, pp. 99-103.

Macklin A. (1992). « Foreign Domestic Workers : Surrogate Housewife or Mail Order Servant? » *McGill Law Journal*, Vol. 37, No. 3, Montreal, pp. 681-760.

Major, F., (1981). *Intégration du taxi dans le système de transport public région de Montréal*, Conseil des transports de la région de Montréal (COTREM), Montréal.

Malarek, V. (1987). *Haven's Gate: Canada's Immigration Fiasco*, Toronto, Macmillan.

Marchal, M. (16 déc. 2009). "Nouveau programme pour les immigrants chercheurs d'emploi", *Métro*, Montréal, p.9.

Marshall, C., Rossman, G.B. (1989). *Designing Qualitative Research*, Newbury Park (Calif.), Sage, Cité dans Deslauriers, JP. & Kérisit M., « Le devis de recherche qualitative », *La recherche qualitative Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal, QC, gaëtan morin, pp. 85-111.

Mechanic, D. (1989). « Medical Sociology : Some Tensions Among Theory, Method and substance », *Journal of Health and Social Behavior*, vol. 30, pp.147-160.

Meunier, H. (2009). « Un douzième café incendié », *La Presse*, Montréal, Mercredi 25 novembre, P. A 16.

Mayer, R., Ouellet, F. (1991). *Méthodologie de recherché pour les intervenants sociaux*, Boucherville, Gaëtan Morin Éditeur.

Michelat, G. (1975). « Sur l'utilisation de l'entretien non directif en sociologie », *Revue française de sociologie*, vol. 16, pp. 229-247.

Miller, P.W. (1994). "Gender Discrimination in Training: An Australian Perspective", *British Journal of Industrial Relations*, Vol. 32(4), pp.539-564.

Min, P.G. (1996). *Caught in the middle : Korean communities in New York and Los Angeles*, Berkeley & Los Angeles, University California Press.

Min, P. G. & Bozorgmehr, M. (fall 2000). "Immigrant Entrepreneurship and Business Patterns: A comparison of Koreans and Iranians in Los Angeles", *IMR*, Vol. 34, no. 3, pp. 707-738.

Mirfakhraei, A.H. (1999). *Transmigration and identity construction: The case of Iranians in Canada, 1964-1998*, Unpublished Masters Manuscript, Simon Fraser University, Vancouver, Canada.

Moallem, M. (1989). *La réalité des rapports sociaux : similarité et différence. Le cas des Iraniennes et des Iraniens au Québec*, Thèse de Doctorat en Sociologie, Université de Montréal.

Mobasher, M. (1996). *Class, Ethnicity, Gender and the Ethnic Economy: The Case of Iranian Immigrants in Dallas*, Unpublished Ph.D. Dissertation, Southern Methodist University.

Modarres, A. (1998). « Settlement Patterns of Iranians in the United States », *Iranian Studies*, 31, pp. 31-49.

Monnier, D. (1993). *Les choix linguistiques des travailleurs immigrants et allophones*, Rapport d'une enquête réalisée en 1991, Publications du Québec, dossiers du Conseil de la langue française, no 37, 293 p.

Montreal Star (23 novembre 1977). "Complete Quebec Immigration Control Urged", p.A6, quotation in Kelley, N. & Trebilcock, M. (2000). *The Making of The Mosaic: A History of Canadian Immigration Policy*, University of Toronto Press Incorporated, Toronto, p. 391.

Mostashari, A. & Khodamhosseini A. (2004). « An Overview of Socioeconomic Characteristics of the Iranian-American Community based on the 2000 U.S. Census », *Iranian Studies Groupe at MIT*, page consulted in November 5th, 2010, <http://web.mit.edu/isg/>.

Mourin, K. E. (1986). *Le gouvernement Islamique en Iran : mythe et réalité*, Thèse de Doctorat en Sociologie, Université de Paris VII.

Mouw, T. (2006). « Estimating the Causal Effect of Social Capital : a Review of Recent Research », *Annuals Review of Sociology*, 32, pp. 79-102.

Nee, V. & Sanders, J. & Sernau, S. (1994). "Job Transitions in an Immigrant Metropolis: Ethnic Boundaries and the Mixed Economy", *American Sociological Review*, Vol.59, pp. 849-872.

Norris, J. M. (1971). *Strangers Entertained; A History of the Ethnic Groups of British Columbia*, British Columbia Centennial 71 Committee.

OCDE (2009). *L'intégration des immigrants et de leurs enfants sur le marché du travail : Principales conclusions des examens de l'OCDE par pays*, Direction de l'Emploi, du Travail et des Affaires sociales, Forum politique à haut niveau sur les migrations, Paris, 29-30 Juin.

Olzak, S. & Nagel J. (1986). *Competitive ethnic relations*, N.Y., Academic Press.

Patton, M.Q. (1980). *Qualitative Evaluation Methods*, Beverly Hills (Calif.), Sage.

Paugam, S. (2000). *Le salarié de la précarité*, P.U.F., Paris, 437 pages.

Pendakur, K. (2005). "Les minorités visibles dans les lieux de travail du Canada - Une perspective des prévisions pour 2017"; présenté au *Forum Stratégique*, Canada 2017, Page consulted on june 17th, 2008, http://www.pch.gc.ca/multi/canada2017/3_f.cfm.

Pendakur, K. & Pendakur, R. (1996). "Earnings differentials among ethnic groups in Canada", *Recherche et analyse stratégique*, Ministère du patrimoine canadien, ottawa.

Pham-Nguyen, T. (1987). «Les déterminants du processus d'adaptation sociale et linguistique des Vietnamiens à Québec », *Adaptation linguistique et culturelle : l'expérience des réfugiés d'Asie du sud-est au Québec*, sous la direction de Kwok B. Chan et Louis-Jacques Dorais, Québec : Centre international de recherche sur le bilinguisme, pp. 149-165.

Piché, V. (2004). , « Immigration et intégration dans les pays développés : un cadre conceptuel », dans Graziella C., Vallin J. et Wunsch G., *Démographie : analyse et synthèse. VI: Population Et Société*, Paris, Édition de l'Institut national d'études démographiques, pp. 159-178.

Piché, V. & Bélanger, L. (1995). *Une revue des études québécoises sur les facteurs d'intégration des immigrants*, Collection NOTES ET DOCUMENTS No 5, Direction des études et de la recherche du ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Piché, V. & Renaud, J. & Gingras, L. (1999). "Comparatives Immigrant Economic Integration", in S. Halli & Driedger, L., *Immigrant Canada: Demographic, Economic, and Social Challenges*, University of Toronto Press, pp.185-211.

Piché, V. & Renaud, J. & Gingras, L. (2002). « L'insertion économique des nouveaux immigrants dans le marché du travail à Montréal: une approche longitudinale », *Population-F*, 57 (1), pp.63-90.

Picot G. & Hou, F. (2003). « La hausse du taux de faible revenu chez les immigrants au Canada », *Statistique Canada*, Direction des études analytiques, Documents de recherche no. 198, Ottawa.

Picot, M. & Sweetman, A. (2005). *Dégradation du bien-être économique des immigrants et causes possibles : Mise à jour 2005*, Document de recherche, Direction des études analytiques, No 11F0019MIF au catalogue – No 262, Statistique Canada.

Pires, Alvaro P. (1997a). « De quelques enjeux épistémologiques d'une méthodologie générale pour les sciences sociales », *La recherche qualitative Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal, QC, gaëtan morin, pp. 3-54.

Pires, Alvaro P. (1997b). « Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique », *La recherche qualitative Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal, QC, gaëtan morin, pp. 113-169.

Polachek, S. & W.S., Siebert (1993). *The Economics of Earnings*, Cambridge, Cambridge University Press.

Polanyi, K. (1944). *The Great transformation*, NY, Hot, Rinehart.

Polanyi, K., Arsenberg, C. & Pearson, H. (1957). *Trade and Market in the early empires*, NY, Free Press.

Porter, J. (1965). *The Vertical Mosaic: An Analysis of Social Class and Power in Canada*, Toronto, University of Toronto Press.

Portes, A. (1981). "Modes of structural incorporation and present theories of labor immigration", *Global Trends in Migration*, eds. Mary Kritz, Charles B. Keeley, and Silvano Tomasi, N.Y., Centre for Migration Studies, pp. 279-297.

Portes, A. (1995). "Economic Sociology and the Sociology of Immigration: A Conceptual Overview", *The Economic Sociology of Immigration*, N.Y., Russell Sage Foundation, pp. 1-41.

Portes, A. (1995a). "children of Immigrants", *The Economic Sociology of Immigration*, N.Y., Russell Sage Foundation, pp. 248-280.

Portes, A. (1984). "The Rise of Ethnicity: Determinants of Ethnic Perceptions among Cuban Exiles in Miami", *American Sociological Review*, 49, pp. 383-397.

Portes, A. & Bach, R.L. (1985). *Latin Journey : Cuban and Mexican Immigrants in the United States*, Berkeley, University of California Press.

Portes, A. & Rumbaut; R. G. (1996). *Immigrant America: A Portrait*, 2nd edition, Berkley, university of California Press.

Portes, A. & Rumbaut; R. G. (2001). *Legacies: The Story of the Immigrant Second Generation*, Berkeley; CA, University of California Press.

Portes, A. & Sensenberrner (1993). "Embeddedness and Immigration: Notes on the social Determinants of Economic Action", *American Journal of Sociology*, 98(6), pp. 1320-1350.

Portes, A. & Zhou, M. (1996). « Self-Employment and the Earnings of Immigrants », *American Sociological Review*, 61(2), pp. 219-230.

Poupart, J. (1997). « L'entretien de type qualitatif : considérations épistémologiques, théoriques et méthodologiques », *La recherche qualitative Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal, QC, gaëtan morin, pp. 173-209.

Quillian, L. (1995). "Prejudice as a Response to Perceived Group Threat: Population Composition and Anti-Immigrant and Racial Prejudice in Europe", *American Sociological Review*, vol. 60, pp. 586-611.

Radecki, H. & Heydenkorn, B. (1976). *A Member of a distinguished Family: the Polish Group in Canada*, Toronto, McClelland and Stewart in association with the Multiculturalism Program dept. of State of Canada and the Publishing Center, Supply and Services Canada.

Rapport d'activités 2003 du BTR, (mai 2004). *Direction des communications d'urgence*, Bureau du taxi et du remorquage, Montréal, page consulté le 5 novembre 2010,
http://www.ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/taxi_fr/media/documents/rapport_activites_2003.pdf

Rapport d'activités 2004 du BTR, *Direction des communications d'urgence*, Bureau du taxi et du remorquage, Montréal, page consulté le 8 juin 2008,

https://servicesenligne2.ville.montreal.qc.ca/sel/publications/PorteAccesTelechargement?lng=Fr&systemName=2487684&client=Serv_corp

Rapport du Comité Permanent de la Citoyenneté et de l'Immigration, (juin 2002). *Atelier les Immigrants*.

Razin, E. (1993). "Immigrant Entrepreneurs in Israel, Canada, and California", *Immigration and Entrepreneurship*, New Brunswick & London, Transaction Publishers, pp. 97-124.

« Refugee Determination » (July 1991). *Refugee 11,2*, York University.

Refugees, Dynamics of Displacement, (1986). Cité dans Moallem, M. (1989).

Refugee Perspectives : 1985-86 (1985). Ottawa, Employment and Immigration Canada, quotation in Kelley, N. & Trebilcock, M. (2000). *The Making of The Mosaic: A History of Canadian Immigration Policy*, University of Toronto Press Incorporated, Toronto, p. 412.

Règlements de l'immigration (a) (1978). SOR/78-172, quotation in Kelley, N. & Trebilcock, M. (2000). *The Making of The Mosaic: A History of Canadian Immigration Policy*, University of Toronto Press Incorporated, Toronto, pp. 397-8.

Règlement de l'immigration (b) (1978). S.7 (2), Kelley, N. & Trebilcock, M. (2000). *The Making of The Mosaic: A History of Canadian Immigration Policy*, University of Toronto Press Incorporated, Toronto, p. 405.

Reitz, J.G. (1998). *Warmth of the Welcome: The Social Causes of Economic Success for Immigrants in Different Nations and Cities*, Boulder, Westview Press.

Reitz, J.G. (2001). « Immigrant Success in the Knowledge Economy: Institutional Change and the Immigrant Experience in Canada, 1970-1995 », *Journal of Social Issues*, 57(3), pp.579-613.

Reitz, J.G. (2003). "Occupational Dimensions of Immigrant Credential: Trends in Professional, Managerial and Other Occupations, 1970-1996"; *Canadian Immigration Policy for the 21st Century*, Ed. By Charles M. Beach, Alan G. Green & Jeffrey G. Reitz, McGill-Queen's University Press, pp. 469-506.

Reitz, J.G. (2005). "Tapping Immigrants' Skills: New Directions for Canadian Immigration Policy in the Knowledge Economy", *Choix IRPP*, vol. 11, no.1, February 2005.

Renaud, J. & Desrosiers, S. & Carpentier, A. (1993). *Trois années d'établissement d'immigrants admis au Québec en 1989. Portraits d'un processus*, Département de sociologie de l'Université de Montréal et Institut québécois de recherche sur la culture.

Renaud, J. et al. (2001). *Ils sont maintenant d'ici! Les dix premières années au Québec des immigrants admis en 1989*, No. 4, Gouvernement du Québec.

Renaud, J. et Gingras, L. (1998). *Les trois premières années au Québec des requérants du statut de réfugié régularisés*, Collection ÉTUDE, RECHERCHE ET STATISTIQUES No 2, Direction de la planification stratégique et de la Direction des communications du ministère des Relations avec les citoyens et de l'immigration, Gouvernement du Québec.

Renaud, J. & Goldmann, G. (2005). « Les répercussions du 11 septembre 2001 sur l'établissement économique des nouveaux immigrants au Canada et au Québec », *Dynamiques sociales et enquêtes longitudinales dous la direction de Micheal R. Smith*, Vol. 46, No.2, Dépt. de sociologie, Université Laval, pp. 281-299.

Renaud, J., Piché, V. et Godin J-F. (2003). « L'origine nationale et l'insertion économique des immigrants au cours de leurs dix premières années au Québec », *Sociologie et sociétés*, Vol. XXXV.1, pp. 165-183.

Renaud, J. & Cayn, T. (2006). *Un emploi correspondant à ses compétences? Les travailleurs sélectionnés et l'accès à un emploi qualifié au Québec*, MICC, Québec.

Report of the Department of Employment and Immigration (1979-1980). ADR, quotation in Kelley, N. & Trebilcock, M. (2000). *The Making of The Mosaic: A History of Canadian Immigration Policy*, University of Toronto Press Incorporated, Toronto, p. 398.

Report of the Department of Employment and Immigration (1982-1983). ADR quotation in Kelley, N. & Trebilcock, M. (2000). P. 409.

Report of the Department of Employment and Immigration (a) (1983-1984). ADR, quotation in Kelley, N. & Trebilcock, M. (2000). P. 399.

Report of the Department of Employment and Immigration (b) (1983-1984). ADR, quotation in Kelley, N. & Trebilcock, M. (2000). P. 410.

Report of the Department of Employment and Immigration (c) (1983-1984). ADR, quotation in Kelley, N. & Trebilcock, M. (2000). P. 415.

Report of the Department of Employment and Immigration (a) (1985-1986). ADR, quotation in Kelley, N. & Trebilcock, M. (2000). P. 398.

Report of the Department of Employment and Immigration (b) (1985-1986). ADR, quotation in Kelley, N. & Trebilcock, M. (2000). pp. 399-400.

Report of the Department of Employment and Immigration (1987-1988). ADR, quotation in Kelley, N. & Trebilcock, M. (2000). P. 414.

Report of the Department of Employment and Immigration (1989-1990). ADR, quotation in Kelley, N. & Trebilcock, M. (2000). P. 423.

Report of the Department of Employment and Immigration (a) (1990-1991). ADR, quotation in Kelley, N. & Trebilcock, M. (2000). P. 398-399.

Report of the Department of Employment and Immigration (b) (1990-1991). ADR, quotation in Kelley, N. & Trebilcock, M. (2000). P. 422.

Reynolds, P. (1987). "New firms: societal contribution versus potential", *Journal of Business Venturing*, No. 2(3), pp. 231-246.

Richmond, A. (1975). « Canadian Immigration: Recent Developments and Future Prospects », *International Migration*, No.13.

Ruimy, J. (9 june 1979). «Law Puts Non-French Speaking at a Disadvantage», *Halifax Chronicle Herald*, P.9, quotation in Kelley, N. & Trebilcock, M. (2000). *The Making of The Mosaic: A History of Canadian Immigration Policy*, University of Toronto Press Incorporated, Toronto, p. 392.

Rumilly, R. (1940-). *Histoire de la Province de Québec*, XII, Montréal, Valiquette.

Sabagh, G. & Bozorgmehr, M. (1987). « Are the Characteristics of Exiles Different from immigrants? The Case of Iranians from Los Angeles », *Working Papers in the Social Sciences*, I.S.S.R., University of California in L.A.

Sadeghi, S. (January-March 2006). « The Impact of Educational Attainment on Immigrant Iranian Women's perceptions of family and Gender Roles », *Iran Analysis Quarterly*; vol. 3 No.1; Iranian Studies Group at MIT.

Sadiq, K. D. (2005). « Race, ethnicité et immigration en milieu de travail », *Thèmes canadiens*; Printemps; Metropolis; pp. 104-110.

Schick, C. & Verma S. D. (2005). "Troubling National Discourses in Anti-racist Curricular Planning", *Revue canadienne de l'éducation / Canadian Journal of Education*, Vol. 28, No 3, pp. 295-317.

Schutz, A. (1987). *Le chercheur et le quotidien*, Paris, Méridiens Klincksieck.

Seward, S.B. & McDade, K. (1988). *Immigrant Women in Canada: A Policy Perspective*, Ottawa, Canadian Advisory Council on the Status of Women.

Simmel, G. (1955). *Conflict and the web of group affiliations*, Glencoe, Ill., Free Press.

Sir Clifford Sifton, « The Immigrants Canada Wants », *Macleans Magazine*, cite dans Hawkins, F. (1991). *Critical Years in Immigration: Canada and Australia Compared*, Montreal & Kingston, McGill-Queen's University Press, p.5.

Smith, E. (2003). *Migration Patterns in Canada*, Heritage Productions, Book HC09, Canada.

Spence, M.A. (1973). "Job Market Signaling", *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 88, no 3, pp. 355-374.

Spradley, J.P. (1979). *The Ethnographic Interview*, New York, Holt, Rinehart and Winston.

Statistique Canada, (2007). *Diversité ethnique et immigration*, page consulté le 5 novembre 2010, http://www41.statcan.ca/2007/30000/ceb30000_000_f.htm.

Statistique Canada, (2008). La mosaïque ethnoculturelle du Canada, Recensement de 2006, Ministre de l'Industrie, Ottawa.

Stoffman D. (1993), *Towards a More Realistic Immigration Policy in Canada*, C.D., Howe Institute.

Sweetman, A. (2004). « Qualité de l'éducation des immigrants dans leur pays d'origine et résultats sur le marché du travail canadien », *Statistique Canada*, Direction des études analytiques : documents de recherche, no 11F0019MIF au catalogue – no 234, Ottawa.

The Economist (13 novembre 1993), quotation in Kelley, N. & Trebilcock, M. (2000). *The Making of The Mosaic: A History of Canadian Immigration Policy*, University of Toronto Press Incorporated, Toronto, p. 383.

Tapp, S. (2009). *Développement du marché du travail canadien : Impacts de la récession, tendances récentes et perspectives futures*, Bureau du directeur parlementaire du budget, Division de l'analyse économique, Ottawa.

Teach, R.D. & Tarpley, F.A. & Schwartz, R.G. (1986). "Software Venture Teams", *Frontiers of Entrepreneurship Research*, Ronstadt, R. & al. (Editors), Wellesley (MA), Babson College, pp. 546-562.

Thomas, J. (oct.1989). The Canadian Response to Afghanistan, *Refuge*, No.9, York University.

Thomas, W.I., & Znaniecki, F. (1918-1920). *The Polish Peasant in Europe and America* (1958). New York, Dover Publications, in Pires, Alvaro P., « De quelques enjeux épistémologiques d'une méthodologie générale pour les sciences sociales », *La recherche qualitative Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal, QC, gaëtan morin, pp. 3-54.

Thompson, E. N. (2000). *Résultats des immigrants sur le plan des compétences et rôle du capital humain spécifique à une région d'origine* ; Direction générale de la recherche appliquée, politique stratégique; Développement des ressources humaines Canada.

Thurow, L.C. (1975). *Generating Inequality*, The Macmillan Press LTD, 258 pages.

Tienda, M. & Lii, D-T. (1987). "Minority Concentration and Earnings Inequality: Blacks, Hispanics and Asians Compared", *American Journal of Sociology*, Vol.93, pp. 141- 165.

Tilly, C. (1990). « Transplated Networks », *Immiration Reconsidered : History, Sociology and Politics*, edited : V. Yans-McLaughlin, Oxford University Press, pp. 79-95.

Tolnay, S.E. (2001). "African Americans and Immigrants in Northern Cities: The Effects of Relative Group Size on Occupational Standing in 1920", *Social Forces*, vol. 80; pp. 573-604.

Toupin, G. (7 mai 2008). « Rapport de la vérification générale : 41000 illégaux », *La Presse*, Montréal, Canada.

Tremblay, D.-G. (1990). *Économie du travail : Les réalités et les approches théoriques*, Télé-université, Sainte-Foy.

Tremblay, D.-G. (1997). *Économie du travail : Les réalités et les approches théoriques*, Télé-université, Ste-Foy, Canada, 586 P.

Tremblay, D.-G. (2004). *Économie du travail : Les réalités et les approches théoriques*, Éditions Saint-Martin/Télé-université, 4^{ième} édition, Montréal, 484p.

Tubergen, F. V. & Maas, I. & Flap, H. (2004). "The Economic incorporation of Immigrants in 18 Western Societies: Origin, Destination, and Community Effects", *American Sociological Review*, Vol. 69, pp. 704-727.

Ulysse, P. J. (2003). *Justice sociale, exclusion et citoyenneté : les minorités ethniques au Canada. Une revue de la littérature*; CEETUM-PRRD; 82 pages; page consulté le 5 novembre 2010,
http://canada.metropolis.net/events/socialjustice/ulyse_f.html.

Ungerleider, C.S. (1992). "Immigration, Multiculturalism, and Citizenship: The Development of the Canadian Social Justice Infrastructure", *Canadian Ethnic Studies*, 24, 3, pp. 7-22.

Un aperçu (mars 2006), *Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada*, Ottawa, Canada, page consulté le 15 mai 2008,
http://www.irb-cisr.gc.ca/fr/ausujet/publications/apercu/apercu_f.pdf.

UNHCR, (1 may 1997). Update to the UNHCR CDR Background Paper on Refugees and Asylum Seekers from Iran, *UNHCR Background Papers*, page consulted on May 11, 2008, <http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/print?tbl=RSDCOI&id=3ae6a64a0>.

Un peu d'histoire, (Été 2009). *Taxi le journal*, Bureau du taxi et remorquage de Montréal, SPVM, Volume 11, No. 3.

Vancouver Sun (15 avril 1977). "Cullen Says Ottawa Willing to Cooperate on Immigration", P.9, quotation in Kelley, N. & Trebilcock, M. (2000). *The Making of The Mosaic: A History of Canadian Immigration Policy*, University of Toronto Press Incorporated, Toronto, P. 392.

Veltman, C. et Panneton C. (1989). « L'intégration linguistique des immigrants allophones de la région métropolitaine de Montréal », *Actes du Séminaire scientifique sur les tendances migratoires actuelles et l'insertion des migrants dans les pays de la francophonie*, Québec : Les Publications du Québec, p. 319-334.

Vosko, L. F. et al. (2003). « Le travail précaire : une nouvelle typologie de l'emploi », *Perspective*, No. 75-001-XIF au catalogue, Statistique Canada, pp. 17-28.

Veltman, C., Polèse, M. et leblanc, M. (1986). *Évolution de la localisation résidentielle des principaux groupes ethniques et immigrants, Montréal, 1971-1981*, Études et documents no 49, INRS-Urbanisation, 64 p.

Waldinger, R. D. (1986). *Through the Eye of the Needle*, NY, NY University Press, seen in Der-Martirosian, C. (2008). *Iranian Immigrants in Los Angeles : The Role of Networks and Economic Integration*, LFB Scholarly Publishing LLC, NY.

Waldinger, R. D. (1992). "Taking Care of the Guests", *International Journal of Urban and Regional Research*, No.16, pp. 97-113.

Waldinger, R. D. & Der-Martirosian, C. (2001). "The Immigrant Niche: Pervasive, Persistent, Diverse", *Strangers at the Gate: New Immigrants in Urban America*, Ed. R. Waldinger, Berkeley, University of California Press.

Waldinger, R. D. & Bozorgmehr, M. (1996). "The Making of a Multicultural Metropolis" *Ethnic Los Angeles*, Ed. R. Waldinger and M. Bozorgmehr, New York, Russell Sage Foundation, pp. 3-38.

Wanner, R.A. (2003). "Entry Class and the Earnings of Immigrants to Canada, 1980-1995", *Canadian Public Policy*, 29, pp. 53-71.

Waterhouse, P. (1993a). "Normalisation et reconnaissance Professionnelle", *Ministre des Approvisionnement et Services Canada, Emploi et Immigration Canada*.

Waterhouse, P. (1993b). "Occupational Standards and Certification" *Employment and Immigration Canada, Minister of Supply and Services Canada*.

Weiss, Y. (1986). "The Determination of Life Cycle Earnings: A survey", *Handbook of Labor Economics*, Vol.1, ed. O. Ashenfelter & R. Layard, New York, North-Holland, pp. 603-640.

Whitaker, R. (1987). *Double Standard: The Secret History of Canadian Immigration*, Toronto, Lester & Orpen Dennys.

Widgren J. & Martin P. (2002), "Managing migration: The role of economic instruments", *International Migration*, 40(5), pp. 213-229.

Wilson, K. & Portes, A. (1980). "Immigrant Enclaves: An Analysis of the Labor Market Experiences of Cubans in Miami, *American Journal of Sociology*, 88, pp. 295-319.

Woycenko, O. (1967). *The Ukrainians in Canada*, Ottawa, Trident Press.

Wydrzynski, C. J. (1983). *Canadian Immigration Law and Procedure*, Ontario, Aurora: Canada Law Book.

York, G. (25 January 1994). "Refugees Allowed to Seek Work", *Globe and Mail*, A 1-2, quotation in Kelley, N. & Trebilcock, M. (2000). *The Making of The Mosaic: A History of Canadian Immigration Policy*, University of Toronto Press Incorporated, Toronto.

Zenner, W. (1991). *Minorities in the Middle*, Albany, NY, State University of New York Press.

Annexe I : Répartition des sujets selon le statut et certaines caractéristiques démographiques

Tel qu'on a déjà expliqué dans le chapitre attribué à la méthodologie, la poursuite des trajectoires de l'intégration professionnelle des immigrants iraniens travaillant comme chauffeurs de taxi à Montréal exigeait le recours à une schématisation et à une comparaison. Ainsi, afin de mettre en œuvre une classification empirique et une détermination des similitudes et des différences pertinentes, les échantillons sont collectés dès le début selon un « ordre catégoriel » divisé en deux périodes migratoires : les années 1980, les années 1990 et après. Cette catégorisation avait comme but la mise en contexte politique, économique et sociale temporelle et l'examen de différentes étapes de l'intégration de ces groupes. Également, la division des individus interviewés tant aux propriétaires et non propriétaires de taxi lors de l'entrevue qu'aux tenants et non-tenants d'un baccalauréat acquis à l'extérieur du Canada lors de l'arrivée au Canada contribuaient simultanément à l'examen des similarités et des différences de cette intégration pour les personnes qualifiées et non qualifiées de ce groupe tenant compte du statut professionnel de ce genre de métier.

Rappelons que les entrevues se sont déroulées en deux parties : avant et après l'arrivée au Canada. Au cours de la première partie, nous tentions de chercher les renseignements généraux sur l'âge, les conditions familiales, la scolarité, l'expérience du travail, les motifs de départs des interviewés. Dans la deuxième partie, tenant compte des contraintes et portées, nous avons essayé de chercher les parcours éducatifs et professionnels de ces individus au Canada et au Québec jusqu'à l'entrée dans l'industrie de taxi. Également, nous étions intéressés à connaître les raisons de venir vers ce métier et la présentation qu'ils donnent de mesures de l'intégration à travers cette profession. En fait, la manière de leur évaluation de leur parcours, d'une certaine mesure, est la révélatrice de certains aspects de l'évaluation de l'immigration au Canada et au Québec selon le point de vue et dans le langage d'un groupe d'immigrants iraniens.

D'après les résultats de cette étude, parmi les onze personnes interviewées détenant au moins un baccalauréat qui sont arrivées au Canada pendant la décennie 1980, seulement une personne est entrée comme immigrante économique sous la catégorie des investisseurs. Autrement dit, les autres sont des réfugiés ou des demandeurs d'asile. Également, parmi ces derniers se trouvent des étudiants gradués de l'Inde, de la Grande-Bretagne, de la France, et des Philippines. Lors de l'arrivée au Canada, la variation de l'âge pour les sept personnes de cette cohorte (64 % des cas) a été entre 26-30 ans et pour les quatre personnes (36 %) entre 31-34 ans.

	Décennie 1980					Décennie 1990 et après					Total
	Universitaires		Non universitaire			Universitaires			Non universitaire		
Immigrant économique	1		1			7			0		9
Réfugiés	1		1			0			0		2
Demandeurs d'asile	9		7			3			10		29
Regroupement familial	0		1			0			0		1
Total	11		10			10			10		41
Âge à l'entrée	26-30	31-34	14	28	19-24	27-30	35-39	42-49	20-23	26-31	
Total des échantillons	7	4	1	1	8	5	3	2	3	7	41

Également, parmi les dix interviewés de la même catégorie arrivés pendant les années 1990 et après, la tendance du statut dominant change et les détenteurs du statut d'immigrants reçu parmi les interviewés sont en majorité : quatre personnes en décennie 1990 et trois immigrants en décennie 2000. Également, lors de l'arrivée, la variation de l'âge pour cinq personnes ou 50 % des cas a été entre 27-30 ans, pour trois personnes ou 30 % des cas entre 35-39 ans, et pour seulement deux personnes ou 20 % du reste entre 42-49 ans.

En ce qui a trait à la catégorie des chauffeurs de taxi provenant d'une origine iranienne qui n'ont pas acquis au moins un baccalauréat, parmi les dix interviewés arrivés pendant les années 1980, huit personnes sont porteurs des statuts de réfugiés ou demandeurs d'asile, et deux autres sont arrivées sous les catégories du regroupement familial et d'immigrant indépendant (qualification sportive). Parmi ces individus, lors de départ de l'Iran, l'un a été étudiant à une des universités iraniennes et l'autre a été déjà un technicien. Ainsi, deux chauffeurs parmi eux ont réussi à continuer leurs études jusqu'à l'acquisition d'au moins un baccalauréat. De plus, parmi cette cohorte, il y avait seulement deux personnes âgées de 14 et 28 ans et la variation de l'âge pour le reste a été entre 19-24 ans. En effet, une proportion de 90 % des ces individus avait moins de 24 ans lors de l'arrivée à leur pays de réception.

À propos des membres de la même catégorie qui sont arrivés pendant la décennie 1990, tous sont entrés comme demandeurs d'asile dont deux personnes ont été aux études universitaires en Iran lors de départ de leur pays d'origine. Également, un individu de cette cohorte a réussi à continuer ses études jusqu'à l'acquisition d'un baccalauréat. D'ailleurs, l'âge de cette cohorte pour trois personnes ou 30 % des cas se variait entre 20-23 ans et pour sept personnes du reste se variait entre 26-31 ans.

Annexe II : Exemple de fiche signalétique

Fiche signalétique

Nom :

Année de naissance :

Ville de la naissance :

Date de départ de l'Iran :

Date de l'arrivée au Canada :

État matrimonial lors du départ d'Iran:

Classe sociale des parents :

Niveau de scolarité avant le départ :

Occupation avant le départ :

Chauffeur ou propriétaire :

Annexe III : Exemple de questionnaire

Pourriez-vous m'indiquer les lieux d'obtention de vos diplômes avant l'arrivée au Canada?

Pourriez-vous m'expliquer, vos expériences professionnelles, s'il y en a eu, avant l'arrivée au Canada?

Avant votre départ, est-ce que vous aviez communiqué avec des membres de votre famille ou avec vos amis au Canada et au Québec? Si oui, comment? Expliquez s'il vous plait.

Pourriez-vous m'expliquer les raisons principales de votre départ : sociales, économiques, politiques, etc. ?

Est-ce que vous aviez connaissance des exigences du marché du travail canadien et québécois particulièrement concernant votre domaine d'étude ou d'expérience? Si oui, comment et à quel point ces informations ont contribué à votre décision d'émigrer au Canada?

Pourriez-vous m'expliquer si vous avez émigré ou résidé dans un autre pays avant de venir au Canada? Si c'est le cas, pourquoi vous n'y êtes pas restés?

Pourriez-vous m'expliquer le niveau de votre connaissance linguistique (française et anglaise) lors de l'entrée au Canada?

Pourriez-vous m'expliquer les professions que vous connaissiez lors de l'arrivée au Canada?

Pourriez-vous m'expliquer la manière de votre départ et le statut de votre immigration à l'arrivée au Canada? Est-ce que ce statut a influé sur votre recherche d'emploi?

À l'entrée, est-ce que vous êtes arrivés directement au Québec, pourquoi ? Si non, pourquoi avez-vous choisi d'autres provinces canadiennes au début?

Est-ce que vous avez cherché un emploi dans d'autres provinces canadiennes ou d'autres pays après votre immigration au Canada? Pourquoi? Comment? Expliquez les éléments qui vous ont poussé à habiter enfin au Québec.

À ce propos, pourriez-vous expliquer pour quelles raisons vous habitez à Montréal?

Pourriez-vous m'expliquer votre parcours professionnel en matière des éléments suivants?

- Fréquentation des cours de langues (anglaise et française);
- Participation dans les programmes publics ou privés pour chercher un emploi;
- Étudier dans les cours professionnels, secondaires, collégiaux ou universitaires;
- Demander l'aide de vos compatriotes, si oui, comment avez vous les connus? Est-ce que ces aides étaient utiles dans votre parcours professionnel? Expliquez les raisons;
- Chercher un emploi dans le domaine d'expertise ou d'expérience

Pourriez-vous m'expliquer vos difficultés pour accéder aux emplois qualifiés en matière des éléments suivants?

- Employeurs
- Revenus
- Discrimination
- Difficulté de travail
- Non ou sous connaissance des diplômes obtenus hors du Canada

Pourriez-vous décrire les emplois occupés depuis votre arrivée?

Si vous avez étudié au Canada, est-ce que ces formations ont contribué à améliorer votre accès aux emplois concernés? Si oui, comment ? Si non, veuillez expliquer les barrières?

Est-ce que votre épouse a étudié ou a poursuivi ses études au Canada? Expliquez le domaine de son étude, son accès à l'emploi relié à ses études, votre soutien, l'impact de ce parcours sur le vôtre et sur la vie familiale, etc.

Quels éléments vous ont mené à commencer à travailler comme taxi?

Qui vous a encouragé dans ce métier, Les amis, familles,..? Comment?

Aviez-vous pratiqué ce métier et d'autres similaires avant l'arrivée au Canada?

Expliquez.

Est-ce que vous travaillez à temps partiel ou à temps plein? Expliquez.

Avez-vous considéré ou considérez-vous cet emploi comme occasionnel ou permanent? Expliquez.

Comment envisagez-vous les avantages et désavantages, matériel et non matériel, même des risques de ce métier?

Est-ce que vous avez souffert des risques corporels? Comment?

Pourquoi travaillez-vous dans une société majoritairement iranienne? Est-ce que vous avez déjà travaillé chez d'autres sociétés de taxi à Montréal? Comment comparez-vous entre les deux?

Est-ce qu'au total vous êtes satisfait de cet emploi? Si oui, pourquoi? Si non, pourquoi?

Tentez-vous de continuer dans ce métier? Si oui, pourquoi? Si non, pourquoi?

Est-ce que vous avez toujours l'intention de poursuivre vos études et de chercher un nouvel emploi? Si oui, pourquoi? Si non, pourquoi?

Quel emploi considérez-vous comme alternatif?